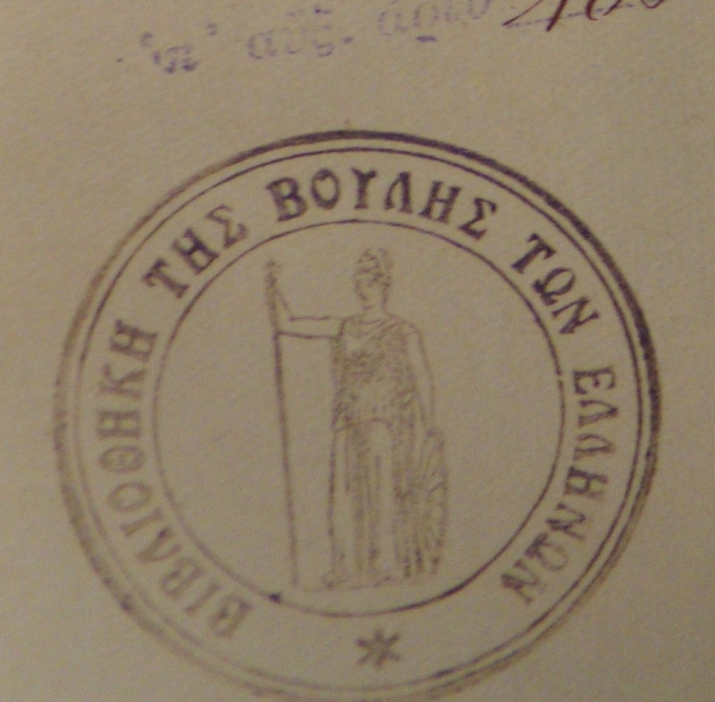
MÉMOIRES
DE EDWARD GREY
VICOMTE DE FALLODON

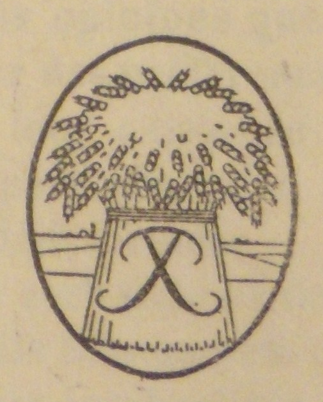


COLLECTION DE MÉMOIRES, ÉTUDES ET DOCUMENTS
POUR SERVIR A
L'HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

MÉMOIRES
DE
EDWARD GREY
VICOMTE DE FALLODON

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE GRANDE-BRETAGNE

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR M. D'HONFROI



PAYOT, PARIS
106, BOULEVARD ST-GERMAIN

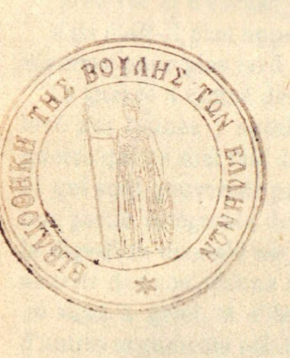
1927

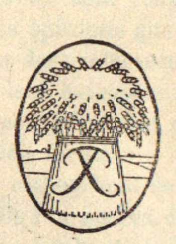
COLLECTION DE MÉMOIRES, ÉTUDES ET DOCUMENTS
POUR SERVIR A
L'HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

MÉMOIRES
DE
EDWARD GREY
VICOMTE DE FALLODON

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE GRANDE-BRETAGNE

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR M. D'HONFROI





PAYOT, PARIS
106, BOULEVARD ST-GERMAIN

1927



INTRODUCTION

Il est d'importance vitale pour le monde d'avoir un récit véridique des événements qui précédèrent la Grande Guerre : on ne saurait sans cela atteindre à une véritable compréhension de ses causes, et faute de cette compréhension, les nations ne pourraient apprendre comment éviter le retour d'un nouveau désastre plus grand encore. Il a donc paru que ce fût le devoir de celui qui fut longtemps et intimement mêlé à la diplomatie d'avant-guerre de faire le récit de ces événements, d'en donner son interprétation personnelle et l'impression qu'ils produisirent sur lui. Je n'ai jamais douté de la nécessité d'écrire ce livre, et point n'est besoin de prétexte ni d'excuse pour avoir décidé de le faire.

Mais était-il plus opportun de le publier dès à présent ou de le réserver pour plus tard ?

La guerre a remué des passions, enrôlé des sympathies et soulevé des haines ; nombreux sont ceux de la génération de la guerre qui se sont fait des opinions que rien ne saurait ébranler et qui sont gouvernés par des préférences ou des parti-pris devenus partie intégrante de leur existence même. Chez de tels gens la digestion mentale ne peut plus rien s'assimiler qui ne vienne nourrir des convictions déjà formées — tout le reste leur devient un sujet à grief, et s'ils recherchent de nouveaux documents ou d'autres arguments relatifs à la guerre, c'est non pas pour découvrir la vérité, mais comme combustible pour alimenter la flamme d'opinions préconçues. Cet état d'esprit doit plus particulièrement se rencontrer dans le pays dont l'âme a été le plus profondément pénétrée du fer de l'adversité et de la défaite, et ce n'est que lorsque régnera une nouvelle génération que les livres traitant de guerre seront lus non plus seulement pour être refutés ou applaudis, mais pour être compris.

Il est encore une autre considération qui eût pu prévaloir

contre la publication immédiate. Lorsqu'un auteur a joué un rôle prépondérant dans des questions sujettes à controverse, tout ce qu'il dit sur le passé est susceptible d'être coloré par les désirs qu'éprouvent ses lecteurs d'encourager ou de réprimer la part qu'il pourrait encore prendre dans les controverses présentes ou futures. Un livre de ce genre risque moins par conséquent de perdre en influence en ne paraissant que lorsque, l'auteur parti, louange ou censure ne peuvent plus l'atteindre.

Mais il y a, par ailleurs, une nouvelle génération qui grandit dont les opinions sur la guerre demandent encore à être développées, et nombreux sont ceux qui, même parmi la génération de la guerre, recherchent la vérité avec calme et sincérité. Il importe qu'ils aient dès à présent à leur disposition les documents les plus complets et c'est pour ceux-là principalement que ce livre a été écrit.

Il ne faudrait cependant pas conclure du fait que l'auteur de ce récit fut durant de longues années, et des plus critiques, au centre même des événements, que son ouvrage prétende à s'ériger en autorité incontestable ni à être absolument complet. Se trouver au beau milieu d'arbres touffus empêche souvent de voir la forêt dans toute son étendue. Il convient de se rappeler aussi que la portée individuelle de chaque esprit n'est que fragmentaire. Quelque effort que nous fassions, chacun de nous ne saisit qu'un seul aspect de la vérité et c'est celui-là seul qu'il peut transmettre à d'autres. Il se trouvera sans doute dans l'avenir un historien qui, à distance, obtiendra sur la guerre une vue d'ensemble à laquelle nous ne saurions encore atteindre.

Les hommes politiques qui écrivent leurs mémoires sont inévitablement la proie de deux tentations qui portent atteinte à la valeur de leur travail. L'une est la tendance à reconstruire le passé dans le sens le plus conforme aux vues et aux sentiments immédiats de l'auteur ; l'autre est le désir naturel de présenter son action personnelle sous le jour le plus favorable. Il n'est guère donné à aucun être humain de s'élever au-dessus de ces petites faiblesses — l'effort même pour les éviter d'un côté peut l'amener à errer dans l'autre sens. Quelqu'un n'a-t-il pas dit que l'on peut mettre autant de vanité à être vêtu de futaine qu'à porter un vêtement ou un uniforme élégant : de même l'écrivain décidé à ne pas enfler son propre rôle peut aisément tomber dans une orgueilleuse dépréciation de soi !

Je me suis cependant appliqué à éviter ces écueils, à décrire les

événements tels qu'ils se produisirent, la part que j'y ai prise, ainsi que les sentiments que j'en éprouvai au moment même.

Ce livre représente naturellement le point de vue britannique ou, du moins celui de ceux qui partageaient et partagent encore le mien ; mais je me suis efforcé d'envisager aussi la guerre sous l'angle international. De fait, mon but et mon désir dominant n'ont pas été de faire l'apologie ni de condamner aucun pays : ce serait là une fin stérile et sans profit. Je me suis efforcé de présenter les faits de façon à découvrir, et à tirer des conclusions susceptibles d'éviter une nouvelle guerre de même caractère et de pareille envergure.

Il est fait relativement peu mention dans ce livre des personnes avec lesquelles l'auteur travailla au Foreign Office. Ce n'est pas faute de gratitude à l'égard d'hommes tels que Sir Arthur Nicholson et Sir Charles Hardinge qui furent successivement Sous-Secrétaires et Directeurs pendant que j'étais ministre, ainsi que de nombre d'autres au Foreign Office. Il faudrait remplir des pages pour les citer tous comme ils le méritent, mais je tiens à leur apporter ici un chaleureux et sincère tribut pour leur sentiment patriotique et les éminents services rendus par eux à l'Etat. Cela m'a été un privilège autant qu'un plaisir de travailler avec eux comme aussi de voir consacrer après mon départ par sa nomination à la tête du Foreign Office, le vaste savoir, les dons incomparables et le dévouement sans bornes au service public de Sir Eyre Crowe. Une autre satisfaction m'était réservée : la désignation, avec l'approbation des plus hautes personnalités étrangères aussi bien que celle de ses propres chefs, comme Secrétaire Général de la Société des Nations, de Sir Eric Drummond, qui fut mêlé de si près à tous mes actes pendant la guerre.

Il convient de citer tout particulièrement un nom de plus : celui de Sir William Tyrrell qui, pendant de longues années, fut mon principal secrétaire particulier. Le public ne peut se rendre compte à quel point il est redevable pour le bien du pays aux qualités ou aux dons individuels exceptionnels que peuvent posséder certains fonctionnaires occupant de hautes situations dans les départements d'Etat. Tous ceux qui jouissent de pareilles qualités rendent infailliblement, en plus de leurs attributions respectives, des services d'ordre individuel. La faculté qu'avait Tyrrell de comprendre le point de vue étranger fut des plus précieuses pour leur rendre plus intelligible et plus acceptable la situation britannique, car rien ne prédispose mieux les hommes

à comprendre que de leur faire sentir qu'ils sont eux-mêmes compris. J'eus mainte occasion d'éprouver la haute valeur des services de Tyrrell ; mais je mets au-dessus de tout notre amitié qui commença au Foreign Office, et s'est poursuivie, en une intimité ininterrompue, après que furent dénoués les liens officiels.

C'est dans des conditions tout-à-fait défavorables que j'ai écrit ce livre ; ma vue gravement atteinte m'a mis dans l'impossibilité de rechercher moi-même parmi des piles de documents ceux que j'eusse voulu choisir. Je ne pouvais demander à qui que ce soit du Foreign Office de négliger ses travaux officiels pour entreprendre une aussi lourde tâche, d'autant que cet ouvrage est entièrement personnel et ne revêt aucun caractère officiel.

J'ai donc prié un vieil ami, M. J. A. Spender de faire ce travail pour moi : mon livre a de la sorte bénéficié de sa collaboration. Sa longue expérience d'écrivain spécialisé dans les questions politiques et l'impartialité de son esprit m'ont été d'une aide précieuse. Il sut faire parmi la masse de paperasses du Foreign Office une sélection des documents qui lui paraissaient les plus importants et les plus typiques, propres à éclairer du jour le plus précis telle mesure politique. Il me les envoyait avec des passages marqués ou accompagnés de commentaires, attirant ainsi mon attention sur des points particuliers, et je pus, cette première élimination faite, choisir les pièces dont je voulais faire état. Je suis certain que mon expérience et son jugement ont su faire un bon choix, et que les documents queje publie donnent réellement une impression juste, ni tendancieuse ni déformée, de la politique et des transactions du Foreign Office. Il se trouve assurément au Département quantité d'autres papiers, dont beaucoup eussent pu être considérés d'importance égale à ceux sur lesquels je m'appuie, mais il n'en est pas, autant qu'il m'en souvienne, et de l'avis même de M. Spender après de longues recherches, susceptibles de présenter la politique britannique sous un aspect différent ni d'apporter de nouvelles révélations. Toute ma reconnaissance est due à S. M. le Roi pour la permission qu'il daigna m accorder de compulser des documents se trouvant parmi ses papiers personnels, ainsi qu'à Lord Curzon qui, en tant que secrétaire d'Etat, donna sur ma demande à mon ami Spender l'autorisation de consulter tous les rapports officiels au Foreign Office se rapportant aux années durant lesquelles je fus sous-secrétaire d'Etat ou Ministre. Je remercie aussi M. Gaselee, le bibliothécaire du Foreign Office, pour l'aide apportée à Spender dans la recherche

de documents plus spéciaux. J'avais, pour plus de sécurité, laissé tous mes papiers personnels à l'exception de deux, au Foreign Office. Ils furent mis à la disposition de Spender qui en choisit aussi quelques-uns. Ce qui a été dit du choix équitable des documents officiels s'applique aussi aux papiers personnels. Il serait cependant très injuste envers le Foreign Office d'user de voies privées pour traiter des questions importantes. Pour que le personnel d'un Département serve bien l'Etat, il importe qu'il soit au courant de tout ce qui se passe, et les moindres détails doivent lui être accessibles par des documents officiels. Les papiers particuliers n'ont par conséquent aucun secret d'Etat à révéler. Les deux exceptions mentionnées plus haut comme ne se trouvant pas parmi mes papiers au Foreign Office sont une lettre personnelle de Lichnowsky et le Memorandum « House » accompagné de ma note s'y rapportant : tous deux se trouvent dans ce livre à la place voulue (1).

J'ai apporté le plus grand soin à ne rien omettre d'important ; quelques erreurs ou inexactitudes ont cependant pu se faufiler dans un ouvrage s'étendant sur tant d'années et traitant de tant et de si complexes affaires. Ma mémoire peut avoir eu des défaillances quant à quelques détails, mais elle est, dans les grandes lignes, restée fidèle, et les impressions rapportées sont strictement conformes à la vérité.

Ma mauvaise vue, qui me permet encore d'écrire, ne peut supporter la lecture de longs manuscrits ni même d'imprimés. J'ai donc pour la plus grande partie, confié à d'autres yeux meilleurs que les miens le soin de revoir et corriger les épreuves.

Il appartient à d'autres d'apprécier la valeur politique de ce livre. Il exprime mes vues personnelles ; son but, cependant, est beaucoup plus de stimuler la pensée que d'insister pour que l'on accepte mon sentiment comme concluant. Ceux d'entre nous qui parvînmes à l'âge mûr au dix-neuvième siècle avons acquis notre perception des valeurs et formé nos premières opinions dans la seconde moitié de l'ère Victorienne. Le point de vue général des affaires intérieures se transformait déjà avec rapidité

(1) Expliquons pour la commodité du lecteur peu renseigné sur les procédés diplomatiques que le Ministre des Affaires Etrangères a coutume de donner à son compte-rendu d'une conversation avec un Ambassadeur étranger la forme d'une dépêche adressée à l'Ambassadeur accrédité dans le pays intéressé. Presque toutes les conversations se présentent sous cette forme. Voir pour les détails des habitudes du Ministre des Affaires Etrangères en cela et sur d'autres points, vol. II, chapitre XXX.

dès avant 1914. La guerre peut être considérée comme constituant aussi, pour les questions extérieures, la ligne de séparation des deux époques. Nous, qui nous trouvions en 1904 au premier rang, appartenions à une époque et avons chevauché sur une autre. Aussi nous trouvons-nous en face de problèmes nouveaux pour nous, et notre vision peut-elle se voiler, imprécise, sous l'action de choses qui nous paraissent alarmantes parce qu'elles nous sont étrangères. La direction des affaires a déjà passé et devra passer toute entière à des cerveaux plus frais et plus jeunes qui sauront voir plus loin et plus clair, par cela même que ce qui nous inquiète par son étrangeté leur sera familier et compréhensible.

Il ne faut pas nous imaginer que parce que nous connaissons mieux le passé, nous saurons mieux qu'eux voir clair dans l'avenir, mais nous pouvons condenser pour eux notre expérience et les considérations qu'elle nous a inspirées dans l'espoir de fournir ainsi à leur jeune pensée quelques sujets de réflexion et quelque élan qui la rende fertile.

Ce livre n'est nullement une autobiographie — on n'y trouvera par conséquent nul souvenir d'enfance, de collège, ni d'université, de mariage ni de vie privée, si ce n'est dans la mesure où ils eurent une influence sur ma vie publique ou en ressentirent le contre-coup.

La politique ne présentait pas le moindre intérêt pour mon enfance ; mon seul souvenir en est piètre et banal.

Je me rappelle que lorsqu'éclata la guerre franco-prussienne de 1870, mon père me demanda pour quel côté je prenais parti. J'avais alors environ huit ans, et n'avais guère d'opinion en la matière, mais poussé par ce que j'avais entendu dire de Waterloo, peut-être aussi par une prédilection pour un jeu dénommé « Allemand » pour le distinguer des dominos ordinaires, je répondis que j'étais pour les Allemands. Mon père (1) avait été dans la Rifle Brigade, et, allié aux Français, s'était battu en Crimée. Ma réponse lui déplut, il me gronda pour ma préférence, et je retombai dans une indifférence dont, n'était sa question, je ne serais jamais sorti.

Ce doit être quelques mois plus tard que je fus appelé un soir d'hiver pour assister du balcon de Fallodon à une aurore boréale.

(1) Le Capitaine George Henry Grey (plus tard Lieutenant-Colonel de la Milice du Northumberland) Ecuyer du Prince de Galles ; 1859-74.

Sur une vaste étendue de ciel irradié de lumière se répandait une lueur rose. Le souvenir de ce spectacle m'est toujours resté très précis, et je n'ai jamais, au cours de ma vie, revu d'aurore boréale aussi belle que celle-là. Il se peut évidemment que mon imagination en ait accru la merveilleuse beauté; il m'en reste en tous cas l'impression d'une vision féerique. J'entends encore mon grand-père dire, comme nous étions tous réunis sur le balcon, que si Paris n'était pas si éloigné, l'on pourrait croire que les Prussiens y avaient mis le feu, et que c'était là ce qui illuminait le ciel.

On m'emmena, pendant l'été de 1873, visiter l'Ecosse. Nous revenions d'Inverness et étions, mon grand-père et moi, seuls dans le compartiment; regardant par la portière pendant un arrêt dans une gare, mon grand-père se mit à héler quelqu'un qui passait sur le quai. Un monsieur que je ne connaissais pas monta avec nous, et une conversation animée dont je ne compris rien et à laquelle je ne prêtai aucune attention, se poursuivit jusqu'à Perth. Là l'inconnu descendit, et lorsqu'il se fut éloigné, mon grand-père me dit que c'était M. Gladstone. Cela ne signifia rien pour moi sur le moment, mais plusieurs années plus tard mon grand-père me demanda si je me rappelais cette circonstance et me raconta quel avait été le sujet de cette conversation. Il s'agissait de la difficulté toute technique, mais fort embarrassante, où se trouvait M. Gladstone, alors Premier Ministre qui, ayant repris le pouvoir pour la deuxième fois, n'avait pas rendu son siège au Parlement et ne s'était pas fait réélire. Mon grand-père, Sir George Grey (1) quoique ne faisant plus partie du gouvernement, avait été collègue de Gladstone dans des Cabinets précédents; son expérience comme Ministre de l'Intérieur était grande et il était encore, et depuis quarante ans, membre du Parlement. C'était une autorité en procédure parlementaire et Gladstone avait sans nul doute été bien aise de saisir l'occasion de causer avec lui de son cas particulier.

Mon père mourut à la fin de l'année 1874. Il avait, après son mariage, continué à vivre à Fallodon avec ses parents, et même lorsque mes grands-parents s'absentaient pendant les sessions parlementaires. Après sa mort, ma mère resta donc à Fallodon avec tous ses enfants, et ce fut mon grand-père qui le remplaça dorénavant (2).

(1) Chancelier du Duché de Lancaster.

(2) Nous étions sept — quatre garçons et trois filles. Un livre de *Souvenirs de Sir George Grey*, écrit par le Dr Creighton (Evêque de Londres)

Je n'ai aucun souvenir d'avoir éprouvé un intérêt quelconque pour les événements publics jusqu'à la nouvelle de l'assassinat à Dublin, en 1882, de Lord Frederick Cavendish. J'étais alors étudiant à l'Université, et me joignis à la manifestation réclamant la loi martiale. Je le racontai à mon grand-père qui se contenta pour toute critique de ce commentaire :

« La loi martiale est la suspension de toute légalité. »

Mon grand-père mourut quelques mois après, et j'héritai du domaine de Fallodon. C'est en 1884, après une longue période de ce qu'il est convenu de qualifier oisiveté, mais qui, dans mon cas, consista à m'adonner énergiquement à des sports variés, que s'éveilla subitement en moi un intérêt pour toutes sortes de choses sérieuses. Je me mis à lire de la bonne littérature, la poésie m'exalta jusqu'à l'enthousiasme, et je m'absorbai sans défaillance dans les sujets les plus ardus, pour si prolixes qu'ils fussent. Le même élan d'intérêt me dirigea vers les affaires publiques. Je lisais des articles et des revues politiques, et c'est dès le début de ce réveil que se produisit un fait qui décida du cours de mon existence.

Le Ministère Gladstone proposa, en 1884, une extension de la franchise électorale accordée aux comtés dans des conditions similaires à celles qu'avait consenties aux bourgs, en 1867, un Ministère conservateur. La Chambre des Lords rejeta la proposition ; grande fut l'indignation dans les comtés et une démonstration en faveur de la franchise fut préparée à Alnwick, chef-lieu à proximité de Fallodon.

On ignorait tout de mes opinions politiques, mais le nom de ma famille était notoirement associé à la Loi de Réforme de 1832 ; mon grand-père avait siégé pour cet arrondissement de 1848 à 1852 et en avait, en fait, été le dernier représentant libéral. On me demanda de présider la manifestation d'Alnwick. Il me parut très injuste que les habitants des comtés en général et du Northumberland en particulier ne bénéficiassent pas des franchises accordées depuis si longtemps aux bourgs. Elevé comme je l'avais été à la campagne, mon culte de « fair play » et mon amour du clocher valurent à ce mouvement mon active sympathie ; j'ac-

parut en 1901, chez Longmans, Green & C°. Il y décrit avec une connaissance intime un caractère susceptible au plus haut point d'inspirer de l'affection, en même temps que d'une droiture absolue. Quiconque l'aura lu comprendra de combien de bonheur et d'avantages de toute sorte nous sommes redevables à l'affection et à l'influence de notre grand-père. (Voir Appendice).

ceptai donc sans hésitation l'invitation qui m'était faite. Mon discours fut bref et bien banal ; non-seulement je m'essayais pour la première fois à parler en public, mais encore à traiter un sujet politique : je m'en tirai cependant plus aisément que ne me l'avait fait craindre mon inquiétude. L'extension de la franchise était à ce moment-là la ligne de démarcation entre les partis, et c'est ainsi que se décida celui auquel j'appartiendrais désormais.

Je fus désigné comme candidat libéral de la nouvelle circonscription de Berwick-on-Tweed, qui englobait Alnwick et tout mon voisinage immédiat. Les nouveaux électeurs qui s'étaient longtemps plaints de leur exclusion de la franchise qui leur était désormais accordée, se présentèrent nombreux aux urnes pour le parti qui leur avait obtenu le vote. C'est ainsi que je fus élu au Parlement en novembre 1885.

Très peu de temps après vint un nouveau tournant. De 1880 à 1885, le Ministère Gladstone s'était vu acculé, pour gouverner l'Irlande, à des mesures coërcitives, et en conflit déclaré avec les membres partisans du Home Rule, menés par Parnell, que Gladstone avait dénoncés comme s'acheminant par la rapine vers le démembrement de l'Empire. Ceci n'avait pas empêché le Cabinet conservateur qui succéda, après sa démission, à Gladstone en l'été de 1885, d'entrer en relations amicales avec Parnell, avec qui l'on sut que Lord Carnarvon, membre du gouvernement conservateur et Lord Lieutenant de l'Irlande avait eu une entrevue. Il va de soi que les Conservateurs n'avaient pas été jusqu'à promettre un Parlement particulier à Dublin, mais ils avaient parlé de l'avantage que présenteraient des autorités locales à pouvoirs étendus. Le Home Rule était dans l'air. Le parti conservateur accueillit, de son propre aveu, le vote irlandais aux élections générales qui eurent lieu en l'automne de 1885 ; le nombre des Membres irlandais partisans du Home Rule se trouva plus que doublé — ils étaient à présent quatre-vingt-cinq.

On apprit, au début de 1886, que Gladstone serait partisan du Home Rule — les événements sont venus confirmer aujourd'hui qu'il était dans le vrai en considérant que les vieilles méthodes de gouvernement appliquées à l'Irlande étaient périmées. Mais la pente était raide, et une importante fraction des libéraux qui l'avaient appuyé lorsqu'il se dressait contre les partisans du Home Rule, ne purent se résoudre à l'y suivre. Il y eut scission dans le parti. Pour moi, le dilemme ne se posait pas : nouveau venu dans

la vie parlementaire, j'étais, au début de ma course, libre de me déclarer « Home Ruler » ou Unioniste.

Je reste convaincu que Gladstone, par sa force de caractère, son énergie et sa puissance intellectuelle, est le plus grand homme que j'aie connu. J'étais cependant trop inexpérimenté pour que ce sentiment fût aussi fort au début de ma carrière politique qu'il le devint par la suite et tel que je l'éprouve encore, aussi son changement de politique, en 1886, n'agit-il pas sur moi de façon déterminante. Il est une difficulté qui assaille, en politique, les hommes d'esprit indépendant, et il en sera sans doute toujours ainsi. C'est que les grands hommes sont difficiles à suivre sans à-coups, tandis que les hommes de moindre envergure n'ont pas des qualités de chefs. Les grands cerveaux ne suivent pas longtemps les ornières de la pensée moyenne, ce qui fait que l'homme d'esprit moyen éprouve quelque difficulté à suivre les grands hommes.

Qu'un homme de l'importance de M. Gladstone se fît l'avocat du Home Rule était en soi un fait qui me donnait à réfléchir : la soudaineté de son revirement me troublait et me portait à douter.

C'est alors que je tombai sur des articles écrits dans la *Pall Mall Gazette* par John Morley pendant la période de contrainte à l'égard de l'Irlande du gouvernement de Gladstone. A les lire dans leur ensemble, l'argument que la coërcition ne pouvait, dans les conditions modernes, constituer un système permanent de gouvernement en Irlande, semblait irrésistible. Il n'y avait d'autre alternative que le Home Rule. Je me trouvai moralement convaincu, tant Morley paraissait clair, logique et consistant dans son opinion sur l'Irlande.

Le Parlement se réunit au début de 1886. Le gouvernement Salisbury renversé, Gladstone forma un Ministère libéral dans le but avoué de créer pour l'Irlande un gouvernement autonome ; Morley fut nommé Secrétaire d'Etat en Irlande, et dut se faire réélire dans sa circonscription de Newcastle-on-Tyne. Il y eut ballottage ; en ma qualité de membre d'une circonscription voisine, on me demanda mon concours que j'apportai sans réserve ; j'étais dorénavant, un libéral « Home-Ruler ».

Il y a peu à dire des six premières années que je passai à la Chambre des Communes. Je n'eus pas l'occasion de faire mon premier discours lors de la seconde lecture, en 1886, de la loi de Home Rule. Si grand était le nombre des membres inscrits, et tant de nouveaux députés avaient un premier discours à placer que mon tour ne vint pas, malgré que je me fusse levé à plusieurs

reprises de ma place pendant ces deux jours. J'appris finalement que le Président avait eu l'intention de m'appeler, mais que les chefs du parti avaient fortement appuyé pour que passât un autre membre, qui était mon aîné, et n'avait pas encore eu l'occasion de placer son discours. Cette circonstance me fut en toute probabilité favorable : la question était trop importante pour ce que j'avais à dire, et pour la faculté d'élocution que je possédais à cette époque : je ressentis une impression de soulagement de ce que pareille épreuve m'eût été épargnée, et point la moindre déception d'avoir manqué une occasion.

Mais il fallait, tôt ou tard, subir l'épreuve ; je fis donc l'année suivante appel à tout mon courage et parvins à faire un discours sur la question irlandaise. Mon succès fut bien loin d'égaler celui du premier *speech* d'Asquith prononcé la même année et dont on a dit avec raison qu'il avait été écouté à la Chambre comme l'eût été celui d'un chef. Le mien eut cependant un succès modeste et fut immédiatement suivi par une invitation à dîner avec ma femme chez Sir William et Lady Harcourt.

En 1888, se manifesta chez moi le premier signe d'indépendance. Le gouvernement conservateur, tout en s'opposant au Home Rule, poussait au projet d'Achat de la Propriété en Irlande, lequel faisait partie de la politique Gladstone en 1886, quoique le parti libéral dans l'ensemble ne fût pas disposé à l'appuyer autrement que comme partie intégrante du Home Rule. Quelques Unionistes prétendaient que si l'on pouvait résoudre la question terrienne irlandaise en transformant les feudataires en propriétaires, toute agitation politique pour le Home Rule disparaîtrait. Je ne partageais pas cette opinion, mais j'étais disposé à m'en tenir aux résultats de l'achat de la terre. Si cela devait mettre fin à l'agitation politique, tant mieux, sinon le côté purement politique de la question se trouverait débarrassé de la complication terrienne. Ce serait, en tout cas, tout à l'avantage de l'Angleterre et de l'Irlande que soit réglé ce point important. Je me trouvais en ceci d'accord avec Haldane et c'est dans une action commune que débuta une association et une amitié qui prévalurent et se fortifièrent au cours des années. Tous deux nous parlâmes et votâmes à l'encontre de notre parti qui jugea le terme « case », signifiant « dissidence », trop pompeux pour être appliqué à l'action indépendante de deux uniques et très jeunes membres du parti. Tout au plus classa-t-on notre effort sous le vocable de « rabbit-hole » « terrier à lapin ». Sauf pour cette seule exception je parlai et votai

sans restriction avec le parti libéral du Home Rule. Mis en émoi par un vif sentiment des injustices et des inégalités de la vie, je suivis les directives de ceux qui représentaient alors la fraction avancée du parti, y compris ceux que John Morley, en un discours incitant à la prudence, appelait des jeunes gens portés à la rêverie. Ainsi s'écoulèrent six autres années pendant lesquelles tout l'intérêt fut concentré sur la politique intérieure. Puis vinrent les élections de 1892, qui m'envoyèrent au Parlement pour la troisième fois.

CHAPITRE PREMIER

MES DÉBUTS AU MINISTÈRE

Les élections de 1892. — Le dernier Ministère Gladstone. — Je deviens Sous-Secrétaire de Lord Rosebery. — Le travail d'un Sous-Secrétaire. — Continuité de politique. — La Grande-Bretagne et la Triple Alliance. — Principes de politique extérieure britannique. — L'équilibre de puissance.

Les élections générales de juillet 1892 valurent aux libéraux et aux nationalistes irlandais réunis une majorité de quarante voix à la Chambre des Communes. L'alliance politique entre les libéraux et les Irlandais était complète ; le gouvernement unioniste fut renversé lors de la première session de la nouvelle Chambre en août, et M. Gladstone forma un Cabinet libéral de Home Rule auquel, tout en en étant exclus, les Irlandais apportèrent l'assurance d'un appui ferme et absolu, car il était entendu que la présentation et le vote de la loi de Home Rule serait le premier et le principal but du nouveau Ministère.

Lord Rosebery prit les Affaires Etrangères, mais, disait-on, à regret, et non sans insistance de la part de personnalités n'appartenant pas au parti purement libéral sur la nécessité, pour l'intérêt public, de sa présence au Foreign Office. Il me choisit comme Sous-Secrétaire parlementaire.

Je n'étais nullement préparé aux travaux du Foreign Office, et ne m'étais jusqu'alors guère préoccupé des Affaires Extérieures. Mais il n'est pas indispensable à un jeune Sous-Secrétaire parlementaire de posséder des connaissances spéciales. On ne lui demande pas d'être un expert, mais d'être suffisamment entraîné aux affaires publiques. La

théorie et la pratique d'un gouvernement parlementaire ne consistent pas à être régis par des spécialistes, mais par des hommes possédant une expérience générale et des aptitudes éprouvées, dirigeant les experts qui sont les fonctionnaires civils de nos services publics.

Le Sous-Secrétaire parlementaire du Foreign Office ne participait que pour une part infime à la politique dirigeante. Il avait à toute heure accès auprès de son chef, le Ministre ; il pouvait exprimer ses vues sur ce qui se faisait soit verbalement, soit par des mémoires ; restait libre de démissionner, s'il n'était pas d'accord. Tous les télégrammes et communications d'importance passaient sous ses yeux, mais seulement après avoir été élaborés et expédiés. Son rôle consistait à être très complètement renseigné sur tout ce qui se faisait au Département, à réunir avec soin tous les renseignements réclamés par les Membres de la Chambre des Communes sur un point donné, à faire, sur les affaires extérieures, des déclarations qui soient en parfait accord avec la politique du Cabinet ; à expliquer et à défendre cette politique sans blesser les pays étrangers.

Les indiscrétions n'étaient pas dans son rôle — il fallait qu'il sût être discret sans pour cela se montrer exagérément réservé. C'était là un admirable entraînement, et des plus intéressants, surtout lorsque, comme il arrivait parfois, il s'était produit dans le Cabinet des divergences d'opinion qui s'étaient résolues par un compromis. En ces occasions son chef mettait le Sous-Secrétaire au courant de la décision prise et lui donnait des directives générales. Il lui fallait alors interpréter et développer la mesure prise devant la Chambre des Communes, parfois très longuement, de manière à satisfaire l'un des partis composant le Ministère, sans dire une parole qui pût sembler à l'autre parti déloyale envers le compromis accepté, et cela sans avoir assisté aux discussions du Conseil des ministres où s'étaient manifestées les divergences et les nuances d'opinion et où l'on était parvenu à l'accord. Cet exposé se faisait en public, face à une opposition alerte et toujours aux aguets, et avec, de chaque côté de lui, les Ministres ayant pris part à la décision. Un

compromis est, en général, la terne conclusion de discussions intéressantes, souvent même agitées ; anodin et sédatif, il n'est cependant pas toujours la négation de deux politiques opposées et l'adoption d'un moyen terme. Il semblait parfois au Sous-Secrétaire qu'il consistât en ceci : un côté obtenait satisfaction pour ce qu'il y avait lieu de faire, tandis que l'autre posait ses conditions sur la façon dont la mesure prise serait formulée et annoncée.

Il n'y avait pas cependant dans les Cabinets de 1892-95 de divergences d'opinions sur des questions vraiment graves de politique extérieure ; les principaux différends consistaient à déterminer si l'Est-Africain et l'Uganda deviendraient définitivement des possessions britanniques, et s'il convenait de construire un chemin de fer jusqu'en Uganda. Tout en relevant du Foreign Office, ces questions concernaient l'expansion coloniale et n'étaient pas de politique étrangère, aussi furent-elles plus tard transférées au Colonial Office. L'opposition unioniste en fit des sujets de controverse et d'attaque, tandis qu'elle soutenait pour toutes questions extérieures le gouvernement libéral aussi bien pendant que Lord Rosebery fut aux Affaires Etrangères que lorsqu'il devint Premier Ministre. Je ne m'attarderai donc pas davantage à ces questions qui parurent à l'époque si ardues et importantes ; et, j'aborde de suite la politique extérieure qui forme l'objet capital de ce récit.

Avant et pendant les élections de 1892, M. Gladstone avait tenu la politique étrangère complètement en dehors des programmes de partis ; en fait, il déclarait expressément dans l'un de ses discours qu'il ne trouvait rien à redire à la politique extérieure de Lord Salisbury de 1886 à 1892, établissant de la sorte que ce ne devait pas être matière à controverse entre les partis opposants.

Lorsque Lord Rosebery prit possession du Foreign Office, il fit savoir aux ambassadeurs de la Triple Alliance qu'il avait l'intention de continuer la politique de Lord Salisbury. L'un de mes premiers souvenirs est la lecture du rapport des conversations où fut faite cette déclaration aux trois ambassadeurs, en laquelle ils exprimèrent leur cordiale satisfaction.

La politique traditionnelle reprise par le nouveau gouvernement était une amitié très nette envers la Triple Alliance ; il n'y avait ni engagement pris, ni promesse, ni accord définitif ; c'était une politique susceptible d'être modifiée à n'importe quel moment. La Grande-Bretagne s'était gardée si libre de toute entrave que M. Goschen, l'un des membres du Cabinet de Lord Salisbury put, à la Chambre des Communes, parler de notre position comme étant un « splendide isolement ». Il existait pourtant dans la pratique comme une entente tacite si manifeste, que lorsque les journaux français étaient particulièrement irrités par quelque heurt avec la Grande-Bretagne, ils parlaient avec colère non pas de la Triple, mais de la Quadruple Alliance. Les gouvernements britanniques inclinaient diplomatiquement, en ces années-là, vers la Triple Alliance. Que ceux qui affirment que la politique de l'Angleterre eut toujours pour but l'équilibre des Puissances en Europe fassent un retour en arrière et se demandent si la politique britannique d'alors concorde entièrement avec cette théorie.

Je n'ai jamais, autant qu'il m'en souvienne, usé de l'expression « Equilibre de Puissances » ; je l'ai, au contraire, mainte fois évitée de propos délibéré, et ne me le suis jamais, du moins consciemment, proposé comme un but à poursuivre, à atteindre, à défendre. Je n'ai donc pas qualité pour l'expliquer ou le définir. Je me figure que cela signifie que lorsqu'une Puissance ou un groupe de Puissances constitue le « bloc » le plus fort en Europe, notre politique a été, ou devrait être, de créer, ou de nous placer, aux côtés de quelque autre combinaison de Puissances, afin de faire contrepoids à l'autre et préserver ainsi l'équilibre en Europe. Or, en 1886, et dans les années qui suivirent pendant que Lord Salisbury et Lord Rosebery étaient Premiers Ministres, la Triplice était sans contredit la combinaison politique la plus forte, l'élément le plus puissant, en Europe. Et cependant, la politique d'amitié à son égard fut poursuivie par le gouvernement britannique, avant même que le contrepoids de l'Alliance franco-russe ait vu le jour, et cette politique persista durant de longues années, alors que la Triple

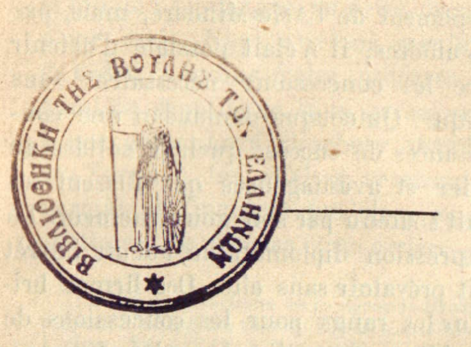
Alliance restait, malgré tout, le facteur dominant de la diplomatie européenne. La Grande-Bretagne ne chercha donc en aucune façon durant cette période à agir en contrepoids quelconque contre le groupe le plus fort; elle se tint au contraire à ses côtés. Je n'affirme pas que ce fait, examiné de près, contredise la théorie de la tendance de la politique britannique à préserver l'équilibre des Puissances ; mais il s'y trouve assez d'apparente contradiction pour rendre nécessaire l'examen de ce que l'on pourrait appeler la politique de Triple Alliance du gouvernement britannique entre 1886 et la fin du siècle, et d'en rechercher la cause.

Je croirais assez qu'en ceci, comme en la plupart des recherches relatives à la politique étrangère britannique, la véritable raison ne se trouve ni dans des prévisions à long terme, ni dans de vastes conceptions, ni dans de grands projets. Un Ministre accablé par le travail administratif d'un immense organisme doit souvent être stupéfait en lisant quels plans soigneusement établis, quels motifs profonds et inavoués lui attribuent ses critiques ou ses admirateurs. Les spectateurs libres de toute responsabilité ont le temps d'inventer, aussi attribuent-ils à des Ministres des choses que ceux-ci n'auraient pas le temps matériel de concevoir, en admettant même qu'ils soient assez intelligents pour le faire. Si tous les secrets étaient dévoilés, il en ressortirait probablement que les Ministres du Foreign Office ont été guidés par ce qui leur paraissait être l'intérêt immédiat du pays, sans s'arrêter à des calculs compliqués pour l'avenir. Leurs meilleures qualités ont été négatives plutôt que positives. Ils n'ont pas eu de violents revirements ni exécuté de rapides voltes-face ; ils ne se sentaient nullement disposés à brouiller les cartes, à pousser aux querelles parmi les autres nations, ni à pécher en eau trouble, car leur sentiment instinctif les portait à considérer la paix et la stabilité en Europe comme étant les conditions les plus favorables au commerce britannique ; ils se sont, en général, bien gardés de se commettre en vue de contingences futures, d'éveiller des espoirs qu'ils pourraient ne pas être en état de réaliser, ou de jamais dire plus qu'ils ne pensaient. A tout prendre

l'Empire britannique a été bien servi par ces méthodes : elles lui ont, en tout cas, évité les erreurs capitales et désastreuses, de ces erreurs que peut commettre tel grand penseur calculant longtemps à l'avance, mais qui pense et calcule faux. Elles lui ont aussi épargné le malheur de voir une conception politique exigeant pour réussir l'impulsion d'un grand homme, réduite à néant, s'effondrer, lorsqu'à celui qui l'a inspirée succèdent des hommes inférieurs. Les critiques peuvent trouver dans la politique étrangère britannique bien des erreurs et bien des lacunes ; leur droit incontestable est de les exposer, voire même de les tourner en dérision ; mais qu'ils s'interrogent sans parti-pris, et disent quelle autre nation en Europe pourrait, passant en revue cent années écoulées, dire en toute confiance de sa propre politique : *Si monumentum quaeris, circumspice ?* Ce résultat est sans nul doute dû aux qualités de caractère et de persévérance inhérentes à la race, aux avantages d'une position géographique spéciale, à des causes qui ne relevaient pas seulement des mérites des Ministres des Affaires Etrangères, mais il n'en est pas moins permis d'affirmer que la conduite de ces affaires s'accordait bien avec le développement et les besoins de l'Empire.

Nous étudierons, en même temps que d'autres questions y relatives lorsque ce récit touchera au point voulu, si la grande catastrophe européenne de 1914 eût pu être évitée par une politique britannique différemment orientée. Revenons aux raisons qui faisaient incliner l'Angleterre, en 1886, et par la suite, vers la Triple Alliance. La raison la plus évidente en était que l'Empire britannique avait des heurts fréquents et aigus tant avec la France qu'avec la Russie, heurts beaucoup plus fréquents et plus violents qu'avec les alliés de la Triplice. Nous nous tenions donc auprès de ceux avec lesquels nous avions moins de sujets de querelle. Il était, de plus, nécessaire d'avoir un appui diplomatique en Egypte. L'œuvre de Lord Cromer était de trop grande envergure pour être abandonnée sans entraîner des pertes et porter préjudice aux intérêts britanniques ; elle était aussi trop salutaire à l'Egypte, tant au point de vue financier qu'au

point de vue humain, pour que nous puissions, sans en éprouver un sentiment de honte, envisager la possibilité d'y renoncer. Elle ne pouvait cependant être menée à bien sans le concours diplomatique des représentants étrangers au Caire et, l'opposition de la France et de la Russie se dressant là contre nous, l'appui de la Triple Alliance nous était indispensable. De telles raisons étaient évidentes, d'aucuns même les jugeront péremptoires, mais, occulte, et les intensifiant encore, il y avait, je crois, l'impression que la puissance de la Triple Alliance représentait la stabilité, donc la paix en Europe ; que quoique militairement plus faibles, la France et la Russie étaient des Puissances turbulentes, tandis que la Triplice était, somme toute, satisfaite. La conclusion que je voudrais tirer de ces faits est que la Grande-Bretagne n'a pas été opposée, en théorie, à la prédominance en Europe d'un groupe puissant tendant à assurer la stabilité et la paix. Son premier mouvement a généralement été d'appuyer une combinaison de ce genre ; ce n'est que lorsque la Puissance prépondérante se montre agressive et que l'Angleterre sent ses propres intérêts menacés que, par instinct de défense plus que par un acte réfléchi, elle gravite vers tout ce qui peut ressembler à un « équilibre de Puissances ».



CHAPITRE II

FRICTIONS AVEC L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE

Un incident au Caire. — L'envers de l'amitié allemande. — Soupçons de la France. — Une crise siamoise. — Troubles en Afrique occidentale. — La déclaration « Grey » et son origine. — Objections du Cabinet — Grande-Bretagne et Japon. — L'aurore d'une amitié.

Je ne tardai pas à m'apercevoir que quelque satisfaction que pût procurer aux gouvernements allemand, autrichien et italien une politique amicale à leur égard, elle n'allait pas sans inconvénient pour nous-mêmes. Lord Rosebery n'était que depuis peu au Foreign Office lorsqu'il lui arriva une aventure fort déplaisante.

On pensait en Turquie à construire des lignes de chemin de fer pour le développement de l'Asie-Mineure, mais, pas plus que pour d'autres affaires, il n'était possible d'obtenir du gouvernement turc les concessions nécessaires sans intervention diplomatique. Quiconque demandait une concession avait peu de chances de succès, quelque solides au point de vue financier et avantageuses que fussent ses propositions, s'il n'était soutenu par son gouvernement. Là où était de règle la pression diplomatique, aucun intérêt commercial ne pouvait prévaloir sans elle. Des firmes britanniques se mirent sur les rangs pour les concessions de chemins de fer en Asie-Mineure, que l'ambassadeur britannique à Constantinople appuyait avec l'approbation du Foreign Office. Des firmes allemandes en faisaient autant avec l'appui de l'Ambassadeur d'Allemagne.

Tout à coup, vint de Berlin une sorte d'ultimatum, nous

sommant de cesser toute concurrence à l'égard des conce sions de chemins de fer en Turquie que briguaient les All mands et déclarant que, faute de nous y conformer, le Co sul allemand au Caire retirerait son appui à l'administratio britannique en Egypte. Des instructions dans ce sens fure même adressées sans retard au représentant allemand a Caire, et l'ultimatum allemand fut suivi — accompag presque — d'un télégramme désespéré de Lord Crom faisant ressortir qu'en vue de l'opposition française et russ il lui serait impossible, sans le soutien de l'Allemagne, mener à bien son œuvre en Egypte (1).

Ce fut surtout la précipitation et la grossièreté du procé allemand qui me produisit une fâcheuse impression. me rappelle la description humoristique d'une femm racontant une altercation qu'elle avait eue dans un omnib avec une autre femme, et disant, « chez elle la paro équivaut à un coup ». Telle était, en effet, la méthode all mande. On ne pourrait affirmer qu'en soi la prétention fi absolument déraisonnable; les Allemands étaient, à to prendre, en droit de demander qu'en échange de leur appui e Egypte, nous ne nous opposions pas, ailleurs, à certains d leurs intérêts déterminés. Présentée sous cette forme, nou n'eussions pu nous refuser à un compromis raisonnable. Ma le ton de l'Allemagne en cette circonstance n'était pas cel d'une amie. Nous n'avions pas le choix; force nous éta de céder, à moins d'être préparés à voir se poser toute l question égyptienne, sans qu'aucune Grande Puissance fi à nos côtés. Lord Rosebery abandonna toute concurrenc en Turquie, les affaires reprirent en Egypte leur cour normal et l'incident fut clos, mais non sans laisser u sentiment de malaise et un arrière-goût désagréable : il ava

(1) Pour les relations de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne p rapport à l'Egypte, voir la *Vie de Lord Granville*, par Fitzmaurice, vo I, chap. IX et XII : « Peu après la chute du troisième Ministère Gla stone, Lord Salisbury, réintégré au pouvoir une fois de plus, reconn la nécessité d'une entente avec l'Allemagne, de sorte que pendant bie des années à venir, la position de la Grande-Bretagne en Egypte fu dépendante du bon-vouloir de la Triple-Alliance et, plus spécialemen de l'Allemagne, qui détenait dans cette alliance le vote prépondérant (I. 153).

rutalement mis à nu la décevante faiblesse due à notre osition en Egypte. L'Allemagne aurait beau jeu à répéter la nême pression chaque fois qu'elle voudrait nous exclure l'un champ commercial l'intéressant. Tant que nous assu- nerions la responsabilité de gouverner l'Egypte, les Capitu- ations agiraient comme un nœud coulant passé à notre ou, que toute Puissance bénéficiant du régime des Capitu- ations pourrait serrer à volonté. Dans le cas présent, l'Alle- nagne avait, sans ménagement, tiré sur la corde. Cet épisode aisait ressortir le vide de la phrase « splendide isolement ». e n'était pas « l'isolement », et combien loin d'être « splen- lide ». L'incident se dissipa sans effet apparent sur notre olitique, mais il donna lieu à quelques réflexions sur la aiblesse de notre situation et il se peut que des faits similai- es aient constitué des éléments déterminants dans la poli- ique de nos successeurs, les gouvernements unionistes de ord Salisbury et de M. Balfour.

Il se produisit cependant durant cette période d'autres aits se rattachant à la politique britannique infiniment plus raves et désagréables qu'une accidentelle manifestation de envers de l'amitié germanique. De ce nombre étaient les eurts constants qui s'élevaient à la moindre provocation usqu'à l'hostilité et la querelle entre la Grande-Bretagne et a France ou la Russie : la houle de l'animosité se soulevait ans relâche. Les intérêts britanniques se trouvaient, dans lien des parties du monde, en contact avec ceux de la France et de la Russie, et là où il y a collusion d'intérêts, une tmosphère d'antipathie offre toujours des dangers : les lus noirs soupçons y prospèrent dans un sol favorable. Un ouvernement attribue aux gestes les plus simples et les plus rancs de l'autre les intentions les plus sinistres ; leurs gents se trouvant sur les lieux harcèlent et émeuvent les ninistères des Colonies de leur pays par des rapports sur les gissements des agents de l'autre gouvernement ; l'incident e plus minime peut prendre des proportions menaçantes pour la paix entre de grandes nations. Ainsi en était-il tout particulièrement entre la Grande-Bretagne et la France à cette époque. La controverse qui eut lieu à propos du Siam

en 1893, est un exemple de la rapidité et de la soudainet avec laquelle une catastrophe eût pu se produire pour u fait n'ayant que peu d'importance réelle. L'exemple est s typique qu'il vaut d'être rappelé de façon un peu détaillée

La France élevait des prétentions, pour ses possessions e Extrême-Orient, sur une frontière que le gouvernement siamois se plaignait devoir être un empiétement sur so territoire. Il existe en Extrême-Orient bien des revendications territoriales qui sont matière à discussion et s'échelonnent depuis les bases les plus solides jusqu'aux mirages le plus irréels. Il serait oiseux de raviver à l'heure présente le arguments portant sur la valeur du différend entre la France et le Siam. Des noms étranges — le fleuve Mekong ave son « Grand Coude », Battambang et Angkor, — et d'autre encore nous devinrent, pendant un temps, aussi familier que le langage courant, malgré que nous ne fussions qu'indirectement intéressés. Nous avions cependant au Siam de intérêts commerciaux, aussi son indépendance et son intégrité nous concernaient-elles ; le Siam était un Etat relativement faible et nous nous sentîmes devenir chevaleresques. Un membre influent du parti conservateur menaça même la France, du haut des bancs de l'Opposition, de la flotte siamoise, qu'il affirma être une petite escadre compacte e tout-à-fait propre au service. Nous ne doutions pas que le revendications de la France fussent exagérées, mais nou limitâmes ostensiblement notre intervention à la protection des sujets et de la propriété britanniques à Bangkok, capitale du Siam située sur la Menam.

Quelques bateaux de guerre britanniques furent, dans ce but, envoyés dans les eaux siamoises. Les croiseurs jetèrent l'ancre en dehors de l'embouchure de la Menam ; une canonnière, la *Linnet*, remonta le fleuve jusqu'à Bangkok afin d'être sur place pour protéger en cas de désordre les sujets anglais. Les Français avaient aussi envoyé leurs bateaux de guerre pour contraindre le Siam à céder à leurs exigences de frontière, et déclarèrent dans ce but contre le Siam un « blocus pacifique » dont leurs bateaux de guerre établirent la ligne de démarcation à l'embouchure de la Menam.

L'opinion britannique était qu'un « blocus pacifique » était un non-sens que nous ne pouvions reconnaître et qui, en droit international, n'existait pas. Nous ne pouvions reconnaître un blocus que s'il constituait un acte de guerre. Une vive discussion s'éleva aussitôt sur ce point. Puis se produisirent deux incidents qui faillirent, vingt-quatre heures durant, rendre inévitable une guerre entre la Grande-Bretagne et la France.

Un télégramme annonça que l'un des croiseurs français barrant l'entrée de la Menam, avait, en passant, dirigé ses canons sur un croiseur britannique qui se tenait à l'ancre. Quoique l'on n'y eût pas aussitôt répondu en ouvrant le feu, le geste du capitaine français ne pouvait être passé sous silence. Il fallait exiger au moins des excuses, et, le geste étant apparemment voulu et réfléchi, il semblait peu probable que l'on en présentât.

Presqu'aussitôt après vint un nouveau télégramme annonçant que l'amiral français avait intimé l'ordre à la *Linnet* de quitter Bangkok. Celle-ci ayant été envoyée devant Bangkok dans le but de protéger les sujets britanniques en vue de troubles qui paraissaient plus imminents que jamais, nous ne pouvions même songer à la déplacer. Elle ne pouvait d'ailleurs, en aucun cas, accepter les ordres d'officiers de marine français. Lord Rosebery télégraphia immédiatement que la *Linnet* devait rester à Bangkok. On crut pendant vingt-quatre heures que les Français nous avaient volontairement lancé un défi, et que la guerre était inévitable. Le bruit courut au Foreign Office que les télégrammes avaient été montrés à l'Empereur d'Allemagne, qui faisait précisément, sur son yacht, une visite à la Reine Victoria à Cowes, et que celui-ci avait exprimé, avec une satisfaction non dissimulée, l'opinion qu'il ne saurait y avoir à cet incident d'autre issue que la guerre (1). Le Foreign Office fut donc pendant quelques heures dans un état d'angoissante expectative. Bientôt arrivèrent deux nouveaux télégrammes : l'un

(1) Il n'en faudrait cependant pas conclure que son attitude fût inamicale ; au contraire, à en croire les rapports, il paraissait disposé à assurer à l'Angleterre l'appui de l'Allemagne.

disant que l'amiral français n'avait pas du tout donné l'ordre à la *Linnet* de quitter Bangkok, mais l'avait priée, en vue du blocus qu'il organisait, soit de rester devant Bangkok, soit de sortir de la Menam, afin d'éviter de couper la ligne française et de rompre ainsi le blocus. Ceci éclairait l'incident de la *Linnet* d'un jour très différent. Nous n'avions pas reconnu le blocus, et étions en droit de refuser de nous conformer à la demande de l'amiral : mais désirant que la canonnière demeurât à Bangkok, nous n'avions aucune intention ni de nécessité immédiate d'en user pour narguer le blocus français.

L'autre télégramme disait que sans attendre que nous le lui ayions demandé, l'amiral français avait envoyé le capitaine du croiseur s'excuser auprès du capitaine anglais pour avoir, sans provocation, commis une infraction aux lois de correction navale. Et avant que les autorités légales aient eu le temps de faire un rapport complet sur la question du « blocus pacifique » ou sur la controverse à laquelle il était susceptible de donner lieu, les Siamois accédèrent aux réclamations françaises, le « blocus pacifique » disparut, et toute l'affaire cessa d'avoir la moindre importance.

Il paraît incroyable que deux grandes nations européennes eussent presque pu se trouver entraînées dans une guerre pour quoi que ce soit d'aussi illusoire. Cet incident demeura présent à mon esprit comme caractéristique du danger d'une mésentente entre nations. Il me fournit encore un autre sujet de réflexion. Il y eut des murmures — comme chaque fois que des faits de ce genre se produisent sous un gouvernement libéral, — sur ce que le gouvernement britannique n'avait pas montré la vigueur et l'ardeur nécessaires. On me rapporta que l'un des hommes les plus en vue du côté unioniste avait dit que, puisque l'évidence d'une guerre entre nous et la France s'imposait fatalement, il eût mieux valu qu'elle eût lieu tout de suite. Je me souviens avoir eu l'impression très forte, mais plutôt instinctive que réfléchie, que précipiter de propos délibéré le gâchis et les souffrances d'une guerre avant qu'elle ne fût absolument inévitable, ne serait pas seulement un acte de mauvaise politique, mais un

crime, un acte susceptible de provoquer d'incalculables représailles. Une plus grande expérience et des méditations sur la complexité et l'incertitude des affaires de ce monde m'ont amené à me demander s'il pouvait être donné à un esprit humain de calculer assez avant le long enchaînement de ses conséquences pour oser faire une guerre inutile. Bismarck peut paraître une exception : nous étudierons, lorsque nous en viendrons aux événements de 1914, s'il le fut en réalité ou seulement en apparence. Il se peut que des hommes clairvoyants puissent évaluer les conséquences directes d'un acte public, mais les conséquences indirectes dépassent les calculs humains et ce sont celles-là qui sont les plus importantes. Il faut qu'un homme d'Etat ait des opinions et prenne des décisions ; il lui faut agir, et cela souvent sur l'heure. Mais lorsqu'il s'agit d'adopter des mesures peu scrupuleuses que l'on justifiera par l'objectif en vue, quelques-unes des plus brillantes intelligences politiques ont échoué pour ne s'être pas rappelées à temps qu'elles étaient faillibles. Quelles eussent été les conséquences indirectes d'une guerre entre la Grande-Bretagne et la France en 1893 ? Voilà certes un intéressant sujet prêtant à d'inépuisables conjectures, mais dont aucune conclusion ne saurait être assez convaincante, sauf pour son auteur, pour être profitable.

Le Siam n'était pas notre seul sujet de friction avec la France. Il se produisait de fréquents incidents et de constantes disputes en Afrique occidentale, en plus des perpétuelles querelles sur ce que nous appelions la « Côte du Traité », et les Français la « Côte Française de Terre-Neuve ». Les intérêts nationaux français engagés en Terre-Neuve étaient minimes, mais la discussion vénérable — elle remontait au Traité d'Utrecht — et un incident qui eût intéressé d'une part des droits souverains, et de l'autre un point d'honneur, risquait à tout moment d'éclater : notre occupation de l'Egypte était aussi pour les Français une perpétuelle cause d'exaspération et leur attitude à cet égard était pour nous des plus irritantes.

C'est en Afrique occidentale que les incidents surgissaient

le plus fréquemment. Des agents britanniques exploraient le pays et passaient avec les chefs indigènes des traités sur lesquels nous basions nos droits. Survenaient les agents français qui se superposaient aux nôtres dans leurs explorations et leurs traités : d'où réclamations, contre-réclamations et confusion. Il était parfois possible d'affirmer que, le Traité ayant été conclu avec un chef qui n'était pas indépendant, mais déjà soumis, était sans valeur ; il pouvait même arriver qu'un chef indigène fût tout disposé, moyennant finances, à signer un traité avec l'agent anglais aussi bien qu'avec l'agent français, pourvu que l'un arrivât après l'autre. Quoi qu'il en soit, un matin de mars 1895, le Foreign Office reçut des nouvelles qui furent considérées comme un empiètement injustifiable et provocateur dans l'Ouest-Africain. Cela durait déjà depuis un certain temps, et il était toujours possible qu'il prît fantaisie à quelque membre de la Chambre des Communes de m'interpeller à ce sujet. Quoique les chefs de l'opposition donnassent, en général, leur appui au gouvernement pour ce qui touchait à la politique extérieure, il se trouvait toujours des indépendants qui prenaient prétexte du moindre écho d'agression étrangère pour critiquer un Ministère libéral. Il y avait aussi les enthousiastes partisans de l'expansion impériale, tout particulièrement en Afrique, sincèrement inquiets de toute provocation ou du moindre empiétement de la part de la France. Les communes devaient précisément voter les crédits du Foreign Office cet après-midi et ce soir-là. Je me rendis donc auprès de Lord Kimberley, qui avait pris les Affaires Etrangères en 1894 lorsque Lord Rosebery devint Premier Ministre, lui dis que la question des procédés de la France dans l'Ouest-Africain pourrait bien être soulevée, et demandai ses instructions sur ce que je devrais dire sur les derniers rapports fort inquiétants que nous avions reçus.

Lord Kimberley était, dans la conversation, le plus prolixe des hommes. Il avait un stock énorme de connaissances et une grande expérience des hommes et des affaires, y compris celles intéressant la vie d'un gentilhomme campagnard. Il trouvait toujours beaucoup à dire sur toutes sortes de

sujets et lorsque le Sous-Secrétaire allait lui demander de lire et d'approuver des projets de réponse à des questions qui lui seraient posées à un quart d'heure de là à la Chambre des Communes, il était quelque peu embarrassant que son chef s'embarquât dans un récit des ravages causés sur les arbres par une violente tempête dans le Norfolk, malgré que les intempéries et les arbres ne fussent certes pas dépourvus d'intérêt pour le Sous-Secrétaire lui-même. Sur le papier, et lorsqu'il s'agissait de quelque point à décider, Lord Kimberley était remarquable — concis, précis et clair. Il lisait au fur et à mesure chaque projet de réponse aux questions, le pesait rapidement mais à fond, le paraphait tel qu'il était ou bien le corrigeait d'une main ferme et lisible. Il aimait son travail de bureau, l'accomplissait sans le moindre égoïsme : c'était un chef qui avait confiance en ses subordonnés et ne les lâchait ni ne les trahissait jamais. En l'occasion présente, après avoir arrêté les réponses aux questions mise à l'ordre du jour, il réfléchit sur le point hypothétique que je lui soumettais. Que devrais-je, dire si l'on soulevait à la Chambre des Communes la question des empiétements français en Afrique Occidentale ? « Faites pour le mieux », me dit-il, « mais je suis d'avis que vous parliez sur un ton plutôt ferme ».

L'Ouest-Africain ne fut pas mentionné dans les débats de ce soir-là, mais l'on me pressa fort sur la question de la vallée du Nil et sur les desseins que la France pouvait avoir sur elle. Le khalife détenait toujours le Soudan sur lequel, cependant, l'Egypte n'avait jamais abandonné ses revendications, quoiqu'il ressortît clairement depuis que le Mahdi avait, en 1886, rejeté la souveraineté de l'Egypte, que celle-ci ne pourrait jamais reconquérir le Soudan sans l'aide britannique et que les Soudanais ne toléreraient plus la domination purement égyptienne contre laquelle ils s'étaient insurgés. Il était, en tout cas, évident qu'aucune autre Puissance que l'Egypte, ou agissant pour le compte de celle-ci, eût le moindre droit sur le Soudan et la vallée du Nil.

Il courait de vagues rumeurs qu'une expédition française était en route vers cette région, et c'est là-dessus que je fus

interpellé. Nous étions certains que ce n'était nullement le cas, et nous étions dans le vrai, car l'on sut plus tard que l'expédition Marchand ne partit pas pendant que nous étions au pouvoir. Il y avait donc pleinement le temps de prévenir la France de nos intentions sans la placer dans la situation d'avoir à reculer ou à abandonner ce qu'elle aurait déjà accompli : il était en tous cas impossible de provoquer un incident d'aucune sorte, étant donné qu'il n'y avait pour l'instant au Soudan ni Français ni Anglais.

Ces pensées passaient et repassaient dans ma tête, pendant qu'assis au banc des Ministres, je réfléchissais à ce que je dirais.

Ce serait vraiment pour les Français faire un immense crochet que de traverser toute l'Afrique jusqu'au Haut Nil, et j'éprouvais une certaine irritation à la pensée de l'éventualité émise au cours du débat qu'ils pussent pénétrer dans la vallée du Nil. Rien de ce que j'avais pensé dire sur l'Ouest-Africain, où il y avait effectivement conflit et divergence de revendications et où les agents anglais et français exerçaient toute leur activité, n'avait trait à la vallée du Nil. Je transférai donc à celle-ci la fermeté dont j'avais été autorisé à user pour l'Ouest-Africain et préparai, autant que me le permirent le peu de temps et la nécessité où j'étais de prêter au moins une oreille aux discours des autres, les paroles que je prononcerais. Puis je me levai et « fis de mon mieux », prenant grand soin d'associer l'Egypte à la Grande-Bretagne dans les revendications sur le Soudan (1).

Le lendemain, il y eut du grabuge à Paris et aussi à Downing Street. Certains membres du Cabinet opposés à toute expansion en Afrique et envisageant même l'occupation de l'Egypte comme une regrettable obligation, exprimèrent leur désapprobation de mon discours ; d'autres, parmi les-

(1) Chambre des Communes, 28 mars 1895 : « L'avance d'une expédition française se dirigeant vers l'autre extrémité de l'Afrique, avec instructions secrètes, sur un territoire sur lequel nos revendications sont dès longtemps connues, ne serait pas seulement une action inconséquente et inattendue, mais le Gouvernement français doit en outre savoir pertinemment que ce serait un acte inamical et considéré comme tel par l'Angleterre ».

quels, je l'appris, Lord Rosebery, le Premier Ministre et Lord Kimberley, soutinrent que ce que j'avais dit se justifiait parfaitement et était même salutaire. Heureusement pour le différend en cause, le mot « Egypte, » que j'avais si soigneusement accolé à la Grande-Bretagne, avait été accidentellement omis dans le rapport officiel de mon discours. Je présume que c'est à cette omission que se raccrochèrent ceux qui désapprouvaient mes déclarations : la voie se trouvait ouverte à un compromis. Les partisans du discours acceptèrent l'adjonction du mot « Egypte » ; les autres consentirent, à cette condition, à le laisser passer. La question des droits et titres politiques au Soudan est actuellement un sujet de controverse aiguë avec l'Egypte. Un fait incontestable ressort au milieu de tous les arguments politiques et juridiques : c'est que sans l'organisation militaire, sans l'effort, sans la ferme diplomatie britannique, l'Egypte n'aurait absolument plus aujourd'hui, aucune prise sur le Soudan.

La décision prise me parvint par messager spécial à mon cottage dans le Hampshire, où j'étais allé passer le « week-end » pour tailler mes rosiers. J'accédai bien volontiers à l'insertion d'un mot que j'avais eu soin de prononcer ; l'incident eut cependant pour moi un inconvénient personnel. Je relève dans le petit journal spécialement réservé à mes visites au cottage, cette note pour les 30 et 31 mars 1895 : « Dimanche d'élaguage. Dérangé de cette agréable occupation et obligé de rentrer dimanche soir. »

Lorsque, quelques années plus tard, Kitchener eut pris Khartoum et se fut heurté à la colonne Marchand et au drapeau français, je vis apparaître mon discours comme un papier d'Etat parmi les documents publiés au cours de la controverse qui s'éleva. A la tournure que prirent les événements, il a dû être d'une grande utilité, alors que je n'étais déjà plus en fonctions, au gouvernement qui succéda à celui de Lord Rosebery. Et pourtant, jetant un regard en arrière, je me demande si mes paroles n'ont pas provoqué l'expédition Marchand et si, rien n'ayant été dit de ce côté, la France l'eût jamais envoyée. Il eût, dans ce cas, mieux valu

se taire. Si, par contre, l'envoi de Marchand était déjà chose décidée à Paris, ce discours fut alors non seulement justifiable, mais précieux, essentiel presque, pour bien définir à l'avance la position que le gouvernement britannique, en cas de défi, défendrait à tout prix. Il est indispensable d'avoir, au moment voulu, une notion bien nette de ce qu'il convient de faire — et agir ; mais l'affaire une fois finie et son propre rôle terminé, il est plus intéressant d'étudier à nouveau le passé en tête-à-tête avec soi-même que de se contenter de le défendre sans examen, comme si l'on n'en savait pas plus long qu'avant.

Je ne m'étendrai pas longuement sur une autre affaire qui fut encore une cause de malentendu avec la France. Le Roi Léopold avait occupé un territoire déjà revendiqué dans une région du Haut Nil que nous affirmions ne pas appartenir à l'Etat du Congo. Nous nous mîmes d'accord pour la régularisation de son occupation, sous condition qu'il nous le rétrocédât plus tard. Cet accord nous assurait aussi un droit de passage pour un chemin de fer s'étendant derrière l'Est-Africain allemand pour relier les lignes de l'Afrique du Sud avec l'Uganda et rendant de la sorte praticable une ligne ferroviaire du Cap au Caire.

Les Allemands protestèrent immédiatement sur ce que ceci était opposé à un accord antérieur entre notre gouvernement et le leur, les sauvegardant contre la construction d'un chemin de fer dans cette région, susceptible de porter préjudice à ceux déjà établis en territoire allemand. Des recherches au Foreign Office prouvèrent le bien-fondé de la protestation allemande : l'accord existait en effet, mais on l'avait oublié : cette clause fut donc aussitôt supprimée de la convention intervenue avec le Roi Léopold.

La France, revendiquant en vertu d'un accord franco-belge sur le Congo un droit fortuit de préemption sur l'Etat du Congo, déclara pour sa part notre convention « nulle et non avenue ». Nous ne voulûmes pas admettre cette prétention, considérant que le territoire en question ne faisait aucunement partie de l'Etat du Congo. Cet accord eut évidemment des débuts laborieux ; il fonctionna cependant et contribua,

après la mort du Roi Léopold, à régler sans friction ces questions compliquées avec la Belgique et la France, avec qui l'Entente de 1904 avait d'ores et déjà aplani tous ces sujets de querelle.

Il me faut encore rappeler deux autres transactions qui eurent lieu vers la fin de cette période et qui eurent sans aucun doute leur répercussion sur la politique à venir.

Nous conclûmes avec le Japon une entente par laquelle nous renoncions à tous ces droits de juridiction sur nos sujets britanniques établis au Japon que les gouvernements européens et américains conservaient encore sur leurs sujets, en pays d'Orient. On a parfois prétendu que, dans cette négociation, le Japon nous avait joués, et avait exigé de nous plus que nous n'avions l'intention de lui concéder. Ce n'était pas exact. Noùs avions décidé que le moment était venu d'en agir avec le Japon de la même façon qu'entre pays européens, et qu'à ce prix seul pourraient être entretenues de cordiales relations politiques et d'avantageux rapports commerciaux. Nous étions le premier pays à négocier un pareil accord avec le Japon, tout disposés et à lui donner son plein effet et à établir nos rapports avec l'Empire du Mikado sur le même pied qu'avec les autres Etats.

Une autre mesure avantageuse pour le Japon intervint à la suite de circonstances où nous n'étions pour rien, que nous n'avions ni prévues ni projetées.

Le Japon eut avec la Chine une courte guerre dont l'issue lui fut favorable : aucune autre Puissance n'y prit part ni ne s'en mêla tant que durèrent les hostilités ; mais celles-ci une fois terminées, la France, l'Allemagne et la Russie nous invitèrent à agir de concert avec elles pour intimer au Japon qu'il ne lui serait pas permis de s'attribuer tous les fruits de sa victoire. Lord Kimberley refusa d'exercer une pression sur le Japon ; les trois autres puissances agirent sans nous, et le Japon fut contraint à céder à une « force majeure » diplomatique.

Je ne crois pas que Lord Kimberley eût des raisons spéciales d'opter pour la non-intervention. Nous n'étions pas d'avis que les intérêts britanniques exigeassent que nous

nous joignons à l'intervention dirigée contre les prétentions du Japon ; la menace des puissances paraissait d'une sévérité inutile, et il nous répugnait d'y être mêlés. C'est ce qui nous décida à nous tenir à l'écart ; car nous n'envisagions certes pas alors une alliance future avec le Japon. Celui-ci éprouva, bien entendu, un vif ressentiment pour l'intervention des Puissances européennes, et s'irrita plus encore lorsque la Russie s'installa elle-même peu après à Port Arthur, et que l'Allemagne arracha à la Chine la concession de Shantung comme compensation du meurtre d'un missionnaire. Les Puissances mêmes qui avaient maintenu contre le Japon le principe de l'intégrité de la Chine étaient les premières à le violer. Et ce ne dut pas être plus agréable pour le Japon lorsque le gouvernement britannique, pour faire contrepoids à la présence de la Russie à Port-Arthur, s'assura le port de Wei-Hai-Wei, quoique, pour autant que je le sache, la concession en fut librement consentie par la Chine, qui la jugea avantageuse pour elle-même à la suite de l'occupation russe de Port-Arthur. Le Japon voyait ainsi se dresser devant ses côtes trois nouvelles bases européennes, après s'être vu de force empêché d'en établir une pour son propre compte. L'intégrité de la Chine était donc un principe sacré contre le Japon, mais non pas contre les Puissances qui l'avaient proclamée après sa victoire sur la Chine.

Le refus de la Grande-Bretagne de se joindre à l'acte de coercition contre le Japon, fut naturellement fort apprécié des Japonais. La conséquence directe de la contrainte imposée par les Puissances fut de priver le Japon des fruits, si désirés, de sa victoire ; les conséquences indirectes furent l'occupation de Port-Arthur par la Russie, suivie de l'Alliance anglo-japonaise et de la guerre entre la Russie et le Japon.

Je laisse à ceux dont l'imagination est assez fertile le soin de deviner quelles furent les effets indirects de cette guerre et de cette alliance. Il serait intéressant de savoir jusqu'à quel point les hommes d'Etat de Berlin, de Paris et de Saint-Pétersbourg entrevirent les conséquences futures de leur action, lorsqu'ils se décidèrent, en 1895, à exercer leur con-

trainte sur le Japon. Je suis persuadé que, pour leur part, les Ministres anglais ne réfléchirent pas au-delà du présent immédiat, car il est rare que des hommes publics voient beaucoup plus loin que les résultats de l'heure. Même en jetant, en pleine connaissance de cause, un regard rétrospectif sur un événement, il est impossible d'en retracer, passée la première étape, les répercussions indirectes ; elles se fondent ensuite dans le grand mouvement des conséquences d'autres faits, et, à s'efforcer d'en retrouver la trace, l'esprit se perd comme il lui arrive lorsqu'il tente de concevoir l'infini. Les historiens eux-mêmes, avec la pleine connaissance de l'événement et de tous les documents pouvant les aider à se former une opinion, ne pénètrent que bien superficiellement dans les causes et les effets des grands faits de l'histoire.

CHAPITRE II

LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ

Préparatifs d'entrée en fonctions. — La vie à Londres et à la campagne. — Un cottage de pêche et son utilité. — Repos et récréation. — Le vrai luxe. — Un contraste déprimant. — Méthodes de travail. — Je quitte le Foreign Office. — Une intention non réalisée.

J'ai fini de relater les épisodes des travaux du Foreign Office entre août 1892 et juin 1895, pendant que j'y fus Sous-Secrétaire d'Etat. Les premières années de fonctions ont nécessairement une importance capitale dans la vie d'un jeune homme. Il se trouve soumis à un régime continu de travail et de célérité ; il apprend à contraindre son esprit aux tâches les plus ingrates et les moins attrayantes : à vaincre les sujets les plus intraitables ; la mémoire s'exerce à classer avec ordre dans la tête les matières les plus diverses, de façon à ce que chacune d'elles s'efface lorsqu'elle n'est pas utile, mais réapparaisse au premier appel. Il perd l'habitude d'arriver rapidement à de faciles conclusions, car il est mis en contact avec les difficultés et les bornes auxquelles on se heurte dans un service public, et qu'il n'apercevait pas du dehors ; il découvre l'utilisation de ses qualités propres et se rend compte de l'inconvénient, voire même du danger, de ses défauts. La vie de bureau est pour lui une expérience nouvelle qui agit non seulement sur sa vie officielle, mais sur son existence privée. Il me paraît opportun d'en dire quelques mots.

Je fus élu au Parlement en 1885. Ma femme et moi louâmes une petite maison meublée à Londres pour la ses-

sion de 1886. Nous n'avions jusque-là guère vécu dans la capitale, et le premier printemps n'était pas écoulé que nous nous apercevions que c'était fort peu à notre goût. Les avantages intellectuels et mondains de la vie citadine sautent aux yeux et, pour bien des gens, les conditions extérieures elles-mêmes, le cadre de cette existence, ne tardent pas à devenir non-seulement agréables, mais même indispensables. On me racontait un jour l'histoire d'un citadin qui, après un bref essai de la vie de la campagne, en était revenu, ne pouvant en endurer le « vibrant silence ». Pour celui qui aime la campagne, ses spectacles et ses bruits, sa tranquillité et ses occupations, lui deviennent aussi essentiels, font partie aussi intégrante de son être que, pour l'amoureux des villes, ses avantages et son ambiance. Ce sont deux atmosphères différentes ; la plupart des gens jouissent, ou, tout au moins, s'accommodent de l'une comme de l'autre ; il en est d'autres qui sentent qu'ils peuvent respirer dans l'une et non dans l'autre. Si, à une incompatibilité d'habitudes et de tempérament pour l'existence de la ville, vient s'ajouter l'exil du « home », celui de l'enfance, avec toutes ses pièces et son mobilier familiers, son cadre, et tout l'intérêt qui s'y rattache, il est inévitable que la ville semble peu sympathique. Tout cela, je m'en étais déjà aperçu dès 1892 et, me rendant fort bien compte que les charges de la fonction qui m'était offerte ne feraient qu'accroître cet exil, je l'acceptai sans joie, voire même avec un sentiment de dépression. Il serait faux de vouloir prétendre que cette situation nouvelle n'apportait en soi ni intérêt ni émotions, — ces deux facteurs, cependant, ne parvenaient pas à en faire disparaître les inconvénients.

Il nous fallut une résidence permanente à Londres, et les émoluments de Sous-Secrétaire étaient suffisants pour nous permettre de louer une maison Grosvenor Road que nous pûmes installer et meubler à notre goût, tout en conservant la propriété familiale pour les moments de liberté. Mais le Northumberland était trop éloigné pour les absences du week-end, aussi avions-nous, en 1890, construit un petit « bungalow » dans le Hampshire. J'y avais une ligne pour

pêcher dans la rivière Itchen, et le cottage ne fut à l'origine prévu que pour y venir pêcher deux jours par semaine. Pendant les périodes de tension ce devint un sanctuaire.

La session de 1893 fut des plus ardues ; le Parlement se réunit comme de coutume au début de l'année ; il n'y eut, je crois bien, que cinq jours de vacances de Pâques ; la Chambre des Communes ne s'ajourna que dans le courant de septembre, pour reprendre dès octobre, et se prolonger au-delà de Noël et du jour de l'an jusqu'en janvier 1894. La majorité gouvernementale était tout au plus de quarante, y compris quatre-vingt nationalistes irlandais, aussi la présence assidue des soutiens du gouvernement était-elle indispensable. Les Irlandais remplirent leur rôle avec la même discipline et la même conscience qu'apportait leur parti à toute mesure présentée par lui à la Chambre des Communes, et ils s'en tirèrent aussi bien, que l'on discutât la Loi de Home Rule ou le Bill des Conseils de Paroisses, qui n'offrait pas pour eux le moindre intérêt. Les Membres libéraux durent faire preuve de la même activité, et les Sous-Secrétaires assistaient à toute la durée des séances, ne s'aventurant même guère à dîner hors de la Chambre. Leurs bureaux se trouvaient situés dans les sous-sols ; le mien était grand et assez confortable, mais on avait l'impression de vivre dans une cave. En ces jours-là la séance du mercredi était écourtée, mais celle du vendredi se prolongeait tard dans la soirée, et il était impossible de quitter Londres avant le samedi.

Le printemps et l'été de 1893 furent tout particulièrement beaux. Nous quittions Grosvenor Road vers cinq heures et demi du matin, sans aucun bagage, et comme il ne fallait pas songer, à cette heure matinale, à trouver un « hansom », nous marchions jusqu'au pont de Lambeth, puis suivions la rue menant à la gare de Waterloo. La Tamise et les maisons le long de la berge offraient ce même aspect de calme et de paix qui inspira à Wordsworth son « Sonnet sur le pont de Westminster ». Nous appelions « Wood Street » la rue qui aboutissait à la gare ; ce n'était pas son vrai nom, mais à cette heure-là elle était déserte, les maisons closes, le seul

son que l'on entendît était celui d'une alouette en cage, accrochée à l'une des maisons. Cette alouette chantait toujours, vigoureusement, et nous rappelait les vers :

« Au coin de Wood Street, lorsque paraît le jour
Est suspendue une alouette, chantant éperdûment »

d'où le nom de Wood Street dont nous honorâmes cette rue. Nous prenions de la sorte le train de six heures à Waterloo, et arrivions à notre cottage de Hampshire peu après huit heures, à temps pour le petit déjeuner.

Ce départ de Londres chaque samedi matin avait pour nous l'enchantement d'un plaisir en perspective :

« Quelle joie en cette aube de se sentir vivre,
Mais d'être jeune, c'était le ciel.. .. »

et le samedi et le dimanche de chaque semaine réalisait ces heureuses prévisions. Le samedi, pendant les chaleurs, je pêchais jusque vers deux heures, puis de nouveau entre sept et neuf heures du soir. Le dimanche, la pêche n'étant pas encore permise alors dans cette partie de la rivière Itchen, nous le passions à lire de beaux livres, à faire de longues promenades dans l'une des plus belles régions du Sud de l'Angleterre, à guetter les oiseaux, un peu dans l'état d'esprit décrit dans le sonnet de Keats « Pour celui qui a longtemps été parqué dans la ville..... » Ainsi ce cottage, jailli du sol par amour de la pêche, devint pour nous bien davantage, plus même qu'un lieu de retraite hebdomadaire loin de Londres.

Il nous révéla un mode d'existence infiniment heureux. Pendant vingt-cinq ans, il fut soigné et entretenu par les soins fidèles et dévoués d'une femme, et, après sa mort, en 1915, par sa sœur ; elles vivaient ensemble dans un cottage tout proche où elles avaient leur entourage personnel, leur jardin et leurs amis. Notre service ne les contraignait pas à s'absenter de chez elles : lorsque nous arrivions, nous ne souhaitions que du repos, des livres, jouir des beautés de la campagne, de la vie au grand air. Le travail, les obligations, les rapports mondains étaient pour Londres : la vie au cot-

tage constituait une définition du luxe — celle d'avoir tout ce que nous désirions et rien de ce dont nous n'avions pas besoin. Il nous apparut que l'omission de la seconde partie de cette définition était pour beaucoup dans la faillite de ce que l'on est convenu d'appeler le luxe — le hasard nous avait aiguillés vers ce qui en était l'expression exquise et réelle. Il n'en fallait jouir qu'avec modération — tant que je fus en fonctions, l'obligation du travail officiel m'y contraignait ; mais lorsque nous nous trouvâmes libres, il nous fallut décider combien de jours nous pouvions nous permettre, en toute conscience, de passer à notre cottage (1).

Il pouvait y avoir quelque dossier du Foreign Office à étudier ; cependant le travail du Département se poursuivait indépendamment de la présence ou de l'absence du Sous-Secrétaire parlementaire, et je ne portais le poids d'aucune responsabilité. Puis nous rentrions à Londres chaque lundi matin, moi pour passer la matinée au Foreign Office et le reste de la journée dans mon bureau-cave sous la salle des Séances, d'où je pouvais entendre des sons peu plaisants quand l'obstruction à la Chambre provoquait des démonstrations par trop exubérantes, comme cela arrivait fréquemment, ou lorsque, parfois, il y avait désordre absolu. Le sentiment de parti était violent en ce temps-là. Nous, les Libéraux, sentions que nous étions dans le vrai, qu'en Irlande le Gouvernement unioniste avait échoué, et continuerait à faire fausse route ; que tant que le Home Rule ne serait pas institué, il n'y aurait pas de paix, et l'Irlande resterait pour nous une perpétuelle source de faiblesse comme de souffrance pour elle-même. Nous avions une majorité parlementaire qui rendait impraticable toute autre politique que celle du Home Rule ; et nous nous considérions tout désignés pour la poursuivre. L'opposition unioniste, au contraire, ne croyait pas au Home Rule et l'exécrait ; elle jugeait sans doute que nous outrepassions la Constitution en prétendant imposer une aussi importante mesure avec

(1) Celui-ci fut brûlé accidentellement en janvier 1923 ; mais déjà depuis 1918 la perte presque totale de mes yeux avait beaucoup enlevé aux jouissances de la lecture et des distractions en plein air.

une majorité parlementaire aussi réduite — à vrai dire, sans majorité britannique.

Avec le temps, le contraste entre la vie que j'aimais et et celle qu'il me fallait mener cinq jours par semaine provoqua chez moi un grand abattement.

J'accomplissais de mon mieux ma tâche de Sous-Secrétaire parlementaire ; je préparais avec soin tous les sujets sur lesquels on m'avisait que je serais interpellé, ou qui seraient soulevés à la Chambre, et je lisais avec un si grand soin tout ce qui se passait au Foreign Office que je pouvais, sans avis préalable, traiter au pied levé tout ce qui pouvait surgir. A la vérité, je me présentais à la Chambre, lorsque des questions concernant le Foreign Office devaient y être débattues, infiniment mieux préparé à passer un examen que cela ne m'était jamais arrivé au collège ou à l'Université. Mais je ne trouvais aucun agrément à ce travail de la Chambre des Communes. Je savais exposer clairement à d'autres ce que j'avais au préalable élucidé en mon propre esprit, mais je n'avais pas, au delà de cela, le don naturel de la parole. Je n'ai jamais prononcé une péroraison : je n'eusse pas été plus capable d'en composer une que de la réciter par cœur, si je l'avais su préparer, et cependant je n'avais pas cet art d'obtenir un effet sans péroraison comme le dit Samuel Butler de la musique de Haendel : « Lorsque Haendel a l'intention de s'arrêter, il le fait comme le ferait un cheval, avec peu, ou point, de péroraison ». (Je cite de mémoire).

M. Gladstone se retira au début de 1894 ; j'étais personnellement très attaché à Lord Rosebery qui lui succéda, et me trouvais tout particulièrement en accord avec lui sur les questions de l'Empire : aussi donnai-je mon appui le plus chaud à son accession au poste de Premier Ministre, et me trouvai-je dans l'obligation de travailler dans son Ministère. Par une véritable malchance, Lord Rosebery eut une violente attaque d'influenza pendant la brève période de temps où il fut à la tête du gouvernement et je me rendis de plus en plus compte que le parti libéral, privé de la grande figure de M. Gladstone, de l'influence apaisante de son autorité, de

son prestige ; que ce parti, avec la diversité de ses nuances d'opinions tant personnelles que politiques, n'était plus à cette heure un instrument capable d'accomplir de grandes choses. Un sentiment de l'inutilité de l'effort vint s'ajouter à la dépression provoquée par des rancœurs de parti, par la contrainte de la vie de Londres et l'exil de chez moi. Le Cabinet Rosebery fut battu en juin 1895 par une scission de vote sur le War Office, et donna sa démission. Je pus donc reprendre ma liberté ; j'abandonnai mon poste officiel avec l'espoir et la ferme résolution de n'y jamais revenir.

J'avais trouvé le personnel intérieur du Foreign Office agréable, et je pris congé de tous avec un sentiment de reconnaissance pour leur bonté et l'expérience que j'y avais acquise. Mon opinion s'était, dès le début, faite sur la nécessité pour nous d'occuper l'Est Africain et l'Uganda, et le Cabinet avait fini par arriver à la même conclusion. Pour le reste, je m'étais contenté de suivre et de comprendre sans chercher à influencer en rien la politique suivie. L'impression générale de notre situation dans le monde n'était pas de tout repos : nous comptions sur l'appui allemand en Egypte et nous le recevions, mais nous ne savions jamais à quel moment on ne nous demanderait pas le prix de cet appui. Nous courions sans cesse le risque d'un grave différend avec la France ou la Russie et il était de toute évidence que Berlin et la diplomatie allemande verraient d'un œil complaisant surgir ces différends. Je n'envisageais cependant aucunement un changement de politique, pas plus d'ailleurs que mes chefs.

Eclairée par les événements qui suivirent, on peut critiquer toute la politique des années 1886 à 1904 comme ayant joué entre les mains de l'Allemagne. Je n'ai pas à examiner ici le bien-fondé d'une pareille critique. L'occupation du Foreign Office d'août 1892 à juin 1895 ne fut qu'une bien brève période de temps. Le gouvernement de M. Gladstone continua la politique de Lord Salisbury telle qu'il la trouva ; lorsque Salisbury revint en 1895 au Foreign Office, il ne vit pas plus de raisons de la modifier que ne l'avaient fait Lord Rosebery ou Lord Kimberley : il la continua donc. On verra

d'ailleurs que son gouvernement alla plus loin encore qu'auparavant sur la voie des complaisances et des avances à l'Allemagne. L'heure de passer en revue ce système politique viendra lorsque — neuf ans plus tard — Lord Lansdowne devint Ministre des Affaires Etrangères et changea enfin ses batteries.



CHAPITRE IV

JE RECOUVRE MA LIBERTÉ

Les deux tendances de ces années. — La tension avec la France. — Difficultés croissantes avec l'Allemagne. — Une situation nouvelle en Extrême-Orient. — Les Russes à Port-Arthur. — Speech de Chamberlain sur la « Grande Cuiller ». — L'incident de Fachoda. — Bravoure du Commandant Marchand. — Avances de Chamberlain à l'Allemagne. — Une occasion pour l'Allemagne. — Un accord secret. — La guerre Sud-Africaine. — Hostilité sur le Continent. — Commencement de la Grande flotte allemande. — L'alliance anglo-japonaise. — L'accord anglo-français. — Raisons de bon accueil. — Soupçons allemands. — Les vues de Lord Rosebery. — L'Incident du Dogger Bank. — Les difficultés de la Russie. — Les joies de l'opposition. — Présidence de la Cie du North-Eastern.

Dix années et demi devaient s'écouler avant que je revinsse au Foreign Office. A peine rentré, je recueillis incidemment en causant avec quelques fonctionnaires des renseignements et d'intéressants commentaires sur certains épisodes de politique extérieure qui s'étaient produits durant cet intervalle. J'étais cependant déjà beaucoup trop pris comme Ministre par les affaires courantes pour avoir le temps de rechercher de vieux papiers et de lire les dossiers du Département concernant ce qui y avait été fait durant que je siégeais à l'Opposition, et, n'ayant pas à assumer la responsabilité de ces années-là, je me suis volontairement abstenu, en préparant ce livre, de demander des documents s'y rapportant. Je ne puis donc parler des événements écoulés pendant cette période que comme quelqu'un qui n'y a pas pris part et ne les a connus que par la presse et autres sources publiques d'information. Nous étions tous au courant de ce qui se passait et se faisait; mais nous ignorions, ou ne

savions que partiellement, comment les choses se passaient et quels étaient les mobiles de ceux que cela concernait. Du dehors on voit le résultat : seuls, ceux qui décident d'un acte et le mettent à exécution en peuvent dire le motif réel et la pensée entière qui les ont guidés.

Il est cependant nécessaire de donner un aperçu des événements extérieurs de cette période pendant laquelle la politique étrangère de la Grande-Bretagne a lentement évolué vers une autre direction, poussée dans ce sens, à mon avis, plutôt par une continuelle pression des circonstances que par quelque plan préétabli ou l'initiative de Lord Salisbury. Ce n'est qu'après qu'il se fut retiré en 1902 qu'un changement devint apparent — à vrai dire il y eut en 1899 une tentative, mise à jour par un speech de M. Chamberlain sur lequel je reviendrai tout à l'heure, pour pousser la politique anglaise dans le sens de relations plus étroites avec l'Allemagne — qui ne fut pas la direction adoptée par la suite.

Qu'apercevons-nous donc au fil des événements après juin 1895? Deux tendances principales : l'une est que la tension de nos relations avec la France et la Russie s'est encore accrue. L'occupation de Port-Arthur, l'Alliance anglo-japonaise, la guerre russo-japonaise et leurs conséquences, tels sont ceux qui ont trait à la Russie.

L'avance de Kitchener au Soudan, sa découverte à Fachoda de l'expédition Marchand, la controverse qui s'en suivit entre nos deux pays, furent nos complications avec la France : il ne cessait de se produire des incidents menaçant toujours de la rupture ouverte avec la France et la Russie.

L'autre tendance était une raideur croissante dans les rapports anglo-germaniques. Ce que j'ai appelé l'envers de l'amitié allemande devint plus rugueux encore. Un bref résumé des événements saillants montrera ces deux tendances à l'œuvre.

Ce fut dans les premiers mois du Ministère Salisbury, dans lequel le Département des Colonies était échu à M. Chamberlain, que se produisit le raid Jameson. Lorsque tous les détails en furent connus, bien des gens chez nous s'indignèrent de ce qu'un acte d'agression aussi grossier ait pu être perpétré par

des Anglais ou organisé en territoire britannique, et l'on trouva révoltant le fallacieux prétexte invoqué par ceux qui, pour l'excuser, affirmaient la nécessité de défendre les femmes et les enfants à Johannesburg : l'effondrement de ce raid démontra d'ailleurs à tout le monde que c'était un acte de folie. Comment nous étonner alors qu'il fût condamné par l'opinion étrangère, ce dont nous n'étions pas en droit de tirer ombrage. Mais pourquoi l'Empereur allemand éprouva-t-il le besoin de s'affirmer, lui seul, comme l'ami, voire le champion, du Président Krüger? Le télégramme qu'il lui adressa provoqua à juste titre dans le Royaume-Uni autant de stupeur que de ressentiment. On le laissa cependant passer sans incident, car le raid avait trop clairement placé l'Angleterre dans son tort et mis le bon droit du côté du Président Krüger ; il nous incombait donc de remettre les choses en ordre de notre mieux par des poursuites judiciaires contre ses principaux acteurs et une enquête parlementaire sur les responsabilités. Il est inutile de poursuivre sur ce sujet mais, quoique n'ayant pas provoqué « d'incident » diplomatique, le télégramme du Kaiser produisit son effet sur les esprits anglais. Le soupçon grandit, dans la suite, que l'Allemagne encourageait le Président Krüger dans le but de créer des difficultés à l'Angleterre en Afrique du Sud, et, en admettant que la théâtrale manifestation de Guillaume II n'ait pas dès l'abord fait naître cette arrière-pensée, le souvenir de son télégramme vint la fortifier plus tard au cours d'années plus lourdes de périls.

Un autre événement, déjà indiqué, et qui eut une répercussion beaucoup plus immédiate sur notre politique étrangère, fut l'occupation de Port-Arthur par la Russie, car elle fut cause d'une profonde modification dans le potentiel de la situation navale en Extrême-Orient. La Russie avait déjà, il est vrai, un port à Vladivostok, mais qui était tout l'hiver obstrué par les glaces. Port-Athur, plus abrité et plus au sud, était un port ouvert toute l'année susceptible d'être développé en base navale permanente et formidable. L'occupation russe devenait donc un sérieux sujet d'inquiétude par rapport à la situation navale britannique en Extrême-Orient.

Le gouvernement britannique négocia avec la Chine la cession de Wei-Hai-Wei pour faire contrepoids au coup de la Russie, dans le but sans doute d'avoir une base au nord de la Chine, où une force navale britannique serait à même de surveiller toutes les forces navales que la Russie pourrait concentrer à Port-Arthur. Malgré cela, l'équilibre naval se trouvait en quelque sorte rompu à notre désavantage, et l'on critiqua fort le gouvernement Salisbury, ce qui fut particulièrement sensible à quelques-uns de ses membres. Le procédé des Russes provoqua aussi un vif ressentiment. Les vaisseaux britanniques s'étaient rendus à Port-Arthur en visite : le gouvernement russe fit bien vite remarquer — sur un ton d'ailleurs amical — que la présence de la flotte de guerre anglaise dans ces parages était une source d'inquiétude. Lord Salisbury, animé des meilleurs sentiments, avait donné à nos bateaux l'ordre de se retirer aussitôt après, lorsque les Russes firent à leur tour leur apparition à Port-Arthur, non pas pour une simple visite, mais pour un bail de longue durée.

Ceci dépassait la mesure ; les critiques furent violentes à travers le pays et les méthodes russes jugées par trop exaspérantes. Le sentiment général trouva sa plus forte expression en un discours de M. Chamberlain; ce n'était pas la première fois que s'offrait à lui l'occasion de protester au sujet de la Russie. Je l'avais entendu faire, dans un discours prononcé en 1885 au Club des Quatre-Vingts, une allusion à l'incident du Penjdeh. Il était le chef de ceux que l'on considérait alors comme les plus avancés des radicaux et son discours traitait de questions intérieures ; ses adversaires conservateurs le jugeaient partisan de la plus petite Angleterre et favorisant, à l'extérieur, une politique faible et effacée. Il y avait eu en ce moment-là friction aiguë avec la Russie au sujet d'un incident sur la frontière de l'Afghanistan, dont M. Chamberlain parla avec une fermeté à laquelle on ne s'attendait pas de sa part. A peine dix ans plus tard, il occupait non seulement une place importante dans un ministère unioniste, mais les regards se levaient vers lui comme étant le grand Impérialiste de la politique britannique. Il

ne fut pas question, en l'occasion présente, de partir en guerre à cause de Port-Arthur ; l'occupation russe était un fait accompli, mais M. Chamberlain exprima toute l'amertume ressentie en déclarant que « celui qui soupe avec le diable doit avoir une longue cuiller ». C'était bien là une première indication d'hostilités éventuelles.

Les relations anglaises avec la France s'échauffèrent à nouveau de façon périlleuse lors de l'affaire de Fachoda. Il fut décidé peu après le retour au pouvoir des unionistes, de reconquérir le Soudan. L'opération réussit à merveille, et Khartoum fut occupé en septembre 1898. En remontant plus loin sur le Nil, le général Kitchener se trouva en face d'une expédition française qui avait, partant de l'ouest, traversé l'Afrique, et, après un voyage des plus hardis et aventureux, s'était, en y plantant le drapeau français, établie à Fachoda. La situation devint aussitôt aiguë. Le commandant Marchand, chef de l'expédition, n'était pas en état, avec sa valeureuse mais petite troupe, d'opposer une résistance sérieuse à l'armée de Kitchener ; il était de plus éloigné de tout contact, de toute communication avec les territoires français. A la vérité, il est douteux, jusqu'au moment où le général Kitchener eut, par son avance, ouvert le Soudan, que le gouvernement français eût la moindre notion de l'endroit où pouvait se trouver l'expédition Marchand, ni même de ce qu'elle était devenue. Mais, installé là avec le drapeau, le Commandant ne pouvait céder qu'à la force. Si Kitchener en usait, ce serait un acte de guerre entre l'Angleterre et la France. Les faits furent dévoilés au monde, et, face à face, les deux hommes attendirent la décision de leurs gouvernements respectifs. On entama une controverse diplomatique et des deux côtés l'opinion publique ainsi que la presse se montrèrent fort surexcitées. Il était impossible que l'Angleterre admît une prétention étrangère quelconque sur la vallée du Nil ; le gouvernement n'avait donc qu'une seule chose à dire : exiger le rappel de l'expédition française.

Nous avions amplement affirmé nos revendications ; (c'est ici que l'on invoqua mon discours de 1895) l'expédition française était un défi intentionnel à leur adresse, car la France

n'avait véritablement aucun intérêt propre à protéger dans la vallée du Nil. La France, d'autre part, n'admettait pas notre prétention, et l'honneur français était en jeu. Aucun compromis n'était possible ; la situation ne pouvait se régler sur le papier : il fallait que l'un ou l'autre côté cédât. L'impasse diplomatique resta pendant quelque temps orageuse. Fort heureusement la situation offrait certains aspects apaisants et d'autres irrésistiblement humoristiques. Il est des cas où deux personnes, tout en se montrant très pénétrées et très graves, savent en leur for intérieur que, n'était cette obligation de sérieux apparent, l'une et l'autre se mettraient à rire. Le côté apaisant de la découverte de Fachoda était que le commandant Marchand avait vraiment accompli à travers l'Afrique une prouesse audacieuse, d'une incroyable habileté, et contribué de la sorte, de l'aveu de tous, à la gloire de la France. Le côté d'humour provenait de ce que la bravoure même de l'expédition française l'avait entraînée dans une position tellement périlleuse et si isolée que l'avance de Kitchener était plutôt un secours qu'une menace. Il est au moins douteux que le détachement français eût survécu à l'attaque du khalife, si le général Kitchener ne l'en avait pas à temps débarrassé ; et, le khalife parti, la route ouverte par Kitchener était la seule par laquelle l'expédition française eût la possibilité de communiquer avec la France et le monde civilisé. Sous de pareilles conditions, l'intérêt et l'honneur de la France la mettaient-ils vraiment dans l'obligation de maintenir ses revendications ? Lord Rosebery intervint dans la discussion publique en faisant remarquer qu'un drapeau était, après tout, un objet des plus portatifs. Si bien qu'en fin de compte Marchand et sa troupe retournèrent à la civilisation avec tous les honneurs, par la voie que l'avance et la conquête du général Kitchener avaient rendue praticable. Ces aperçus contribuèrent à éclaircir l'aspect sombre et menaçant de l'affaire : elle engendra néanmoins bien de l'amertume, et fut un nouvel avertissement que la persistance de mauvais vouloir entre la Grande-Bretagne et la France mènerait indéfiniment à une multiplicité d'incidents irritants qui risquaient d'aboutir à la guerre.

J'ignore l'effet que purent avoir toutes ces affaires sur l'esprit de Lord Salisbury, ou sur celui de M. Balfour et de Lord Lansdowne qui s'occupèrent activement par la suite d'imprimer une direction nouvelle à la politique britannique étrangère. Il est certain que M. Chamberlain en conclut évidemment qu'il fallait à tout prix donner à celle-ci une impulsion plus précise dans un sens ou dans l'autre. La direction qu'il choisit ne fut pas celle que l'on adopta plus tard : ce n'était pas une politique de conciliation avec la France ou la Russie sur des questions menaçant la paix entre ces pays et nous, mais celle d'une alliance avec l'Allemagne. Il marqua son choix dans un discours à Leicester (30 nov. 1899) dont il convient de rapporter les passages saillants :

Il y a encore autre chose que je me figure que tout homme d'Etat anglais clairvoyant a dû désirer depuis longtemps : c'est que nous ne restions pas pour toujours isolés du Continent, et je considère que dès l'instant que se formula cette aspiration, il devint évident à tous que l'alliance naturelle doit être entre nous et le grand Empire Allemand. Nous avons eu nos différends avec l'Allemagne, nous avons eu nos querelles et nos contestations ; nous avons eu nos malentendus. Je ne me dissimule pas que notre pays a été irrité, justement irrité, par des circontances que nous ne serons que trop heureux d'oublier ; mais il s'est toujours trouvé, au fond des choses, une force occulte qui nous a inéluctablement rapprochés. Qu'est-ce donc qui unit les nations ? L'intérêt et le sentiment : quel intérêt avons-nous qui soit opposé à celui de l'Allemagne ?

Je ne conçois aucun point sur lequel, dans l'avenir immédiat, pourrait surgir entre nous et les Allemands un conflit d'intérêt. Et j'aperçois par contre bien des causes d'inquiétude pour les hommes d'Etat européens, mais où nos intérêts sont identiques à ceux de l'Allemagne et où cette entente dont j'ai parlé pour ce qui concerne l'Amérique pourrait, si elle s'étendait à l'Allemagne, faire plus qu'aucune combinaison défensive pour préserver la paix mondiale.

Car si déjà l'union entre l'Angleterre et l'Amérique est un puissant facteur pour la cause de la paix, une nouvelle Triple Alliance entre la race teutonique et les deux branches de la race anglo-saxonne serait d'une influence plus puissante encore sur l'avenir du monde. J'ai employé le mot « alliance » — mais je veux une fois de plus insister sur ce qu'il me semble d'importance secon-

daire que ce soit une alliance rédigée sur papier ou une simple entente formulée dans l'esprit des hommes d'Etat de nos pays respectifs. Une entente est peut-être préférable à une alliance susceptible de stéréotyper des dispositions qui ne sauraient être considérées comme permanentes, étant donné que les circonstances se modifient de jour en jour. »

La conception était simple et claire. La flotte britannique était la plus puissante du monde ; l'armée la plus forte était l'armée allemande. La flotte et l'armée ne pouvaient se combattre : une alliance entre elles signifiait la protection de leurs intérêts et l'Europe gardée à vue.

Ce discours était une invite publique à l'Allemagne, et une publique recommandation adressée à la Grande-Bretagne et à l'Empire. Il marque une heure ardente et critique chargée des plus grandes possibilités. Je ne saurais dire jusqu'à quel point M. Chamberlain était autorisé à parler au nom de Lord Salisbury et de ses collègues ni dans quelle mesure il les avait consultés. Je n'appris rien à ce sujet, ni alors ni par la suite ; mais l'on me dit bien plus tard au Foreign Office que son discours fut composé après la rencontre de M. Chamberlain avec l'Empereur allemand et le comte (depuis prince) de Bülow, alors Ministre allemand des Affaires Etrangères, lesquels se trouvaient tous deux en Angleterre. Ce renseignement me parut une indication très nette que M. Chamberlain comptait que son speech serait bien accueilli par le gouvernement allemand (1). Bref, le Foreign Office était persuadé que l'Empereur Guillaume ou le comte de Bülow, ou tous les deux, avaient fortement encouragé l'idée d'une déclaration publique en faveur d'une alliance anglo-allemande. Le Foreign Office me rapporta encore que la suggestion d'une alliance avec nous fut très fraîchement accueillie en Allemagne, et que la diplomatie germanique en tira le meilleur parti à Paris et à Saint-Pétersbourg en la représentant comme une offre que l'Allemagne eût pu accepter et qu'elle avait déclinée. Si le fait est exact, les agents du gouvernement allemand se montrèrent bien

(1) Lire à ce sujet, la *Genèse de la guerre*, par M. Asquith, p. 22. Traduction française, un vol. in-8 Payot, Paris.

imprévoyants. Rien n'est plus illusoire que de remporter une « manche » diplomatique momentanée sur un Ministre des Affaires Etrangères ou sur son pays. C'est plus qu'inutile, car force est bien de la payer dans la suite ; c'est faire sombrer la confiance, aussi essentielle dans les rapports permanents entre gouvernements qu'entre grandes maisons de commerce.

On a parfois affirmé que c'est l'impérialisme britannique qui nous a fait entrer en conflit avec l'Allemagne : que ceux qui, dans ce pays-ci et au dehors, partagent cette opinion, tiennent compte du fait que la politique d'alliance et de coopération avec l'Allemagne fut, jusqu'au moment du discours de M. Chamberlain, souhaitée et préconisée par deux des plus convaincus, des plus énergiques et des plus influents protagonistes de l'impérialisme britannique — ce discours, et le testament de Cecil Rhodes en témoignent irréfutablement.

A cette époque, l'Allemagne eût pu saisir l'occasion d'une alliance britannique, basée sur le fait que l'une avait une flotte, l'autre une armée ; que la flotte et l'armée, loin d'être rivales pouvaient, réciproquement, être l'une pour l'autre un appoint invincible.

Devrions-nous souhaiter, à la lumière des événements subséquents, que cette alliance eût été conclue ? Et quel eût été le cours probable de l'histoire, si elle l'avait été ? Mieux vaudra discuter les réponses à ces questions après avoir passé en revue ces événements. L'Allemagne laissa tomber la suggestion d'une alliance ; l'occasion passa ; Lord Salisbury n'apporta aucun changement à sa politique, l'Allemagne entreprit peu après de se créer une grande flotte, et il se produisit d'autres événements encore qui s'opposèrent au renouvellement d'une suggestion d'alliance anglo-germanique.

La politique britannique suivit quelque temps encore à peu près le même cours. Elle dépendit comme avant, en Egypte, de l'appui de l'Allemagne, et dut se risquer de temps à autre à faire une concession à quelque nouvelle exigence de sa part. Prenons par exemple l'accord secret avec l'Allemagne au sujet des colonies portugaises en Afrique : cet ac-

cord est encore officiellement « secret », ce qui n'empêcha pas le gouvernement allemand de le rendre public pendant la guerre. Je dus m'occuper de cette question durant que j'étais au Foreign Office, et donnerai un aperçu complet de son développement final lorsque je parviendrai à ce point de mon récit. J'eus l'occasion alors d'examiner au Foreign Office de vieux papiers traitant de cet accord. Il m'apparut clairement, à les lire, qu'il avait été conclu, du côté de Lord Salisbury, tout à fait à contre cœur, et uniquement pour déférer à l'insistance allemande — le mot « pression » serait à peine trop fort. Brutalement résumé, voici quel était l'argument de l'Allemagne : « Vous (Grande-Bretagne) êtes en mauvais termes avec la Russie ainsi qu'avec la France. Vous ne pouvez donc vous permettre de vous mettre mal avec nous. »

Bien des années plus tard, lorsque je fus au Foreign Office, le marquis de Soveral me fit un amusant récit de la façon dont l'accord vint à être signé. Il était alors Ministre de Portugal à Londres, avait été au courant de toutes les négociations du « secret » accord, et n'avait nullement caché à Lord Salisbury qu'il était pleinement renseigné. Cette transaction dut fournir au Foreign Office un nouveau sujet de sérieuses réflexions.

En 1899, la guerre Sud-Africaine entraîna dans le pays même de sérieuses divergences d'opinion. Le plus grand nombre était d'avis que la politique pratiquée par le Président Krüger y avait la plus lourde part de responsabilité. Quelques libéraux, dont j'étais, adoptèrent ce point de vue, ainsi que tous ceux qui soutenaient le gouvernement.

D'autres, tout en admettant, comme le dit Monsieur (devenu Lord) Bryce dans son livre sur l'Afrique du Sud, que le Président Krüger avait été la cause initiale du malentendu, tenaient néanmoins la guerre pour injustifiable. Cette opinion était fondée sur le fait que Krüger était un homme âgé, que les fautes de sa politique étaient reconnues par des hommes plus jeunes aux vues plus larges, appelés à lui succéder un jour ; et que si le gouvernement britannique avait fait preuve d'une somme de patience raisonnable, il

eût pu, en fort peu de temps, assurer ses intérêts et établir la paix en Afrique du Sud sur des fondements durables de bon vouloir sans qu'une guerre fût nécessaire.

Il y en eut d'autres qui, ayant moins étudié la question, envisageaient cette guerre comme une agression de l'impérialisme britannique contre un petit pays.

Il serait vain de discuter à présent lequel de ces trois points de vue était exact, ni quel degré de justice se trouvait dans l'un ou l'autre, il n'est pas bon de remuer de vieilles cendres, ni de raviver de vieilles blessures que le temps, venant s'ajouter à une véritable science politique pratiquée de part et d'autre, ont largement contribué à guérir, malgré que les cicatrices en demeurent dans le souvenir de ceux qui souffrirent.

En Europe, ce fut le dernier de ces points de vue qui prévalut. La guerre fut considérée comme une agression contre un petit État ; la sympathie pour les Boërs et l'antipathie à l'égard de l'Angleterre se donnèrent libre cours, voire même véhémente expression. Ce sentiment fut aussi marqué en Allemagne qu'ailleurs, si même il ne fut pas plus violent, au grand ressentiment de l'Angleterre. J'ai entendu un Allemand se plaindre de ce que nous en ayions tant voulu à l'Allemagne d'une manifestation de sentiments qui étaient partagés et exprimés par d'autres pays. Les raisons d'un sentiment public sont souvent plutôt inconscientes que conscientes et d'analyse malaisée ; dans le cas présent, cependant, on soupçonnait, sans être en mesure de le préciser, que le Président Krüger avait dès longtemps reçu de l'Allemagne des encouragements dirigés contre nous.

Cette opinion se trouvait confirmée par le souvenir du télégramme de Guillaume II à Krüger au moment du Raid Jameson, et par le fait que lorsque le Président vint en Europe, ce fut l'Empereur d'Allemagne qu'il demanda à voir.

Il faut d'ailleurs reconnaître qu'à ce moment-là, l'Empereur refusa de le voir; mais l'évidence même de communications antérieures s'ajoutant à l'hostilité de la presse allemande ne permettait pas de prendre ce fait pour un geste d'amitié. La friction avec l'Allemagne s'exprima par

une joute d'armes entre le comte Bülow, chancelier allemand, et M. Chamberlain. Ce dernier tint bon, et l'opinion britannique fut toute entière pour lui. Tout ceci réagit sur elle, et, si le public ne fut pas entièrement renseigné sur ce que savaient les cercles gouvernementaux, il n'en eut pas moins l'occasion de sérieuses réflexions sur le malaise, sinon l'insécurité, de la situation britannique.

C'est en l'année 1900, que l'Allemagne avait manifesté ses intentions de construire une flotte importante. La construction navale britannique avait, jusque-là, été basée sur l'étalon de deux Puissances. Les flottes française et russe étaient seules considérées comme des ennemis à redouter. La guerre Sud-Africaine avait démontré que nous étions complètement isolés, et que toute flotte était une ennemie possible. Ne serait-il pas réellement dangereux que le gouvernement britannique continuât de laisser aller les choses comme il ne l'avait que trop fait, en politique étrangère, depuis tant d'années? Pouvions-nous nous permettre de laisser en suspens des causes probables de conflit sans faire d'effort pour les écarter ? J'imagine que des questions de ce genre durent s'imposer d'urgence à l'esprit des ministres britanniques de l'heure. Ils prirent, en tout cas, deux mesures plus précises et plus positives que ne l'avaient depuis bien longtemps fait leurs prédécesseurs. La première fut l'alliance anglo-japonaise conclue en 1902 ; l'autre, l'accord avec la France en 1904. Il est intéressant de remarquer que ces deux mesures ne firent pas, en apparence, partie d'une même directive. Chacune d'elle sembla un premier pas vers une politique différente. La France et la Russie étaient alliées : notre point de départ était de nous protéger contre leurs flottes réunies. Deux alternatives se posaient, pour notre sauvegarde, contre des possibilités de conflit — l'une consistait à traiter une alliance avec quelque autre Puissance contre la France et la Russie ; l'autre, à aplanir et à écarter tout conflit par d'amicales négociations avec ces Puissances. L'alliance anglo-japonaise était un pas dans le premier sens ; l'accord franco-anglais un pas dans l'autre.

L'explication de l'alliance anglo-japonaise est assez

simple. Le fait et les circonstances de l'occupation russe de Port-Arthur laissaient entrevoir que la cause la plus probable de conflit avec la Russie se situerait en Extrême-Orient. Dans la seconde moitié du siècle dernier, le point dangereux avaient paru être Constantinople et le Proche-Orient. La Russie avait cessé de vouloir s'en prendre à la Turquie, laquelle se trouvait présentement fortifiée par l'amitié allemande et par l'enjeu commercial toujours croissant que l'Allemagne avait engagé en Turquie.

Puis, vers 1880, on avait jeté un nouveau cri d'alarme à cause des avances russes vers la frontière indienne — lequel s'était perdu sur les grandes altitudes ou dans les déserts de l'Asie. A présent, c'était en Extrême-Orient que la Russie faisait mine de vouloir se concentrer, ce qui constituait une menace plus sérieuse pour le Japon que pour nous. Aussi, grâce au souvenir de la coercition diplomatique pratiquée en 1895 par la Russie, l'Allemagne et la France, à laquelle l'Angleterre avait refusé de se joindre, l'alliance anglo-japonaise devint-elle une transaction facile, qui semblait même tout indiquée.

C'est avec la France pourtant qu'il y avait le plus lieu de craindre des occasions de conflit : c'est entre la Grande-Bretagne et la France que pouvait éclater brusquement un orage si violent qu'il pousserait l'un contre l'autre les deux pays jusqu'à une issue fatale. La contre-partie à l'alliance anglo-japonaise, l'application logique de la même politique envers la France, eût été une alliance avec l'Allemagne ; mais l'occasion en fut négligée lorsque M. Chamberlain fit ses avances. Il est intéressant de remarquer que c'est lui que l'on cite inévitablement lorsque l'on veut illustrer les tendances de la politique extérieure d'alors. Ce fut lui qui s'exprima fortement au moment de l'occupation de Port-Arthur ; ce fut lui qui préconisa une alliance allemande, ce fut dans sa discussion avec le chancelier allemand que se manifesta le malentendu avec l'Allemagne à propos de la guerre Sud-Africaine. On eût vraiment dit qu'il était le baromètre le plus sensible où l'on pût lire les tendances en politique étrangère. Le temps était passé où il avait indiqué

« beau-fixe » pour les relations anglo-allemandes. Le ministère formé par M. Balfour qui avait succédé à celui de Lord Salisbury, adopta vis-à-vis de la France des mesures d'entente susceptibles d'écarter d'un commun accord, et par de mutuelles bonnes intentions, les causes de difficultés.

Lord Lansdowne et M. Delcassé étaient, respectivement, Ministres des Affaires Etrangères à Londres et à Paris, et je présume que le terrain dut être préparé par un long et patient travail auquel prit sans nul doute une grande part l'Ambassadeur de France à Londres, M. Paul Cambon.

L'Egypte était la perpétuelle pierre d'achoppement: en effet, l'occupation britannique s'y heurtait depuis longtemps aux objections de la France qui en avait fait l'une des directives de sa politique et de son opinion publique. Il n'était guère aisé d'arriver sur ce point à une entente qui lui donnât satisfaction. Dans des pays comme l'Egypte, où les Puissances étrangères ont des droits extra-territoriaux, il ne suffit pas qu'elles cessent de s'opposer à notre présence — leur appui actif est nécessaire pour certains problèmes de gouvernement intérieur, tels que les impôts et l'administration de la justice. Il nous fallait donc à tout prix, pour rendre notre position tenable, l'appui actif de la France, et non pas seulement l'assurance qu'elle ne ferait pas d'obstruction. Faute d'accord avec elle, les causes de friction se multiplieraient, et nous resterions aussi dépendants qu'avant de la Triple Alliance, c'est-à-dire de l'appui de l'Allemagne. On aboutit finalement à un accord dont le point saillant fut que la France nous assurait son appui diplomatique en Egypte, et que nous lui rendions la pareille au Maroc.

Il ne resta plus, à la conclusion de l'accord avec la France, qu'un sincère désir de dissiper tous les sujets de querelle entre les deux pays, de passer l'éponge sur les vieux malentendus, et de devenir amis. L'accord fut publié, sauf une ou deux clauses sans importance qui ne le furent pas par égard, sans doute, aux susceptiblités du Sultan du Maroc: elles furent d'ailleurs portées à la connaissance du monde quelques années plus tard. Ceux qui mirent au point cet accord simple et loyal dont le but était le règlement des difficultés

immédiates, prévoyaient-ils qu'il se développerait jusqu'à devenir quelque chose de plus — l'Entente Cordiale — alliance diplomatique générale ne comportant aucune obligation nouvelle, mais qui envisageait l'éventualité d'une agression allemande contre la France ? Ou bien l'Entente ne fut-elle que la conséquence logique des efforts faits par l'Allemagne pour ébranler ou briser l'accord ?

Je ne saurais le dire. L'esprit des événements (si l'on peut employer une telle expression) contient plus d'inconnu, en général, que l'esprit des principaux acteurs qui les font mouvoir. Je me rappelle fort bien le sentiment que j'éprouvai en lisant l'accord — une sincère satisfaction et un réel soulagement. Je vis balayé d'un coup tout ce qui m'avait valu le plus de désagrément pendant mes fonctions au Foreign Office de 1892-95. Nous ne serions plus dépendants, en Egypte, du bon plaisir allemand, avec tout le malaise qu'avait entraîné cette dépendance. Je n'éprouvais nullement le désir de contrecarrer les intérêts de l'Allemagne, mais nous serions désormais à même de négocier avec elle sans l'entrave du nœud coulant égyptien à notre cou. C'était là certes un soulagement, mais qui me parut être une incidence et non point l'avantage capital de cet accord.

La cause profonde de satisfaction, c'était la fin de cette exaspérante friction avec la France, la disparition de toute menace de guerre avec elle. Les sombres nuages s'étaient dissipés, le ciel était limpide, le soleil répandait sa vivifiante chaleur. La malveillance, l'antipathie, la haine, qu'elles aient pour objet un individu ou un peuple, sont des sources de perpétuel malaise qui s'interposent entre nous et tout ce qui est beauté et bonheur. Elles diminuent l'éclat du soleil. Si ces sentiments s'adressent à une nation avec laquelle nos intérêts sont en contact, ils empoisonnent l'atmosphère des affaires internationales. Tel avait été le cas entre l'Angleterre et la France ; la presse avait, de chaque côté de la Manche, constitué un élément constant d'irritation et de colère. Tout cela allait changer, allait positivement devenir agréable. Entrevoir de la sympathie là où l'on n'a connu que l'antagonisme, comprendre et être compris là où il n'y eut que

déformation et fausse interprétation ; devenir amis au lieu d'être ennemis, — voilà qui, lorsque cela se produit, est une des grandes joies de la vie. Il me sembla qu'une atmosphère de douceur flottait tout alentour, et c'est dans cet esprit que je saluai à la Chambre des Communes cet heureux accord (1).

Il était bien évident qu'il déplairait fort à l'Allemagne : elle avait trop bénéficié des constants dissentiments entre l'Angleterre et la France. Ne disait-on pas que Bismarck avait, après 1870, encouragé de propos délibéré l'expansion française en Afrique, prévoyant que cela suffirait à occuper, l'une de l'autre, la Grande-Bretagne et la France ? Mais il était impossible de fonder de vraiment bonnes relations avec l'Allemagne sur de mauvais rapports avec la France ; je ne voyais aucune raison pour que nous éprouvions de l'hostilité pour les intérêts allemands et leur expansion et, dans ce cas, pourquoi de bonnes relations avec la France entraîneraient-elles de mauvais rapports avec l'Allemagne ? Dans les esprits anglais, dans le mien en tous cas, cet accord ne signifiait pas plus que je ne l'ai dit. L'Allemagne ne tarda pas à faire tous ses efforts pour le rompre. Guillaume II se livra à Tanger à une extraordinaire manifestation et le gouvernement allemand contraignit la France en 1905, par un véritable défi, à congédier M. Delcassé (le Ministre qui avait conclu l'accord franco-anglais), et à accepter une Conférence internationale sur le Maroc.

Il se trouva un homme en Angleterre occupant une très haute situation politique, qui fit exception à l'approbation générale. Je ne sache pas qu'il ait jamais exprimé ses vues en public, mais il ne me cacha pas qu'à son avis c'était une erreur, et me blâma de l'avoir approuvée. « L'armée allemande », me dit il, « est la plus forte du monde. » Et lorsque M. Delcassé fut sacrifié, il me dit : « Vos amis les Français tremblent comme la feuille. » Ce moment-là ne dut pas être agréable pour Lord Lansdowne et le gouvernement britannique : la France se voyait humiliée à cause d'un

(1) Voir appendice B.

accord conclu avec eux, accord par lequel nous n'étions tenus qu'à un appui *diplomatique*, tandis que l'attitude de l'Allemagne comportait une menace plus sérieuse. Si elle usait de force, et que la France se trouvât dans de graves difficultés, quelle devait être notre attitude ? Nous n'avions pas d'obligation, pas la moindre, au delà de l'appui diplomatique, que la France pût invoquer : mais serait-il possible que nous nous tenions tranquillement à l'écart, et que nous la voyions pâtir pour une situation où nous étions solidaires ?

Telle était la situation devant laquelle se trouva placé le Cabinet Balfour en 1905. Je ne sus rien à l'époque de ce qu'ils firent, ni de la manière dont ils l'envisagèrent, et je ne m'attendais certes pas à jamais y être moi-même mêlé. La France surmonta la crise en laissant partir M. Delcassé ; circonstance que Guillaume II souligna en donnant le titre de Prince au comte de Bülow. Son triomphe personnel sur M. Delcassé fut complet, et la question du Maroc se trouva ajournée du fait de l'adhésion française à une conférence — il faudrait donc faire face de nouveau lorsque celle ci se réunirait. Avant que ne sonnât cette heure, un changement de gouvernement s'était produit chez nous. J'étais entré au Foreign Office, et à partir de ce moment, mon récit reprend en détail et en pleine connaissance de cause.

Il importe de prendre note d'un autre fait saillant à cette époque. L'Alliance anglo-japonaise avait placé le Japon dans une situation lui permettant de venger l'affront et de réparer la perte qui lui avait été infligée en 1895 par les Puissances européennes combinées. Il lui était loisible d'essayer de se mesurer seul avec la Russie. Si quelque autre Puissance européenne venait au secours de celle-ci, l'Angleterre serait tenue de venir en aide au Japon, et les flottes britannique et japonaise réunies seraient amplement de force à empêcher une coalition européenne contre le Japon. La guerre russo-japonaise éclata donc. Elle n'alla pas pour nous sans certains incidents. La flotte russe, en route pour l'Extrême-Orient, ouvrit le feu contre des bateaux de pêche britanniques pêchant dans la mer du Nord. Cette action provenait d'un état de suspicion exacerbée et de tension ner-

veuse chez les Russes. Il ne paraissait pas croyable qu'ils aient su qu'ils tiraient sur de paisibles bateaux de pêche non armés, quoiqu'il fût difficile d'admettre qu'ils aient vraiment pu croire que des torpilleurs japonais fussent, comme ils le prétendirent, dans la Mer du Nord. Il était donc malaisé de comprendre contre qui les Russes avaient cru tirer, et pourquoi même leurs canons étaient partis. Il y eut naturellement un moment où l'opinion publique se trouva très surexcitée, mais le gouvernement britannique sut tenir la main, et l'incident fut réglé sans conséquences fâcheuses.

La flotte russe poursuivit sa route. Elle reçut des Français à Madasgacar des facilités et une hospitalité qui outrepassèrent ce que les lois internationales étaient généralement censées permettre à l'égard de vaisseaux belligérants se trouvant en port neutre. Il me parut même que le Japon eût pu invoquer ce fait pour affirmer que la France avait enfreint les limites de la neutralité, qu'il eût pu faire appel au traité anglo-japonais et nous demander d'intervenir. Pour autant que je le sache, le Japon ne souleva pas la question, certain sans doute de pouvoir à lui seul vaincre la flotte russe lorsqu'arriverait celle-ci, et ne voulant pas invoquer la lettre du Traité pour demander une aide dont le besoin ne se faisait pas sentir. La flotte russe vogua donc sans autre incident au-devant de son sort à la bataille de Tsushima. Le Japon gagna la guerre, et la paix fut signée sur le sol américain, sous les auspices du Président Roosevelt, par les représentants des deux belligérants. L'une des conditions fut la cession par la Russie de Port-Arthur au Japon : la méthode par laquelle elle se l'était attribué faisait de cette cession un acte de simple justice, ainsi que je l'ai rappelé plus haut. Car, si Port-Arthur ne devait pas rester chinois, il était clair que le Japon y avait, à la suite de tout ce qui s'était passé, plus de droit que la Russie.

Et cependant je ne pus m'empêcher de trouver que, faisant abstraction de la question de Port-Arthur, le cas de la Russie était assez pénible. Ce puissant empire était sans cesse à la recherche d'un débouché — dont le besoin pour lui se faisait vivement sentir — sur une mer à l'abri

des glaces. La plus grande partie du commerce mondial se fait par voie de mer — les océans sont les grand'routes d'échange. Toute nation, grande ou petite, sauf quelques rares exceptions, possède ses propres ports sur cette voie immense. Seule la Russie, avec son territoire plus vaste que tous et son énorme population, ne commandait aucun débouché, pas un seul où elle pût loger une flotte qui ne serait pas, en hiver, prise dans les glaces. L'accès de la Méditerranée lui avait été interdit dans le Proche-Orient, et cela notamment par l'Angleterre sous Lord Beaconsfield. Lord Lansdowne, Ministre britannique des Affaires Etrangères, avait tout récemment fait une déclaration qui était un avertissement de n'avoir pas à toucher au golfe Persique. C'était l'interdiction d'un débouché sur le Moyen-Orient et une mer chaude. Et voici que l'Alliance britannique avec le Japon avait privé la Russie de celui de Port-Arthur en Extrême-Orient. Etait-il possible d'avoir paix et tranquillité, ou même d'éviter de continuelles frictions, tant que la Russie se trouverait dans de pareilles conditions? En admettant que la question de Port-Arthur pût être équitablement résolue, de gré à gré, entre la Russie et le Japon, il restait toujours le problème de ses relations avec la Grande-Bretagne. Nos points de contact les plus importants avec la Russie n'étaient pas en Extrême-Orient, et c'était là, seulement, que l'Alliance anglo-japonaise nous valait une complète sécurité. Telles étaient, je me le rappelle fort bien, les pensées qui se firent jour en mon esprit à cette occasion.

La guerre terminée, le Japon devint extrêmement populaire. La plus petite nation avait vaincu le géant. Nos instincts sportifs furent satisfaits : nous admirâmes la compétence acquise par les Japonais, et la rapidité avec laquelle ils avaient appris tout ce que nous pouvions enseigner touchant la construction navale, l'équipement, et l'emploi de choses aussi compliquées que les vaisseaux de guerre modernes. Le sentiment que nous éprouvions nous parut naturel, raisonnable et équitable. Peu de temps après, une histoire qui me fut racontée plaça les choses sous un tout autre jour. Un Japonais se trouvant en Angleterre et se voyant,

ainsi que son pays, l'objet de tant d'admiration, exprima les réflexions que lui inspiraient les événements : « Oui », dit-il, « nous étions jadis un peuple d'artistes, notre art avait une réelle valeur — dans ce temps-là vous nous appeliez des barbares. A présent, notre sens artistique se meurt, mais nous avons appris à tuer, et vous dites que nous sommes civilisés. »

Cette histoire me fut contée longtemps avant la Grande Guerre ; je n'ai jamais su si elle était, ou non, authentique, mais elle contenait une vérité qui éveillait un sentiment de malaise, un besoin de s'interroger. Quelle réponse faire à cette observation ? Y avait-il donc quelque chose de vraiment délétère dans notre civilisation et les vertus que nous vantions si volontiers ? La Guerre Mondiale s'est chargée de répondre de terrible façon.

Ces années d'opposition furent pour moi une période de détachement heureux. Il m'était loisible de prendre une part, petite ou grande, dans la vie publique, d'exprimer mes vues individuelles, comme il m'arriva de le faire parfois, fussent-elles opposées à celles de mon parti. Si mes collègues libéraux s'en plaignaient, je répondais que je n'avais pas le moindre désir d'être au pouvoir et que si mes électeurs n'approuvaient pas mes opinions, j'étais tout prêt, et serais même enchanté, de me retirer. Les chefs du parti n'étaient eux-mêmes pas tous d'accord, et la direction en changea trois fois en ces dix années. Dès 1892, cependant, les questions sur lesquelles je m'étais trouvé en désaccord avec bien des libéraux cessèrent d'être des causes actives et immédiates de différend. La guerre Sud-Africaine était terminée, la reconquête du Soudan accomplie et son occupation s'affirmait un succès et un incontestable bienfait pour ce pays et son peuple. En 1902, je me trouvai en complet accord avec l'attitude des libéraux envers la loi conservatrice sur l'instruction élémentaire. Puis vint, en 1903, la controverse fiscale, dans laquelle je me sentis entraîné à jouer un rôle militant contre ce qui m'apparut comme étant les sophismes et les dangers du protectionnisme. Ceci me mit tout à fait à hauteur avec le parti libéral, et il devint impossible de formuler nettemen

mes opinions sur une question aussi vitale sans être amené à prendre dans la politique générale une part plus soutenue et plus active que je ne l'avais prévu, ni surtout désiré. Car à cette même époque s'ouvrit la perspective d'une vie toute différente, infiniment plus attrayante, pour ma femme comme pour moi-même, que Londres et la politique.

J'avais été élu, en 1898, membre du Conseil d'administration de la Cie de Chemins de fer du North-Eastern qui, pour l'étendue de son réseau, ses recettes brutes et sa puissance financière, se rangeait parmi nos quatre plus importantes Compagnies ferroviaires. Le travail était intéressant, et les conditions dans lesquelles il se faisait extrêmement agréables. Le Conseil d'Administration était composé de vingt membres, qui se réunissaient deux fois par mois, le plus souvent à York, du jeudi, jour où se tenaient les Commissions, au vendredi où avait lieu la séance plénière. Nous passions tous ensemble la soirée du jeudi et en vînmes à nous connaître fort bien ; aussi, tant que les réunions se tinrent à York, se trouvèrent-elles dans une atmosphère des plus favorables aux affaires de la Compagnie. Le Conseil d'Administration comptait parmi ses membres quelques hommes d'affaires parmi les plus expérimentés, les plus capables et les plus habiles du pays, aussi nos réunions étaient-elles aussi intéressantes qu'agréables. Le réseau était une grande organisation indépendante qui jouait un grand rôle dans le développement de la région industrielle si prospère du Nord-Est de l'Angleterre, de la rivière Humber à la Tweed, en vue duquel elle dépensait un important capital, et sur laquelle étaient concentrés toute notre attention et notre constant intérêt.

Les affaires de la Compagnie ne m'obligeaient d'aller à Londres que deux fois par an; le Nord Eastern n'existe plus actuellement en tant qu'organisme séparé, et bien des choses ont changé depuis ces jours plus aisés et plus simples. En 1898, Sir Matthew Ridley était Ministre de l'Intérieur, mais conservait cependant son siège dans le Conseil d'Administration et assistait aux séances ; cela paraissait alors tout naturel, il eût d'ailleurs été le dernier à faire quoi que ce fût qui approchât d'une incorrection. Il serait cependant

inadmissible aujourd'hui qu'un Ministre de l'Intérieur siégeât au Conseil d'une Compagnie de chemins de fer. En 1902, peu après qu'il se fut retiré du gouvernement, Lord Ridley (il avait été élevé à la pairie) devint Président de la Compagnie. Il mourut subitement en 1904, ce qui fut pour notre région une grande perte, car c'était un homme capable en qui tout le monde avait confiance. Je fus désigné pour lui succéder. L'année 1905 fut l'une des plus heureuses de ma vie, ma tâche de Président de la Compagnie du North Eastern était à la fois agréable et intéressante, tout en me laissant beaucoup de loisirs. Nous passions bien des jours paisibles dans ma maison natale, dans la vallée de l'Itchen ou en Ecosse. Si seulement j'avais été entièrement libéré de la politique, voici que s'offrait une perspective d'occupations permanentes apportant un revenu suffisant pour satisfaire à nos besoins, et plus de vie intime et de séjour à la campagne que nous n'avions pu en jouir jusqu'alors. L'existence si conforme à nos goûts depuis 1895 semblait promettre de le devenir davantage encore et plus stable. Cela ne devait pas être.



CHAPITRE V

RETOUR AU FOREIGN OFFICE

Démission de Balfour. — Ministère Campbell-Bannerman. — Difficultés pour le constituer. — Un entretien avec le Premier Ministre. — Raisons de mon retour au Foreign Office. — L'importance du Libre-Echange. — Traits caractéristiques de Campbell-Bannerman. — Les qualités d'un bon collègue.

En décembre 1905, le gouvernement Unioniste démissionna. Le parti qui le soutenait était, en ce temps-là véritablement unioniste, son but étant de maintenir l'Acte d'Union liant la Grande-Bretagne et l'Irlande. Telle est l'ironie du sort, que cette Union se trouva détruite par un gouvernement dont la majorité appartenait au parti unioniste, en sorte que cette désignation est actuellement un anachronisme. En 1905, le parti était encore d'accord quant à l'Irlande, mais les efforts énergiques de M. Chamberlain avaient fait de la Réforme douanière le facteur dominant du programme électoral. Il avait donné sa démission du Ministère en 1903 pour se mettre à la tête d'une croisade en faveur du Tariff Reform pour laquelle il était convenu qu'il aurait l'appui et la sympathie de M. Balfour et de tout le Ministère qui avait été débarrassé de ceux de ses Membres qui étaient libre-échangistes.

Il devint absolument nécessaire, en 1905, de consulter le pays. Il n'y avait pas eu depuis dix ans d'autres élections générales que celles de 1900, faites au beau milieu de la guerre en Afrique du Sud, et qui n'exprimaient en conséquence d'autre opinion populaire que celle relative à la guerre. La réforme des tarifs douaniers était un nouvel

enjeu qui se discutait depuis deux ans à la face du pays. Il était donc raisonnable et juste qu'il y eût une dissolution et de nouvelles élections. Il n'y avait cependant pas de raison pour que le Cabinet Balfour démissionnât : il jouissait d'une bonne majorité au Parlement, il y avait plus de deux ans que les ministres libre-échangistes l'avaient quitté, cet à-coup n'avait pas, à l'époque, ébranlé le gouvernement, il ne pouvait donc être à présent la cause de sa retraite. La seule raison plausible pouvait être son épuisement et sa lassitude, ce qui n'était pas fait pour encourager les électeurs à le soutenir. Il est incontestable que cette démission fut pour eux un grand désavantage tactique.

Campbell-Bannerman fut invité par le Roi, en sa qualité de chef de l'Opposition, à constituer un nouveau Ministère. Les Membres libéraux et les partis irlandais réunis étaient en minorité au Parlement ; il était vraiment impossible pour un gouvernement libéral de se présenter devant les Chambres dans les conditions où il se trouvait : aussi Campbell-Bannerman n'accepta-t-il de former un Cabinet qu'à la condition qu'il y aurait une dissolution immédiate.

Il ne rencontra aucune difficulté pour le former, mais j'hésitai pour ma part plusieurs jours avant de me décider à en faire partie. J'étais intimement associé à Asquith et à Haldane dans les travaux de la Chambre des Communes, et nous étions d'avis que Campbell-Bannerman devenant Premier Ministre, c'était à Asquith qu'il revenait de devenir chef du parti aux Communes. Il n'y avait pas entre eux de différends quant à la politique étrangère, mais seulement au sujet des affaires de l'Empire telles que la guerre Sud-Africaine et le Soudan, et j'étais certain qu'Asquith serait un *leader* plus robuste et plus actif pour la politique et les débats. J'expliquai cela en toute franchise à Campbell-Bannerman ; j'éprouvais pour lui personnellement un sentiment de réelle sympathie, je tenais à ce qu'il se rendît exactement compte de ma pensée intime, et sentît que je ne taisais rien devant lui de ce que j'avais dit ailleurs. Sans doute le comprit-il, et cela lui fit-il prendre en bonne part tout ce que je lui dis. Dès l'abord, Asquith s'était déclaré

prêt à faire partie du nouveau gouvernement. Arthur Acland, qui s'était retiré de la vie publique, mais avec qui j'avais, durant ces dernières années, travaillé en étroite communion, me chapitra longuement. Haldane de son côté décida de se joindre au nouveau Cabinet : il n'y avait plus pour moi de raison valable d'être le seul à m'abstenir, et Campbell-Bannerman maintenant encore son offre, j'acceptai le Foreign Office.

On comprendra par ce que j'en ai dit précédemment que cette décision ne fut une cause de joie ni pour ma femme ni pour moi-même ; elle signifiait un nouvel exil de chez nous, la vie à Londres, et le nombre incalculable de ces obligations mondaines auxquelles Sir George Cornewall Lewis pensait sans nul doute lorsqu'il disait que « l'existence serait tolérable, n'étaient ses divertissements ». Le commentaire de ma femme fut certainement pour beaucoup dans mon acceptation. « Si nous avions refusé », dit-elle, « nous eussions été en peine de justifier ce refus devant les électeurs. » Ce furent donc mes électeurs qui me maintinrent dans la voie de la politique. Ils m'avaient envoyé au Parlement quoique jeune homme inexpérimenté dans toute l'acception du mot, à vingt-trois ans ; vingt ans durant, ils m'avaient continué leur confiance, m'accordant avec générosité la liberté de suivre mes impulsions même lorsqu'elles différaient des vues de la plupart des membres du parti. Mes moyens ne m'avaient pas permis de faire de grosses dépenses pour l'organisation électorale, ni la propagande ; j'avais payé les émoluments d'un agent ainsi que d'autres dépenses électorales, mais je n'avais, dans les années intermédiaires, jusqu'en 1906, pas eu, à proprement parler, d'agent rétribué. Tout l'effort nécessaire avait été fourni par les très maigres ressources du comité local et au moyen de contributions volontaires. Ainsi que dans la plupart des circonscriptions de campagne, les gens fortunés ou les gros propriétaires terriens étaient presque tous conservateurs. La force des libéraux consistait en la grande quantité d'hommes dévoués éparpillés dans la circonscription, libéraux par conviction, qui faisaient un cas de conscience de

l'élection d'un membre représentant leurs opinions politiques. Ils l'avaient fait avec le minimum d'efforts de ma part. Combien de fois n'avons-nous pas, ma femme et moi, guetté le dénombrement des votes avec le sentiment que, si j'étais battu, notre regret le plus sincère irait à ceux qui avaient tant travaillé pour obtenir un succès libéral ; nous eussions sans doute éprouvé quelques regrets pour raison politique, mais je sentais avec presque un sentiment de culpabilité que le soulagement d'être libéré du Parlement serait une joie immense.

C'est donc pour mes électeurs que nous aurions déploré une défaite. Ma femme avait été pour beaucoup dans la fondation et l'encouragement d'Associations libérales, non pas tant dans un but politique que parce qu'elle jugeait ces associations excellentes pour les femmes. Elle considérait que prendre un intérêt intelligent et jouer un rôle actif dans une organisation politique, développait la conception de la vie. Ses idées avaient rencontré sympathie et coopération, et elle s'était acquis beaucoup d'amis. C'était une raison de plus pour que nous ayons conscience d'avoir des responsabilités envers bon nombre de gens sincères, qui étaient en droit de s'attendre à ce que je fisse de mon mieux au Parlement. A ces considérations venait encore s'ajouter le fait que tous les souvenirs de ma vie se rattachaient à ce district, lui conférant une pointe de sentiment et d'intimité. Il ne peut manquer de se créer des liens de sentiment et d'obligation morale entre un membre que ses électeurs ont désigné pendant vingt années pour les représenter ; ces liens s'imposaient, dans mon cas, avec une force toute particulière. Et voici que l'on me demandait tout-à-coup de prendre l'une des plus hautes charges dans la vie publique ; aussi lorsque ma femme déclara qu'un refus ne saurait s'expliquer devant mes électeurs, éprouvai-je que c'était bien là l'argument le plus juste et le plus décisif. Les autres considérations qui paraissaient alors avoir de l'importance étaient fondées sur une conception erronée des valeurs : je me figurais que l'intérêt public exigeait que chaque membre du parti comptant pour quelque chose se devait d'apporter son appui au gouverne-

ment libéral. La question du Tariff Reform entraînait une grande crise. J'étais persuadé que le protectionnisme minerait notre commerce, mais nous avions contre nous tout le poids de la presse. Il était plus facile de mettre en avant des arguments attrayants en faveur du protectionnisme, aussi l'issue de la lutte était-elle douteuse. C'était donc le moment pour tous les libre-échangistes dont la présence dans le Cabinet de Campbell-Bannerman pouvait contribuer à sa force, de se grouper autour de lui. Le résultat des élections, avec son énorme majorité sans précédent, démontra quelle illusion avait été la mienne de supposer qu'il importât le moins du monde à la cause du libre-échangisme que je fisse, ou non, partie du Cabinet : le pays avait décidé qu'il était las du gouvernement conservateur et ne voulait pas de réforme douanière, et aussi que la présence de gens comme moi ne signifiait absolument rien.

J'avais fait des difficultés, que je considère à présent bien vaines, pour accepter mes nouvelles fonctions, mais une fois décidé, je fis tout pour m'adapter. Campbell-Bannerman comme chef du parti aux Communes reçut bon accueil et l'on se montra entièrement loyal à son égard. L'expérience démontra qu'il avait été parfaitement inutile de soulever la question de son départ de la Chambre. Les choses marchèrent fort bien sans modifications, et les différences, les scissions d'opinion même, qui avaient existé alors que le parti siégeait à l'opposition, ne se reproduisirent plus jamais. La personnalité même de Campbell-Bannerman fut pour une large part dans ce résultat. Il n'éveillait chez les autres ni rivalité ni ambition. Il est vrai qu'une fois instauré comme chef du parti, il montra une inébranlable détermination d'y rester et de ne pas se laisser déloger, mais chacun savait qu'il n'avait fait aucun effort pour se mettre à sa tête et ne l'avait pas désiré pour lui-même. Il s'était montré d'une parfaite loyauté envers les précédents chefs du parti et ne s'était mêlé à aucune intrigue ni pour soi ni contre d'autres. C'était un partisan convaincu, mais qui ne s'attachait qu'au succès de son parti et nullement à son prestige de chef.

A partir du moment où son Cabinet fut formé, il ne fit

aucune distinction, dans ses rapports personnels, entre ceux qui l'avaient aidé et ceux qui lui avaient créé des difficultés lorsque le parti se trouvait dans l'opposition. On assurait qu'il considérait Haldane comme l'un de ceux qui avaient le plus activement travaillé contre lui : or Haldane était à présent au War Office. L'expérience antérieure et les connaissances du nouveau « Premier » le mettaient en mesure de faciliter la tâche de quiconque occuperait ce poste si difficile, et il le fit pour Haldane de tout cœur et sans ménager sa peine. Il demandait en retour de chacun une égale loyauté, et elle lui fut tout acquise. Spender a su faire ressortir sa personnalité plus complètement et mieux que je ne le saurais faire ; je veux cependant faire ici mention d'une qualité qu'il possédait à un degré remarquable. Il avait une perception très juste et très pénétrante des faiblesses des autres, et cela de façon absolument objective. Si grand que fût le dévouement personnel qu'on lui témoignait, son discernement ne se laissait pas aveugler. Il n'était pas plus conscient des points faibles de ses critiques qu'il ne l'était de ceux de ses admirateurs. S'il en avait pris la peine, c'est lui qui aurait pu faire de soi la critique la meilleure et la plus juste : il semblait qu'il n'eût aucun favori, même pas lui-même ! Il est plus douteux qu'il sût juger les qualités avec autant de netteté et de justesse; il semblait plutôt qu'il appréciât que l'on fût dépourvu des faiblesses qu'il méprisait ou haïssait, qu'il n'admirait les qualités positives. Il était cependant toujours prêt à rendre justice aux efforts heureux de ses collègues sans une pensée d'amour-propre, aussi, pendant les deux années qu'il fut Premier Ministre, le Cabinet fut-il étrangement et heureusement à l'abri de toutes querelles personnelles et de toute agitation.

Asquith était le seul homme qui pût, à cette époque, aspirer à succéder au poste de « Premier », et il était non-seulement dépourvu de tout égoïsme, mais encore capable, il le prouva dans la suite, de pousser au besoin la loyauté à l'égard de ses collègues jusqu'à la générosité, la chevalerie. Les ambitions des plus jeunes se trouvaient pour l'instant satisfaites de faire pour la première fois partie d'un Ministère,

et tous ceux d'entre nous qui avions d'importants Départements, étions absorbés par la tâche de nous assimiler le travail et de le mener à bien.

La réflexion m'a fait exprimer quelques regrets de m'être fait prier pour accepter les fonctions qui m'étaient offertes; elle évoque par contre la pensée que j'avais droit à être considéré comme un bon collègue tout au moins en ce qui a trait à deux choses qui peuvent valoir à un homme cette réputation.

L'une d'elles consiste à placer son esprit dans le fonds commun, à travailler sincèrement pour obtenir une décision d'ensemble du Cabinet dans les cas difficiles ou de différences d'opinion. Ceci ne signifie pas que l'on doive pour cela compromettre ce qu'un Ministre considère comme vital pour l'intérêt public — plutôt démissionner que d'accepter cela — mais qu'il ne doit pas imposer inopportunément son point de vue personnel pour ce qui n'est pas essentiel, qu'il doit insister sur le fond et non sur la forme, qu'il doit, sans amour-propre, étudier de quelle façon son opinion peut se rallier à celle d'autrui, c'est-à-dire, je le répète, tant qu'il ne sacrifie pas ce qu'il juge vital pour l'intérêt public, ne pas s'attacher à remporter une victoire, mais travailler pour l'accord dans le sein du Cabinet.

L'autre qualité consiste à accepter toute entière sa responsabilité personnelle dans les décisions prises une fois que l'on y a adhéré. Peut-être pourrait-on y ajouter une troisième: ne jamais ni menacer, ni même parler de démissionner, sauf en dernier ressort, dans un cas d'une gravité capitale, et ne le faire alors que lorsque l'on y est bien décidé.

CHAPITRE VI

LA PREMIÈRE CRISE (ALGÉSIRAS) ET LES CONVERSATIONS MILITAIRES

La conférence d'Algésiras. — Appréhensions de la France. — Mise à l'épreuve de l'accord anglo-français. — Un problème pour le nouveau gouvernement. — Impossibilité d'y répondre. — Entrevue avec M. Cambon. — Les conversations militaires et leurs limites. — Une entrevue avec Metternich. — Le point de vue de Campbell-Bannerman. — Aurait-il dû y avoir un Conseil des Ministres? — Préparatifs et précautions. — Armements de guerre. — Une transaction subséquente. — Les lettres Grey-Cambon de 1912. — Leur endossement par le Cabinet.

L'un des premiers devoirs d'un Ministre est de consacrer tout son temps au travail de son Département. Le Foreign Office ne laisse d'ailleurs pas le choix à son titulaire, car le travail l'assaille de toutes parts. S'il laisse s'accumuler un arriéré, il lui est impossible de le rattraper et de s'occuper en même temps des affaires courantes : tel un homme en haute mer à qui force est de continuer à nager sous peine d'être submergé. C'est dans l'après-midi du lundi 11 décembre 1905, que les Ministres libéraux reçurent du Roi les sceaux de leur charge. Londres était plongé ce jour-là dans un de ses pires brouillards — je ne me rappelle pas si l'on en prit prétexte pour faire sur cette coïncidence des commentaires sarcastiques ou de mauvais augure. Je me rendis à Buckingham Palace dans un coupé loué pour la circonstance, et John Morley et Henry Fowler y prirent place auprès de moi après la cérémonie. Nous n'avions encore roulé que quelques mètres à la sortie des grilles lorsque le coupé s'arrêta, absolument perdu dans le brouillard. Croyant que je m'en tirerais mieux à pied, je descendis de voiture, mais

au bout de quelques pas j'avais à mon tour perdu tout sens de direction. Je me heurtai à la tête d'un cheval, je longeai l'animal, et parvins à un « hansom » qui y était attelé. Lorsque je demandai au cocher s'il saurait trouver son chemin jusqu'à Birdcage Walk (1), il me répondit qu'il en venait précisément et voulait bien essayer. Il finit par y réussir, et il fut alors facile, en suivant le trottoir au pas, d'atteindre le Foreign Office, où j'assumai mes fonctions.

Les élections étaient toutes proches, les scrutins devaient avoir lieu en janvier, la campagne des discours commençait. Je me consacrai tout entier jusqu'à Noël aux affaires du Département. Nous passâmes le dimanche 24 et le jour de Noël avec Rosebery, à sa propriété de Durdans. Il avait souvent nettement déclaré après avoir, en 1900, renoncé à la politique, qu'il ne s'occuperait en rien de la formation du gouvernement suivant : il était donc généralement admis qu'il se tiendrait à l'écart, et l'on n'en avait éprouvé aucune surprise. Mais cette séparation créait un grand vide non-seulement pour moi, mais pour ma femme, qui avait toujours senti qu'il conférait de la distinction et de l'intérêt à la politique et savait l'élever au-dessus du terre-à-terre. Je me sentais oppressé par l'effort qu'il me fallait fournir au Foreign Office pour me familiariser après une absence de plus de dix années avec tant de choses nouvelles, ou oubliées, et j'avais devant moi la perspective de devoir cumuler cette tâche avec l'effort d'une campagne électorale.

Ma circonscription, répartie sur une vaste étendue rurale, englobait les villes de Berwick et Alnwick ; et de nombreux villages grands et petits. J'avais un concurrent conservateur qui se remuait beaucoup, et dus m'arranger du mieux que je pus. Comptant sur l'indulgence des électeurs et sur ce qu'ils tiendraient compte de mes occupations au Foreign Office, je m'arrangeai de façon à y passer trois jours par semaine. Je quittais Londres tous les mercredis soir pour arriver chez moi le lendemain matin, et consacrais les trois derniers jours de la semaine à mes discours électoraux,

(1) Une allée de Green Park.

tout en prenant connaissance chaque matin des papiers qui m'étaient envoyés du Foreign Office. Je repartais pour Londres le dimanche soir pour ne plus m'occuper, trois jours durant, que du Département. Les autres Ministres se trouvaient dans le même cas que moi, et il nous était impossible de nous réunir en Conseil. C'est naturellement dans ces conditions que survint la première circonstance critique en politique étrangère.

J'ai déjà dit plus haut comment, quelques mois auparavant, l'Allemagne avait imposé à la France le renvoi de M. Delcassé, qui avait conclu avec Lord Lansdowne en 1904 l'accord franco-anglais. La France avait, sous l'effet de cette pression, accepté que se tînt à Algésiras une conférence internationale au sujet du Maroc. L'intention de l'Allemagne était de mettre ainsi à l'épreuve la force de l'accord pendant que le gouvernement conservateur, qui y avait souscrit, était au pouvoir ; il était peu probable qu'elle se montrât moins résolue à présent que lui avait succédé un gouvernement libéral qui n'en était pas responsable. En devenant Premier Ministre, Campbell-Bannerman s'était publiquement déclaré en plein accord avec les grandes lignes de la politique poursuivie par Lord Lansdowne ; il y avait cependant peu de probabilités pour que le nouveau Ministère s'affirmât plus intransigeant ni plus positif que celui qui l'avait précédé, aussi était-il certain que le changement de gouvernement en Angleterre ne pouvait avoir dissipé les nuages qui s'accumulaient et pourraient bien, à Algésiras, se muer en orage. La date fixée pour la réunion de la Conférence n'était guère éloignée. Il n'était que naturel que les appréhensions françaises fussent grandes, et c'était pour eux une question vitale de savoir, avant la Conférence, dans quelle mesure ils pouvaient compter sur l'appui britannique.

Le mercredi 10 janvier, l'ambassadeur de France, M. Paul Cambon, revenu de Paris porteur d'instructions de son gouvernement, me posa la question critique. Mon rapport de cette conversation est publié tout au long dans la *Vie de Campbell-Bannerman* par Spender, mais il a aussi sa place ici :

Sir Edward Grey à Sir F. Bertie.

Foreign Office, 10 janvier 1906.

Après m'avoir mis au courant cet après-midi de la nature des instructions qu'adressait M. Rouvier au Plénipotentiaire français à la Conférence qui est sur le point de se réunir à Algésiras pour traiter des affaires marocaines (ainsi que le rapportait ma dépêche immédiatement précédente), l'Ambassadeur de France m'a déclaré avoir entretenu M. Rouvier de l'importance qu'il y avait à s'entendre sur l'attitude qu'adopteraient la France et la Grande-Bretagne dans le cas où les discussions se termineraient par une rupture entre la France et l'Allemagne. M. Cambon me dit qu'il ne croyait pas que l'Empereur allemand désirât la guerre, mais que Sa Majesté poursuivait une politique fort dangereuse. Elle avait réussi à soulever l'opinion publique et militaire en Allemagne et l'on courait le risque que les affaires prissent une telle tournure qu'une issue pacifique devienne difficile. Au cours des discussions antérieures au sujet du Maroc, Lord Lansdowne dit qu'il était d'avis que les gouvernements francais et britannique discutent en toute franchise les éventualités qui pourraient se produire, et que Votre Excellence avait, d'après ses instructions, communiqué à M. Delcassé un memorandum à cet effet. On n'avait pas jugé nécessaire, à l'époque, d'envisager les possibilités d'une guerre, mais il paraîtrait maintenant désirable de le faire.

M. Cambon me dit qu'il avait parlé dans ce sens à M. Rouvier, lequel était du même avis. Une alliance formelle ne s'imposait pas et ne serait même pas opportune ; mais il était de la plus haute importance que le gouvernement français sût, par avance, si, dans l'éventualité d'une agression de l'Allemagne contre la France, la Grande-Bretagne serait disposée à apporter à la France une aide militaire.

Je répondis que le Premier Ministre n'était pas en ce moment à Londres, que tout le ministère se trouvait dispersé à cause des élections, que nous n'étions pas encore fixés sur les sentiments que le pays exprimerait aux urnes, qu'il m'était donc impossible dans de pareilles circonstances de répondre à la question de l'Ambassadeur. Je ne pouvais qu'affirmer ma conviction personnelle que si la France se trouvait attaquée par l'Allemagne à la suite d'une question issue de l'accord récemment conclu par nos prédécesseurs avec le gouvernement français, l'opinion publique en Angleterre se manifesterait fortement en faveur de la France.

M. Cambon répondit qu'il en avait jugé de même, et qu'il renouvellerait sa question après les élections.

Je l'assurai que la Grande-Bretagne désirait sincèrement que la Conférence ait pour la France une issue favorable.

L'Ambassadeur me répondit que rien ne saurait avoir sur l'Empereur une influence plus pacifiante que la conviction que si l'Allemagne attaquait la France, elle trouverait l'Angleterre alliée contre elle.

Je répondis que je croyais que telle était, en effet, la pensée de Guillaume II, mais que tout autre chose était que son opinion fût partagée par l'Allemagne ou que nous donnions sur ce point une assurance positive à la France. Qu'un Ministre ne pouvait commettre une plus grande erreur que de donner une assurance de cet ordre sans être absolument certain qu'elle soit réalisée. Que je ne croyais pas qu'aucun Ministre pût, dans les circonstances actuelles, dire plus que je ne l'avais fait et que quelque fort que pût être le sentiment de solidarité qu'éprouverait la Grande-Bretagne pour la France en cas de rupture avec l'Allemagne, la forme qui lui serait donnée et les actes qui s'ensuivraient dépendraient en grande partie des circonstances dans lesquelles ne serait produit la rupture.

M. Cambon spécifia que ce qu'il entendait par une agression de la part de l'Allemagne pourrait être la conséquence de quelque mesure nécessaire prise par la France pour la protection de sa frontière algérienne ou de tout autre raison justifiant une pareille mesure.

Je répondis que pour ce qui était d'une promesse formelle, je ne me trouvais pas dans les conditions voulues pour engager le pays au-delà de la neutralité — neutralité bienveillante pour autant que cela pût exister. M. Cambon répliqua qu'une promesse de neutralité ne saurait, bien entendu, lui suffire et me répéta qu'il me poserait à nouveau la question après les élections.

Il jugeait opportun que, dans l'intervalle, des consultations officieuses eussent lieu entre notre Amirauté et notre War Office et les Attachés Naval et Militaire français, afin de déterminer quelles mesures pourraient être prises avec avantage au cas où les deux pays se trouveraient alliés pour une guerre de cet ordre. Certaines communications, croyait-il, avaient déjà été échangées et pourraient être continuées. Elles n'engageaient ni l'un ni l'autre des gouvernements.

Je me rencontrai avec lui sur ce point.

Agréez, etc. Edward Grey.

Il était inévitable que la France posât la question : il nous était impossible d'y répondre.

J'envoyai le rapport de cette conversation à Campbell-Bannerman et aussi à Lord Ripon, qui dirigeait le parti à la Chambre des Lords. C'était un ministre de grande expé-

rience : il avait, en effet, été collègue de mon grand-père, Sir Georges Grey, dans le dernier Cabinet Palmerston, vers 1860. Peu après que nous prîmes le pouvoir, il me dit qu'il savait que certains documents du Foreign Office étaient envoyés au Premier Ministre sans être communiqués aux autres Membres du Cabinet, du moins tout de suite, et demanda que ces papiers lui soient également envoyés à lui, parce qu'il aurait à traiter des questions étrangères à la Chambre des Lords. J'acceptai bien volontiers, et ce fut fait régulièrement.

Je ne découvris que quelque temps après mon entrée au Foreign Office que, devant la menace de pression allemande sur la France en 1905, des projets militaires avaient été concertés pour le cas où la France se verrait contrainte à la guerre. Ç'avait été fait sans encourir d'obligation autre que ce que contenait l'accord franco-anglais publié — c'est-à-dire que l'on n'allait pas au delà de l'appui diplomatique. J'étais absolument convaincu qu'aucun Cabinet ne s'engagerait d'avance à entrer en guerre, mais l'opinion britannique était favorable à l'accord. Il est certain que si l'Allemagne cherchait querelle à la France relativement à notre accord, le sentiment francophile serait très fort en Angleterre, si fort même, en toute probabilité, qu'il admettrait volontiers qu'un gouvernement britannique intervînt aux côtés de la France, et l'y pousserait même au besoin. Il nous fallait donc rester aussi libres d'aller à l'aide de la France, que de nous tenir à l'écart. Mais une guerre moderne peut souvent n'être qu'une question de jours. Si donc nous n'avions pas autorisé les Etats-Majors des deux pays à élaborer à l'avance des plans militaires, nous n'aurions pas davantage pour cela préservé notre liberté d'action, mais nous nous serions enlevé toute possibilité de nous porter en temps utile à l'aide de la France, quelque ardent qu'en pût être le désir de l'opinion publique britannique.

J'ai souvenir que M. Cambon me fit valoir des considérations de ce genre ; elles m'étaient d'ailleurs déjà venues à l'esprit, et étaient incontestables. C'est pourquoi, outre le rapport que j'envoyai au Premier Ministre et à Lord Ripon, je

parlai à Haldane, devenu Secrétaire d'Etat à la Guerre, qui faisait comme moi campagne. Nous nous rencontrâmes sur l'une de mes plate-formes électorales, à Berwick, et je saisis l'occasion pour lui faire part de la demande de conversations militaires entre les autorités compétentes. La dépêche suivante à Lord Bertie rapporte le résultat :

Sir Edward Grey à Sir F. Bertie.

Foreign Office, 15 janvier 1906.

— J'ai annoncé aujourd'hui à M. Cambon que j'avais communiqué au Premier Ministre le récit de sa conversation du 10 de ce mois avec moi. Le Premier Ministre m'avait fait savoir qu'il ne pourrait pas être de retour à Londres avant le 25 janvier, qu'il ne lui serait par conséquent pas possible de causer de tout cela avec moi avant cette date, et que d'ailleurs les membres du Cabinet ne se trouveraient réunis au complet que le 29 — je ne pouvais donc lui donner aujourd'hui une réponse plus complète à la question qu'il m'avait adressée. Il m'avait parlé, le 10, d'un échange de communications ayant eu lieu entre l'Attaché Naval français et l'Amirauté ; d'après ce que j'ai compris, elles avaient eu lieu directement avec John Fisher. S'il en était ainsi, je n'avais plus à m'en mêler. Pour ce qui est cependant des communications entre l'Attaché militaire français et le Foreign Office, je compris qu'elles avaient eu lieu par intermédiaire. J'ai donc saisi une occasion d'en parler à M. Haldane, Secrétaire d'Etat à la Guerre, qui prenait part, vendredi, à ma campagne électorale dans le Northumberland, et m'a autorisé à dire que cet échange de vues pouvait se poursuivre directement entre l'Attaché Militaire français et le général Grierson, mais qu'il fallait qu'il restât bien entendu que ces conversations n'engageaient ni l'un ni l'autre gouvernement. M. Cambon me dit alors que l'intermédiaire en question était un colonel en retraite, correspondant militaire du *Times*, qui, d'après ce qu'il avait compris, avait été envoyé par le War Office.

Agréez, etc.

Edward Grey.

Des plans en vue d'une coopération navale et militaire avaient été armorcés dès 1905, du temps de Lansdowne, au moment où menaçait déjà la pression allemande. Les conversations navales avaient été directes, les pourparlers militaires qui avaient eu lieu jusqu'alors par le canal d'un intermédiaire, le seraient dorénavant. Ma préoccupation la plus

grande était la réponse à faire à la demande de M. Cambon d'une promesse d'appui militaire ou naval, si l'Allemagne acculait la France à la guerre. Je savais qu'il nous était impossible de donner cette assurance, mais quel effet un refus produirait-il sur la France? Dirait-elle que la promesse d'appui diplomatique contenue dans l'accord anglo-français était à présent dépourvue de valeur, sans promesse d'aide en cas de guerre? Le gouvernement français irait-il même plus loin, jusqu'à dire que le seul résultat de notre accord avait été d'aggraver la situation de la France pour la laisser ensuite dans l'embarras, l'exposant à une menace de l'Allemagne devant laquelle le seul appui diplomatique était inutile.

Mon opinion personnelle, peut-être serait-il plus exact de l'appeler sentiment instinctif plutôt qu'opinion raisonnée, était que si l'Allemagne contraignait la France à la guerre dans le but de détruire l'accord franco-anglais, notre devoir serait de nous porter au secours de la France. Nous serions isolés et discrédités, si nous nous tenions à l'écart : haïs par ceux que nous aurions refusé d'aider et méprisés par les autres. J'étais également persuadé que lorsque viendrait le moment, s'il devait jamais venir, où l'Allemagne s'attaquerait à la France, l'opinion publique chez nous serait si émue que l'Angleterre voudrait à tout prix intervenir à ses côtés. Cependant, la manière dont la guerre se déclancherait compterait pour beaucoup. Si la France se montrait agressive, l'Angleterre ne viendrait pas à son secours, de cela j'étais certain, comme je l'étais également que ni le Cabinet ni le Parlement ne consentiraient à se lier à l'avance. Aussi trouvais-je que ce serait de ma part à la fois inutile et déraisonnable de demander à mes collègues l'autorisation de faire une promesse quelconque. Lorsque M. Cambon répéterait sa demande, je ne pourrais lui faire d'autre réponse: je ne devais rien dire qui pût autoriser le gouvernement français à croire qu'il eût à compter sur quelque chose de plus qu'un appui diplomatique. Mais d'autre part déclarer que dans aucun cas la France ne devait même espérer une intervention armée de notre part ne serait conforme ni au sentiment britannique ni à la réalité. Telle était la situation

qu'il faudrait envisager lorsque M. Cambon poserait à nouveau sa « question » après les élections.

Celles-ci pendant ce temps, suivaient leur cours. La mienne eut lieu le jeudi 25 janvier ; le lendemain ma femme et moi revînmes à Londres, d'où nous nous rendîmes du samedi au lundi à Windsor Castle ; le mardi ma femme retourna à Fallodon, et le jeudi 31 janvier eut lieu ma conversation avec M. Cambon. Elle est rapportée comme suit dans une dépêche à notre Ambassadeur à Paris :

Sir Edward Grey à Sir F. Bertie.

Foreign Office, 31 janvier 1906.

L'Ambassadeur de France m'a de nouveau demandé aujourd'hui si son pays pourrait compter sur l'aide de l'Angleterre dans l'éventualité d'une attaque de l'Allemagne.

Je répondis que j'avais étudié la question avec le Premier Ministre et que j'avais trois remarques à faire.

En premier lieu, de grands progrès avaient été accomplis depuis la première visite de l'Ambassadeur. Nos autorités militaires et navales étaient entrées en rapport avec les Français ; je présumais donc que tout était prévu, en cas de crise, pour que pas un instant ne soit perdu faute d'engagement formel.

En second lieu, une semaine et même plus avant que M. Cambon m'ait parlé, j'avais saisi une occasion d'exprimer au comte Wolff-Metternich mon opinion personnelle, ce que Lord Lansdowne avait déjà fait précédemment — à savoir que si l'Allemagne s'en prenait à la France à cause de notre accord sur le Maroc, le sentiment public serait si violent qu'aucun gouvernement britannique ne pourrait rester neutre. J'insistai auprès de l'Ambassadeur sur ce que ceci ayant été — j'avais de bonnes raisons pour en être assuré — rapporté très exactement à Berlin, y avait produit l'effet moral sur lequel M. Cambon avait insisté comme devant constituer l'un des meilleurs facteurs de paix, ainsi que la raison principale d'un engagement formel de coopération armée entre l'Angleterre et la France.

Je fis remarquer en troisième lieu à M. Cambon que pour le moment, et en regard de la déclaration échangée entre nous, la politique française restait absolument libre, que nous ne la discutions pas, n'y suggérions ni concessions ni modifications, que nous laissions libre champ à la France et lui donnions sans réserve notre appui diplomatique ; mais que, si notre promesse s'étendait au delà, et que nous acceptions un engagement suscep-

tible de nous entraîner dans une guerre, j'étais convaincu que mes collègues jugeraient qu'il convenait que nous soyions, à partir de ce moment-là, consultés au sujet de la politique française au Maroc, et, au besoin libres d'imposer au gouvernement français telles concessions ou tels changements qui nous paraîtraient désirables pour éviter une guerre.

Je priai M. Cambon de peser ces considérations, et de réfléchir si la situation actuelle entre nous et la France n'était pas si satisfaisante qu'il semblait inutile de la modifier comme il le désirait par une déclaration formelle

L'Ambassadeur de France répondit que si la Conférence se séparait sans résultat favorable, l'Allemagne aurait alors toutes facilités pour se placer aux côtés du Sultan du Maroc et acquérir sur lui de plus en plus d'influence, que des troubles pourraient être provoqués sur la frontière algérienne, la France se trouvant de ce fait obligée de prendre, comme elle avait déjà dû le faire, des mesures pour y mettre un terme ; que l'Allemagne déclarerait alors à la France, comme ç'avait déjà été le cas, qu'une action au Maroc serait une attaque dirigée contre elle, à laquelle elle ne pourrait s'abstenir de riposter. La guerre pouvait, dans ce cas, éclater si brusquement que la nécessité d'agir serait non pas une question de jours, mais de minutes, si donc le gouvernement britannique devait consulter, et attendre, les manifestations de l'opinion publique anglaise, ce pourrait être trop tard pour agir utilement. Il répéta donc sa demande d'une assurance quelconque telle qu'elle pouvait être donnée dans une conversation. Je répondis qu'une pareille assurance ne saurait être autre chose qu'un engagement solennel que je ne saurais prendre sans le soumettre au préalable au Cabinet et obtenir son assentiment, que j'étais, par ailleurs, certain que l'on me répondrait que c'était là une question trop grave pour être résolue par un engagement verbal, et qu'il convenait qu'il fût écrit. Pour ce qui était des bonnes dispositions du Ministère à l'égard de la France, je n'éprouverais aucune hésitation à lui soumettre la question ; quelques uns de ceux qui étaient le plus attachés à la paix étaient aussi parmi les meilleurs amis de la France, mais quoique je n'eusse aucun doute sur les bonnes dispositions du Cabinet, je considérais qu'un engagement écrit rencontrerait inévitablement des difficultés, car il ne pouvait être pris sans conditions, et les formuler serait difficile. La question, en somme, se posait ainsi : si l'on changeait quelque chose, il faudrait transformer « l'Entente » en alliance défensive. C'était là un changement radical et je fis une fois de plus M. Cambon juge, si la force des circonstances qui attiraient l'une vers l'autre la France et l'Angleterre n'était pas plus impérieuse que toutes les assurances verbales que l'on pourrait donner en ce moment. Je

ne niais pas qu'il se pût que les circonstances — par exemple l'activité de l'Allemagne — transformassent notre Entente en en alliance défensive, mais je ne jugeais pas que la pression des événements fût assez grande pour que s'imposât déjà la nécessité d'un changement. J'ajoutai que dès lors qu'une alliance défensive deviendrait nécessaire, ce serait une affaire trop grave pour la laisser ignorée du Parlement, car s'il était vrai que le gouvernement pût la conclure sans son assentiment, il faudrait néanmoins la publier après. Aucun gouvernement britannique ne saurait engager le pays pour une chose aussi sérieuse sans le lui faire connaître.

Résumant mes déclarations, M. Cambon appuya sur l'opinion personnelle que j'avais émise que dans le cas d'une attaque de la France par l'Allemagne, aucun gouvernement britannique ne pourrait rester neutre. Je lui fis remarquer que c'était au comte Wolff-Metternich et non pas à lui-même que j'avais exprimé ce sentiment, parce que, en admettant que j'eusse exagéré la force des sentiments de mes compatriotes, l'Allemagne ne saurait en éprouver une déception, tandis que je ne pouvais exprimer à la France une opinion personnelle aussi précise, attendu que l'on ne pouvait fonder une politique sur une pareille donnée. Il me fallait donc, en parlant, rester soigneusement dans les limites. Je ne pensais pas que les Anglais seraient disposés à se battre pour mettre la France à même de conquérir le Maroc ; ils diraient que la France devait saisir le moment opportun, se contenter d'attendre, et qu'il serait déraisonnable de forcer les événements au point de pousser à la guerre. Mais que si, d'autre part il apparaissait clairement que la guerre fût imposée à la France par l'Allemagne dans le but de rompre « l'Entente » anglo-française, l'opinion publique se manifesterait sans aucun doute très fortement du côté de la France. Mais qu'il importait en même temps que M. Cambon se souvînt que l'Angleterre ne se verrait, à l'heure actuelle, entraînée qu'à contre-cœur dans une grande guerre, aussi hésitais-je à affirmer que les sympathies de la presse et de l'opinion en faveur de la France seraient assez puissantes pour surmonter cette répugnance. Je priai cependant M. Cambon de se rappeler que, si le gouvernement français le désirait, il serait à tout moment possible de reprendre la conversation. Les événements pouvaient se modifier, mais je ne jugeais pas nécessaire, en l'état actuel des choses, d'insister sur l'urgence d'une alliance défensive.

L'Ambassadeur de France répondit que la question était d'autant plus grave que l'Empereur d'Allemagne avait donné à entendre au gouvernement français qu'il ne devait pas compter sur nous, et qu'il était donc important que son gouvernement pût au contraire se sentir appuyé.

Je suis, en toute sincérité et respect de Votre Excellence le très humble et obéissant serviteur.

E. GREY.

Il me semble maintenant, comme je le sentis à l'époque, que la ligne de conduite adoptée dans cette conversation était la seule que pût prendre, en la circonstance, un ministre britannique. Personne n'eût pu alors engager d'avance ce pays à entrer en guerre pour la France ; mais affirmer par contre que nous ne le ferions dans aucune circonstance eût été contraire à la vérité, donc impolitique au plus haut point. Je laisse à d'autres le soin de juger si cette ligne de conduite eût pu être mieux exprimée, ou la situation maniée avec plus d'habileté : je n'en étais pas, pour ma part, très certain. J'exprimai le sentiment que j'en éprouvais dans une lettre que j'écrivis à ma femme le lendemain. Voici le passage : « J'ai eu hier une tâche et une conversation terriblement difficiles et des plus importantes. Je ne sais pas si je m'en suis bien tiré, mais je l'ai fait en toute sincérité ». Force m'a été de m'étendre longuement sur cette conversation, parce qu'elle définit l'attitude qui fut maintenue jusqu'au moment même où éclata la guerre. La même question fut soulevée de temps à autre, mais nous ne dépassâmes jamais d'un cheveu la position prise avec M. Cambon le 31 janvier 1906. Nous nous mîmes d'accord en avril 1914 sur la demande de la France, pour accepter que des conversations eussent lieu entre les autorités navales britannique et russe, ainsi que je le dirai plus loin, mais ce fut avec la même stipulation précise (rapportée à l'époque dans des lettres échangées en 1912 entre l'Ambassadeur de France et moi) que cela n'entraînerait aucune obligation de notre part.

Le rapport suivant d'une conversation avec l'Ambassadeur d'Allemagne indique ce qui lui fut dit à cette époque critique. Il contient une déclaration de ce que je tenais pour être à ce moment-là le sentiment britannique, s'accordant en cela avec ce que j'avais dit à M. Cambon sur la probabilité que nous prendrions, en cas de guerre, parti pour la France.

Sir Edward Grey à Sir Frank Lascelles.

Foreign Office, 9 janvier 1906.

J'ai dit le 3 de ce mois à l'Ambassadeur d'Allemagne que j'avais examiné de plus près la question du Maroc depuis notre dernière conversation, et que j'éprouvais quelque inquiétude de la situation, ayant remarqué qu'il y a peu de temps le Prince Bülow l'avait qualifiée de « très mauvaise » (1). Il m'était aussi revenu que Lord Lansdowne avait dit au comte Metternich que, dans l'éventualité d'une guerre entre l'Allemagne et la France, le sentiment public en Angleterre serait tel qu'il serait impossible, à son avis, à l'Angleterre de rester neutre. Le comte Metternich me répondit que Lord Lansdowne avait dit cela dans le cas d'une attaque non provoquée de l'Allemagne contre la France et que, bien entendu, la question de non provocation restait sujette à interprétation.

Je l'assurai qu'il n'entrait pas dans notre intention de soulever des difficultés à la Conférence pour le Maroc. Notre désir était d'éviter un conflit entre l'Allemagne et la France, parce que je croyais vraiment que s'il s'en produisait un, nous nous y trouverions mêlés, car le sentiment public serait extrêmement fort ici, non par hostilité envers l'Allemagne, mais bien plutôt parce que l'Angleterre éprouvait un réel soulagement et une grande satisfaction à être en bons termes avec la France, et que si celle-ci se trouvait dans des difficultés à cause du document même qui avait servi de fondement au bon vouloir entre nos deux pays, les sympathies en faveur de la France ne manqueraient pas de se manifester.

Le comte Metternich exposa de nouveau avec insistance le point de vue allemand : à savoir que ni la France ni nous-mêmes n'étions en droit de disposer au Maroc des intérêts d'un tiers, quelles que fussent les conditions dans lesquelles nous traitions les nôtres. Je répondis que nous avions pris, avec l'accord, l'engagement précis de prêter à la France un appui diplomatique — celui-là même qui était publié à l'article IX. Le comte Metternich fit remarquer que, précisément, notre promesse ne comportait qu'un appui diplomatique, et que ce qui froissait l'Allemagne, c'était que toute l'Angleterre paraissait admettre qu'elle s'était engagée en même temps à une aide militaire. Je répondis que ne pouvant parler d'un tel sujet qu'en tant qu'individu privé, mon opinion n'avait pas plus de valeur que celle de Lord Lansdowne s'exprimant de même, mais que mon sentiment était identique à celui de mon prédécesseur.

(1) En français dans le texte (N. D. T.)

La politique du gouvernement n'était pas seule en question ; ce qui chez un peuple était le plus susceptible de le faire prendre part à une guerre, c'était non pas la politique ou l'intérêt, mais le sentiment, et si l'occasion survenait, le sentiment public en Angleterre serait si violent qu'il n'admettrait pas de rester neutre.

L'Ambassadeur d'Allemagne dit alors que l'Allemagne se sentait trop forte, tant comme nation que par sa position, pour se laisser intimider même par une combinaison de deux autres grandes Puissances. Je répondis que je le comprenais, mais que je parlais à présent en toute franchise, parce que l'éventualité ne s'était pas encore produite et qu'il était donc possible de le faire, tandis que si, par la suite, les choses se compliquaient, il pourrait être moins disposé à écouter et, moi, ne plus pouvoir parler librement. « Mais », ajoutai-je, « vous pouvez être assuré que si tout marche bien à la Conférence sur le Maroc, l'Entente Anglo-Française ne sera pas utilisée ensuite pour nuire aux intérêts généraux ni à la politique de l'Allemagne. Nous souhaitons voir la France en bons rapports avec l'Allemagne. C'est la seule chose nécessaire pour parfaire l'agrément de notre amitié avec la France, et nous ne la pousserons certainement pas à la Conférence au delà de la limite qu'elle se sera fixée à elle-même. » Je dis cela, parce que le comte Metternich m'avait déclaré l'autre jour qu'il considérait que le Gouvernement britannique « s'était montré plus français que les Français ». Il me répondit qu'il était à présent bien persuadé que nous ne l'étions pas, et que ce que je lui avais dit représentait bien notre véritable attitude. Je l'assurai que c'était réellement le cas, que notre diplomatie était absolument franche et ouverte, que nous avions pris vis-à-vis de la France des engagements jusqu'à un point déterminé, auxquels nous ne songions pas à nous dérober. Il nous fallait les tenir, mais si, à la Conférence, ces engagements se trouvaient être compatibles avec le point de vue de l'Allemagne et ses intérêts propres, il se produirait immédiatement une sensible amélioration de l'opinion publique anglaise.

Nous parlâmes ensuite du ton de la presse tant en Angleterre qu'en Allemagne. Le comte Metternich se plaignit d'une recrudescence d'animosité et, dans la nôtre, d'affirmations controuvées. Je répondis que nous ne pouvions exercer un contrôle sur notre presse, que ce n'était pas nous qui l'inspirions, et que si je faisais actuellement une observation en public pour obtenir une attitude bienveillante, on me répondrait aussitôt que j'aurais beau dire, qu'il fallait attendre que la Conférence marocaine ait eu lieu avant que la presse pût accepter mon point de vue. Mais, si tout y marchait à souhait, je serais en mesure de parler avec plus d'autorité.

Puis, nous causâmes un peu des détails de la Conférence.

L'Ambassadeur me dit que l'Allemagne ne se contenterait pas de simples garanties pour ses intérêts économiques, parce que ces garanties seraient sans valeur, si la France obtenait réellement le contrôle des affaires au Maroc. Le commerce allemand en souffrirait comme tout commerce étranger avait souffert à Tunis et à Madagascar. Cela serait donc insuffisant, car si l'influence de la France était absolue au Maroc, toutes les concessions et autres intérêts seraient entièrement entre ses mains. Je répondis que j'avais compris qu'il y aurait une Banque d'Etat Marocaine dans laquelle les Français avaient déjà accepté la participation allemande, ce qui offrait en soi une certaine garantie.

L'Ambassadeur d'Allemagne ne me fournit, en dehors de quelques déclarations générales de ce que l'Allemagne ne saurait permettre à la France d'occuper au Maroc une situation privilégiée, aucune indication sur ce que pourraient être, à la Conférence, les propositions de l'Allemagne, ni son attitude.

J'ai l'honneur d'être, en toute sincérité et respect, de Votre Excellence le plus humble et obéissant serviteur.

E. Grey.

Le but que je poursuivais dans ces entretiens était de faire comprendre aux Allemands que la situation était grave et de permettre aux Français de sentir notre sympathie, tout en évitant avec soin ce qui aurait pu éveiller dans leur esprit des espoirs que notre pays pourrait ne pas réaliser. Pour réussir, il fallait d'un côté éviter le « bluff », et de l'autre les promesses.

Campbell-Bannerman craignait que les conversations militaires ne créassent une obligation ou, tout au moins, une entente tacite. Ses vues à ce sujet sont exprimées dans une lettre à Lord Ripon reproduite dans sa *Vie* (vol. II p. 257). Si j'avais eu plus d'expérience, j'eusse sans doute partagé ses appréhensions. Mais l'accord verbal entre M. Cambon et moi était pour nous des plus clairs, c'est-à-dire que rien de ce qui se passerait entre les autorités militaires françaises et britanniques n'entraînerait, ni n'impliquerait, la moindre obligation pour l'un ou l'autre gouvernement. Cette entente fut honorablement observée, même pendant la semaine d'anxiété et d'angoisse qui précéda, en 1914, l'explosion de la guerre. Les appels les plus pressants nous furent adressés au cours de cette semaine-là pour nous demander

l'assurance de notre aide, mais pas une seule fois, parmi tous les arguments dont ils usèrent pour me décider, les gouvernements français ou russe ni leurs Ambassadeurs n'insinuèrent que nous étions liés par une obligation quelconque. On fit appel à notre intérêt, mais l'on ne suggéra jamais que notre honneur ni notre bonne foi fussent en cause.

On a beaucoup critiqué notre manière d'agir. On a affirmé que nous aurions dû donner à la France une promesse formelle d'appui, sinon en 1906, du moins quelque temps avant la guerre, que nous aurions dû faire de plus amples préparatifs. D'autres prétendent que les préparatifs sans engagement que nous fîmes étaient eux-mêmes insuffisants et peu politiques. Ce qui m'occupe avant tout à cette heure est de bien établir la position que nous adoptâmes.

C'est à une autre critique, non de politique, mais de procédure, qu'il convient que je réponde ici. Un Conseil des Ministres n'aurait-il pas dû se réunir auquel j'eusse exposé toute la situation, avant ma conversation du 31 janvier avec Cambon ? M'écrivant le 21 janvier, Campbell-Bannerman, tandis que les élections battaient leur plein, m'avait demandé : « Quand voudriez-vous avoir une réunion du Conseil ? Le 30, le 31, ou le 1er pourrait-il convenir ? Voudriez-vous que la réponse à la France soit confirmée par le Cabinet avant de la donner ? » Je n'ai aucun souvenir, et l'on ne trouve nulle trace de ma réponse à cette question. Ma réponse aujourd'hui, après tant d'années écoulées et plus d'expérience acquise, est que j'aurais dû demander une réunion du Conseil des Ministres, et je ne puis que conjecturer la raison pour laquelle il n'y en eut pas. La réponse à donner à l'Ambassadeur de France ne devait nous imposer aucune autre obligation que celles, publiquement reconnues, de l'accord franco-anglais. La première date proposée était le 30 janvier, qui n'eût sans doute pas pu être avancée, mon élection à moi ayant eu lieu le 25 et n'étant pas, de beaucoup, la dernière dans les circonscriptions rurales. Les Français avaient déjà attendu assez longtemps. Il faut noter aussi que, après avoir pris connaissance du rapport complet de ma conversation avec Cambon, ni Campbell-Bannerman,

ni Ripon, les deux hommes les plus expérimentés en matière politique, n'avaient suggéré qu'il serait bon de réunir le Cabinet. Tous les autres, à l'exception d'Asquith, n'avaient jamais auparavant fait partie d'un Ministère. Il ressort de la lettre déjà citée qu'il écrivit à Ripon, en date du 2 février, que le Premier Ministre et Lord Ripon avaient soigneusement étudié ce rapport. Nous examinerons plus tard la question de savoir si l'affaire eût dû être soumise au Cabinet *après* que la réponse fut faite, lorsque nous relaterons la discussion qui eut lieu au Conseil en 1912, quand lui fut soumise la question des conversations militaires.

Quel effet cette réponse produisit-elle sur les Français ? J'en avais, en la faisant, éprouvé une vive inquiétude, mais comme on le verra tout à l'heure, je fus rappelé chez moi le 1er février et ne revis plus M. Cambon de quelque temps. Campbell-Bannerman vit en mon absence mon secrétaire particulier, qui était alors Louis Mallet, et il écrit dans sa même lettre du 2 février à Ripon : « Le secrétaire dit que Cambon paraît satisfait ». Je me rappelle très distinctement l'impression que me donna de son opinion personnelle la manière d'être de Cambon dans les conversations et du 10 et du 31 janvier — qu'il se rendait lui-même compte que nous ne pouvions faire la promesse qu'il avait mission de demander, qu'il avait d'ores et déjà préparé son gouvernement à une réponse négative, mais que celui-ci avait néanmoins insisté pour qu'il posât la question : que lui-même considérait que le plus que l'on pût attendre était que nous acceptions la poursuite des conversations navales et militaires déjà engagées lorsque Lansdowne était au Foreign Office, avec la différence qu'elles auraient lieu directement entre les deux Etats-Majors et non, comme auparavant, par le moyen d'un intermédiaire. M. Cambon se considérait donc bien, en toute probabilité, satisfait. Il était moins sûr que le gouvernement français le fût, mais il nous était impossible de faire davantage, et c'est ce que l'Ambassadeur ne manqua sans doute pas de dire. Les précautions de la Conférence d'Algésiras apparurent moins menaçantes et l'on n'insista plus de quelque temps sur une aide autre que diplomatique.

Un changement se produisit au Foreign Office pendant cette période critique. Lord Sanderson, qui y était depuis plusieurs années Sous-Secrétaire d'Etat permanent se retira, et Sir Charles Hardinge, Ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg, lui succéda. Sanderson avait assumé ses fonctions durant que j'étais moi-même au Foreign Office, de 1892-1895. — Il m'accueillit à mon retour en 1905 avec une bonté qui avait quelque chose de paternel. Il ne prenait jamais une attitude de condescendance — cependant sa longue expérience et ses connaissances étendues donnaient grand poids à ses avis. Il aimait par dessus tout les travaux du Foreign Office, vivant absolument absorbé par et pour ses devoirs, et s'il n'était pas très prompt d'initiative politique, il était de conseil sage et pondéré, infatigable pour mener une tâche à bien, incomparable rédacteur de dépêches importantes et, en toutes choses, un très précieux serviteur du pays.

J'avais prié Sanderson d'être présent à l'une des importantes conversations avec Cambon — sans doute la première — pour m'aider, si besoin était, à me tirer d'affaire en français. Nous étions assis tous deux côte à côte sur le canapé de cuir du bureau du Secrétaire d'Etat, Cambon dans un fauteuil en face de nous. La scène reparaît vivace devant mes yeux. Cambon commença à développer les vues de son gouvernement et à énoncer sa demande d'une promesse d'assistance armée en cas d'agression allemande. Sanderson sentit tout l'embarras de la situation ; il savait quelles conséquences troublantes risquait d'entraîner une réponse défavorable ; il savait aussi qu'il m'était impossible d'y répondre : une de ses mains était appuyée sur son genou et, au fur et à mesure que l'Ambassadeur insistait sur le point de vue français, la main ne cessait de battre sur le genou en un mouvement sans doute inconscient, mais éloquent des complexités du moment.

La difficulté que j'éprouvais à parler le français ne fut pas un empêchement dans mes conversations avec Cambon. Je le lisais couramment, mais n'avais aucune pratique, donc aucune facilité d'expression. Cambon se trouvait, par rap-

port à l'anglais, dans une situation identique à la mienne : il le comprenait, mais ne pouvait le parler. Il s'exprimait cependant si distinctement dans sa propre langue et avec une prononciation si claire, qu'en l'écoutant, chaque parole se concrétisait : il me semblait lire du français. Chacun de nous parla donc sa propre langue, et nous nous comprîmes parfaitement. Afin d'en être absolument assurés, nous échangeâmes un rapport fait ensuite par chacun de nous de l'une de ces premières conversations : la comparaison ne laissa aucun doute que nous avions de part et d'autre saisi chaque parole prononcée. A partir de ce moment, nous ressentîmes la plus entière confiance et il ne fut plus jamais nécessaire de recourir à ce moyen de contrôle ni d'avoir un tiers dans la pièce. Tous les autres Ambassadeurs des grandes Puissances parlaient l'anglais et le possédaient bien, de sorte que mon insuffisance à cet égard eut de moindres inconvénients que je ne l'avais craint.

Il convient de ne pas oublier en récapitulant l'anxieux désir de la France que fussent prises des dispositions entre nos Etats-Majors respectifs, que de son côté, l'Allemagne ne restait pas inactive. Avant même mes conversations avec Cambon, j'eus vent qu'elle se remuait fort, et le 31 janvier j'eus avec le comte Metternich, aussitôt après mon grave entretien avec l'Ambassadeur de France, une conversation qui fut rapportée comme suit à notre Ambassadeur à Berlin :

Sir Edward Grey à Sir F. Lascelles.

Foreign Office, 31 janvier 1906.

L'Ambassadeur d'Allemagne m'a parlé il y a une semaine d'une interview de Sir Frédérick Maurice publiée dans les journaux français. J'ai dit aujourd'hui à Son Excellence que j'avais lu cette interview depuis qu'il y avait attiré mon attention et l'avais fortement désapprouvée, mais qu'il en avait sans aucun doute lu l'explication publiée dans le *Times*. Je lui dis que les renseignements qui ne cessaient de me parvenir sur l'armée allemande, ses achats inaccoutumés de matériel de guerre, etc, pouvaient amplement expliquer la façon dont Sir Frédérick Maurice et d'autres discutaient les possibilités de guerre, mais j'ajoutai que je considérais de tels renseignements non pas comme indiquant de la part

de l'Allemagne des préparatifs belliqueux, mais bien des précautions qu'il était tout naturel que l'Allemagne prît devant l'état d'esprit existant il y a six mois, et nullement en désaccord avec les intentions pacifiques que le comte Metternich m'assurait être celles de son pays, le mot « préparatifs » comportant à mon sens une intention d'attaque, celui de « précautions » n'indiquant que celle de défense.

Le comte Metternich affirma que, d'après les constatations faites par Sir Charles Dilke et d'autres, la France s'était, elle aussi, beaucoup occupée de consolider ses positions. Je répondis que je ne doutais pas que ce fût vrai et que cela aussi n'était de sa part qu'une très naturelle précaution à prendre en vue des conditions et de l'état d'esprit régnant quelques mois auparavant, mais que je pouvais lui donner l'assurance que tant que je resterais au Foreign Office, et de fait, aussi longtemps que le Gouvernement actuel serait au pouvoir, nous ne consentirions à favoriser que de simples précautions dans le sens que j'avais donné à ce mot et non des préparatifs agressifs. Agréez, etc.

EDWARD GREY.

Cette conversation appelle quelques réflexions. La distinction entre les préparatifs de guerre et les précautions contre une attaque est réelle, précise et nettement déterminée dans l'esprit de ceux qui édifient des armements, mais n'est ni apparente ni certaine pour d'autres. On rapporte que Bismarck dit, pendant ses années de retraite, qu'il avait *fait* trois guerres, celle contre le Danemark en 1862, contre l'Autriche en 1866 et contre la France en 1870. Le monde sait par les révélations sur la dépêche d'Ems, que la guerre avec la France fut voulue par les militaristes allemands ; l'Allemagne préparait ses armements en vue d'une guerre contre la France et non pas seulement à titre de précaution contre une attaque de la part de celle-ci. D'autres pays ont été en droit, depuis les révélations de Bismarck, de considérer les armements allemands avec une toute particulière appréhension. Il s'ensuit que l'Allemagne est d'autant plus disposée à trouver suspectes les intentions des autres pays qui complètent leurs armements, car nous ne sommes que trop disposés à attribuer à d'autres les motifs et les projets que nous entretenons nous-mêmes.

La conclusion saute aux yeux : c'est que les grands arme-

ments conduisent fatalement à la guerre : s'il y a armement d'un côté, il faut qu'il y ait armement de l'autre. Tandis qu'une nation arme, d'autres nations ne peuvent, en demeurant sans défense, l'inciter à l'agression. Les armements exigent un équipement : les armées ne peuvent servir à rien sans chemins de fer stratégiques. Chaque mesure adoptée par une nation est notée, et mène à des contre-mesures de la part des autres.

L'accroissement des armements qui est censé donner à chaque pays la conscience de sa force et un sentiment de sécurité, éveille au contraire un sentiment de crainte provoqué par la conscience de la force des autres peuples. La crainte engendre le soupçon, la méfiance de maux imaginaires de toute espèce, jusqu'au moment où chaque gouvernement éprouve le sentiment que ce serait crime, voire trahison envers son propre pays, que de ne pas se prémunir contre un danger possible, tandis que l'autre gouvernement considère chaque mesure de précaution prise par autrui comme une preuve d'intentions hostiles.

De pareilles réflexions sur la situation m'eussent, à l'époque de ma conversation avec Metternich, paru être les conseils *in extremis* d'un pessimisme coupable et que rien n'autorisait, bien faits pour précipiter une catastrophe qui se pouvait éviter.

J'examinerai plus tard quel effort de plus nous eussions pu faire pour détourner la guerre en 1914 ; j'expliquerai comment il sembla, à ce moment, — et je crois encore que c'est la vérité — que la puissance militaire allemande choisit son heure et précipita la guerre, et que, s'il y avait eu en Allemagne un réel désir de paix, l'on n'aurait pas vu surgir d'une querelle austro-serbe une grande guerre européenne. Mais, quoique tout ceci soit exact, ce n'est pas à mon avis la cause véritable ni déterminante de la Grande Guerre. Les énormes accroissements d'armements en Europe, le sentiment d'insécurité et de crainte qu'ils provoquèrent — voilà ce qui rendit la guerre inévitable. Tel est, à mon sens, la plus juste interprétation de l'histoire, la leçon que le présent devrait tirer du passé dans l'intérêt de la paix future, l'aver-

tissement à transmettre à ceux qui viendront après nous.

L'explosion de l'Empereur d'Allemagne causant avec le capitaine Allenby le 16 janvier 1906 illustre bien l'effet des armements et des précautions prises de part et d'autre de la frontière. Voici le passage du rapport du capitaine Allenby reproduisant les propres paroles de l'Empereur :

« Voici la France qui vient, en ces derniers six mois, de remettre ses frontières en état, de s'approvisionner en munitions, de réparer ses forteresses en vue d'une incursion prévue de mes troupes, tandis que je n'ai pas bougé un seul wagon de munitions ! »

Ce fut dans les mois précédents de 1905 que la France consentit, sous la pression allemande, à l'humiliation du renvoi de M. Delcassé. Elle s'y était sentie contrainte par le fait que l'Allemagne était beaucoup plus prête à la guerre qu'elle. L'exigence allemande ne lui laissait pas d'autre alternative que de mettre au point ses forces et ses équipements. Et cependant le fait pour elle de l'avoir fait éveillait évidemment en 1906, dans l'esprit de l'Empereur, une impression aussi défavorable que celle produite sur les esprits français par les armements de l'Allemagne.

Quoique anticipant ainsi sur mon récit, je veux achever l'histoire des conversations militaires en racontant brièvement ce qui se passa dans les années qui suivirent.

La crise de la Conférence d'Algésiras passa ; le Ministère ne fut pas, dans son ensemble, mis au courant de ces conversations, qui durent cependant être connues de ceux des Ministres qui firent partie de la Commission de Défense Impériale. Il n'en est plus question dans mes notes jusqu'en 1911. Il semble qu'en janvier de cette année-là, il y ait eu une Commission inter-ministérielle pour les Affaires Etrangères, comprenant Asquith, Morley, Lloyd George, Haldane et moi-même, mais je n'ai aucun souvenir qu'il y ait été question des pourparlers militaires. Cependant le 6 avril 1911, j'attirai l'attention d'Asquith sur ce sujet dans la lettre ci-dessous. La dépêche de Bertie à laquelle la lettre fait allusion devrait se trouver dans les archives du Département, mais les recherches faites n'ont pu l'identifier. Celle

qu'on va lire en est une copie trouvée dans mes papiers personnels.

16 avril 1911.

MON CHER ASQUITH,

Veuillez prendre connaissance de la dépêche de Bertie en date du 13 avril. Je l'ai annotée pour vous, pour Morley ou pour Haldane, et je vous propose, dès le retour de Haldane, d'en causer avec Morley et lui.

Au début de 1906, les Français nous demandèrent : « S'il y a guerre avec l'Allemagne, serez-vous disposés à nous aider ?

Nous répondîmes : « Nous ne pouvons rien promettre, il faut que nos mains restent libres. »

Les Français insistèrent alors pour qu'il fût permis aux autorités militaires de procéder à des échanges de vues, les nôtres devant dire ce qu'elles pouvaient faire, les Français comment ils aimeraient que l'on agît, si nous prenions le parti de la France. Faute de quoi, comme le faisaient ressortir les Français, même si nous décidions de les appuyer, nous ne serions pas en mesure, si la guerre éclatait, de le faire efficacement. Nous acceptâmes. Jusqu'à ce point, C.-B, R. B H., et moi étions seuls au courant de ce qui se passait — vous étiez tous éparpillés pour les élections.

Les experts militaires se mirent donc à causer. Je n'ai jamais su ce qu'ils arrêtèrent. La position était que le gouvernement restait entièrement libre, mais que les militaires sauraient ce qu'ils avaient à faire le cas échéant.

A moins que les plans de guerre français n'aient été modifiés, tout devrait donc être au point, mais il est clair que l'on va nous demander quelque chose.

Sincèrement vôtre,
E. G.

C'est au cours de l'été de la même année que survint la crise d'Agadir. Il y eut des craintes sérieuses qu'elle n'entraînât la guerre entre la France et l'Allemagne ; la France était anxieuse de savoir si, en l'occurrence, l'Angleterre apporterait à la France un appui sérieux. La situation était précisément la même qu'à l'époque de la Conférence d'Algésiras : nous ne pouvions prendre aucun engagement. Les conversations militaires (1) cependant, furent

(1) Ces entretiens envisagèrent l'éventualité du passage des Allemands par la Belgique, ainsi que celle de la coopération des Forces Expéditionnaires britanniques.

certainement poussées activement, et en septembre Asquith m'écrivait :

Archerfield, 5 septembre 1911.

Mon cher Grey,

Des entretiens, tels que celui qui a eu lieu entre le général Joffre et le colonel Fairholme me paraissent assez dangereux, surtout pour ce qui a trait à l'éventualité d'une coopération britannique. Il ne faudrait pas encourager les Français, dans les circonstances actuelles, à établir leurs plans sur des suppositions de ce genre.

Votre
H. H. A.

A ceci je répondis :

Mon cher Asquith,

Interdire à nos experts militaires de s'entretenir avec les Français provoquerait une véritable consternation. Sans doute ces conversations et nos discours ont-ils éveillé l'espoir d'un appui : il fallait s'y attendre.

D'après les nouvelles d'aujourd'hui les Allemands continuent les négociations sans se presser, ils passent du Congo à des concessions économiques au Maroc. Je viens de voir Cambon qui, dans l'ensemble, augure bien de l'avenir. Il me semble à moi que les négociations vont aborder un terrain des plus fastidieux, mais nullement dangereux.

Sincèrement vôtre
E. Grey.

On remarquera que ces lettres se rapportent non pas à des espérances générales de la part de la France, mais à un espoir ne concernant que la crise d'Agadir, et fondé en partie sur les discours publics prononcés chez nous à l'occasion de cette crise.

L'affaire d'Agadir avait ainsi attiré l'attention sur les échanges de vue militaires de plusieurs membres du Cabinet siégeant à la Commission de Défense Impériale. Ceux des Ministres qui n'en avaient pas été directement informés étaient en droit de savoir exactement où nous en étions avec la France, aussi décida-t-on de discuter ouvertement l'affaire en Conseil. La seule difficulté provenait de ce que la chose

durait depuis si longtemps à l'insu du Cabinet. Ceux de nos collègues qui en entendaient parler pour la première fois soupçonnèrent aussitôt qu'il y avait quelque chose à cacher. Si ces conversations n'engageaient réellement pas le pays, comme je le déclarais, pourquoi avoir omis de les en informer ? On exigea une affirmation écrite que nous avions pleinement réservé notre liberté d'action. J'eus l'impression que certains des Ministres qui n'avaient pas fait partie de la Commission de Défense Impériale, s'attendaient à ce que cette demande fût accueillie avec hésitation, et que c'est avec une surprise pleine de soupçon qu'ils nous virent, Asquith et moi, y accéder immédiatement. J'avais déclaré à M. Cambon de façon si précise que le gouvernement devait rester entièrement libre que je ne prévoyais pas la moindre difficulté à obtenir de lui un échange satisfaisant de notes à ce sujet. Je savais qu'il comprenait et acceptait la situation et ne soulèverait pas de difficultés ; si d'ailleurs le moindre doute avait été émis, j'étais tout prêt à exiger que cessât tout échange de vues militaires lesquels ne sauraient être repris que lorsque les conditions dans lesquelles ils avaient lieu seraient nettement établies. J'acquiesçai donc volontiers et sur-le champ à la proposition que ces conditions fussent fixées par écrit.

Nous commençâmes la rédaction du projet de lettre, et j'eus encore l'impression que l'on était surpris de ce que nous acceptions les mots catégoriques qui furent proposés. La lettre, approuvée par le Cabinet, fut signée et remise par moi à Cambon, qui m'en remit en échange une similaire. A partir de ce moment tous les Ministres furent au courant de la situation ; les lettres furent publiées en 1914, mais il n'est pas inutile de les reproduire ici.

Sir Edward Grey à M. Cambon,
Ambassadeur de France à Londres.

Foreign Office, 22 novembre 1912.

MON CHER AMBASSADEUR,

Les experts navals et militaires français et anglais ont eu, en ces dernières années, des consultations. Il a toujours été entendu

que ces consultations ne restreignaient en rien la liberté que se réservaient nos Gouvernements de décider ultérieurement si oui ou non ils se prêteraient mutuellement une aide militaire, et nous étions bien d'accord pour considérer qu'elles ne comportaient de part ni d'autre aucun engagement d'action directe en cas d'une contingence qui ne s'est pas produite et peut ne jamais se produire. Par exemple, la disposition respective des flottes française et britannique à l'heure actuelle n'est pas basée sur une promesse de coopération de guerre.

Vous avez cependant fait ressortir que si l'un ou l'autre Gouvernement avait de graves raisons de prévoir de la part d'une troisième Puissance une attaque non provoquée, il pourrait devenir essentiel de savoir si l'un pourrait compter sur une aide armée de la part de l'autre.

Je suis tout-à-fait d'avis que si l'un de nos Gouvernements avait de graves raisons de s'attendre à une attaque non provoquée d'une tierce Puissance, ou quoi que ce soit menaçant la paix générale, il lui faudrait immédiatement discuter avec l'autre l'opportunité d'agir de concert pour empêcher l'agression et sauvegarder la paix, et dans ce cas, les mesures qu'ils seraient disposés à prendre en commun. Si ces mesures entraînaient une action militaire, les plans élaborés par les Etats-Majors seraient aussitôt pris en considération et nos Gouvernements décideraient alors de leur mise en œuvre.

Agréez, etc.

E. Grey.

M. Cambon à Sir Edward Grey (1)

Ambassade de France, 23 novembre 1912.

Cher Sir Edward,

Par votre lettre en date d'hier 22 novembre, vous m'avez rappelé que, dans ces dernières années, les autorités militaires et navales de la France et de la Grande-Bretagne s'étaient consultées de temps en temps ; qu'il avait toujours été entendu que ces consultations ne restreignaient pas la liberté, pour chaque Gouvernement, de décider dans l'avenir s'ils se prêteraient l'un l'autre le concours de leurs forces armées ; que, de part et d'autre, ces consultations entre spécialistes n'étaient et ne devaient pas être considérées comme des engagements obligeant nos Gouvernements à agir dans certains cas ; que cependant je vous avais fait obser-

(1) Texte original de la lettre de M. Paul Cambon. (N. du T).

ver que, si l'un ou l'autre des deux Gouvernements avait de graves raisons d'appréhender une attaque non provoquée de la part d'une tierce Puissance, il deviendrait essentiel de savoir s'il pourrait compter sur l'assistance armée de l'autre.

Votre lettre répond à cette observation et je suis autorisé à vous déclarer que, dans le cas où l'un de nos deux Gouvernements aurait un motif grave d'appréhender soit l'agression d'une tierce Puissance, soit quelqu'événement menaçant pour la paix générale, ce Gouvernement examinerait immédiatement avec l'autre si les deux Gouvernements doivent agir de concert en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix. Dans ce cas, les deux Gouvernements délibéreraient sur les mesures qu'ils seraient disposés à prendre en commun ; si ces mesures comportaient une action, les deux Gouvernements prendraient aussitôt en considération les plans de leurs Etats-Majors et décideraient alors de la suite qui devrait être donnée à ces plans.

Autant qu'il m'en souvienne, le Cabinet était pleinement renseigné sur toutes autres questions importantes en politique étrangère.

J'ai toujours regretté cependant que le fait des conversations militaires ne lui ait pas dès l'abord été soumis : cela eût évité des soupçons inutiles. Mais j'éprouvai une grande satisfaction de ce qu'elles lui aient été révélées quelque deux ans avant que nous ne soyions appelés à faire face à la guerre.

Le Conseil des Ministres prit alors une sage décision en demandant que les conventions soient établies par écrit. Cambon et le Gouvernement français ayant sous les yeux leurs propres minutes de nos conversations diplomatiques n'auraient jamais songé à contester la réalité ; mais la confirmation par écrit et signée des deux côtés prévint tout malentendu vis-à-vis de l'opinion publique britannique et du monde extérieur lorsqu'éclata la crise en 1914.

CHAPITRE VII

ATMOSPHÈRE DE SUSPICION

Mort de Lady Grey. — La conférence d'Algésiras. — Obligations diplomatiques britanniques. — Méfiance en France. — L'épreuve de Casablanca. — Opérations allemandes à Paris et à Saint-Pétersbourg. — Pour rassurer la France. — Consolidation de l'Entente. — Une lettre à Campbell-Bannerman. — La place au soleil de l'Allemagne.

Quoique ce récit soit sous forme d'autobiographie, il sera limité en substance à ce qui, directement ou indirectement, relève de la politique, et principalement de la politique extérieure. Je suis cependant parvenu à une brisure dans ma vie d'un caractère trop intime même pour une autobiographie, et qui exerça pourtant un tel effet sur ma vie publique que force m'est d'en faire mention.

Dans l'après-midi du jeudi 1er février, lendemain de ma conversation si épineuse avec Cambon, un télégramme me fut apporté pendant la séance de la Commission de Défense Impériale à laquelle je prenais part : il m'annonçait que ma femme avait été projetée d'une voiture aux environs de Fallodon, et transportée, sans avoir repris connaissance, dans le cottage du maître d'école du village, tout près du lieu de l'accident.

J'y arrivai dans la nuit : elle ne reprit pas un instant connaissance et mourut au petit jour du dimanche 4 février.

Il ne m'est pas possible, en jetant un regard en arrière sur la tâche accomplie de me dire : « Dans ce cas-ci, si elle avait vécu, j'aurais pris une autre décision », ou : « Ici, j'aurais pensé ou parlé différemment. » Mais, pour indéfinissable et impondérable qu'il fût, le contrecoup sur mon travail n'a pu manquer d'être considérable.

J'avais connu pendant vingt années dans mon intérieur le vivifiant appui, inestimable surtout pour un homme absorbé par une carrière publique, d'une compagne qui ne concevait rien de petit ni de mesquin. A présent je vivais seul : ceci était déjà, en soi, un changement si absolu que, quoiqu'il se produisît dans ma vie privée, il ne pouvait manquer d'influer sur mon caractère et mes travaux.

J'avais, en outre, eu coutume de discuter avec ma femme toutes les questions politiques, de partager avec elle toutes mes pensées. Elle était d'une largeur de vues rare, prenait intérêt à tout, son opinion était toujours personnelle et indépendante, souvent même si originale, si pénétrante, qu'elle donnait aux choses un aspect tout nouveau. Ses idées n'étaient jamais banales ni empruntées à autrui, n'avaient rien de conventionnel, n'étaient imbues d'aucun préjugé de parti ou de classe. Tout ceci m'était enlevé d'un coup. Ensemble nous avions acquis des connaissances, échangé nos pensées, ensemble développé nos goûts et nos occupations préférées. Et voici que la pensée se trouvait brisée, l'œuvre en suspens. Pendant longtemps le passé parut à celui qui restait seul plus réel que le présent. La lettre mentionnée plus haut, que je lui avais écrite après ma conversation avec Cambon, parvint à Fallodon trop tard pour être lue par elle. Si elle avait vécu, nous en aurions ensemble étudié le contenu.

J'écrivis à Campbell-Bannerman que j'étais très ébranlé, et préférerais démissionner. Il m'encouragea à continuer, et au bout d'une semaine les papiers du Foreign Office me furent à nouveau envoyés à Fallodon. De même que le mécanisme du corps s'assimile les aliments, le mécanisme de mon cerveau recommença à s'assimiler la besogne journalière : ainsi, après une pareille épreuve, la vie reprend, inéluctable, mais la personnalité reste écrasée et c'est machinalement que le travail s'accomplit. Il n'apparaît pas, et je n'ai pas souvenir qu'il m'ait fallu prendre aucune décision importante jusqu'au moment où je retournai à Londres pour la rentrée du Parlement reprendre ma place au Foreign Office et au Conseil des Ministres.

J'ai déjà donné un aperçu des appréhensions soulevées et

des précautions prises en vue de la Conférence d'Algésiras en retraçant les transactions qui la précédèrent. Quelque versé qu'il fût dans les grandes affaires publiques, Lord Ripon lui-même exprima ses inquiétudes dans une lettre adressée à Lord Fitz-Maurice citée dans la *Vie de Lord Ripon*, (pages 292-3). Le passage suivant relatif à la Conférence imminente en donne l'un des aspects qui s'imposaient à nos esprits : « Il semble presque impossible qu'il en sorte une guerre européenne, mais lorsque l'on a affaire à un potentat de l'espèce de l'Empereur allemand, on ne saurait éprouver de réelle sécurité. J'imagine que l'un des buts qui lui tient le plus au cœur est de briser l'Entente Cordiale et de nous séparer de la France, et j'ai quelque appréhension qu'il n'y parvienne ».

Lord Ripon continue en exprimant l'opinion qu'il se refuserait personnellement à aller au-delà de l'appui diplomatique auquel nous nous étions publiquement engagés, et il prévoit que si la Conférence échouait et que se produisissent de graves perturbations, le peuple français serait fort déçu de notre attitude.

Pour ma part j'étais surtout préoccupé de la première phase de la Conférence ; le fait de savoir s'il faudrait plus qu'un appui diplomatique, et si, dans ce cas, nous déciderions de l'apporter , était une autre étape hypothétique à laquelle nous n'étions pas encore parvenus et dont il était inutile de m'inquiéter pour l'instant. Nous ne pouvions, à mon avis, donner aucune garantie d'appui militaire ; l'Etat-Major n'était pas en état de le faire ; seuls le Parlement et l'opinion publique pouvaient, l'heure venue, en décider ; il n'y avait donc rien à faire encore en ce sens, ni à s'en préoccuper.

Mais l'accomplissement de notre obligation de donner à la France notre appui diplomatique était non pas hypothétique, mais immédiat. Si nous y manquions, c'était la fin de l'Entente, et tout ce qui avait été gagné par l'accord anglo-français serait perdu. Nous nous retrouverions au même point qu'en 1892-95, constamment à la veille d'une guerre avec la France ou la Russie ou avec les deux réunies, et dépendant, pour notre situation diplomatique dans le monde, du bon

vouloir germanique. Mon souvenir des désagréments et des dangers de cette situation, lorsque j'étais pendant ces années-là au Foreign Office, restait vivace et déplaisant ; j'avais encore présent à l'esprit le soulagement éprouvé à la conclusion de l'accord. J'étais bien décidé à ne pas reglisser dans la vieille fondrière, mais de me maintenir sur un terrain qui me paraissait plus solide et plus sûr. Il n'était pas question en ceci d'user contre l'Allemagne de nos relations meilleures avec la France ou la Russie ; il fallait, au contraire, espérer que celles avec l'Allemagne s'amélioreraient. En fait, l'expérience récente incitait certains esprits du Foreign Office à croire que nos rapports avec l'Allemagne seraient, actuellement, meilleurs qu'ils ne l'avaient été alors que la diplomatie germanique prospérait, ou du moins envisageait avec satisfaction nos querelles avec la France et la Russie et exploitait la situation ainsi créée. Nous avions subi, de 1886 jusqu'à l'Accord anglo-français en 1904, de fort désagréables expériences ; notre situation diplomatique n'avait cessé de s'affaiblir ; aussi étions-nous bien déterminés à n'y pas retomber. C'est pourquoi les attaques dirigées contre l'Entente tendaient à la confirmer plutôt qu'à l'affaiblir. La préserver était une question d'intérêt, comme c'était aussi un point d'honneur d'agir dans le sens des obligations diplomatiques qu'elle comportait.

Je ne me rendis cependant pas immédiatement compte combien la situation était délicate, je ne prévoyais pas les efforts que l'on ferait pour faire croire à la France que nous manquerions aux obligations prises par nous, pas plus que je ne compris combien les Français seraient sensibles sur ce point et qu'il suffirait de peu pour ébranler leur confiance.

En diplomatie, la confiance a des racines bien peu profondes, l'Entente anglo-française était encore bien récente, elle n'avait pas été mise à l'épreuve, et je ne devais pas tarder à m'apercevoir combien il serait difficile de ne pas éveiller la méfiance de la France. L'heure critique survint très subitement.

Le point sur lequel la France insistait à la Conférence était que les ports marocains fussent placés sous la surveillance de

forces de police franco-espagnoles ; les Allemands firent proposer par l'Autriche qu'exception fût faite pour le port de Casablanca. La France vit aussitôt dans cette proposition une intention de faire pénétrer au Maroc d'autres influences que la sienne et celle de l'Espagne ; elle supposa que Casablanca deviendrait un centre d'influence politique allemande — un port allemand. Sinon pourquoi l'Allemagne insisterait-elle tant pour que Casablanca fît exception à un régime jugé acceptable pour les autres ports marocains ?

Les Français considérèrent que la question était vitale et s'y opposèrent vigoureusement, tandis que le délégué allemand à Algésiras insistait avec une égale fermeté. Nous soutînmes la France de tout l'appui diplomatique que nous lui avions assuré. A ce moment critique, alors que la tension était au plus haut, on mit tout à coup en circulation la rumeur que nous allions abandonner le point de vue français. L'une des versions était que Nicolson, le délégué britannique à Algésiras, aurait dit à son collègue allemand que la France devrait céder. A Algésiras, à Paris, à Saint-Pétersbourg, partout, ce racontar se dressa devant nous, et partout on y crut. Ce fut aussi subit qu'un raid aérien — quoique la comparaison ne fût pas encore de circonstance. La première bombe tomba sur moi sous forme d'un télégramme de Bertie (1) qui me parvint un soir dans mon bureau de la Chambre des Communes, me faisant part que M. Etienne, l'un des membres du Cabinet français lui avait dit : « Il paraît que vous allez nous abandonner ».

La supposition que nous ayions pu manquer à l'engagement pris me bouleversa, et je répondis à Bertie par un télégramme indigné disant que nous avions soutenu la France pendant toute la durée de la Conférence d'Algésiras, et même, lorsque ç'avait été nécessaire, dans toutes les capitales de l'Europe ; que nous continuerions à le faire aussi longtemps que le désirerait le Gouvernement français et tant qu'il nous ferait confiance. On jugera des proportions

(1) Sir Francis Bertie, Ambassadeur d'Angleterre à Paris, élevé à la Pairie au cours de la guerre (N. D. T.).

qu'atteignit l'affaire à Paris par la dépêche suivante de Bertie.

Sir F. Bertie à Sir Edward Grey.

(Reçue le 21 mars).

Paris, 17 mars 1906.

J'ai eu l'honneur, dans ma dépêche N° 104, confidentielle, du 11 de ce mois, de vous rapporter une conversation que j'avais eue la veille avec le Ministre des Affaires Etrangères au sujet du projet autrichien de police sur les ports du Maroc.

Au cours de mon entrevue avec M. Rouvier, celui-ci me lut une lettre de l'Ambassadeur de France à Londres où il était dit que vous auriez acquiescé à son idée de proposer à l'Allemagne, à titre de concession, le choix d'un Inspecteur Général pris dans un petit Etat pour la haute direction de tous les ports, y compris Casablanca qui, comme les sept autres, serait sous la surveillance d'une force de police française ou espagnole.

Vu l'état de l'opinion publique en France provoqué par les différends avec l'Allemagne à la Conférence d'Algésiras, il était évident que si le gouvernement de Sa Majesté semblait pousser le gouvernement français à céder aux exigences de l'Allemagne à propos de Casablanca, cela produirait ici le plus malencontreux effet.

Je vous ai télégraphié le 13 quelques extraits du journal *Le Temps* précisant les instructions confirmées au délégué français par M. Rouvier avant de quitter le pouvoir. Pour ce qui avait trait à la police, ces instructions, affirmait le journal, acceptaient un Inspecteur Général, pourvu que la police fût franco-espagnole, mais ne devaient en aucun cas admettre que cette Inspection pût devenir une coopération, et devaient refuser catégoriquement que l'on attribuât aux Inspecteurs le commandement direct d'un port.

J'eus l'honneur de recevoir dans l'après-midi du 14 de ce mois votre télégramme N° 40, déclarant que vous concluiez de la publication de ces instructions que le gouvernement français jugeait impossible de faire la concession pour la police de Casablanca exigé par l'Allemagne, et que dans ce cas, il allait de soi que le gouvernement de Sa Majesté soutiendrait le gouvernement français, que je devais lui en porter l'assurance, en même temps que vous adressiez à M. Cambon une communication à cet effet.

Je me rendis de suite au Quai d'Orsay et vis M. Louis, le Directeur politique. Il me dit que l'auteur de l'article du *Temps* était renseigné de bonne source, et que les extraits sur lesquels j'attirais son attention reproduisaient bien le sens général, mais

non le texte des instructions remises au délégué français, lesquelles, m'assura-t-il, n'avaient en rien été modifiées depuis qu'elles vous furent communiquées il y a quelques jours.

Il ajouta que le Ministère Sarrien qui venait d'être constitué avait confirmé dans sa déclaration de cet après-midi (14) aux Chambres, les grandes lignes de la politique étrangère du Cabinet Rouvier, mais n'avait pas encore eu le temps d'en étudier les détails touchant le Maroc ; qu'il faudrait sans nul doute vingt-quatre ou quarante-huit heures à M. Bourgeois qui avait ce jour-là même pris au Ministère des Affaires Etrangères la succession de M. Rouvier, pour décider s'il convenait ou non d'envoyer de nouvelles instructions au délégué français à Algésiras, et que l'on vous aurait certainement une vive reconnaissance du message que je venais de lire, qui serait sans retard communiqué à M. Bourgeois.

Je rencontrai ce même soir du 14, à une réception à l'Ambassade d'Allemagne, le Ministre de la Guerre, lequel me dit que les choses allaient mal à Algésiras, car le bruit courait que l'Angleterre ne continuait pas son appui à la France.

Je répondis que si le gouvernement français était résolu à ne pas accepter la proposition autrichienne pour Casablanca, le gouvernement de Sa Majesté continuerait à soutenir, comme il l'avait fait jusqu'ici, les vues de la France à la Conférence.

M. Etienne se déclara heureux de ce que je lui disais, car on lui avait donné à entendre que tel n'était pas le cas. Je lui répondis que je venais précisément, sur vos instructions, de porter cette assurance au Ministère des Affaires Etrangères.

Dans la journée du 15, M. Crozier, Ministre de France à Copenhague, qui est un ami intime de M. Bourgeois, vint voir M. Lister (1) qu'il a connu à Copenhague. Il dit à celui-ci qu'il avait eu la veille une longue conversation avec M. Bourgeois qui, d'après ce que me donna à entendre le soir le Ministre des Affaires Etrangères, avait chargé M. Crozier de causer avec M. Lister. Il ressort de leur entretien que plusieurs membres influents et compétents du Parlement français s'étaient efforcés de persuader M. Bourgeois pendant la constitution du Ministère, que la politique de l'Angleterre sous la direction des conseillers actuels de Sa Majesté serait, en vue du changement de gouvernement en France, de se retirer de toute participation dans la politique continentale et de se retrancher dans un complet isolement. Ils soutenaient que le conseil donné par Sir A. Nicolson à Algésiras au délégué français était une première indication de l'intention de cesser le plus tôt possible tout appui à la politique française.

M. Crozier expliqua que M. Bourgeois, n'étant pas au courant des récents événements, éprouvait de grandes inquiétudes, et ne

(1) Conseiller de l'Ambassade d'Angleterre à Paris (N. D. T.).

savait s'il fallait ou non ajouter foi à ce qu'on lui avait dit. Lorsqu'il chargea M. Crozier de faire cette communication à M. Lister, M. Bourgeois n'avait pas encore reçu votre message du 14 dont, ainsi que je vous l'ai fait savoir par mon télégramme N° 27 du 15, il me pria de vous remercier bien cordialement, de vous dire qu'il était arrivé fort opportunément à un moment très critique, et qu'il l'avait aussitôt utilisé avec les meilleurs résultats. Je présume, d'après ce que me dit M. Clemenceau, le nouveau Ministre de l'Intérieur, — mon entretien avec lui se trouve résumé plus loin — que M. Bourgeois entendait par là quelques collègues qui doutaient encore. M. Clemenceau, que je connais depuis quelque temps déjà, m'avait fait une visite vers la fin de l'après-midi. Il professe des tendances anglophiles et a toujours été dans son journal, *L'Aurore*, un ferme protagoniste de relations politiques intimes entre la France et l'Angleterre.

M. Clemenceau vint accompagné de son Sous-Secrétaire d'Etat et me dit qu'au Conseil de Cabinet du 14 des doutes avaient été exprimés sur la fidélité de l'Angleterre envers la France. On l'avait soupçonnée de quelque combinaison occulte avec l'Allemagne aux dépens de la France, et l'on en voulait trouver une preuve dans le conseil donné par Sir A. Nicolson au Délégué français. M. Clemenceau fut, m'affirma-t-il, le seul à combattre dès l'abord cette supposition, se déclarant certain que ce conseil avait été exprimé sous le coup d'une méprise. Aussi avait-il été ravi de constater par votre message remis à M. Bourgeois après la séance du Conseil, que sa conviction que l'Angleterre n'abandonnerait pas la France se trouvait ainsi confirmée.

Au reçu de votre télégramme du 16, j'allai voir M. Bourgeois, M. Clemenceau, et M. Etienne. Je leur dis que vous m'aviez autorisé à leur déclarer que la plus cordiale coopération avec la France dans toutes parties du monde constituait un point capital de la politique britannique, et qu'il n'avait jamais été question pour le Gouvernement de Sa Majesté de cesser l'appui qu'elle apportait à la France pour les questions en discussion à Algésiras. Cet appui lui avait été acquis durant toute la Conférence et dans toutes les capitales d'Europe où il avait été nécessaire de le manifester, et continuerait aussi longtemps que le désirerait le Gouvernement français et qu'il garderait sa confiance au Gouvernement de Sa Majesté.

Que si Sir Arthur Nicolson avait donné en toute franchise un conseil à M. Révoil, c'était parce qu'il ne doutait pas un instant que son collègue français comprendrait que le délégué britannique continuerait à le soutenir à la Conférence ; que dans les remarques que vous aviez faites lors de votre conversation avec l'Ambassadeur de France vous aviez parlé dans le même esprit,

et que vous étiez assuré que M. Cambon les avait de même comprises et rapportées.

MM. Bourgeois, Clemenceau et Etienne se déclarèrent pleinement rassurés.

M. Bourgeois me dit, à titre tout-à-fait confidentiel, que l'Ambassadeur Austro-Hongrois était venu le voir le 15 et lui avait demandé officieusement, mais sans doute sur les instructions de son gouvernement envoyées avec l'assentiment de l'Allemagne, si l'on ne pourrait pas trouver une issue à l'impasse de Casablanca. A quoi M. Bourgeois aurait répondu au comte Khevenhuller que la France ne saurait, sur ce point, accepter la combinaison autrichienne.

L'Ambassadeur avait alors demandé si l'on ne pourrait arriver à un compromis qui compenserait pour l'Allemagne, par une stipulation relative à la banque, la concession qui lui était refusée dans la question de la police de Casablanca.

A cela M. Bourgeois, me dit-il, répliqua que si le gouvernement austro-hongrois voulait suggérer à la Conférence un projet de compromis, le gouvernement français serait heureux de le prendre en considération ; et M. Bourgeois a bon espoir que l'Autriche-Hongrie fera une proposition acceptable pour la France.

J'ai de bonnes raisons de penser que l'alarme du nouveau Cabinet français provenait du télégramme de M. Révoil commentant l'opinion exprimée par Sir Arthur Nicolson au projet de Casablanca qu'il supposait indiquer les vues du gouvernement de Sa Majesté et dénoter par conséquent un revirement de sa politique. On avait dès lors envisagé que les rapports de l'Ambassadeur de France à Londres indiquaient une tendance de la part de l'Angleterre à considérer les propositions austro-allemandes comme constituant de grandes concessions de la part du gouvernement allemand, et devant être acceptées comme telles par le gouvernement français plutôt que de laisser la Conférence se clore sans solution.

Au même moment le bruit se répandit ici dans les milieux parlementaires que l'Angleterre arriverait probablement à un accord avec l'Allemagne, si ce n'était déjà fait. Je sais que certains membres du nouveau gouvernement étaient disposés à croire à la véracité de cette insinuation, pour la raison suivante : j'avais, sur les instructions du Secrétaire d'Etat, parlé à M. Delcassé, le 25 avril dernier, du désir attribué à l'Allemagne d'obtenir un port sur le littoral du Maroc (voir ma dépêche n° 156, confidentielle, du 25 avril) et j'avais dit que si le gouvernement allemand émettait cette prétention, le gouvernement de Sa Majesté serait tout prêt à se joindre au gouvernement français

« pour s'opposer fortement à une telle proposition » (1). Puis je priai M. Delcassé, si la question était soulevée, de nous fournir la plus ample occasion de nous concerter avec le gouvernement français quant aux « mesures qui pourraient être prises pour aller à l'encontre de cette demande » (2).

Le conseil donné au gouvernement français d'accepter en dernier ressort la proposition austro-allemande relative à la police de Casablanca plutôt que de rompre les pourparlers de la Conférence fut tenu pour incompatible avec la communication faite par moi à M. Delcassé, car l'on considère ici que le port de Casablanca pourrait aisément devenir, entre les mains allemandes, un danger pour la France ; que d'installer dans ce port une force de police sous les ordres d'un inspecteur et d'instructeurs suisses, équivaudrait à un premier pas vers son occupation sous une forme quelconque, et à la première occasion favorable, par l'Allemagne ; que c'est dans ce but que l'Allemagne a persisté à demander qu'il ne soit pas placé sous la surveillance d'un contingent comportant des instructeurs français ni espagnols.

Il est regrettable que des Français cultivés et de haute position soient si promptement disposés à ajouter foi à de pareilles imputations de mauvaise foi contre l'Angleterre ; mais la méfiance héréditaire à l'égard de notre pays, qui a été depuis si longtemps l'un des traits caractéristiques de la race française, a été habilement exploitée par des gens agissant dans l'intérêt de l'Allemagne pour faire naître la discorde entre la France et l'Angleterre. J'ai l'honneur d'être, etc.

Francis BERTIE.

La même scène se répéta à Saint-Pétersbourg, et la lettre que l'on va lire, adressée par Spring-Rice au Ministre russe des Affaires Etrangères témoigne des complications qui surirent de ce côté :

M. Spring-Rice au Comte Lamsdorff.

(Personnelle et Confidentielle).

Saint-Pétersbourg, le 4 (17) Mars 1906

M. LE COMTE,

Je tiens à faire part à votre Excellence des faits suivants :

L'Ambassadeur d'Allemagne à Londres, en appuyant auprès de

(1) En français dans le texte.
(2) Id.

Sir Edward Grey la dernière proposition allemande au sujet du Maroc, avait dit que même Sir A. Nicolson, en conversation avec son collègue allemand, avait exprimé l'opinion que la France devrait céder. Sir Edward Grey a tout de suite télégraphié cette information à Sir A. Nicolson, qui a répondu : « Je n'ai dit au délégué allemand ni directement, ni indirectement, que la France devrait céder sur quelque point que ce soit des questions encore en discussion ».

En me faisant part de la réponse de Sir A. Nicolson, Sir Edward Grey a ajouté textuellement : « Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique continuera certainement à appuyer la France à la Conférence du Maroc ».

J'espère qu'il n'y a pas besoin d'ajouter que l'Angleterre fera, comme la Russie, tout son possible, dans les limites indiquées, pour faciliter une solution.

J'ai cru utile de communiquer à Votre Excellence, à titre privé, le télégramme de Sir Edward Grey en vue des bruits qui seraient en cours ici au sujet de l'attitude de Sir A. Nicolson à la Conférence, qui ressemblent beaucoup à l'assertion ci-dessus mentionnée.

On attribua une origine allemande à ces racontars, ce qui ne me surprit pas, et me laissa indifférent. Les Allemands ne craignaient aucunement notre Entente avec la France, et n'y voyaient nulle menace pour eux-mêmes, mais elle leur déplaisait : il leur convenait que nous soyions en mauvais termes avec la France, et il ne leur convenait pas qu'il y eût une Entente. Semer la méfiance quand ils le pouvaient, entrait dans leur jeu. Triste jeu, à le juger d'un point de vue idéal, mais auquel on devait s'attendre de leur part. C'eût été fermer les yeux à l'évidence et à l'expérience des faits que s'étonner de ce qu'un gouvernement étranger n'élevât pas sa politique extérieure jusqu'à un plan idéal. Aussi les manœuvres allemandes ne suscitèrent-elles en moi ni surprise ni indignation. Mais s'il entrait dans le jeu de l'Allemagne de semer la méfiance entre la France et nous, il ressortait clairement que le nôtre consistait en une absolue loyauté l'un envers l'autre, aussi en voulais-je quelque peu à la France de sa légèreté et de son aisance à admettre que nous ne jouiions pas franc jeu. Il n'était pour l'instant question que d'appui diplomatique, et la franchise

avec laquelle nous déclarions ne pouvoir d'avance promettre une aide armée, eût dû constituer une preuve suffisante que nous donnerions pleinement ce à quoi nous nous étions engagés. Comment faire prendre racine à quoi que ce soit de bon dans un sol aussi mouvant de soupçon et de méfiance ?

Pourtant, la crise passa ; les Allemands cédèrent sur Casablanca, la Conférence d'Algésiras se termina paisiblement, et l'Entente anglo-française survécut à tous ses écueils. Le résultat le plus clair de tout l'effort allemand, en 1905 d'abord, alors que Lansdowne, initiateur de l'Entente, était encore au pouvoir, puis en 1906, lorsqu'un Ministère libéral lui eut succédé, fut de la fortifier. Nous avions été contraints d'envisager la possibilité qu'elle eût à combattre pour se maintenir en vie ; nous avions, sans contracter d'autre alliance, ni encourir d'obligation nouvelle, pris de concert des mesures pour nous opposer à cette éventualité, si elle se fût soudain dressée contre nous et, diplomatiquement, la France se fia davantage à nous après la Conférence d'Algésiras, qu'avant.

Quand on jette un regard en arrière, que l'on voit tous les écueils dressés, le peu de confiance qu'avaient les nations l'une en l'autre, il semble miraculeux que l'Entente y ait résisté. Le moindre faux pas, une parole indiscrète ou imprudente, un mot indispensable retardé ou omis à l'instant critique, et le résultat pouvait être fatal. Pour ma part, je me rendis mieux compte de la délicatesse de la situation à la fin de la Conférence, que je ne l'avais soupçonné à ses débuts.

Des passes difficiles à franchir nous attendaient encore avant que l'année ne fût écoulée.

Quoique ayant en 1905 enlevé M. Delcassé dans son tourbillon, la bourrasque de la pression germanique n'avait réussi, somme toute, qu'à faire que la France s'enveloppât plus chaudement dans le manteau de l'Entente avec l'Angleterre. Le soleil de la cordialité allemande allait maintenant tenter l'épreuve : ce soleil brilla non pas sur Paris, mais sur Londres, qui reçut d'amicales visites de journalistes, de bourgmestres germaniques, tous bien reçus. Mais ce n'alla

pas sans créer de l'inquiétude. Il y avait toujours le risque que l'on fît usage à Paris de ces amicales démonstrations — désirables si elles étaient sans arrière-pensée — pour faire naître de la méfiance. Mes relations personnelles avec le comte Wolff-Metternich, Ambassadeur d'Allemagne, étaient franches et cordiales ; il n'y eut, après la Conférence d'Algésiras, que peu de sujets de friction ou de difficultés dans nos rapports avec le gouvernement allemand. Si les Allemands consentaient à se tenir tranquilles, tout allait bien et pourrait aller mieux encore. Malheureusement ils voulaient à toute force saisir la moindre occasion susceptible de compliquer les choses pour nous. La dépêche qui va suivre, adressée à Paris, en sera une démonstration :

Sir Edward Grey à Sir F. Bertie.

Foreign Office, 9 juillet 1906.

Le ministre de France (1) m'a dit aujourd'hui que le Prince Radolin avait été voir M. Bourgeois et lui avait dit qu'un accord était en cours entre l'Allemagne et l'Angleterre. Le Prince Radolin tenait à ce que le gouvernement français fût bien persuadé que cette entente ne devait en aucune façon nuire aux relations entre la France et l'Angleterre, et espérait en conséquence qu'elle ne lui serait pas désagréable. M. Bourgeois aurait alors demandé au Prince Radolin s'il avait été chargé par son gouvernement de faire cette communication, à quoi il lui fut répondu par l'affirmative.

Le Chargé d'Affaires français me montra une note que lui avait fait tenir M. Bourgeois sur cette conversation, d'où il ressortait que le Prince Radolin n'aurait pas précisément parlé d'une *entente*, mais seulement d'un *rapprochement*.

A quoi M. Bourgeois aurait répondu que pour ce qui était des relations entre l'Angleterre et l'Allemagne, la France n'avait pas qualité pour s'en mêler, et que quant à la question générale de bonne entente tendant à la paix, M. Bourgeois était naturellement tout disposé à souscrire à tout ce qui pouvait l'assurer.

Le Ministre des Affaires Etrangères avait cependant été étonné de recevoir une communication de ce genre de façon aussi cérémonieuse, et avait chargé son représentant à Londres de m'en faire part.

(1) M. de Fleuriau, Conseiller de l'Ambassade de France, Ministre plénipotentiaire, Chargé d'Affaires en l'absence de l'Ambassadeur (N. D. T.).

J'exprimai à mon tour ma surprise de ce qu'une pareille communication ait été faite par l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris sur les instructions de son gouvernement. Dans la réalité, il n'y avait, entre les deux pays, rien qui fût de la nature d'une entente ni dont en pourrait sortir une. Il n'y avait, actuellement, d'autre matière à discussion entre les deux gouvernements que l'agitation sur la frontière allemande du Sud-Ouest Africain, une insignifiante question de délimitation dans une autre partie de l'Afrique, et la concession allemande à Madère, au sujet de laquelle j'avais récemment exposé à l'Ambassadeur d'Allemagne la raison de notre opposition. Je considérais en somme les rapports actuels entre l'Angleterre et l'Allemagne comme normaux, et ne voyais aucune raison d'en parler.

Il serait, à mon avis, aussi gênant pour la France que nous soyions en mauvais termes avec l'Allemagne qu'il le serait pour nous qu'elle le fût elle-même, car si nous étions appelés à prendre parti, il nous faudrait, comme à Algésiras, prendre celui de la France ; donc, tant que l'Allemagne se tiendrait tranquille, il n'y avait pas lieu de s'inquiéter.

Le Ministre de France me demanda si je pensais qu'il y eût un rapport entre la communication du Prince Radolin et la visite du Roi en Allemagne. Je répondis que le Roi ne ferait que traverser l'Allemagne pour se rendre à Marienbad, et que, l'Empereur étant un proche parent, le Roi ne pouvait tous les ans traverser son pays sans le voir, que je ne croyais cependant pas que ce fût là la raison de la démarche du Prince Radolin. Il était certain que l'Allemagne nous avait, en ces derniers temps, prodigué des attentions ; nous avions reçu la visite de bourgmestres allemands, d'artistes allemands, et, en dernier lieu, d'éditeurs allemands. Nombre de personnes avaient assisté à des réceptions organisées à l'intention de ces visiteurs, qui multiplièrent les protestations d'amitié. Mais l'Allemagne paraissant vouloir pousser très fort à la roue, on avait saisi l'occasion de la visite des éditeurs allemands pour faire entendre que si l'Empire souhaitait que ses politesses à notre égard portassent leurs fruits, il lui faudrait en témoigner autant à Paris. J'attirai également l'attention du Chargé d'Affaires de France sur mes déclarations au Parlement de ce qu'il ne fallait pas que nos bonnes relations avec la France fussent affectées, et qu'il importait qu'aucun des développements de notre politique étrangère pût être de nature à lui porter ombrage. Je n'avais pas vu les éditeurs allemands, mais il était fort probable que des choses analogues leur aient été dites par d'autres, qui se rencontrèrent avec eux, qu'elles aient été rapportées à l'Ambassade d'Allemagne à Londres, de là à Berlin, d'où sans doute la démarche du Prince Radolin, que je ne pouvais m'expliquer autrement.

Le seul point dont se plaignissent les Allemands depuis quelque temps était le ton de la presse anglaise. Nous avions toujours répondu à ces doléances en faisant remarquer que celui de la presse allemande était au moins aussi acerbe. Il s'est dernièrement manifesté une tendance dans la presse des deux pays à écrire sur un ton moins acrimonieux, ou même à se laisser tranquille de part et d'autre — c'était là tout ce qui, jusqu'à ce jour, pouvait ressembler à un *rapprochement*; il n'y avait rien de nouveau entre les deux gouvernements.

Je crois utile que vous expliquiez tout ceci à M. Bourgeois et l'assuriez que si nous ne lui avons jusqu'à ce jour pas parlé de nos rapports avec l'Allemagne, c'est parce qu'il n'y avait rien à en dire, et que le but de ma déclaration au Parlement était précisément de faire entendre que les politesses et l'hospitalité offertes ici par des personnes indépendantes et ne se rattachant en aucune façon au gouvernement, n'impliquaient, ni dans le présent ni dans l'avenir, aucun changement de politique. Agréez, etc.

EDWARD GREY.

L'effet produit par la démarche à Paris du gouvernement allemand était fatal. Certes, je désirais que nos relations avec Berlin continuassent à être bonnes, mais il importait, pour éviter toute méfiance, de tenir les Ministres français au courant, afin qu'ils fussent bien assurés que nous ne faisions rien qui ressemblât à un changement de politique ou que nous jouiions double jeu. La communication allemande devait donc inévitablement faire soupçonner au gouvernement français qu'il se passait derrière son dos quelque chose à quoi nous étions mêlés, et que nous lui dissimulions.

Le Roi Edward alla à Marienbad dans le courant de l'été, et rencontra tout naturellement l'Empereur Guillaume au cours de son voyage. Notre Ministre de la Guerre, Haldane, se trouvant également sur le Continent, fut invité à Berlin et s'y rendit. On expliqua aux Français en ces deux occasions qu'ils ne devaient pas attribuer à ces visites amicales la moindre signification politique nouvelle. Nous n'envisagerions aucun engagement qui fût incompatible avec l'Entente, et la France devait se rendre compte que tant que cette condition serait observée, il était de son intérêt que nos rapports avec l'Allemagne soient bons. Il y eut un moment

difficile lorsque l'on découvrit que l'invitation faite à Haldane coïncidait avec l'anniversaire de la bataille de Sedan, et comportait sa présence à la séance commémorative de cet événement. Les Allemands s'étaient bien gardés de faire mention de ce fait en adressant leur invitation ; lorsque ce fut découvert, des dispositions furent prises pour éviter, pendant la visite, tout semblant de caractère anti-français, et elle se passa sans aucun des résultats fâcheux qu'avait craints le Foreign Office. Ce ne fut d'ailleurs pas le dernier incident de nature délicate dans le même ordre d'idées. Il fallut les négocier et les réajuster l'un après l'autre au fur et à mesure qu'ils surgissaient, et l'on éprouve à les repasser dans sa mémoire, un sentiment de lassitude et de dégoût.

La lettre ci-dessous, adressée le 9 janvier 1906 à Campbell-Bannerman, indiquera dans quelle mesure j'avais ou non, compris la situation.

J'y récapitulais tout d'abord les premières démarches des Ambassadeurs de France et d'Allemagne, et les réponses que je leur avais faites, puis je poursuivais :

Il est une chose que je constate : c'est que l'Allemagne est, dans plus d'une partie du monde, à la recherche soit d'un port, soit de points de charbonnage : or, partout, nous faisons de l'obstruction. Je ne prétends pas être expert en stratégie navale, mais je ne puis m'empêcher de mettre en doute l'importance pour nous de faire obstacle à ce que l'Allemagne obtienne des ports éloignés de sa base. Le moment viendra peut-être où le fait de reconnaître en temps opportun que la politique navale britannique n'a pas pour but principal de s'opposer à ce qu'elle ait un port dans ces conditions, serait d'un eflet efficace et lénitif. Il se pourrait, par exemple, qu'un port concédé à l'Allemagne sur la côte occidentale du Maroc résolût toutes les difficultés de la Conférence, et soit admis par la France comme un moyen d'obtenir la reconnaissance qu'elle désire au Maroc, sans pour cela risquer de porter préjudice à ses intérêts. Je ne puis affirmer qu'il en puisse être ainsi, mais j'aimerais, en vue des possibilités, connaître sur ce point la véritable opinion de l'Amirauté ou de la Commission de la Défense. Faire à l'Allemagne la concession d'un port pourrait être un jour un précieux atout dans la partie diplomatique et il importe que le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères sache exactement si cette carte ne serait pas incompatible avec les intérêts britanniques. Il est admis jusqu'à présent que tous les efforts de la diplomatie

britannique doivent tendre à empêcher l'Allemagne d'obtenir un port où qu'il soit.

Nous ne cessons de recevoir des indications sur ce que l'Allemagne se préparerait à faire la guerre au printemps; la France est remplie d'appréhensions. Pour ma part, je ne le pense pas : Je crois que les mesures prises indiquent des précautions et non pas des intentions. Cependant le War Office devrait, me semble-t-il, être prêt à indiquer ce qu'il ferait au cas où nous devions prendre parti contre l'Allemagne, comme par exemple, si l'on violait la neutralité de la Belgique. Fisher, lui, est naturellement prêt à tout moment à répondre à cette question pour le compte de l'Amirauté, mais cela ne signifie pas autre chose que de forcer la flotte allemande à rentrer à Kiel et à y demeurer.

Je n'éprouve pour l'instant aucune hésitation sur ce que je dois dire ou faire, mais je suis inquiet de ce qui pourrait se passer à la Conférence, au cours de laquelle je puis être obligé, à un moment critique, de demander une prompte décision.

Votre

E. GREY.

Cette lettre m'était complètement sortie de l'esprit dans l'accumulation des événements subséquents, jusqu'au moment où elle fut retrouvée parmi des papiers privés laissés au Foreign Office, en recherchant des documents relatifs à cette période. La possibilité envisagée de céder un port à l'Allemagne sur la côte occidentale du Maroc témoigne combien peu je me rendais compte des pièges et des sables mouvants qui m'environnaient, ainsi que de la réalité des choses. J'ignorais, en écrivant cette lettre, que Lord Lansdowne avait vivement insisté l'année précédente, alors que les Français cédaient momentanément à la pression germanique, pour qu'il ne fût à aucun prix concédé un port marocain à l'Allemagne. Il est probable que Lansdowne agissait d'accord avec l'opinion de l'Amirauté. Ceci se passait avant le développement de la guerre sous-marine et des champs de mines semés par ces engins, et je croyais qu'il était acquis que tous ports et autres possessions éparpillées à travers le monde resteraient à la merci de la Puissance maîtresse de la mer. Cette Puissance, c'était nous, et les ports et colonies allemands, des otages dont nous pouvions aisément nous emparer. L'idée de cession d'un port à l'Allemagne n'eût

en tous cas pas été mise en avant sans discussion préalable à la Commission de Défense Impériale, où elle aurait été accueillie par un veto formel : je ne l'aurais donc jamais suggérée à la France, mais ce dont, lorsque j'écrivis cette lettre, je ne me rendais évidemment pas compte, c'est qu'une pareille suggestion eût été fatale à l'Entente. C'eût été ébranler la confiance de la France en notre appui diplomatique, confiance que rien n'eût pu faire renaître.

Il est deux personnes avec qui un Ministre doit pouvoir agiter ses pensées, discuter de toutes choses, si délicates et imprécises soient-elles : l'un est son principal secrétaire particulier, l'autre, son Premier Ministre, à qui il est naturel et correct qu'il les livre sans détours. S'il a l'impression de ne pouvoir le faire en toute sécurité, il lui est impossible de se sentir à l'aise, tant qu'il est servi par l'un ou qu'il sert lui-même sous les ordres de l'autre.

Je cite cette lettre, non pas seulement à cause de son rapport avec la question immédiate d'un port au Maroc, mais à cause de la ligne générale de politique qui s'y trouve esquissée.

De même que la conversation du 31 janvier avec Cambon fixait les limites de nos relations avec la France, de même cette lettre à Campbell-Bannerman expliquait les lignes parallèles de nos rapports avec l'Allemagne. On a remarqué que je dis à Metternich que si la France se trouvait en difficultés à cause de l'Entente, le sentiment public prendrait si nettement son parti que le gouvernement ne saurait rester neutre. Je ne pouvais émettre cette opinion qu'à titre personnel, mais elle fut répétée à satiété, notamment en 1911, lors de la crise d'Agadir. C'était un avertissement donné d'une manière qui n'avait rien d'offensant, mais d'une portée significative.

L'autre point à noter est que l'Entente avec la France ne devait être employée contre la politique ou les intérêts allemands. Cette attitude prévalut, elle aussi, jusqu'au bout. La France se rendit pleinement compte que nous n'admetterions aucune agression contre l'Allemagne, et nous lui fîmes bien entendre, tout en la soutenant à l'occasion de la crise

d'Agadir ainsi que nous étions tenus de le faire pour le Maroc, que nous regardions d'un œil favorable les négociations qu'elle entamait pour offrir ailleurs à l'Allemagne une satisfaction quelconque.

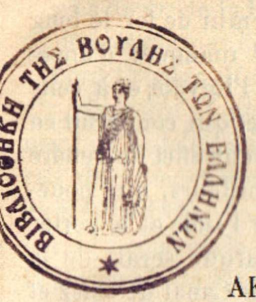
Le troisième point sensible est l'impression de malaise que je ressentais à constater l'obstruction que nous faisions dans d'autres parties du monde aux aspirations de l'Allemagne. Force nous était, certes, de nous y opposer là où elles étaient contraires ou dangereuses pour les intérêts britanniques, mais était-il indispensable de juger d'emblée que tout ce que désirait l'Allemagne nous serait partout un péril ? Tel était le cours de mes pensées ; il n'y avait cependant que deux points vraiment importants pour l'Allemagne. L'un était la Walfish Bay, le seul port possible pour elle dans le Sud-Ouest de l'Afrique. Là nous ne pouvions rien, cette baie appartenait à l'Afrique du Sud et, quoique encerclée de territoire allemand, le gouvernement de l'Afrique du Sud n'accepterait jamais d'y renoncer. L'autre, essentiel aussi pour l'Allemagne, était le chemin de fer de Bagdad, sur lequel nous arrivâmes à un accord ainsi que l'on verra plus loin.

Il était beaucoup question en Allemagne à cette époque, quoique de façon encore imprécise, de ses aspirations à « une place au soleil », laquelle rencontrait en Angleterre une sympathie au moins aussi vague. Mais cette « place au soleil » se situait en Afrique, où l'Allemagne avait déjà sa place dans le Sud-Ouest, l'Est Africain, le Cameroun et le Togoland. Ce qu'elle voulait n'était pas une place « au soleil ». Les tropiques n'offrent pas de débouché aux races blanches, aussi appelait-elle réellement de ses vœux une place dans un climat tempéré et un pays fertile, qui pût être peuplé par elle, devenir allemand, faire partie de l'Empire allemand, sous le drapeau allemand. Nous n'avions rien de tel à lui offrir : l'Afrique du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Amérique du Nord et du Sud, tous les pays tempérés du monde qui n'étaient pas peuplés, ou surpeuplés, par les races jaunes, étaient occupés et appartenaient à des races blanches. Les Allemands y pouvaient aller, et ne s'en

faisaient pas faute, notamment aux Etats-Unis ; mais il leur fallait s'assimiler aux habitants de race blanche et se soumettre au Gouvernement de ces pays pour en pouvoir prendre leur part de possession. Telle était la situation inexorable, et, pour traduire cette « place au soleil » en des termes d'application pratique il n'y avait que deux mots : Walfish Bay et le chemin de fer de Bagdad.

Note pour le Chapitre VII.

En 1910, quatre années après la Conférence d'Algésiras, j'eus en Angleterre une longue conversation avec Théodore Roosevelt sur de nombreux sujets d'intérêt varié. Il fit mention, au cours de notre entretien, de la Conférence d'Algésiras, et me dit qu'il croyait bien que sa propre influence avait agi fortement, sinon de façon décisive, pour décider l'Allemagne à céder sur le port de Casablanca. Ce qu'il me dit de ses communications avec l'Empereur allemand corroborait ce point de vue. J'ignore s'il gardait les minutes de ces communications et si elles existent encore, et n'en dirai pas davantage. Le fait cependant que Roosevelt croyait — et, d'après ce qu'il me dit, avait de bonnes raisons de croire — qu'il fut pour quelque chose dans une solution pacifique valait d'être rapporté.



CHAPITRE VIII

AKABA ET DENSHAWAI

Le sultan et la Péninsule de Sinaï. — Les prétentions au Golfe d'Akaba. — Incitation à un ultimatum. — Cromer et l'esprit d'Orient. — La situation à Constantinople. — Prédominance de l'influence allemande et comment elle fut acquise. — Une politique cynique. — L'incident de Denshawai. — Une décision difficile. — L'opinion de Lord Cromer. — Vie à Londres et à la campagne.

Il est certains incidents que, malgré qu'ils ne marquent pas d'étapes dans la politique britannique, et n'aient pas directement affecté les progrès de l'enjeu principal, je ne puis passer sous silence.

Au début de 1906, le Sultan Abdul Hamid demanda que les troupes égyptiennes fussent retirées de certains endroits de la Péninsule du Sinaï, et celles-ci furent aussitôt remplacées par des contingents turcs qui y occupèrent certains postes. Les Turcs demandèrent aussi à ce que les troupes égyptiennes évacuassent l'île de Tiran, seul bon point de mouillage de la Baie d'Akaba.

Le point de droit ainsi soulevé s'appuyait sur un long usage confirmé le 8 avril 1892, par un télégramme du Grand Vizir de Constantinople qui reconnaissait au Khédive le droit d'administrer la Péninsule du Sinaï, ainsi que l'avaient fait avant lui son père et son grand-père. Le geste turc venait donc bouleverser sans raison valable une convention prévalant depuis longtemps.

L'extrait suivant d'une note du Foreign Office donne les vues de Lord Cromer sur la substance et l'importance de la question :

« Lord Cromer a fait ressortir le danger que cachent les exigences turques. La construction d'un chemin de fer le long des rives du Canal de Suez ne pourrait manquer d'apparaître comme une menace à la liberté de l'Egypte et à celle du transit par le Canal. La ligne projetée, qui couperait en deux la péninsule de Suez, aurait aussi pour effet de rendre la baie d'Akaba plus accessible à des torpilleurs, qui pourraient se tenir sur le flanc de la route de l'Inde et à portée d'attaque de cette route ; la frontière turque serait de la sorte amenée à une centaine de milles du Canal de Suez et à proximité de la ville de Nekl, place de première importance stratégique ; de plus, de nombreuses tribus arabes qui ont, de temps immémoriaux, été sous la domination égyptienne, se trouveraient transférées aux autorités turques ».

Il n'y a plus d'intérêt à expliquer les détails géographiques des prétentions turques auxquelles Lord Cromer fait ici allusion, mais ce passage suffit à indiquer l'importance matérielle s'attachant à toutes deux pour les intérêts de l'Angleterre et de l'Egypte. Une Commission mixte fut proposée au Sultan dans le but d'établir la délimitation de la frontière, mais il ne voulut pas en entendre parler.

Le Khédive suggéra que le télégramme du 8 avril 1892 fût pris comme base de règlement, et que la ligne frontière courût de Rafeh jusqu'à un point de la côte à trois milles à l'ouest de Fort Akaba.

La réponse du Grand Vizir se trouve indiquée dans l'extrait ci-dessous d'un rapport du Foreign Office ; il y déclare :

1° Que le golfe d'Akaba et la Péninsule du Sinaï se trouvaient en dehors du territoire déterminé par le Firman Impérial.

2° Que le télégramme du 8 avril 1892 n'avait trait qu'au côté occidental de la Péninsule du Sinaï.

3° Que l'interprétation de ce télégrame concernait seul le gouvernement impérial.

Et ainsi de suite. Pour terminer, on exprimait l'espoir qu'il n'y aurait pas lieu de s'en mêler.

La même note continue en ces termes :

« La forme de la réponse turque est étrange tant par son ton arbitraire que par l'omission des termes usuels de courtoisie ».

Lord Cromer déclara que le Khédive ne se proposait pas d'y répondre ajoutant que deux points ressortaient clairement de ce télégramme. L'un était que le Sultan se considérait absolument libre d'interpréter à sa guise le télégramme du 8 avril 1892 ; l'autre, qu'il réclamait pour le moins toute la côte occidentale du golfe d'Akaba et une grande partie de la péninsule du Sinaï. Il ne s'agissait donc pas d'une insignifiante modification de frontière, mais bien de savoir si l'on mettrait les Turcs en situation d'être une menace constante pour le libre passage du Canal de Suez et pour la liberté de l'Egypte.

Il était évident qu'Abdul Hamid souhaitait qu'on lui posât un ultimatum ; car je ne pouvais m'imaginer pourquoi il levait ce lièvre, si ce n'est par la manie qu'ont les Turcs de rouvrir des questions pour le plaisir des manœuvres qui en peuvent résulter. A moins de vouloir empiéter sérieusement sur l'Egypte, la péninsule du Sinaï ne valait même pas qu'Abdul Hamid s'en occupât ; si, au contraire, il avait des visées sur l'Egypte, il devait bien savoir que nous les prendrions très au sérieux, et que force lui serait de céder.

J'eus l'occasion d'entendre Lord Cromer parler de l'impossibilité de pénétrer la mentalité orientale. Sans me rappeler ses paroles exactes, voici le sens de ses observations : Si l'on tient à savoir ce que va faire un Oriental, il faut se demander trois choses : 1° Que ferait-on soi-même dans les mêmes circonstances ? 2° Que ferait l'homme le plus éclairé que l'on connaisse ? 3° Que fera l'Oriental ? Lorsque l'on aura répondu à ces trois questions, on aura au moins acquis une certitude sur ce que l'Oriental ne fera pas, mais l'on ne sera pas plus avancé sur ses intentions.

Pourquoi Abdul Hamid tenait-il à recevoir un ultimatum ? Voilà qui dépassait la portée des spéculations possibles, mais puisque, de toute évidence il le désirait, il ne restait plus qu'à lui passer sa fantaisie. Un bateau de guerre avait déjà été envoyé au golfe d'Akaba ; l'escadre de la Méditerra-

née se dirigea vers l'Orient et l'on se prépara à des mesures coercitives à l'expiration d'un ultimatum de dix jours.

Le dixième jour, Abdul Hamid céda, une note fut envoyée à l'Ambassadeur britannique à Constantinople l'assurant que la Porte ne mettait pas en question le télégramme du 8 avril 1892, qu'une Commission mixte serait désignée pour délimiter les frontières, de façon à assurer le maintien du statu quo en rapport avec ce télégramme et que la frontière descendrait en ligne à peu près droite partant de Rafeh jusqu'à un point qui ne serait pas à moins de trois milles d'Akaba.

Le danger pour l'Egypte que révéla la Grande Guerre justifia pleinement la fermeté déployée en cette circonstance par le gouvernement britannique.

Ainsi fut clos cet incident — affaire fastidieuse qui avait traîné de janvier à mai. Il est pourtant presque toujours de petits détails qui apportent leur pointe d'humour jusque dans des négociations comme celles avec Abdul Hamid.

J'ai dit que la ligne-frontière proposée par les gouvernement anglais et égyptien était celle que finit par accepter le Sultan. Cette ligne ne pouvait en aucune façon porter préjudice ni même toucher aux intérêts turcs ; il était donc impossible de deviner pourquoi Abdul Hamid s'était montré si intraitable sur ce point. L'une des suggestions faites pour expliquer son entêtement fut qu'il avait confondu Rafeh avec Jafeh ; ce dernier nom évoque Jaffa. Or, Jaffa était très éloigné de toute frontière que l'Egypte pourrait jamais, ou songerait même à réclamer. C'eût été une inconcevable attaque contre la Turquie que de faire en pareille occurrence mention de Jaffa. Je ne croyais pas pour ma part qu'Abdul Hamid ait réellement confondu Rafeh avec Jaffa, mais l'idée que cette confusion fût possible et que toute cette histoire qui avait duré de longs mois eût pu être éclaircie en quelques instants de conversation, et une carte géographique, contenait des éléments de comédie. Il se peut pourtant qu'Abdul Hamid ne se fiât pas à des cartes, et que, si on lui en eût mise une sous les yeux, il se fut imaginé qu'elle n'était tracée que pour le tromper.

L'autre aspect de l'affaire d'Akaba était tout personnel : j'hésite à le décrire, de crainte qu'on ne le juge par trop puéril ; il nécessite une digression qui paraîtra, au début, sans aucun rapport avec le sujet. Que ceux qui étudient très solennellement la politique étrangère veuillent bien le passer sans le lire.

Il y a, dans les premiers jours de mai, une brève période pendant laquelle les hêtres revêtus de leurs jeunes pousses donnent à la campagne anglaise une tendre et lumineuse beauté bien connue, mais défiant toute description. Ces jours sont brefs, la couleur des feuilles ne tarde pas à se foncer, leur texture se raidit — les arbres sont encore beaux, mais « la gloire et le rêve » se sont dissipés. Sauf lorsque la Pentecôte tombe particulièrement tôt, ce n'est que le dimanche que, pendant la première moitié de mai, ceux que leurs occupations retiennent dans les villes ont le loisir de passer à la campagne une journée entière. Le premier dimanche de mai, les hêtres dans les environs de mon cottage du Hampshire n'étaient pas encore dans toute leur beauté : le second dimanche, c'était la perfection. Ce jour était marqué dans mon calendrier personnel « dimanche des hêtres », jour consacré à la jouissance et à la reconnaissance émue de cette éclosion. J'avais coutume chaque année d'aller à bicyclette jusqu'à un bois de hêtres qui se trouvait à neuf milles environ du cottage. Là, je déjeunais une fois par an au pied du même arbre. Ce bois n'était que de hêtres, les arbres espacés, leurs troncs s'élançaient droits, nets et lisses, à quelque hauteur au-dessus du sol. Les branches s'entremêlaient à perte de vue, formant un dôme lumineux ; quelques points de ciel bleu étaient juste visibles, le soleil filtrait à travers les feuilles d'un vert tendre qu'une brise effleurait de temps à autre avec douceur — telle était la vision de ce que d'année en année j'avais vu et admiré, qui s'offrait à mes yeux dans mon bureau du Foreign Office pendant cette deuxième semaine de mai. J'y songeais, je m'en réjouissais par avance.......

L'ultimatum avait été remis le 3 mai, et expirait le dimanche 13. Au fur et à mesure que s'écoulait la semaine

souhaiter à l'Allemagne de distraire notre attention ni de nous embarrasser. Ils n'avaient pas davantage l'intention de soutenir Abdul Hamid dans cette controverse. Si vraiment ils l'y poussèrent, ce fut par un besoin de mal faire si vain et si dépourvu de portée politique que je ne pouvais les croire capables d'y perdre leur temps. La lettre ci-dessous que j'écrivis à Lascelles, notre ambassadeur à Berlin, indique la ligne qui fut alors adoptée. Il ne se produisit rien dans la suite qui vint modifier ce point de vue sur l'affaire d'Akaba.

Sir Edward Grey à Sir Frank Lascelles.

Foreign Office, Londres, 1er mai 1906.

MON CHER LASCELLES,

J'ai spontanément fait hier à Metternich un exposé de la situation entre nous et les Turcs au sujet de la querelle sur la frontière égyptienne, ne voulant pas lui laisser ignorer en cette affaire ce que j'avais dit à d'autres, et afin de donner une preuve tangible que, maintenant que la Conférence est terminée, nous n'agissons pas contre les intérêts germaniques et ne voulons pas les traiter avec froideur ni les tenir à distance.

Je ne sais si cela produira le moindre effet, mais il peut vous être utile de savoir quelle était, en ceci, mon intention.

Metternich se plaint de ce que j'aurais dit que ce pourrait être l'amitié allemande qui encouragea les Turcs. Je l'assurai que cette remarque n'était pas un reproche relatif à l'affaire de la frontière de l'Egypte, dont il n'était pas alors question, et que j'avais voulu dire que le vigoureux appui accordé au Sultan par l'Allemagne, notamment pour la Macédoine, risquait de l'encourager à pousser les choses trop loin.

De fait, je ne crois pas que l'Ambassade d'Allemagne soit pour quelque chose dans la question qui nous occupe actuellement ; mais le baron Oppenheim a été l'intime du Mukhtar, lequel a beaucoup contribué à l'agitation en Egypte, d'où nécessité d'un accroissement de nos troupes d'occupation, et si l'on a usé de l'influence d'Oppenheim sur Mukhtar pour le calmer, on a fort bien réussi.

Sincèrement vôtre
(Signé) E. GREY.

C'est peut-être le moment d'exposer ici la situation diplomatique en Turquie.

Une mauvaise administration et les mauvais traitements infligés aux minorités chrétiennes d'Asie-Mineure y sévissaient à l'état endémique, les attentats et les massacres y étaient épidémiques ; il s'en était produit en 1895 de plus particulièrement odieux qui scandalisèrent Lord Salisbury et avaient même, ainsi que nous l'apprit la publication de documents allemands, momentanément dégoûté l'Empereur Guillaume. Constantinople était une sorte d'arène ouverte aux compétitions des concessionnaires en quête de débouchés commerciaux, surtout de ceux en Asie Mineure. L'appui diplomatique était nécessaire pour l'obtention de ces concessions, et, pour qu'il fût efficace, il nous fallait du prestige et de l'influence. Abdul Hamid était passé maître dans l'art de jouer une Puissance contre l'autre ; il suffisait, pour acquérir de l'influence à Constantinople, d'y mettre le prix. Ce prix consistait en témoignages de sentiments amicaux à Abdul Hamid, quoi qu'il fît en Turquie ; à ne jamais le tourmenter au sujet des massacres arméniens ; à le protéger dans le concert européen contre les vexations d'autres Puissances. Aucun gouvernement britannique ne pouvait payer un tel prix. Lord Salisbury n'eût pas pu le faire, l'eût-il même voulu, et il manifesta clairement, après les horreurs de 1895, qu'il ne le voudrait pas, même s'il le pouvait. Le gouvernement et l'Empereur allemand payèrent le prix demandé et obtinrent ainsi la position jadis occupée à Constantinople par la Grande-Bretagne. L'influence germanique acquise par des complaisances pour Abdul Hamid appuyée du prestige des armements allemands, devint prédominante à Constantinople. L'influence britannique déclina. Les représentations de notre gouvernement au sujet des massacres arméniens suscitèrent contre nous la haine, mais non la crainte. Abdul Hamid savait bien que nous ne pouvions, sans l'appui de l'Europe, aller au-delà des pressions diplomatiques, car la flotte ne pouvait intervenir en Asie Mineure, et il ne nous était pas possible d'agir seuls en une question d'intérêt européen, et non purement britannique, sans susciter la jalousie et provoquer des contre-mesures de la part d'autres Etats. L'opinion publique chez nous exigea que nous fassions des

représentations ; nous le fîmes donc, mais au prix des intérêts matériels britanniques en Turquie.

L'ironie des faits voulut que cela ne servît de rien. Nous fûmes diplomatiquement soutenus par la France et la Russie, mais toujours dans des limites s'arrêtant aux résultats pratiques. La Russie était peu désireuse de pousser bien loin la défense des minorités chrétiennes, à moins qu'elle en pût retirer pour elle-même des résultats favorables, tels que l'ouverture des Détroits à ses vaisseaux de guerre. Pour avoir, aux environs de 1870, pris parti pour les chrétiens de la Turquie d'Europe, elle avait perdu les fruits de sa victoire sur les Turcs, et c'était la politique britannique qui avait pris l'initiative de l'en frustrer. A présent, la Grande-Bretagne ne soutenait plus la Turquie, que Lord Salisbury avait dénoncée comme étant le « mauvais cheval », mais restait inébranlable dans son désir de garder les Détroits fermés à tous navires de guerre. La France avait de son côté les mains pleines de ses propres affaires, et ne pouvait se permettre de provoquer une friction avec la redoutable Allemagne pour ce qui ne touchait pas ses intérêts immédiats : elle avait déjà sans cela assez de difficultés et d'appréhensions. Nous, Puissance insulaire, pouvions prendre l'initiative de protester contre les agissements d'Abdul Hamid, et n'y manquâmes pas, mais nous n'espérions pas plus que nous ne reçûmes une coopération entière de la part des Puissances continentales qui, toutes, craignaient une conflagration européenne, à moins que l'Allemagne y participât elle aussi sans restriction — or l'Allemagne était l'amie d'Abdul Hamid.

Elle exploita sans relâche à son avantage la situation à Constantinople, tandis que nous faisions à la Turquie le sacrifice de notre influence et de nos intérêts matériels : il est vrai qu'ainsi nos mains restèrent nettes et que nous satisfîmes à la conscience nationale, mais en arriver là sans même apporter une aide à l'objet de nos efforts et de nos sympathies — les minorités chrétiennes — n'était qu'un résultat bien stérile.

La politique germanique paraît avoir été fondée sur l'idée bien établie que les scrupules de morale et les motifs a

truistes ne comptent pas dans les affaires internationales. L'Allemagne ne croyant pas à l'existence de ces sentiments chez les autres jugeait superflu de les pratiquer pour son propre compte. La plus haute morale était, à ses yeux, l'intérêt national, qui prévalait sur toutes autres considérations : ce fut celle qu'elle pratiqua à Constantinople. Sa politique réussit d'ailleurs pleinement là où la nôtre n'aboutit qu'à une impasse et à la faillite. L'Allemagne sut pousser ses intérêts en Turquie, les richesses de l'Asie Mineure ne tardèrent pas à passer entre ses mains, mais, il faut le répéter, elle obtenait tous ces avantages en agissant d'après le principe que les facteurs moraux n'ont, en politique, aucune valeur. C'est cette conception erronée des facteurs d'humanité entre nations qui lui fit perdre la guerre. Les principes et les points de vue mêmes qui lui avaient valu, semblait-il, un succès sans précédent en sa politique orientale, portaient en eux des germes de destruction. On ne peut qu'en conclure irrésistiblement que des procédés qui écartent de propos délibéré tout but moral au profit des seuls intérêts nationaux sont dépourvus de l'élément essentiel à un succès durable.

Ceux qui abonderont dans ce sens croiront trouver, dans ce qui précède, l'indication des raisons qui nous portèrent à une politique anti-germanique. Ce n'était cependant pas le cas. Les méthodes par lesquelles l'Allemagne avançait ses intérêts en Turquie nous paraissaient, en effet, cyniques, mais nous acceptions sa réussite et qu'elle fît de l'Asie Mineure un champ réservé à ses entreprises. Il y avait assez de place dans le monde pour les siennes et celles de l'Angleterre. Lorsque prospérait le commerce allemand, le commerce britannique était également florissant. Jusqu'au moment même où éclata la Grande Guerre, les grands centres commerciaux de l'Angleterre restèrent le plus portés au pacifisme et le moins anti-germaniques, et nous venions, à la veille même de la guerre, de conclure un accord avec l'Allemagne au sujet du chemin de fer de Bagdad qui, loin de l'entraver, eût encore facilité cette entreprise en Asie Mineure à laquelle elle attachait tant de prix.

Je ne puis passer sous silence un autre fait de cette année 1906 : il n'eut aucune portée ni relation directe avec la politique extérieure, mais provoqua des orages à la Chambre des Communes et contribua au sentiment de malaise qui s'éleva à mon sujet dans une fraction du parti libéral. Ce sentiment eut son origine dans la part qui me fut attribuée dans une politique étrangère avancée, alors que j'étais Sous Secrétaire d'Etat (1892-95) et s'était accru à la suite des différences d'opinion que souleva la guerre Sud-Africaine. Une fois déclanché, un sentiment de ce genre est susceptible d'être exacerbé par tels incidents qui ne l'eussent, en soi, pas suscité.

L'affaire que je vais raconter est caractéristique de difficultés d'un genre tout spécial où n'importe quel gouvernement britannique peut à tout moment se trouver placé en administrant un pays d'Orient où son autorité dépend de sa force et de son prestige.

Le 13 juin 1906, quelques officiers anglais tiraient des pigeons dans le village de Denshawai, district de Tantah. Ils furent attaqués à l'improviste et, à ce qu'il parut au premier abord, sans raison, par les habitants. L'agression fut violente et brutale, les officiers furent blessés plus ou moins grièvement et l'un d'eux, le capitaine Bull, fut trouvé mort de deux blessures à la tête à un mille et demi du lieu de l'attaque.

On procéda à des arrestations, et il fut décidé que l'affaire serait portée devant un tribunal de la plus haute compétence. Il n'y avait pas lieu pour le Foreign Office de s'en occuper ni d'y être mêlé. Lord Cromer fit lui-même un rapport à ce sujet, et quitta l'Egypte pour son congé annuel avant la fin du procès.

Je reçus tout à coup au Foreign Office le télégramme suivant :

M. Findlay à Sir Edward Grey.

(Reçu le 27 juin 1906).

Alexandrie, 27 juin 1906.

Télégraphique.

Le tribunal spécial a siégé depuis trois jours pour juger l'affaire de l'attaque contre les officiers britanniques. Voici les sentences prononcées :

Quatre des chefs de file sont condamnés à mort ; deux aux travaux forcés à perpétuité ; un à quinze années, six à sept années, trois à un an et à cinquante coups de bâton et cinq à cinquante coups de bâton. Les autres prisonniers, au nombre de trente et un, sont acquittés. En ce qui concerne les prisonniers jugés coupables, la décision de la cour a été unanime. Les témoignages établirent nettement la préméditation et l'action concertée et aussi que les blessures reçues par le Capitaine furent cause de sa mort. On m'assure que n'importe quel jury britannique eût déclaré les six premiers coupables de meurtre. Il n'y a pas de circonstances atténuantes pour les quatre condamnés à mort : la Cour les considère tous comme également coupables, et déclare qu'à son avis les officiers avaient fait preuve de la plus grande modération et d'une parfaite maîtrise d'eux-mêmes. L'attaque principale n'eut lieu qu'après qu'ils eurent remis leurs fusils. Les habitants du village la continuèrent froidement et firent preuve de la plus grande brutalité. Trois des avocats indigènes les plus connus leur servirent de défenseurs, et furent longuement écoutés. D'après le décret de 1895, les sentences seront immédiatement exécutées. Après une longue discussion avec le Régent, je suis pleinement convaincu que les preuves fournies justifient entièrement la sentence.

En réponse à un télégramme du Foreign Office, parvint un deuxième télégramme.

M. Findlay à Sir Edward Grey.

(Reçu le 28 juin).

Alexandrie, 28 juin 1906.

Télégraphique.

Voici la composition du Tribunal spécial :

1. Boutros Pacha, faisant fonction de Ministre de la Justice.

2 M. Hayter, faisant fonctions de Conseiller Légal, qui fut auparavant Juge au Soudan.

3. M. Bond, vice-Président de la Cour d'Appel indigène, ce qui correspond à peu près aux fonctions de Lord Chief Justice, homme de réelle valeur et de grande expérience.

4 Fathi Bey, Président du Tribunal Indigène au Caire.

5. Le colonel Ludlow, faisant fonctions d'Avocat Général, représentant l'armée d'occupation. Il possède une expérience considérable des Conseils de guerre, et connaît l'arabe.

Le décret de 1895 prévoit tout particulièrement que l'exécution immédiate doit suivre les sentences ordonnées par le Tribunal

spécial (voir le télégramme de Lord Cromer N° 190). Un retard apporté dans des cas comme celui-ci entraînerait une incertitude et une surexcitation dangereuses — il n'y a pas de parallèle possible entre ce qui se passe ici et les condamnations à mort en Angleterre. Le Tribunal spécial fut institué pour remplacer les Conseils de guerre : il rend simplement la procédure plus expéditive, toute sécurité possible étant assurée à l'accusé. Je n'ai pas connaissance qu'aucune autre armée d'occupation ait jamais délégué ses pouvoirs. La compétence des membres de la Cour peut être attestée tant par Lord Cromer (dont l'adresse est 20 Mansfield Street) que par Sir E. Gorst.

On m'avise que ni le gouvernement égyptien ni les autorités de Sa Majesté n'ont pouvoir légal pour s'immiscer dans l'exécution d'une décision prise par la Cour. Aussitôt que Lord Cromer eut réclamé au gouvernement égyptien la convocation de la Cour, l'affaire cessa d'être de notre ressort.

L'exécution doit avoir lieu cet après-midi à deux heures sur le lieu même de l'attentat. L'ordre sera maintenu par des troupes envoyées dans ce but, et je me permets de prier instamment le gouvernement de Sa Majesté de s'abstenir de toute intervention. Je suis convaincu que Lord Cromer abonderait dans mon sens.

Vous pouvez être parfaitement assuré que la Cour ne fut, en rendant sa sentence, inspirée ni par la panique, ni par un désir de vengeance ; que les témoignages prouvèrent la préméditation et l'action concertée des condamnés, que la mort du capitaine Bull est bien de leur fait, et qu'ils furent les principaux meneurs de cette attaque.

Les sentences était sévères, terriblement, et devaient être immédiatement mises à exécution. Il n'y avait pas le temps de réunir le Conseil des Ministres, mais je consultai Campbell-Bannerman et nous fîmes appeler Asquith. Nous décidâmes que nous ne pouvions intervenir, et les exécutions eurent lieu à l'endroit désigné.

Tous les documents de l'affaire furent publiés et présentés au Parlement. Ils ne laissent pas subsister le moindre doute que le Tribunal et les fonctionnaires qui se trouvaient sur les lieux étaient convaincus d'agir conformément à la justice et à ce qu'exigeaient l'ordre et la sécurité en Egypte. Mais le rapport détaillé de toutes les circonstances donna, lors de sa publication, la pénible impression que le châtiment avait été excessif. Je l'avais défendu devant la Chambre des Com-

munes en me basant sur les deux télégrammes cités plus haut. Lorsque j'eus tous les faits devant moi, je sentis que l'on pouvait mettre en doute l'absolue justice du châtiment. Théoriquement, nous ne devions pas intervenir dans le jugement rendu, cependant le gouvernement britannique était toujours en droit d'agir en dernier ressort — pouvoir qu'il fallait éviter d'exercer inopportunément, et dont il importait de n'user qu'à bon escient et dans un cas d'extrême urgence.

Aurions-nous dû intervenir, ou non ?

L'effet produit en Egypte par l'exécution des sentences fut déplorable, et intensifia le sentiment anti-britannique. Il fut également mauvais chez nous. Ceci est la vérité, mais ne répond pas à la question.

L'Egypte était en pleine effervescence et le fait de mettre en échec la décision du Tribunal eût pu entraîner d'incalculables conséquences : c'eût été donner l'impression en Egypte que les fonctionnaires se trouvant sur place n'étaient pas soutenus chez eux ; il eût pu se produire des désordres qui eussent entraîné de sévères mesures de protection et de répression avec pertes de vies et bien des résultats fâcheux.

Le problème qui se dresse continuellement devant le gouvernement britannique est celui-ci : si des fonctionnaires commettent en toute bonne foi une erreur de jugement, quel est le pire — soutenir l'autorité locale au risque d'exposer la domination britannique à des reproches, ou la renier au prix de son prestige ? Il est difficile de faire à ce dilemme une réponse globale pouvant s'appliquer à tous les cas. Chacun d'eux doit être jugé indépendamment, aussi ceux qui trouvent facile de répondre à cette question ne peuvent avoir même compris qu'il y ait là un problème à résoudre.

Il est intéressant de rappeler sur cette affaire l'opinion de Lord Cromer. Il vint me voir dès son arrivée en Angleterre, ayant appris les sentences prononcées.

Il était très ému, car il réalisait pleinement quel mauvais effet celles-ci produiraient sur l'opinion publique, et me dit que s'il avait pu s'imaginer qu'une pareille chose pût arriver, il n'eût certainement pas quitté l'Egypte avant la fin du procès.

Il fut très affirmatif sur l'erreur capitale que l'on eût commise en cassant les sentences une fois celles-ci prononcées par le Tribunal, et défendit fortement le point de vue qu'il serait désastreux de lâcher les autorités locales, surtout en présence de l'état d'esprit prévalant alors en Egypte. Le district de Tantah était tout particulièrement un centre d'agitation et de crime. Les voyageurs britanniques en Egypte sont parfois étonnés du nombre d'assassinats commis dans certaines régions mauvaises ; d'ailleurs les hommes mêlés à cette bagarre étaient des gredins notoires. L'annulation ou la modification des condamnations eussent pu, de l'avis de Lord Cromer, mener aux pires désastres.

Il me fit ensuite part de ses propres suppositions sur le fond de toute l'affaire.

Les pigeons appartenaient aux villageois ; les officiers britanniques avaient coutume de demander à l'Omdeh, chef du village, l'autorisation d'en tirer, et payaient pour cela une certaine somme qui devait satisfaire pleinement les habitants. C'est dans ces conditions que les officiers avaient déjà plusieurs fois été à ce même endroit. Lord Cromer supposait que l'argent versé n'avait jamais été remis aux propriétaires des pigeons. Ceux-ci auraient donc décidé d'empêcher que l'on tirât davantage, et de s'attaquer aux premiers officiers qui viendraient. L'Omdeh donna une fois de plus son assentiment, d'où le grabuge. La conséquence fut que, bien entendu, l'on ne tira plus au pigeon en Egypte.

CHAPITRE IX

L'ALLEMAGNE ET LA MER DU NORD

Mer du Nord et Baltique. — Négociations avec l'Allemagne. — Appréhensions de la France. — Opinion de Lord Ripon. — Visites Royales. — Gêne et soupçons. — Auto-intoxication de l'Allemagne.

A relire de vieux papiers, on est attristé de constater avec quels sentiments de méfiance et de soupçon s'entre-regardaient pendant ces années-là les gouvernements et les peuples. Cela donne l'impression d'une atmosphère si lamentable et si malsaine que rien de bien portant n'y aurait pu vivre. Elle n'était vraisemblablement pas pire qu'elle ne l'avait été, et l'on s'en apercevait moins sur le moment que rétrospectivement. Les incidents ne cessaient de se succéder avec seulement quelques intervalles de calme relatif. Les diverses négociations traitées en 1907 et 1908 sont typiques. Il y eut au moins quatre sujets différents en discussion : une garantie pour la Norvège, l'abrogation du vieux traité par lequel l'Angleterre et la France se portaient garantes de la non-fortification des Iles Aaland par la Russie, le statu quo dans la Mer du Nord. Ces négociations ne valent pas d'être exposées ici ; leur résultat momentané s'est trouvé annulé par la guerre et ses conséquences. Elles n'exercèrent pas davantage d'influence marquée sur le cours des événements qui la précédèrent, mais les rapports les concernant prouvent à quel point le monde était soupçonneux. Nous pouvons en tous cas nous réclamer de n'avoir jamais, en ces affaires, fomenté la suspicion chez les autres ni donné nous-mêmes juste prise à un doute quelconque,

quoique l'on ne se soit pas fait faute de nous soupçonner.

La Russie engagea des négociations séparées avec l'Allemagne au sujet de la Baltique. L'effet produit sur la France ressort des extraits suivants :

De Sir F. Bertie à Sir Edward Grey.

31 octobre 1907.

Pichon commence à s'inquiéter de ce qui peut être en discussion ou déjà réglé entre la Russie et l'Allemagne pour la Baltique. Il m'a demandé hier si j'avais des renseignements là-dessus, et, sur ma réponse négative, me dit qu'il ne pouvait s'empêcher de soupçonner que l'Allemagne avait fait, ou était en train de faire, quelque chose pour s'assurer des avantages dans la Baltique. Elle aurait exprimé des doutes quant à la politique britannique en Norvège, attribuant au gouvernement de sa Majesté l'intention, en cas de guerre, d'occuper, comme base à ses hostilités contre l'Allemagne, un port norvégien ; aussi avait-elle voulu que fût garantie l'intégrité de la Norvège, tandis que ni elle ni la Russie n'avaient paru attacher grande importance à la situation de la Suède.

Sir Edward Grey à M. Lister.

Foreign Office, 9 décembre 1907.

J'ai fait observer aujourd'hui à M. Cambon que le gouvernement français avait reçu une communication du gouvernement russe au sujet de la Baltique.

M. Cambon m'a répondu que c'était en effet exact. Son gouvernement était instruit de ce que la Russie et la Suède discutaient un arrangement et qu'il serait nécessaire qu'un accord intervînt également avec Berlin.

Le gouvernement russe lui avait fait remarquer que cela correspondait à l'arrangement intervenu entre la France, l'Angleterre, et l'Espagne par rapport à la Méditerranée. Mais le gouvernement français ne pouvait accepter ce point de vue, étant donné que l'Angleterre et la France avaient déjà par traité des obligations dans la Baltique.

Je rappelai à M. Cambon que lorsque le traité des Iles Aaland fut en cours de discussion cet été, je n'avais pas manqué de faire remarquer qu'il serait désirable, avant d'abroger l'ancien texte, de savoir quelles seraient, dans l'avenir, les dispositions prises quant à la Baltique.

J'ajoutai que je ne voyais dans l'arrangement qui se négociait entre la Russie, l'Allemagne, et la Suède rien qui fût sujet à cau-

tion si, comme je l'avais compris, il s'agissait du maintien du statu quo ne se rapportant nullement ni à la fermeture ni à la neutralisation de la Baltique, et aurait pour conséquence le maintien de la Baltique comme mer ouverte.

J'avais donc jugé préférable de déclarer de suite que nous ne demandions rien autre que le respect du statu quo, et qu'il n'apparaissait rien dans les dispositions prises dont nous ayions lieu de nous formaliser.

M. Cambon me demanda si j'avais exprimé cette opinion au gouvernement russe. Je répondis que oui, ainsi qu'au gouvernement allemand.

Mais je dis à M. Cambon que j'étais d'avis que son gouvernement et le nôtre nous fassions un devoir de prendre connaissance de l'arrangement proposé avant de consentir à l'abrogation du Traité des Iles Aaland ; que je n'étais pas sûr de la forme qui serait donnée à cet accord, mais que je croyais qu'il consisterait en trois notes séparées échangées entre la Russie, l'Allemagne et la Suède.

M. Cambon s'informa de quel effet serait un accord sur le statu quo dans la Baltique dans l'éventualité d'une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne. Si, par exemple nous entrions dans la Baltique pour y attaquer le territoire allemand, serait-ce une rupture du statu quo à laquelle la Russie serait tenue de s'opposer en vertu de l'accord en discussion ?

J'étais persuadé que non : Si, la guerre terminée, nous cherchions à nous annexer des territoires dans les districts baltiques, ce pourrait être une violation du statu quo. Mais si la Russie permettait à l'Allemagne de faire une guerre qui serait en soi une sorte de déséquilibre des conditions existantes, elle ne saurait s'opposer à ce que l'un ou l'autre belligérant poursuive cette guerre également dans la Baltique, les renseignements qui nous étaient parvenus n'impliquant ni la fermeture ni la neutralisation de cette mer.

Agréez, etc.

E. GREY.

M. Lister à Sir Edward Grey.

Paris, 11 décembre 1907.

J'ai fait allusion aujourd'hui, au cours d'une conversation avec le Ministre des Affaires Etrangères, à votre conversation avec M. Cambon, relative à l'arrangement Russo-Suédois et Russo-Allemand sur la Baltique.

M. Pichon se déclara convaincu que cela dépassait de beaucoup le maintien du statu quo, qu'il espérait d'ailleurs avoir très

prochainement à ce sujet des renseignements plus précis. Qu'il croyait, en tous cas, que rien n'avait encore été signé et que nous arriverions encore à temps. Qu'il n'entrait nullement dans ses intentions de faire le jeu de l'Allemagne en se querellant pour cela avec la Russie, mais ne pouvait dissimuler qu'il était fort irrité du procédé de celle-ci. Il ne pouvait trop hautement apprécier votre attitude qui avait été comme toujours absolument loyale en toute cette affaire, et réalisait que la position de l'Angleterre était fort délicate. Celle de la France était différente, et il était bien décidé à parler très nettement à la Russie. Il avait, en fait, déjà commencé à le faire.

Je ne partageais pas, à l'époque, les appréhensions françaises concernant les négociations russo-germaniques, et inclinais plutôt à croire que tout le mal provenait de ce qu'Isvolsky avait mis moins que de l'empressement à tenir la France au courant. Le 4 décembre 1908, Metternich me dit que l'Empereur était en faveur d'un arrangement pour le maintien du statu quo dans la mer du Nord, auquel seraient parties l'Angleterre, l'Allemagne, le Danemark et la Hollande.

De toute évidence, des négociations relatives à la mer du Nord sans la France provoqueraient de plus graves perturbations encore à Paris que celles de la Baltique. L'extrait que l'on va lire d'un rapport de ma conversation avec Metternich indique la voie que j'adoptai.

Sir Edward Grey au Comte de Salis.

Foreign Office, 4 décembre 1907.

L'Ambassadeur d'Allemagne est venu aujourd'hui me dire, à titre confidentiel, sur le désir de son gouvernement et de l'Empereur, que des discussions en vue de la conclusion d'un arrangement touchant la Baltique, similaire à celui que nous avions fait avec l'Espagne pour la Méditerranée, se poursuivaient entre la Russie, l'Allemagne et la Suède dans le but de se mettre d'accord sur le maintien du statu quo, et qu'en conséquence la mer Baltique resterait ouverte à la navigation.

L'Empereur avait eu l'idée de me parler de cette affaire à Windsor, mais s'était ravisé, jugeant que, sa visite ici ayant un caractère purement familial, il serait incorrect de soulever des questions de politique, et aussi parce qu'il n'était pas cer-

tain à ce moment-là que les négociations aboutiraient. La discussion avec la Russie paraîtrait cependant à présent presque terminée, quoiqu'il se pût que celle avec la Suède se prolongeât encore.

L'Empereur désirait aussi que l'on me fît part de ce qu'à son avis, ces dispositions pourraient avec avantage être complétées par un arrangement similaire relatif au statu quo dans la mer du Nord, auquel participeraient l'Angleterre, l'Allemagne, le Danemark et la Hollande. La Belgique étant un Etat neutre, il n'apparaissait pas qu'il fût utile de l'inclure. Je remerciai tout d'abord le comte Metternich de la communication qu'il venait de me faire sur la Baltique et lui dis que tout en n'étant pas de prime abord en mesure de lui répondre officiellement, je ne prévoyais personnellement de notre côté aucun sujet de difficultés, vu que nous n'avions pas d'autre désir que le maintien du statu quo et la liberté de navigation. Que j'étais heureux de ce que la communication m'ait été faite, car il valait toujours mieux être, en pareille matière, au courant des faits authentiques avant d'en avoir entendu une version inexacte.

Je demandai ensuite au comte Metternich si la fortification des Iles Aaland, touchant laquelle nous avions un traité, serait considérée comme portant atteinte au statu-quo.

L'Ambassadeur d'Allemagne me répondit que c'était précisément le point délicat à régler entre la Suède et la Russie, mais non avec l'Allemagne. La Russie sentait que les Iles Aaland offriraient de dangereuses facilités à l'importation d'armes, etc. en Finlande, en période de révolution, et désirait pouvoir se mettre en garde contre cette éventualité.

Je répondis que la Russie avait, au cours de l'été, soulevé pour cette raison la question du Traité des Iles Aaland, mais l'avait depuis laissé tomber.

Quant à la mer du Nord, l'idée en était, pour moi, tout-à fait nouvelle, et appelait, avant que j'en puisse rien dire, une consultation avec mes collègues.

Le comte Metternich me rappela que toute sa communication était confidentielle.

Il ressort de la ligne de conduite adoptée par Lord Ripon que ces discussions si innocentes et anodines en apparence ne l'étaient pas autant qu'on l'eût supposé. Aussitôt qu'il eut pris connaissance du rapport de la proposition allemande relative à la mer du Nord, il m'en écrivit avec la plus vive appréhension. Lord Ripon n'était pas chauvin : il aimait la paix, souhaitait éviter des querelles et être en bons rapports

avec tous les pays étrangers. Qu'il ait ressenti aussi fortement ce qu'il m'exprima démontre à quel point s'imposait la plus grande prudence. Voici la correspondance que nous échangeâmes :

Lord Ripon à Sir E. Grey.

15 décembre 1907.

MON CHER GREY,

Je vous suis très reconnaissant d'avoir si promptement répondu à ma lettre relative au projet de Convention pour la mer du Nord et suis très heureux d'apprendre que les Allemands aient accepté de faire à la France une communication à ce sujet : ceci est fort satisfaisant.

Sans doute est-il désirable d'éviter de refuser d'emblée l'étude d'une proposition émanant de l'Allemagne, mais il y a d'autre part un certain danger à entamer des négociations pour les rompre ensuite. Mais il est inutile que je vous dérange davantage pour cette affaire, jusqu'à ce que nous sachions exactement quelles sont les propositions du gouvernement allemand. Il n'apparaît pas, pour l'instant, qu'une convention touchant la mer du Nord nous puisse être de la moindre utilité, tandis que ce pourrait nous être dans l'avenir une sérieuse entrave. Tout ce qu'il nous faut dans la mer du Nord, c'est d'y conserver les mains aussi libres qu'elles le sont à présent.

Sincèrement vôtre,
RIPON.

Sir Edward Grey à Lord Ripon.

15 décembre 1907.

MON CHER LORD RIPON,

Je ne crois vraiment pas que l'Allemagne ait un motif autre que de montrer qu'elle n'est pas isolée. Il se peut qu'elle ait eu l'intention de nous séparer de la France ; dans ce cas elle s'est ravisée, car elle a maintenant fait à la France sa proposition relative à la Mer du Nord, en spécifiant qu'elle le faisait, parce que nous avions déclaré qu'il fallait que la France y prît part. Le gouvernement français sait à présent quelle ligne de conduite nous avons adoptée tant pour la Baltique que pour la mer du Nord, ce que Cambon va vivement apprécier.

Vous verrez les rapports des conversations que j'ai eues hier,

qui définissent avec plus de précision encore la ligne que je suis.

Si l'Allemagne tient à paraître aux yeux du monde bras-dessus, bras-dessous, avec nous et la France, il ne serait pas bon de lui faire l'affront d'un refus avant qu'il soit nettement démontré qu'il y a dans sa proposition quelque chose d'inadmissible. Si nous le faisions, elle y trouverait un excellent prétexte pour dire que nous voulons son isolement à tout prix.

J'espère que vous approuverez ce qui a été fait jusqu'ici et que je crois conforme à vos directives.

Sincèrement vôtre
E. Grey.

Ma dernière conversation avec Metternich semblait indiquer que l'on songeait à faire entrer le Danemark dans la Convention pour la Baltique : j'avais fait une remarque sur son exclusion.

L'affaire fut étudiée en temps voulu par le Cabinet ; les négociations se poursuivirent et l'accord fut conclu. Il est inutile de citer d'autres documents donnant l'historique des négociations qui, une fois en train, eurent surtout trait à des points de détail.

Une source plus fertile encore de suspicion furent les visites royales. C'étaient là des questions de politesse et de courtoisie dont l'effet était excellent, créant une atmosphère d'amitié. Mais elles me valurent bien des ennuis.

En 1907, l'Empereur Guillaume devait faire une visite à Londres : en soi c'était fort bien, mais nous apprîmes qu'il allait venir accompagné d'une escadre et avec un tel étalage d'apparat que sa visite deviendrait une grande démonstration politique. Lorsqu'il fut prié de n'en rien faire, il annonça tout-à-coup qu'il ne pourrait pas venir du tout. Ceci eût constitué une manifestation en sens inverse, et tout aussi regrettable. Le fait même de la visite ne pouvait manquer d'être quelque peu désagréable aux Français, — mais nous n'y pouvions rien. Il n'y avait pas de raison pour que nos relations avec la France fussent un obstacle à nos bons rapports avec l'Allemagne, et il serait encore plus déraisonnable de supposer que le Roi Edouard et l'Empereur ne seraient pas libres de se voir et d'être aussi intimes qu'il leur

plaisait de l'être. La visite eut donc lieu à Windsor. Le Roi vit aussi l'Empereur à Hombourg et lui fit une visite officielle à Berlin. Les Allemands eussent été fort indignés que l'on suggérât qu'un autre gouvernement pût manifester de la susceptibilité au sujet des visites échangées entre le Roi et l'Empereur.

Mais lorsque le Roi Edouard rendit visite au Tsar à Reval et, pendant son séjour sur le Continent, vit l'Empereur d'Autriche à Ischl, les Allemands se montrèrent aussi susceptibles que n'importe qui.

Une fois de plus le Roi rencontra Guillaume II à Hombourg et continua jusqu'à Ischl où il vit François-Joseph. L'Allemagne insinua alors, entre autres choses, que le Roi s'était efforcé, à Ischl, d'affaiblir la Triple Alliance.

Cette idée que le Roi fût un actif intrigant, mettant ces visites à profit pour des fins politiques, et plus spécialement pour « l'encerclement » de l'Allemagne était pure invention, devenue cependant article de foi en Allemagne. Il existe je crois, une expression médicale appliquée à certains processus malsains du corps humain : l'auto-intoxication. Un processus analogue se produisait dans la mentalité allemande à l'égard du Roi Edouard. Cette idée était entièrement controuvée. J'ai l'impression que le souverain prenait plaisir à ces visites, et n'avait certes aucun désir d'en gâter sa part en s'enfonçant dans les eaux profondes de la politique. Il aimait avoir auprès de lui quelqu'un à qui il pût adresser quelque souverain ou Premier Ministre en mal d'une discussion politique. C'est dans ce but que Hardinge l'accompagnait, faisant véritablement fonctions d'Ambassadeur, et rapportant selon la coutume ses conversations au Foreign Office. Ces visites n'avaient pas pour objet de faire de grands coups ni d'atteindre d'importants développements en politique extérieure.

CHAPITRE X

PERSE ET RUSSIE

La nécessité d'une entente avec la Russie. — Le « Point dangereux » persan. — Vive la Douma! — La question de Benckendorff. — Une atmosphère défavorable. — Gains et pertes de l'accord persan. — Lettres à Nicolson. — Une série d'ennuis secondaires. — Un dîner offert à Isvolsky.

On se rappelera que lorsque le gouvernement conservateur s'écarta nettement pour la première fois de sa politique antérieure, ce ne fut pas dans le sens d'une entente avec la Russie par le moyen de laquelle eussent pu être ajustés d'un commun accord les différends existant entre ce pays et la Grande-Bretagne. Ce changement de politique prit la forme d'une alliance avec le Japon, permettant de contrôler les avances russes en Extrême-Orient. Mais cet arrangement ne s'appliquait que là. Il laissait intactes d'autres causes de friction, et pour autant que les procédés de la Russie en Extrême-Orient fussent la cause la plus récente de mésentente avec elle, ce n'étaient ni les plus dangereux, ni les plus anciens, ni les moins susceptibles de se renouveler. L'avance russe vers la frontière de l'Inde était le point le plus sensible et le plus périlleux. Si nous voulions sortir de la vieille et fâcheuse ornière qui nous avait si souvent conduits à deux doigts d'une guerre avec la Russie, il nous fallait travailler en vue d'un accord définitif. Elle était l'alliée de la France : nous ne pouvions poursuivre à la fois une politique d'entente avec la France et une autre de contre-alliances contre la Russie, et il n'était pas d'autre pays ayant des intérêts dans la région de la frontière de l'Inde avec lequel nous

puissions nous concerter pour surveiller l'avance russe. Un accord avec la Russie était donc le complément naturel de l'Entente avec la France ; c'était aussi la seule alternative pratique à la vieille politique de laisser-faire avec ses plaintes continuelles, ses prises de bec et ses dangereuses frictions.

Le point dangereux était la Perse. L'incompétence des gouvernements persans, l'état de leurs finances, les désordres intérieurs, rendaient la Perse non-seulement accessible à l'immixtion extérieure mais l'invitaient et l'attiraient positivement. Téhéran, la capitale, siège du gouvernement central, était au Nord de la Perse, à facile portée d'attaque de la Russie et tout-à-fait hors de l'atteinte britannique. La Russie avait donc un avantage marqué et continu dans la lutte qui mettait aux prises à Téhéran la diplomatie britannique et russe. Il y a bien des années, un Ministre anglais s'efforçant d'encourager le Shah à résister aux empiétements russes, le souverain l'arrêta en faisant le geste d'un nœuf coulant autour de son cou pour exprimer la situation réciproque. Comment pouvez-vous y remédier ? dit-il ensuite au Ministre.

Je ne prétends pas que l'influence russe à Téhéran fût imposée dans le dessein exprès de faire des incursions vers la frontière indienne ; la politique de la Russie était, en toute probabilité, guidée par le facteur de son propre poids et de la faiblesse de la Perse — toujours est-il que chaque concession nouvelle ou extension de son influence venait accroître les appréhensions britanniques. Nous craignions à tout moment de nous trouver en face d'un fait accompli auquel les intérêts britanniques exigeraient que nous résistions — situation fort déplaisante à envisager.

La politique britannique en Perse était donc en opposition continuelle avec la Russie ; ce n'était cependant pas une politique avancée tendant à accroître le territoire ou l'influence britannique, et son but consistait à user de la Perse comme d'un Etat-tampon en maintenant son indépendance.

On en conclura aisément que Téhéran était pénétré d'une atmosphère d'antipathie et de méfiance entre la Grande-Bretagne et la Russie, de sorte qu'aux inévitables frictions

occasionnées par des politiques à tendances opposées s'ajoutaient encore des imputations de motifs, là où n'en existaient peut-être pas de sinistres, au point que le moindre incident prenait des proportions démesurées.

Le gouvernement persan, conscient de sa propre faiblesse, jugeait que son meilleur espoir consistait à jouer autant que possible un gouvernement contre l'autre, comme aussi à entretenir un équilibre de mauvais rapports entre la Grande-Bretagne et la Russie.

Telle était la situation, dont il ressortait clairement que seule une cordiale et mutuelle compréhension pourrait l'empêcher d'empirer. Si l'on ne parvenait à dissiper les brumes de la suspicion par l'air chaud de l'amitié, la friction croissante entraînerait petit-à-petit les deux pays sur la pente de la guerre.

Il n'était pas aussi aisé de créer de l'amitié avec la Russie qu'avec la France. Le despotisme russe répugnait aux idéals britanniques, et il se passait continuellement quelque chose en Russie pour aliéner les sympathies anglaises ou soulever l'indignation.

L'institution d'une Douma avait eu pour effet de rendre l'Empire des Tsars plus sympathique, même aux libéraux anglais. Les représentants de la Douma vinrent à Londres pour prendre part à une réunion de parlementaires internationaux. Campbell-Bannerman devait prendre la parole, et le fait qu'il y eut pour la première fois dans une telle assemblée des représentants parlementaires russes, facilita grandement au Premier Ministre l'occasion d'une allusion conciliante à l'adresse de leur pays. Le matin même de son discours, Campbell-Bannerman fut sidéré par la nouvelle que le Tsar avait suspendu la Douma : de favorable, l'occasion devenait extrêmement embarrassante. Ce qui sauva la situation fut le fait que le Tsar ne l'avait pas supprimée, mais seulement suspendue. Le Premier Ministre, avec ce qui me parut un admirable à-propos surmonta la difficulté par ces mots : « La Douma est morte, vive la Douma ! »

Benckendorff (1) vint me voir le lendemain pour me dire

(1) Ambassadeur de Russie à Londres.

qu'il craignait fort que ces paroles ne fussent prises en mauvaise part à Saint-Pétersbourg. Je soutins ce que Campbell-Bannerman avait dit, faisant ressortir que c'était une paraphrase du célèbre « Le Roi est mort, vive le Roi », dont l'origine et l'emploi historique étaient bien connus. Le Tsar n'avait-il pas, d'ailleurs, clairement établi que la Douma était dorénavant l'une des institutions permanentes de la Russie, ainsi que son intention de convoquer à nouveau cette Douma ou une autre ? La phrase s'appliquait donc strictement à la circonstance et ne devrait en rien causer d'offense.

Benckendorff me donna à entendre que cela mettait, en effet, la chose sous un autre jour, et je n'en entendis plus parler.

Plus tard en cette même année (1906) fut projetée une visite de la flotte britannique à Cronstadt. Ce projet fut mal accueilli, souleva des objections parmi les Libéraux à la Chambre des Communes et embarrassa fortement le Foreign Office ; le fait d'annuler cette visite eût été un manque d'égards, voire un véritable affront à la Russie, qui n'eût pas manqué de nuire aux rapports des deux pays. En fin de compte ce furent les Russes eux-mêmes qui, avec tact et discrétion, demandèrent que la visite n'ait pas lieu.

Ces incidents démontrent combien il était difficile et délicat de mettre les rapports avec la Russie sur un pied d'amitié.

L'extrait que l'on va lire d'une lettre écrite par moi à Nicolson le 3 octobre 1906, illustre encore l'embarras et les difficultés occasionnés par l'attitude du Tsar envers la Douma. La Chambre des Communes avait envoyé à celle-ci, pendant qu'elle siégeait, une adresse de félicitations et désirait, bien naturellement, ne pas revenir sur cette adresse, parce que la Douma était suspendue et se trouvait en difficultés. Voici donc ce que j'écrivis à Nicolson (1), qui devait être, plus encore que nous ne l'étions à Londres, conscient de la délicatesse de la situation :

L'adresse pour la Douma devient embarrassante. Elle lui était

(1) Sir Arthur Nicolson, alors Ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg.

à l'origine destinée, tandis qu'elle siégeait et l'on ne pouvait y trouver à redire. Mais la faire présenter par une députation, alors qu'il n'y a plus de Douma, et rien que le chaos, serait malencontreux. Je n'aurais pu l'arrêter maintenant ; il avait déjà été assez difficile de diriger le débat au Parlement, et les sentiments dans ce libre pays sont trop intenses pour que l'on puisse les réprimer par la nécessité de ménager ceux d'un gouvernement autocratique. M. Smeaton m'a écrit pour me demander si j'étais d'avis qu'il accompagnât la députation ; je lui ai répondu que celle-ci n'ayant aucun caractère officiel, je ne pouvais émettre d'opinion.

Je me rends compte également que vous ne pourriez rien obtenir en faisant des représentations au sujet des pogroms, aussi ne vous le demanderai-je pas, quoiqu'il puisse arriver que nous vous tenions de temps à autre au courant des appréhensions exprimées ici. Il y a apparemment la guerre civile dans certaines parties de la Russie, entretenue d'une part par des bombes et de l'autre par des pogroms.

En somme, le cours des affaires intérieures de la Russie rendait l'atmosphère des plus défavorables à d'amicales négociations. Le traitement des Polonais, celui des Juifs, et autres questions de ce genre m'attiraient fréquemment des protestations, et devenaient l'objet de questions au Parlement. Notre intervention ne pouvait servir de rien et ne pouvait qu'aggraver les choses. Un Gouvernement britannique ayant jadis adressé quelques remontrances à la Russie sur ses affaires intérieures, celle-ci avait rétorqué par des remarques sur les conditions en Irlande. Nicolson me dit qu'il avait une fois, lors d'une causerie amicale et sans caractère officiel avec Stolypine, le Ministre russe, qui effectuait alors une grande réforme terrienne, parlé des incapacités des Juifs en Russie — Stolypine avait répondu que pas plus que les critiques anglais ou autres il n'approuvait ces incapacités, mais que s'il les supprimait, ce ne seraient que pogroms à travers toute la Russie, qu'il serait dans l'impossibilité d'arrêter.

Il y avait encore, pour ajouter à toutes ces complications, les tentatives faites pour semer en Russie le doute contre nous, comme l'indique cette lettre du 26 mars 1906, écrite à Spring-Rice (alors chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg).

Sir E. Grey à M. C. Spring-Rice.

26 mars 1906.

CHER SPRING-RICE,

Le comte Benckendorff nous a remis des copies de nombreux documents relatifs à un prétendu accord secret par lequel l'Angleterre et le Japon garantiraient l'intégrité territoriale du Sultan de Turquie en Asie Mineure et s'engageraient à venir en aide avec leurs forces réunies au gouvernement Impérial Ottoman contre toute attaque du côté asiatique.

Le document le plus détaillé de tous est un télégramme censé émaner de Musurus Pacha, l'Ambassadeur de Turquie à Londres, adressé au premier Secrétaire du Sultan, à la date du 29 janvier 1906, dans lequel Musurus déclare que je viens de lui communiquer le texte définitif de cet article secret.

Il n'existe aucun article dans ce sens, il n'y a pas d'article ni d'accord secret d'aucune sorte entre nous et le Japon : l'alliance qui fut publiée contient tout ce qui a été convenu entre nous. Il n'a jamais été question entre le Japon et nous de la prétendue garantie de la Turquie ; nous n'avons pas davantage fait mention d'une semblable proposition à Musurus ou à Constantinople, et nous n'avons assumé aucun nouvel engagement d'aucune espèce vis-à-vis de l'Empire turc. S'il est possible de rendre cette dénégation plus catégorique encore, je suis tout prêt à le faire.

Ce qui, par contre m'intéresse fort, est le caractère circonstancié des documents fournis au gouvernement russe. Il a fallu un motif bien sérieux pour que l'on se donne tout le mal de les inventer et de les lui faire parvenir. Mais sans doute le comte Lamsdorff est-il comme moi, et plus que moi, à même de deviner leur origine et leur but.

Vous pouvez lui remettre une copie de cette lettre.

E. GREY.

Télégramme de Musurus Pacha au Premier Secrétaire du Sultan (1).

Le Ministre des Affaires Etrangères d'Angleterre vient de me communiquer le texte définitif de l'article secret additionnel au traité d'alliance Anglo-Japonais qui a été établi par lui de concert avec l'Ambassadeur du Japon. Je vous transmets la traduction turque de cet article :

« Les Gouvernements de Grande-Bretagne et du Japon, pour

(1) Tout ce télégramme est en français dans le texte.

compléter les stipulations du traité conclu entre elles le 12 août 1905, sont tombés d'accord sur l'article suivant qu'ils prennent l'obligation de tenir strictement secret. Les Gouvernements de Grande-Bretagne et du Japon déclarent qu'ils garantissent l'intégrité territoriale des possessions de Sa Majesté le Sultan en Asie-Mineure et seront tenus de porter secours au Gouvernement Impérial Ottoman, par leurs forces réunies, contre toute attaque dont l'Empire Ottoman serait l'objet du côté de l'Asie. Cet article additionnel et secret aura la même force et valeur que s'il était mot pour mot inséré dans le texte du traité susmentionné du 12 août 1905, et restera en vigueur pour la même durée ».

Les textes français et anglais de l'article précité ont été expédiés par l'Ambassadeur turc à Londres par poste.

Je trouve deux commentaires joints à la copie de ce document qui fut remis au Premier Ministre :

Il y a quelque chose de mystérieux dans cette affaire : je ne crois pas que Musurus ait inventé ce télégramme, mais il a été inventé par quelqu'un qui l'a remis aux Russes.

Voilà des années que se produisent des choses de ce genre ; et pour la première fois les Russes nous fournissent l'occasion d'exposer ces mensonges au grand jour.

E. G.

Ce dernier fait vaut tout le faisceau de mensonges.

H. C.-B.

Cette dernière ligne est le commentaire plein d'à-propos de Campbell-Bannerman.

Il restait néanmoins aussi essentiel qu'avant de nous entendre avec la Russie.

Nos intérêts en Asie étaient de telle importance et en contact si proche, que les points de frictions ne pouvaient manquer de se multiplier jusqu'à devenir un danger et une cause croissante de faiblesse et d'insécurité pour la situation de l'Empire britannique.

Les négociations furent entamées en 1907 et résultèrent en la « Convention signée le 31 août 1907, entre la Grande-Bretagne et la Russie, contenant des arrangements au sujet de la Perse, de l'Afghanistan et du Thibet. »

Le but capital de ces négociations était, pour nous, de nous

garantir pour toujours, autant qu'un traité pouvait nous en donner la sécurité, contre quelque nouvelle avance de la Russie vers la frontière hindoue. Elle devrait cesser de menacer et de gêner les intérêts britanniques aux Indes, ce qui avait été entre ses mains une arme formidable à laquelle elle devrait dorénavant et une fois pour toutes renoncer. Le gain pour nous était considérable. Nous étions délivrés d'une inquiétude qui avait mainte fois préoccupé les gouvernements britanniques ; les prétextes à friction, les causes possibles de guerre étaient écartés ; la perspective de paix se trouvait raffermie.

Qu'obtenait la Russie en échange ? Sur le papier, le marché était égal. Si le côté de la Perse par lequel l'Inde était accessible se trouvait à l'abri de la pénétration russe, celui par lequel la Russie était accessible était également assuré contre la pénétration britannique. Le profit était le même — sur le papier. Dans la pratique, nous n'abandonnions rien. Nous n'avions aucun désir de poursuivre en Perse une politique agressive, d'ailleurs, une avance britannique ne constituait pas une menace pour la Russie égale à celle que pourrait signifier pour l'Inde une incursion russe. Rien d'étonnant à ce que le Ministre russe des Affaires Etrangères ait éprouvé quelque difficulté à obtenir l'abandon, par les autorités russes, de ce qui représentait pour eux un appoint de réelle valeur, tandis que nous n'abandonnions que ce qui pour nous n'en avait que peu, ou point.

Nous n'essayâmes pas d'inclure dans la sphère d'intérêt britannique la totalité du Golfe Persique : la Russie venait de se trouver exclue d'eaux tempérées en Extrême-Orient par le fait de l'Alliance Anglo-Japonaise, et il m'eût paru déraisonnable de prétendre faire de l'accord Anglo-Russe un instrument l'évinçant formellement d'une mer chaude dans le moyen Orient. Le golfe Persique resta donc hors de sa sphère, mais demeura zone neutre. La Russie ne gagnait donc rien par l'accord quant au Golfe, mais sa position n'était pas empirée. Malgré cela, cet accord me semblait bien unilatéral. Le bénéfice que nous y trouvions était réel — celui de la Russie n'était qu'apparent. Je me souviens avoir

demandé à quelqu'un du Foreign Office qui possédait une connaissance spéciale de la Russie, si le gouvernement russe craignait réellement de la part de l'Angleterre des desseins et une politique active en Perse. Il me répondit qu'il le croyait en effet. Il était cependant difficile d'y ajouter foi. J'étais certain que si la Russie abandonnait tout mouvement et tout dessein propre à nous gêner en Asie Centrale, elle pourrait espérer tôt ou tard une modification de l'attitude britannique relative à son accès à une mer libre. Je ne m'attendais pas à ce qu'elle se souciât beaucoup du Golfe Persique, mais bien à ce qu'elle saisisse la première occasion de nous parler des Détroits dans le Proche-Orient.

Des lettres particulières que j'écrivis à Nicolson, notre Ambassadeur à Saint-Pétersbourg, expliqueront ma pensée.

Sir E. Grey à Sir A. Nicolson.

Foreign Office, 6 novembre 1906.

MON CHER NICOLSON,

— En réponse à votre dépêche à M. Isvolsky du 4 de ce mois t à vos lettres particulières sur le même sujet, je puis vous dire ue nous ne verrions pas d'inconvénient à ce que vous remettiez M. Isvolsky, selon votre suggestion, un projet d'accord — vous n recevrez un dans une dépêche. Il vous faudra cependant lui narquer bien clairement que ceci ne prétend pas être une fornule de traité, mais plutôt un *aide-mémoire* destiné à fixer une onversation.

Je tiens à ce que les négociations ne traînent pas. Il convient ependant d'éviter de faire naître chez M. Isvolsky le moindre oupçon que nous voulions forcer le pas, afin de tirer profit de la tuation actuelle de la Russie.

Il faudra, je crois, supprimer le dernier paragraphe de votre rojet. Il n'est pas essentiel que nous prenions chacun l'engagement de faire obstacle à ce que de tierces Puissances obtiennent es concessions dans telles parties de la Perse où nous aurons ous-mêmes respectivement renoncé à faire prévaloir notre fluence. Il suffirait que chacun de nous s'engageât à ne pas chercher, ni à conserver de l'influence dans le district spécifié servé à l'autre. Après la conclusion de notre accord avec la ussie, nous pourrions obtenir de la Perse l'engagement de ne ts accorder dans ces districts déterminés, à une tierce Puisnce, de concessions pouvant avoir un caractère politique quel-

conque. La Russie pourrait en faire autant de son côté, et il s'ensuivrait, des dispositions que nous aurions prises ensemble, que nous ne nous opposerions réciproquement pas à ce que cet accord soit passé par chacun de nous avec la Perse.

Un pareil arrangement entre la Russie et nous ne fournirait absolument aucune occassion ni prétexte à un autre pays, quel qu'il soit, de prétendre que cet accord porte atteinte au principe de la porte ouverte.

Je comprends fort bien les difficultés qu'éprouve M. Isvolsky à l'égard du parti militaire. Le Seistan est, sans aucun doute à leurs yeux, un point stratégique important. Mais elle ne l'est que s'il entre dans leurs intentions d'attaquer la frontière indienne ou de faire pression sur nous en nous faisant croire qu'ils en ont l'intention. L'avantage que nous comptons retirer d'une convention avec la Russie est que nous serions délivrés d'une appréhension de ce genre, et que c'est là, précisément, ce que nous demandons à cet accord.

Si, comme vous le supposez, M. Isvolsky demandait sur ce point : « Mais qu'aura la Russie en échange ? », vous répondrez naturellement qu'elle obtient dans un district déterminé la même sécurité que nous dans le Seistan. Il fera probablement alors ressortir que notre gain est de beaucoup plus important que celui de la Russie qui n'a pas en réalité à redouter de notre part une agression dans le nord et le nord-ouest de la Perse, et qu'il lui faut, par conséquent un « do ut des » de plus pour réussir à surmonter l'opposition du parti militaire, ou tout au moins convaincre l'Empereur que l'opposition du parti militaire est déraisonnable. *Mais c'est à lui de dire ce qu'il désire.*

Il a déjà en toute probabilité pensé à quelque chose qu'il hésite à proposer. Je trouve qu'il devrait nous dire ce que c'est. Si c'est l'accès du Golfe Persique, c'est là un point qu'il conviendrait de nous faire connaître pour qu'il soit mis à l'étude. Mais je doute pour ma part, qu'aucun arrangement complet puisse être conclu avec la Russie. C'est dans les différends relatifs au Proche-Orient qu'il faut chercher la cause originelle de l'hostilité et des frictions existant entre l'Empire russe et nous.

Pour autant que le sache officiellement le gouvernement russe, notre attitude ne s'est pas modifiée. Mais ce n'est pas à nous de proposer des changements aux conditions de traité relatifs aux Dardanelles. Je crois qu'une modification dans ce sens serait acceptable, si la Russie en exprimait le désir, et nous serions disposés à discuter la question. Si donc M. Isvolsky y fait allusion, vous pourriez dire que vous n'avez pas encore d'instructions pour traiter ce point avec lui, mais que vous en référerez à votre Gouvernement. Je joins à cette lettre, pour votre

seul usage, un memorandum du Département ayant trait aux Dardanelles. Il démontre la possibilité de faire quelque chose, mais ne doit pas être pris comme engageant ni moi, ni surtout le Cabinet, qui n'en a pas encore pris connaissance.

La vraie difficulté consiste en ce que la question des Dardanelles intéresse les autres Puissances de l'Europe. Une fois établie, notre convention avec la Russie devra aussitôt être publiée, et un détail aussi important qu'une promesse de notre part de donner notre appui diplomatique en faveur d'une quelconque modification à un traité européen, ne saurait être introduit à titre d'article secret. C'est pour cela que la première mention en doit émaner de M. Isvolsky et non de nous ; ce point ne saurait être mis en avant sans soulever une question européenne toute à l'intérêt de la Russie, mais à laquelle nous ne nous opposerions plus comme nous l'eussions fait il y a quelques années.

L'ébauche d'un accord sur la Perse est basée sur le vôtre, mais le préambule en a été élargi par John Morley, et Hardinge a pris modèle pour le reste sur l'accord Anglo-Russe pour le Chemin de fer chinois, afin d'y introduire des termes familiers à la Russie.

Je crains fort que l'ascendant momentané du parti réactionnaire entourant le Tsar ne crée pas une atmosphère favorable à nos négociations.

E. G.

Sir E. Grey à Sir A. Nicolson, Saint-Pétersbourg.

Foreign Office, 1er avril 1907.

MON CHER NICOLSON,

Mes journées sont si remplies lorsque siège la Chambre des Communes que je n'ai pu vous écrire, ainsi que j'en avais l'intention. Je compte sur Hardinge pour vous tenir au courant.

Ne craignez aucun retard de notre côté à cause de l'Afghanistan. J'en ai parlé à Morley et lorsqu'une convention asiatique satisfaisante aura été élaborée, je crois qu'il sera prêt à y souscrire, quitte à s'entendre ensuite avec l'Emir, afin de ne pas tout laisser en suspens pour attendre d'avoir communiqué avec celui-ci.

Il est important que ces négociations soient terminées à peu près *pari passu* que celles avec le Japon. J'ai agi sur Komura pour qu'il comprenne que toutes deux devraient à présent marcher de pair, quoiqu'il ne doive s'y trouver rien de tripartite.

Il serait infiniment préférable pour les raisons que j'ai données à Benckendorff de ne pas introduire les Dardanelles et le Bosphore dans cet accord asiatique. J'ai d'ailleurs jugé utile de lui donner mes notes sur l'entretien que nous avions eu à ce sujet, afin d'éviter plus tard des malentendus. Le fait est que si les

affaires sont réglées de façon satisfaisante en Asie, les Russes ne rencontreront pas de difficultés auprès de nous pour l'accès de la Mer Noire. Cependant, la France devra en tous cas être mise dans la confidence avant que nous ne prenions aucun engagement, et nous nous attendrions à ce que la Russie nous apportât son concours pour certaines questions égyptiennes et autres analogues dans le Proche-Orient qui nous intéressent et ne sont pour elle d'aucune importance.

Le véritable écueil est en Russie même. Si la Douma est dissoute et que sévisse un régime de pogroms et de conseils de guerre, l'opinion ici sera très réfractaire. Nous pourrions en tous cas enlever un accord sur les questions de frontières asiatiques, mais je doute que nous puissions faire davantage, si les choses prenaient trop mauvaise tournure en Russie, car on nous en voudrait de choisir un pareil moment pour faire une concession sur les Détroits. Ce ne serait cependant pas la plus sérieuse conséquence d'une réaction en Russie ; le pire serait que l'on dise des choses au Parlement et dans notre presse susceptibles d'offenser profondément le Tsar et le gouvernement russe, et d'entraver le progrès de vos démarches à Saint-Pétersbourg.

Je ne vois aucune objection à ce que des stipulations d'arbitrage du modèle habituel, comme nous en avons déjà tant, soient ajoutées à une convention avec la Russie : si elle le désire, ce serait favorablement accueilli ici.

Je vais m'efforcer d'obtenir que le Parlement n'ébruite pas pour l'instant, l'affaire du « Knight Commander » (1) ainsi que l'autre ; mais il faudra bien qu'elles en passent par l'arbitrage, si la Russie ne veut pas les régler autrement.

Sincèrement vôtre,

E. GREY.

La question des Détroits ne fut pas mêlée à ces négociations anglo-russes relatives à la Perse. L'accord fut signé en août 1907 sans comporter le moindre article ni entente secrets.

La question des Détroits fut cependant mise sur le tapis par le Ministre russe des Affaires Etrangères, Isvolsky, lorsque celui-ci vint à Londres en l'automne de 1908, et fut à ce moment étudiée avec soin par le gouvernement ainsi qu'on le verra plus loin.

(1) Steamer anglais du port de Liverpool, coulé par un croiseur russe au large de Vladivostok en juillet 1904. La controverse sur la compensation à donner à ses propriétaires et son équipage se prolongea jusqu'en mars 1911.

J'écrivis à Campbell-Bannerman la lettre ci-dessous pour lui annoncer la conclusion de l'accord :

Sir E. Grey au Premier Ministre.

31 août 1907.

Mon cher Sir Henry,

Vous aurez appris par les télégrammes que l'accord russe est signé. Les Russes ont fini par accepter les propositions faites après consultation entre Morley, Ritchie, Nicolson, Hardinge et moi. Nicolson les remporta à Saint-Pétersbourg ; Isvolsky ne voulut pas tout d'abord les accepter, mais finit par y trouver un compromis avec ses propres adversaires au Conseil des Ministres de Saint-Pétersbourg.

Nicolson a, comme toujours, rendu des services inappréciables ; il ne laisse jamais rien échapper et est d'un jugement très sûr. Hardinge aussi, avec sa connaissance du gouvernement russe et de la Perse et ses vues si nettes de la bonne politique d'un accord.

Mais nous n'aurions pas avancé du tout sans Morley, car le gouvernement de l'Inde eût tout bloqué, et il a écarté de véritables montagnes du sentier des négociations.

Je fais imprimer et traduire le texte définitif pour le faire circuler à titre confidentiel parmi les Membres du Cabinet. Nous espérons en retarder la publication pour donner au gouvernement de l'Inde le temps de faire parvenir sa communication à l'Emir.

Votre, etc...
E. Grey.

L'accord portait sur la Perse, l'Afghanistan et le Thibet. Il est inutile que je m'attarde aux clauses relatives aux deux derniers pays : ils ne causèrent aucune difficulté dans la suite, et celles concernant la Perse se trouvent dans les documents publiés.

Cet accord répondait pleinement à son but initial et capital, la sécurité de la frontière de l'Inde. Il n'y avait plus lieu pour nous d'éprouver sur ce point ni nervosité ni appréhension ; aussi sa véritable raison d'être et son couronnement le justifièrent-ils pleinement. Mais il s'ensuivit un long chapitre d'ennuis secondaires.

J'avais nourri l'espoir de le conclure et de le publier

avant la clôture du Parlement, mais les pourparlers traînèrent en longueur et ne furent terminés qu'à la veille de sa prorogation. Lorsque l'accord fut finalement signé, le gouvernement de l'Inde demanda tout naturellement, je l'ai dit, que la publication fût remise jusqu'à ce qu'il ait eu le temps de le transmettre, accompagné de commentaires, à l'Emir d'Afghanistan.

Il y eut donc de ce fait un retard de quelques semaines, et lorsque l'on apprit que l'accord avait été conclu pendant que le Parlement siégeait encore et n'avait été publié qu'après sa clôture, nous fûmes accusés d'avoir de propos délibéré réservé sa publication pour laisser la Chambre des Communes dans l'ignorance. C'était un de ces cas où quelle que soit la précision et la franchise avec laquelle on expose une situation, c'est avec la certitude que tout sera traité de prétexte et non accepté comme raison valable.

La Perse ne vit pas d'un bon œil les conventions entre la Grande-Bretagne et la Russie ; elle regardait l'inimitié de ses deux puissantes voisines comme un élément de sa propre sécurité, et avait coutume de les jouer l'une contre l'autre — c'était donc pour elle la fin de ce petit sport.

La véritable source de complications, cependant, fut que « l'intégrité et l'indépendance » de la Perse, si tendrement énoncées dans le préambule, n'existèrent pas dans la pratique. La Perse était passée au crible des concessions concédées plus particulièrement à la Russie pour les télégraphes, les officiers cosaques, les routes, et ainsi de suite ; elle devait à la Russie et à l'Angleterre de l'argent que garantissait une partie de ses revenus ; elle avait besoin de nouvelles avances, le désordre régnait dans ses finances, ses troubles intérieurs menaçaient fréquemment l'existence ou la propriété des étrangers, et forçaient ainsi ou tout au moins invitaient l'intervention pour les protéger. Ce dernier considérant s'appliquait surtout aux régions à proximité de la frontière russe et dans sa zone d'intérêts. Je ne m'étais certes jamais attendu à ce que notre accord diminuât l'activité des Russes dans le nord de la Perse ; il était impossible de faire reculer les aiguilles de la pendule qui avait déjà marqué tant de temps révolu

pour l'indépendance persane, mais j'avais espéré que la pendule pourrait être arrêtée. Elle le fut dans un certain sens, car les Russes confinèrent strictement leurs incursions au nord. Les Ministres russes des Affaires Etrangères, soulagés de leur crainte de la rivalité britannique à Téhéran, étaient disposés à la détente et au ralentissement, mais les agents russes avaient de fortes dispositions pour croire qu'ils étaient libres d'agir dans la sphère russe, aussi s'y passait-il des choses peu compatibles avec « l'intégrité et l'indépendance ».

Aussi bien Isvolsky que Sazonof, qui lui succéda, firent leur possible pour maintenir leurs agents dans les bornes : mais le gouvernement russe était un despotisme sans discipline. Les différents Ministres et les différents agents diplomatiques poursuivaient des politiques différentes. Les agents russes étaient de toute espèce — les uns capables et intelligents, les autres pas ; les uns acceptaient une politique amicale à l'égard de la Grande-Bretagne, les autres pas ; les uns avaient d'excellentes intentions, les autres pas ; d'autres encore n'en avaient aucune. Si le Tsar avait été un César, un Cromwell ou un Napoléon, il eût pu tirer de ce chaos de l'ordre et de la discipline, ou périr de ses efforts : les Ministres des Affaires Etrangères qui se succédèrent firent, je crois, de leur mieux, mais il se produisit en Perse de fréquents incidents dont force nous fut de nous plaindre. Mes remontrances furent parfois vigoureuses, et le Ministre russe regimbait. Des Membres des Communes s'agitaient à leur tour, parce qu'ils ne jugeaient pas mes remontrances assez énergiques. Elles l'étaient de fait souvent trop pour qu'il fût possible de les publier, si l'on voulait conserver des relations amicales.

L'attitude de la Russie en Perse ne différa guère de ce qu'elle avait été avant l'accord anglo-russe : mais l'ennuyeux fut que l'on prétendait à présent nous y mêler. Les gouvernements britanniques n'avaient jamais été tenus responsables, autrefois, des agissements en Perse : on ne leur demandait que de veiller à ce qu'il ne fût pas porté atteinte à la sécurité de l'Inde. A présent, nous étions associés à la

Russie par un accord qui tendait à maintenir l'intégrité et l'indépendance de la Perse, ce qui nous conférait le droit, nous imposait même l'obligation, de modérer la conduite de notre partenaire. Il y avait à ce propos de continuelles interpellations à la Chambre des Communes, et il semblait, à certains moments, que cette convention finirait par mettre l'Angleterre et la Russie dans de plus mauvais rapports qu'elles ne l'étaient avant. Les Russes jugeaient pour leur part que du moment qu'ils restaient dans leur propre sphère d'action et que nous étions rassurés du côté de l'Inde, il n'y avait pas lieu de les ennuyer.

Il se produisit maint incident fort désagréable au sujet des finances persanes qui ne pouvaient se débrouiller sans conseils européens. La finance n'était pas le fort des Russes ; il ne pouvait cependant être question d'un conseiller financier anglais à Téhéran, zone russe. D'autres conseils européens seraient soupçonnés, à coup sûr par la Russie et en toute probabilité par nous-mêmes, d'user d'influence en faveur de leurs propres pays, peut-être même de poursuivre des intrigues politiques. Je proposai de choisir un Américain, qui serait en dehors de toute politique. Cela ne plut guère aux Russes qui acceptèrent cependant, et M. Shuster fut invité à venir à Téhéran. S'il s'était contenté d'accepter la situation telle qu'il la trouvait, et d'en tirer le meilleur parti possible, il eût pu, malgré tous les écueils et les inconvénients, faire beaucoup pour les finances persanes : au lieu de cela, il adopta un système de « Hands off » (1) envers l'Angleterre et la Russie. Cela nous eût, pour notre part, été indifférent : ce que nous souhaitions, tout en sachant que c'était chose impossible, c'était une Perse forte et indépendante ; tandis que pour les Russes, les méthodes de M. Shuster signifiaient l'effondrement, dans leur propre rayon d'action, de la position qu'ils avaient depuis des générations coutume d'occuper.

Il devint bientôt évident que si l'on voulait éviter l'occupation de Téhéran par les Russes, il fallait à tout prix que

(1) « A bas les mains ».

M. Shuster s'en allât, car, quoique ce fût une perte, il importait de choisir de deux maux le moindre. Ses intentions furent admirables, empreintes de la plus entière équité, mais il ne se rendit pas compte que seule la force parviendrait à évincer l'intervention russe dans tout ce qui touchait au nord de la Perse ; que la Grande-Bretagne ne se sentait nullement disposée à se lancer pour un pareil but dans une grande guerre européenne, et qu'elle était cependant le seul pays ayant intérêt à ce que la Russie fût réfrénée.

La Perse mit, plus que tout autre sujet, ma patience à l'épreuve. J'allai jusqu'à déclarer un jour à Benckendorff que si la Russie rendait les choses par trop difficiles, la politique d'entente amicale avec elle deviendrait impossible ; dans ce cas je donnerais ma démission, car personnellement, je ne pouvais en suivre aucune autre, et laisserais à d'autres le soin d'adopter une ligne différente.

J'ai retracé un peu de l'histoire consécutive à l'accord anglo-russe, afin de n'avoir pas à y revenir plus tard au cours de la narration d'autres événements. Je reviens donc à ses débuts.

Lorsque le Parlement se réunit à nouveau, il y eut un vif débat à la Chambre des Communes. L'accord fut ratifié, mais accompagné de quelques critiques de l'opposition conservatrice sur ce qu'il n'était pas assez favorable aux intérêts britanniques. Il fut exposé par moi, et défendu avec force et ampleur par John Morley.

Un seul incident agréable se rattache à cet accord. Lorsqu'Isvolsky vint à Londres après sa conclusion, je priai Benckendorff de l'amener à dîner chez moi : John Morley et Hardinge furent les seuls autres convives. Nous causâmes longuement et sans réticences, et le nouveau traité fut, autant qu'il m'en souvienne, le sujet principal de la conversation. J'avais un peu craint ce dîner : ma manière de vivre, très confortable, était dépourvue de tout apparat; il n'y eut ni protocole, ni valets en livrée, ni réception pour faire honneur au Ministre Russe des Affaires Etrangères. Je me demandais s'il prendrait la simplicité de cet accueil pour un compliment ou un manque d'égards. J'appris par la suite

qu'il en avait été satisfait, et avait dit à Benckendorff qui partit avec lui. « Je crois maintenant ce que vous m'avez dit : ces gens sont vraiment amicalement disposés. »

Isvolsky quitta les Affaires Etrangères avant la guerre et je n'eus l'occasion de communiquer avec lui que deux fois après son départ de Saint-Pétersbourg. Ce qui fut révélé de ses agissements comme Ambassadeur à Paris est loin de lui être favorable, mais il fit de son mieux comme Ministre des Affaires Etrangères pour mener à bien la convention anglo-russe relative à la Perse, l'Afghanistan et le Thibet.

L'autre transaction d'importance que j'eus à traiter avec lui visait les Détroits. Elle prit corps lorsqu'il vint à Londres en 1908, en un moment où il était aux prises avec de grandes difficultés du fait de l'annexion par l'Autriche de la Bosnie-Herzégovine et de la controverse qui s'ensuivit à ce sujet avec Aehrenthal, alors Ministre des Affaires Etrangères à Vienne.

CHAPITRE XI

LA DEUXIÈME CRISE (BOSNIE-HERZÉGOVINE)

Russie, Autriche et politique balkanique. — La Révolution Jeune-Turque. — Une déclaration autrichienne. — L'attitude britannique. — Ouverture des Détroits. — Une exigence russe. — Explications d'Isvolsky à Cowes. — Demande de compensation de la Serbie. — Situation grave. — Consternation en Russie. — Réfutation d'une accusation. — Un parallèle de mauvais augure. — La question du Congo. — Humanitarisme et politique. — Différends dans le Cabinet. — Les huit Dreadnoughts.

Il faudrait des volumes pour faire le récit détaillé des années qui s'écoulèrent entre 1907 et 1914. J'ai déjà indiqué les grandes lignes de notre politique étrangère : nous continuâmes à la suivre. Je me bornerai donc au récit condensé de deux ou trois incidents ou crises plus marqués.

Les multiples efforts faits pour améliorer le gouvernement turc en Macédoine n'offrent plus à l'heure actuelle que peu d'intérêt et ne sont d'aucune importance. Nous y prîmes une part active, quoique notre but fût désintéressé, car si nous n'avions consulté que notre avantage politique, nous ne nous serions pas mêlés de la question. Ainsi que je l'ai déjà expliqué, nos énergiques protestations contre la mauvaise administration de la Turquie y diminuèrent notre influence, et furent par conséquent contraires aux intérêts britanniques. Mais les sentiments humanitaires en Grande-Bretagne et la sympathie pour les populations chrétiennes soumises à la domination turque étaient si forts, qu'ils l'emportèrent sur nos intérêts politiques et matériels. Toutes les sympathies des Secrétaires d'Etat au Foreign Office étaient acquises à ces sentiments, et leurs actes s'en inspirèrent, malgré que chacun

de ceux qui se succédèrent pût désespérer d'obtenir l'ombre d'un résultat. Des réformes ne pouvaient s'opérer en Macédoine que de concert avec d'autres puissances, dont pas une n'était désintéressée et pas une ne croyait à notre désintéressement. Chacune avait conscience d'un motif politique qui lui était propre, et en inventait d'autres qu'elle nous attribuait.

La Russie et l'Autriche avaient fait de leur prestige et de leur influence dans les Balkans le point capital de leur politique. Ni l'une ni l'autre ne pouvait se permettre de risquer sa situation pour des raisons philanthropiques : elles se surveillaient l'une l'autre, et leur action en diplomatie macédonienne était fondée sur une méfiance réciproque et la crainte que l'une pût obtenir un avantage aux dépens de l'autre. Elles considéraient notre activité comme un empiétement peu raisonnable sur une sphère d'action dans laquelle elles avaient des intérêts politiques directs et nous pas.

L'Allemagne était uniquement occupée de son influence politique en Turquie et de son expansion commerciale qui en dépendait. Aussi était-elle peu disposée à les risquer pour faire de l'humanitarisme et s'y prenait-elle si habilement que ce que nous ou d'autres Puissances perdions à ennuyer le Sultan à Constantinople venait y accroître la force de sa position.

La France, qui venait d'échapper à des complications à propos du Maroc et craignait qu'il ne s'en produisît d'autres, était désireuse d'en éviter ailleurs. Elle aussi avait ses intérêts commerciaux à Constantinople et n'était guère disposée à se mettre à la tête d'une croisade peu profitable contre le Sultan. Et au milieu de tout cela trônait Abdul Hamid, parfaitement au courant de tous les éléments de la situation, irrité des tracasseries qu'on lui faisait subir, mais bien convaincu qu'avec un mélange de tact et d'entêtement il saurait toujours faire les autres échec et mat. Dans de pareilles conditions la question des réformes en Macédoine ressemblait fort à un marécage ; les Puissances qui s'y aventuraient enfonçaient jusqu'aux genoux et y demeuraient enlisées, se chamaillant l'une avec l'autre. Toute cette contrée est dorénavant séparée de la Turquie, et il n'est plus besoin ici

de justifier, de critiquer, ni de relater notre part et celle d'autrui dans les efforts faits pour améliorer et adoucir le régime turc en Macédoine.

Vint, en 1908, la Révolution Jeune-Turque, qui renversa la puissance d'Abdul Hamid et de sa détestable camarilla. Les premières nouvelles qui nous en parvinrent faisaient un rapport émouvant de la joie et du bon vouloir de tous : Il sembla que pour un moment les races assujetties à la Turquie d'Europe eussent oublié à la fois leur rancune réciproque et leur haine du Turc. J'accueillis cet enthousiasme avec sympathie et souhaitai vivement que ce nouvel ordre de choses rencontrât toutes facilités. Ceux qui connaissaient bien la Turquie nous avertirent que les « Jeunes » Turcs, des hommes comme Enver et Talaat, ressemblaient aux « Vieux » Turcs comme des frères, mais il était si agréable de se complaire en de vastes espoirs que je ne pris garde à ces avertissements : la suite des événements renversa les uns et souligna les autres. L'histoire de la Révolution française, notre expérience contemporaine des révolutions turque et russe, démontrent que pour si néfaste que soit le despotisme et prédestiné à travailler à sa propre ruine, les premiers fruits de sa chute ne sont ni amour ni liberté.

J'étais cependant encore en pleine phase d'espoir et de sympathie envers les Jeunes Turcs lorsqu'en l'automne de 1908 l'Autriche annonça qu'elle avait transformé en annexion son occupation de la Bosnie-Herzégovine. La Turquie devait à vrai dire recouvrer le Sandjak à titre de compensation, néanmoins le geste et la décision de l'Autriche étaient purement arbitraires. La Turquie n'avait pas été consultée, on ne lui avait pas demandé son consentement, aussi ce changement était-il une atteinte à son prestige. Ce semblait être un coup cruel porté à ses espoirs à peine éclos de temps meilleurs. Les changements territoriaux nous étaient, à nous, indifférents : peu nous importait que l'Autriche annexât la Bosnie-Herzégovine au lieu de l'occuper ; mais nous sentions nettement que la modification arbitraire apportée par une seule Puissance à un traité européen sans le consentement des autres Puissances signataires, atteignait

à sa racine tout le bon ordre international. Nous prîmes donc position très nettement, et déclarâmes que quoique nos propres intérêts ne fussent pas en jeu, nous ne reconnaîtrions pas l'acte de l'Autriche avant que se soient déclarées prêtes à en faire autant les autres Puissances signataires du Traité. La Russie se trouvait offensée, la Turquie protestait — c'était à l'Autriche d'obtenir leur adhésion à cette violation du traité.

Les documents ci-dessous suffiront à indiquer la ligne que nous adoptâmes dès le début.

Sir Edward Grey à Sir E. Goschen.

Foreign Office, 5 octobre 1908.

Relativement à la lettre adressée le 28 du mois dernier par le baron d'Aehrenthal à Sir A. Hardinge, dont j'ai pris connaissance, il faudrait rappeler à Son Excellence que l'Autriche est partie au Traité de Londres, et, par conséquent, au Protocole du 17 janvier 1871 qui y est attaché. Il est stipulé dans ce dernier que les engagements pris par chaque Puissance ne peuvent être rompus ou modifiés qu'avec le consentement unanime des parties contractantes, et après entente amiable entre elles. Une violation ou une altération faites de propos délibéré au Traité de Berlin sans consultation préalable avec les autres Puissances, parmi lesquelles la Turquie se trouve, dans le cas présent, le plus immédiatement lésée, ne sauraient être approuvées ni reconnues du gouvernement de Sa Majesté. Il convient de signifier ceci au gouvernement autrichien, et de bien leur faire comprendre combien il est nécessaire pour lui de revenir sur sa décision d'annexer la Bosnie-Herzégovine.

Sir Edward Grey à Sir A. Nicolson.

Foreign Office, 5 octobre 1908.

L'impression que le nouveau régime turc mérite la considération et qu'on en a fort mal usé à son égard est ici généralement répandue.

La situation est complexe et demande un doigté habile ; nous ne pouvons pas encore aborder le sujet avec le gouvernement russe, mais voici la ligne que je serais désireux de suivre :

Si je ne me trompe, la Turquie, tout en se contentant d'élever des protestations contre l'acte de l'Autriche et de la Bulgarie, réclamera pour sa part une compensation quelconque.

Si c'est le cas, j'espère que nous nous rencontrerons avec la ussie pour adopter une attitude amicale envers la Porte au cours es négociations qui auront lieu entre les Puissances.

Sir Edward Grey à Sir G. Lowther.

Foreign Office, 5 octobre 1908.

Rifaat Pacha a été informé par moi que, pour ce qui est des leux questions ci-dessus mentionnées, notre réponse sera qu'une ltération quelle qu'elle soit, apportée par une seule Puissance, ans le consentement des autres parties contractantes, à un Traité nternational, ne saurait être reconnue par nous comme entrant lans les droits de cette Puissance, et que nous ne saurions donc econnaître l'action de l'Autriche et de la Bulgarie avant d'avoir u connaissance de la manière de voir des autres Puissances, en articulier de la Turquie.

J'ai dit que l'on avait à mon avis mal agi à l'égard de cette der-ière ; que nous étions pleinement convaincus des buts paci-iques, du dévouement aux réformes intérieures, de l'intégrité du ouveau régime qui lui valait toutes nos sympathies. Rifaat Pacha n'a consulté sur l'opportunité d'une déclaration de guerre et je ui ai répondu qu'à mon avis le nouveau régime n'avait rien à y gagner, la Turquie ayant pour l'instant et avant toutes choses, esoin d'argent et de temps, qu'en faisant la guerre elle perdrait es deux, que la Turquie n'avait pas subi de perte tangible du fait le l'annexion des deux provinces à l'Autriche ni de la déclaration le l'indépendance bulgare, quoiqu'au point de vue prestige et sentiment, ces deux mesures fussent injurieuses ; qu'en cas de protestation ou, plus tard, de demande de compensation de la part de la Turquie, toute proposition équitable pour ses intérêts serait assurée de notre appui. Rifaat Pacha s'enquit de la nature possible d'une telle compensation, à quoi je répondis que je n'étais pas certain qu'une indemnité en espèces fût pratique ni acceptable pour la Porte ; que je me bornais à suggérer qu'il serait bon de considérer l'affaire sous ce jour, parce que j'estimais que la Turquie avait été lésée, et que, quoique le Gouvernement de Sa Majesté n'en prendrait pas l'initiative, il se pourrait fort bien que les complications présentes aient pour résultat une Con-férence où nous souhaiterions voir prendre ses intérêts en sérieuse considération.

Nous nous en tînmes à cette attitude ; la Turquie finit par toucher une compensation financière, et accepta la modifica-tion du statu quo créée par l'annexion, par l'Autriche, de la

Bosnie-Herzégovine et de la transformation en royaume de la principauté de Bulgarie.

La question de l'ouverture des Détroits fut pour nous une autre complication, et des plus délicates. Le Tsar vint sur son yacht visiter le Roi Edouard à Cowes. Isvolsky l'accompagnait, et dans une longue conversation non-officielle avec Asquith et moi, nous exposa ses griefs contre le baron d'Aehrenthal, Ministre autrichien des Affaires Etrangères, de façon énergique et précise. Il s'exprima en anglais et s'en acquitta avec une *maëstria* impressionnante. Asquith m'en parla comme d'un remarquable tour de force, mais nous n'avions pas à nous mêler des griefs personnels d'Isvolsky à l'adresse d'Aehrenthal. Isvolsky se rendit à Londres et y aborda la question de l'ouverture des Détroits. Il se pourrait bien que c'eût été son but depuis le début, et qu'il se soit laissé compromettre par Aehrenthal pour l'affaire de la Bosnie-Herzégovine, afin de pouvoir, avec plus d'effet, soulever ce point ; ou encore, il l'aura, se voyant compromis, mis en avant à titre de compensation. Peu nous importait laquelle de ces hypothèses était exacte : j'avais dès longtemps prévu que si nous voulions entretenir nos amicales relations avec la Russie, il faudrait abandonner la politique consistant à lui bloquer tout accès à la mer : aussi étais-je prêt à discuter la question.

Mais le moment était bien inopportun. La Turquie était froissée et aigrie du manque d'égards de l'Autriche et de la Bulgarie. Il était vraiment pénible qu'elle eût à subir pareil affront à l'aube de ce que nous espérions être une ère nouvelle et meilleure à Constantinople. Nous ne pouvions accepter d'ajouter à ses malheurs, en lui imposant inopinément la question si embarrassante des Détroits. Si, plus tard, on obtenait le consentement de la Turquie, ce devrait être par un accord volontaire et satisfaisant, et non par pression ni contrainte.

Il y avait encore une autre difficulté non d'opportunité, mais inhérente aux conditions dans lesquelles les Détro seraient ouverts. Se contenter de les rendre accessibles tous les navires de guerre de toutes les nations, c'était per-

iettre à des flottes étrangères de se grouper à n'importe uel moment dans la Mer Noire, ce qui non seulement ne lairait pas à la Russie, mais lui serait même particulièreient désagréable. Nous ne pouvions cependant pas, d'autre art, reconnaître aux seuls bateaux de guerre russes le droit e passage exclusif des Détroits en temps de guerre, alors ue la Turquie serait neutre.

Les documents que l'on va lire indiquent le sens de ma onversation avec Isvolsky.

Sir Edward Grey à Sir A. Nicolson.

Foreign Office, 12 octobre 1908.

Les propositions suivantes ont été présentées par le Ministre isse des Affaires Etrangères pour être discutées à une conférence mitée. Si elles sont jugées acceptables par la Turquie et par les atres Puissances, nous serons prêts à y souscrire.

La Conférence ne devra pas s'occuper de la question des Dardaelles que la Russie et la Turquie traiteront ensemble, le consenment de cette dernière étant nécessaire, avant qu'aucun changeient puisse être effectué. M. Isvolsky désire obtenir pour la ussie et les autres Etats riverains de la Mer Noire le droit de assage dans les Dardanelles pour, au plus, trois vaisseaux de uerre à la fois, sous condition de n'y pas jeter l'ancre ni d'y staonner. Il nous demande de ne pas nous opposer à cet arrangeient, mais cela me paraît trop unilatéral pour plaire à notre opiion publique : on s'attendrait en tous cas, en temps de guerre, à es droits réciproques. Sans une entente dans ce sens, la navigaon méditerranéenne se trouverait en péril du fait de bateaux de uerre qui, venant de la Mer Noire, pourraient diriger contre elle es raids et s'y réfugier ensuite, ou dans les Dardanelles, sans u'il fût possible de les poursuivre.

Nous ne sommes pas d'avis que le moment soit venu de discuer la question des Détroits, car ce pourrait donner à croire que la ussie ait, en profitant des récents événements et en concluant n marché avec la Turquie, obéi à des motifs tout égoïstes.

L'attitude des fonctionnaires russes à l'égard des événements en erse est aussi fort impopulaire ici.

Les choses pourraient être facilitées, si l'on pouvait convaincre opinion que la réforme en Turquie rencontre la chaude approbaon de la Russie.

Si celle-ci contribuait de façon désintéressée au règlement de la rise orientale à l'avantage de la Turquie, le pays se sentirait plus

favorablement disposé envers elle. Le gouvernement de Sa Majesté prévoit de grandes difficultés pour obtenir l'adhésion à un arrangement unilatéral quant aux Dardanelles, quoiqu'il soit tout prêt à accepter de les ouvrir sous des garanties adéquates. J'attacherais du prix à connaître les sentiments prévalant en Russie et tous renseignements que vous pourriez vous procurer sur le point qui nous intéresse.

Sir Edward Grey à Sir A. Nicolson.

Foreign Office, 12 octobre 1908.

J'ai vu aujourd'hui M. Isvolsky et lui ait dit que tout en désirant pour ma part étudier avec mon Département les détails du programme présenté par lui en vue d'une Conférence, le Cabinet venait d'en approuver le principe.

Il me parla ensuite de la prochaine mesure à prendre. Il est d'avis qu'il serait désirable qu'une Conférence soit annoncée aussitôt que possible, et après avoir passé en revue les différentes capitales, émit l'avis que Rome serait le meilleur lieu de réunion. Il me demanda aussi mon opinion sur la façon dont seraient envoyées les invitations — par exemple conjointement par la Russie, la France et l'Angleterre.

Je dis que je trouvais qu'il importait de s'assurer des vues de l'Allemagne avant de lancer les invitations, le comte Metternich m'ayant affirmé que le désir du gouvernement impérial était d'assurer à la Turquie des conditions aussi justes que possible et d'aplanir toutes difficultés, aussi risquerions-nous d'aliéner son bon vouloir en envoyant les invitations sans le consulter. Pour autant que je pouvais m'en rendre compte, il n'y avait dans ce programme rien contre quoi elle pût raisonnablement élever des objections, et nous éviterions ainsi, en communiquant avec Berlin, que les Puissances paraissent divisées en deux camps dès avant l'ouverture de la Conférence.

M. Isvolsky s'étendit longuement sur les difficultés qu'il prévoyait auprès de l'Autriche, le programme comportant la discussion au sujet de la Bosnie.

Je suggérai que le gouvernement allemand désirant faciliter les choses pourrait sans doute arranger cela. Il serait de même nécessaire de s'assurer que la Turquie accepterait le programme.

M. Isvolsky me demanda alors ce que j'avais à lui dire au sujet des Détroits.

Je lui répondis franchement que l'opinion du Cabinet était qu'il serait très difficile, si ce n'est même impossible, d'amener l'opinion publique chez nous à accepter sur cette matière un arrangement unilatéral. Nous avions espéré, lors de la Convention

anglo-russe, qu'avec le temps, la confiance irait se développant entre l'Angleterre et la Russie, rendant possible des accommodements favorables. Mais que, notamment, la suppression de la Constitution en Perse, due à l'action des officiers russes, avait produit un fort mauvais effet dans notre pays. J'apprenais aujourd'hui que l'on envoyait des Cosaques pour réprimer les Nationalistes à Tauris; ceci encore créerait une fort mauvaise impression, et ce serait pire, si la Russie cherchait à éviter des avantages personnels de la crise dans le Proche-Orient. Si nous arrivions à un acte unilatéral, on en arguerait ici de la nécessité d'accroître notre force navale en Méditerranée, et, si nous modifiions un traité international très à l'avantage de la Russie et à ce que l'on considérerait notre désavantage, sans rien obtenir en échange, ce serait faire une concession des plus difficiles à défendre chez nous en ce moment. Je concluais donc que le moment était tout-à-fait inopportun.

M. Isvolsky appuya sur le complet revirement des sentiments russes à l'égard de la Turquie et sur ce que le désir de la Russie était à présent de soutenir la Turquie, barrière à l'avance autrichienne.

Je suggérai que la Russie pourrait dans ce cas manifester son bon vouloir envers les Turcs en travaillant dans le sens d'une solution de la présente crise par la sauvegarde des intérêts turcs sans avantage direct pour elle-même, ce qui produirait une bonne impression en Angleterre.

Je lui fis remarquer, à titre d'exemple, quel désavantage ce serait pour nous si, en cas d'une guerre à laquelle la Turquie ne prendrait pas part, un ou deux croiseurs pouvaient passer par les Détroits, harceler les navires de commerce britanniques, sans qu'il nous soit possible de les poursuivre jusque dans la mer Noire.

M. Isvolsky insista encore sur les fâcheuses conséquences qui s'ensuivraient, si, une fois de plus, lorsque s'offrait l'occasion de régler cette question des Détroits, l'Angleterre s'y opposait, et que cette fois son opposition seule fît obstacle à un règlement.

Je ne pus que répéter que je prévoyais de grandes difficultés pour tout arrangement qui ne serait pas réciproque.

M. Isvolsky me demanda alors ce qu'il devrait télégraphier à Saint-Pétersbourg — serait-ce un refus ?

Je répondis que je venais de lui exposer les difficultés que prévoyait le gouvernement, que nous n'avions eu que fort peu de temps pour réfléchir à l'affaire, et lui suggérai d'étudier de son côté toutes ces complications avant que nous ne considérions le sujet clos.

Agréez, etc...
E. GREY.

Sir Edward Grey à Sir A. Nicolson.

Foreign Office, 13 octobre 1908.

J'ai eu dans dans la soirée du 12 un nouvel entretien avec Isvolsky sur la question des Dardanelles.

Il me dit qu'il n'avait pas prévu l'objection que je lui avais faite — la possibilité pour les croiseurs russes de sortir en cas de conflit, puis de se retirer dans la mer Noire à l'abri de toute poursuite. Il lui semblait que cette objection pourrait être prévenue par une clause stipulant qu'en l'éventualité d'une guerre où la Turquie serait neutre, elle devrait accorder des facilités égales pour le passage des Détroits à tous les belligérants.

Je l'assurai avec insistance que je ne voudrais surtout pas le laisser partir avec l'idée que nous écartions d'avance toute proposition au sujet des Détroits.

M. Isvolsky me fit remarquer que la presse française était entièrement favorable à leur ouverture.

Je lui répondis que je ne lui avais pas donné la réponse négative qu'il déplorait, mais qu'il était, d'autre part, fort difficile de donner une réponse aussi positive que celle qu'il demandait pour les raisons que je lui avais exposées dans l'après-midi, à savoir que le Cabinet jugeait le moment extrêmement inopportun, et ne pourrait faire accepter au pays un arrangement aussi peu avantageux. Qu'il me serait facile de satisfaire la presse française en me déclarant absolument rallié à son point de vue qui est d'ouvrir les Détroits à tous dans des conditions identiques. Mais, ce faisant, je n'arrangerais pas les affaires entre la Russie et nous, ce point de vue lui étant peu agréable.

J'insistai encore auprès de M. Isvolsky sur l'avantage qu'il y aurait à régler la crise actuelle dans le Proche-Orient de manière satisfaisante sans rechercher d'avantages ni pour la Russie ni pour l'Angleterre.

J'admis que la proposition d'égalité en temps de guerre introduisait un élément de réciprocité qui n'avait pas encore été suggéré au Conseil des Ministres et que je le lui soumettrais.

Agréez, etc.
E. GREY.

La dépêche ci-dessous, plus détaillée vaut, peut-être d'être reproduite :

Sir Edward Grey à Sir A. Nicolson.

Foreign Office, 14 octobre 1908.

M. Isvolsky est arrivé à Londres le 9 de ce mois, et est venu me voir au Foreign Office le 10.

Son Excellence commença par m'expliquer longuement ce qui s'était passé entre lui et le baron d'Aehrenthal.

C'était, en substance, ce qui m'était déjà revenu, mais il déclara sans ambages que le baron d'Aehrenthal était tortueux et faux et cherchait toujours à compromettre la personne avec laquelle il traitait. Il n'était pas vrai qu'il (M. Isvolsky) eût d'avance donné son consentement à ce que l'Autriche avait fait à l'égard de la Bosnie. Il y avait simplement eu échange de vues, et son intention avait été de discuter ensuite, à Paris et à Londres, la possibilité de l'annexion de la Bosnie par l'Autriche et les conséquences d'une pareille éventualité. Et voilà ce qui était arrivé dans l'intervalle.

Il fit grand état de la compensation offerte par l'Autriche relative à Novi-Bazar, qui eût, entre ses mains, préparé la voie à une avance, et eût été comme un coin enfoncé dans les Etats slaves.

Il appuya sur la nécessité de faire discuter ces atteintes au Traité international par une Conférence, et proposa que celle-ci soit annoncée le plus tôt possible avec le programme précis de traiter de l'indépendance bulgare, de la Bosnie, de l'Herzégovine de Novi-Bazar et du Monténégro.

Mais il ne suffirait pas de ratifier ce qui avait déjà été fait : cela n'assurerait une compensation ni à la Turquie ni aux autres Etats balkaniques.

La Bulgarie n'avait montré en l'occurrence aucune considération pour les désirs de la Russie, qui se préparait à en agir sévèrement avec elle. On pourrait peut-être arranger à la Conférence que la Bulgarie payât le tribut de la Roumélie orientale et le chemin de fer. La Serbie pourrait obtenir quelques rectifications de frontière, mais il ne fallait pas que ce fût aux dépens de la Turquie. On pourrait aussi y réviser la réglementation du Danube, de façon à accorder certains avantages aux Etats Balkaniques, ce qui leur serait une sorte de compensation, aux frais de l'Autriche. Quant à la Turquie, on pourrait lui donner l'espoir que, tout allant bien, la Commission financière et le droit de regard conféré par traité aux Puissances par rapport à la Macédoine et à l'Arménie seraient supprimés, et que les Capitulations elles-mêmes seraient modifiées, si le Gouvernement turc justifiait une pareille mesure.

La Russie ne soulèverait pas, à cette Conférence, la question des Détroits. M. Isvlosky insista pour que l'Angleterre ne s'opposât

pas à un arrangement relatif aux Détroits, pourvu que la Russie donnât l'assurance à la Turquie que tous ses intérêts seraient sauvegardés. Il me dit qu'il y avait eu en Russie une forte opposition à la convention entre nos deux pays, et qu'il avait dû déployer beaucoup d'énergie pour la faire accepter. Tous les libéraux et les éléments avancés en Russie étaient en faveur d'un accord avec l'Angleterre, mais les éléments réactionnaires lui étaient contraires et s'efforçaient de le rompre. Par éducation et par culture, l'Empereur ne penchait pas du côté libéral, aussi n'était-il possible de lui faire accepter des réformes qu'en lui démontrant que les choses allaient mieux, comme maintenant par exemple où, après l'état d'active révolution d'il y a deux ans, les conditions étaient très améliorées. De même serait-il fatal à une bonne entente avec l'Angleterre que l'on s'aperçût, lorsque viendrait à être soulevée la question des Détroits, que la Grande-Bretagne bloquait la voie et qu'aucun avantage n'avait résulté des bonnes relations avec elle.

L'offre qu'il se proposait de faire à la Turquie serait que les vaisseaux appartenant aux Puissances riveraines de la mer Noire auraient droit de passage dans les Détroits. On pourrait établir une réglementation interdisant le passage de plus de trois bateaux en même temps ou se suivant, à moins de vingt-quatre heures d'intervalle. Ceci ne pourrait s'appliquer qu'en temps de paix pour la Turquie, qui en cas de guerre demeurerait libre d'agir à sa guise.

En d'autres termes, la fermeture des Détroits serait maintenue, tout en étant assujettie à une servitude limitée en faveur de la Russie et des Etats riverains.

M. Isvolsky dit ensuite que le moment actuel était des plus critiques et pouvait soit consolider les bonnes relations entre l'Angleterre et la Russie, ou les bouleverser complètement. Sa propre situation était en jeu, car il s'était entièrement identifié à une politique de bonne entente avec l'Angleterre dont il s'était fait l'avocat, malgré toutes les oppositions.

Je le priai de me donner un résumé de ses propositions ayant trait à la Conférence, de façon à ce que j'aie quelque chose de précis à présenter au Conseil des Ministres — ce qu'il promit de faire.

J'ajoutai que je réalisais comme lui que le moment était critique ; que nous étions très désireux d'agir de concert avec la Russie, et que nous étions favorablement disposés envers le nouveau régime en Turquie non pas pour soutenir celle-ci contre la Russie, mais parce que nous considérions une Turquie indépendante et bien gouvernée comme étant la seule barrière à l'anarchie et à la confusion.

M. Isvolsky affirma que son gouvernement avait le plus grand désir de témoigner de l'amitié à la Turquie ; ne souhaitait nullement s'emparer de Constantinople qui ne pouvait être défendu comme Gibraltar, et dont il eût fallu faire une capitale. Or, la Russie n'en pouvait faire la sienne, et il lui déplairait de la voir en d'autres mains que celle des Turcs. Aussi appelait-elle de ses vœux une Turquie pacifique et bien gouvernée.

Je lui dis à mon tour que je comprenais le sentiment russe à l'égard des Détroits, mais que le projet qu'il m'apportait n'était pas le même que celui qu'avait discuté avec moi le comte Benckendorff lors de la Convention Anglo-Russe. Il avait été question à ce moment-là que la Russie pourrait sortir de la mer Noire par les Détroits, tandis que d'autres Puissances auraient la faculté d'y faire passer leurs bateaux de guerre sans cependant pénétrer dans la mer Noire.

M. Isvolsky fit remarquer qu'étant donné que la Russie ne demanderait pas le droit de séjourner dans les Détroits, il serait inutile d'accorder à d'autres le droit d'accès et par conséquent de stationnement et d'avance jusqu'à la mer Noire. Il ne me faisait pas maintenant sa proposition en s'autorisant de ce que j'eusse précédemment fait une promesse, mais bien au point de vue des bonnes relations.

Si la Russie ne faisait pas immédiatement certaines ouvertures, celles-ci pouvaient se trouver empêchées plus tard par l'Allemagne ou l'Autriche et il espérait que si la Russie obtenait de la Turquie un consentement volontaire à un arrangement tel qu'il le suggérait, nous n'y mettrions pas obstacle.

Je répondis à M. Isvolsky qu'il me fallait le temps de consulter le Premier Ministre et mes collègues, qui avaient eu connaissance de la précédente proposition, mais pour qui ceci était nouveau.

J'insistai pour qu'on donnât à la Turquie quelque preuve immédiate de confiance et de bon vouloir pour son nouveau régime en lui offrant, si elle le désirait, un emprunt garanti. Ceci aurait pour effet certain de mettre un terme à ses appréhensions.

Agréez, etc.
E. GREY.

Un mémorandum énonçant notre point de vue au sujet des Détroits fut finalement remis à Isvolsky qui s'en trouva quelque peu calmé et la question reléguée pour quelque temps.

Nous fûmes bientôt assaillis par une nouvelle affaire, autrement grave. La Serbie exigeait une compensation pour la modification apportée par l'Autriche au statu quo, au

détriment, affirmait-elle, de ses intérêts personnels. Nous jugeâmes qu'une demande de territoire ne serait pas raisonnable, mais que quelques concessions économiques facilitant les transports des exportations serbes vers l'Adriatique seraient une solution toute indiquée.

La Serbie était têtue et impétueuse, l'Autriche hautaine, dure et sévère. Le télégramme que j'adressai à Nicolson fait ressortir la gravité de la situation :

Sir E. Grey à Sir A. Nicolson.

Foreign Office, 27 février 1909.

Les difficultés éprouvées par vous à propos de la situation de la Russie que, d'après les rapports de vos télégrammes N° 102, 103 et 104 du 26 de ce mois, M. Isvolsky vous a exposée ont, ainsi que vous avez pu le voir, été soumises par moi aux gouvernements français et allemand dans des termes similaires à ceux de M. Isvolsky.

Cependant les circonstances sont très exactement indiquées par l'observation faite par vous à Son Excellence, telle que la rapporte la première phrase de votre télégramme N° 103. M. Isvolsky doit reconnaître que l'on ne saurait, sans une guerre heureuse, obtenir pour la Serbie aucun avantage autre que des concessions économiques, et qu'une guerre s'ensuivra inévitablement, si celle-ci n'abandonne pas ses réclamations de compensations territoriales.

Pendant le séjour à Londres de M. Isvolsky, Son Excellence m'avait donné à entendre qu'il faudrait bien que ces prétentions soient finalement retirées, et je lui expliquai qu'autant il pouvait compter sur notre appui diplomatique pour obtenir toutes les réparations possibles pour la Serbie, autant nous serions peu disposés à lui prêter notre aide armée.

Il m'apparaît qu'après avoir affirmé son empressement à se soumettre à la décision des Puissances, le gouvernement serbe rencontre auprès de son opinion publique une résistance qui ne lui permet pas de renoncer d'emblée à ses demandes de compensations territoriales.

Le comte Metternich m'a informé hier que son gouvernement avait l'intention de soumettre une proposition à la France ainsi qu'au gouvernement de Sa Majesté. Celle-ci ne m'est pas encore parvenue, mais il est probable qu'elle suggérera que, pourvu que la Serbie fasse l'abandon de ses exigences, les Puissances pourraient prier l'Autriche d'accueillir favorablement le principe de concessions économiques.

Je n'ai pas modifié mon point de vue, déjà exprimé au gouvernement français, qu'il est impossible de s'attendre à ce que la Russie conseille à la Serbie de renoncer à ses demandes, à moins que l'Allemagne ait auparavant donné l'assurance substantielle qu'elle appuie auprès de l'Autriche le point de vue des concessions économiques. La Russie ne peut tarder davantage à décider si elle soutiendra la Serbie en cas de guerre ou si, lorsqu'arrivera l'heure d'une action décisive, elle lui déclarera qu'elle juge impossible de soutenir ses réclamations comme étant contraire aux intérêts de la paix. Il se peut que M. Isvolsky hésite à prendre l'initiative d'expliquer lui-même à la Serbie quelle est la situation réelle et, dans ce cas, le gouvernement de Sa Majesté pourrait se joindre à la France pour assumer cette tâche dans l'intérêt de la paix. Mais il importerait que nous fussions nous-mêmes au courant des intentions de la Russie.

S'il se produisait une guerre, elle finirait en toute probabilité par entraîner la plus grande partie du Continent, aussi la Russie elle-même devrait-elle se rendre compte que courir un pareil risque pour satisfaire aux exigences territoriales de la Serbie serait absolument hors de toute porportion avec le but à atteindre. Ce qui précède n'est destiné qu'à exprimer notre opinion, et depuis que j'ai pris connaissance de votre télégramme n° 105, qui me parvient à l'instant, je laisse à votre discrétion d'en dire autant que vous jugerez bon à M. Isvolsky.

En toute probabilité, si le gouvernement russe avait dès le début dit à la Serbie qu'elle ne devait pas s'attendre à plus que des concessions économiques, la situation ne fût jamais devenue aussi angoissante; on lui aurait attribué le mérite d'avoir, en tous cas, fait quelque chose pour la Serbie. Au lieu de cela la Russie le prit de très haut pendant un temps puis, lâchant tout, s'effondra sans plus rien demander. La tension avait été trop forte pour le tempérament d'Isvolsky, et il semble qu'il ait eu, à la fin, une subite réaction de désespoir et de dégoût.

C'était là une finale peu heureuse, ainsi que l'indique cette dépêche de Nicolson :

Sir A. Nicolson à Sir E. Grey.

Saint-Pétersbourg, 29 mars 1909.

Le matin du 27, le bruit se répandit que le gouvernement russe avait consenti, sous réserve que l'Autriche-Hongrie le lui deman-

dât, à l'abrogation sans condition de l'article 25 du Traité de Berlin ou, en d'autres termes, à reconnaître l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Il avait toujours été entendu que le gouvernement russe maintenait, en accord avec les gouvernements de Grande-Bretagne et de France, l'attitude annoncée en plus d'une occasion, officiellement et publiquement, que les modifications apportées par l'Autriche-Hongrie, sur sa propre initiative, à un traité international, ainsi que les infractions arbitraires à ce même traité commises par la Bulgarie, ne seraient pas reconnues jusqu'à ce que l'affaire ait été discutée et examinée par toutes les Puissances signataires, par rapport aux compensations dues à d'autres Etats dont les intérêts se trouvaient directement ou indirectement lésés par les actes de l'automne dernier. Ce fut donc avec étonnement, voire avec une consternation effarée, que le public apprit que le gouvernement russe, auquel on attribuait un soin tout particulier des intérêts des petits Etats balkaniques et dont la propre influence dans la Péninsule des Balkans se trouvait ainsi compromise, avait subitement consenti à l'abandon de la position affirmée jusqu'à présent et sanctionné l'acte de l'Autriche-Hongrie. Non seulement la presse, mais encore, autant que j'ai pu m'en rendre compte et m'en informer, toutes les classes de la société, considèrent que la Russie a subi une profonde humiliation et renoncé au rôle traditionnel qu'elle avait jusqu'à cette heure tenu dans le Sud-Est de l'Europe, et pour la poursuite duquel elle avait, dans le passé, consenti de si grands sacrifices. Même ceux qui ne s'intéressent que peu aux affaires extérieures et n'éprouvent guère de sympathie pour les petits Etats balkaniques qu'ils considèrent comme des frères cadets turbulents et ingrats, éprouvèrent une vive indignation de ce que leur protecteur naturel en eût, en une heure aussi critique, abandonné deux à la merci d'une Puissance germanique, et que la Russie ait consenti, sans faire la moindre réserve en faveur de ceux qui se tournaient vers elle recherchant un appui, sinon matériel, du moins moral et diplomatique, à contresigner l'acte commis par l'Autriche-Hongrie au détriment des intérêts slaves. Nombre de personnalités ayant assisté à bien des phases de l'histoire récente de la Russie m'ont assuré qu'il n'y avait jamais eu semblable humiliation et qu'en dépit de ses difficultés, de ses épreuves, tant extérieures qu'intérieures, et de ses défaites, il ne lui était jamais arrivé de s'incliner ainsi, sans raison apparente, devant les injonctions d'une Puissance étrangère.

Je ne veux pas, étant donné que j'envoie cette dépêche par la poste, entrer dans des détails plus complets ni déduire de cet événement les conséquences possibles. Je me contenterai d'indiquer que des voix s'élèvent pour se demander si l'amie et alliée

de la Russie s'est montrée d'un appui assez vigoureux à l'heure critique.

Le *Golos Pravdi* (1), organe du parti octobriste, a exprimé ce doute dans des termes qui ne manquent pas de précision, et attiré l'attention de ses lecteurs sur le fait que la combinaison des trois Puissances s'est montrée trop faible pour résister au premier choc qu'elle ait eu à soutenir contre les Puissances Centrales. On considère comme hors de question que la Russie ait pu céder de la sorte sans s'être au préalable concertée avec son amie et alliée, et l'on a même répandu le bruit qu'elle subit en ceci l'influence de la Grande-Bretagne. Je lui ai naturellement opposé un démenti formel lorsqu'il m'est parvenu. La vérité ne manquera pas de se faire jour petit à petit, mais même lorsqu'on la connaîtra, ce ne saurait atténuer le sentiment d'humiliation qui pèse actuellement sur l'esprit public. Agréez, etc.

A. NICOLSON.

D'autres désagréments suivirent. Je fus accusé en Autriche et, je crois bien, en Allemagne, d'avoir fomenté des complications et tenté de provoquer une guerre européenne. Le télégramme suivant adressé à Cartwright indiquera combien j'avais été froissé de l'injustice de cette accusation.

Sir Edward Grey à Sir F. Cartwright (2).

Je ne puis qualifier autrement que de déraisonnables et absolument absurdes les soupçons de l'Autriche attribuant au gouvernement de Sa Majesté le désir de susciter une guerre européenne. (Voyez votre télégramme N° 104 du 21 de ce mois). L'opinion publique du pays aussi bien que notre politique étrangère sont la négation même d'un pareil projet. Loin d'avoir jamais encouragé les gouvernements de Serbie, du Monténégro et de la Turquie dans une attitude d'opposition à l'Autriche, nous pourrions justement nous réclamer de ce que, si ces gouvernements se sont montrés disposés à négocier avec l'Autriche, cela est dû jusqu'à un certain point à notre influence. Nous en avons usé dans toute la mesure possible pour la cause de la paix en décourageant toutes les réclamations et les exigences inacceptables et en calmant la violence des sentiments publics outrés par la politique du baron d'Aehrenthal. Notre effort pour préserver la paix de l'Europe ne peut que se trouver affaibli par les accusations injustes portées

(1) *La Voix de la Vérité.*

(2) Sir Fairfax Cartwright, Ambassadeur d'Angleterre à Vienne, succédant à Sir Edward Goschen, accrédité à Berlin. (N. D. T.).

contre nous par l'Autriche et auxquelles, pour comble, on ajoute foi en territoire autrichien.

Vous pouvez parler dans ce sens et dans celui de mon précédent télégramme traitant du même sujet en discutant la question avec le baron d'Aehrenthal ou toute autre personne influente.

Je n'étais que peu troublé de cette affaire, la croyant purement personnelle; elle avait à la vérité une portée beaucoup plus significative, étant un symptôme de cette méfiance invétérée et indéracinable qui empoisonnait la diplomatie européenne et rendait impossible tout développement salubre.

Les extraits que l'on va lire valent d'être cités. Le premier provient de mon rapport officiel d'une conversation au Foreign Office avec Metternich le 9 octobre 1908.

Le comte Metternich m'a dit que l'Autriche n'avait pas prévenu l'Allemagne, qui avait été aussi surprise que les autres Puissances de ce qui s'était passé. Cependant, quoique l'Allemagne fût, comme il me l'avait déclaré, désireuse d'encourager le nouveau régime en Turquie, elle se sentait tenue de soutenir en cette affaire son amie et alliée.

Le deuxième est un extrait d'un télégramme de Goschen, notre Ambassadeur à Vienne, en date du 17 octobre 1908, rapportant une conversation avec l'Ambassadeur d'Allemagne :

Herr von Tschirsky, discutant la question de l'annexion, a fait une remarque sur l'habileté dont avait fait preuve le baron d'Aehrenthal en ne donnant pas la plus petite indication à l'Allemagne sur ses projets, évitant ainsi des discussions qui n'eussent pu qu'être gênantes des deux côtés.

L'extrait suivant provient d'un télégramme de Goschen à Vienne, de même date que le précédent :

L'Ambassadeur d'Allemagne a remis aujourd'hui à l'Empereur d'Autriche la réponse de l'Empereur allemand. La presse, vis-à-vis de laquelle l'Ambassadeur paraît avoir été quelque peu communicatif, rapporte que la lettre était des plus cordiales, félicitant l'Empereur sur l'annexion et promettant son appui.

Enfin, je citerai un passage d'un rapport en date du 11 février 1909, que m'adressa Hardinge, alors Sous-Secrétaire permanent au Foreign Office, sur sa visite à Berlin où il

accompagnait le Roi Edouard. Ce passage se réfère à une conversation de Hardinge avec le Prince Bülow :

Venant ensuite à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, il (le Prince Bülow) m'assura que quoiqu'il eût déjà vent du projet après la rencontre à Buchlau, l'intention du baron d'Aehrenthal de la mettre immédiatement à exécution lui avait causé le plus vif étonnement, et qu'il ne l'apprit qu'en même temps que la nouvelle était communiquée à Londres et à Saint-Pétersbourg. Tout en exprimant sa conviction que le désir de mettre fin, en se les annexant, à l'agitation pan-serbe régnant dans les deux provinces ne peuvent justifier la décision du baron d'Aehrenthal, l ne me dissimula pas sa désapprobation des méthodes employées par celui-ci pour atteindre son but. C'eût été si simple pour 'Autriche d'annoncer à la Porte qu'en vue du nouvel état de choses régnant en Turquie, elle se proposait de passer outre aux garanties dont elle avait disposé jusque-là pour le maintien de 'ordre aux frontières des provinces en retirant les troupes autrichiennes du Sandjak, en échange de quoi le gouvernement turc aurait sans doute consenti à accepter la conversion de l'occupation en annexion définitive. La Turquie eût très probablement acquiescé à un arrangement de ce genre, et aucune des Puissances n'eût trouvé à y redire. Au lieu de cela, par son action précipitée et son procédé en apparence irréfléchi, la Turquie avait été profondément irritée, les Puissances offensées, la valeur de l'évacuation du Sandjak à titre de compensation, gaspillée, et le gouvernement autrichien s'était vu contraint à payer, en fin de compte, une indemnité de deux millions et demi. Il incombait au gouvernement allemand de soutenir le baron d'Aehrenthal à travers toute cette crise, quels que fussent ses sentiments à l'égard de ses procédés, mais il n'avait pas manqué de donner des conseils modérateurs lorsque l'occasion s'en était présentée.

Il est impossible de récapituler ces événements de 1908-9 sans être frappé du parallèle de mauvais augure qu'ils offrent avec la crise de 1914. En 1908, comme en 1914, l'Autriche agit sans s'être pleinement concertée avec son Alliée — du moins est-ce ce que von Bülow déclara au monde lors de la première crise, et Bethmann-Hollweg lors de la dernière. En 1908 comme en 1914, l'Allemagne, tout en déplorant le caractère arbitraire de l'action de l'Autriche, jugea nécessaire de soutenir son Alliée. En 1908, comme en 1914, la Russie se sentit provoquée à soutenir la Serbie. Là finit le rapproche-

ment. En 1909, la Russie préféra l'humiliation, en 1914 elle fit face à la guerre. Que quiconque n'a pas compris l'humiliation ressentie en 1909 par la Russie, telle que la rapporte Nicolson, se reporte à la page 180 et la relise. Qu'il se souvienne aussi que le discours prononcé à Vienne par l'Empereur allemand imprima plus tard comme d'un fer rouge cette humiliation jusqu'au tréfonds du sentiment russe — ce discours triomphant où il parla d'avoir, revêtu d'une brillante armure, soutenu l'Autriche. Il était aussi nécessaire à la Russie qu'à la Double Monarchie de conserver son prestige sur les nations Slaves du Sud-Est de l'Europe, aussi ne pouvait-elle pas se permettre de recevoir un nouvel affront semblable à celui de 1908-9. Et pourtant il ne se trouva pas en Germanie un souverain assez grand, quand vint la crise de 1914, pour sentir, surtout après la désarmante réponse serbe à l'ultimatum autrichien, que ce qui était essentiel à la paix de l'Europe n'était pas d'appuyer l'Autriche en « brillante armure », mais une sage et forte main pour la contenir.

Il est tentant, à ce point, d'imaginer quelles seraient les réflexions d'un moraliste au sujet du discrédit rejaillissant sur les Puissances qui y étaient le plus intimement mêlées de leur politique dans le Proche Orient. La domination turque avait été, de longues années durant, sous le règne d'Abdul Hamid, (ses successeurs ne valurent pas mieux) la plus funeste et la pire des administrations, aggravées de cruels outrages contre les minorités chrétiennes. L'Autriche et la Russie se craignant et se jalousant, préoccupées chacune de son prestige et de son influence, avaient laissé faire, n'osant ni l'une ni l'autre se risquer à détruire l'équilibre, et cet équilibre c'était — Abdul Hamid. Si jalouses et timorées étaient-elles que chacune avait tendance à s'irriter, comme d'une intrusion, des suggestions de la Grande-Bretagne en faveur des réformes turques. L'Allemagne craignait aussi de voir ébranler l'équilibre par appréhension des conséquences susceptibles de l'entraîner qui en pourraient résulter entre l'Autriche et la Russie. Mais elle alla plus loin encore. Si l'Autriche et la Russie ne se laissaient pas effleurer par des considérations humanitaires, l'Allemagne, elle, les mécon-

naissait ouvertement, et se fit un ami d'Abdul Hamid, afin de pousser ses propres intérêts matériels en Asie-Mineure (1).

Qu'est-il advenu de toute cette rivalité, de cette lutte dans un but de prestige et de lucre ?

Les trônes de Berlin, de Vienne, de Moscou, sont renversés. Pour se relever, l'Allemagne accepte une aide internationale à des conditions qui eussent jadis semblé incroyablement humiliantes. Le fragment de pays dont Vienne est aujourd'hui la capitale s'est posé en postulant, heureusement avec succès, devant la Société des Nations, afin d'échapper à une complète annihilation. La Russie a subi des années de terreur, de sang, d'indicibles souffrances dont nous ne voyons pas encore poindre la fin.

Ce serait déformer la juste perception des choses que d'affirmer que la cause originelle de tous ces désastres fut le manque d'idéalisme dans la politique du Proche-Orient ; mais l'on peut dire en toute équité qu'il fut un symptôme de ce qui en devint la cause, et que c'est du Proche-Orient que jaillit l'étincelle qui devait incendier cette suite de sinistres conséquences.

Les méditations du moraliste appliquées aux affaires publiques ont tendance à se perdre dans l'abstrait et l'irréel — peut-être est-ce le cas de celles-ci. Et cependant, elles pourraient remuer des pensées dignes d'être prises en considération par toutes les nations auxquelles incombent de grandes responsabilités et ne sont pas sans rapport avec les réalités présentes et les contingences futures.

J'eus vers la même époque un autre sujet de grande inquiétude qui mérite une brève mention : le Congo belge.

Il se produisit dans les premiers jours du dix-neuvième siècle des soulèvements de l'opinion publique anglo-saxonne contre des abus et des cruautés par trop flagrants. Ces réactions prenaient leur source dans un sentiment religieux profond et vivace, même s'il fut parfois un peu étroit. Ces sentiments firent d'hommes tels que Wilberforce, Howard,

(1) Voir l'analyse des documents officiels allemands à l'époque des atrocités turques en Arménie en 1895, publiée dans le *Times* du 8 janvier 1924.

Shaftesbury et Plimsoll, et d'une femme comme Florence Nightingale, des forces dans la vie mondiale, et de la Grande-Bretagne un pionnier de l'abolition de l'esclavage, de la réglementation des lois des usines et de la réforme des prisons. La réforme des abus en territoire britannique ne suffit pas, cependant, à la conscience nationale ; elle insista pour que ses gouvernants se préoccupassent de questions à l'égard desquelles ils n'avaient pas de responsabilités spéciales, dans des pays sur lesquels ils n'exerçaient aucun contrôle. Gladstone souleva cette conscience nationale dans l'intérêt de l'Italie, et en fit une force formidable contre la tyrannie prévalant en Turquie. Elle s'agita fort contre l'esclavage dans les colonies portugaises et contre les cruautés au Congo sous le Roi Léopold de Belgique. Aucun gouvernement britannique ne l'eût pu négliger et je crois que tous ceux dont je pus, en connaissance de cause, me former une opinion, à partir de 1880, désiraient s'y conformer et s'y efforçaient sincèrement. Ils étaient, ce faisant, assaillis de difficultés : ce n'est qu'aux Etats-Unis qu'il y eut un mouvement d'opinion analogue appelant une intervention du dehors. Dans ce vaste pays, le mouvement fut trop personnel pour produire un soulèvement du sentiment national en faveur de faits aussi flagrants que la mauvaise administration en Turquie, ou pour surmonter la tradition transmise depuis Washington de non-intervention dans le vieux monde. Et quels que fussent individuellement, dans d'autres pays, les sentiments humanitaires ressentis pour leurs affaires propres, ils n'allaient pas jusqu'à imposer à l'étranger des mesures philanthropiques susceptibles d'engager leur pays dans des complications avec ses voisins continentaux. Seule une île comme la Grande-Bretagne pouvait se permettre d'embarquer avec sécurité dans des croisades diplomatiques. Ces efforts de l'Angleterre furent souvent forts gênants aux pays du Continent, comme dans le cas des réformes turques, et inspirèrent maintes fois du ressentiment, parce qu'ils ne furent pas compris. Ils allaient d'ailleurs parfois à l'encontre des intérêts britanniques les plus évidents, mais n'en prédisposaient pas davantage pour cela les gouvernements étrangers à les croire sincères, les stimulant, au

contraire, à rechercher quelque motif occulte au lieu du véritable, bien apparent à la surface. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que dans certains cas ces initiatives britanniques n'aient eu pour résultat que des frictions, et soient restées vaines. Ces efforts attiraient à l'Angleterre l'obstruction et l'antipathie des gouvernements étrangers, de même que leur manque de succès exposait ses gouvernements aux critiques du pays, que sa droiture d'intention, pénétrée et consciente, rendait trop impatient pour comprendre ou tolérer les obstacles.

Lorsque je revins au Foreign Office en 1905, on s'agitait fort chez nous à propos des cruautés sévissant au Congo sous l'autorité personnelle du Roi Léopold. Les preuves étaient basées sur quantités de renseignements, y compris des rapports consulaires britanniques, et personne ne doutait que l'état de choses ne fût atroce. Il en résulta la formation en Grande-Bretagne de l'Association pour la Réforme au Congo ayant pour but de mettre fin à ces abus. J'éprouvais pour ma part une horreur de ce système, de ses crimes, ainsi que du caractère de l'homme qui en était responsable. Le gouvernement belge se récusait et n'était, en fait, nullement responsable de ce qui se passait au Congo. C'était uniquement l'affaire personnelle du Roi, mais s'il abandonnait le Congo, la Belgique avait la faculté de se l'attribuer. L'agitation en faveur du Congo n'affectait donc pas directement nos rapports avec le gouvernement belge ; mais les Belges n'aimaient pas les attaques contre leur Roi, et le soupçon que notre intervention dissimulât quelque motif politique susceptible de porter préjudice à leur futur option sur le Congo, la rendit fort impopulaire en Belgique.

Mes propres vues du remède et de l'objectif que nous devions nous tracer étaient très nettes : c'était de transférer le Congo du domaine personnel du Roi Léopold au Gouvernement constitutionnel belge, convaincu qu'un grand et bienfaisant changement se produirait aussitôt que son administration passerait dans les mains d'un gouvernement qui ne serait pas occupé de profits commerciaux et de bénéfices privés, convaincu aussi que les abus dont l'écho était

parvenu jusqu'à nous ne continueraient pas sous un gouvernement qui devait compte de ses actes devant une assemblée populaire librement élue. Le tranfert du Congo à la Belgique serait donc la véritable et efficace solution.

Cette solution n'était pas seulement praticable — elle était également la seule honorable et politiquement admissible. En proposer une autre eût été méconnaître le droit indiscutable de la Belgique sur le Congo, dès l'instant que le Roi Léopold y renonçait. En agir autrement serait méconnaître par l'arbitraire et la violence les droits d'un petit Etat.

Ce serait aussi politiquement peu sage, et ouvrirait la voie à bien des complications. Si la Belgique refusait d'exercer son droit sur le Congo, c'était la France qui, de par son traité avec elle, avait un droit de préemption. Ni nous, ni d'autres Puissances n'étions parties à ce traité, mais nous en avions tous connaissance et il n'entrait nullement dans nos intentions de mettre en doute le droit de priorité de la France, lequel n'entrait en jeu que si la Belgique renonçait de son plein gré à ses propres droits. Il était cependant fort improbable que d'autres Puissances ayant des intérêts en Afrique acceptassent de voir la Belgique se déposséder pour céder à la France tout l'immense bassin du Congo si riche en maints endroits. La France soutenait donc tout naturellement les droits de la Belgique dont dépendait essentiellement son propre intérêt ; ignorer ces droits entraînerait par conséquent des frictions avec elle et inciterait l'Allemagne, qui avait d'importantes possessions limitrophes, à affirmer son propre intérêt en la question. Le Portugal, également possesseur de territoires touchant au Congo, pourrait demander à être admis dans la discussion, ce qui ferait de l'avenir de cette région une question internationale lourde de possibilités désagréables.

Les Puissances européennes se trouvaient déjà aux prises avec assez de complications, et il eût été fort imprudent, pour ne pas dire impolitique, d'y ajouter le Congo. La solution belge était donc la seule efficace, rapide et honorable à tous points de vue : c'est sur celle-là que nous insistâmes.

Notre intervention fut basée sur les dispositions ou traités nternationaux touchant le Congo et l'Afrique en général lont, avec d'autres Puissances, nous étions signataires. Mais ious ne gagnâmes personne à notre manière de voir : on ious laissa froidement et sévèrement seuls dans nos repréentations. Ni la France ni l'Allemagne ne voulurent prendre eur part de l'impopularité que nous valut en Belgique notre ntervention. Chacune d'elle souhaitait vraisemblablement viter le risque que cela ne devînt question politique.

Le Roi Léopold éprouva un vif ressentiment contre l'agiation britannique, y compris, sans doute, mes propres disours et mon action diplomatique : il alla même jusqu'à n'adresser une longue lettre personnelle de protestation. Vous continuâmes à nous rendre désagréables, soutenus par 'espoir de le mettre mal à l'aise ; là se bornaient nos possiilités. Le moindre envoi de troupes au Congo nous eût xposés à la méfiance et à la jalousie des autres Puissances t eût été pris pour un indice certain de nos intentions 'obtenir quelque chose pour nous-mêmes ; le précédent de Egypte, où nous avions débarqué pour un temps très court t étions restés en permanence, eût été vigoureusement évoué, et notre affirmation de désintéressement à l'égard du longo eût été plus que mise en doute.

Il est inutile, à l'heure actuelle, d'examiner dans quelle iesure nous pouvons nous réclamer d'avoir hâté le transfert e la possession africaine de son souverain à la Belgique. Le Roi Léopold se décida finalement à y renoncer, et, à artir de ce moment, cessèrent les représentations du gouernement britannique. L'Association pour la Réforme du ongo fut dissoute, l'agitation prit fin : autant de preuves ue le mouvement de l'opinion publique anglaise était bien, omme elle l'affirmait, sincèrement philanthropique et déintéressé. Le transfert du Congo à la Belgique fut accueilli vec une réelle satisfaction ; l'attente que des réformes en ésulteraient dans la nouvelle colonie se trouvèrent justiées, et l'espoir réalisé.

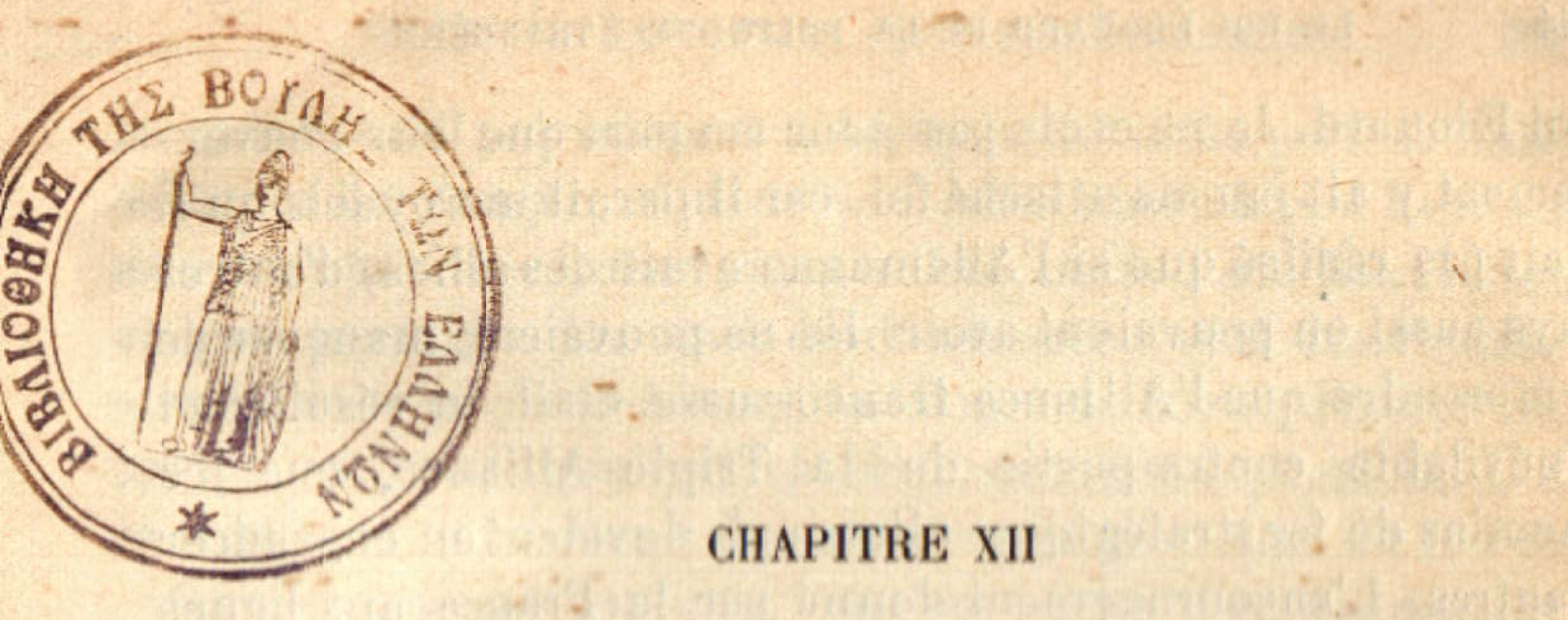
Les différends d'opinion qui se produisirent au cours de es années au sein du Cabinet au sujet des dépenses navales

ou militaires sont connues de tous. Elles sont probablement à l'état endémique dans tous les Cabinets, mais n'atteignent que de temps à autre à une virulente d'épidémie. La différence ne réside pas dans le principe de la sécurité nationale, mais dans la proportion des forces nécessaires à l'assurer. La crise la plus aiguë survint en 1909 dans le Cabinet libéral, à l'occasion des dépenses navales. Devions-nous nous engager à construire huit nouveaux cuirassés, ou bien six, voire quatre, suffiraient-ils à la défense nationale ? Il y eut pendant quelques jours une crise ministérielle, jusqu'au moment où quelqu'un fit remarquer qu'il n'était pas possible de mettre en chantier tous les huit à la fois ; il fut alors entendu que l'on procéderait à leur construction de façon à ne pas retarder l'achèvement de huit cuirassés au cas où la réflexion et l'expérience démontreraient leur nécessité, mais que l'on en réduirait le nombre, s'il devenait apparent que l'urgence en avait été exagérée. Dans le pays et dans la presse les « huit bateaux » devinrent une formule, tandis que le différend se portait, dans le Cabinet, sur la substance et non sur la formule. Pas un de nous ne réclamait huit cuirassés, à moins que le besoin ne s'en fît réellement sentir, et tous, nous étions prêts à y souscrire, s'il était démontré qu'ils fussent nécessaires à la sécurité nationale.

Voici la méthode habituelle par laquelle on parvient à un accord lorsque se produit une de ces crises.

La divergence d'opinion est exposée, constatée, et énergiquement soutenue de part et d'autre au Conseil des Ministres. Si elle se trouve être d'une importance susceptible d'entraîner une démission probable ou certaine, les Ministres à vues opposées recherchent entre eux des conversations privées en dehors du Conseil : c'est ainsi que s'acquiert la notion de la somme de concessions que chacun est disposé à faire. Finalement, les Ministres se réunissent à nouveau en Conseil avec la certitude d'une entente, ce qui présuppose que la divergence d'opinion porte réellement sur le fond de la question et n'est pas un prétexte pour mettre en avant un but personnel politique. Lorsque ce n'est qu'un prétexte, la procédure est beaucoup moins agréable et les pronostics moins favorables.

Il y a souvent des luttes tantôt tièdes, tantôt actives, pour les budgets militaires. Haldane était sans cesse forcé de discuter et de se débattre pour obtenir ce qu'il demandait ; il lui fallait parfois réaliser des économies sur les questions secondaires, afin d'obtenir ce que le War Office jugeait d'importance capitale. La température s'éleva un jour si haut que l'un des adversaires des budgets de Haldane en arriva à désigner en causant le War Office sous le nom de *Ministère du carnage* ; mais l'on obtenait toujours en fin de compte l'essentiel sans rancune ni récriminations.



CHAPITRE XII

LE ROI EDOUARD ET LA POLITIQUE ETRANGÈRE

Les visites du Roi. — Soupçons sans fondement. — La prétendue politique d'encerclement. — Maladie du Roi et sa mort. — Une appréciatio de son caractère. — Légende et réalité. — Qualités intangibles. — S popularité, appoint national. — La valeur de la Monarchie en tar qu'institution britannique. — Accession du Roi George.

Les visites à l'étranger du Roi Edouard ont donné lieu beaucoup de suppositions et de suspicions. Elles ne serviren point à dresser des manœuvres contre une Puissance quelconque. Elles étaient amicales lorsqu'il se rendait en Allemagne, et la malveillante suggestion qu'il ait, en rendar visite à l'Empereur d'Autriche, tenté de semer ou de fair semer par quelqu'un de son entourage la discorde entre Berli et Vienne, a été amplement réfutée par la publication du raport confidentiel élaboré sur cette visite par Sir Charles Hardinge. Je puis ajouter que je pénétrai bien Sir Fairfax Carwright, lorsqu'il se rendit à Vienne comme Ambassadeur, de la nécessité de ne rien faire qui pût occasionner un malentendu entre l'Autriche et l'Allemagne. Nous voulions qu l'Entente et la Triple Alliance puissent amicalement vivr côte à côte — c'était ce qu'il y avait de plus facilement prticable. Si nous intriguions pour rompre la Triple Allianc notre affirmation que l'Entente était purement défensive non dirigée contre l'Allemagne cesserait d'être l'expressic de la vérité — des perturbations, peut-être la guerre, seraient inévitablement la conséquence.

Les Allemands répandirent la théorie d'une « politiq d'encerclement » qu'ils attribuèrent particulièrement

ɩoi Edouard. Je ne crois pas pour ma part que leur gouver-
ıement y ait jamais attaché foi, car il paraît incroyable qu'il
'ait pas réalisé que si l'Allemagne avait des alliés, d'autres
ays aussi en pouvaient avoir. Ils ne pouvaient manquer de
omprendre que l'Alliance franco-russe était le résultat et
inévitable contre-partie de la Triple Alliance, que les
hemins de fer stratégiques allemands devaient en engendrer
'autres. L'encouragement donné par la France aux lignes
erroviaires russes convergeant vers la frontière allemande
tait la conséquence naturelle des lignes déjà créées par
Allemagne vers les frontières française et belge. La consé-
uence ne pouvait, en toute équité, être considérée plus
ıal intentionnée que la cause.

Après la formation de la Triple Alliance, la Russie se
ouva isolée, la France également, et la Grande-Bretagne ne
ıt pas seulement isolée, mais en danger constant d'une
ıerre avec l'une ou l'autre. Les hommes d'Etat allemands
e peuvent sérieusement avoir cru que cette situation pût
ırer. La France et la Russie trouvèrent quelque réconfort
ı une Alliance, que l'Angleterre puisa à son tour en une
ntente. Il me semblait vraiment que Berlin dut com-
endre cette suite d'événements, et que la théorie de la
ɩlitique « d'encerclement » n'était encouragée que pour
aintenir l'opinion allemande à la hauteur des dépenses
écessaires à son armement.

La visite que fit le Roi Edouard à Reval en 1908 fut, et
ste, l'objet d'injustes soupçons et de la plus pernicieuse
gende. Le Roi fut, comme de coutume, accompagné par
ırdinge et je restai en Angleterre. Le rapport que me fit
ırdinge au cours de cette visite est placé en appendice à ce
apitre. Qu'il soit ici remarqué que tous ces rapports rela-
s aux visites du Roi Edouard sont des compte-rendus sin-
res, complets et confidentiels de ce qui se passa.

Nous sûmes en mai 1910 le Roi gravement malade. J'étais
é à mon cottage pour le week-end sans m'imaginer qu'il y
t rien d'imminent ; un message particulier de Hardinge
apprit qu'il avait reçu de très mauvaises nouvelles de
ckingham Palace. Je retournai aussitôt à Londres. Mon

frère revenait précisément d'Afrique, je lui fis part de l'imminence du danger, et nous veillâmes ensemble. J'habitais une maison située Queen Anne's Gate, mais à son bout retiré et peu passager. La nuit était avancée, tout était calme autour de nous. Tout-à-coup, le silence de la rue déserte fut rompu, on criait quelque chose : nous nous penchâmes à la fenêtre et entendîmes les camelots crier « Mort du Roi ».

On ne se rend compte de l'entière portée d'un événement que lorsqu'il est réellement accompli. Nous avons beau nous y être préparés, nous sommes incapables de réaliser tout ce qu'il signifiera pour nous. J'eus l'impression qu'il était arrivé quelque chose d'irréparable comme une avalanche. Il importe, pour bien comprendre ce que fut le Roi Edouard, de se débarrasser tout d'abord de certaines conceptions erronées à son sujet, qui eurent cours plutôt à l'étranger que dans son propre pays. Une légende se fit jour de son vivant à laquelle on attacha peut-être encore plus foi dans la suite, que la politique britannique extérieure était due à son initiative, son instigation et se développait sous son contrôle. Telle ne fut pas mon expérience. Non seulement il accepta la coutume constitutionnelle que sa politique devait être celle de ses Ministres, mais il préférait même qu'il en fût ainsi. Il lisait tous les documents importants, et de temps à autre une dépêche revenait avec en marge un bref commentaire approuvant son contenu, mais c'était rare, et je n'ai pas souvenir d'une critique ni d'une suggestion. Il montrait dans la conversation qu'il était au courant, et avait suivi tout ce qui avait été fait, mais ses commentaires avaient trait au point immédiat. Il n'aimait pas les discussions prolongées et soutenues sur de larges aspects politiques, quoiqu'il sût faire preuve de solide bon sens et de jugement sûr sur n'importe quel sujet concret et immédiat. Ce serait une erreur d'en conclure qu'il restât indifférent aux directives de notre politique étrangère : il ne faut pas oublier que son cours avait été tracé avant que je ne prisse le Foreign Office, en 1905 — je ne faisais que suivre une voie qui lui était familière et sympathique. Mon impression est qu'il avait subi le même processus que beaucoup d'entre

nous, qu'il ressentait de l'inquiétude de notre dépendance de l'Allemagne, et une répulsion de nos querelles répétées avec la France ou la Russie ; aussi était-il sincère dans son désir d'amitié avec ces deux pays. Si ses Ministres avaient dirigé cette politique en sens inverse, il eût, j'imagine, su leur dire très nettement que ce qu'ils faisaient lui déplaisait et lui paraissait peu sage. Il ne nous laissa jamais douter que la politique que nous poursuivions avait sa cordiale approbation : mais il ne suggéra jamais qu'il fallût lui ajouter une pointe contre l'Allemagne, et lorsqu'il faisait à Berlin une visite d'Etat, il avait autant de plaisir à ce que sa présence y fût populaire qu'ailleurs.

S'il s'intéressait directement aux désignations des titulaires aux grands postes diplomatiques, tels que les Ambassadeurs, c'était pour leurs qualités personnelles, et non pas au point de vue politique : il désirait que nous fussions représentés à l'étranger avec dignité et prestige.

Quelles étaient donc les qualités qui le rendaient si nécessaire au pays ? Il est difficile de les décrire, car elles étaient d'essence impondérable et inhérentes à sa personnalité. Examinons d'abord les plus ordinaires. Il avait à un très haut degré ce don du cérémonial, si précieux chez un souverain. Personne ne savait comme lui comment il convenait de préparer, d'ordonner, et de faire se dérouler une cérémonie de la manière la plus propre à impressionner. Il y ajoutait encore de la dignité par sa présence et par le rôle qu'il y jouait. Il s'acquittait en cela à la perfection de la fonction que seul un souverain peut remplir pour l'Empire britannique. Certes, c'est là ce que l'on s'attend à rencontrer chez un monarque, mais si bien qu'il s'en acquitte, s'il ne possède pas quelque chose de plus, on reste froid, presque disposé même à critiquer ces étalages de magnificence. Le Roi Edouard avait cette faculté rare, presque unique, de combiner la bonhomie avec la dignité ; cette bonhomie était chaude et spontanée sans jamais rien enlever à son prestige. Son allure était un parfait exemple de tact, d'aisance, de majesté, auxquels s'ajoutaient ce bon sens et ce jugement qui savaient non-seulement lui éviter les erreurs, mais lui faire

trouver le mot juste à dire selon les circonstances ou l'individu. Ces dons, précieux chez tout souverain, l'étaient particulièrement chez celui qui était le centre vivant d'un empire comprenant des Dominions autonomes et les Indes.

Il y avait cependant quelque chose de plus qui donnait à toute chose un souffle et une ardeur issues de son entité personnelle — cette bonté humaine et chaude qui était l'essence même de son caractère ; il éprouvait un véritable malaise des chagrins ou des malheurs de ceux qu'il connaissait et ne manquait pas de faire tout en son pouvoir pour y remédier. Le succès ou l'heureuse chance d'un ami lui procurait un vif plaisir, une réelle satisfaction. Il avait cette faculté, toujours si attrayante, de jouir de la vie, qui l'est bien davantage lorsqu'elle se trouve unie à un désir actif que chacun en jouisse également. On jugera peut-être ces qualités peu exceptionnelles — cependant le Roi Edouard savait en donner l'impression : la foule même les reconnaissait. J'imagine, par exemple, que les plus humbles fervents de courses se trouvant dans la foule le jour du Derby savaient que le Roi Edouard était là pour jouir de cette fête nationale dans le même esprit qu'eux-mêmes ; qu'il désirait qu'ils en jouissent au même degré, et que leur plaisir était pour une part dans le sien. Il y avait, de fait, une réelle sympathie et une entière communauté de sentiments entre lui et son peuple. Et il en allait de même partout où il se trouvait. On m'a dit que ce fut perceptible jusque pendant la courte durée de sa visite à Berlin, où il n'y avait cependant pas d'Entente politique pour prédisposer à la popularité.

Cet effet était sans doute dû à la sincérité de ses propres sentiments, mais l'on aurait beau en chercher la cause, il faut quelque chose d'approchant le génie pour expliquer ce pouvoir remarquable de projeter sa personnalité sur une foule toute entière.

Sa popularité ne cessait de croître, et lorsqu'il mourut, la foule interminable, comme jamais on n'en avait vu, qui défila devant la chapelle ardente dressée au Westminster Hall, fut une manifestation de douleur sincère et individuelle aussi bien que de deuil national.

Une telle popularité concentrée sur un souverain constitutionnel était un immense avantage pour l'Etat, mais c'est une position qui ne saurait se combiner avec des responsabilités politiques. Toute association, passée ou présente, du Souverain avec des controverses politiques, lui serait fatale. La manière dont le Roi s'acquittait de sa tâche faisait de lui un véritable appoint de stabilité nationale, qui eût été d'une valeur inestimable en temps de crise ou de soulèvement. Sa mort fut ressentie comme une perte nationale, surtout par ses ministres qui portaient le poids de l'entière responsabilité de la conduite des affaires du pays.

Toute institution humaine doit inévitablement évoluer pour durer. La Monarchie britannique doit sa force et son endurance à son adaptabilité aux conditions nouvelles. Les Etats-Unis et la France ont démontré que le régime monarchique n'était pas essentiel aux Etats modernes : l'Empire britannique est aujourd'hui la preuve vivante qu'il y a place dans le pays le plus démocratique pour une monarchie qui, évoluant dans le sens voulu, remplit une fonction à laquelle aucune autre institution ne saurait se substituer. La monarchie britannique d'à présent ajoute à la stabilité de l'Angleterre et de toutes les parties de l'Empire sans le moins du monde entraver sa liberté. Une évolution de ce genre eût paru improbable dans les siècles antérieurs : on pourra lire, par la pensée, quelque étude prouvant avec force arguments que la Couronne doit s'ériger en barrière contre la démocratie ou être réduite à néant. La réponse à cela serait *solvitur ambulando* — toute chose est impossible jusqu'au moment où elle existe. Et celle-ci s'est affirmée par la plus convaincante des méthodes : non de par un plan prémédité, mais par évolution pratique.

Il est, pour cela, certaines conditions nécessaires. La succession doit être héréditaire : aucun système électif ne mettra un souverain tout-à-fait au-dessus des rivalités et des controverses — condition essentielle à sa situation toute particulière. Il doit incarner en sa personne les traditions du passé aussi bien que la pratique du présent, sa vie doit, dès avant, l'avoir entraîné et préparé pour la position qu'il est

appelé à occuper. Il importe qu'il se rende compte que tout en maintenant avec dignité, et même avec un faste raisonnable, le côté cérémonieux de la Couronne, elle est, en fait, une institution démocratique. Chaque Ministère doit avoir à son tour, à un degré égal, indépendamment de tout préjugé de classe ou de parti, la confiance, l'appui et le bon vouloir du Souverain. Quelle que soit l'influence dont il use auprès du Premier Ministre ou d'autres membres du Cabinet en faveur de ses opinions personnelles touchant la politique ou les nominations, le Souverain ne doit rien faire pour miner ou affaiblir la position des Ministres. Leur attitude envers lui doit, à charge de revanche, être respectueuse et franche : ils doivent avoir soin de protéger la monarchie et d'observer ses formes, c'est-à-dire que l'accomplissement par le souverain de ses devoirs, et son observance des limitations de la Monarchie doivent lui être reconnues par un parfait loyalisme.

Tous ceux qui furent présents lorsque le Roi George reçut pour la première fois ceux qui avaient été les Ministres du Roi Edouard, ne purent manquer d'être touchés par le chagrin profond éprouvé par le nouveau Roi à se voir appelé à prendre si tôt la place de son père ; ils durent aussi être impressionnés par la modestie et le sérieux avec lesquels il s'adonna à la tâche qui s'imposait à lui. Les promesses de cette première audience ont été tenues : le Roi est resté fidèle aux traditions et aux pratiques de son Père, donnant, pendant les dures années qui suivirent, l'exemple constant du devoir accompli et des sentiments patriotiques. Les années écoulées n'ont fait que confirmer l'impression que le régime de monarchie constitutionnelle est, de par sa substance et sa forme, de la plus haute valeur pour l'unité de l'Empire.

APPENDICE AU CHAPITRE XII

Rapport de Sir Charles Hardinge à Sir Edward Grey à l'occasion de la visite du Roi Edouard au Tsar, à Reval, en juin 1908.

Après une détestable traversée dans la mer du Nord, le Roi et la Reine arrivèrent à Kiel le dimanche 7 juin. Leurs Majestés y

furent reçues par le Prince et la Princesse Henri de Prusse et, après un court séjour, repartirent pour Reval, escortés jusqu'à une certaine distance du port par une flottille de contre-torpilleurs allemands.

La sémillante apparence de toute la flotte allemande de la mer du Nord reposant à l'ancre dans le port donnait à réfléchir sur le récent programme germanique de constructions navales, tandis que les évolutions compliquées de la flottille de torpilleurs, qui excita l'admiration de tous les officiers de marine à bord du Yacht Royal, furent une utile démonstration de l'efficience de la marine allemande.

Je mentionne en passant que les officiers des deux croiseurs britanniques H. M. S. *Minotaur* et *Achilles* furent, pendant qu'ils attendaient à Kiel pour escorter le Roi dans la Baltique, invités à dîner par le Prince Henri de Prusse qui leur fit un discours exprimant des sentiments d'amitié à l'égard de l'Angleterre, écartant toute intention agressive de la part de la marine allemande, et leur demandant de répandre et de faire bien comprendre ces idées en Angleterre. Ceux qui connaissent le Prince Henri sont d'avis qu'il n'eût pas parlé dans ce sens sans instructions précises.

J'ai pu m'assurer pendant notre court séjour à Kiel que les travaux d'agrandissement du Canal sont déjà commencés, et qu'une commission siégeait cette semaine à Kiel pour en établir les détails.

Le Roi et la Reine sont arrivés à Reval dans la matinée du 9, après avoir eu un temps splendide dans la Baltique : ils y ont trouvé le Tsar, les deux Impératrices, des membres de la famille impériale, ainsi que quelques Ministres russes à bord des deux yachts impériaux, et le croiseur *Almaz*, seul survivant de la grande escadre russe qui prit part à la bataille de Tsoushima.

Le temps fut heureusement fort beau pendant les deux jours que nous passâmes à Reval, malgré une tempête qui avait sévi deux jours auparavant avec une telle violence que toute communication entre les yachts était devenue impossible, et que la neige tomba jusqu'à une épaisseur de douze centimètres.

Le Roi eut, au cours de cette visite, plusieurs entrevues avec M. Stolypine et M. Isvolsky, dont ils conservèrent mutuellement, m'assure-t-on, la meilleure impression.

J'eus plusieurs occasions de discuter avec M. Isvolsky les différentes questions de politique étrangère qui intéressent plus particulièrement nos deux pays, et j'ose espérer que cet échange de vues direct entre les deux « Foreign Offices » portera ses fruits et facilitera la solution de la plupart des questions en suspens.

Mon premier soin fut de demander à M. Isvolsky quelle impression avait produit sur lui et en Russie le récent discours prononcé

par Sir Edward Grey à la Chambre des Communes (1). Il me répondit qu'elle avait été excellente et que le ton de modération et de fermeté qui l'inspirait avait par-dessus tout frappé les Russes. Il en était évidemment très satisfait.

La question de la Réforme macédonienne donna lieu à de longues discussions, et fournit à M. Isvolsky l'occasion de développer le système général de la politique russe à l'égard de l'Angleterre et de l'Allemagne que je vais m'efforcer d'exposer le plus brièvement possible.

M. Isvolsky déclara que ce projet de réforme lui tenait, ainsi qu'à l'opinion russe, très à cœur, comme le marquait d'ailleurs la presse, qu'il aurait personnellement très volontiers accepté le projet tel que l'avait tout d'abord développé Sir Edward Grey, s'il avait entrevu la moindre chance de le faire accepter par le reste des Puissances et, en dernier ressort, par le Sultan. Mais il savait pertinemment que ce projet aurait rencontré une violente opposition en Allemagne et en Autriche et prévoyait même actuellement des difficultés considérables, si l'on apportait au proje tdéfini dans sa dernière note de nouvelles modifications par trop radicales. Il me rappela que la Russie se trouvait toujours dans une situation difficile vis-à-vis de l'Allemagne, à cause de la suprématie militaire de cette dernière sur la frontière ; qu'il éprouvait aussi de vives appréhensions sur les futurs développements politiques des Puissances, et que le grand âge et la mauvaise santé de l'Empereur François-Joseph étaient une source de plus d'inquiétudes pour l'avenir. La Russie se voyait donc obligée à la plus grande prudence à l'égard de l'Allemagne et ne devait pas lui fournir la moindre occasion de se plaindre que l'amélioration des rapports de la Russie avec l'Angleterre eût entraîné envers elle une diminution correspondante de cordialité. Que le gouvernement de Berlin s'était, depuis des mois, plaint ouvertement à plusieurs reprises de l'hostilité de la presse russe, et, quoiqu'il regrettât vivement les sentiments si franchement exprimés par la presse, qu'il croyait d'ailleurs absolument sincères, force lui était d'avouer son impuissance, sous le nouveau régime de liberté, à contrôler ses manifestations.

La visite du Président de la République Française à Londres, celle du Roi à Reval, puis celle du chef d'Etat français, prochainement attendue, en Russie, n'avaient pas contribué à améliorer les choses et il fallait s'attendre à des difficultés provenant d'Allemagne et d'Autriche, surtout pour l'adoption du projet de réformes en Macédoine. Il exprima donc l'espoir que sa dernière note, qu'il

(1) Probablement le discours du 17 février 1908, exposant la Convention anglo-russe.

avait des raisons de croire que l'on pourrait décider Berlin à accepter telle quelle, serait adoptée par Sir Edward Grey comme marquant la limite jusqu'où l'on pourrait tendre la corde sans la briser et que la visite du Roi à Reval pût être consacrée par l'annonce du complet accord entre l'Angleterre et la Russie sur le projet des réformes à appliquer en Macédoine.

Je répondis à M. Isvolsky que le texte de sa dernière note n'était pas encore parvenu à Sir Edward Grey lors de mon départ de Londres — mais seulement un résumé télégraphique envoyé par M. O'Beirne. Sir Edward Grey n'avait donc pu me donner d'instructions complètes et définitives, quoiqu'il m'eût autorisé à suggérer des solutions à quelques-uns des points restés en suspens. J'avais reçu le texte de sa note pendant l'arrêt à Kiel et, tout en me rendant compte que l'on était presque parvenu à un complet accord, il serait impossible de faire la déclaration qu'il proposait, à moins qu'il ne fût prêt à accepter le compromis que j'étais autorisé à suggérer. Pour ce qui était de l'attitude de l'Allemagne envers l'Angleterre et la Russie, ainsi que de l'amélioration des rapports entre nos deux pays, le gouvernement de Sa Majesté n'était pas inspiré par le moindre sentiment d'hostilité pour l'Allemagne avec laquelle il était désireux de rester dans les termes les plus amicaux et réalisait qu'il importait d'éviter toute action susceptible d'irriter inutilement ou d'exaspérer les sentiments allemands. Une attitude analogue était sans doute plus nécessaire encore à la Russie, mais ne signifiait en aucune façon, pour ce qui était du gouvernement britannique, le sacrifice de ses légitimes intérêts, ni de ceux de l'humanité, pour échapper au mauvais vouloir de l'Allemagne, vu que ce serait le moyen le plus sûr de le provoquer. Quoique l'attitude du gouvernement de Sa Majesté fût, et eût toujours été entièrement correcte à l'égard de cette dernière, on ne pouvait ignorer le fait que l'accroissement exagéré de son programme naval avait soulevé en Angleterre une profonde méfiance à l'égard de ses intentions futures. Cette méfiance ne ferait que s'accentuer avec le temps par la réalisation du programme allemand et l'accroissement des impôts qu'entraîneraient en Angleterre les indispensables contre-mesures navales. Il se pourrait bien qu'une situation critique se produisît d'ici sept ou huit ans, en laquelle, si sa position en Europe se trouvait être forte, la Russie pourrait agir en arbitre de paix avec plus d'autorité pour l'imposer au monde que n'importe quelle Conférence de La Haye. Il était donc absolument nécessaire, pour cette raison même, que l'Angleterre et la Russie entretinssent des rapports aussi cordiaux et amicaux que ceux qui existaient actuellement entre l'Angleterre et la France, lesquels seraient en outre, dans le cas de nos deux pays, inspirés

par une identité d'intérêts dont le moindre n'était pas la solution du problème macédonien.

Il en était de même pour la visite du Roi à Reval, qui ne pouvait en aucune façon être interprétée comme constituant une provocation à l'Allemagne, car l'on ne saurait admettre que l'Empereur allemand jouisse du monopole des visites d'Etat à d'autres souverains, Sir Edward Grey ayant d'ailleurs très explicitement déclaré à la Chambre des Communes que l'on ne se proposait de traiter à Reval aucune convention ni accord nouveaux. J'ajoutai que cette déclaration avait précisément pour but d'éviter toute complication entre l'Allemagne et la Russie du fait de la visite que le Roi faisait au Tsar.....

Soulevant la question des chemins de fer balkaniques, M. Isvolsky se plaignit amèrement de ce que le baron d'Aehrenthal lui eût imposé, sans crier gare, la concession du chemin de fer du Sandjak — procédé qui avait sérieusement bouleversé le statu quo dans les Balkans et ébranlé sa confiance en son collègue autrichien. Il était évident que malgré les dix-sept années qu'il avait passées en Russie, Aehrenthal n'avait pas compris le vrai sentiment russe à l'égard des populations slaves des Balkans, puisqu'il s'était figuré qu'il n'y aurait qu'un bref sursaut dans la presse, et qu'ensuite les relations austro-russes retomberaient dans le sentier battu. Il avait en cela fait tout-à-fait fausse route, car jamais plus ces relations ne sauraient être, en ce qui touchait les Balkans, les mêmes qu'auparavant. M. Isvolsky me dit qu'il éprouvait de grandes inquiétudes au sujet des questions des chemins de fer balkaniques ; qu'il était convaincu que celui du Sandjak serait poussé avec la plus grande vigueur par l'Autriche, et qu'à son avis il était absolument indispensable que la ligne Danube-Adriatique fût menée du même pied ; que le gouvernement russe n'avait qu'un intérêt financier très restreint dans la ligne projetée, mais se rendait compte que l'achèvement des projets autrichiens signifierait un monopole des constructions ferroviaires en Macédoine ; si ce bruit se trouvait confirmé, il n'hésiterait pas à prendre de vigoureuses mesures pour empêcher ce qu'il considérerait comme une atteinte à l'esprit du Traité de Berlin. Tout en regrettant que le gouvernement anglais n'ait pu, jusqu'à présent, soutenir le projet de chemins de fer serbes, il appréciait ses raisons, mais espérait qu'aussitôt que serait intervenu un accord au sujet des réformes en Macédoine, le gouvernement de Sa Majesté pourrait lui apporter son appui.

J'assurai M. Isvolsky que le gouvernement britannique n'était nullement opposé en principe à la construction de lignes ferroviaires en Macédoine qui auraient nécessairement une influence civilisatrice, mais qu'il doutait de l'opportunité de l'initiative de

l'Autriche à un moment où les Puissances consacraient tous leurs efforts à la question des réformes. Il m'était cependant permis d'ajouter qu'aussitôt que ce projet de réformes aurait été communiqué à Constantinople par les Puissances, Sir Edward Grey serait tout disposé à donner à l'Ambassadeur des instructions pour qu'il fasse comprendre à la Porte la nécessité de réserver au chemin de fer Danube-Adriatique un accueil similaire à celui du chemin de fer du Sandjak. Nous étions d'avis qu'il fallait ou bien accorder les deux concessions, ou aucune.

M. Isvolsky abonda entièrement dans mon sens, ajoutant que le gouvernement russe préférerait pour sa part qu'il n'en fût pas accordé du tout.

Les conversations que j'eus avec M. Isvolsky, et dont ce qui précède est le résumé, durèrent environ trois heures en tout, et, quoique je le connusse personnellement depuis de longues années, elles me donnèrent un aperçu du côté officiel de son caractère que je n'avais pas eu, avant cela, l'occasion de remarquer. Il m'a frappé comme étant fort capable et adroit, mais timoré à l'excès. Tout en s'efforçant de me pousser à m'engager sur la question macédonienne au-delà des pouvoirs qui m'étaient conférés, toute suggestion que je lui fis fut aussitôt mise de côté comme demandant à être étudiée avec soin. Il se montra cependant tout-à-fait amical.

J'eus plusieurs fois l'occasion d'avoir de courtes conversations avec le Tsar qui avait remarquablement bonne mine et se montrait fort gai. La première fois, Sa Majesté fit le plus grand éloge du discours de Sir Edward Grey à la Chambre des Communes qui témoignait, dit-il, d'une appréciation d'une justesse remarquable sur la véritable situation politique en Russie, et avait produit la meilleure impression. Il me pria de transmettre au Ministre ses plus vifs remerciements et de lui dire qu'il endossait et acceptait chaque parole de son discours. Il était très satisfait que le débat ait eu lieu, puisqu'il avait montré au monde que deux grands partis politiques en Angleterre partageaient les mêmes sentiments d'amitié pour la Russie, et les dissidents ayant eu toute latitude pour dire tout ce qu'ils voulaient contre lui et son gouvernement, l'atmosphère s'en trouvait allégée comme après un orage.

Sa Majesté espérait beaucoup avoir, avant peu, l'occasion de faire la connaissance de Sir Edward Grey, qui avait contribué pour une si grande part à la réalisation de ses plus chers espoirs par l'amélioration marquée des rapports entre l'Angleterre et la Russie.

L'Empereur exprima à plusieurs reprises sa grande satisfaction de la visite du Roi et de la Reine qui, dit-il, mettait le sceau au but et à l'esprit de l'Accord anglo-russe, et dit sa conviction

profonde que les sentiments d'amitié unissant à présent les deux gouvernements ne pourraient que mûrir et se fortifier avec le temps à l'avantage des deux pays. Il se produirait sans doute, de temps à autre, pour des questions d'ordre secondaire, quelques divergences de vues, mais la similitude des intérêts nationaux de l'Angleterre et de la Russie tant en Europe qu'en Asie, dépasserait de beaucoup les conséquences possibles d'aussi infimes différences d'opinion. Un regard jeté sur la presse russe, de quelque nuance fût-elle, démontrait irréfutablement à quel point la visite du Roi était bien accueillie d'un bout à l'autre du pays et considérée comme le signe visible d'une ère nouvelle dans les rapports anglo-russes. Lorsque j'exprimai ma surprise que des journaux tels que le *Novoie Vremia* (1) que j'avais toujours considéré comme étant l'un des plus irréductibles ennemis de l'Angleterre, fût devenu l'un des plus ardents protagonistes d'un accord anglo-russe, Sa Majesté admit qu'il avait lui-même été étonné de la rapidité d'extension de ce sentiment, et qu'il en avait à peine cru ses yeux en lisant tout récemment dans un canard ultra-chauvin, intitulé le *Sviet* (2), un article de chaudes louanges à l'adresse de l'Angleterre insistant sur des rapports plus intimes entre les deux pays. Depuis que l'on a établi en Russie la liberté de la Presse, celle-ci est véritablement devenue le reflet de l'opinion publique, et il est surprenant de voir l'unanimité absolue régnant au sujet de la nécessité de rapports meilleurs avec l'Angleterre. L'idée s'en était profondément ancrée dans l'esprit populaire ; il ne fallait plus que l'entretenir avec soin pour lui faire porter ses fruits dans l'avenir.

L'Empereur reconnut que cette même liberté d'expression de la presse lui avait, ainsi qu'à son gouvernement, valu d'assez sérieux embarras au point de vue des relations avec Berlin, car le moindre incident se produisant dans la partie la plus éloignée de l'Empire, fût-ce un tremblement de terre ou un orage, était immédiatement mis au compte de l'Allemagne, dont le gouvernement lui avait tout récemment adressé d'aigres réclamations à cause du ton inamical de la presse russe. Il se voyait cependant incapable de remédier à cet état de choses, sauf par un occasionnel communiqué officiel qui ne produisait d'ailleurs que peu d'effet. Il eût préféré que la presse dirigeât plutôt son attention vers les affaires intérieures, mais c'était trop lui demander.

Le Tsar fit allusion aux récents accords sur la Baltique et la mer du Nord, disant qu'il n'en voyait ni la raison ni les avantages, la situation restant, autant qu'il en pouvait juger, la même

(1) *Le Temps Nouveau*, organe gouvernemental russe.
(2) *La Lumière*.

qu'auparavant, avec, pour tout résultat, une dépense considérable de temps et d'énergie et une période de vive inquiétude parmi les petits États, durant les négociations, quant aux intentions des grandes Puissances. Ils semblaient cependant avoir donné satisfaction à l'Empereur allemand, il n'y avait donc pas lieu de les regretter.

Je saisis l'occasion de dire à l'Empereur que je supposais que le maintien de l'ouverture des Détroits entre la Baltique et la mer du Nord demeurerait l'un des principes cardinaux de la politique russe, à quoi Sa Majesté acquiesça avec chaleur comme étant d'un intérêt capital pour la Russie. Je répondis que le libre accès de la Baltique était également de haute importance pour l'Angleterre et que si l'on soulevait jamais dans l'avenir la question de la fermeture des Détroits, la Russie pourrait compter sur notre coopération pour les garder ouverts — à quoi l'Empereur fit la remarque que c'était là un exemple de plus de l'identité de nos intérêts.

12 juillet 1908.

Le reste de ce rapport traite des détails des réformes en Macédoine, de diverses questions soulevées, par rapport à la Perse, par l'accord anglo-russe, et des mesures à prendre en Crète à la suite du retrait du contingent international.

CHAPITRE XIII

LA TROISIÈME CRISE (AGADIR)

Mort de George Grey. — Troubles au Maroc. — Marche française sur Fez. — Riposte allemande. — Le *Panther* à Agadir. — L'attitude britannique. — Le silence de Berlin. — Un discours de Lloyd George. — Protestations de l'Allemagne. — Marchandage allemand et français. — Efforts britanniques pour la paix. — Quelques instants de détente. — Une théorie du geste allemand — Revue de la politique allemande. — Quelques Ambassadeurs germaniques.

Au début de 1911 mon frère cadet George fut tué par un lion dans l'Est-Africain. L'œuvre et le plaisir de sa vie étaient d'être pionnier et explorateur des pays de tracés inconnus. Nos occupations fort dissemblables se poursuivaient sur des continents séparés, mais lorsqu'il revenait en Angleterre, Fallodon restait son " home ". Il y avait passé plusieurs mois avec moi ainsi qu'à Londres en 1910, et nous avions projeté de vivre ensemble de façon permanente lorsque lui renoncerait à ses voyages et que je ne serais plus retenu par mes fonctions. Il s'était heurté, au début de sa vie, à de graves difficultés que ses éminentes qualités l'avaient aidé à surmonter. Sa conception de tous les côtés pratiques de l'œuvre de l'humanité était forte et précise, et il avait une grande puissance de décision et d'action résolue. Il jugeait aussi les hommes d'un coup d'œil très sûr. A cela venait s'ajouter un mépris inné de tout ce qui n'était pas d'une droiture absolue, et un inébranlable courage physique et moral. Aux moments de danger, dans les lieux les plus sauvages, c'était un chef. Il avait su en ces dernières années me témoigner, sans qu'il fût besoin de les exprimer, sa

tendresse et sa sympathie, qualités si particulièrement attrayantes lorsqu'elles sont unies au courage et à la force de caractère. Sa mort si subite fut un coup et une perte irréparable pour sa famille et ses amis intimes.

Le Maroc devint, au printemps de cette année là, le théâtre de grands troubles intérieurs ; Fez même se trouva menacée et il devint évident que l'on tenterait de forcer la main à la France, qui se verrait dans la nécessité d'y envoyer des troupes pour alléger la situation et éviter une catastrophe dont ses propres sujets et d'autres Européens risquaient d'être victimes. L'Espagne était l'autre Puissance ayant au Maroc une situation particulière ; elle tenait fort à son prestige et craignait qu'en tant que Puissance moindre que la France, il n'y fût porté atteinte. Si la France se décidait à l'action, l'Espagne ferait très certainement quelque chose pour affirmer son influence — ce serait donc toute l'affaire marocaine rouverte. Je m'efforçai de retenir les deux intéressées le plus longtemps possible, mais les choses allant en empirant, la France envoya un contingent à Fez et l'Espagne débarqua des troupes dans sa zone. Puis, tout-à-coup, les Allemands envoyèrent à Agadir un bateau, le *Panther*. Or, Agadir n'était pas un port ouvert au commerce, on le disait même propre à devenir une base navale. L'acte de l'Allemagne provoqua une crise immédiate et les possibilités de guerre ou de paix restèrent en suspens des semaines durant. Liés par l'accord de 1904 à donner à la France notre appui diplomatique, nous remplîmes notre engagement dans la lettre et dans l'esprit, tout en faisant de notre mieux pour orienter la situation vers la paix.

L'argument mis en avant par Berlin fut qu'en allant à Fez, la France avait modifié le statu quo déterminé par l'Acte d'Algésiras, et que si celui-ci n'était pas rétabli, l'Allemagne aurait droit à une compensation. Nous ne pouvions rien trouver à redire à cela, et la France accepta de négocier sur cette base.

Je marquai alors à Metternich que s'il survenait des complications, l'opinion publique britannique prendrait le parti de la France, et qu'en conséquence les réclamations

allemandes ne devaient pas être telles qu'elles ne pussent être acceptées par aucun gouvernement français. J'insistai d'autre part pour que la France se retirât le plus rapidement possible de Fez, et empêchai l'envoi de bateaux anglais et français qui se seraient placés bord à bord à Agadir près du bateau allemand, ou auraient occupé, à titre de représailles, d'autres ports du Maroc. Une mesure pareille, prise par nous ou par la France tant que subsistait un espoir de paix, ne pourrait manquer de peser dans la balance du côté de la guerre. Je dis à la France qui nous posait la question, que pour ce qui était des compensations, nous ne soulèverions d'opposition à rien de ce qu'elle déciderait de concéder à l'Allemagne au Congo français, et qu'au Maroc même, les intérêts britanniques ne nous contraignaient pas à refuser des concessions, sauf tout ce qui serait susceptible de devenir une base navale au flanc de notre route commerciale. Des concessions au Maroc n'eussent certes pas été une solution agréable, mais c'était à la France, et non pas à nous, de les exclure. Nous fîmes bien comprendre au gouvernement français que nous ne ferions pas la moindre suggestion ni allusion à quoi que ce fût qui pût lui déplaire, et qu'il pouvait être assuré de notre appui diplomatique pour résister à toute exigence allemande qu'il jugerait excessive. On ne craignit pas cette fois, comme en 1906, que nous lâchions la France. Mes rapports avec Cambon étaient de telle nature que je pouvais discuter avec lui toutes les méthodes possibles de conciliation sans qu'il en éprouvât la moindre appréhension pour son pays.

L'envoi du *Panther* à Agadir fut une façon quelque peu brusque d'entamer des négociations avec la France : les Allemands la firent suivre d'un manque d'égards à notre adresse qui entraîna un incident dramatique, et je veux, au risque d'embrouiller quelque peu les fils de mon récit, citer les documents expliquant et commentant cet incident.

Voici la première nouvelle qui nous parvint de l'envoi du *Panther* :

Minute rédigée par Sir A. Nicolson.

Sir Edward Grey,

L'Ambassadeur d'Allemagne est venu annoncer ce matin qu'il avait ordre de faire une communication verbale qui se trouve rapportée dans l'aide-mémoire ci-dessus, ajoutant que l'on en faisait une semblable aux gouvernements français et espagnol par le canal des Ambassadeurs allemands accrédités dans ces pays. Je me bornai à remarquer qu'Agadir n'était pas un port ouvert, et que je n'avais pas connaissance que des sujets allemands ou étrangers habitassent dans son voisinage.

Le comte Metternich, poursuivant, me dit vouloir fournir quelques explications : l'avance française à Fez, quant à la nécessité de laquelle les rapports allemands différaient de ceux des Français, et aussi l'établissement tant par la France que par l'Espagne de postes militaires dans différentes parties du Maroc, avaient créé une situation nouvelle rendant illusoires les dispositions de l'Acte d'Algésiras, en vertu desquelles ces deux puissances étaient seulement autorisées à organiser dans certains ports des postes de police. Le gouvernement allemand, tout en ne voulant nullement critiquer l'action de la France et de l'Espagne, se voyait contraint à écouter les requêtes des sujets allemands et des sujets placés sous sa protection dans les districts du sud où n'existaient pas de forces de police. Il était de son devoir d'apporter la protection nécessaire aux vies et aux propriétés de ces sujets et de continuer à le faire tant que ne seraient pas rétablies des conditions normales de paix et de tranquillité. Le gouvernement allemand était tout disposé à rechercher avec les gouvernements français et espagnol une solution précise à la question marocaine, sachant fort bien qu'il s'y rencontrerait des difficultés, mais étant donné les rapports amicaux existant entre l'Allemagne, la France et l'Espagne, il ne jugeait pas que celles-ci fussent insurmontables. L'aide du gouvernement britannique serait la bienvenue, s'il consentait à contribuer à ce but.

J'assurai l'Ambassadeur que je vous transmettrais le plus fidèlement possible ce qu'il m'avait dit ; qu'il devait comprendre que cette communication était de la plus haute importance et demanderait à être fort sérieusement étudiée.

A. N.

Foreign Office, 1er juillet 1911.

P. S. — Je dois ajouter que le comte Metternich a déclaré qu'un retour au *statu quo ante* était hors de question.

J'eus le 4 juillet la conversation suivante avec l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres :

Sir Edward Grey au Comte de Salis (1).

Foreign Office, 4 juillet 1911.

J'ai informé aujourd'hui le comte Metternich que je me voyais obligé de lui dire au nom du gouvernement de Sa Majesté, que nous ne pouvions nous désintéresser de la question du Maroc, en laquelle nous devions prendre en considération nos obligations de traité avec la France, ainsi que nos intérêts propres. Que nous étions d'avis qu'une situation nouvelle avait été créée du fait de l'envoi d'un vaisseau allemand à Agadir, situation dont les développements futurs pourraient toucher les intérêts britanniques plus directement que ce n'avait été le cas jusqu'à présent, et que nous ne pouvions par conséquent reconnaître aucun nouvel arrangement conclu sans nous.

Le comte Metternich me demanda la permission de prendre par écrit mes paroles exactes. Je les lui dictai donc, en lui faisant néanmoins observer qu'il devait les considérer comme une conversation et non pas comme une communication écrite.

Il déclara ensuite que la nouvelle situation avait été créée par l'action française et espagnole.

Je répondis que j'en concluais donc que l'action de ces deux Puissances avait imposé au gouvernement allemand la nécessité d'un geste flagrant pour calmer son opinion publique et lui démontrer que l'Allemagne avait sa part d'intérêts dans la question du Maroc, tandis que nous, dont les intérêts y étaient beaucoup plus considérables, n'avions même pas songé à avoir recours à une mesure de ce genre. Il importait donc d'autant plus qu'il fut très nettement établi que, pas plus qu'elle, nous ne pouvions laisser les événements s'y développer sans nous.

Le comte Metternich me dit alors que l'attitude adoptée par notre presse à l'occasion de l'envoi à Agadir d'un bateau allemand n'était pas faite pour engendrer cette atmosphère favorable à la discussion dont j'avais hier exprimé le désir ; la presse germanique s'étant, par contre, montrée fort calme.

Je répondis que j'avais fait observer hier que le fait, pour l'Allemagne, d'avoir envoyé un bateau dans un port fermé ne saurait manquer de surexciter la presse ici et ailleurs, et que si c'était nous qui l'avions fait à la place du gouvernement de Berlin,

(1) Chargé d'Affaires et Conseiller de l'Ambassade d'Angleterre à Berlin.

la presse allemande se serait très certainement manifestée de la même façon.

Commentant la communication que je lui avais faite, le comte Metternich m'assura de sa conviction que son gouvernement comprendrait qu'il était naturel que nous portions intérêt à la question.

Agréez, etc.
E. GREY.

On remarquera que cette communication fut faite après consultation avec le Cabinet, et que le premier paragraphe exprimait ce que j'avais été autorisé à dire. Les jours passèrent, Metternich restait apparemment sans instructions de Berlin et ne put rien me dire lorsque je le revis. Il est vrai que nous n'avions pas adressé de question directe à l'Allemagne, mais il n'était pas d'usage qu'un gouvernement parût ignorer une communication semblable à celle que j'avais faite.

On vint m'avertir tout-à-coup dans l'après-midi du 21 juillet que Lloyd George (qui était alors Chancelier de l'Echiquier) était venu au Foreign Office et désirait me voir. Il entra dans mon bureau et me demanda si j'avais reçu du gouvernement allemand une réponse quelconque à la communication que j'avais faite le 4 juillet au nom du Cabinet. Je répondis que je n'en avais reçu aucune, mais pour mieux m'en assurer, je fis demander au Département s'il n'était rien venu ce jour-là que l'on ne m'eût pas encore remis. Il n'y avait rien. Lloyd George me demanda s'il n'était pas étrange que notre communication eût été négligée de la sorte ; je lui répondis que ce l'était en effet. Il me dit alors que devant prononcer ce soir-là un discours dans la Cité de Londres, il avait pensé faire allusion à cette omission, et sortant des papiers de sa poche, il me lut ce qu'il avait noté comme répondant à la situation. Je fus d'avis que ce qu'il se proposait de dire se justifiait absolument et serait d'un effet salutaire, aussi y acquiesçai-je cordialement, d'autant qu'il n'y avait rien dont l'Allemagne pût se froisser.

Lloyd George parla donc ce soir-là : je cite la partie la plus importante de son discours :

Je dois aussi déclarer ici ma conviction qu'il est essentiel aux plus hauts intérêts, non seulement de ce pays, mais du monde, que la Grande-Bretagne maintienne à tout prix sa place et son prestige parmi les grandes Puissances. Son influence considérable a mainte fois été dans le passé, et peut encore être dans l'avenir, un facteur inappréciable pour la cause de la liberté humaine. Elle a plus d'une fois sauvé d'irréparables désastres, voire même d'annihilation nationale, des peuples continentaux qui ne furent que trop prompts à oublier ses services. Je suis prêt à de grands sacrifices pour préserver la paix; et je ne conçois rien, sauf des questions de la plus grave importance, qui puisse justifier un bouleversement du bon vouloir international. Mais si l'on venait à nous imposer une situation où la paix ne pourrait être préservée que par l'abandon de la grande et bienfaisante position que s'est conquise l'Angleterre par des siècles d'héroïsme et de hauts faits, qu'en permettant que la Grande-Bretagne soit traitée, dans ses intérêts les plus vitaux, comme si elle ne comptait pas dans le Concert des Nations, alors je déclare avec force que la paix à ce prix serait une humiliation intolérable pour un grand pays comme le nôtre. L'honneur national n'est pas une question de parti. La sécurité de notre grand commerce international n'est pas une question de parti. La paix du monde sera d'autant mieux assurée que toutes les nations auront réalisé en conscience quelles en doivent être les conditions. Et c'est parce que j'ai la conviction que les peuples commencent à se mieux comprendre, à apprécier plus profondément les points de vue de chacun, à être plus disposés à discuter leurs différends avec un calme dépourvu de passion, que j'ai pleinement confiance que rien ne saurait se produire entre cette année et la prochaine qui puisse rendre difficile au Chancelier de l'Echiquier ici présent de répondre au toast proposé par vous, Monsieur le Lord Maire, à la prospérité continue de la fortune publique.

Ce discours de Lloyd George fut entièrement une idée à lui. Je ne fis rien pour le provoquer, mais il fut le très bienvenu. L'effet en fut beaucoup plus vif que s'il avait émané de moi. Il y avait dans le pays une partie, et une partie importante, de gens qui regardaient le Foreign Office en général, et moi en particulier, comme exagérément anti-allemands, tout comme ils avaient, en 1893, considéré Rosebery et le Foreign Office comme anti-français. Tout ce que j'eusse pu dire n'eût donc produit dans ce milieu qu'une réaction d'antipathie. Les Allemands le savaient fort bien, et comptaient sans aucun doute tirer profit de mes déclara-

tions éventuelles, tandis que Lloyd George était intimement associé avec ce que l'on supposait être l'élément pro-germanique dans le Gouvernement libéral et à la Chambre des Communes. Aussi, lorsqu'il eut parlé avec cette netteté, Berlin comprit-il qu'il lui fallait compter avec le Gouvernement tout entier et avec les Communes. Je reste, maintenant comme alors, convaincu que ce discours fut pour beaucoup dans le maintien de la paix en 1911. Il provoqua en Allemagne une violente explosion de paroles, mais fit réfléchir et douter les chauvins de la sagesse qu'il y aurait à mettre le feu aux poudres. Il eut certainement pour effet de faire reprendre contact au gouvernement allemand avec son Ambassadeur à Londres par l'envoi d'instructions dont témoignent les comptes-rendus suivants de conversations qui eurent lieu.

Sir Edward Grey à Sir E. Goschen.

Foreign Office, 24 juillet 1911.

Le comte Metternich a demandé à me voir aujourd'hui, et m'a fait savoir qu'il avait adressé un compte-rendu à son gouvernement de ce que je lui avais dit le vendredi 21, et avait reçu pour instructions de me faire la communication suivante :

Le gouvernement allemand a dès le début envoyé un bateau à Agadir afin d'y protéger les intérêts allemands, la cause déterminante étant l'attaque d'une ferme allemande par des indigènes.

Ici, je lui fis remarquer que je n'avais pas, autant qu'il m'en souvînt, entendu parler jusqu'à présent de cette attaque, ayant compris que le bateau avait été envoyé en prévision de ce qui pourrait se produire et non pas d'un fait déjà établi.

Le comte Metternich me répondit qu'on ne le lui avait, en effet, pas signalé auparavant.

Il poursuivit ensuite en me disant qu'il ne s'était rien produit jusqu'à ce jour qui pût donner à croire que les intentions allemandes fussent modifiées. Pas un homme n'avait été débarqué, et il pouvait m'assurer, quoique ce fût très confidentiel, que le commandant allemand avait reçu ordre de ne faire débarquer ses hommes qu'en cas de nécessité extrême — si des vies allemandes se trouvaient menacées.

Je lui fis remarquer qu'il n'y avait à ma connaissance pas d'Allemands dans cette région ; que par conséquent le mot « allemand » devait signifier des protégés allemands.

Le comte Metternich répondit qu'il n'avait, sur ce point, aucun renseignement.

Puis il continua en disant que son gouvernement regrettait fort que l'on eût attaché foi à des insinuations de provenance hostile à l'Allemagne. Celle-ci n'avait jamais songé à créer un port militaire sur la côte du Maroc, et n'en aurait jamais l'idée. De telles pensées n'étaient que des hallucinations. Elle n'avait pas davantage de visées sur le territoire marocain, mais demandait que la France s'en tînt strictement à l'Acte d'Algésiras ou qu'elle s'expliquât avec l'Allemagne. Le gouvernement de Berlin jugeait que cette dernière voie serait plus conforme aux intérêts de la France, et avait proposé, sans rien préciser, qu'il lui fût donné une compensation en matière coloniale, afin qu'elle pût renoncer à son droit d'opposition contre l'action française au Maroc. Des négociations étaient entamées avec la France à cet effet, sur lesquelles les deux parties avaient promis de garder le secret le plus absolu — lequel avait été observé par les Allemands au point que pas même ses Alliés n'étaient au courant de ce qui s'était passé, tandis qu'au contraire la France, au vif regret de l'Allemagne, avait donné à la presse, ainsi qu'à ses amis, des renseignements partiels qui, inexacts et incomplets, étaient calculés pour induire les gens en erreur sur les intentions de l'Allemagne.

Herr von Kiderlen avait déclaré à M. Jules Cambon qu'il ne pouvait poursuivre des négociations et faire des propositions précises et détaillées (ce qu'il n'avait jusque-là pas encore fait), tant que le secret ne serait pas assuré. Et afin d'éviter des rapports altérés, il proposait d'en communiquer les résultats aussitôt que l'on se serait mis d'accord, à des amis mutuels et à la presse. La réponse de M. Jules Cambon était attendue hier.

Si les demandes allemandes semblaient excessives, Berlin était tout disposé à faire des concessions au Maroc comme aussi sur la question coloniale. Mais le ton chauvin de la presse française ainsi que d'une partie de la presse britannique menaçant l'Allemagne de l'intervention des amis de la France, n'était pas fait pour amener un règlement amiable. Même si les négociations en cours venaient à échouer, l'Allemagne n'en aurait pas pour cela de visées sur le territoire marocain, mais il lui faudrait exiger de la France avec la plus grande énergie que l'Acte d'Algésiras soit entièrement mis à exécution dans l'esprit comme dans la lettre. L'Allemagne, en sa qualité de grande Puissance, ne pouvait permettre à la France d'empiéter sur ses droits contrairement aux traités écrits. Elle espérait encore que les choses n'en viendraient pas à ce point et qu'un amical échange d'opinions pourrait l'éviter. Si cependant la France ne consentait pas à s'entendre

sur la base proposée, l'Allemagne se verrait dans l'obligation d'exiger un retour au *statu quo ante* au Maroc, et compterait dans ce cas sur l'appui des autres Puissances parties à l'Acte d'Algésiras et particulièrement sur celui de l'Angleterre.

Le comte Metternich m'assura à titre confidentiel que son gouvernement n'avait fait aucune réclamation relative au droit de préemption du Congo belge.

Je lui dis que je communiquerais ces déclarations au Premier Ministre. Mais que comme il était probable que le Parlement me questionnerait sur ce qui se passait à Agadir, j'attacherais du prix à savoir si je pouvais déclarer que le gouvernement allemand m'avait assuré que pas un seul homme n'y avait été débarqué.

Le comte Metternich me pria de ne pas faire de déclaration publique touchant cette conversation avant qu'il n'ait eu le temps de communiquer avec son gouvernement.

Je lui fis encore observer que la question de ce qu'était le *statu quo ante* était sujette à interprétation où je présumais que toutes les Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras auraient leur mot à dire, et que dans ce cas, l'Allemagne me paraissait tendre, en dernier ressort, à une nouvelle Conférence.

Le comte Metternich me répondit que, sans doute, il y avait parfois dans des traités des points obscurs difficiles à interpréter, mais qu'il s'en trouvait d'autres de fort clairs. Dans le cas actuel il ressortait nettement que la France devrait renoncer à toute occupation du Maroc dépassant ce qui était envisagé par l'Acte d'Algésiras et que la question ne devait ni être soumise à un vote ni rentrer dans le cadre d'une discussion sérieuse. Il répéta que l'Allemagne escomptait notre appui.

Je réitérai ma remarque de ce que la question du *statu quo ante* était matière à interprétation, et qu'il faudrait la discuter, si le moment venait de la soulever.

Agréez, etc.
E. GREY.

La dépêche ci-dessous marque l'étape suivante :

Sir Edward Grey à Sir E. Goschen.

Foreign Office, 25 juillet 1911.

L'Ambassadeur d'Allemagne est venu me voir aujourd'hui pour m'apporter la réponse à la question que je lui avais posée lundi : pourrais-je faire état au Parlement de l'affirmation du gouvernement allemand que l'on n'avait pas débarqué d'hommes à Agadir ? Le renseignement était confidentiel et l'on me priait de le traiter comme tel : on ne pouvait consentir à ce qu'il en fût fait état au

Parlement après le discours du Chancelier de l'Echiquier qui avait été unanimement pris en Allemagne pour une provocation, aussi son gouvernement ne pouvait-il laisser croire que ce discours l'eût contraint à une déclaration de ses intentions touchant le Maroc.

Je fis remarquer que force m'était de dire que le fait que le discours du Chancelier de l'Echiquier, dans lequel je ne voyais aucune cause de mécontentement, eût provoqué de la surprise, me semblait constituer en soi sa justification, car il n'y eût point eu de surprise, s'il n'avait existé quelque tendance à croire que l'on pût nous manquer d'égards.

L'Ambassadeur d'Allemagne me dit qu'il avait une deuxième communication à me faire au sujet du discours, mais continua en me disant que si une entente avec la France échouait par la faute de sa résistance, l'Allemagne se verrait obligée d'exiger que soit rétabli le *statu quo ante*, que ce fût ou non agréable à la France.

Le Cabinet de Berlin ne croyait pas qu'une Conférence devienne nécessaire ; l'Allemagne, en tant que signataire du Traité d'Algésiras, étant en droit d'en défendre, à elle seule, les clauses. Si elle rencontrait, dans ses efforts, le soutien de tierces parties, ce lui serait fort agréable et faciliterait sa tâche. Mais si, après les provocations multipliées de la France et la façon cavalière dont elle en avait usé au Maroc, tout comme s'il n'existait aucun traité, celle-ci repoussait la main que lui tendait l'Allemagne, sa dignité de grande Puissance lui imposerait d'obtenir à tout prix et, au besoin, à elle seule, le respect absolu des droits reconnus à l'Empire.

Cette communication me fut lue par le comte Metternich qui m'en lut aussitôt une autre.

Le texte du discours du Chancelier de l'Echiquier avait donné lieu dans une partie de la presse anglaise et dans toute la presse française à des attaques à l'adresse de l'Allemagne. Le Ministre allemand des Affaires Etrangères ignorait dans quelle mesure ceci entrait dans les intentions du gouvernement britannique. Ce discours avait produit en Allemagne une impression d'autant plus fâcheuse que mes déclarations antérieures au comte Metternich ne pouvaient manquer d'en faire prévoir l'effet.

Des négociations étaient en cours avec la France pour mettre fin aux difficultés dues à la désinvolture avec laquelle celle-ci avait jugé bon de méconnaître les obligations d'Algésiras. L'Allemagne avait déclaré explicitement et à plusieurs reprises qu'elle souhaitait, sans récriminations sur le passé, arriver à une entente pacifique et amicale directe avec la France, laquelle avait accepté et avait pendant un temps poursuivi des négociations secrètes. Berlin lui avait fait des propositions qu'elle jugeait parfaitement

loyales et acceptables, concernant des territoires où les intérêts anglais n'étaient ni directement ni indirectement en jeu.

Si, cependant, l'Angleterre jugeait à propos d'exprimer certains désirs, on eût pu s'attendre à ce que ces désirs fussent transmis à l'Allemagne par la voie diplomatique habituelle. Au lieu de cela, le gouvernement britannique avait, par l'un de ses membres, fait des déclarations publiques dont le moins qu'on en pût dire était qu'elles pouvaient être interprétées comme un avertissement à l'adresse de l'Allemagne, qui avait, en réalité, été compris par les presses britannique et française comme frisant la menace.

L'Allemagne ne saisissait pas quels mobiles avaient pu inspirer le gouvernement britannique, qui devait cependant se douter qu'un pareil procédé ne contribuerait pas à la bonne entente entre l'Allemagne et la France ; d'autant plus que le ton adopté par une partie de la presse britannique et par toute la presse française devait bien lui faire prévoir l'effet produit par le discours du Chancelier de l'Echiquier. Si le gouvernement de Londres s'était proposé d'embrouiller la situation politique et de l'amener à quelque violente explosion, il n'eût pu choisir un meilleur moyen que ce discours qui tenait si peu compte vis-à-vis de l'Allemagne de cette dignité et de cette situation de grande Puissance que le Chancelier de l'Echiquier revendiquait si hautement pour l'Angleterre.

Je répondis que je ne pouvais que répéter ce que j'avais déjà dit à ce sujet. Le discours incriminé n'avait pas revendiqué autre chose que notre droit à être considéré comme l'une des grandes nations ; il n'avait demandé aucune prééminence ni même indiqué qu'il y eût une crise. L'orateur y avait traité, dans des termes généraux, de lointaines contingences. Le gouvernement allemand affirmait qu'il était incompatible avec sa dignité, après le discours du Chancelier de l'Echiquier, de fournir des explications sur ce qui se passait à Agadir ; de mon côté je jugeais incompatible avec la nôtre de leur fournir des explications au sujet de ce discours.

Il y avait cependant une chose que je pouvais dire en toute sincérité : il n'entrait nullement dans nos intentions, par quoi que ce soit qui ait été, ou pourrait être dit, de troubler les négociations de l'Allemagne avec la France : bien au contraire, nous désirions ardemment qu'elles puissent aboutir. Le débat ayant trait au Foreign Office devait avoir lieu à la Chambre des Communes le surlendemain, et j'en saisirais l'occasion pour faire établir cela bien nettement. Mais le ton de la communication allemande était tout aussi défavorable à la France et faisait ressortir qu'il surgirait de là une situation des plus difficiles pour peu que les négociations échouassent.

La conversation se poursuivit sur un ton moins officiel et plus familier ; j'y fis remarquer que les objections allemandes paraissaient s'adresser davantage aux commentaires de la presse sur le discours qu'au discours lui-même.

Le comte Metternich n'en disconvint pas.

Agréez, etc.
E. GREY.

Ceci fut la fin de l'incident, mais les négociations traînèrent encore de longues semaines, et ce fut une période de grande anxiété. Les Allemands émirent tout d'abord des exigeances si excessives sur le Congo français qu'il était de toute évidence qu'aucun gouvernement français ne pourrai les admettre : le fait est que les deux Cabinets se trouvaien dans une situation fort difficile et redoutaient tous deu leur opinion publique. Berlin n'osait se contenter de peu car son parti colonial, très surexcité, ouvrait une bouch vorace. Faute de la remplir — et il faudrait pour ce fair un gros morceau — le pays retentirait de clameurs. De so côté le parti colonial français se révolterait, si son gouvernement cédait trop. Au bout d'un certain temps, tous deux n demandaient probablement qu'à en finir, mais ni l'un l'autre n'osait prendre un parti.

On m'accusa, dans la suite, de m'être montré plus français que les Français, et d'avoir rendu les choses encor plus difficiles pour avoir dit à Metternich que les prétentio énormes énoncées par Berlin sur le Congo belge dépassaie de beaucoup ce que la France pouvait concéder. On en ti la conclusion que je poussais celle-ci à la résistance.

Les deux documents que l'on va lire illustreront l'attitu que j'adoptai en l'occurrence :

Sir Edward Grey à Sir F. Bertie.

Foreign Office, 19 juillet 1911.

Reçu votre télégramme du 18 juillet.

Puisque la France considère que les exigences de l'Allemag dépassent ce à quoi elle peut consentir, il est évident que s gouvernement devrait à présent faire des contre-propositio relatives aux concessions qu'il serait disposé à faire au Con

français. Nous ne nous opposerons à aucune concession que la France jugera à propos de faire dans cet ordre d'idées.

Je télégraphierai à nouveau au cours des développements qui pourraient survenir, si l'Allemagne refusait de réduire ses prétentions.

Sir Edward Grey à Sir F. Bertie.

Foreign Office, 5 septembre 1911.

M. Cambon m'a aujourd'hui mis sous les yeux un résumé télégraphique de la conversation qui a eu lieu hier à Berlin entre l'Ambassadeur de France et Herr von Kiderlen.

Ce dernier avait, après quelque discussion, accepté en principe le projet de ce qui constitue virtuellement un protectorat français sur le Maroc. Il avait fait des difficultés sur la limitation à trente années de l'égalité économique, sur l'extension du protectorat français aux sujets marocains à l'étranger, sur l'organisation judiciaire, et avait protesté contre les propositions concernant les protégés allemands. Il était cependant prêt à souscrire à un accord secret sur l'établissement ultérieur réel et effectif d'un protectorat français, tout en disant que les Allemands ne pouvaient en céder au Togoland, et qu'il lui faudrait en référer pour tout ceci au Chancelier.

M. Cambon me demanda ce que j'en pensais.

Je lui dis que je m'attendais à ce que M. Kiderlen répondît que ce que l'on offrait au Congo français était insuffisant. Il me semblait à moi personnellement, que, géographiquement, climatériquement, et pour bien d'autres raisons le Maroc était pour la France d'importance tellement plus grande que le Congo, qu'il serait dommage qu'elle n'accrût pas au besoin ses offres dans ces régions, pour s'assurer un arrangement précis et définitif touchant le Maroc. Ne pourrait-elle pas, notamment, concéder le triangle demandé par l'Allemagne jusqu'à la rivière Alima?

M. Cambon répondit que c'était possible, mais qu'il ne fallait pas oublier, d'après l'expérience de l'arrangement conclu avec l'Allemagne en 1909, que le Parlement français ne manquerait pas d'estimer que l'on abandonnait au Congo une chose tangible pour obtenir de l'Allemagne en échange qu'un chiffon de papier sans valeur certaine.

Je répliquai que l'on pourrait faire en sorte que toute cession de territoire au Congo français serait, d'accord avec l'Allemagne, acceptée par les autres Puissances parties au Traité d'Algésiras, ce qui donnerait à la France une position bien assurée au Maroc.

J'insistai aussi sur l'importance qu'il y aurait à pouvoir prouver sans contestation possible que, s'il se produisait des difficul-

tés, celles-ci étaient du fait de l'Allemagne. J'espérais donc que la France ne romprait pas les négociations. M. Cambon répondit que l'Ambassadeur de France à Berlin se rendait pleinement compte de la valeur qui s'y attachait.

Agréez, etc.
E. GREY.

Tout mon effort tendit à obtenir de l'Allemagne de modérer ses exigences dans toute la mesure possible, et, de la France, d'aller aussi loin qu'elle le pourrait dans ses offres ; l'influence que nous pouvions avoir fut employée de la sorte à favoriser un règlement pacifique.

J'étais d'avis, et tout le Cabinet avec moi, de proposer en dernier ressort une Conférence afin d'éviter la guerre. Je m'ouvris de cette possibilité à Metternich qui ne me donna guère l'espoir qu'elle pût être favorablement accueillie à Berlin. Je sondai les Français : ils n'y étaient pas enclins, du moins pas pour le moment. Cambon me demanda ce que nous ferions, si l'Allemagne refusait une Conférence. Je l'ignorais. Je ne pus que dire que l'opinion publique s'affirmerait plus fortement, mais il n'était pas un homme ni un gouvernement qui pût engager par avance ce pays à accepter la guerre.

La France et l'Allemagne finirent par se mettre d'accord. La France obtint sa liberté au Maroc, l'Allemagne des concessions ailleurs. La question marocaine fut enfin mise de côté et ne devait plus menacer la paix de l'Europe. L'orage était passé, mais la vague de fond persistait, suffisante pour secouer le gouvernement au Reichstag et pour inciter le Kronprinz à une exhibition de ses sentiments. Mais Paris et Berlin s'étaient décidés pour la paix. Les Français prirent grand soin de rendre le Livre jaune publié à cette occasion aussi anodin que possible, on raconta même à l'époque que l'Ambassadeur de France et le Ministre des Affaires Etrangères à Berlin s'étaient concertés pour qu'il en fût ainsi :

Deux citations encore indiqueront les vues que j'exprimai aux Ambassadeurs accrédités auprès de Puissances moins directement intéressées :

Sir Edward Grey à Sir E. Goschen.

Foreign Office, 13 juillet 1911.

L'Ambassadeur d'Italie m'ayant demandé mon opinion à l'égard du Maroc, j'ai répondu que l'Allemagne avait entamé la question de la plus mauvaise façon imaginable. Après avoir donné à entendre que ses intérêts étaient purement commerciaux, elle était allée droit à un port fermé au commerce, établissant ainsi bien clairement que ses intérêts commerciaux n'étaient qu'un prétexte. Il se trouve aussi qu'Agadir est le port le mieux adapté à une base navale. L'Allemagne a ainsi mobilisé dès le début l'opinion britannique au complet et rendu inévitable que nos intérêts nous rangeassent du côté de la France. Il incombe donc maintenant à l'Allemagne, si elle désire faciliter les conversations, d'effacer d'abord la première impression créée par son geste malencontreux.

Nous ne voulons aucunement entraver un arrangement entre elle et la France, mais il convient que nous sachions quel but poursuit l'Allemagne avant de pouvoir décider si les intérêts britanniques exigent que nous intervenions dans la discussion.

Vous devrez donc adapter votre langage à ce point de vue lorsque l'exigeront les circonstances ou s'il devient nécessaire de répéter ou de compléter ce que j'ai dit le 4 juillet à l'Ambassadeur d'Allemagne.

Sir Edward Grey à Sir G. Buchanan.

Foreign Office, 4 septembre 1911.

L'Ambassadeur de Russie m'a demandé aujourd'hui quels pronostics je formais des conversations entre la France et l'Allemagne.

J'ai répondu que le résultat restait fort douteux, les Allemands ayant si souvent changé de terrain qu'il était difficile de se faire une opinion. Il n'y aurait certainement de guerre que si l'Allemagne était décidée à la faire. Si les conversations se heurtaient à une impasse, tout dépendrait de son attitude. Si elle faisait quoi que ce soit pour précipiter les choses soit en débarquant des forces au Maroc, soit en envoyant à la France une communication ressemblant à un ultimatum à propos de l'Acte d'Algésiras, telle que me l'avait fait entrevoir le comte Metternich il y a quelques semaines, ce serait signe qu'elle voulait la guerre. Sinon on pourrait replâtrer un arrangement quelconque. J'ajoutai que l'on m'avait informé que le Gouvernement russe était tenu au cou-

rant de tout et lui demandai s'il avait des nouvelles de Saint-Pétersbourg.

Il me répondit qu'il n'en avait aucune.

Je lui dis ensuite que Sir Fairfax Cartwright n'avait rien su de l'article de la *Neue Freie Presse* (1) et que les attaques dirigées contre lui provenaient de source allemande. Elles devaient avoir un but. Il se pouvait que l'Allemagne ait eu l'intention d'arriver à un arrangement avec la France et de prétendre que si l'accord ne donnait pas satisfaction, la faute en serait à l'Angleterre, couvrant sa retraite par cette explication à l'opinion publique allemande. Quoique risquant d'entraîner un accroissement des dépenses navales, ce pouvait être un moyen d'assurer la paix. Je remarquai que toute l'affaire eût pu être réglée, si les Allemands étaient allés trouver les Français au moment où ceux-ci arrivèrent à Fez et leur avaient dit tranquillement qu'il leur fallait s'entendre. Mais qu'en ouvrant le débat par l'envoi d'un bateau à Agadir, ils avaient mobilisé l'opinion publique à la fois ici, en France et en Allemagne. Ils se trouvaient donc gênés par les sentiments qu'ils avaient eux-mêmes provoqués.

Le comte Benckendorff exprima très nettement son opinion que l'envoi à Agadir d'un croiseur allemand était déplorable, et même immoral.

Agréez, etc.
E. GREY.

Il est encore une dépêche qui vaut d'être reproduite, car elle montre qu'à Berlin même les discussions prenaient parfois un ton plus léger, et que notre Ambassadeur n'était pas dépourvu d'humour :

Sir E. Goschen à Sir Edward Grey
(Reçue le 28 août).

Berlin, le 25 août 1911.

J'ai causé aujourd'hui avec Herr Zimmermann au sujet du Maroc et plus spécialement de l'envoi à Agadir du *Panther*. Il se plaignit amèrement du discours de M. Lloyd George qui avait, disait-il, fait un mal incommensurable en ce qui touchait à l'opinion publique allemande et aux négociations. Je ripostai qu'il convenait de remonter un peu plus loin que le discours de M. Lloyd George pour ce qui avait fait le plus de mal, notamment, à l'envoi

(1) Une prétendue interview avec lui publiée par ce journal, la *Nouvelle Presse libre*.

à Agadir du bateau de guerre allemand. Il me répondit qu'il n'avait jamais compris pourquoi l'opinion publique en Angleterre s'était tant émue de cet événement : « Lorsque nous informâmes Sir Edward Grey que nous allions envoyer un bateau à Agadir... » Ici je l'interrompis : « Vous voulez dire, que vous aviez envoyé un bateau à Agadir. » Il acquiesça à ma rectification, puis reprenant : « Lorsque nous informâmes Sir Edward Grey que nous avions envoyé un bateau à Agadir, il accueillit la nouvelle très tranquillement, et nous ne nous imaginions pas que cela susciterait tant de complications. » Je répondis que je me rappelais cependant que vous aviez exprimé très énergiquement à ce propos vos sentiments au comte Metternich. « Eh bien ! en tous cas », répondit-il, « nous ne prévoyions pas que l'opinion publique prendrait la chose tant à cœur, et le discours de M. Lloyd George tomba sur nous comme la foudre. » Il ajouta que tout le mal provenait du fait que l'on n'avait pas reconnu en Angleterre que l'envoi d'un croiseur à Agadir, idée émanant de l'Empereur, avait pour but de faciliter au gouvernement français l'explication des compensations qu'il serait disposé, et s'était, devant son Parlement, déclaré prêt à offrir. Je ne pus m'empêcher de dire que ceci me semblait une méthode quelque peu douteuse de faciliter les négociations, et que je ne m'imaginais pas très bien un Ministre français des Affaires Etrangères se levant à la Chambre pour déclarer qu'il s'était vu forcé de céder aux demandes de compensations faites par l'Allemagne, parce que celle-ci, pour mieux faire sentir qu'elle ne plaisantait pas, avait envoyé un bateau de guerre dans un port fermé du Maroc. D'ailleurs, ajoutai-je, je croyais que le *Panther* avait été envoyé pour protéger les vies et la propriété des employés de certains commerçants de Hambourg. « Ah ! » dit Herr Zimmermann, « ce fut la raison déterminante dont l'urgence nous empêcha de prévenir les Puissances de notre intention. Mais l'on croyait que cela serait en même temps d'un bon effet sur les négociations, de la façon que j'ai dit tout-à-l'heure. » Je dois ajouter que Herr Zimmermann lui-même ne put s'empêcher de sourire lorsque je parlai des commerçants de Hambourg. Je lui répondis que j'étais ravi de connaître la vraie raison de l'envoi du bateau à Agadir, mais que j'étais d'avis, s'il me permettait de le dire, qu'il eût été plus sage de consulter M. Cambon, avant que celui-ci quittât Kissingen, sur la possibilité de l'effet salutaire de l'envoi du *Panther* sur les négociations que prévoyait l'Empire. A cela Herr Zimmermann répondit qu'il ne s'était pas à l'époque, trouvé à Berlin, sinon que peut-être....... Ici, il s'interrompit, ce qui semblait indiquer qu'il était du même avis que moi.

Herr Zimmermann revint sur de vieilles histoires, s'étendant

sur la déception éprouvée par l'Allemagne à la suite de notre attitude, sur l'agitation croissante de l'opinion publique, l'irritation de l'Empereur, et bien des choses que vous a ressassées le comte Metternich et que je vous ai répétées lorsqu'elles me furent exprimées par Guillaume II. Il est donc inutile que je vous ennuie de la suite de sa conversation.

Cependant les raisons qu'il me donna de l'envoi d'un bateau à Agadir m'ont paru tout-à-fait nouvelles, et présentant un certain intérêt.

Agréez, etc.
W. E. Goschen.

L'été de 1911 fut splendide, tel que l'on n'en voit que rarement en Angleterre, et surpassa tout ce qu'avait connu notre génération. Mais la chaleur fut grande, et même lorsque le Parlement ne siégeait pas, cette crise prolongée d'Agadir m'empêcha de jouir à Fallodon de cette radieuse saison. Un collègue, qui n'était cependant pas retenu à Londres par des travaux officiels, me tint compagnie par amour de la crise. Winston Churchill était à ce moment-là à l'Intérieur, mais il suivit les préoccupations du Foreign Office avec un immense intérêt et vit fréquemment, je crois, Sir Henry Wilson, qui était alors à la Guerre — il insista, en tous cas pour que j'aille le voir avec lui, et leur conversation, fort animée, n'était de toute évidence pas la première. Il ne faudrait pas conclure de ceci que je veuille insinuer que Churchill travaillât pour la guerre ni qu'il la désirât : il suivait de très près tout ce qui touchait à la diplomatie, mais ne me poussa jamais ni en conseil, ni en conversation dans une voie agressive : son esprit fougueux se trouvait vivifié par une atmosphère de crise et d'événements sensationnels. C'était un compagnon très réconfortant ; il venait me prendre à la fin de l'après-midi pour m'emmener à l'Automobile Club, qui comme tous les autres à cette saison, était presque désert et après une journée de fatigue, parfois même d'anxiété, il rafraîchissait son ardeur, tandis que moi je ranimais mes esprits dans la piscine.

Quel était le motif réel de l'envoi du *Panther* à Agadir ? Quiconque a été en contact intime avec la politique britannique intérieure est familiarisé avec les alternatives

d'indignation, d'amusement et de mépris éprouvées en lisant les motifs insondables et les habiles intrigues mises au compte des diplomates britanniques modernes par l'esprit ingénieux des journalistes de la presse étrangère, et, souvent même, britannique. Aussi, lorsque l'on sait tout ce que peut inventer leur imagination, se garde-t-on avec soin d'attribuer à d'autres gouvernements d'aussi noirs desseins. C'est donc sous toutes réserves que j'émets ici une théorie qui me semble le mieux s'adapter aux faits.

Une chose apparaît certaine. L'appel des commerçants de Hambourg, raison invoquée en premier lieu par le gouvernement allemand pour expliquer l'envoi du *Panther*, n'était pas la vraie, ou bien elle en dissimulait certainement une autre. Nous avions constaté que la démission forcée de Delcassé en 1905 et la contrainte de la Conférence d'Algésiras imposée à la France en 1906 n'étaient qu'une tentative de rompre la nouvelle Entente Anglo-Française en démontrant à cette dernière que l'amitié anglaise lui vaudrait plus d'ennuis que d'aide efficace. Agadir aurait été, d'après cette opinion, une deuxième tentative tendant aux mêmes fins. Ce serait à mon avis, contraire à l'évidence, que de suggérer que la crise de Bosnie-Herzégovine en 1908-9 fut machinée par l'Allemagne pour ébranler les rapports entre la France, l'Angleterre et la Russie ; elle eut cependant pour résultat de porter atteinte en Russie au prestige de l'alliance avec la France et de faire baisser dans son opinion la valeur de l'amitié britannique : ces résultats ont pu encourager l'idée qu'une deuxième crise dirigée contre la France ne serait pas sans porter ses fruits. Sur cette base, les Allemands durent envisager au besoin l'éventualité d'une guerre avec la France. Si la crise avait entraîné la guerre, celle-ci serait survenue à la saison même que nous savions avoir été préconisée en 1870 par les chefs militaires, la même qui fut choisie pour la menace de 1905, et qui, nous avons des raisons de le croire, fut voulue par l'autorité militaire allemande pour la guerre de 1914.

Si cette théorie est juste, si la crise d'Agadir avait pour but soit l'humiliation diplomatique de la France, soit la guerre, pourquoi la laissa-t-on se terminer sans atteindre à l'un ou

l'autre résultat ? Il se pourrait bien que l'une des réponses soit qu'en 1911 la flotte allemande n'était pas aussi forte qu'en 1914 et que son armée n'était pas encore parvenue au perfectionnement d'équipement que lui valut l'impôt extraordinaire. L'Allemagne avait donc décidé de ne pas risquer une guerre avec la Grande-Bretagne, et lorsqu'il devint évident que ce danger menaçait, elle fit, si difficile que cela fût à ce moment, volte-face vers une politique de paix. Il est possible qu'avant la crise, elle ait jugé le risque de guerre avec l'Angleterre négligeable ou même fort éloigné. Ma direction des Affaires Etrangères était devenue fort impopulaire parmi une certaine fraction de la presse libérale et était soumise à de violentes critiques, dont les auteurs commirent l'erreur si fréquente d'attribuer tout ce qui leur déplaisait à l'influence d'un seul homme, sans se rendre compte que tous les télégrammes importants, émanant de ou adressés au Foreign Office circulaient chaque jour au Conseil des Ministres, et qu'il était impossible à un Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères de se maintenir à son poste, s'il n'avait l'approbation unanime de ses collègues.

Je n'ai jamais su, ni ne me suis enquis, dans quelle mesure l'impression produite en Allemagne par ces critiques des libéraux se trouva accrue par des éléments avec lesquels les agents de l'Ambassade d'Allemagne à Londres ne pouvaient manquer de se trouver en contact. On peut supposer que, pour une raison ou l'autre, l'Allemagne crut que nous nous montrerions moins fermes en 1911 dans une crise marocaine que nous ne l'avions été en 1906. Dans ce cas, le discours de Lloyd George dut bouleverser tous leurs calculs.

On nous dit à l'époque — je ne sais jusqu'à quel point c'était vrai — que lorsque la guerre parut probable, les grands intérêts financiers germaniques s'y opposèrent fortement, en faisant ressortir qu'ils n'avaient pas été prévenus assez à temps pour prendre les dispositions nécessaires ; s'il en est ainsi, le fait que le gouvernement de Berlin n'avait pas averti les financiers peut s'expliquer de deux façons : ou bien il avait oublié que ce fût indispensable, ou bien la théorie qu'il eût prévu et provoqué la guerre de propos délibéré

est inexacte. Un jour peut-être les Allemands nous le diront, en admettant qu'ils le sachent eux-mêmes, ou qu'ils aient encore la possibilité de découvrir la vérité.

La fin fut presque un fiasco pour l'Allemagne ; la montagne que fut cette crise « made in Germany » accoucha d'une souris sous forme de territoires coloniaux en Afrique tropicale. Le prestige de la France demeura intact et délivré des poucettes du Maroc. Les concessions de la France furent heureusement assez critiquées pour qu'elle ne s'imaginât pas avoir remporté un triomphe. Les partis coloniaux en France, comme en Angleterre et ailleurs, ont tendance à évaluer les portions de l'Afrique tropicale d'après leur étendue plutôt que d'après leur valeur réelle. Lloyd George ne fit naturellement pas de discours pour se vanter d'avoir, en « brillante armure », soutenu la France. Cependant les conséquences d'une crise extérieure de ce genre ne se terminent pas avec elle. On les croit épuisées alors qu'elles se terrent pour reparaître plus tard. Les militaristes allemands furent amèrement déçus après Agadir ; aussi, lorsque survint la crise suivante, les trouvâmes-nous, à Berlin, rênes en main.

Il en fut de même des conséquences de la crise de Bosnie-Herzégovine : Allemagne et Autriche trouvèrent devant eux en 1914 une Russie peu disposée à s'effondrer au commandement une deuxième fois.

Je ne m'étais pas informé depuis 1906 si les autorités militaires françaises et britanniques continuaient à demeurer en contact, tout en pensant qu'il devait en être ainsi, car Agadir était une raison de plus pour que leurs préparatifs se tinssent à la page. Cette réflexion me fit, quelques années plus tard, imaginer l'accusation qu'eût portée Bismarck contre ses successeurs, principalement dans leur manière de procéder avec l'Angleterre.

« Je vous ai laissés, » eut-il sans doute dit, « prédominants en Europe avec une forte Triple Alliance.

« Il se peut que l'Alliance franco-russe ne pût être évitée, la puissance même de la Triplice devant presque infailliblement provoquer une contre-alliance. Mais il n'y avait aucune chance, lorsqu'elle se forma, que l'Angleterre s'y

joignît ; les rapports étaient même si tendus entre la Grande-Bretagne et la France et la Russie que l'alliance de ces deux dernières semblait dirigée plutôt contre l'Angleterre que contre l'Allemagne, au point que finalement l'Angleterre, dans son malaise, nous fit offrir une alliance par Chamberlain. Vous l'avez rejetée, et vous avez ajouté au malaise anglais la déclaration d'un programme naval que tout le monde considéra comme un défi à la flotte britannique. A ce moment, lasses de leurs querelles, l'Angleterre et la France s'aperçurent que celles-ci étaient un danger pour elles-mêmes et tout à l'avantage de l'Allemagne ; les hommes d'Etat britanniques, sentant le danger de leur isolement et pleins d'appréhension pour l'avenir, trouvèrent les hommes d'Etat français tout prêts à mettre fin à leurs disputes par l'Accord Anglo-Français de 1904. Là-dessus, vous menacez la France, qui désavoue Delcassé ; vous gagnez un point, mais, ce faisant, vous transformez l'accord en Entente, tandis que vous ne faites rien pour arrêter le flot de haine montant en Allemagne contre l'Angleterre, ne comprenant pas que se laisser entraîner par la haine est le plus sûr moyen de gâter une politique saine et ferme. Et ces discours de l'Empereur, qui crut, même de mon vivant, qu'il s'en tirerait mieux sans moi ; ces discours de « brillante armure » et de « poing armé, » ce bruyant cliquetis de sabre qu'il était cependant bien loin d'avoir jamais personnellement désiré tirer dans un grand conflit, mais qui faisait avec appréhension passer en revue leurs propres armements par les autres nations. Vous avez accru la concurrence navale et rejeté, en leur en faisant même grief, les avances anglaises. Comme si la Grande-Bretagne pouvait songer à renoncer à sa suprématie maritime, puisque sa flotte était pour elle ce que l'armée est à l'Allemagne.

« Pendant ce temps, comme pour bien vous assurer que les autorités navales étaient en plein accord, vous avez provoqué la crise d'Agadir. A quoi cela a-t-il abouti, si ce n'est à rapprocher encore la France et l'Angleterre ?

« Et pour consommer le tout, vous autorisiez vos états-majors militaires à préparer un plan de guerre dont le point

cardinal se trouvait être l'invasion non provoquée de la Belgique, et vous croyez encore à ce jour que l'invasion de la Belgique ne fut pour rien dans l'entrée en guerre de l'Angleterre contre vous !

« Je vais vous dire ce que moi j'aurais fait. J'aurais prévu, après la conclusion de l'Alliance franco-russe, que malgré que le Ministre anglais se fût avec grandiloquence vanté de son « splendide isolement », le malaise de la situation de l'Angleterre devait infailliblement l'attirer vers l'Allemagne et lorsque serait venue l'offre qui vous fut faite, j'aurais fait en sorte que ce ne soit en vain. Il n'y aurait alors pas eu d'accord avec la France ou, s'il en avait existé, il eût été conditionné par une alliance ou un accord préalable avec l'Allemagne. J'y eusse été mêlé, j'aurais su tout ce dont il était question, et j'aurais également été pleinement renseigné sur les rapports entre l'Angleterre et la Russie, tout comme vous l'avez été lorsque l'Autriche et la Russie se mirent, par le programme de Mürzsteg, d'accord sur les Balkans. Puis lorsque les vaisseaux japonais eurent détruit l'escadre russe, j'eusse fait la flotte allemande assez forte pour surpasser celle de la France, en déclarant mon but à l'Angleterre, et en arrêtant à ce point précis mes dépenses. L'Angleterre ne se fût pas, vis-à-vis d'une politique ainsi orientée, dressée en obstacle à l'expansion commerciale allemande ; malgré tout, elle était presque arrivée à un accord avec vous sur le chemin de fer de Bagdad.

« Puis, si j'avais jugé le moment venu pour la guerre, je me serais rappelé comment, en 1870, le gouvernement britannique avait exigé de moi, comme condition à sa neutralité, que je signe un engagement de respecter la Belgique, et ce que les hommes d'Etat anglais en avaient dit à l'époque. Je me serais d'abord assuré si les sentiments y étaient restés les mêmes, et j'eusse dit à l'Etat-Major Général qu'il devait soit avoir un plan qui n'englobât pas la Belgique ou bien ne pas faire de guerre du tout. L'Angleterre restant neutre, je me serais assuré de l'Italie ; la France et la Russie se trouvant dans l'impossibilité d'entretenir leurs approvisionnement en munitions, ou même de les acheter à l'étranger,

la guerre n'eût pas été longue, la victoire était certaine. Puis, des conditions douces pour la France et la Russie comme pour l'Autriche en 1866, et l'Allemagne eût régné en maîtresse suprême sur le Continent. L'Angleterre eût, pendant ce temps, perdu beaucoup de la sécurité que lui assurait sa position insulaire ; du fait du développement des armements et de l'aviation modernes, elle n'eût eu d'autre amie que l'Allemagne, et l'Allemagne eût pu faire de cette amitié ce qu'elle eût voulu ».....

Aux Allemands de juger si cette politique, suggérée pour le compte de Bismarck, leur eût été possible. S'ils l'avaient poursuivie telle, je crois qu'il est non-seulement probable, mais presque certain, que les Ministres et l'opinion britannique auraient réagi comme je l'ai indiqué. Le résultat eût été la prédominance allemande et la dépendance britannique dont on ne se fût aperçu à Londres que trop tard.

Il y eut, peu après la crise d'Agadir, un changement à l'Ambassade d'Allemagne à Londres : Metternich partit. Il avait été d'une rigidité absolue dans sa façon de soutenir contre le nôtre le point de vue germanique. Mainte et mainte fois il avait discuté pied-à-pied, avec une tenacité dont les rapports publiés ici de certaines conversations sont des exemples. J'avais coutume de comparer ces conversations aux évolutions bien connues d'un champ de manœuvres. Mais je sentais toujours que tout ce que je dirais à Metternich serait, par lui, fidèlement rapporté ; qu'il n'userait d'aucun « lapsus » involontaire de ma part de façon déloyale, que rien ne serait déformé ni tronqué. Je n'avais, au cours de toutes nos transactions, jamais eu occasion de me plaindre d'un seul acte de mauvaise foi, et j'avais aussi l'impression que, quelque raideur qu'apportât Metternich à la défense des vues de son gouvernement, et pour si peu disposé qu'il parût à concéder quoi que ce fût, il présentait cependant dans ses rapports à Berlin les vues britanniques sous l'angle le plus favorable possible. Je regrettai donc son départ, et le dîner d'adieu qui lui fut offert au Foreign Office ne fut pas simplement un geste officiel, mais une expression sincère d'estime personnelle.

Le baron Marschall von Bieberstein succéda à Metternich. Il était Ministre des Affaires Etrangères à Berlin lorsque j'étais devenu Sous-Secrétaire au Foreign Office quelque vingt ans plus tôt. L'impression que m'avaient alors fait les rapports adressés au Département était celle d'un Ministre fort capable, mais peu amicalement disposé à notre égard. Il venait de passer de nombreuses années comme Ambassadeur, à Constantinople, où il avait poussé avec une habileté consommée la politique de son gouvernement en faveur d'Abdul-Hamid et réussi à accroître l'influence politique et les intérêts commerciaux allemands dans tout l'Empire Turc. Nous éprouvions du respect pour ses capacités, mais trouvions cett politique allemande à Constantinople aussi dépourvue de scrupules que détestable. Sa venue à Londres était donc pour nous un événement quelque peu formidable et peu propice. Nous nous attendions à ce qu'en diplomate habile il commençât par se rendre agréable, tout en nous tenant sur nos gardes.

Il me déclara en arrivant qu'il ne désirait pas commencer de discussions pour l'instant, qu'il était venu prendre officiellement possession de son poste, mais qu'aussitôt cette formalité accomplie, il retournerait en Allemagne pour revenir ensuite se mettre à l'œuvre. J'en conclus qu'il voulait d'abord recueillir des impressions sur nous et sur la situation à Londres, pour se concerter ensuite avec son gouvernement sur la ligne de conduite à adopter. Il vint déjeûner avec moi dans l'intimité, afin que nous fassions personnellement connaissance, et commença par me dire très aimablement qu'il avait remarqué dans un de mes discours une phrase qui entrait tout-à-fait dans ses idées : « Le difficile n'est pas de dire la vérité ; mais de la faire croire. » Il en exprima sa vive appréciation ; ce qui cependant me frappa le plus, ce fut la force avec laquelle il me parla de la nécessité du maintien de l'autorité et de la loi civiles contre des forces qui ne sont que par trop disposées à les méconnaître. Il ne spécifia pas que le militarisme fût l'une de ces forces, mais il se peut fort bien qu'il y pensât ; dans tous les cas sa façon de parler et ce qu'il me dit m'inclinèrent à croire qu'il enten-

dait par là les forces qui avaient provoqué son propre départ de la Wilhelmstrasse, dont j'ai toujours ignoré les causes, quoique ce ne fût certainement pas pour incompétence.

Il donnait l'impression d'un homme dont la vie a été sans relâche consacrée à des travaux ardus. Ses forces étaient sur leur déclin, et il était à la fois touchant et admirable de voir avec quelle énergie il se consacrait à l'œuvre nouvelle et importante qui l'attendait ici. Il comprenait évidemment fort bien l'anglais, quoique le parler lui fût un effort qu'il eût pu s'épargner, mais qui faisait pour lui partie intégrante de sa tâche à Londres. Il nous quitta après un court séjour, afin de se bien préparer à prendre son poste — mais ses forces étaient à bout, et il mourut.

Il donnait l'impression d'un homme vieilli et usé par le travail, mais si dévoué à son pays qu'il était bien décidé à le servir sans relâche jusqu'à son dernier souffle. Cette impression était si forte et si remarquable qu'elle est restée vivace en ma mémoire, et que c'est sans doute à cause de cela que j'ai donné ici à Marschall une place très disproportionnée à mes rapports avec lui, car nous ne nous rencontrâmes que peu de fois et n'eûmes pas de tractations l'un avec l'autre.

Il fut suivi à Londres par le Prince Lichnowsky dont je parlerai plus loin. Celui-ci vint avec le désir de voir se maintenir la paix de l'Europe, et y travailla avec ferveur et sincérité jusqu'au moment où les événements de 1914 le submergèrent, de même que tous ceux qui s'étaient efforcés d'éviter la guerre.

La phrase citée plus haut relative à la difficulté de faire croire la vérité me rappelle une boutade attribuée à tort ou à raison à Bismarck : « La plus sûre façon, en diplomatie, de tromper les gens, consiste à leur dire la vérité, car ils n'y croient jamais. » Elle suggère la réflexion qu'il a été fait plus de mal de nation à nation par incrédulité que par crédulité : c'est que sans doute ce premier sentiment est plus inhérent à la nature humaine.

CHAPITRE XIV

LA QUATRIÈME CRISE (LA GUERRE BALKANIQUE)

Visite de Haldane à Berlin. — Avantages et inconvénients. — Une formule inacceptable. — Continuité de la rivalité navale. — Attaque contre la Turquie. — Victoire des Alliés balkaniques. — Mécontentement de la Bulgarie. — Traité de Bucarest. — Ses conséquences. — Conférence des Ambassadeurs. — Questions à résoudre. — Albanie, Scutari et les Iles Egée. — Réclamations serbes et opposition autrichienne. — L'importance de Djakova. — Un règlement pacifique. — Cambon, Benckendorff et Lichnowsky. — Un précédent négligé.

Pendant toute cette période, chaque fois que nous nous croyions sur la voie d'une amélioration de rapports avec l'Allemagne, nous nous trouvions rejetés en arrière par l'expansion continue de la flotte germanique. Il a été prouvé depuis que l'Allemagne ambitionnait une position maritime qui eût constitué le plus grave danger pour l'Empire britannique, et ses hommes d'Etat s'en rendaient si bien compte qu'ils parlaient couramment de cette période de construction navale comme de la « zone dangereuse » (1) pour l'Empire, impliquant ainsi qu'ils eussent pu s'attendre à ce que la Grande-Bretagne anticipât sur ce danger en attaquant elle-même l'Allemagne, et en détruisant sa flotte avant que celle-ci ne devînt trop puissante. Certes, il était de son droit de défier notre puissance navale, mais ce faisant, elle nous contraignait à rechercher la sécurité tant par un accroissement de notre construction que par une politique qui ne risquerait pas de nous exposer à l'hostilité d'autres Puissances maritimes. Certes, un désir de paix et d'amitié entrait

(1) Cf. von Tirpitz, *Mémoires*, traduction française, un vol. in-8, Payot, Paris.

pour une large part dans nos rapports avec la France, mais l'action allemande en faisait une véritable nécessité.

Nous restions toujours disposés à un accommodement, mais si décevants avaient été les résultats de nos avances, et les lois navales allemandes successives (1) paraissaient indiquer des intentions si tenaces, que notre scepticisme pouvait se justifier. Aussi lorsque l'on me fit part, au début de 1912, que l'Empereur Guillaume réserverait bon accueil à la venue à Berlin d'un Ministre britannique pour discuter la question, fus-je animé de la meilleure volonté, mais de peu d'espoir.

L'avis en vint par une voie non officielle, non pas à moi, mais à des membres du Cabinet susceptibles de lui être favorables : il manquait d'ailleurs de précision, et je n'étais nullement certain que l'Empereur y fût pour quoi que ce soit. Je n'ai jamais su si la suggestion émanait d'une source britannique ou allemande. Certains de mes collègues me la présentèrent comme un désir personnel de Guillaume II : c'eût été, dans ce cas, un manque de correction que de s'y dérober. Il était cependant fort possible que ce fût une de ces mesquines manœuvres sans caractère officiel qu'il était loisible à Berlin de reconnaître ou de désavouer au gré de sa convenance. Si un Ministre britannique ne se rendait pas à Berlin, cette abstention pouvait être représentée comme une rebuffade peu polie opposée à une invite amicale ; s'il y allait, sa visite risquait d'être prise pour une avance voulue de la part de l'Angleterre, que l'Allemagne n'aurait pas suggérée, mais à laquelle l'Empereur acquiesçait gracieusement. Sous quelque angle que l'on envisageât la question, Berlin y gagnait, pourtant il semblait préférable de lui attribuer l'intention d'être aimable envers nous, plutôt que l'on nous puisse accuser de manquer de courtoisie.

La grande objection était que l'éventualité de cette visite n'éveillât à Paris le doute et la méfiance. Je ne jugeai pas toutefois que ce dût être un obstacle, car une Entente ne saurait avoir de valeur qu'à condition que les peuples qui en font partie aient confiance l'un en l'autre — et la France

(1) Voir le résumé de ces lois dans la *Genèse de la Guerre*, par Asquith, chap. X et XII (édition française Payot, Paris).

devait sentir qu'elle pouvait se fier à nous. L'Entente anglo-française ne comportait rien qui rendît illogique nos rapports amicaux avec l'Allemagne. Nous ne pouvions, bien entendu, accepter aucun engagement avec celle-ci qui soit en contradiction avec l'appui diplomatique promis à la France, et ce serait aussi le comble du déshonneur que de conclure un accord avec Berlin qui nous lie les mains et nous oblige à rester neutres dans l'éventualité d'une guerre entre la France et l'Allemagne. Nous ne nous étions, il est vrai, pas engagés à soutenir la France en cas d'une guerre de cette sorte ; mais nous étions tenus de réserver à la Grande-Bretagne la liberté de venir en aide à la France, si tel était le désir du pays. Si mes souvenirs sont exacts — car il n'a été retrouvé aucune minute de cette conversation — j'informai Cambon de la visite projetée, et l'assurai que nous ne ferions rien avec l'Allemagne qui pût nous lier ; qu'aussi longtemps que cette condition était observée, je considérais que la France n'avait pas lieu d'être inquiète et devait même être satisfaite, car de bons rapports entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne devraient plutôt lui faciliter les choses.

La question de la susceptibilité française n'était donc pas une bonne raison à opposer à cette visite à Berlin. Mais je n'espérais guère qu'il en résultât quoi que ce fût ; le terrain n'avait pas été préparé, rien n'indiquait qu'un accord substantiel au sujet des flottes fût possible, et sans cela, point de rapprochement véritable.

Il était donc préférable que la visite d'un Ministre britannique fût privée et dépourvue de cérémonie, afin qu'il n'y eût ni émoi ni déception, si elle n'aboutissait à rien. C'est ainsi que nous décidâmes de désigner Haldane. Il avait l'habitude de se rendre en Allemagne, était en relations d'amitié personnelle avec l'Empereur et d'autres personnages importants, sa visite pouvait donc paraître plus naturelle que celle d'aucun autre. S'il n'en sortait rien, ce n'aurait pas l'apparence d'un effort extraordinaire ni d'un échec ; si l'heure était opportune pour un rapprochement, Haldane saurait mieux que quiconque le discerner et la mettre à profit.

Je souscrivis donc sans hésitation et d'autant plus volontiers à la démarche de Haldane, que j'avais toujours senti que l'élément pro-germanique du pays était en droit de demander que notre politique extérieure fût orientée jusqu'au point extrême vers l'amitié avec l'Allemagne. Ce point ne serait dépassé que si l'on proposait quelque chose qui pût nous lier à cette dernière et briser l'Entente avec la France. Non seulement était-on en droit d'exiger que l'Angleterre adoptât cette politique, mais il était essentiel qu'elle fût admise par ceux-là même qui attachaient le plus de prix à l'Entente, car c'était le seul moyen de conserver, dans le Cabinet comme dans le parti libéral, l'unité d'appui nécessaire envers l'Entente anglo-française.

Haldane a lui-même fait le récit de sa visite, dont la conclusion fut que les Allemands n'étaient pas vraiment disposés à renoncer à la concurrence navale, et que ce qu'ils recherchaient était, en fait, une formule politique qui compromettrait notre liberté d'action : or, nous ne pouvions nous enchaîner par une promesse de rester neutres dans une guerre européenne. Il n'entrait pas dans nos intentions de soutenir la France, et moins encore la Russie, dans une guerre d'agression, et nous étions prêts à déclarer hautement notre décision de n'encourager aucun agresseur. Mais il n'existe pas de formule sur laquelle on puisse s'appuyer pour définir à l'avance le véritable agresseur. La révélation, par la fameuse dépêche d'Ems, des méthodes de Bismarck, était un avertissement de la futilité de pareilles formules. Il nous fallait donc absolument conserver la liberté de nos moyens d'action, et ne pas compromettre celle du pays quant à son jugement et à ses décisions.

La fraction qui se méfiait le plus chez nous de l'Allemagne, celle qui était à vrai dire anti-allemande, se montra très opposée à la visite de Haldane. Il est probable aussi que Von Tirpitz et les autorités navales la réprouvaient, bien décidés qu'ils étaient à poursuivre leur politique. Nous discutâmes en conseil le résultat du voyage de Haldane, pour arriver à la conclusion qu'il n'y avait aucune sécurité dans de vaines formules politiques, et qu'il ne fallait pas songer

à obtenir un accord naval substantiel susceptible de relâcher la tension et d'apporter la sécurité.

Il ne sera pas inutile d'insérer ici, quoiqu'écrites à des dates espacées, trois lettres privées adressées à Sir E. Goschen, notre Ambassadeur à Berlin, traitant de la question de concurrence navale. Elles indiquent les échanges de vue qui eurent lieu de temps à autre entre 1910 et 1913, et les difficultés qui les accompagnèrent :

Sir E. Grey à Sir E. Goschen.

Foreign Office, 5 mai 1910.

MON CHER GOSCHEN,

Voici trois semaines que je n'ai vu le Premier Ministre mais, l'aurais-je vu, je suis certain qu'il a été bien trop absorbé par cette fin de session pour avoir pu étudier les propositions de Bethmann-Hollweg. Ce sont donc mes réflexions personnelles que je vous envoie ici, mais vous pouvez en faire usage à votre discrétion, si le Chancelier ou von Schoen insistent pour avoir une nouvelle conversation avec vous là-dessus.

Je comprends parfaitement la difficulté qu'éprouve le Chancelier à nous concéder la partie méridionale du chemin de fer de Bagdad sans obtenir en échange quelque chose que l'Allemagne puisse considérer comme un équivalent : je rencontre ici les mêmes difficultés à lui accorder ce qu'il demande, car l'opinion publique britannique n'est pas moins exigeante que celle de l'Allemagne.

Crawford, qui appartient au Service des Douanes turques, me dit que 65 pour cent du commerce en Mésopotamie est britannique. Une aggravation de 4 pour cent (1) (des droits de douane turques) pèserait donc en tout premier lieu sur ce commerce avant de retomber sur le consommateur turc. Il y aura de vives protestations lorsque se produira cette augmentation et j'aurai fort à faire pour obtenir de l'opinion publique ici qu'elle reconnaisse que la participation au chemin de fer de Bagdad est un équivalant proportionné à cette nouvelle imposition sur le commerce britannique, dont une partie seulement est intéressée à la Mésopotamie. Tel est le premier écueil : il serait insurmontable, si je devais faire d'autres concessions encore.

(1) Les négociations du chemin de fer de Bagdad furent établies sur le principe que les Allemands nous en céderaient la section méridionale, et que nous consentirions en échange à une majoration de 4 pour cent au profit des douanes turques, afin de permettre à la Porte d'assurer sa garantie kilométrique pour la construction de la ligne.

En deuxième lieu, pour ce qui est d'un accommodement quelconque avec l'Allemagne, l'attention de l'opinion publique est concentrée ici sur la cessation mutuelle ou tout au moins la réduction des dépenses navales à titre *d'épreuve* de la valeur d'un accord. J'avais bien senti l'an dernier que dans les premières ouvertures de Bethmann Hollweg, la question navale n'était pas assez mise en évidence ; elle s'est, depuis, encore plus enfoncée dans l'ombre, de sorte que la perspective ouverte par ses dernières propositions présente d'autant moins d'avantages. Ceci est un point important.

En troisième lieu, la difficulté suivante vient encore se dresser contre un accord politique général : nous ne pouvons sacrifier ni l'amitié de la Russie ni celle de la France, dont nous n'avons certes aucune intention d'user dans un but agressif contre l'Allemagne. Non seulement n'éprouvai-je aucune jalousie lorsque l'Allemagne régla son différend avec la France au sujet du Maroc, mais, bien au contraire, un sentiment de réel soulagement, car c'est avec une véritable répugnance que j'envisageais la perspective que notre amitié pour l'une pût entraîner des frictions avec l'autre. Mon attitude est la même à l'égard des difficultés de l'Allemagne avec la Russie à propos de la Perse. Je suis également certain que non seulement ni la France ni la Russie ne cherchent querelle à l'Empire germanique, mais qu'elles tiennent avant tout à l'éviter. Je suis donc entièrement rassuré de ce côté-là, mais ne puis accepter avec l'Allemagne aucun accord qui m'empêcherait de donner aux deux Puissances amies un appui équivalent à celui que j'ai apporté à la France au moment de la Conférence d'Algésiras et plus tard pour Agadir, au cas où l'Allemagne adopterait envers l'une d'elles une attitude aussi agressive que lors de l'affaire du Maroc. Ce serait de toute évidence perdre leur amitié à toutes deux, et c'est là ce qui me fait craindre que des précisions ne soient le prélude de complications.

Sincèrement vôtre,
E. GREY.

Foreign Office, 26 octobre 1910.

MON CHER GOSCHEN,

Il me faut remettre les commentaires sur les propositions du Chancelier au sujet de la marine et l'accord politique jusqu'à ce que nous ayons eu le temps de les étudier.

Mais je veux, en attendant, vous dire que la suggestion allemande que la France et la Russie participent à une convention navale est la très-bienvenue, car elle nous ouvre la voie pour dire au moment opportun, ce que j'ai toujours considéré comme la seule solution possible — que ces deux Puissances doivent être parties à un accord politique. En outre, avec la perspective

actuelle de grandes dépenses navales chez les Alliés de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, force nous sera bien de dire qu'un accord naval serait inutile, si elles n'y participaient pas également, ce qui grouperait dans l'accord naval et politique les six plus grandes Puissances de l'Europe.

Si nous pouvons éviter de toucher le point sensible français au sujet de l'Alsace-Lorraine, il me semble que cinq de ces Puissances feraient le meilleur accueil à un accord de ce genre ainsi qu'à une réduction des dépenses navales, car aucune d'elles n'a des desseins d'agrandissement et toutes désirent la paix. Mais cet accord signifierait pour l'Allemagne le renoncement à ses ambitions vers l'hégémonie de l'Europe, aussi l'accueil qu'elle ferait éventuellement à une telle proposition serait-il une preuve de la sincérité de son désir de paix, une garantie contre toute attaque de sa part ou d'ambitions qui ne sauraient être satisfaites qu'aux dépens des autres.

Sincèrement vôtre,
E. GREY.

Londres, 5 mars 1913.

MON CHER GOSCHEN,

Nicolson m'a montré la lettre particulière que vous lui avez adressée, d'où il ressort que vous n'avez pas compris pour quel motif je vous ai écrit au sujet de la déclaration navale de Tirpitz (1) : la faute m'en revient, parce que je n'avais pas le temps de tout vous expliquer.

Depuis sept années, un certain nombre de pangermanistes ont exercé leur action sur ceux de chez nous qui sont pro-allemands. Les pangermanistes sont ultra-chauvins, nos pro-germains sont pacifistes, mais sont néanmoins très inféodés à l'influence des premiers.

Il est venu à ma connaissance que le Professeur Schiemann, pangermaniste, avait écrit après le discours de Tirpitz à un pro-allemand d'ici, appuyant sur la nature amicale de la déclaration, et disant que tout dépendrait de l'accueil que nous lui réserverions.

Or, je n'avais nulle intention d'y répondre par une proposition d'accord naval, en premier lieu parce qu'on m'avait donné à entendre indirectement, lors de l'arrivée de Lichnowsky, qu'il espérait que je ne soulèverais pas avec lui la question des dépenses pour la marine.

En second lieu, si je le faisais, le bureau naval de la presse en Allemagne pourrait, à son gré, interpréter ma démarche comme une tentative de pression aux fins d'obtenir qu'elle réduisît ses

(1) Déclaration faite à la Commission du budget du Reichstag.

dépenses navales, et Tirpitz pourrait, à un moment quelconque, prétendre que l'on avait abusé dans ce but de la modération de sa déclaration, et qu'il ne dirait désormais plus rien qui pût prêter le flanc à un nouvel abus du même ordre.

Cependant, s'il se faisait que Lichnowsky me parlât de la déclaration à la Commission du budget faite par Tirpitz et Jagow, ou que Jagow vous en dise quelques mots sans que nous répondions quoi que ce soit, je craindrais que l'on puisse dire que nous avons refusé la main qui se tendait vers nous, ce dont les pangermanistes comme les pro-germains d'ici sauraient tirer avantage.

Je crois, en conséquence, que dans le cas où vous vous sentiriez obligé de dire quelque chose, vous pourriez donner l'assurance que les déclarations faites à la Commission du budget produiront un effet favorable sur le ton de la déclaration de Churchill au Parlement, ce qui sera tout naturellement le cas. Elles ne sauraient affecter la substance de la déclaration traitant de nos propres dépenses navales, mais j'espère qu'elles permettront un ton moins intransigeant qu'il n'a pu l'être jusqu'ici du fait que nous nous trouvions continuellement en face de nouveaux accroissements des dépenses navales.

Je pense que ceci vous fera bien comprendre la portée de ma précédente lettre.

Les pangermanistes ont travaillé les pro-allemands chez nous avec une intensité variable, mais avec un invariable insuccès pour ce qui était d'influencer la politique extérieure du gouvernement britannique; ce n'est cependant pas une raison pour que nous leur fournissions gratuitement des matériaux.

Je vous prie cependant de ne pas parler de la déclaration de Tirpitz, sauf si l'on entame le sujet avec vous, car je reconnais que ce qu'il a dit ne signifie pas grand'chose, et l'a été non pas pour nos beaux yeux, mais à cause des cinquante millions de livres supplémentaires nécessaires à l'accroissement de l'armée allemande.

Nos relations avec le Reich se sont cependant améliorées, parce que Kiderlen et Jagow ont travaillé pour la paix dans la crise balkanique, et je ferai pour ma part ce qu'il faudra pour le maintien de relations cordiales aussi longtemps que le gouvernement de Berlin en fera autant de bonne foi.

La conviction de notre sincérité réciproque est la seule condition requise pour que nos relations ne laissent plus rien à désirer (1).

Sincèrement vôtre.
E. Grey.

(1) Cette lettre fut écrite sur la supposition que la déclaration de Von Tirpitz ne comportait pas l'intention de négociations en vue d'un accord naval. Rien de ce qui avait précédé ni de ce qui s'est depuis fait jour n'indique que cette supposition fût inexacte.

J'en arrive à présent à la guerre balkanique et à la Conférence des Ambassadeurs qui furent les principaux événements de l'année 1912-13.

J'ai déjà représenté Abdul-Hamid comme personnifiant l'équilibre du Proche-Orient. Il avait parfaitement compris de quelles forces il était entouré, il savait l'orientation de chacune d'elles, leur puissance et leurs limites. Il connaissait les aspirations de la Russie sur les Détroits et Constantinople, mais savait aussi que si celle-ci le serrait de trop près, elle trouverait une fois de plus l'Europe dressée contre elle pour restreindre son action comme lors du Traité de Berlin de 1878. Il entendait sans doute avec colère, mais sans inquiétude, la bruyante indignation soulevée parmi l'opinion publique britannique par les massacres arméniens et les atrocités en Macédoine, car il savait fort bien que la flotte britannique ne pouvait s'approcher des montagnes de l'Arménie et que si l'Angleterre allait jusqu'à soulever la question de Constantinople et des Détroits, l'Europe aurait tôt fait d'intervenir et d'empêcher le bouleversement du statu quo que les grandes Puissances n'osaient se permettre d'ébranler de crainte d'avoir à se battre entre elles. Lord Salisbury, jadis partisan de la politique pro-turque de Disraëli, mais révolté par la suite des iniquités commises par la Porte, avait marqué un revirement complet et déclaré qu'en soutenant les Turcs, l'Angleterre avait ponté sur le mauvais cheval. Même cela n'émut pas Abdul-Hamid. Il avait perdu en la Grande-Bretagne un champion de la Turquie, mais s'était fait de l'Allemagne une amie agissante. Il prit grand soin de développer et de s'attacher cette amitié par des concessions commerciales et par l'attrayante perspective du développement de l'Asie Mineure. Des financiers français avaient, eux aussi, des intérêts considérables à Constantinople, de sorte qu'Abdul-Hamid était solidement retranché derrière ces intérêts engagés, et ces forces politiques qui se contre-balançaient.

La pression excercée en vue des réformes en Macédoine l'ennuyait, mais il savait fort bien que ni l'Autriche ni la Russie ne permettraient à d'autres Puissances de s'occuper

seules de cette question et que l'Angleterre était seule à s'en agiter. Il comptait sur la rivalité entre l'Autriche et la Russie pour limiter leur accord et les empêcher d'exercer une pression trop vigoureuse sur lui à ce sujet, en même temps que leur jalousie combinée contre l'ingérence en Macédoine de toute autre Puissance, lui servirait de rempart contre le gouvernement de Londres.

Quant aux affaires extérieures, le Sultan pouvait compter sur la haine qu'éprouvaient les uns contre les autres ses sujets chrétiens. Unis par leur foi, ils étaient divisés par leurs races, et la répulsion raciale était plus forte que l'affinité religieuse. Il entretenait ces haines, en usait, et se reposait sur elles, ainsi que sur son habileté à en jouer, pour empêcher des soulèvements intérieurs, voire même une coalition contre lui des Etats balkaniques chrétiens.

Abdul-Hamid avait pénétré, jusqu'à l'extrême limite de l'ingéniosité humaine, toutes les forces extérieures et intérieures, leur jeu et la façon de les manipuler pour servir ses propres buts. Mais il est d'essence humaine que tout décline et lorsque les facultés d'Abdul-Hamid commencèrent à baisser, survint le soulèvement intérieur, la Révolution, qui le déposa.

Le changement fut considérable. Des trésors d'astuce, de cruauté, de manque absolu de scrupules s'étaient trouvés concentrés en Abdul-Hamid, c'est-à-dire en une seule personne possédant une autorité suprême, laquelle avait dorénavant disparu. Les chefs de la Révolution étaient habiles, et n'étaient pas plus que leur ex-Sultan embarrassés de pitié ou de scrupules, mais ils étaient plusieurs et non pas un seul revêtu de l'autorité indiscutable. Leur force était dispersée, et se perdit bientôt dans les rivalités personnelles et les intrigues. Alors les voisins européens de la Turquie commencèrent à s'agiter pour ce qui sembla tout d'abord à leur avantage, mais tourna à leur déconfiture et, dans certains cas, à leur ruine.

On aurait vraiment cru que tout en spéculant au profit de ses louches desseins personnels sur les faiblesses de ses voisins, Abdul-Hamid avait plus sagement agi au mieux de leurs intérêts qu'ils ne le surent faire, lui parti.

L'Autriche commença par annexer la Bosnie-Herzégovine. Puis l'Italie conquit la Tripolitaine. Finalement, la Grèce, la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro formèrent une ligue et tombèrent sur la Turquie. La cause en était juste : c'était l'émancipation des chrétiens de Turquie dans le Sud-Est de l'Europe. Mais en agissant ainsi, les membres de la ligue balkanique libérèrent des forces dont ils n'avaient pas prévu l'effet et mirent en mouvement des rivalités qu'ils n'étaient pas capables de contrôler.

L'annexion de la Bosnie fut le premier bouleversement du statu quo en Turquie ; la conquête de la Tripolitaine par l'Italie lui porta une nouvelle atteinte, l'Alliance balkanique le coup de grâce. Les victoires qui rehaussèrent le prestige de la Serbie firent naître en Autriche des appréhensions et des susceptibilités que porta à leur comble l'assassinat de l'Archiduc François-Ferdinand et poussèrent à l'envoi de cet ultimatum à la Serbie qui précipita la guerre mondiale. Tel fut l'enchaînement des événements qui débutèrent par la révolution turque pour mener droit à la catastrophe de 1914, mais les causes réelles de la Grande Guerre sont plus profondes que cet enchaînement et demandent à être étudiées à part.

La Turquie, affaiblie par sa révolution et par les dissentiments qui s'ensuivirent, ne put tenir contre l'attaque des Alliés balkaniques. La haine accumulée au cours des générations se concentra sur elle. L'attaque bulgare fut, au début, la plus vigoureuse ; dès le mois de décembre, les Balkaniques eurent remporté assez de victoires et fait assez de conquêtes pour contraindre la Turquie à accepter un armistice et à discuter d'humiliantes conditions de paix. Les belligérants choisirent Londres comme lieu de délibération pour leurs délégués qui s'y trouvèrent assemblés en décembre 1912.

Des salles furent mises à leur disposition dans le palais de Saint-James. Ce fut moi qui les reçus, qui leur souhaitai, au nom du Gouvernement britannique, une cordiale bienvenue et leur exprimai nos meilleurs vœux pour l'aboutissement de leurs efforts vers la paix.

Il apparut que l'on pourrait amener la Turquie à concéder ce que demandaient la Grèce et la Serbie, mais il fut plus difficile de donner satisfaction à la Bulgarie, dont les exigences touchaient Constantinople plus au vif, car elle voulait qu'on lui cédât Andrinople qui n'était pas encore conquise. La Turquie ne voulut pas plier, la Bulgarie insista, se réclamant de ses Alliés qui, engagés comme elle à faire conjointement la guerre et la paix, n'hésiteraient pas à continuer la guerre, s'il le fallait ; il semblait donc que toute possibilité d'entente fût perdue. Je n'avais pris aucune part aux négociations : elles ne touchaient pas aux intérêts britanniques et ne nous concernaient pas, mais il arrivait que l'un ou l'autre délégué me fit une visite non-officielle au Foreign Office. J'eus ainsi l'occasion, à ce point de la crise, de causer avec le principal délégué bulgare et me risquai à dire un mot pour préconiser la paix : il était probable que si la guerre recommençait, la Bulgarie s'emparerait d'Andrinople. Toute guerre, cependant, comportait des risques, et si celle-ci renaissait pour ajouter Andrinople aux buts importants déjà acquis, il s'ensuivrait, pour si lointain qu'il fût, un risque, alors que les Alliés tenaient en leurs mains la certitude d'une paix favorable. Telle fut, autant qu'il m'en souvient, la teneur de mes remarques, qui ne pouvaient être qu'une tentative de persuasion, puisque l'affaire ne me concernait pas, et d'autant plus vagues que je ne voyais pas très nettement quelle forme pourrait revêtir le risque que je faisais valoir. Le délégué bulgare me répondit avec confiance qu'ils étaient tout prêts à courir ce risque : la Conférence fut rompue et la guerre reprit.

Il est inutile de faire plus que résumer les événements subséquents. On s'empara d'Andrinople, la Bulgarie et la Grèce se prirent de querelle, la première accusant l'autre d'exploiter la victoire commune à son seul avantage. La Grèce et la Serbie jugeaient sans doute que, par son insistance pour Andrinople, la Bulgarie avait prolongé la guerre inutilement ; les animosités de race, suspendues pour l'effort commun contre la Turquie, s'affirmèrent à nouveau dès que celle-ci ne fut plus à craindre en Europe. La Roumanie saisit

l'occasion pour intervenir contre la Bulgarie, et il y eut, en l'été de 1913, une deuxième guerre balkanique dont la Bulgarie fit les frais. Les Turcs reprirent Andrinople et tout se termina par le Traité de Bucarest, qui laissa à la Grèce, à la Serbie et à la Roumanie tous les fruits de la victoire, sans que l'on accordât même à la Bulgarie, dont l'armée avait été si efficiente, si essentielle, pour la défaite des Turcs, un débouché sur la mer, tandis que la Roumanie obtenait des territoires qui avaient appartenu à son ex-alliée et que la Grèce et la Serbie s'attribuaient des régions et des ports considérés jusqu'alors comme l'objet des légitimes aspirations bulgares, si jamais le Turc était chassé de Macédoine. Les grandes Puissances ne virent aucune raison d'intervenir, sauf pour donner satisfaction à l'Autriche et à l'Italie au sujet de l'Albanie et s'assurer que les gains des Balkaniques n'étaient pas poussés jusqu'à un point qui pût soulever la question de l'avenir de Constantinople ; pour le reste, elles n'étaient pas disposées à aller au delà de la médiation partout où ce pourrait être utile, et ne bougèrent pas pendant que se signait le Traité de Bucarest, lequel contenait d'ailleurs tous les germes d'inévitables perturbations à venir. Il laissa la Bulgarie endolorie, blessée, déçue et de plus spoliée de ce qu'elle avait cru devoir lui appartenir. La Turquie avait, pour sa part, les mêmes griefs : aucune paix n'était possible dans les Balkans tant que prévaudrait le Traité de Bucarest. Aussi, lorsque survint une année plus tard la Grande Guerre, ces deux Puissances affamées de revanche étaient-elles prêtes à se mettre du côté qui paraissait le plus susceptible de la leur assurer. Ce fut, tout naturellement, le côté de l'Autriche et de l'Allemagne, car la Serbie était en guerre avec l'Autriche, tandis que les sympathies de la Grèce et de la Roumanie allaient à la Serbie ou aux Puissances occidentales.

Le Traité établi après la deuxième guerre balkanique fut un règlement de force et non de justice. Il eût fallu, pour assurer la paix dans l'avenir, que les grandes Puissances intervinssent—ce qu'elles ne firent pas, *n'osèrent* pas faire, craignant par trop de s'attirer entre elles des complications ; et ce fut cependant leur appréhension même, leur soin

d'éviter des heurts en 1913, qui devait rendre l'année suivante la paix plus précaire.

La victoire remportée sur la Turquie rouvrit la question des Balkans, et le risque de difficultés entre les Puissances qui s'y trouvaient le plus directement intéressées devint fort sensible. Constantinople même n'était pas en cause : les grandes Puissances étaient d'avis de la laisser aux Turcs, elles étaient d'accord pour ne pas soulever la question entre elles et ne pas permettre qu'elle le soit par les Alliés victorieux qui ne témoignèrent d'ailleurs pas la moindre disposition à en faire état auprès de la Turquie dans leurs discussions sur la paix. Leurs gains si énormes suffisaient à les contenter sans s'étendre sur la Corne d'Or. Ce ne fut donc pas en rouvrant la question de Constantinople et des Détroits que la guerre des Balkans mit en péril la paix européenne, car ni l'Autriche ni la Russie, les deux Puissances les plus directement intéressées, n'étaient disposées à prendre une part active ou à faire le jeu de leur rivale en cherchant à influencer les conditions que la Grèce, la Serbie et la Bulgarie, pourraient imposer à la Turquie touchant la Macédoine. Le point de friction et de danger fut l'Albanie, où la domination turque se trouva brisée par la guerre. Les Alliés balkaniques étaient éblouis par leur victoire ; la Serbie voulait, pour des raisons commerciales, avoir accès à l'Adriatique, et il se pouvait fort bien qu'elle et le Monténégro considérassent certaines régions de l'Albanie comme faisant partie des prises et des butins de guerre.

Au cas où l'Albanie cesserait d'être territoire turc, l'Autriche était bien déterminée à ce qu'elle ne contribuât pas, en passant entre les mains de celle-ci, à l'agrandissement de la Serbie. Entraînée par ses propres victoires, la Serbie pouvait aisément atteindre le point de conflit inévitable avec l'Autriche. Si cela se produisait, et que la Russie sentît qu'il lui fallait soutenir la Serbie, une guerre européenne était fatale. Pour parer d'avance à ce danger et éviter la catastrophe, je proposai une Conférence des Puissances. L'Allemagne et l'Autriche l'acceptèrent, ainsi que la Russie, ce qui assurait le consentement de la France et de l'Italie. Je ne proposai pas

Londres comme lieu de réunion, car, personnellement, j'inclinais pour Paris. Ce choix de leur capitale serait agréable aux Français : la Conférence débuterait de la sorte avec, à tout le moins, cet appoint conciliant. De plus, je ne tenais guère à avoir le grand surcroît de travail de présider moi-même la Conférence. Le choix s'arrêta pourtant sur Londres et l'on se réunit au début de décembre.

Nous étions six : Lichnowsky, Mensdorff et Imperiali, respectivement Ambassadeurs d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie ; Cambon et Benckendorff, les Ambassadeurs de France et de Russie, et moi-même pour la Grande-Bretagne. La responsabilité de présider me revint, mais nous nous attachâmes à simplifier la procédure et à en faire un comité d'amis, que nous étions d'ailleurs. Nous nous réunissions l'après-midi, généralement vers quatre heures et délibérions jusqu'à six ou sept heures avec une courte interruption pour le thé. La Conférence se prolongea jusqu'en août 1913, mais ne se réunissait que lorsque l'exigeaient les circonstances, et les rapports d'amitié qui nous unissaient ne put empêcher les débats de traîner indéfiniment de la façon la plus fastidieuse. On raconta qu'au bout de quelques semaines, lorsque l'on interrogeait M. Cambon sur ses progrès, celui-ci répondait que la Conférence se poursuivrait jusqu'à ce qu'il n'y eût plus que six squelettes assis autour de la table.

La question qui présentait le plus de difficultés, et même de danger, était la délimitation au nord et au nord-est de l'Albanie où la Serbie demandait plus que l'Autriche n'était disposée à admettre. Il y eut une crise aiguë lorsque le Monténégro s'empara de Scutari, dont l'Autriche était bien décidée à ne pas lui laisser la jouissance. Plus tard, ce fut l'Italie qui intervint pour limiter les territoires que s'attribuait la Grèce au sud de l'Albanie — l'Epire. Pendant presque tout ce temps la guerre, puis les négociations entre les Alliés balkaniques et la Turquie, se poursuivaient et occupaient de temps à autre la Conférence. Mais lorsque se discutaient les différends entre les Alliés balkaniques et la Turquie, la « musique » des délibérations était plus atténuée, moins âpre, que lorsque nous nous effor-

cions de régler la mesure sur laquelle la Serbie et le Monténégro devaient régler leur pas aux frontières de l'Albanie. Il y eut même des moments où, bloqués par cette dernière question si ardue qui menaçait de bouleverser notre propre tranquillité, nous nous occupions de préférence des négociations de paix des belligérants. Ce fut à l'un de ces moments que je déclarai que ce serait nous fourvoyer et qu'il serait indigne de nous de continuer à siéger, si nous ne pouvions décider la question de la frontière albanaise et nous mettre d'accord pour en finir, car ce me semblait presque ridicule que nous prenions la peine de régler la paix entre les Alliés et la Turquie, si la délimitation de l'Albanie restait en suspens, provoquant entre les grandes Puissances des inquiétudes et des difficultés croissantes. Ceci fut dit en février, alors que la Conférence existait déjà depuis quelque deux mois et demi.

Les débuts en furent faciles. L'argument de l'Autriche était qu'il importait de conserver l'Albanie en tant qu'entité indépendante et substantielle, mais elle se déclarait prête à laisser assurer à la Serbie, par un arrangement international, un accès commercial sur l'Adriatique. C'étaient là des points cardinaux sans lesquels aucun accord ne serait possible. Je m'étais assuré que la Russie les accepterait en principe, et dès notre première réunion Mensdorff exposa, pour servir de base à la discussion, le point de vue autrichien, que Benckendorff accepta aussitôt. L'attitude de Mensdorff donna, en l'écoutant, l'impression d'un homme qui n'en croit pas ses oreilles. Son ton resta interrogateur et Benckendorff, qui avait des instructions précises, réitéra l'acceptation russe sans restrictions. L'existence de la Conférence se trouvait ainsi assurée : elle ne serait pas mort-née, mais ses difficultés étaient encore à venir, car la paix en Europe dépendait du règlement des frontières. Cette question ne présente plus d'intérêt à l'heure actuelle ; on a examiné pour moi les rapports de la Conférence et l'on m'assure que la lecture en est ennuyeuse et embrouillée à l'excès ; je le crois volontiers, car même la brève analyse rédigée pour me rafraîchir la mémoire n'offre que bien peu d'intérêt pour un lecteur

l'après-guerre. Les négociations se trouvaient de temps à autre enlisées, mais repartaient toujours, quoique souvent avec grand effort, sur une petite vague montante de concession opportune ou sur quelque formule élastique. Voici le genre des problèmes qui se posaient à nous : la Serbie réclamait quelque chose de plus, quelque chose qui avait fait partie de l'Albanie turque, à quoi l'Autriche s'opposait. La Serbie affirmait que la population était principalement serbe ; l'Autriche le niait ; il y avait des villages où les experts eux-mêmes différaient quant aux affinités raciales. Nous n'attachions pas grande importance, dans ces détails, aux mérites territoriaux, nos efforts se concentrant sur l'obtention de quelque point sur lequel l'Autriche et la Russie se mettraient d'accord. La Russie appuyait la réclamation serbe d'un village quelconque ; l'Autriche soutenait qu'il devait rester albanais. Si la Conférence n'obtenait pas un accord, l'Autriche serait bien capable de lancer un ultimatum ou même d'avoir recours à des mesures péremptoires contre la Serbie, ce qui mettrait en jeu non seulement tout le prestige de l'Autriche et de la Russie dans les Balkans, mais aussi la paix européenne. Les détails dont nous nous occupions étaient insignifiants — de simples étincelles — mais nous étions assis sur un baril de poudre.

Je veux relater ici un épisode qui illustre bien les difficultés qu'avait à surmonter la Conférence comme aussi l'esprit dans lequel nous travaillions : il est resté vivace en ma mémoire.

La Serbie réclamait le village de Djakova — l'Autriche prétendait le réserver à l'Albanie. La Russie ne voulait pas intervenir pour faire céder la Serbie : l'Autriche restait inébranlable. C'était l'impasse. Des jours, voire des semaines s'écoulèrent ; il nous était impossible de rien faire, et cependant nous nous rendions compte que la pression ne cessait de monter, parce que la soupape de sûreté que représentait la Conférence avait cessé de fonctionner. Je dus sans nul doute avoir des entrevues séparées avec Mensdorff et Benckendorff, peut-être aussi avec Lichnowsky, afin de ne pas laisser échapper la plus chétive possibilité

de concession sur ce point — mes souvenirs ne sont plus très précis.

Je reçus un beau matin à mon domicile particulier un message à l'effet que l'Ambassadeur d'Autriche désirait me voir d'urgence : je lui fis dire de venir de suite chez moi. Quelques minutes après Mensdorff était là. La pièce dans laquelle il fut introduit était petite, il y avait sur une table de milieu de grands vases à long col remplis de narcisses provenant de Fallodon. Mensdorff entra en coup de vent, un peu essoufflé même de s'être pressé, ravi des bonnes nouvelles qu'il apportait, et s'écriant : « Nous renonçons à Djakova ! » Au même instant, le pan de son ample redingote s'écartant comme il passait auprès de la table fleurie, frôla un des vases de narcisses lesquels, offensés, renversèrent leur récipient dont l'eau se déversa sur le vêtement de l'Ambassadeur. Il s'ensuivit quelque agitation. J'allai vite chercher une serviette dont j'épongeai la redingote de mon mieux. Nous pûmes ensuite fraterniser à loisir au sujet de Djakova. Mensdorff était sincèrement ravi de la bonne nouvelle qu'il apportait. Il souhaitait la paix et savait que tous nous pensions de même ; l'obstacle était écarté, et la Conférence allait pouvoir reprendre.

Tout en acceptant que Djakova soit attribué à la Serbie, l'Autriche stipulait que celle-ci devait cesser les hostilités et évacuer les territoires assignés à l'Albanie. J'insistai aussitôt énergiquement auprès de Saint-Pétersbourg pour que cette condition fût acceptée par la Russie, ce qu'elle fit. Je préparai ensuite des représentations immédiates et collectives à la Serbie et au Monténégro.

Ainsi fut clos l'incident — les grandes Puissances se mirent d'accord. Il restait encore d'autres difficultés, mais nous nous en tirions par des méthodes analogues, guidés par le même esprit.

Il y eut un nouvel orage pour Scutari. Les grandes Puissances ayant décidé qu'il importait, pour le maintien de la paix entre elles, qu'elles prissent en main la question des frontières de l'Albanie, nous prévînmes la Serbie et le Monténégro qu'il ne leur servait de rien de continuer à combattre

les Turcs dans cette région, vu qu'elles obtiendraient sans cela tout ce que l'Autriche, d'accord avec les autres Puissances, était disposée à leur concéder, tandis que quelles que fussent leurs conquêtes en Albanie, on ne les autoriserait pas à garder plus que les Puissances n'auraient décidé de leur laisser.

Il paraît par exemple que je dis au Chargé d'affaires de Serbie le 11 mars 1913, que la question de Scutari serait décidée par les Puissances, qu'il « était donc d'une telle inutilité pour la Serbie et le Monténégro de continuer leurs opérations que cela me paraissait criminel ! » L'argument invoqué par la Serbie était que si elle mettait fin à ses opérations, cela dégagerait des troupes turques qui s'en iraient combattre sur un autre secteur. J'insistai sur ce que cet argument ne s'appliquait pas à Scutari, et cette conversation fut rapportée au délégué monténégrin à Londres.

Le conseil ne servit de rien ; je n'ai d'ailleurs pas souvenir qu'aucun avis de ce genre ait jamais servi, même lorsqu'il représentait l'ensemble de l'opinion des Puissances et s'étayait sur d'irréfutables arguments. Le Monténégro poursuivit le siège de Scutari, qu'il prit au mois d'avril.

L'Autriche exigea aussitôt que l'on contraignît par une action internationale le Monténégro à évacuer Scutari, faute de quoi l'Autriche agirait seule, ce qui pourrait être le début de troubles menaçants pour l'Europe. Aucune des Puissances ne jugea raisonnable de soutenir le Monténégro dans son occupation d'une position que l'Autriche considérait comme une menace stratégique contre elle-même. Nous n'éprouvâmes donc aucune difficulté à la Conférence à arriver à un accord de principe, mais les multiples méthodes qu'il fallut employer pour persuader le Monténégro d'évacuer Scutari, donnèrent lieu à de fastidieuses discussions ; certains allaient jusqu'à suggérer la mesure extrême d'un débarquement de troupes qui imposerait l'évacuation ; d'autres proposaient de donner au Monténégro une compensation en espèces — en d'autres termes, de soudoyer l'occupant pour qu'il abandonnât la place. Nous ne voulions pas, pour notre part, coopérer à l'envoi de troupes, mais étions

prêts à nous joindre à une démonstration navale. Ce fut, en fin de compte, un mélange de menace, de coërcition et d'offre de compensation financière qui régla l'affaire à la satisfaction de l'Autriche, peut-être même à la satisfaction du Roi de Serbie ; et ainsi fut écarté ce danger pour la paix de l'Europe.

Il est superflu d'énumérer les questions soulevées au sujet de la frontière méridionale de l'Albanie. Mon rôle personnel consista seulement à rechercher s'il nous serait possible d'alléger la situation générale et de faciliter la paix dans le Proche-Orient en rendant à la Turquie quelques-unes des Iles Egée. L'Italie les tenait comme gage de l'accomplissement par la Turquie des conditions de paix établies après la guerre italo-turque pour Tripoli. L'Ambassadeur nous déclara qu'aucun gouvernement italien ne tolérerait que ces îles soient évacuées tant que ne seraient pas remplies ces conditions. Voici, à titre de commentaire sur les traités conclus avec la Turquie, quelques lignes d'un rapport :

> Je remarquai que si la mise en application d'un traité par la Turquie était la condition posée à la cessation de l'occupation, il y avait des chances, étant donné que jamais la Turquie n'avait entièrement fait honneur à ses engagements, de quelque nature qu'ils fussent, pour que cette occupation se prolongeât indéfiniment. Je dis ensuite à l'Ambassadeur d'Autriche lorsque je me trouvai seul avec lui, que faire dépendre une chose de la réalisation d'un traité par la Turquie équivalait sinon à la propriété absolue, tout au moins à un bail de 999 années.

Ceci se passait à la fin de juillet. Il paraîtrait que, le 1er août j'aurais déclaré que certaines modifications survenues dans la situation, notamment l'occupation d'Andrinople par les Turcs, autoriseraient les Puissances à réserver leur décision au sujet des îles. L'Ambassadeur de Russie « semblait estimer que l'idée d'user des îles comme d'un levier pour faire sortir les Turcs d'Andrinople ne manquait pas d'attrait. »

La Conférence ne se réunit plus après le 13 août. Il n'y eut pas de clôture solennelle, nous ne fûmes pas photographiés en groupe, on ne nous vota aucun remerciement, point de

discours d'adieux: nous cessâmes tout bonnement nos réunions. Nous n'avions rien déterminé, pas même tous les détails des frontières albanaises, et cependant nous avions fait œuvre utile : nous avions été le moyen de maintenir les six Puissances en contact direct et amical. Le simple fait de notre existence, et que toute rupture de paix devrait inévitablement être précédée de notre dissolution, était en soi une appréciable barrière contre la guerre. Nous constituions un moyen de gagner du temps, et plus nous durions, plus l'on éprouvait de répugnance à nous disperser. Les gouvernements intéressés s'accoutumaient à nous et aussi à nous utiliser. Lorsque nos réunions prirent fin, le danger immédiat d'une atteinte à la paix européenne était conjuré, et nous avions dépouillé de leur caractère dangereux les choses qui, en 1912-13, avaient menacé les bons rapports entre Puissances.

A y réfléchir, mon rôle personnel en cette Conférence apparaît incolore et bien banal. Les intérêts britanniques n'étaient pas affectés par le sort de Djakova ou de Scutari, et il ne m'incombait ni de prendre l'initiative d'une politique, ni de la formuler, mais d'agir en médiateur utile et patient entre la Russie et l'Autriche, d'être prompt à trouver le terrain de conciliation et à enterrer le point de désaccord.

J'ai conscience d'avoir gagné la confiance de tous les Ambassadeurs qui prirent part à la Conférence, parce qu'ils sentirent que je ne recherchais pour la diplomatie britannique ni triomphe ni prestige, et que le suprême intérêt de l'Angleterre en cette affaire était de préserver la paix: ceci acquis, nous n'en demandions pas davantage. Certes, nous désirions maintenir aussi l'Entente avec la France et la Russie, mais la première n'avait nulle envie de se heurter à des difficultés du fait d'une dispute balkanique en laquelle ses intérêts n'étaient pas en jeu ; quant à la Russie, malgré qu'elle n'eût pas supporté une seconde humiliation analogue à celle de la querelle sur la Bosnie-Herzégovine, elle restait néanmoins conciliante et uniquement désireuse de conserver sa position dans les Balkans, sans pour cela chercher à l'accroître aux dépens de l'Autriche. L'Allemagne, de son

côté, après l'affaire d'Agadir, avait évidemment décidé de n
pas provoquer de nouvelles perturbations, et c'est ce qui
sans nul doute, modéra la politique autrichienne.

Le rôle de médiateur était donc parfaitement compatibl avec le maintien de nos Ententes. Une concession quelconqu faite par la Russsie ou l'Autriche ne fut jamais exploité comme « manche » diplomatique, ni comme une victoir devant servir à pousser vers une nouvelle avance. Tout a contraire, toute concession, telle que celle consentie pa l'Autriche dans le cas de Djakova, était une raison de plu pour recommander à l'autre partie modération et accommo dement. La Conférence travailla à ces fins aussi tranquille ment que possible, et la presse ne fut jamais ni inspirée n utilisée dans l'intérêt d'un gouvernement plutôt que d'u autre : c'eût été fatal pour l'œuvre que nous accomplission Une atmosphère de réserve, même poussée jusqu'à l'ennu est la plus favorable, pourvu que soient en même temps l'œuvre une entière bonne foi et un désir vivace de paix les manifestations sensationnelles créent une atmosphèr propice aux orages, et ce sera le grand écueil de la diplo matie « ouverte » —, si cette expression est synonyme d publicité quotidienne.

La sagesse et l'expérience de Cambon apportèrent à no discussions un très utile appoint, sans que d'ailleurs son rô y fût actif. En temps qu'Alliée, la France se sentait tenue d donner son appui à la Russie, mais elle suivait et n'ava aucun désir de diriger. L'Ambassadeur de France assista à nos séances et prenait part à l'insipide travail de réda tion, pour lequel il possédait une compétence appréciabl sans jamais donner le moindre signe d'impatience ; je sentai néanmoins qu'il n'était pas entièrement satisfait de mo attitude. J'avais l'impression qu'il craignait que la Russi pût se trouver de nouveau atteinte dans son prestige et qu cela ne réagît défavorablement aussi bien sur l'allianc franco-russe que sur l'Entente avec nous. Il eût donc préfér pour s'en garer, trouver en mon attitude un peu moins d neutralité, voire même un peu plus d'esprit de parti. Il s peut aussi qu'il m'ait trouvé un peu trop « en bois »,

manquant d'esprit d'initiative, lorsque la Conférence venait à buter contre quelque insignifiant caillou. J'éprouvais donc l'impression qu'il me critiquait *in petto* : ce n'est qu'une simple supposition, car jamais il ne m'en exprima rien.

Pour ce qui était de Benckendorff, je sentais qu'il m'approuvait pleinement. Il ne manifesta jamais d'appréhension pour le prestige de la Russie, paraissait satisfait de la ligne de conduite que j'avais adoptée et comprendre que je le faisais uniquement dans le but d'obtenir, tout en assurant la paix, des conditions équitables et point du tout par indifférence envers l'amitié anglo-russe ni pour effectuer un rapprochement britannique avec l'Allemagne et l'Autriche aux dépens de la Russie et de la France. J'ai dit plus haut dans quel esprit agissait Mensdorff. Tout comme Benckendorff, il était obligé de suivre les instructions de son gouvernement et le faisait non-seulement avec fidélité, mais, lorsqu'il y avait lieu, avec fermeté ; tous deux travaillaient en vue d'un accord et se montraient enchantés lorsqu'il leur était possible d'y contribuer.

L'Italie était pour sa part, en sa qualité de membre de la Triple Alliance, intéressée aux questions les plus aiguës, telles que celle de Scutari. Elle était donc aux côtés de l'Autriche, quoique les craintes éprouvées par celle-ci pour sa position dans l'Adriatique ne touchassent guère les sentiments de l'Italie, qui ne se sentait pas d'obligation d'être plus autrichienne que l'Autriche en traitant avec le Monténégro. L'Ambassadeur italien, Marquis Imperiali, n'eut donc pas à assumer de rôle important jusqu'au moment où, vers la fin de la Conférence, les intérêts de son pays furent en jeu à propos du sud de l'Albanie et des îles. Mais il était naturellement amène et bien disposé, ce qui le rendait à la fois agréable et fort utile.

L'attitude de l'Allemagne fut des plus importantes ; je suis bien persuadé qu'elle désira dès ses débuts que la Conférence réussît : elle n'y eût sans cela pas souscrit. Mais il n'entrait pas dans ses intentions de houspiller l'Autriche, et elle permit souvent aux choses de traîner en longueur, quoique fermement décidée à éviter une guerre : elle avait

d'ailleurs, en la personne du Prince Lichnowsky, un agent et représentant d'une absolue sincérité. La seule pensée d'un conflit armé lui paraissait haïssable, et lorsqu'au début la Russie concéda avec équité le principe d'une Albanie indépendante, Lichnowsky exprima nettement son opinion que les détails pour lesquels on se querellait ne valaient pas une guerre européenne. Il était officiellement tenu de soutenir l'Autriche, mais ne se faisait pas faute bien souvent de marquer son dédain de l'importance donnée, et du temps perdu, pour l'attribution d'un vague village sur la frontière albanaise.

Il ne vint à l'esprit d'aucun de nous de suggérer que l'on nous maintînt en tant que Conférence que l'on pût appeler à tout moment pour lui soumettre les difficultés à venir dans les Balkans, ou entre Grandes Puissances. Il nous eût été impossible de le suggérer nous-mêmes officiellement : ce n'était pas à nous de magnifier notre propre importance. Le Secrétaire d'Etat britannique des Affaires Etrangères pouvait moins encore proposer qu'il y eût à Londres, sous sa présidence, un corps constitué permanent pour régler les difficultés continentales : une telle proposition n'eût pas manqué de porter ombrage comme donnant à la Grande-Bretagne des avantages et une prépondérance excessifs, et le seul fait que Londres ait été désigné pour lieu de réunion de cette Conférence eût été un motif pour le choix d'une autre capitale, s'il s'en réunissait une autre. Pour autant que je le sache, la bonne foi, la bonne volonté, l'absence de parti-pris, de tout égoïsme et de toutes rivalités personnelles qui avaient caractérisé la Conférence et, individuellement et collectivement, tous ses membres, ne produisit aucune impression, ou n'en produisit qu'une purement fugitive sur les Gouvernements de l'Europe. Ces qualités n'avaient guère d'importance avant la guerre, non parce qu'elles n'existaient pas, mais parce que bien peu croyaient à leur existence.

Les membres de la Conférence des Ambassadeurs de 1912-13, étaient, en 1914, tous vivants, disponibles et à leurs postes et cependant l'on ne sembla, ni à Berlin ni à Vienne, s'être souvenu du passé ni trouver dans l'évocation

des faits récents le moindre espoir pour l'avenir. De sorte que, lorsque survint la crise de 1914, l'Allemagne comme l'Autriche repoussèrent péremptoirement la suggestion de la résoudre par le même procédé. S'il s'était jadis trouvé deux hommes, l'un à Vienne, l'autre à Saint-Pétersbourg, assez sages pour prévoir les périls, l'un d'esprit assez élevé pour proposer, l'autre assez grand pour accepter de faire de la Conférence de Londres ou de quelque chose d'analogue, un organisme permanent, les querelles balkaniques de l'avenir eussent pu être réglées de plus en plus aisément. Mais il n'y avait ni à Vienne ni à Saint-Pétersbourg, d'hommes d'Etat de suffisante envergure.

L'Autriche, hypnotisée par la puissance de l'armée allemande, se sentait en sécurité, tandis que la Russie et la France étaient préoccupées des craintes qu'elle leur inspirait. Le courant des affaires de l'Europe se dirigeait, en 1912-13, vers la guerre. L'Autriche et la Russie s'y laissaient flotter à la dérive, entraînant les autres Puissances dans la même direction fatale. En nous mettant d'accord sur une Conférence, il semblait que nous eussions filé toutes nos amarres pour nous empêcher d'être engloutis. Puis le courant parut se ralentir, les ancres furent ramenées, la Conférence dissoute. Nous nous croyions en sûreté — grande était notre erreur. Le sens du courant restait le même et une année plus tard, nous étions tous précipités dans le maëlstrom de la guerre.

CHAPITRE XV

LES DERNIERS JOURS DE PAIX

Visite à Paris du Roi George. — Un souvenir de la Revue. — Une requête française. — Conversations navales avec la Russie. — Raisons d'y consentir. — Les motifs français et russes. — Questions et réponse au Parlement. — Dépêches explicatives. — Visite de Sazonof à Balmoral. — Allégations de Bethmann-Hollweg et faits réels. — Une suggestion injustifiable. — La situation européenne en juin 1914. — Echec des propositions de réduction d'armements. — L'Allemagne et les « Vacances navales ». — La situation s'améliore en apparence. — Une conversation avec Lichnowsky. — L'opinion en France, en Allemagne et en Russie.

Le Roi fit en avril 1914 une visite officielle à Paris. Il était d'usage que les souverains fissent ces visites aux autres souverains et Chefs d'Etat des capitales européennes, dans les années suivant leur accession au trône. Il semble que partout, chez toutes les races et dans toutes les classes, les hommes aient institué et respecté des règles d'étiquette dont l'observance paraît donner de mutuelles satisfactions. Peu de gens affirmeraient qu'ils y trouvent plaisir, mais c'est d'un mauvais œil qu'ils les verraient négliger ou enfreindre, malgré qu'elles absorbent beaucoup de temps qui pourrait être mieux employé.

Le Roi George n'avait encore fait aucune de ces visites de courtoisie. L'année 1911 s'était trouvée absorbée par son couronnement ; 1912 et 1913 assombries par les complications menaçantes entre l'Autriche et la Serbie, les conditions politiques de l'Europe n'avaient donc guère été propices à l'élaboration de projets de visites d'apparat qu'il est nécessaire de préparer des semaines, voire des mois, à l'avance.

Mais quelle complication lorsque la date fixée approche au moment d'une crise extérieure. Elle peut devenir inopportune et gênante pour les deux gouvernements intéressés, précisément préoccupés à ce moment de questions politiques épineuses ou dangereuses, et même ajouter aux suspicions d'autres gouvernements. Y renoncer pourrait cependant accentuer le péril de la crise et la faire paraître plus grave qu'elle ne l'est en réalité. Il est donc indispensable d'étudier avec soin la tension barométrique et d'établir un certain temps à l'avance des pronostics aussi exacts que possible.

Le ciel international parut plus clair au début de 1914 qu'il ne l'avait été de longtemps. Les nuages balkaniques s'étant dissipés, il semblait probable, nécessaire même, qu'un peu de calme succédât aux périodes menaçantes de 1911, 1912, 1913, et que l'on éprouvât partout, après tant d'agitations, un désir de temps meilleurs. Aucune raison ne paraissait donc s'opposer à ce que le roi George commençât, en 1914, sa tournée de visites amicales suivant l'exemple du Roi Edouard et d'autres Souverains d'hier ou d'aujourd'hui.

La France était la voisine la plus proche de la Grande-Bretagne, c'était aussi le pays avec lequel nos relations étaient devenues le plus cordiales et le plus intimes. Les Français désiraient que cette visite leur fût faite et il paraissait aussi naturel que l'on commençât par eux qu'il l'eût été peu d'aller ailleurs. C'est ainsi qu'en avril 1914, le Roi se rendit à Paris et que, cette fois, je l'accompagnai en ma qualité de Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères. Toutes les circonstances entourant cette visite furent favorables. Le temps était tel qu'il ne peut l'être qu'en avril et cela même rarement — brillant sans être chaud, de cet éclat incomparable de l'été combiné avec la fraîcheur du printemps. Les marronniers de Paris étaient en pleine floraison, le feuillage d'un vert tendre. Les mois d'hiver étaient loin, et tout ce qui pousse s'épanouissait à la chaleur précoce — tout Paris était dehors pour en jouir.

Il y eut une Revue à Vincennes en l'honneur du Roi. Nous passâmes lentement en voitures de parade à travers les rues bordées d'une foule immense de spectateurs. Tout le

monde paraissait heureux et à l'aise. Il n'y eut pas une note discordante. L'accueil fut des plus sympathique, sans rien qui lui donnât le caractère d'un geste belliqueux ni d'une démonstration de défi.

Une Revue est, il est vrai, un déploiement d'armes, mais trop courant en une occasion comme celle-là pour paraître agressif : le tir des canons n'évoque pas plus la guerre qu'à l'occasion d'un anniversaire royal. Tout y est apparence et apparat, frappant l'ouïe, mais point l'esprit.

Ce qui par contre frappa mon cerveau fut l'étude de deux cuirassiers escortant la voiture en laquelle j'avais pris place dans le cortège. Le Roi et le Président, M. Poincaré, étaient dans la première ; j'étais dans une autre voiture à leur suite avec M. Doumergue, Premier Ministre. Les cuirassiers encadraient nos voitures. Nous allions lentement et les deux mêmes cavaliers restèrent tout le temps à ma hauteur à l'aller comme au retour. Ils étaient de type tout à fait opposé : l'un de teint basané, au nez court, l'expression lourde, le corps épais et trapu, fils typique de la terre ; un homme fait pour briser à la pioche des blocs de terre dure, pour semer, récolter, moissonner, bon pour toutes les tâches qu'exige la terre, pour supporter, sans en souffrir dans son corps ni dans son esprit, toutes les intempéries. L'autre cavalier était blond, mince, presque frêle, son visage expressif suggérait l'artiste ou le poète, plutôt même le dilettante. Son casque le gênait visiblement et il le secouait de temps à autre de la tête pour le remettre d'aplomb.

Chacun d'eux accomplissait le devoir que lui imposait le service obligatoire : le brun de façon bourrue, l'autre avec nonchalance : il importait que chacun d'eux fût dressé à tuer ou à être tué pour défendre son pays. La conscription était le fardeau imposé à la France par le perpétuel danger de guerre, par les leçons de l'histoire, par les conditions présentes. Chacun de ces jeunes hommes supportait, à l'âge où la vie eût dû aller se développant sur des voies différentes selon leur talent et leur tempérament, sa part individuelle du commun fardeau.

Cela me fit comprendre comme jamais je ne l'avais fait

auparavant, la signification réelle du service obligatoire. J'évoquai tout ce qui, dans les affaires de l'humanité, en faisait un mal nécessaire ; je songeai combien il était contre nature que ce fût accepté et considéré comme chose toute naturelle. Cette pensée s'agitait en moi sans répit, mais sans but, inquiète et cependant sans issue, car la conscription n'était-elle pas acceptée de façon générale sur le Continent et n'était-il pas vain de s'attendre au moindre changement ? Il était en tous cas certain que nous, avec notre petite armée de métier, ne pouvions faire aboutir un changement quelconque dans les armées européennes et leurs systèmes militaires. Ces grandes armées, ces alliances et contre-alliances, avaient surgi indépendamment de nous et de la politique britannique : nous ne saurions exercer d'action sur elles.

Et cependant combien il était néfaste que, dans de grandes nations, des jeunes gens fussent enlevés à leurs foyers à la fleur de l'âge, enlevés à des occupations utiles, productives, répondant à leurs aspirations et à leurs aptitudes, et dressés pendant trois ans à faire ce pour quoi ils n'étaient désignés ni par leurs dispositions naturelles, ni par leur tempérament. Vraiment les rapports entre nations civilisées qui rendaient indispensable un pareil système étaient contraires à la fois au bon sens et à l'intelligence.

Et pourquoi toute cette foule jouissant de ce beau jour d'avril éprouverait-elle le désir de troubler la paix qui rendait possible cette jouissance ? Et pourquoi qui que ce soit lui souhaiterait-il du mal ? Telles étaient mes réflexions au cours de cette longue et lente promenade au sortir de Paris et au retour. Le Premier Ministre français ne parlait pas anglais, mon stock de français s'était promptement épuisé, nous étions tous deux occupés à répondre de temps à autre à quelque acclamation de la foule, aussi ne causâmes-nous que peu après les premières minutes. Le contraste de cette journée paisible, débordante d'une apparence de joie et de contentement, me revint souvent à la pensée après la catastrophe, les visages des deux cuirassiers se détachant nettement du tableau. Furent-ils enlevés de la cavalerie et placés dans les tranchées ? Furent-ils tués, ou sont-ils encore

vivants ? Souvent un fait insignifiant se détache nettement de la mémoire sans raison apparente, quelque importantes ou terribles que soient les choses auxquelles il est associé.

Toutes les dispositions avaient été prises à la perfection pour cette visite ; rien ne sortait de la routine habituelle. Il y eut un grand banquet où furent prononcés des discours aimables, soigneusement préparés pour faire ressortir, sans porter ombrage à qui que ce fût, l'amitié entre la France et la Grande-Bretagne.

Fut-ce là tout? Si la France et nous avions seules été en cause, on s'en fût tenu là. La visite ne fut pas longue, sa durée fut presque entièrement occupée par des cérémonies, il y eut peu d'occasions de discussions sérieuses. Les affaires d'importance entre la France et l'Angleterre se traitaient à Londres entre moi et Cambon, et Bertie à Paris : nos deux ambassadeurs avaient l'entière confiance des deux gouvernements. Une discussion ne s'imposait donc pas. Je fus cependant prié de me rendre au Quai d'Orsay dans la matinée du dernier jour. Bertie et Cambon étaient présents, ainsi, je crois, qu'un ou deux membres du personnel des Affaires Etrangères, outre moi et le Ministre français. Ce fut, si j'ai bonne mémoire, Cambon qui dirigea principalement la conversation avec moi, ainsi qu'il avait coutume de le faire à Londres. Il n'y avait pour l'instant rien entre nos deux pays dont les Français jugeassent nécessaire de parler, mais ils désiraient me demander quelque chose touchant la Russie. Celle-ci était au courant des conversations entre les Etats-Major anglais et français, et il semblait très désirable, afin qu'elle ne se sentît pas tenue à l'écart, que l'on instituât quelque chose du même ordre avec Pétersbourg. Il ne s'agissait nullement de nous demander d'assumer la moindre obligation, et il n'y avait aucune raison pour que les Etats-Major des armées britannique et russe communiquassent. Leur éloignement géographique mettrait leurs armées dans l'impossibilité de combattre côte à côte dans une guerre contre l'Allemagne comme pourraient le faire les armées française et britannique. Il importait donc peu, dans le cas

où l'Angleterre se déciderait à prendre part à une guerre de ce genre, que l'Etat-Major russe se soit, ou non, joint aux consultations, le rôle du Corps Expéditionnaire britannique étant, s'il y prenait part, réglé d'avance par les Etats-Major britannique et français.

Il y avait cependant des raisons pour que les autorités navales anglaise et russe se concertassent à l'avance sur les rôles à attribuer à leurs flottes respectives dans l'éventualité d'une guerre. Les Français n'y accordaient pour leur part qu'une importance minime au point de vue stratégique, n'estimant pas très hautement la valeur de la flotte russe contre celle de l'Allemagne. Mais il importait d'entretenir la Russie dans de bonnes dispositions et de ne pas l'offenser par un refus.

Je ne vis dans cette suggestion que peu ou point de nécessité stratégique ni de réelle portée. Il semblait à mon esprit profane que dans une guerre contre l'Allemagne la flotte russe ne pourrait pas plus sortir de la Baltique que la flotte britannique n'y pourrait pénétrer: cependant la difficulté d'un refus sautait aux yeux. C'eût été offenser la Russie que de lui donner à entendre qu'elle n'était pas traitée sur le même pied que la France, et peut-être même lui donner l'impression que depuis le moment où nous avions souscrit à des conversations militaires avec cette dernière, nous avions exclu la possibilité de notre participation à une guerre. Il était inadmissible par ailleurs que nous contractions vis-à-vis de la Russie un engagement que nous avions refusé à la France, et il nous était tout aussi impossible qu'avant de garantir que la Grande-Bretagne prendrait part à une guerre continentale. Il importait que notre complète liberté d'action fût hautement affirmée. Ce principe nettement posé, nous nous mîmes d'accord pour mettre en rapport, comme le demandait le gouvernement français, les autorités navales russe et anglaise. Je ne m'en informai jamais dans la suite à l'Amirauté, mais j'imagine que ces consultations ne furent que d'un médiocre résultat pratique.

Le Cabinet les autorisa sur des bases identiques à celles établies dans la lettre adressée à Cambon en novembre 1912;

mais ni celles-ci, ni les communications précédentes poursuivies parallèlement entre les autorités militaires ou navales anglaises et françaises, n'acquirent jamais le caractère d'une convention ou d'un accord politique entraînant pour l'un ou l'autre gouvernement la moindre obligation : les tentatives postérieures de les faire apparaître comme telles sont en contradiction absolue avec les stipulations expresses contenues dans les lettres Cambon-Grey.

Quel motif avait le gouvernement français de nous adresser pareille requête? Les conversations navales russo-britanniques devaient incontestablement constituer une mesure de précaution de plus contre une guerre avec l'Allemagne. Le gouvernement français y poussait-il parce qu'il croyait une guerre imminente, ou parce qu'il songeait lui-même à attaquer? Il n'y avait pas la moindre suggestion ni le plus faible indice qu'il y pensât ; je fus certain à l'époque qu'il n'avait aucune idée d'agression — j'en reste encore persuadé à ce jour. L'idée de la *revanche*, quoique jamais désavouée, avait été tacitement abandonnée.

La France ne désirait pas en 1914 la guerre avec l'Allemagne ; elle la craignait, et tous les préparatifs qu'elle faisait n'étaient que précautions contre un grand péril qu'elle voulait éviter, mais qu'elle sentait inéluctable. On peut se demander si elle pressentait déjà, au mois d'avril, que l'inévitable pourrait bien être imminent?

Rien ne donnait à entendre qu'il en fût ainsi. Lors de la crise de 1906, puis encore en 1911, lorsque le gouvernement français insista pour obtenir de nous une assurance ou une promesse d'aide, c'est qu'il croyait bien la guerre proche. Nous avions expliqué qu'il ne nous était pas possible de prendre d'engagement. Il n'y eut, au cours de la visite à Paris, ni tentative, ni suggestion, ni demande de nous écarter de notre situation indépendante. Il n'y eut pas l'ombre d'un avertissement, ni d'appréhension de crise. Quel était donc le mobile de la France? Je crois encore que ce fut tout simplement le désir de rassurer la Russie et d'affirmer sa loyauté. Le nervosisme des Français quant à la Russie et à l'Alliance avait été très marqué au moment des négociations

germano-russes pour la Baltique. Je ne crois pas qu'ils éprouvassent de la méfiance à l'égard de Sazonof, le ministre Russe des Affaires Etrangères ; mais la Russie ignorait une politique d'ensemble, chaque Ministre avait la sienne, chacun d'eux était responsable séparément et uniquement devant le Tsar, dont dépendait toute chose. C'était un homme d'honneur et consciencieux, mais non pas d'intelligence ni d'envergure suffisantes pour échapper aux suggestions ou aux influences de rapports frelatés. Les Français avaient, quelque temps auparavant, parlé aux Russes des conversations militaires franco-britanniques. Il est fort possible que, pour donner à celles-ci un importance encourageante aux yeux des Russes, on ait laissé s'implanter une impression d'engagement et que leur valeur politique s'en soit trouvée accrue.

Ou bien il se peut encore que les Russes aient eux-mêmes magnifié, pour des motifs personnels, le caractère politique de ce qui s'était passé sans y avoir été le moins du monde encouragés par leur alliée. Il ressort en tout cas des lettres privées échangées entre Ministres et Ambassadeurs russes parues dans *La diplomatie de l'Entente et le Monde*, de Siebert et Schreiner, qu'il y avait une inconstable tendance dans ce sens. Ces lettres font continuellement allusion aux arrangements militaires et navals entre les gouvernements britannique, français, ou russe sous l'appellation de « conventions ». J'ignore de quel vocable les désignaient elles-mêmes les autorités compétentes, mais je puis affirmer qu'elles n'eurent jamais le caractère de conventions ni rien qui pût lier l'un ou l'autre gouvernement. Il suffit, pour se rendre compte à quel point les compilateurs mêmes de ce livre font effort pour donner cette signification à ces échanges de vues, de lire le passage se référant à une visite à Paris du Prince Louis de Battenberg. Ils expliquent dans une note que le Prince Louis était « Premier Lord de l'Amirauté, mais pas du tout expert naval, de sorte que la coordination dont il était question était vraisemblablement d'un caractère politique (1). » Or, cette déclaration est tout-à-fait contraire à la

(1) *La Diplomatie de l'Entente et le Monde* : traduction anglaise, p. 78.

réalité. Le Prince Louis de Battenberg n'était pas Premier Lord de l'Amirauté (1), mais bien : First Sea Lord (Premier Lord de la Mer) c'est-à-dire Amiral et expert naval ; il n'a jamais occupé de poste politique à l'Amirauté, et n'a même jamais eu à ma connaissance à s'occuper de questions politiques.

Il est évident que cette démarche pour instituer des conversations navales russo-britanniques provenait de la Russie, qui avait demandé au gouvernement français de nous en parler. Celui-ci s'acquitta d'autant plus volontiers de cette mission, qu'il voyait dans la proposition un moyen de rehausser aux yeux de la Russie la valeur de l'Alliance franco-russe, tout en n'attribuant pas à la coordination des flottes britannique et russe une valeur stratégique bien efficiente. La France ne pouvait, en effet, sans danger refuser à la Russie de nous faire cette proposition : c'eût été comme une dérobade dont les conséquences risquaient d'être graves, ou à tout le moins fâcheuses. C'eut été laisser croire à la Russie que la France entretenait avec l'Angleterre des rapports imtimes dont on voulait l'exclure ; le soupçon eût rapidement pris racine et n'eut pas manqué de se développer. On eût accusé la France de chercher à fortifier sa propre situation par des appuis qu'elle ne voulait pas partager avec son Alliée, et il est aisé d'imaginer sous quel jour défavorable le fait eût été présenté à la presse par ceux qui, en Russie, inclinaient vers l'Allemagne. Telles sont les réflexions qui s'imposent lorsque l'on examine rétrospectivement ce qui se passa à l'époque.

Quoiqu'il en soit, les Russes firent leur demande, les Français l'appuyèrent et nous ne vîmes aucune raison d'y opposer un refus, sous condition que toute la transaction restât strictement dans les limites précitées, ce qui fut assuré par la communication faite à la Russie des copies des deux lettres échangées.

La chose ne tarda pas à être connue en Allemagne et des commentaires parurent dans notre presse avec, pour consé-

(1) C'est-à-dire Ministre de la Marine (N. D. T.).

quence, des interpellations au Parlement. Des questions y avaient déjà été posées touchant les arrangements militaires avec la France et l'on me demanda cette fois s'il existait des arrangements navals avec la Russie. Voici, tout au long, les questions et mes réponses :

M. King demande si un arrangement naval quelconque a été conclu entre la Russie et la Grande-Bretagne et si des négociations, de quelque nature qu'elles soient, en vue d'un accord naval ont récemment eu lieu, ou sont à la veille de l'être, entre la Russie et la Grande-Bretagne.

Sir William Byles demande au Secrétaire d'Etat du Foreign Office s'il est en mesure de faire une déclaration au sujet d'un accord naval présumé entre la Grande-Bretagne et la Russie, jusqu'à quel point un pareil accord pourrait affecter nos relations avec l'Allemagne, et s'il produira des documents ?

Sir E. Grey : L'honorable Membre du North Somerset a posé l'année dernière une question similaire à propos des forces militaires, et l'Hon. Membre de North Salford a posé le même jour une question semblable à celle qu'il vient de formuler aujourd'hui. Le Premier Ministre répondit alors que dans l'éventualité d'une guerre entre Puissances européennes, il n'existait aucun accord non-publié qui restreigne ou entrave ni la liberté du gouvernement, ni celle du Parlement, de décider s'il convenait oui ou non que la Grande-Bretagne prît part à cette guerre. Cette réponse reste aussi vraie aujourd'hui qu'il y a un an, et englobe les deux questions. Il n'a été depuis conclu avec aucune Puissance aucune négociation qui rende cette déclaration moins conforme à la vérité. Il n'y a pas de négociation de cette nature en cours, et il n'y a pas, autant que j'en puisse juger, de probabilité d'en entamer. Si cependant un accord quelconque devait être conclu qui imposât la nécessité de modifier ou de retirer la déclaration que je viens de citer, faite l'an dernier par le Premier Ministre, il devrait être, à mon avis, et serait sans aucun doute, soumis au Parlement (1).

(1) Chambre des Communes, 11 juin 1914.

La réponse ainsi faite est absolument véridique, quoique prêtant à la critique de ne pas répondre à la question qui m'était posée — ce qui est indéniable. Le Parlement a le droit incontestable d'être tenu au courant de tous accords ou de toutes dispositions liant le pays à une intervention ou restreignant sa liberté. Mais il ne peut être renseigné sur les mesures militaires et navales prises en prévision de certaines contingences. Dès l'instant que des gouvernements se voient dans l'obligation d'envisager des possibilités de guerre, il leur est indispensable de prendre des mesures préventives qui deviendraient inefficientes, si on les rendait publiques. Ce fut une nécessité en Europe avant la guerre, et ne saurait manquer de le rester tant que prévaudra la course aux armements. Si l'on m'avait poussé dans mes retranchements, j'eusse été obligé de refuser de répondre, et d'en donner la raison. Les questions de l'année précédente ayant trait aux arrangements militaires avec la France, avaient été écartées au moyen d'une réponse similaire par le Premier Ministre.

Pas plus les conversations franco-britanniques que celles avec la Russie ne compromettaient la liberté du pays; les dernières étaient cependant moins intimes et moins importantes que les premières. J'étais donc pleinement justifié en disant que les assurances du Premier Ministre tenaient encore bon. Il ne s'était rien passé qui leur enlevât de leur force, et le Parlement était en droit de recevoir cette assurance. On ne devrait pas tenir secrets des engagements politiques, tandis que des préparatifs militaires et navals en prévision d'une possibilité de guerre s'imposent et doivent rester secrets. Le plus grand soin avait été pris dans le cas présent pour que ces préparatifs n'entraînassent pas d'engagement politique.

Les documents relatifs aux deux conversations ci-dessous prouveront qu'il avait été très clairement donné à entendre aux Russes quelle devrait être exactement la nature et la portée des conversations navales. Ils montrent également que les dispositions prises avec la France restaient identiquement les mêmes.

Sir Edward Grey à Sir F. Bertie.

Foreign Office, 21 mai 1914.

J'ai dit à M. Cambon, le 14 de ce mois, que le gouvernement avait étudié la question des communications avec la Russie, ainsi que je l'avais indiqué dans ma conversation avec M. Doumergue le mois dernier à Paris, et que j'étais à présent en mesure de communiquer au gouvernement russe une copie de la lettre adressée le 22 novembre 1912 à M. Cambon. Ce faisant, je ferai remarquer au comte Benckendorff qu'ainsi qu'il le verra par cette lettre, des conversations ont eu lieu de temps à autre entre les Etats-Majors militaires et navals français et britanniques. En ce qui concerne les échanges de vue militaires, je dois dire que, si jamais l'armée anglaise était engagée sur le Continent, les forces dont nous pourrions disposer seraient affectées à la frontière française et que nous ne saurions en conséquence assumer aucun engagement militaire, fût-ce le plus hypothétique, envers la Russie. J'ai d'ailleurs compris que la Russie ne recherche pas une convention militaire. Mais il me semblerait opportun que les autorités navales russes s'informassent auprès des nôtres — comme aussi auprès des autorités compétentes françaises — de ce qui a été décidé entre les Etats-Majors français et anglais. Elles pourraient de la sorte se rendre compte de la portée possible de conversations russo-britanniques. J'ai dit que je présumais que M. Cambon communiquerait au comte Benckendorff la lettre du 23 novembre 1912 qu'il m'adressa en réponse à la mienne du 22. M. Cambon me répondit qu'il lui fallait en référer à son gouvernement : aussitôt son consentement reçu, il me le ferait savoir, afin que je puisse de mon côté faire au comte Benckendorff la communication que je me proposais.

Agréez, etc.

E. Grey.

Sir Edward Grey à Sir F. Bertie

Foreign Office, 21 mai 1914.

M. Cambon et le comte Benckendorff sont venus me voir ensemble le 19 de ce mois.

Je dis à ce dernier que M. Doumergue m'avait, ainsi qu'il le savait, entretenu à Paris des relations avec la Russie. Que j'avais suggéré que nous pourrions faire connaître au gouvernement russe exactement où en étaient les choses entre la France et nous-même, et que j'étais à présent autorisé par le gouvernement de

Sa Majesté à remettre au comte Benckendorff une copie de la lettre que j'avais adressée à M. Cambon le 22 novembre 1912.

L'Ambassadeur de France remit en même temps à l'Ambassadeur de Russie une copie de la lettre qu'il m'avait, en confirmation de la mienne, adressée le 23 novembre.

Le comte Benckendorff se rendra compte par ces lettres que les gouvernements français et britannique n'étaient liés l'un envers l'autre par aucune alliance, et restaient libres de décider, en cas de crise, s'ils se porteraient assistance ou non, mais que cependant certaines conversations avaient eu lieu entre les Etats-Majors navals et militaires qui permettraient une intervention armée, si les gouvernements en décidaient ainsi. La raison de ces conversations était qu'en cas d'une décision de ce genre les deux pays se verraient dans l'impossibilité de s'entr'aider, s'ils n'avaient d'avance déterminé les mesures à prendre.

Je fis ensuite remarquer au comte Benckendorff que, d'après ce qui m'avait été donné à entendre, le gouvernement russe ne désirait pas de conversations entre les Etats-Majors militaires anglais et russe ; celles qui avaient eu lieu entre les autorités compétentes franco-britanniques ne laissant d'ailleurs plus place à d'autres arrangements, fussent-ils même conditionnels, du moins en ce qui concernait l'Angleterre. Nous étions cependant d'avis que le gouvernement russe pourrait être mis au courant de ce qui s'était passé entre nos experts navals. Il pourrait de la sorte se rendre compte dans quelle mesure les autorités navales russes et britanniques pourraient encore utilement s'entendre, et nous serions disposés en conséquence à ce que des conversations de ce genre aient lieu sur le même pied qu'il était stipulé dans la lettre dont je venais de remettre une copie au comte Benckendorff.

Celui-ci souleva la question de savoir si les consultations entre les Etats-Majors navals devraient avoir lieu à Londres par l'intermédiaire de l'Attaché Naval russe, ou à Saint-Pétersbourg par celui de l'Attaché Naval britannique.

Je répondis que je présumais que ce serait à Londres, mais que c'était là un point à régler à la convenance des deux Amirautés.

Le comte Benckendorff me demanda encore si je ne jugerais pas à propos que son gouvernement fût mis au courant des consultations qui avaient eu lieu entre les experts militaires français et britanniques.

M. Cambon intervint pour dire qu'il n'y aurait vraisemblablement pas d'inconvénient à ce qu'il en fût ainsi.

Je n'y voyais pas non plus d'objection, faisant toutefois remarquer que la Russie étant l'Alliée de la France, il convenait de prendre des dispositions très complètes en vue d'un *casus fœderis* ;

qu'à Paris, bien entendu, les autorités étaient renseignées là-dessus aussi bien qu'au sujet des conversations anglo-françaises, tandis que nous, à Londres, ne savions rien des dispositions militaires prises entre la France et la Russie. De sorte que, tout en trouvant tout naturel que les autorités militaires russes fussent désireuses d'apprendre quelles dispositions avait été prises avec tout autre pays que la France, ce me semblait être une question à traiter par le gouvernement russe à Paris plutôt qu'à Londres.

Agréez, etc.
E. Grey.

L'incident eut sa répercussion en Allemagne comme l'indique la dépêche que l'on va lire, émanant de notre Ambassadeur à Berlin.

Sir E. Goschen à Sir E. Grey.

(Reçue le 23 juin)

Berlin, 16 juin 1914.

Herr von Jagow qui quitte Berlin aujourd'hui en vue de son mariage prochain, est venu me voir hier après-midi pour causer de nombre de sujets ayant trait à la situation internationale. Après avoir déploré l'état instable de la politique intérieure de la France, et touché légèrement sur ce qu'il apprécia comme étant un article fort maladroit et dépourvu de tact paru à ce sujet dans la presse russe, il affirma que la seule chose qui lui ait causé un réel plaisir ces temps derniers était la déclaration que vous aviez faite au Parlement concernant la rumeur d'une entente navale entre la Grande-Bretagne et la Russie. Car, quoiqu'il eût toujours incliné à n'y pas croire, il admettait avoir été assez ébranlé par les déclarations si catégoriques et réitérées du *Berliner Tageblatt* à ce sujet : aussi votre déclaration lui avait-elle apporté un vif soulagement. Il ajouta que le *Berliner Tageblatt* avait d'ailleurs toujours affirmé que ses déclarations recevraient un démenti officiel qu'il conviendrait de ne pas prendre trop au sérieux ; que lui, cependant, avait une si entière confiance en votre loyauté et votre droiture qu'il n'éprouvait pas la moindre inquiétude. Si la rumeur avait été vraie, les conséquences, croyait il, en auraient été des plus graves. Les rapports anglo-allemands eussent, bien entendu, perdu l'agréable cordialité qui, il était heureux de le constater, les caractérisait à l'heure actuelle, mais aussi, conséquence plus grave encore, elle n'eût pas manqué de provoquer en Allemagne un réveil de la fièvre d'armement, et cela très justement, car

l'Allemagne ne pouvait, de par sa situation géographique, se permettre de courir le moindre risque. Elle aurait, en cas de guerre, à faire face « à peu près seule », à l'immense Russie et à la France, de sorte que si elle avait dû envisager d'avoir encore contre elle la flotte britannique, les autorités navales eussent été pleinement justifiées en en appelant au pays pour qu'il consentît tous les sacrifices pour pouvoir affronter une conjoncture aussi critique. Je répondis que personne ne songeait à attaquer l'Allemagne. A quoi Herr von Jagow riposta qu'il espérait en effet qu'aucun Gouvernement n'en aurait le désir, mais que le Gouvernement russe était faible, que le pan-slavisme pourrait fort bien prendre le dessus, et qu'il n'y avait pas à se dissimuler que la grande masse du peuple russe haïssait l'Allemagne au point qu'une guerre dirigée contre elle serait fort bien accueillie. Quant à la France, M. Poincaré était certainement en faveur de bons rapports avec l'Allemagne, mais, dans un pays démocratique comme celui-là, la politique extérieure n'étant pas indépendante, était apte à devenir entre les mains des politiciens un instrument de propagande électorale aux fins de leur parti. Le cri de guerre contre l'Allemagne était, notamment, un tremplin électoral assuré dont on n'usait que trop fréquemment, et dont il ne pouvait que craindre que l'on n'usât, quelque jour, une fois de trop. Les fréquents changements de ministère en France étaient d'ailleurs véritablement néfastes ; c'était pour lui un souci constant que de se demander combien de temps durerait le dernier Ministère avec lequel il avait conclu un arrangement, et si les dispositions prises avec l'un tiendraient bon avec le suivant.

L'article russe auquel Herr von Jagow faisait allusion a paru dans le *Birshevia Viedomosti*. Il a été reproduit ici dans le *Lokalanzeiger* sous l'en-tête : « La Russie est prête, il faut que la France le soit aussi ».

Le *Lokalanzeiger* se contentait, pour tout commentaire, de faire ressortir que la phrase finale de l'article disant que ni la Russie ni la France ne désiraient la guerre mais que la Russie, étant prête, s'attendait à ce que la France le fût également, résultat auquel elle ne pourrait atteindre que par le service de trois ans, démontrait clairement que les préparatifs militaires colossaux de la Russie avaient été commencés il y a deux ans sous l'instigation directe de la France. J'ai l'honneur d'être, etc.

W. E. Goschen.

Je dois laisser au lecteur le soin de juger si von Jagow fut, en réalité, induit en erreur par ma réponse à la Chambre des Communes, ou s'il profitait de la circonstance de façon

diplomatique. Il me paraît probable qu'il savait assez bien à quoi s'en tenir sur l'état réel de nos relations avec l'Alliance franco-russe ; il y avait plus de huit années que des consultations directes se poursuivaient entre les Etats-Majors britannique et français et les agences allemandes de renseignement, surtout militaires, devaient bien savoir que leurs rapports étaient intimes. La disposition même des forces navales de nos deux pays — celles de la France se trouvant concentrées dans la Méditerranée laissant toutes ses côtes septentrionales exposées à la flotte germanique — était la preuve d'une convention entre les autorités navales. Berlin dut maintes fois se livrer à des spéculations sur les probabilités d'une alliance entre nous, et si, dans l'éventualité d'une guerre avec la France et la Russie, il serait nécessaire de faire entrer l'Angleterre en ligne de compte. Ceci a dû rester pour l'Allemagne un souci et une inquiétude perpétuels, et c'est de ce point de vue que von Jagow dut tout naturellement peser ma déclaration. Dans ce cas son soulagement fut sincère et de plus justifié, car, si l'Allemagne n'avait pas envahi la Belgique, elle n'aurait pas trouvé l'Angleterre en face d'elle, tout au moins pas au début de la guerre ; mais plus von Jagow éprouvait d'allègement de nous savoir libres d'obligations envers la France et la Russie, plus grand devait être son désir que la Grande-Bretagne ne s'engageât pas en transformant l'Entente en Alliance. Dans ce cas, la véritable raison d'être de ses paroles à Goschen était de nous mettre en garde contre les conséquences d'un tel engagement et de l'empêcher.

La dépêche de Goschen est inscrite aux archives du Foreign Office comme ayant été reçue le 23 juin. Je ne puis me rappeler si j'en avais déjà pris connaissance lorsque je vis, le 24, l'Ambassadeur allemand ; il est certain en tous cas que j'avertis à cette date l'Ambassadeur qu'il fallait prendre ma réponse à la Chambre des Communes comme signifiant exactement ce qu'elle disait et n'excluant pas de notre part une intimité se rapprochant d'une alliance avec la France et la Russie. On lira plus loin tout au long le rapport de cette conversation avec Lichnowsky, qui ne fut pas confinée à ce seul point.

Il se produisit un fait beaucoup plus sérieux que quelques interpellations au Parlement : certaines copies de lettres apparemment privées, émanant de Russes, et ayant trait à ces conversations navales — lettres dont nous ne sûmes rien à l'époque — parvinrent au gouvernement allemand. Comme on l'a vu, ces lettres donnaient à l'affaire une portée politique qu'elle ne possédait pas ; l'Allemagne peut avoir été amenée par elles à croire que les relations britanniques avec la France et la Russie revêtaient un caractère agressif et que l'affaire avait une importance que ni nous ni la France n'y avions jamais attachée. Il est fort possible que von Jagow eut ces lettres présentes à l'esprit lorsqu'il parla à Goschen. Si ce fut le cas, et s'il eût alors été désirable de dissiper le doute en faisant savoir ouvertement que les autorités navales et militaires de l'Entente avaient eu des consultations, voilà ce dont nous traiterons dans un chapitre consacré à étudier ce qu'il eût humainement été possible de faire pour éviter la guerre, et s'il y avait quoi que ce soit de concevable qui l'eût pu éviter.

Il me paraît opportun de parler ici de l'assertion que j'aurais, au cours de la visite de Sazonof à Balmoral en 1912, fait à la Russie une promesse dépassant de beaucoup tout ce qui avait été promis à la France. La suggestion que nous aurions témoigné plus d'empressement envers la Russie qu'à l'égard de son alliée est en soi déraisonnable ; mais la citation que l'on va lire d'une déclaration émanant de Bethmann-Hollweg ne peut être passée sous silence :

Déclaration faite par Herr von Bethmann-Hollweg à la Commission parlementaire d'enquête allemande en mars 1920 (1).

En l'automne de l'année 1912 la Russie, poussée par la France, notifia officiellement à l'Angleterre la convention passée entre la Serbie et la Bulgarie ainsi que sa propre coopération. Il n'y a pas d'indication que l'Angleterre ait soulevé d'objection sur la teneur ou le but de cet accord. D'autre part, ce fut précisé-

(1) *Documents officiels allemands relatifs à la Guerre mondiale.*

ment vers cette époque qu'eut lieu l'épisode de Balmoral Castle dont Sazonof informa le Tsar dans ces termes : « Grey déclara sans hésitation que si l'éventualité en question (c'est-à-dire la guerre européenne) se produisait, l'Angleterre ferait tous ses efforts pour frapper du coup le plus décisif la puissance allemande..... » Il importe donc d'insister sur le fait que l'Angleterre envisageait la perspective de prendre part à une guerre contre l'Allemagne sans aucune considération de qui en pourrait être responsable.

Il est naturel que Bethmann Hollweg ait fait ce commentaire sur la déclaration attribuée à Sazonof dans son rapport au Tsar, mais s'il n'y fut pas donné clairement à entendre que l'Angleterre ne pouvait faire aucune promesse ni assumer la moindre obligation, ce rapport était erroné.

Le compte-rendu de notre conversation est des plus précis sur ce point et je le donne exactement tel qu'il fut écrit :

Balmoral Castle, 24 septembre 1912.

M. Sazonof me demanda ce que ferait notre flotte pour aider et protéger la Russie au cas où, par son alliance avec la France, elle se trouverait entraînée dans une guerre avec l'Allemagne. Il était entendu que la France laisserait des bateaux à Bizerte, afin d'empêcher les vaisseaux autrichiens et turcs d'opérer contre la Russie, mais tout ce que celle-ci pouvait espérer faire lorsque sa flotte de la Baltique serait prête, consistait à fermer le golfe de Finlande, laissant exposées certaines de ses villes.

Je répondis que la question du rôle attribué à notre flotte en temps de guerre était plutôt du ressort des experts navals ; que je doutais fort que nous envoyions des vaisseaux dans la Baltique à moins d'être assurés d'en pouvoir contrôler l'entrée, chose difficile, si l'Allemagne envahissait le Danemark. Mais que bien entendu notre flotte (si elle ne parvenait pas, comme elle le désirerait, à faire sortir et accepter le combat à la flotte allemande) ou fermerait et bloquerait la côte allemande de la mer du Nord et ferait, si nous entrions en guerre, tout son possible à la fois contre l'Allemagne, ainsi que pour aider quiconque serait en guerre avec elle. Notre supériorité sur la flotte allemande, que nous maintiendrions à tout prix, laisserait alors toute latitude à la flotte française dans la Méditerranée.

La question de savoir si nous participerions à la guerre dépendrait de la manière dont celle-ci se produirait. Aucun gouverne-

ment britannique ne saurait s'y engager, s'il n'était soutenu par l'opinion publique, laquelle ne donnerait certainement pas son assentiment à une guerre agressive de *revanche* ni de contrainte contre l'Allemagne ; aussi notre grand désir était-il de voir s'aplanir au fur et à mesure qu'elles surgissaient les difficultés entre elle et d'autres Puissances, et particulièrement avec la France. Si cependant l'Allemagne, entraînée par sa force énorme, je dirais même inégalée, cherchait à écraser la France, je ne croyais pas que nous nous tiendrions à l'écart en spectateurs, mais bien que nous ferions tout en notre pouvoir pour l'empêcher. Tel avait été notre sentiment à l'époque de la Conférence d'Algésiras en 1906 et encore l'année dernière.

L'Allemagne avait témoigné d'un désir d'accord avec nous pour s'assurer que nous ne prendrions, en aucune circonstance, parti contre elle en cas de guerre. Mais nous avions décidé de conserver nos mains libres, car si elle prenait la haute main sur la politique continentale, nous nous sentirions aussi menacés que quiconque, puisqu'isolés.

E. G.

Sazonof resta quelque deux jours à Balmoral. Autant qu'il m'en souvienne, la Perse fut le sujet principal de notre discussion, une heure précise ayant été réservée à un long échange de vues sur ce fastidieux sujet. Mais nous nous rencontrions en dehors de cela fréquemment, et causions sans cérémonie, comme le font inévitablement des invités à la campagne, aussi ai-je un souvenir très précis de ce qui servit de fondement au rapport de Sazonof. Je fus sondé de temps à autre au cours des années de 1905-14 pour savoir dans quelle mesure la Grande-Bretagne serait susceptible de s'engager et l'on me pressa mainte fois de faire quelque promesse. Lorsque ces questions m'étaient adressées officiellement, on en dressait des rapports dont les plus importants se trouvent cités dans ces pages. Cependant, le sujet était susceptible de surgir n'importe où et à n'importe quel moment, et j'ai le souvenir très net que l'on demanda si, en admettant que l'Angleterre partît en guerre contre l'Allemagne, nous bornerions notre action à l'usage de notre flotte. Je me souviens d'autant mieux de cette question qu'elle m'irrita non-seulement par son caractère hypothétique, mais parce qu'elle me paraissait inutile et déraison-

nable. Je répondis donc avec quelque impatience que naturellement, *si* l'Angleterre décidait d'entrer en guerre contre l'Allemagne, elle emploierait flotte, armée, hommes et argent, jusqu'à la limite extrême de toutes les ressources dont elle disposait. Cela devait sauter aux yeux de tous, si nous prenions part à une grande guerre.

Il eût été impardonnable d'interpréter ces paroles comme constituant une déclaration de notre intention de faire la guerre à l'Allemagne, et plus encore que nous nous y sentions obligés. Sazonof ne les prit pas un seul instant dans ce sens ; ni lui, ni Benckendorff, ni qui que ce soit d'autre n'en suggéra jamais dans la suite une interprétation de ce genre, pas plus qu'ils n'y firent jamais allusion ; lorsque la lettre de 1912 à Cambon fut remise aux Russes en 1914 comme définissant l'attitude britannique, elle fut acceptée sans la moindre suggestion ni allusion que j'eusse jamais dit quoi que ce fût dépassant les termes mêmes ou l'esprit de cette lettre.

Il pourrait être utile de résumer ici la situation de l'Europe telle qu'elle m'apparut en 1914, avant que la grande crise ne se fût abattue sur nous. Aucun progrès n'avait été accompli, quant à l'arrêt ni même au ralentissement de la course aux armements. Quoique faite avec une bonne foi et un bon vouloir absolu de notre côté, la suggestion de Churchill de « vacances navales » n'avait pas rencontré d'écho. On raconte dans la *Vie de Campbell-Bannerman* comment ses premières suggestions tendant à modérer le développement des armements avaient été considérées en Allemagne presque sous le jour d'un ultimatum menaçant. « Je leur parle de paix », aurait-il pu dire, « et ils se préparent à la guerre. » Aussi la proposition de trêve navale ne reçut-elle pas bon accueil en Allemagne — c'est tout au plus si elle ne fut pas traitée d'acte inamical. Il était difficile alors de comprendre pourquoi de semblables propositions étaient aussi défavorablement accueillies. Nous n'attribuions pas réellement à l'Allemagne l'intention d'atteindre à une supériorité navale sur la Grande-Bretagne, aussi — à moins que ce fût à cela que tendît sa politique — une cessation de compétition maritime, un arrêt dans le fardeau

toujours croissant de ces dépenses, étaient-ils assurément à l'avantage de l'Allemagne tout autant qu'au nôtre. Nous ne cessions de nous étonner qu'elle ne s'en rendît pas compte, et ne pouvions pas comprendre pourquoi cette proposition provoquerait la colère des gens de Berlin.

Il est plus facile de le comprendre, à présent que la publication des documents contemporains de la Wilhelmstrasse ont exposé avec quels soupçons extraordinaires les avances les plus innocemment bien intentionnées de Lord Salisbury au sujet de la Turquie furent, en 1895-96, envisagées par les ministres et fonctionnaires allemands. Nous ne nous rendions pas compte alors combien invétérée et profondément enracinée était l'habitude à Berlin d'attribuer un motif sinistre et concerté à toute proposition d'un autre gouvernement. Et l'on ne comprenait pas davantage alors, comme on le ferait aujourd'hui, combien inéluctablement la course aux armements mène à la guerre. Si nous l'eussions compris, le refus de « vacances navales », venant d'Allemagne nous eût inspiré plus d'inquiétude ; si de son côté celle-ci l'avait compris, peut-être n'eût-elle pas repoussé aussi sèchement nos offres de modérer cette compétition. A moins, toutefois, que ses gouvernants n'aient déjà décidé qu'il leur fallait à tout prix une guerre et ne l'aient préméditée — opinion qui sembla se justifier plus tard. Je me contenterai de dire à ce sujet que le refus de l'Allemagne n'impliquait pas qu'elle eût, dès cette époque, décidé la guerre. Si elle avait accepté de suspendre ses constructions navales pour 1914, cela n'eût en rien diminué sa puissance sur mer en août de la même année, ni porté préjudice à ses préparatifs ; en fait elle était prête. Son acquiescement à une trêve de construction eût apaisé les inquiétudes et nous eût nous-mêmes disposés à nous moins préparer, tandis qu'il n'eût ni ralenti ni affecté ses propres dispositions pour 1914. Il est fort probable qu'une partie au moins de l'élément militaire germanique ait jugé le moment venu de frapper, mais le refus opposé à nos démarches n'est pas en soi une preuve d'intentions coordonnées et précises.

En tous cas, l'échec opposé à notre tentative de mettre un

terme aux dépenses d'armement ne fut qu'un fait négatif ne comportant rien de nouveau. L'Europe avait fini par s'accoutumer à ces frais, ainsi qu'à la vanité des efforts pour les faire cesser. Il n'y avait donc pas de raison de supposer que cela provoquerait une crise cette année-là plutôt que les années précédentes.

Il y avait bien eu quelques difficultés nouvelles au début de l'année, telles la friction entre Berlin et Saint-Pétersbourg à propos du commandement militaire à Constantinople ; également entre la Turquie et la Grèce. Mais nous avions surmonté des crises autrement graves : Algésiras en 1906 ; la révolution turque avec son bouleversement momentané de la politique allemande à Constantinople ; la crise de Bosnie-Herzégovine en 1909 ; Agadir en 1911 ; et pour finir, la plus périlleuse et difficile de toutes les complications : celle issue de la guerre balkanique de 1913. La paix de l'Europe avait subi de plus formidables assauts que ceux que l'on pouvait prévoir alors. Je me trouvais depuis plus de huit années au Foreign Office, au centre de toutes les complications — il était donc naturel d'espérer, voire même de s'attendre, à ce que les mêmes méthodes qui avaient, jusque-là, préservé la paix menacée, prévaudraient une fois de plus.

Il est encore autre chose qui, consciemment ou inconsciemment, peut avoir influencé mes prévisions. Chaque fois qu'il avait paru y avoir danger de guerre, j'avais été de plus en plus pénétré de l'horreur de la catastrophe sans précédent que représenterait celle qui éclaterait entre les Grandes Puissances de l'Europe dans les conditions modernes. J'en étais si impressionné qu'il me semblait impossible que les souverains et ministres des autres pays n'en soient pas également pénétrés. N'était-ce pas ce même sentiment qui, au cours des années difficiles entre 1905 et maintenant, avait fait reculer les Grandes Puissances devant ce qui eût pu mener jusqu'à la guerre?

Nos propres relations avec la France et la Russie étaient une garantie de ce qu'elles n'entreprendraient pas de politique agressive ou dangereuse. Nous nous étions, il est vrai, préparés à l'éventualité d'une agression allemande, tout en

restant même dans ce cas libres de tout engagement. Nos amies pouvaient escompter notre aide, mais savaient fort bien que toute politique agressive de leur part annihilerait cet espoir.

Le péril d'une attaque allemande paraissait cependant moins probable qu'en 1905 ou en 1911. L'Allemagne ne manifestait par aucun signe son intention de briser ou de mettre à l'épreuve la force de l'Entente franco-britannique. Nous avions prouvé notre bonne volonté à la satisfaire pour la question du chemin de fer de Bagdad et (autant que nous le pouvions honorablement) pour celle des colonies portugaises : un accord sur ces deux points avait été à peu près conclu dans les premiers mois de 1914 (1). Aussi malgré la rebuffade aux « vacances navales », les relations avec l'Allemagne semblaient-elles vraiment en bonne voie d'amélioration. Ces sentiments se trouvent exprimés dans la conversation suivante avec l'Ambassadeur d'Allemagne rapportée en une dépêche à Sir Edward Goschen.

Sir Edward Grey à Sir E. Goschen.

Foreign Office, 24 juin 1914.

J'ai vu aujourd'hui l'Ambassadeur d'Allemagne avant l'absence qu'il se prépare à faire pour une dizaine de jours.

Il s'est assez longuement étendu sur ma déclaration de l'autre jour à la Chambre des Communes, allusion évidente à la réponse que j'avais faite à propos d'un prétendu nouvel accord naval avec la Russie — quoique sans en faire directement mention. Il m'assura que mes paroles avaient causé une grande satisfaction à Ber-

(1) Je sentais que la combinaison de l'accord secret avec l'Allemagne au sujet des colonies portugaises et de notre alliance avec le Portugal avait, dès le début, placé le gouvernement britannique dans une situation ambiguë. Je déclarai donc à l'Ambassadeur d'Allemagne que nous avions assuré le gouvernement portugais que l'Alliance anglo-portugaise était considérée comme étant encore en vigueur [Traité Methuen de 1703 (N. du T.)] et afin que tout soit bien clair, je proposai de publier cette assurance donnée au Portugal en même temps que la forme modifiée de l'accord avec l'Allemagne pour les colonies portugaises. Ce dernier avait déjà été paraphé, mais je n'étais pas disposé à le signer à moins qu'on le rendit public. Cette suggestion ne fut pas bien accueillie à Berlin, de sorte que l'accord sur les colonies portugaises ne fut jamais complété, et resta tel que je le trouvai lors de mon entrée en fonctions.

lin et y avaient produit un effet rassurant. On éprouvait en Allemagne quelque inquiétude des intentions belliqueuses de la Russie, que l'Ambassadeur ne partageait cependant pas, n'ajoutant pas foi à ses velléités hostiles. Il y avait néanmoins eu dernièrement dans le *Novoie Vremia* un article fort acerbe à l'adresse de l'Allemagne. L'élément pangermanique éprouvait de sérieuses appréhensions, et, quoique Herr von Bethmann-Hollweg ne les partageât pas plus que le prince Lichnowsky lui-même, il sentait poindre en Allemagne le danger d'une nouvelle ruée aux armements. Le Chancelier avait en conséquence chargé le Prince Lichnowsky de me dire qu'il espérait qu'en l'éventualité de nouveaux incidents dans les Balkans, ceux-ci seraient discutés avec autant de franchise entre nous et l'Allemagne que les difficultés survenues lors de la dernière crise balkanique, ce qui nous permettrait de rester en contact aussi intime.

Je répondis au prince Lichnowsky que j'éprouvais quelque difficulté à l'entretenir de nos rapports avec la France et la Russie ; que j'étais entièrement libre de l'assurer en toute véracité qu'il n'y avait entre nous ni alliance ni engagement nous liant à l'intervention, et que tous les accords relatifs à ces questions avaient été publiés. Je ne voulais cependant pas, d'autre part, induire en erreur l'Ambassadeur en lui faisant croire que nos relations avec la France et la Russie fussent moins cordiales et moins intimes qu'elles ne l'étaient en réalité. Quoique n'étant pas liés comme le seraient des alliés, il nous arrivait de temps à autre de causer avec une intimité d'Alliés : cette intimité n'avait d'ailleurs rien d'agressif contre l'Allemagne — la France, comme il le savait, étant à présent dans des dispositions toutes pacifiques.

L'Ambassadeur corrobora cordialement cette assurance. Je repris : la Russie, ainsi qu'il l'avait lui-même constaté, ne poursuivait pas non plus une politique anti-allemande, et ne songeait pas à faire la guerre à l'Allemagne. Elle était, il est vrai, intéressée au plus haut point et souvent anxieuse d'éventuelles complications balkaniques, mais son inquiétude n'était pas fondée sur un sentiment anti-allemand. Par exemple, lorsque le Tsar avait l'autre jour fait une visite en Roumanie, le gouvernement russe ne nous en avait nullement parlé comme d'une mesure politique, ni tenté en aucune façon de nous y entraîner. Je souscrivais cordialement à la suggestion de Herr von Bethmann-Hollweg qu'au fur et à mesure que surgiraient des circonstances nouvelles, nous en causions avec autant de franchise que précédemment, et les discussions dans le même esprit que durant la crise balkanique. J'étais des plus désireux de ne pas perdre un pouce du terrain de bonne entente gagné entre nous. Tout en appartenant à un

ensemble de Puissances, le gouvernement britannique était loin de vouloir accroître les difficultés entre les deux groupements européens ; notre désir était, tout au contraire, d'empêcher que surgisse aucune question susceptible de les dresser l'un contre l'autre. Par exemple, dans la question du commandement militaire de l'Allemagne à Constantinople qui avait, au début de l'année, soulevé quelque inquiétude, nous avions fait tout notre possible pour obtenir qu'elle fût discutée directement entre l'Allemagne et la Russie, plutôt que de devenir l'objet de représentations officielles à Constantinople.

Le prince Lichnowsky acquiesça chaleureusement, déclarant que le fait de notre adhésion à l'un de ces groupes était chose excellente, qu'il considérait sans la moindre appréhension notre intimité avec la France et la Russie, certain qu'elle était employée dans un but pacifique.

Je répondis que son point de vue se trouvait pleinement justifié, que nous ne poursuivrions en aucun cas une politique d'agression, que s'il survenait jamais une guerre européenne et que nous y prissions part, ce ne saurait être du côté de l'agresseur, car notre opinion publique s'y opposerait.

L'Ambassadeur exprima sans restriction que son opinion de nos intentions était identique à ce que je venais de lui dire. Il fit à nouveau allusion aux appréhensions de son gouvernement de voir se manifester une nouvelle fièvre d'armements, ajoutant qu'il avait dit carrément au Chancelier qu'il existait certaines choses qui rendraient impossibles des relations amicales entre nous.

Je présume qu'il entendait par là une adjonction à la loi navale allemande, mais n'insistai point, et répondis que je me rendais fort bien compte que le fait que nous appartenions à un groupe de Puissances et avions d'intimes rapports avec la France et la Russie avait servi de thème en Allemagne pour agir sur le sentiment de la nécessité des dépenses d'armements, et que le risque subsistait que l'on en agît encore de même. Je croyais cependant ne pas me tromper en disant qu'il ne fallait pas attacher d'importance aux articles du *Novoie Vremia*, car, de même qu'il y avait eu un article hostile à l'Allemagne dont je n'avais pas entendu parler auparavant, j'en avais, pas plus tard que la veille, lu un autre contenant une violente attaque à notre adresse et ayant trait à la concession anglo-persane des pétroles. Je dis encore au cours de cette conversation, afin de bien faire ressortir que la Russie ne poursuivait pas réellement une politique anti-allemande, que trois personnalités nous renseignaient sur les dispositions du gouvernement russe : l'une était le comte Benckendorff, que, j'en étais assuré, le prince Lichnowsky reconnaîtrait pour n'être pas opposé à l'Allemagne ; l'autre M. Sazonof, que les

ttaques dirigées contre lui par la presse russe rendaient parfois inquiet au sujet de la Triple Entente, se demandant si elle ne contrastait pas trop défavorablement avec la Triple Alliance et ne serait pas une force moins solide en diplomatie, mais qui ne témoignait cependant jamais du moindre désir d'user de la Triple Entente pour une politique agressive envers l'Allemagne, et n'y voyait qu'un contrepoids ; la troisième, le Tsar lui-même, qui, le prince Lichnowsky devait assurément le savoir, ne favorisait de politique d'agression ni contre l'Allemagne ni d'ailleurs contre qui que ce fût.

Agréez, etc.
E. Grey.

Quelles réflexions suggère la lecture de ce rapport éclairé par les événements subséquents? Je suis convaincu qu'il rendait très exactement et les sentiments de Lichnowsky et les miens à l'époque, et que la description que je fis de nos rapports avec la France et la Russie était aussi sincère et explicite qu'il était possible de la faire à quiconque ne faisait pas partie de l'Entente. La constatation des dispositions pacifiques de la France était certainement exacte: toute son attitude en 1914, jusqu'au moment même de l'explosion de la guerre, était là pour prouver son désir d'éviter un conflit. Sincère également l'espoir de Lichnowsky et le mien que soient discutées en toute franchise entre nous, comme lors de la dernière crise des Balkans en 1912-13, toutes difficultés qui pourraient encore surgir — et je suis disposé à croire que Bethmann-Hollweg lui-même était sincère à ce moment-là. Ce vœu ne fut pas réalisé. Lorsque Lichnowsky revint d'un séjour à Berlin après le meurtre de l'Archiduc François-Ferdinand, il n'était plus dans les confidences de son gouvernement. Il n'eut rien d'autre à dire, sauf qu'il craignait que quelque chose de très violent fût en train de se préparer, et qu'il ignorait ce que ce pouvait être : de fait, c'était l'ultimatum à la Serbie. Les documents révélés par Herr Kautsky, avec leurs notes marginales, disent comment fut élaboré cet ultimatum. Si Lichnowsky avait eu la confiance sans réserve de son gouvernement, si celui-ci avait agi franchement avec lui, et par lui, avec nous, à la suite de l'assassinat de l'Archiduc, la guerre eût pu être évitée.

Et que penser de la Russie? Je n'ai connaissance de rien qui vienne modifier l'opinion exprimée au cours de cette conversation sur le Tsar, Sazonoff ou Benckendorff; mais n'est-il pas juste de penser, après coup, que l'on eût dû tenir compte davantage de l'instabilité inhérente au gouvernement russe et de la possibilité que, dans un moment de grande crise et de surexcitation, le Tsar pût se laisser entraîner à quelque acte imprudent. Il faut pour le maintien de la paix dans une crise autre chose que de la bonne volonté : il faut de la fermeté et de la force. Le Tsar manquait de force, le Kaiser de fermeté et il y avait, dans chacun de ces pays, un élément militaire.

Cette conversation avec Lichnowsky eut lieu le 24 juin. On me dit que son rapport est le dernier porté dans le classement du Foreign Office aux documents du temps de paix : ceux qui suivent sont dans la série de la guerre. L'Archiduc François-Ferdinand fut assassiné le 28 juin.

CHAPITRE XVI

LA CRISE FINALE

Meurtre de l'Archiduc François-Ferdinand. — Sympathie envers l'Autriche. — Une supposition dénuée de preuves. — L'ultimatum à la Serbie. — Soumission de la Serbie et intransigeance de l'Autriche. — La semaine d'avant la guerre. — Quatre pensées directrices. — Proposition d'une Conférence. — Veto germanique. — Bethmann-Hollweg et le parti militaire allemand. — L'offre allemande pour la neutralité britannique. — Une proposition déshonorante. — L'inévitable réponse. — Une question au sujet de la Belgique. — Mobilisation russe. — Différences entre la mobilisation russe et la mobilisation allemande. — La position de l'Allemagne et de l'Autriche. — Comment elle apparaissait à cette époque. — Opinion du Cabinet et du pays. — Le parti opposé à la guerre. — Entrevues avec Cambon.

Le monde n'apprendra vraisemblablement jamais tout ce que cachait l'assassinat de l'Archiduc François-Ferdinand. Il n'y a pas et, en toute probabilité, il n'y a jamais eu personne qui fût complètement renseigné. Une première tentative de meurtre fut faite, tandis que l'Archiduc se rendait à la cérémonie à Serajevo. Elle échoua, et il arriva indemne, mais dans un état assez naturel de violente indignation. La tentative fut renouvelée à son retour de la cérémonie et aboutit cette fois à sa mort et à celle de sa femme. La conclusion tirée de ces faits à l'époque fut que si le coup avait manqué cette fois encore il y eût eu d'autres tentatives, et que lorsque l'Archiduc partit pour Serajevo, il était, dans la mesure des prévisions humaines et des préparatifs faits dans ce sens, un homme condamné.

Il se peut qu'en de nombreux milieux la succession de l'Archiduc à l'Empereur François-Joseph ait été considérée d'un œil défavorable; on a supposé que plus d'un plan fut

préparé pour l'écarter, émanant de plus d'une source, chacune travaillant indépendamment, et à l'insu de l'autre. Mais tout cela n'est que conjecture, et le désir d'approfondir et d'explorer les sombres recoins de cette tragédie individuelle s'est effacé dans la détresse et la consternation causées par la tragédie mondiale qui s'ensuivit.

La surexcitation et l'indignation populaire suscitées par ce crime furent intenses en Autriche, et toute la sympathie du monde alla vers elle. L'attitude du gouvernement de Vienne ne fut, pendant les premières semaines, ni extrémiste, ni alarmiste, et il semblait que l'on eût de bonnes raisons d'espérer que tout en traitant l'affaire comme ne relevant que de la seule Autriche, il agirait de manière à ne pas entraîner l'Europe dans ses conséquences. Lorsqu'un crime d'une scélératesse aussi grande et dramatique a été commis, l'indignation qu'il soulève n'est pas satisfaite à se dépenser contre le vide et l'inconnu, et si le véritable criminel ne peut être désigné avec certitude, l'indignation populaire exige que soit fournie quelque indication permettant de le rechercher.

La méfiance régnant entre la Serbie et l'Autriche marquèrent la direction à prendre. L'Autriche jugeait la politique de la Serbie provoquante ; la Serbie de son côté jugeait celle de l'Autriche menaçante. Quoi de plus probable que des Serbes fanatiques aient projeté ce crime commis sur territoire serbe ? Jusque-là, ce qui paraissait une certitude aux yeux de l'opinion autrichienne ne semblait pas improbable à celle des pays désintéressés. Les sympathies pour l'Autriche, la mienne, assurément, ne se trouvaient pas diminuées par cette supposition.

Mais lorsque l'on commença à donner à entendre que le gouvernement serbe lui-même était responsable du crime, les sympathies marquèrent un temps d'arrêt. Cette théorie ne paraissait pas plausible, elle était même fort improbable : c'était une déduction que l'on ne pouvait accepter sans preuves à l'appui.

Finalement, mais tout-à-fait subitement, vint l'ultimatum autrichien à la Serbie, d'une sévérité imprévue, plus âpre de

ton et plus humiliant d'expression que n'importe quelle communication présente à nos mémoires, adressée par un gouvernement indépendant à un autre.

L'ultimatum de l'Autriche n'était étayé par aucune preuve de complicité des autorités serbes, bien mieux, les deux assassins arrêtés étaient sujets autrichiens. L'un d'eux avait déjà été considéré comme indésirable par la Serbie, mais l'Autriche l'avait alors informée qu'il était inoffensif, et avertie qu'il se trouvait sous sa protection. Tout cela fit naître un vif sentiment de l'injustice du traitement infligé à la Serbie, et évoqua de déplaisants rappels des procès Friedjung et d'Agram.

Nous insistâmes néanmoins pour que la Serbie se montrât conciliante ; la paix de l'Europe était en jeu, et même si les exigences autrichiennes outrepassaient ce que pouvaient justifier les faits connus à ce jour, il était préférable que la Serbie cédât plutôt que fût brisée la paix de l'Europe. Nous ne pouvions en tous cas, pour notre part, protéger la Serbie qui, seule, ne pouvait résister. Je crus à l'époque, et n'ai eu depuis aucune raison de modifier mon opinion, que Sazonof ne s'était pas contenté de pousser officiellement Belgrade à faire une réponse conciliante, mais avait fait une démarche personnelle urgente et sincère : la nature de la réponse confirme d'ailleurs cette opinion, car il serait incroyable que la Serbie eût répondu avec autant de soumission, si l'influence russe n'avait pas été dirigée dans ce sens. Si l'ultimatum autrichien avait été au-delà même de ce que nous craignions dans sa péremptoire dureté, la réponse de la Serbie dépassa en conciliation ce que nous avions osé espérer. Et cependant l'Autriche traita cette réponse comme nulle et négligeable. A dater de ce moment les choses allèrent de mal en pis.

Je vais à présent faire le récit de ce qui se passa pendant la semaine qui précéda la guerre, tel que les choses m'apparurent en notant mes sentiments et mes impressions. J'étudierai plus tard dans quelle mesure ceux-ci se trouvèrent confirmés ou modifiés du fait des événements et d'une connaissance plus approfondie. Le manque de sagesse, de prévoyance ou de ressources de ceux qui contribuent aux

grandes choses ne peut être jugé qu'à la lumière des événement subséquents ; mais pour se former une opinion exacte du rôle d'un individu, il importe de connaître non-seulement ses paroles et ses actions, mais la raison qui le poussa à parler et à agir comme il le fit : il faut se mettre à sa place et envisager chaque incident tel qu'il lui apparut sur le moment. Ce n'est qu'en sachant comment se sont passées les choses que l'on peut en toute équité en pénétrer les causes.

Certains faits se détachent très nettement dans mes souvenirs. Les souffrances générales et les chagrins intimes dus à la guerre ont laissé de véritables cicatrices dans la mémoire de ceux qui les subirent : mais la semaine qui précéda la guerre marqua également de son sceau ceux à qui incombaient les responsabilités — marques indélébiles, trop profondes pour se trouver oblitérées même par l'immense calamité qui suivit.

La meilleure façon d'expliquer et de comprendre mes faits et gestes de l'heure me paraît être d'exposer les considérations et les convictions qui dominèrent mon esprit d'un bout à l'autre de cette semaine. Elles peuvent se diviser en quatre catégories, au fur et à mesure qu'elles se présentèrent à moi. Si on les garde présentes à l'esprit en lisant le récit publié des négociations de cette semaine fatidique, les faits en seront plus intelligibles.

1° La conviction qu'une grande guerre européenne faite dans les conditions modernes serait une catastrophe dont aucune guerre antérieure n'offre de précédent. Dans le passé, les peuples ne pouvaient réunir à la fois que des fractions de leurs hommes et de leurs ressources et les employer au fur et à mesure des possibilités. Dans les conditions modernes, des nations entières peuvent être mobilisées d'un seul coup, et toute leur vitalité et leurs ressources déversées en un véritable torrent. Au lieu de quelques centaines de milliers d'hommes, ce seraient aujourd'hui des millions qui s'affronteraient, dont les armes multiplieraient encore la puissance de destruction. La tension financière et les dépenses seraient également incommensurables.

Il me sembla que ceci devait être aussi évident à tout le

monde qu'à moi-même, et que dès l'instant où l'on s'apercevrait que nous étions parvenus au bord du précipice, toutes les Grandes Puissances se reprendraient et reculeraient devant l'abîme.

2° Que l'Allemagne était d'une force si immense et si grande, et l'Autriche si dépendante de cette force, que le mot d'ordre et la volonté germanique agiraient au moment critique de façon décisive sur la Double Monarchie. C'était donc à l'Allemagne qu'il nous fallait nous adresser.

3° Que, si la guerre se déclanchait, l'intérêt de la Grande-Bretagne exigeait que nous ne restions pas à l'écart pendant que la France combattait seule en Occident ; notre devoir était de la soutenir. Je savais qu'il était plus que douteux que le Cabinet, le Parlement, et le pays adoptassent ce point de vue dès le début de la guerre, et j'envisageai pendant toute la semaine la probabilité que nous ne viendrions pas, au moment critique, en aide à la France. Je me verrais, dans ce cas, forcé de donner ma démission : mais nul ne pouvait contraindre la volonté du pays, l'éventualité pouvait ne pas se produire — je devais, en attendant, poursuivre ma tâche.

4° Une perception très nette qu'aucune garantie ne devait être donnée, qu'il ne fallait pas faire entrevoir le moindre espoir à la France et à la Russie auquel notre pays pourrait ne pas être disposé à répondre. Je prévoyais un danger si affreux qu'il fallait par toutes nos paroles y parer à tout prix : c'était que la France et la Russie entreprissent l'épreuve de la guerre avec l'Allemagne en comptant sur notre appui, que cet appui vienne à faillir, et qu'elles soient en droit, lorsqu'il serait trop tard, de nous tenir pour responsables de les avoir entraînées dans une guerre désastreuse. Libre à moi, bien entendu, de démissionner, si je leur donnais un espoir que ni le Parlement ni le Cabinet ne consentiraient à sanctionner. Mais à quoi dans cette terrible épreuve leur servirait ma démission ? Telle était la vision de sanglante culpabilité dont la possibilité m'apparaissait, et j'étais bien résolu à ne la point sentir peser sur ma tête.

Ces quatre considérations réunies aboutissaient à la même conclusion et à une même moralité : éviter la guerre à tout prix. Chacune d'elles agissait en moi et faisait se concentrer tous mes efforts vers ce seul but qui fut, et demeura jusqu'à la dernière minute, la raison d'être de tous mes actes.

Il peut n'être pas inutile de rappeler ici au lecteur que ce livre est le récit de ce qui s'offrit à mes observations personnelles et de mes pensées intimes. Je ne me mêle pas de discuter ce que d'autres ont écrit sur la guerre. Il existe une quantité considérable de littérature de guerre, en plusieurs langues, dont une partie traite sans doute de certains détails qui ne sont pas même effleurés ici. Lire, peser la valeur de chacun de ces appoints, en collationner l'ensemble, est l'œuvre de l'historien qui a le temps de lire, l'intelligence pour comprendre et l'impartialité pour juger. Je me limite ici à mon rôle propre et à ce qui ressortit à mon expérience personnelle.

Je conférai journellement au Foreign Office avec Nicolson. Nous décidâmes que, si les choses devenaient plus inquiétantes et les perspectives plus sombres, je proposerais une Conférence. Cette proposition semblait de prime abord remplie de promesse. Elle serait établie sur les bases de la Conférence des Ambassadeurs de 1912-13, — ce qui était de bon augure — et pourrait être mise en œuvre du jour au lendemain. Les mêmes personnes se trouvaient encore à Londres : Cambon, Lichnowsky, Benckendorff, Mensdorff, Imperiali et moi, tous collègues loyaux qui non seulement se connaissaient, mais avaient confiance l'un en l'autre. Si seulement nos gouvernements respectifs voulaient avoir recours à nous, se fier à nous et nous donner une chance, nous pourrions préserver la paix de l'Europe dans n'importe quelle crise. Et ce serait une paix honorable : on n'y dresserait pas d'épouvantail diplomatique, il n'y aurait pas de vantardise d'un côté ni d'humiliation de l'autre. Combien il serait facile, après la soumission de la réponse serbe, d'arranger une paix avec honneur, à tout le moins pour l'Autriche.

J'éprouvais cependant par ailleurs une certaine hésitation à proposer à nouveau une Conférence. Il m'avait été insinué, peut-être tout-à-fait à tort, qu'en proposant et en présidant celle de 1912-13, certain haut personnage à Berlin avait trouvé que je me mettais trop en évidence pour les affaires continentales. Convenait-il que je me misse toujours en avant pour calmer les troubles balkaniques en lesquels l'Angleterre avait moins d'intérêts directs soit pour elle, soit pour ses alliées, qu'aucune autre Grande Puissance ? J'avais aussi le sentiment instinctif que l'Allemagne ferait cette fois des difficultés.

Nous nous étions mis d'accord, Nicolson et moi, en agitant la question, de proposer une Conférence à un moment opportun ou en tout dernier ressort. Ce n'était pas chose aisée que de décider quel serait ce moment opportun. Une proposition trop hâtive risquait d'aller au-devant d'un refus sous le prétexte qu'une Conférence était inutile ou prématurée : peut-être aurait-elle plus de chances d'être acceptée provenant d'une autre source. L'Angleterre avait joué un rôle si prépondérant dans celle de 1912-13 que c'était le tour d'une autre Puissance. Si cependant personne d'autre ne bougeait, il importait que la proposition fût faite par nous avant qu'il soit trop tard.

Mon « week-end » fut abrégé, mais la situation ne semblait pas encore assez critique pour qu'il fût dangereux de quitter Londres au moins le dimanche ; je laissai donc Nicolson de service ce jour-là, 26 juillet. Il jugea préférable de ne pas retarder davantage la proposition de Conférence et l'envoya. Cette circulaire figure dans le Livre blanc sous le N° 36.

J'approuvai pleinement la mesure prise par Nicolson, tout en n'attendant rien de bon de la réponse que nous recevrions de Berlin ; mais jugeant les préparatifs de guerre allemands beaucoup plus avancés que ceux de la France et de la Russie, je pensais que la Conférence donnerait d'une part à ces dernières le temps de se préparer, et, d'autre part, à la situation celui de se modifier au désavantage de l'Allemagne, qui avait à ce moment très nettement l'avantage. Je m'attendais à certaines stipulations ou conditions de la part de

l'Allemagne, mais craignais surtout qu'elle n'acceptât pa immédiatement. Nous devions donc être préparés, si ce questions étaient soulevées, à donner ou à obtenir des assu rances qu'il n'y aurait pas de mobilisation tant que durera la Conférence. Je ne croyais cependant pas que de telle objections pussent prendre corps : il semblait après l réponse serbe qu'une Conférence, une fois réunie, ne pouva manquer d'aboutir. Ceci m'apparaissait si clairement que j sentais qu'aucun gouvernement ne devrait s'arrêter à d mesquines objections de forme pour en prendre texte pou s'opposer à une Conférence : l'accueil qui serait fait à la pro position serait une mise à l'épreuve de la sincérité du dés de paix de chaque gouvernement. Aussi fus-je très surpris e même consterné en entendant Benckendorff, lorsque je l'in formai de la proposition que nous venions de faire, exprime l'opinion que le gouvernement russe ne l'accepterait pas. J lui répondis avec force que c'était du côté de l'Allemagn que j'avais craint des objections, car, étant plus préparé que la Russie ou la France, elle pouvait faire la remarqu que ce projet était tout à leur avantage, donc à son détri ment. Les deux dépêches ci-dessous, quoique antérieures notre proposition, exposeront ce qui occupait l'esprit d Benckendorff et le mien dans cette question de Conférence

Sir Edward Grey à Sir G. Buchanan (1).

Foreign Office, 25 juillet 1914.

Vous vous êtes fort bien exprimé, dans des circonstances par ticulièrement difficiles, quant à l'attitude du gouvernement de S Majesté. J'approuve pleinement ce que vous avez dit, tel que l rapporte votre télégramme d'hier, et ne puis promettre davantag au nom du gouvernement.

Je ne considère pas que notre opinion publique puisse ni doiv donner sa sanction à notre entrée en guerre pour une querell serbe. Si cependant la guerre a lieu, le développement d'autre questions en jeu pourrait fort bien nous y entraîner, aussi suis-j désireux de l'empêcher.

La soudaineté, la brusquerie et le caractère péremptoire de l

(1) Sir George Buchanan, Ambassadeur d'Angleterre à Saint-Péters bourg (N. D. T.).

démarche autrichienne rend presque inévitable la mobilisation très prochaine de la Russie et de l'Autriche l'une contre l'autre. La seule chance de paix, dans ce cas, serait, à mon avis, que les quatre autres Puissances s'unissent pour demander aux gouvernements autrichien et russe de ne pas franchir leurs frontières, et de leur donner le temps d'agir à Vienne et à Saint-Pétersbourg pour tenter d'arranger les choses. Si l'Allemagne consent à adopter ce point de vue, je suis absolument d'avis que la France et nous-mêmes agissions dans ce sens ; l'Italie coopérerait sans doute très volontiers.

Ni la Russie ni l'Autriche ne toléreraient aucune intervention ou médiation, à moins qu'elle ne s'affirmât nettement impartiale envers les alliés ou amis des deux parties. La coopération de l'Allemagne serait donc essentielle (N° 24 du *Livre Blanc*).

Sir Edward Grey à Sir G. Buchanan (1).

Foreign Office, 25 juillet 1914.

J'ai parlé aujourd'hui au comte Benckendorff de ce que j'avais dit ce matin à l'ambassadeur d'Allemagne quant à la possibilité que son pays, l'Italie, la France et nous-mêmes unissions nos efforts à Vienne et à Saint-Pétersbourg pour assurer la paix après que l'Autriche et la Russie auraient mobilisé.

Le comte Benckendorff exprima ses vives appréhensions que mes paroles soient susceptibles de donner à l'Allemagne l'impression que la France et l'Angleterre se fussent détachées de la Russie.

Je répondis que, d'après ma suggestion, la France et nous-mêmes ne serions pas plus détachées de la Russie que ne le serait l'Allemagne de son Alliée, l'Autriche. J'avais insisté auprès du prince Lichnowsky sur ce que la participation de l'Allemagne à une médiation diplomatique de ce genre était une condition essentielle et que la situation ne saurait être désagréable pour la Russie, si la France et l'Angleterre agissaient de concert, à condition que l'Allemagne en fît autant de son côté. Le comte Benckendorff insista pour que je donne à cette dernière une indication qui lui permette de penser que nous ne nous tiendrions pas à l'écart, s'il y avait une guerre.

Je répondis que je n'en avais donné aucune que nous n'interviendrions pas. J'avais dit à l'Ambassadeur d'Allemagne qu'aussi

(1) Dans l'édition originale du *Livre Blanc* publiée très à la hâte se trouve un numéro suivi d'un blanc, indiquant qu'un document avait été inclus dans la première épreuve, puis omis. Une enquête des plus soigneuses a été faite au Foreign Office, et je suis convaincu que voici le document manquant.

longtemps que la discussion demeurerait entre l'Autriche et la Serbie seulement, je ne me sentais pas autorisé à intervenir, mais que dès l'instant que c'était une affaire entre l'Autriche et la Russie, la paix de l'Europe, qui nous concernait tous, se trouvait en jeu. J'avais, de plus tablé sur la supposition que la Russie mobiliserait, tandis que les prévisions du gouvernement allemand avaient été jusqu'à présent, officiellement, que la Serbie ne serait pas appuyée : mes déclarations devaient donc influer sur le gouvernement allemand et lui faire prendre la chose au sérieux. Ce que je demandais, en effet, c'était que, si la Russie mobilisait contre l'Autriche, le gouvernement allemand, qui avait appuyé les exigences de l'Autriche à la Serbie, demande à son Alliée d'admettre, devant la menace de la mobilisation russe, le principe de quelques modifications à ses exigences. Ce ne serait pas une tâche facile pour l'Allemagne, même si nous nous adressions en même temps à la Russie pour obtenir qu'elle suspendît ses activités. Je craignais aussi que l'Allemagne ne répondît que sa mobilisation n'était qu'une question d'heures, tandis que c'était, pour la Russie, l'affaire de plusieurs jours, et que, de fait, je demandais que, si la Russie mobilisait contre l'Autriche, l'Allemagne, au lieu d'en faire autant contre la Russie, arrête sa propre mobilisation et se joigne à nous pour intervenir auprès de l'Autriche, abandonnant de la sorte l'avantage du temps gagné ; car, si l'intervention diplomatique venait à échouer, la Russie aurait gagné, dans l'intervalle, le temps nécessaire à sa mobilisation. Il est vrai que je n'avais rien dit de précis quant à la possibilité que nous prenions part, ou non, à un conflit européen s'il se produisait, et que je ne pouvais le dire. Mais la Russie n'avait absolument aucune raison de se plaindre de la suggestion que j'avais faite au gouvernement allemand, et ma seule crainte était qu'il ne fût difficile de la lui faire agréer. Je l'avais faite sous ma responsabilité et je ne doutais pas que ce fût la meilleure démarche à faire dans les intérêts de la paix.

Agréez, etc.
E. Grey.

Sazonof ne fit aucune des objections prévues par Benckendorff et se déclara prêt à ne pas bouger et à permettre à la Conférence d'agir, si l'Autriche de son côté restait tranquille. La France et l'Italie étaient prêtes à coopérer. L'Allemagne ne souleva pas non plus l'objection que j'avais craint, mais, tout en se déclarant d'accord en principe, opposa son veto à la Conférence. Von Jagow déclara de suite que ce serait comme un tribunal d'arbitrage, qui ne saurait être réuni

qu'à la demande expresse de l'Autriche et de la Russie, et qu'il ne voulait donc pas en accueillir la suggestion :

Sir E. Goschen à Sir E. Grey.

(Reçu le 27 juillet).

Berlin, 27 juillet 1914.

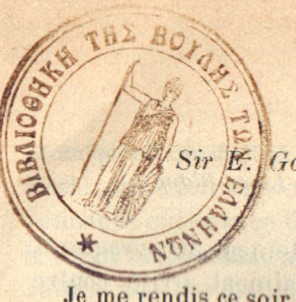
Reçu votre télégramme du 26 juillet.

Le Secrétaire d'Etat déclare que la Conférence que vous suggérez équivaudrait à un tribunal d'arbitrage et ne pourrait, à son avis, être réunie, sauf sur la demande de l'Autriche et de la Russie. Il lui est donc impossible d'entrer dans vos vues, malgré tout son désir de coopérer au maintien de la paix. Je répondis que j'étais certain que votre idée n'avait aucun rapport avec un arbitrage, mais signifiait que des représentants des quatre nations qui n'étaient pas directement intéressées discutent et suggèrent le meilleur moyen de remédier à une situation dangereuse. Il persista cependant à dire qu'une Conférence telle que vous la proposiez n'était pas possible, ajoutant que les nouvelles qu'il venait de recevoir de Saint-Pétersbourg marquaient l'intention de M. Sazonof d'avoir un échange de vues avec le comte Berchtold. Ce mode de procéder pouvait, croyait-il, mener à quelque chose ; le mieux était donc avant de rien faire d'autre, d'attendre le résultat de l'échange de vues entre les gouvernements autrichien et russe.

Le Secrétaire d'Etat affirma, au cours d'une brève conversation, que l'Autriche n'avait encore effectué que partiellement sa mobilisation, mais que si la Russie mobilisait contre l'Allemagne, celle-ci en ferait autant. Je lui demandai ce qu'il entendait par « mobiliser contre l'Allemagne ». Il me répondit que si la Russie ne concentrait ses troupes que dans le sud, l'Allemagne ne mobiliserait pas, mais que si elle le faisait dans le nord, l'Allemagne devrait prendre ses précautions ; le système russe étant d'ailleurs si compliqué qu'il pourrait être difficile de situer exactement ses préparatifs. Il faudrait donc que l'Allemagne prît le plus grand soin de ne pas se laisser surprendre.

Pour conclure, le Secrétaire d'Etat déclara que les nouvelles reçues de Saint-Pétersbourg faisaient mieux augurer de la situation générale.

Bethmann-Hollweg prétendit qu'une Conférence de ce genre aurait l'aspect d'un « Aréopage » consistant en deux Puissances de chaque groupement siégeant pour juger les deux autres.



Sir E. Goschen à Sir Edward Grey.

(Reçu le 29 juillet).

Berlin, 28 juillet 1914.

Je me rendis ce soir, sur l'invitation de son Excellence, auprès du Chancelier Impérial. Il me pria de vous dire combien grand était son désir que l'Allemagne travaillât avec l'Angleterre au maintien de la paix générale, ainsi qu'elles l'avaient fait avec succès lors de la dernière crise européenne. Il n'avait pas pu accepter votre proposition d'une Conférence de représentants des Grandes Puissances, parce qu'il ne croyait pas qu'elle pût être efficace et parce qu'une Conférence de ce genre aurait à son avis, l'apparence d'un « Aréopage » composé de deux Puissances de chaque groupement occupées à juger les deux autres : mais il ne fallait pas considérer l'impossibilité où il se trouvait de l'accepter comme contraire à son grand désir d'efficace coopération. Que vous pouviez être assuré qu'il faisait tout son possible tant à Vienne qu'à Saint-Pétersbourg pour décider les deux gouvernements à étudier la situation de façon amicale. Il avait grand espoir que ces échanges de vues auraient lieu et aboutiraient à un bon résultat, mais que si la nouvelle qu'il venait de lire dans les journaux était exacte — que la Russie avait déjà mobilisé quatorze corps d'armée dans le sud —, il considérait la situation comme très grave, et se trouverait lui-même dans une position bien difficile, étant donné que dans de pareilles conditions il se verrait dans l'impossibilité de prêcher la modération à Vienne. Il ajouta que l'Autriche, qui n'avait encore mobilisé que partiellement, serait contrainte de prendre des mesures correspondantes et que si la guerre en sortait, la Russie serait entièrement responsable. Je me permis de dire que si l'Autriche se refusait à accorder la moindre attention à la note serbe qui, à mon avis, cédait presque sur chaque point exigé par l'Autriche, et qui présentait au moins une base de discussion, une certaine part de responsabilité devait sûrement retomber sur elle. Son Excellence répondit qu'il ne désirait pas discuter la note serbe, mais que le point de vue de l'Autriche, dont il reconnaissait le bien fondé, était que sa querelle avec la Serbie était une affaire purement personnelle, en laquelle la Russie n'avait rien à voir. Il réitéra l'expression de son désir de coopérer avec l'Angleterre et son intention de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour le maintien de la paix. « Il faut qu'une guerre entre les Grandes Puissances soit évitée », furent ses derniers mots.

Mon collègue autrichien m'a assuré aujourd'hui qu'une guerre générale était fort peu probable, la Russie ne voulant pas, et

n'étant pas en position de faire la guerre. Je crois cette opinion partagée par nombre de gens ici (N° 71 du *Livre Blanc*).

L'effet de ces réponses était non seulement décourageant, mais exaspérant. Je me sentais vraiment irrité contre Bethmann-Hollweg et Von Jagow. Ils nous avaient donné à entendre qu'ils n'avaient pas eu connaissance avant son envoi des termes de l'ultimatum autrichien, ils l'avaient même critiqué après l'avoir lu. Von Jagow avait déclaré qu'il laissait fort à désirer en tant que document diplomatique, et contenait des exigences auxquelles la Serbie ne pouvait se soumettre. Ils avaient, de leur propre aveu, permis à leur Alliée plus faible de manier une situation dont pouvait dépendre la paix de l'Europe, sans s'informer auparavant de ce qu'elle allait dire, et apparemment sans lever le doigt pour la modérer lorsqu'elle eût remis un ultimatum dont l'expression n'avait pas leur entière approbation. Et maintenant ils opposaient leur veto au seul moyen certain de règlement pacifique, sans même, j'avais des raisons de le croire, en référer à l'Autriche. Car ce qui ressortait des paroles de Bethmann-Hollweg et de Von Jagow dans les documents n[os] 43 et 71, était qu'ils avaient repoussé la Conférence sans consulter l'Autriche. La complaisance qu'ils avaient apportée à permettre à celle-ci de lancer l'ultimatum était déjà déplorable et pour moi incompréhensible : l'obstruction contre la Conférence était pire encore.

Je me rappelle fort bien que mon premier mouvement fut de dire que, dans ces conditions, je ne pouvais plus rien, et que, si la guerre éclatait, la responsabilité en devrait peser sur l'Allemagne. Mais je le repoussai : agir dans ce sens équivalait à abandonner tout espoir de paix, rejeter à l'avance le blâme de la guerre sur l'Allemagne, c'était en faire l'objet d'une action diplomatique. Ce serait non-seulement cesser de travailler pour la paix, mais rendre la guerre inévitable, et quoique le refus d'une Conférence réduisît fort à mon sens les chances de paix, il se pourrait cependant rencontrer quelque autre solution. Avec un peu de bonne volonté les négociations directes entre l'Autriche et la Russie

pourraient peut-être aboutir ; il se pouvait encore que Bethmann-Hollweg envisageât un autre moyen où son influence eût chance d'agir en faveur de la paix. En tous cas, il serait inopportun, aussi longtemps que la guerre n'apparaîtrait pas absolument certaine, de montrer ma mauvaise humeur ou d'accabler de reproches le Chancelier allemand : la paix ou la guerre paraissaient dépendre de lui plus que de nul autre. Si nous ne voulions pas tout abandonner, si nous voulions continuer à travailler pour la paix, il ne fallait pas rompre, mais s'efforcer, au contraire, de marcher de concert avec lui. Que l'on n'aille pas supposer que j'aie cru que les deux Ministres allemands pussent ne pas être sincères. J'ai expliqué pourquoi j'étais exaspéré et outré de ce qui me semblait être de leur part de l'indolence et de l'obstruction passive, mais j'étais persuadé de la sincérité de leur désir d'une solution pacifique et acceptais sans arrière-pensée leurs affirmations dans ce sens. J'étais certain qu'ils ne voulaient pas la guerre ; aussi restais-je toujours disposé à coopérer à la paix de telle autre façon que Bethmann-Hollweg pourrait imaginer et préférer. Je répondis en conséquence.

Bientôt cependant un soupçon désagréable, d'ailleurs toujours à l'état latent dans mon esprit, s'affirma au point de revêtir un aspect plus précis et fort déplaisant. Il se trouvait, parmi les dirigeants allemands, d'autres forces que celle de Bethmann-Hollweg, lequel n'était pas maître de la situation : en négociant avec lui, nous ne négociions pas avec un chef incontesté, et cependant il était le seul avec qui nous avions la possibilité de le faire. Au début de l'été, j'avais eu l'occasion de voir le colonel House retour de Berlin. Il m'avait parlé avec beaucoup de gravité de l'impression qu'il y avait reçue et combien l'air semblait chargé d'une rumeur d'armes prêtes à s'entrechoquer. Ce sentiment pouvait fort bien être celui d'un Américain en contact pour la première fois avec un système militaire continental aussi étranger à notre propre tempérament qu'au sien, mais avec lequel nous étions familiarisés, car nous vivions à proximité depuis des années et avions suivi ses développements depuis 1870. House, cependant, était un homme exceptionnellement doué

et de jugement très pondéré. Que serait-ce, si ce militarisme avait à présent pris la haute main sur la politique ? Le souvenir me revint de 1911 et d'Agadir. Il y avait eu alors une tension diplomatique extrême, qui dura des semaines, mais se termina par la paix. La conséquence en Allemagne en fut, précisément parce que la conclusion n'avait pas été une décision allemande ni une guerre, mais une paix par compromis, une violente explosion contre la diplomatie germanique — dont la manifestation faite par le Kronprinz dans les tribunes du Reichstag pendant la querelle d'Agadir avait été un symptôme. L'Empereur était censé avoir jusqu'au bout favorisé une solution pacifique de l'affaire d'Agadir; sa popularité en avait souffert, tandis que celle du Kronprinz allait croissant en raison du rôle attribué à chacun d'eux respectivement. Même si Guillaume II était, cette fois encore, en faveur d'un règlement pacifique, sa position supporterait-elle une nouvelle diminution de sa popularité ?

Le précédent de 1870 était de mauvais augure : nous savions tous que le militarisme prussien avait profité de cette même saison d'été pour attaquer. Dès l'instant que le Chancelier frappait de son veto la Conférence proposée, sans atténuation, sans suggérer les conditions ou les réserves sans lesquelles elle pourrait être acceptable, je sentais qu'il ne lui serait pas permis de mener les négociations à une fin pacifique. L'élément militaire n'accepterait rien de moins qu'un triomphe diplomatique pour l'Allemagne, c'est-à-dire une telle humiliation pour nous, pour la France et pour la Russie que l'Entente s'en trouverait brisée et qui, s'il ne rompait pas aussi l'Alliance franco-russe, la laisserait sans vie — une chose invertébrée et impuissante. Si Bethmann-Hollweg était capable d'assurer ce triomphe, il pourrait conserver sa place et régler la question, mais pas à moins. On ne tolérerait pas une répétition des événements de 1911, et il me sembla que, qu'il voulût ou non en convenir avec lui-même, il s'en rendait parfaitement compte, et que c'est ce qui, consciemment ou inconsciemment, le décida à s'opposer à une Conférence.

Il serait bon que le lecteur veuille bien s'arrêter ici un

instant, afin de se demander s'il a bien présent à l'esprit la signification de ce chapitre. C'est une récapitulation de ce que, jour par jour, je pensais et éprouvais en ces heures angoissantes, ce n'est pas un jugement final. Pour peu que le lecteur se sente l'envie de différer d'opinion avec moi, je le prierai de se réserver jusqu'au moment où, dans un chapitre prochain, je reviendrai sur celui-ci. Il sera alors mieux à même de comparer aux miennes ses propres restrictions et son jugement actuel sur les hommes et les choses, telles qu'elles se présentent maintenant avec la connaissance plus complète des faits et à leur lumière.

Dès après le refus de conférence, les coups portés à la paix ne cessèrent de se succéder. Je ne prétends pas les avoir pris pour la conséquence directe de ce refus — ce furent plutôt les traits prémédités, inéluctables, de la Fatalité résolue au malheur de l'humanité, telle que la représente la tragédie grecque. Il semblait que la Paix fût en proie à une lutte sans merci et que, chaque fois que paraissait s'offrir une chance de salut, elle se trouvait frappée d'un coup nouveau.

Dans la matinée du jeudi 30 juillet, je reçus le télégramme qui suit : (Il paraît au *Livre Blanc* sous le n° 85, mais sa place est ici) :

Sir E. Goschen à Sir Edward Grey.

(Reçu le 30 juillet).

Berlin, 29 juillet 1914.

Je fus ce soir prié de me rendre auprès du Chancelier : Son Excellence revenait de Potsdam.

Il me déclara qu'au cas où l'Autriche serait attaquée par la Russie, il craignait fort qu'il n'en résultât inévitablement une conflagration européenne, malgré ses efforts continus pour le maintien de la paix, à cause des obligations de l'Allemagne en tant qu'Alliée de l'Autriche. Puis remarquant qu'il ressortait clairement des principes dirigeants de la politique anglaise, pour autant qu'il en pouvait juger, que l'Angleterre ne permettrait jamais, sans intervenir, que la France fût écrasée dans un conflit quel qu'il soit — ceci n'était pas d'ailleurs le but auquel tendait l'Allemagne — le Chancelier me fit l'offre à peine déguisée que voici. Le gouvernement Impérial prendrait vis-à-vis du gouverne-

ment britannique l'engagement ferme de ne rechercher aucune acquisition territoriale aux dépens de la France, même s'il était victorieux, pourvu que lui soit assurée la neutralité de la Grande-Bretagne.

J'interrogeai Son Excellence au sujet des colonies françaises. Elle me répondit qu'Elle ne pouvait, sur ce point, prendre les mêmes engagements. Pour ce qui était de la Hollande, cependant, le Chancelier m'affirma que, tant que les adversaires de l'Allemagne respecteraient l'intégrité et la neutralité des Pays-Bas, l'Allemagne était prête à donner au gouvernement de Sa Majesté l'assurance qu'elle ferait de même.

Les opérations auxquelles l'Allemagne se verrait obligée d'avoir recours en Belgique dépendraient de l'action de la France ; une fois la guerre terminée, la neutralité belge serait rétablie, à condition qu'elle n'ait pas pris parti contre l'Allemagne. Son Excellence conclut en disant que depuis qu'il était Chancelier, le but de sa politique, comme vous le saviez, avait été d'arriver à de bonnes relations avec l'Angleterre ; il espérait que les assurances qu'il venait de me donner en pourraient former la base, comme il en avait le si grand désir. Il projetait un accord de neutralité générale entre l'Angleterre et l'Allemagne, dont il serait naturellement prématuré de discuter les détails ; mais une promesse de neutralité britannique dans le conflit susceptible de surgir de la présente crise lui permettrait d'envisager la réalisation de ce désir.

En réponse à sa question sur ce que je pensais de l'accueil que vous feriez à sa demande, je dis qu'il me semblait peu probable que vous consentiez, en la phase actuelle des événements, à vous engager en quoi que ce soit, et qu'à mon avis vous tiendriez à conserver votre entière liberté d'action.

Notre conversation sur ce sujet ayant pris fin, je donnai à Son Excellence communication du contenu de votre télégramme d'aujourd'hui (N° 77 dans le *Livre Blanc*) il m'en exprima ses meilleurs remerciements à votre adresse.

C'est avec un véritable désespoir que je lus ce document, qui faisait clairement ressortir que Bethmann-Hollweg croyait, maintenant, la guerre probable. Il nous faudrait dorénavant chercher quelle serait notre attitude pendant la guerre, et non plus comment la guerre pourrait être évitée. Même cela n'était pas le pire élément introduit dans les nouvelles négociations. La proposition qui nous était faite signifiait pour nous, si nous l'acceptions, un éternel déshonneur. Si la Grande-Bretagne restait neutre, on s'attendrait à ce que son gouvernement stipulât les conditions attachées à sa neu-

tralité. Or, j'avais envisagé l'éventualité de ma démission, si la guerre éclatait et que nous refusions de nous ranger aux côtés de la France, mais je n'avais pas prévu de conditions possibles de neutralité. Cette offre de Bethmann-Hollweg m'apparaissait comme un phare qui aurait éclairé un aspect jusque-là inexploré de la situation. Je vis combien celle-ci serait difficile même pour ceux qui étaient le plus fermement résolus à rester en dehors de la guerre, si guerre il y avait. Pour peu que leur politique l'emportât, on s'attendrait à ce qu'ils sachent tirer bon parti de la neutralité britannique, de bien s'assurer que les conditions en soient telles que la position du pays ne fût pas compromise par la guerre. Quelles stipulations pourraient-ils faire ? S'il était déshonorant et impossible d'accepter le prix et les conditions offertes, quel autre prix, quelles autres conditions pouvaient-ils exiger pour les intérêts britanniques qui ne fussent pas déshonorants pour l'Angleterre ? La réponse était claire — il n'y en avait point. Si l'on décidait de rester neutre, force nous serait, après cet appât offert par Bethmann-Hollweg, de rester neutres sans conditions.

Il y avait encore autre matière à découragement dans ce télégramme. Le Chancelier ne comprenait-il pas, ne voyait-il pas qu'il faisait une offre qui nous déshonorerait, si nous y acquiescions ? Quelle espèce d'homme était-il pour ne pas le voir ? Ou encore, avait-il de nous une si piètre opinion qu'il pût penser que nous ne nous en rendrions pas compte ? Chacune des réflexions suggérées par ce télégramme était désespérante. Mais il ne sert de rien de plier sous le désespoir lorsque l'on a encore du temps devant soi — seulement l'effort à accomplir doit être grand, et l'appel vibrant.

Je m'assis donc, et rédigeai ma réponse comme suit : (N° 101 du *Livre Blanc*).

Sir Edward Grey à Sir E. Goschen.

Foreign Office, 30 juillet 1914.

Reçu votre télégramme du 27 juillet.

Le gouvernement de Sa Majesté ne peut, fût-ce une seconde, accueillir la proposition du Chancelier de s'engager, dans de

pareilles conditions, à rester neutre. En effet, ce qu'il nous demande c'est, aussi longtemps que l'Allemagne ne s'emparerait pas des territoires français proprement dits, de rester à l'écart pendant que, victorieuse, elle lui arracherait ses colonies. Une telle proposition est d'autant plus inacceptable, que même sans qu'on la dépouillât de nouveaux territoires en Europe, la France pourrait être écrasée au point de perdre sa situation de Grande Puissance et de se trouver inféodée à la politique allemande.

Indépendamment de cela ce serait pour nous un déshonneur de conclure un pareil marché avec l'Allemagne aux dépens de la France — déshonneur dont le bon renom de ce pays ne se relèverait jamais.

Le Chancelier nous demande en outre de conclure un marché pour toute obligation ou intérêt que nous pourrions avoir touchant la neutralité de la Belgique. Nous ne saurions davantage admettre pareil trafic.

Ceci dit, il est inutile d'examiner si la perspective d'un futur accord général de neutralité entre l'Angleterre et l'Allemagne offrirait des avantages positifs suffisants pour compenser le fait que nos mains soient présentement liées. Nous devons préserver notre entière liberté d'action selon ce que nous paraîtront exiger les circonstances au cours d'incidents aussi défavorables et regrettables en cette crise que paraît les envisager le Chancelier.

Il importe que vous lui parliez dans ce sens et ajoutiez avec instance que l'unique moyen de conserver les bonnes relations entre l'Angleterre et l'Allemagne est de continuer à travailler à l'unisson pour la sauvegarde de la paix de l'Europe ; si nous atteignons ce but, les relations mutuelles de nos deux pays s'en trouveront *ipso facto*, j'en ai la conviction, raffermies et fortifiées. Le gouvernement de Sa Majesté travaillera dans ce sens avec la plus entière sincérité et bonne volonté.

J'ajouterai encore ceci : Si l'on parvient à préserver la paix de l'Europe, et que cette nouvelle crise se dissipe sans accroc, je consacrerai mes propres efforts à faire prévaloir un arrangement auquel l'Allemagne puisse participer, par lequel elle pourrait être assurée qu'aucune politique hostile ni agressive ne serait adoptée contre elle ou ses Alliées, par la France, la Russie et nous-mêmes, conjointement ou séparément. J'ai désiré cela, j'ai travaillé pour cela, autant qu'il me fut donné de le faire, au cours de la dernière crise balkanique, et l'Allemagne poursuivant un but analogue, nos rapports s'en trouvèrent sensiblement améliorés. Cette idée a jusqu'ici trop été du domaine de l'utopie, pour faire l'objet de propositions précises, mais si nous sortons sains et saufs de la présente crise, tellement plus aiguë qu'aucune autre traversée par l'Europe depuis des générations, j'ai bon espoir que

le soulagement et la réaction qui s'ensuivront rendraient possible un rapprochement plus stable entre Puissances.

Je portai ma dépêche à Asquith au N° 10 Downing Street. Il devait y avoir Conseil des Ministres cet après-midi-là, mais nous fûmes tous deux d'avis que ma réponse pouvait partir sans l'attendre. Le temps pressait, et il était certain que le Cabinet jugerait comme nous inacceptable cette enchère à la neutralité. Nous serions exécrés ici et partout, si nous consentions d'avance à ce que l'Allemagne s'emparât des colonies françaises et violât la neutralité de la Belgique, car c'était là pour nous la véritable signification de cette offre. Bethmann-Holweg avait soigneusement évité de dire que l'Allemagne ne violerait la neutralité du sol belge, que si la France était la première à le faire.

Je revins au Foreign Office et montrai la dépêche à ceux que j'avais accoutumé d'y consulter. Il me fut suggéré que la dernière partie pourrait fort bien ne pas être au gré de la France. Mais elle avait déjà, dans son ensemble, reçu l'approbation d'Asquith et ce que j'avais écrit exprimait mon propre sentiment, mon ultime espoir. Tous, nous avions, depuis des jours, mesuré le fond de l'abîme. La perspective de la guerre, déjà hideuse à nos yeux, ne pouvait qu'être plus horrible encore et plus menaçante pour la France. Le télégramme fut donc envoyé. Il fut lu dans l'après-midi au Conseil après celui de Goschen, et reçut l'approbation de tous.

Le lendemain, vendredi 31 juillet, je pris, en prévision de l'éventualité de la guerre, une mesure diplomatique sous forme d'une demande d'assurance aux gouvernement français et allemand qu'ils respecteraient la neutralité de la Belgique aussi longtemps qu'elle ne serait violée par aucune autre Puissance. Cette requête fut adressée simultanément aux deux gouvernements et sans aucun accord préalable avec la France, mais il était évident à tous que la France ne souhaitait rien de plus que la neutralité belge, ferait tout au monde pour la préserver tant qu'elle resterait intacte, et éviterait tout ce qui pourrait fournir un prétexte de violation

à l'Allemagne. La mesure prise à Londres reproduisait exactement l'attitude du gouvernement de M. Gladstone lors de la guerre franco-prussienne de 1870. En cette occasion, la France et l'Allemagne se mirent d'accord pour respecter la neutralité belge : cette fois-ci, la France acquiesça, l'Allemagne éluda notre demande.

Elle ne cessa dorénavant de parler d'autre chose que de la mobilisation russe. Je fus impuissant à la faire taire. Le rejet de la Conférence proposée m'ôtait des mains le seul levier qui eût pu décider la Russie à suspendre ses préparatifs militaires. Si l'on avait agréé une Conférence, si même l'Allemagne avait déclaré qu'elle pourrait être admise à condition que la Russie ne mobilisât pas plus que l'Autriche, j'aurais eu un tremplin sur lequel agir à Saint-Pétersbourg. L'idée que ce fût à moi d'influencer ou de retenir la Russie était absurde. Je ne pouvais qu'exprimer, en termes généraux, de pieux espoirs à Sazonof. Je savais à l'avance quelle serait sa réponse si je lui demandais de faire cesser la mobilisation russe : l'Allemagne était beaucoup plus préparée à la guerre que ne l'était la Russie ; c'était pour celle-ci courir un risque énorme que de retarder sa mobilisation, qui avait de tout temps été une affaire lente et d'un maniement difficile. Si la Russie, accédant à notre requête, en acceptait le risque, l'Angleterre la soutiendrait-elle, si la guerre finissait par éclater et si elle se trouvait en désavantage pour avoir suivi notre conseil ?

La seule réponse que nous pussions faire à une pareille question serait qu'il nous était impossible de faire aucune promesse ; si jamais nous en faisions une, ce ne saurait être qu'à la France, et toute promesse à la Russie n'en serait que la conséquence. Or, le Cabinet n'était pas encore disposé à s'engager, même envers la France : cette considération m'était sans cesse présente à l'esprit durant ces jours critiques, dans toutes mes communications à Saint-Pétersbourg.

Et cependant je sentais, en mon for intérieur, que ni la mobilisation russe ni celle de la France, n'étaient une précaution inutile ou déraisonnable. En Allemagne, au cœur même

de l'Europe, se trouvait la plus grande armée que le monde ait jamais vue, dans un état de préparation inégalée — et quel était l'esprit se dissimulant derrière elle ? Si l'Empereur allemand ne comptait guère, à mon avis, il y en avait d'autres qui comptaient, et la redondance de ses discours : « Je le frapperai au visage de mon poing armé », « l'armure étincelante », « le sabre aiguisé » etc., résonnait sans cesse aux oreilles. Il y avait aussi le souvenir de 1870, et la révélation du télégramme d'Ems. Qui donc eût osé affirmer à la Russie et à la France qu'il n'était pas utile de mobiliser? Qui eût pu affirmer qu'il fût sage d'omettre cette précaution? Car je croyais encore que leur mobilisation ne serait qu'une simple préparation, mais point la guerre. Lorsque d'ailleurs les Français mobilisèrent, ce fut en donnant des instructions formelles pour que les troupes ne dépassassent pas un rayon de dix kilomètres en deça de la frontière allemande. Par contre, la mobilisation allemande différait sensiblement : car, pour elle, c'était le dernier, et non pas le premier mot. Le mécanisme en était combiné de telle sorte que précautions et préparatifs étaient synonymes. Ce que l'Allemagne désignait sous le vocable de « mobilisation » était immédiatement suivi du choc, de sorte que sa réplique à la mobilisation russe constituait un ultimatum qui rendait la guerre certaine, et cela à un moment où il paraissait y avoir encore quelque chance que l'Autriche et la Russie pussent arriver à un accord direct au sujet de l'affaire serbe. Il me sembla, à moi, que l'Allemagne avait précipité la guerre, mon interprétation personnelle de la situation étant, à l'époque, que l'Autriche s'était, sans réfléchir, jetée tête baissée contre la Serbie, croyant pouvoir renouveler le coup de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, c'est-à-dire humilier impunément la Serbie, tandis que, comme en 1909, la Russie reculerait devant « l'étincelante armure » de l'Allemagne, et qu'il n'y aurait pas de grande guerre. Lorsqu'elle s'aperçut que le parallèle de 1909 ne se répétait pas et que les choses prenaient une tournure sérieuse, l'Autriche tenta d'en sortir.

C'est alors que l'Allemagne précipita la guerre et déclara à l'Autriche qu'elle ne pouvait, en tant qu'alliée, se déro-

ber. Mon impression se trouva confirmée par le fait que l'Autriche n'entra en guerre avec la Russie que cinq jours après que l'Allemagne l'eût pour sa part déclarée. Le *Livre Blanc* publie tout ce que je sus alors de ce qui se passait, et il est naturel que j'en aie, d'après cela, conclu ce qui précède — il semble même que toute autre conclusion eût été impossible. Tel est donc, pour moi, le récit véritable des faits qui amenèrent la guerre.

Je me souviens avoir fait un jour, peu de temps avant la guerre, en causant avec quelqu'un du Foreign Office, une comparaison entre la crise serbe d'alors et celle de 1909, et que j'en tirai une conclusion exactement opposée à celle qu'adopta vraisemblablement l'Autriche au début — c'est-à-dire qu'aucune grande Puissance ne subirait une deuxième fois une humiliation semblable à celle qu'Isvolsky et la Russie avaient été contraints d'accepter en 1909. Il m'apparaissait que c'était précisément à cause de sa reculade en 1909 que la Russie n'abdiquerait très certainement pas cette fois-ci son rôle de grande Puissance slave.

Reportons-nous à présent à quelques jours en arrière et à ce qui se produisit avec la France et la Russie à l'égard des promesses d'appui, lesquelles s'appliquaient plus particulièrement à la France, vu que la question d'appui à la Russie était toujours restée subordonnée à celui que nous apporterions à la première. Il est nécessaire, pour comprendre l'immense difficulté et le véritable embarras qu'éprouvait le gouvernement à répondre à la demande d'aide adressée par la France, de passer en revue l'état de l'opinion tant à l'intérieur du Cabinet qu'au dehors. Cette opinion resta très divisée jusqu'à la dernière minute, et lorsqu'il y a manque d'unanimité sur un point d'une importance aussi capitale que la paix ou la guerre, il faut autre chose que de simples formules pour rallier les avis discordants.

Sans doute, ceux-là même qui étaient le plus opposés à la guerre éprouveraient-ils quelque difficulté à se remémorer leurs sentiments durant cette dernière semaine de juillet, car ce qu'ils ressentirent ensuite en différa entièrement et profondément, lorsqu'ils se rendirent compte de ce que

signifiait, dans une guerre, le militarisme prussien. Il est en tous cas certain que dès l'instant où se fit jour la possibilité de la guerre, il se forma dans le Cabinet un parti nettement opposé, et quand cette possibilité se transforma en probabilité, ce parti devint tout naturellement d'autant plus actif et résolu ; cela ne se manifesta pas dans les discussions du Conseil, car ni moi ni personne ne tenta de forcer une décision tant qu'il y eut encore quelque espoir de paix. Nos discussions marquèrent de la contrainte et de la réserve, car nous nous en tenions au seul point sur lequel tous nous étions d'accord — l'effort d'empêcher à tout prix le conflit. J'étais sûr, cependant, que le groupe opposé à la guerre se réunissait en dehors du Conseil de Cabinet, qu'il préparait une action concertée, si besoin était, pour empêcher que le pays ne fût entraîné dans la guerre, ou démissionner en cas d'échec. On me confia dans la suite, lorsque l'angoisse de la situation nous eut tous rapprochés, que mes suppositions étaient parfaitement exactes. Ce groupe comprenait plus d'un nom dont l'autorité et l'influence au sein du parti libéral, comme au dehors, ne le cédaient que bien peu à celles du Premier Ministre. Inutile de rechercher si ce groupe représentait la moitié, en plus ou en moins, du Cabinet ; il était assez important tant par le nombre que par l'influence pour entraîner la chute du Ministère. Je ne fis aucune tentative pour réagir contre ce mouvement ni à l'intérieur ni hors du gouvernement ; je ne me souviens pas avoir demandé à un seul de mes collègues d'appuyer, le moment venu, la participation à la guerre. Il m'eût été matériellement impossible de soustraire un seul instant au travail accablant et exigeant du Foreign Office au cours de ces journées, et d'ailleurs, cette considération mise de côté, je sentais que si le pays s'engageait dans une pareille guerre, il fallait que ce fût sans arrière-pensée, avec un élan de sentiment et de conviction tel qu'il entraînerait une unanimité presque absolue. Si cela se produisait, tous les agissements des partis anti-interventionnistes seraient réduits à néant ; si d'ailleurs le pays était capable de se laisser influencer par des forces aussi divisées au point de

ne pas désirer prendre part à la guerre, mieux valait qu'il s'abstînt et restât à l'écart.

Je voyais nettement qu'il n'y avait pas à songer obtenir du Cabinet qu'il prît l'engagement que demandait la France avec une insistance sans cesse croissante, et qu'il serait fatal d'exercer une pression sur lui dans ce sens, qui aurait pour seul résultat de faire démissionner l'un ou l'autre groupe, inévitable effondrement du Ministère. C'est ainsi que je jugeai, dès le début, la situation, et tout ce que je sus ou appris dans la suite confirma mon sentiment. Il fallait encore faire entrer en ligne de compte autre chose que la division d'opinion dans le Cabinet : elle existait également au Parlement et dans le pays. Il s'y trouvait, sans doute, une fraction qui assimilait l'Allemagne au militarisme prussien, qu'elle assimilait à son tour à tout ce qui était mauvais et hostile à l'Angleterre. C'était là un parti concentré et actif, mais qui n'exprimait pas le sentiment dominant. Le pays en général voulait la paix. Certains Allemands ne peuvent comprendre pourquoi nous prîmes part à la guerre, parce que le motif qui nous y poussa dépasse leur conception. Et parce qu'ils ne savent discerner le véritable motif, ils inventent toutes sortes de raisons, sauf la bonne, pour expliquer le geste britannique. Le motif qui nous est le plus généralement attribué serait notre rivalité industrielle et notre jalousie commerciale de l'Allemagne, ce qui est exactement l'inverse de la vérité. Ce furent nos grands districts industriels, particulièrement le Lancashire, qui se montrèrent le plus opposés à la guerre : les affaires marchaient à souhait, l'industrie ne tenait pas à être troublée dans sa quiétude.

Certes, il y avait bien un élément de sympathie pour la France ; assez marqué même, dans une proportion égale au sentiment anti-germanique, mais insuffisant pour contrebalancer le désir généralement répandu de rester en dehors de la guerre. L'idée d'y être entraînés à cause d'une querelle balkanique répugnait au plus haut point. La Serbie restait, pour les Anglais, un pays avec lequel nous avions, quelques années auparavant, rompu toutes relations diplomatiques à cause de l'assassinat brutal du Roi et de la Reine ; malgré

que cette phase fût passée et que nous fussions à présent en bons termes, aucun sentiment ne nous poussait à entreprendre une guerre pour la Serbie, et si la France s'y trouvait entraînée, ce ne serait pas pour une question en laquelle nous lui devions notre bienveillance, comme dans les controverses marocaines. Ce ne serait de fait même pas pour une querelle personnelle, mais uniquement parce qu'en tant qu'alliée de la Russie, le malheur voulait que la France soit impliquée dans une querelle russe, où elle n'avait aucun intérêt direct, et qui n'éveillait pas le moindre écho dans les esprits français. Dans les questions du Maroc nous avions strictement limité nos obligations à un appui purement diplomatique : ici nous n'étions pas tenus d'apporter même cela. A quoi donc servait de nous être tenus avec tant de soin à l'abri de toute alliance et de toute obligation pour aboutir à être entraînés dans une querelle européenne pour une question pareille ? Quel que fût le regret ressenti pour l'infortune de la France, était-ce une raison pour que nous, qui n'encourions pas les risques d'une alliance, fussions impliqués dans le malheur et le danger d'une situation que nous avions précisément évitée, parce que nous la jugions dangereuse ? Je sentais que telle était la façon dont nombre de gens envisageaient la question, et je savais le désir d'éviter la guerre fort répandu et très puissant. Si ce sentiment n'avait pas trouvé un écho dans le Cabinet, le gouvernement n'eût pas été en contact réel avec le pays — situation périlleuse en toute circonstance, et plus que jamais en cas de crise.

Certains d'entre nous, cependant, jugeaient que toutes les considérations que je viens de définir ne répondaient pas à la réalité. Nous sentions que nous tenir à l'écart équivaudrait à la domination de l'Allemagne sur tout le Continent, à l'asservissement de la France et de la Russie, à l'isolement de la Grande-Bretagne et à la haine qu'éprouveraient pour elle aussi bien ceux qui auraient craint que ceux qui auraient souhaité son intervention. De quelle façon l'Allemagne userait-elle de son pouvoir vis-à-vis de la Grande-Bretagne ? Qui pouvait en toute sincérité répondre à pareille question sans une sinistre appréhension ?

La Chambre des Communes marqua très nettement ses divergences d'opinion. Dans la dernière semaine de juillet, Bonar Law, Chef du parti conservateur, vint journellement dans le bureau que j'occupais au Parlement à l'heure des interpellations, avant que je ne retourne au Foreign Office, pour me demander où en était la crise. Vers le milieu de la semaine, comme les nouvelles devenaient de plus en plus graves, il me dit que ce n'était pas chose aisée que de se rendre compte de l'opinion de son parti dans son ensemble. Il doutait fort qu'il fût unanimement ou même de façon prépondérante en faveur de la guerre à moins que fût violée la neutralité belge : dans ce cas, affirmait-il, les avis seraient unanimes (1). Or, si les conservateurs n'étaient pas fixés, les libéraux l'étaient moins encore. C'est alors qu'un Membre libéral très actif vint me trouver dans la Salle des Pas Perdus pour me déclarer qu'il désirait qu'il fût bien compris que le pays ne devait en aucun cas, quelles que fussent les circonstances, prendre part à la guerre s'il y en avait une. Il parla sur un ton dictatorial, tel un supérieur s'adressant à un subordonné qu'il jugeait avoir besoin d'une verte semonce. Il ne parut pas qu'il comprît le moins du monde que si un homme comme lui se ressentait de la tension de la situation, le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères l'éprouvait autant, si ce n'est davantage ; que cette tension était considérable, et que plus elle devait être réprimée dans le travail officiel, plus elle était susceptible de se donner libre cours lorsque s'en offrait l'occasion. Je ripostai assez rudement que j'espérais que nous ne serions pas impliqués dans

(1) On a prétendu que j'ai dû me méprendre sur ce que me dit Bonar Law — mais j'affirme que sa déclaration fut bien telle que je la reproduis ici. Il faisait seulement allusion à son parti pris dans son ensemble, et non pas à son opinion personnelle ni à celle des autres *leaders* du parti. Je supposais bien que la grande majorité du parti conservateur soutiendrait la décision de venir en aide à la France, mais il est hors de doute qu'une partie des bancs conservateurs réserva sa décision à plus tard.

Je suis même prêt à avancer que dès le milieu de la dernière semaine de juillet, les chefs conservateurs furent d'opinion unanime ; quoique leur décision ne nous fut transmise, si j'ai bonne mémoire, que le dimanche 2 août, Bonar Law ne m'exprima jamais, à ce moment là, son opinion personnelle, pas plus que je n'ai souvenir de lui avoir exprimé la mienne. Chacun de nous jugeait probablement l'autre convaincu que nous ne devrions pas rester à l'écart, si la France se trouvait attaquée.

la guerre, mais que c'était une sottise de dire qu'il ne devait pas y avoir de circonstance qui nous y puisse entraîner. « Dans aucune circonstance, quelle qu'elle soit », fut la réponse. « Et supposons que l'Allemagne viole la neutralité de la Belgique ? » Il se tut quelques instants comme quelqu'un qui, lancé à toute vitesse, se heurte tout-à-coup à un obstacle imprévu. Puis il dit avec conviction : « Elle ne le fera pas ». « Je ne dis pas qu'elle le fasse, mais supposons que cela arrive ? » « Elle ne le fera pas » répéta-t-il d'un ton péremptoire et il me quitta sur cette affirmation.

Dans le sein du Cabinet les deux groupes poursuivaient leurs efforts tendant au but unique sur lequel ils se trouvaient pleinement d'accord : éviter une guerre européenne. Ils allaient comme deux hommes cheminant côte à côte sur une route droite, mais qui, apercevant devant eux un carrefour, sont bien décidés, en y arrivant, à tourner l'un à droite et l'autre à gauche. En attendant, un parti ne pesait pas plus sur l'autre pour obtenir l'autorisation de soutenir la France, que l'autre n'insistait pour que l'on signifiât à la France notre non-intervention, ce en quoi, à tout prendre, tous deux se montrèrent sages. Il se trouvait sans doute, entre les deux groupes, des ministres qui réservaient leur décision : leur attitude était également respectée, car elle n'était pas guidée par l'opportunisme, mais constituait un tribut à la gravité de la situation. Dans son ensemble, le Cabinet se rendait parfaitement compte qu'il n'était pas autorisé à engager le pays. Et c'est dans ces conditions que le Foreign Office était contraint d'accueillir, sans pouvoir y répondre, les pressantes questions que lui adressaient la France et la Russie pour savoir si elles pouvaient compter sur l'appui britannique.

Les entrevues avec Cambon nous étaient pénibles à tous deux : elles devaient l'être encore plus pour lui que pour moi. L'existence même de son pays, en tant que grande nation, était en jeu, et il était d'importance vitale pour la France de savoir ce que ferait l'Angleterre. Lorsque, plus tard, la guerre eût dévoilé ses forces et sa portée réelle, on se rendit généralement compte chez nous que notre existence propre était elle aussi menacée ; mais en ces jours d'avant-

guerre seul le péril de la France paraissait clair et imminent. La Grande-Bretagne n'avait pas subi 1870, et nous nous imaginions encore être une île.

Il est superflu de répéter ici ce que j'ai écrit sous le paragraphe n° 4. Cette pensée ne me quittait pas, mais outre l'appréhension de commettre l'erreur mortelle de faire entrevoir aux nations amies des espoirs qui pourraient ne pas se réaliser, j'éprouvais un sentiment de responsabilité vis-à-vis du Cabinet car, à un pareil moment, et devant de telles conséquences, celui qui parlait ne devait pas dépasser d'un iota ce à quoi l'avait autorisé le gouvernement. Le n° 119 du *Livre Blanc* est typique des conversations qui eurent lieu entre nous, quoique le résumé dicté d'une conversation de ce genre ne puisse être que bien sec et froid. Il va sans dire que mes réponses ne donnaient ni ne pouvaient donner à Cambon ce qu'il demandait, ni rien qui pût lui être d'une quelconque utilité. C'a été depuis une source de regret pour moi que lui seul ait pu me trouver manquant de sympathie. Mes propres difficultés, l'anxiété de rester dans les étroites limites de ce à quoi le Cabinet avait acquiescé, étaient un sujet de constante préoccupation, d'autant que j'étais moi-même partie à cet accord, ce que je disais était tout ce que l'on pouvait dire en ces moments, mais je trouvais moi-même mes paroles de sympathie vides et vaines, puisqu'il m'était interdit de dire le seul mot qu'il eût fallu.

Dans ces entrevues, malgré toute son anxieuse tension, Cambon ne fit pas une seule fois allusion à une obligation ou à un engagement d'honneur ; il ne suggéra jamais que, dans une pareille crise, s'en tenir à la lettre des communications échangées entre nous en 1912 serait agir à l'encontre de leur esprit. Il nous supplia de réfléchir non pas à nos obligations, mais à nos intérêts, de songer à ce que serait notre position, si l'Allemagne écrasait la France et dominait l'Europe. La seule réponse possible était que certains d'entre nous ne cessaient d'y penser. Pour si pressants, urgents, insistants que fussent les appels de Cambon, son attitude au cours de toute la crise fut un bel exemple de loyauté. Chacun de nous avait une ligne de conduite qu'il

était tenu de suivre : les circonstances lui faisaient la partie belle et il sut en user. La mienne n'en offrait pas l'occasion et je ne le sentais que trop. La France et la Russie insistaient avec une logique incontestable sur ce que, même si nous ne pouvions rien leur promettre, nous ne devions pas donner l'impression à l'Allemagne, ou lui permettre de croire, que nous n'interviendrions certainement pas. Dans chaque crise qui se produisait depuis 1905, on avait dit à l'Allemagne que j'étais d'avis que si une guerre survenait, nous y serions entraînés du côté de la France. L'avertissement en fut donné à Bethmann-Hollweg par Goschen, et par moi à Lichnowsky. Il était impossible d'aller plus loin. Le bluff — en admettant que l'on pût s'abaisser à le pratiquer dans des heures aussi graves — serait plus qu'inutile : les Allemands auraient tôt fait de percevoir que la ligne de démarcation entre le bluff et la vérité avait été franchie. Sans doute les renseignements qui parvinrent à Berlin en cet été de 1914, renseignements privés et secrets aussi bien qu'officiels, ne seront-ils jamais ni connus ni publiés. Si ils sont un jour divulgués, il serait très surprenant d'y constater que le Foreign Office fut la seule source où le gouvernement allemand ait pu puiser des renseignements sur l'opinion britannique, ou que Lichnowsky fut le seul intermédiaire allemand qui les lui transmit. Si nous mesurions combien grande était la force du sentiment public britannique, il est certain que les Allemands la connurent également. Mais ce qu'ils ne surent comprendre, c'est le revirement que produirait l'impardonnable violation de la Belgique.

Si le gouvernement allemand avait répondu à notre demande par une promesse de respecter la neutralité belge, à condition que la France la respectât également, et s'il nous avait demandé si, dans ces conditions, notre neutralité serait acquise, il est à présumer que ce point de vue nouveau eût été discuté au Conseil des Ministres comme contre-partie à celle d'un engagement de venir en aide à la France. Dans ce cas, le groupe partisan de cette dernière alternative se fût probablement opposé à tout engagement de neutralité envers l'Allemagne. Somme toute le Cabinet, jusqu'au moment où

devint imminente la violation de la Belgique, était dans l'impossibilité de prendre un engagement vis-à-vis de qui que ce fût, et il réfléchissait en cela l'état d'esprit et d'opinion du Parlement et du pays. Cette indécision touchait déjà à sa fin, tout au moins pour ce qui était du Cabinet, vers le 1er août, après que l'Allemagne se fut dérobée à la demande de ne pas porter atteinte à la Belgique. Le prochain chapitre rapportera comment le Cabinet d'abord puis le Parlement parvinrent enfin à la grande décision.

CHAPITRE XVII

LA GUERRE EN MARCHE

Changement de point de vue. — Une question d'obligations navales. — Examen de l'impasse belge. — La définition des obligations britanniques par Lord Clarendon. — Distinction entre la Belgique et le Luxembourg. — L'opinion de M. Gladstone. — Acheminement vers l'unité dans le Cabinet. — Le discours du 3 août. — Dernières questions posées par Lichnowsky. — En guerre.

Dès le 1er août un changement survenu dans le point de vue du groupe opposé à la guerre commençait à donner une tournure nouvelle à l'attitude du Cabinet dans son ensemble. Impossible de dire avec précision quand et comment ce changement se produisit : il n'est pas toujours aisé à un homme de retracer les méandres intimes par lesquels il est arrivé à ses conclusions personnelles, l'action du cerveau étant pour une grande part subconsciente plutôt que consciente, et s'il est difficile de savoir exactement à quoi s'en tenir sur sa propre conception, l'on ne peut que conjecturer le processus de la pensée d'autrui. Mon impression est que, au fur et à mesure que la guerre devenait plus imminente, les hommes commençaient à s'en représenter les scènes, et les événements probables qu'elle susciterait, et que plus cette vision s'imposait vivace, plus leur inquiétude croissait à la pensée que l'Angleterre resterait seule, immobile, tandis que de grands événements, chargés d'incalculables conséquences, se dérouleraient à ses portes mêmes.

Le premier indice de ce nouveau courant de réflexions fut l'expression de l'opinion que nous ne saurions supporter que la flotte allemande passât par la Manche et se mît à

bombarder les côtes françaises en vue et à distance auditive des nôtres.

On pourrait supposer que cette suggestion émanait de milieux francophiles et était une tactique tendant à ébranler le parti opposé à la guerre : il n'en était rien cependant : elle vint spontanément de ce dernier parti lui-même, et eut au début une source purement sentimentale qui se trouva, à la réflexion, renforcée d'un argument très puissant et de nature toute différente. On se souvient que les consultations navales avaient été instaurées dès 1905, et avant la venue au pouvoir du gouvernement libéral, de manière à donner satisfaction à la France, et que nous avions, en janvier 1906, autorisé, sur le même pied, des conversations militaires. Pour cette raison, et peut-être aussi parce que l'expédition de notre armée à l'étranger dépouillerait notre pays de ses éléments de défense, c'était surtout le côté militaire de ces consultations qui nous préoccupait, quoiqu'elles n'eussent d'ailleurs pas affecté la disposition des armées. Les unités françaises restaient à peu près placées où elles l'eussent été, si nos conversations militaires et navales n'avaient pas existé, et le gros de l'armée restait en France. De même pour le corps expéditionnaire britannique, qui était disposé de façon à répondre au mieux des nécessités militaires du pays et aux besoins probables de l'Empire. Pour les flottes les dispositions étaient différentes : la flotte française devait être dans la Méditerranée ; le gros de la flotte britannique rester dans les eaux anglaises, les côtes septentrionales et occidentales françaises se trouvant ainsi entièrement découvertes. Les conversations navales n'avaient-elles donc pas placé la France (si nous n'intervenions pas) dans une position de réel désavantage ? N'avaient-elles pas créé une obligation de fait malgré toutes les stipulations contraires ? Cette considération n'inspira pas l'idée de protéger les côtes françaises, mais elle la confirma.

C'est ainsi que fut faite à la France la promesse de défendre ses côtes. Le gouvernement allemand en fut informé ; il promit de ne pas les attaquer (étant entendu que nous restions neutres) et cette considération navale cessa

d'avoir une influence directe sur la décision du gouvernement britannique. Mais la question belge était dès lors devenue le point suprême, tandis que le côté naval cessait d'être le principal.

L'Allemagne avait, dans l'intervalle, déclaré la guerre à la Russie. La France, alliée de celle-ci, ne pouvait rester neutre ; le gros de l'armée allemande s'avançait non sur la Russie, mais sur la France, et son agression plaça le Cabinet devant le fait accompli de la violation de la neutralité du Luxembourg d'abord, puis de la Belgique. Nos obligations envers le Luxembourg étaient aussi légères qu'étaient formidables celles envers la Belgique. Pour étudier les premières, je me fis apporter le rapport du débat Hansard qui eut lieu à la Chambre des Lords en 1867 à propos du traité du Luxembourg. Dans ce débat, les obligations imposées par le traité garantissant la neutralité du Luxembourg furent, lors de leur acceptation, définies comme suit par Lord Clarendon, ex-Secrétaire d'Etat libéral au Foreign Office :

« Pour ce qui est de la garantie, j'irai un peu plus loin que le noble Earl, chef du gouvernement, et dirai que, si nous avions assumé la même garantie à l'égard du Luxembourg que ce fut le cas pour la Belgique, nous eussions, à mon avis, encouru une nouvelle et très grave responsabilité. Je considère notre engagement envers la Belgique comme une garantie individuelle, et c'est ainsi que je l'ai toujours envisagée, mais il s'agit ici d'une garantie collective, pour laquelle, par conséquent, aucune des Puissances contractantes ne serait contrainte à prendre une action isolée, même dans le cas très improbable où surgirait une difficulté quelconque. » (Lord Clarendon, Chambre des Lords, 20 juin 1867).

Nous travaillions tous à haute pression, et je n'ai pas souvenir de m'être davantage occupé de la question. Il y eut cependant dans la suite un débat sur le Traité du Luxembourg en lequel Lord Derby, quoique distinguant de façon moins précise les garanties séparées et collectives, s'étendit plus longuement sur ce qu'il considérait être inclus dans une garantie collective. Je cite la déclaration que fit à l'époque Lord Derby afin d'établir nettement la situation :

J'espère que dans l'allusion que j'ai faite au traité sur lequel le noble Lord a attiré notre attention, il aura compris que je parlais d'obligations non pas morales, mais techniques, imposées par le traité. C'est à ces dernières seules que se réfère la question posée par lui, et c'est à celles-là seules que je m'en tiendrai dans ma réponse.....

Je veux soumettre à Vos Seigneuries un ou deux exemples de garanties individuelles et de garanties collectives. Le premier est un cas très remarquable, — celui ayant trait à la neutralité de la Belgique. En 1831, une Conférence réunissant les cinq grandes Puissances établit vingt-cinq articles pour déterminer les relations entre la Belgique et la Hollande, devant former la base d'un traité entre ces deux pays. Les Puissances parties à cette Conférence de 1831 s'engagèrent à défendre, non pas collectivement, mais chacune pour sa part et individuellement, l'intégrité du traité. Ceci constituait une garantie séparée et individuelle. Cependant, lorsqu'en 1832 la Belgique qui n'avait pas été mise en possession du territoire qui lui avait été attribué, fit appel aux Puissances signataires à la Conférence pour soutenir ses droits, la Prusse, la Russie et l'Autriche refusèrent d'intervenir par la force des armes, tandis que la France et l'Angleterre, adoptant un point de vue plus strict des obligations que leur imposait le traité, n'hésitèrent pas à l'appuyer par des démonstrations navales et militaires combinées. Ce même traité comprenait une garantie de possession de Luxembourg par le Roi de Hollande, non pas en tant que souverain des Pays-Bas, mais en qualité de Grand-Duc du Luxembourg.

En 1839, après la conclusion d'un traité entre la Belgique et la Hollande englobant les principales clauses du traité de 1831, il en fut conclu un autre entre les cinq Puissances et la Belgique, dans lequel étaient répétées et renouvelées les obligations de l'ancien traité de 1831, les cinq Puissances s'engageant chacune séparément à maintenir l'intégrité de la Belgique, sa neutralité et son indépendance. Le Ministre prussien a dû être parfaitement renseigné sur les conditions de ce traité par lequel les cinq Puissances, agissant individuellement, garantissaient l'indépendance de la Belgique : cependant, s'il jugeait qu'une garantie équivalait à une autre, j'aimerais savoir pourquoi il en aurait soigneusement modifié le texte et demandé non pas une garantie séparée et individuelle, mais une garantie collective des grandes Puissances pour l'intégrité et l'indépendance du Luxembourg.....

Si le noble Lord (Lord Houghton) n'est pas satisfait de mon interprétation de ce traité — c'est-à-dire que l'intégrité de la neutralité du Luxembourg repose sur la voix collective et sur l'honneur de toutes les Puissances qui en sont signataires —

j'aimerais fort qu'il nous donnât sa définition et de ses effets, et de la mesure en laquelle il nous lie. Qu'il me permette de lui soumettre un cas. Supposons que la Prusse, avec l'intention de faire la guerre à la France, ou que celle-ci, dans le but de la faire à la Prusse, pénètrent dans le territoire du Luxembourg, ne violant ainsi, bien entendu, sa neutralité que par le simple passage d'une armée, car je ne m'occupe pas ici de la possibilité d'occupation ou de prise de possession, mais de la violation de la neutralité du Luxembourg par le passage d'une armée — le noble Lord prétendrait-il que toutes les Puissances garantes de ce Traité de 1867, ou chacune séparément, seraient tenues, de par les obligations que leur impose ce Traité, de faire la guerre à la Puissance — quelle qu'elle fût — qui aurait traversé le Luxembourg avec une armée ? La Prusse désirerait-elle cette interprétation du Traité ? Supposons que, en prévision d'une invasion par la France, la Prusse jugeât nécessaire de procéder à une avance défensive dans le Luxembourg : irait-elle prétendre que toutes les autres Puissances se verraient par cela même tenues à prendre part du côté de la France à une guerre contre elle, Prusse, dans le but de défendre la neutralité du Luxembourg ? Et admettons, par exemple, que la Russie et l'Autriche se récusent, le noble Lord prétend-il un seul instant que l'Angleterre — située comme elle l'est, et absolument incapable de fournir sur le Continent une force militaire suffisante pour préserver cette neutralité — ait contracté l'obligation d'imposer la garantie qu'elle donna d'un commun accord avec les autres Puissances de l'Europe ? Une pareille déduction est contraire à toutes les lois de l'interprétation, et dépasse de beaucoup ce que notre pays serait tenu d'entreprendre ou de mener à bien. Supposons encore que, pour en venir à un conflit, la France et la Prusse violent simultanément cette neutralité — dans quelle position seraient les autres Puissances ? Les autres garants, ou l'Angleterre seule, devraient-ils commencer aussitôt une espèce de duel triangulaire, afin d'éviter la violation du Traité par des Puissances qui l'auraient déjà violé ? Il est évident que les conditions en doivent être interprétées de façon raisonnable et pratique, et je répète qu'il doit être bien entendu par garantie collective que, tandis que les Puissances qui y sont parties solidairement s'engagent d'honneur à assurer, pour leur propre part, le respect absolu du territoire dont est garantie la neutralité, et quoique chaque Puissance ait le droit incontestable de déclarer, si elle le juge à propos, un *casus belli* pour cause de violation de garantie, cependant, une Puissance seule n'est pas tenue d'entrer en lice pour toutes les autres avec lesquelles elle a donné ladite garantie collective. — *Discours de Lord Derby à la Chambre des Lords, 4 juillet 1867, en réponse à la question de*

Lord Houghton : « Quelle est l'interprétation donnée par le gouvernement de Sa Majesté aux mots « garantie collective » du Traité du 11 mai relatif au Grand Duché du Luxembourg ? »

Il fut de la sorte établi sans conteste possible que c'était une garantie collective que l'on avait donnée au Luxembourg et que pas une des Puissances signataires n'avait l'obligation de défendre le Grand-Duché, à moins que toutes les Puissances garantes ne fissent de même et qu'aucune autre Puissance n'était tenue d'agir pour son propre compte. Ainsi notre position était claire: la violation du Luxembourg n'entraînait pour nous aucune obligation d'intervention ; nous pouvions, si tel était notre désir, faire de l'invasion allemande une raison d'entrer en guerre, mais nous n'y étions *pas tenus ;* il s'agissait tout bonnement de savoir si l'intérêt, et non pas l'honneur, de l'Angleterre, exigeait que nous agissions. La question se trouva encore simplifiée par le fait que le Luxembourg lui-même n'opposa aucune résistance à l'invasion allemande, quoiqu'elle en fît notification aux Puissances signataires. Le cas du Luxembourg fut donc relégué et toute l'attention concentrée sur celui de la neutralité belge ; il ne faudrait cependant pas en conclure que la violation du Luxembourg restât entièrement sans effet.

En premier lieu, c'était la rupture d'un traité et un manquement par l'Allemagne à la parole donnée. Ceci était irréfutable, et le méfait commis n'était en rien diminué par l'absence d'obligation de notre part à y résister, pas plus que par la soumission du Luxembourg, qui n'aurait d'ailleurs eu aucun moyen de faire autrement. Le sentiment britannique à l'égard de l'Allemagne se raidit de façon perceptible.

En deuxième lieu, la violation du Luxembourg avait été cause que nous étudiâmes les débats de 1867, lesquels établissaient bien qu'il n'y avait pas de garantie séparée du Luxembourg, mais faisaient ressortir de façon saisissante, par le contraste établi entre la garantie accordée au Grand-Duché et celle donnée à la Belgique, le caractère obligatoire de cette dernière. Je n'ai pas souvenir qu'aucun de nous l'ait jamais mis en doute, mais je me rappelle très nettement

avoir songé avec quelle force l'on pourrait jeter des citations du débat de 1867 à la tête de n'importe quel gouvernement britannique qui prétendrait affirmer le contraire. On me fit remarquer par la suite que plus d'un Ministre britannique avait, précédemment, parlé de façon ambiguë sur la force liante de nos obligations à l'égard de la Belgique. Autant qu'il m'en souvienne, on ne nous opposa à l'époque aucune déclaration de ce genre ; le traité belge était de date ancienne, mais n'avait jamais été perdu de vue, son existence avait toujours été signalée à l'opinion publique ainsi qu'à chaque génération d'hommes d'Etat. Nous avions vécu en pleine connaissance de cause et dans la conviction que la Grande-Bretagne était tenue de défendre la neutralité de la Belgique avec, pour exemple, l'initiative prise en 1870 par le gouvernement Gladstone et la doctrine établie par lui-même et par Lord Granville au sujet de nos obligations à l'égard de la Belgique (1). Lord Granville déclara sans ambages que les intérêts et l'honneur britanniques se trouvaient en jeu, tout en se gardant de façon caractéristique d'admettre que des garanties par traité devraient toujours, et dans toutes circonstances, nous obliger à faire la guerre pour les défendre, M. Gladstone affirma hautement que l'obligation de l'Angleterre de défendre la Belgique s'imposait tant par politique que par morale, toutes deux indépendantes du temps et des circonstances.

Celles-ci s'étaient-elles modifiées depuis 1870 ? En ceci seulement : que l'Allemagne était aujourd'hui plus puissante que lors de la guerre de 1870, et que le fait de la violation de la Belgique était plus grave que jamais. Car, si la Belgique s'inclinait devant une atteinte à sa neutralité et que ses garants y acquiescent, c'en était fait pour toujours de son

(1) Afin de faire face aux circonstances toutes spéciales de la publication du prétendu projet de traité de 1866, (dans lequel il était proposé que la Prusse soutiendrait la France, si elle se trouvait entraînée par les événements à pénétrer en Belgique ou à la conquérir) Lord Granville invita les deux belligérants, tout en maintenant toutes les garanties du Traité de 1839, à adhérer à un nouveau traité donnant à la Belgique une garantie nouvelle et particulière pendant la durée de la guerre et une année après — ce qu'ils firent.

indépendance : elle deviendrait inéluctablement le satellite et la vassale de la puissante voisine qui avait usé d'elle à son bon plaisir, la preuve étant faite qu'elle avait un maître, mais pas d'amis capables ni disposés à lui venir en aide.

Il était impossible d'échapper au débat sur le Traité du Luxembourg ou aux déclarations de 1870. Comment un homme, si opposé fût-il à la guerre, pourrait-il se lever à la Chambre des Communes pour les réduire à néant? A mesure que s'affirmait de plus en plus la certitude que l'armée allemande envahirait la Belgique, le Ministère tout entier en vint à faire face dans la même direction car, tous, nous étions adossés au même mur.

A la fin de la semaine, le 1er août, nous reçûmes notification du gouvernement belge que si la Belgique était envahie, elle défendrait sa neutralité jusqu'à l'extrême limite de ses forces : ceci simplifiait la question. La Belgique ne fit pas à ce moment appel aux Puissances garantes, en quoi elle agit avec sagesse et correction. Il ressort de tous les renseignement qui me sont parvenus que jusqu'à la dernière minute le gouvernement belge ne crut pas qu'une Puissance quelconque eût l'intention de violer le Traité de garantie. Faire appel aux Puissances eût donc impliqué un soupçon qu'il n'avait pas : demander aide aux unes et non à toutes, c'était s'exposer à être accusé de prendre parti pour certaines contre une autre, et de s'être départi de la neutralité avant que celle-ci fût menacée. Cependant, la notification qu'elle entendait défendre sa neutralité en cas d'attaque était de haute importance. Qu'elle acquiesçât volontairement, ou même par contrainte, au passage des troupes allemandes, nous étions en droit d'envoyer des forces pour affirmer sa neutralité et résister à sa violation, mais il était évident que son appel à l'aide, alors qu'elle-même se battait pour ce que nous étions d'honneur tenus à défendre, serait particulièrement puissant et émouvant. Comment y résister?

Le souvenir qui me reste de ces trois journées des 1er, 2 et 3 août, est de Conseils de Cabinet presque continus et très tendus, tandis que je ne me rappelle qu'à peine les discussions qui eurent lieu ni même la part que j'y pris.

d'importance capitale, ou des télégrammes de nos Ambassadeurs. Il importait de les étudier et d'y répondre rapidement, car chaque heure comptait. Tout cela entraînait un surcroît de travail pour tous, et, pour moi, particulièrement lourd — mais qui nous aida peut-être à supporter l'angoisse de ces journées. Un labeur incessant, péremptoire, soutient la tension nerveuse, il ne laisse point de place aux heures de loisir sur lesquelles pèserait l'inquiétude ; il apporte cette lassitude qui assure un sommeil suffisamment réparateur, et stimule lorsqu'il n'épuise pas. Le sens de la responsabilité fut lourd au cours de cette semaine, mais la responsabilité élève lorsqu'elle n'écrase pas ; cependant quand fut perdu tout espoir de paix je ressentis vivement la réaction. Le dimanche n'apporta aucun repos ; il y eut Conseil de Cabinet matin et après-midi, à la suite desquels la discussion s'était suffisamment précisée pour me permettre de tracer les grandes lignes d'un discours que je devrais prononcer le lundi après-midi au nom du gouvernement à la Chambre des Communes. Je passai la soirée du dimanche à rédiger des notes sur les sujets dont ma tête était remplie et à préparer les documents et les citations qui pourraient m'être nécessaires, car le temps me manquait pour réfléchir à ce qu'il faudrait dire, et à la meilleure façon de l'exprimer.

La matinée du lundi fut entièrement absorbée par les télégrammes apportant quelque nouvelle urgente ou demandant à être étudiée. Puis il y eut un autre Conseil de Cabinet, et il était deux heures passées avant que je revinsse à mon bureau du Foreign Office. Cela me laissait à peine une heure pour rentrer chez moi déjeuner, me trouver à trois heures à la Chambre des Communes, et concentrer de mon mieux ma pensée sur mon discours.

Comme j'entrais au Foreign Office, un secrétaire particulier vint me dire que l'Ambassadeur d'Allemagne attendait et était très désireux de me voir. Il ne paraissait guère possible qu'il m'apportât quoi que ce fût du gouvernement allemand, qui n'avait très certainement plus rien à nous dire, mais il était, en tous cas, de mon devoir de l'écouter et

essentiel de savoir de quoi il s'agissait avant de prendre la parole. Il me fallait donc trouver le temps de le voir. Il entra, et ses premières paroles furent qu'il n'apportait rien de Berlin. Il s'informa de ce que le Cabinet avait décidé. Qu'allais-je dire à la Chambre des Communes ? serait-ce une déclaration de guerre ? Je répondis que ce n'en était pas une, mais une déclaration de conditions. Il demanda avec instance quelles étaient ces conditions. A lui personnellement j'eusse dit n'importe quoi, car personne ne s'était plus efforcé que Lichnowsky de détourner la guerre, et nul n'en haïssait plus sincèrement la perspective ; mais il était tenu de télégraphier à Berlin tout ce qu'il apprenait, et le gouvernement allemand, moins que tout autre, ne devait apprendre mes déclarations une heure à l'avance. Je répondis donc que d'ici une heure le monde entier le saurait, et qu'il m'était impossible de lui rien dire. Il me demanda si la neutralité de la Belgique était l'une de ces conditions ? Je ne pus que répéter que je ne pouvais rien dire. Il me supplia alors de ne pas faire de la neutralité belge l'une de nos conditions ; il ne savait rien, m'assura-t-il, des plans de l'Etat-Major allemand, il ne pouvait croire qu'une violation aussi grave en fît partie, mais il se pouvait que le passage des troupes allemandes à travers un petit coin de la Belgique fût envisagé, et qu'il ne pût dans ce cas être modifié. J'étais convaincu que ce qu'il me disait de son ignorance des plans militaires allemands était la vérité, et que, pour sa part, il n'était pour rien dans la violation du Traité : mais je ne pouvais rien lui dire. Le temps manquant pour établir même le plus bref rapport sur cette conversation, il n'en existe pas d'autre que ce que l'on vient de lire. Ce fut la dernière fois que Lichnowsky parut au Foreign Office — je le vois encore debout devant la porte par laquelle il était entré, et moi, debout en face de lui, très pressé, et prêt à sortir.

Je n'ai pas souvenir de m'être senti ému lorsque je me levai à la Chambre des Communes pour prononcer mon discours ; il ne pouvait être question, à un pareil moment, ni d'escompter un succès ni de craindre un échec personnel. L'homme qui dans une grande crise doit agir et parler, n'a

pas d'autre choix que de donner tout l'effort dont il est susceptible, — il ne peut pas davantage.

Quant à mon discours (1), il ne fut jamais corrigé ; il est resté aux archives tel qu'il fut rapporté à l'époque — il faut donc le prendre tel qu'il est, néanmoins, il est une ou deux choses que je voudrais dire à son sujet.

J'eus tout d'abord l'intention de donner lecture à la Chambre de l'offre faite par Bethmann-Hollweg pour obtenir notre neutralité, et la réponse qui y avait été faite — mais à la réflexion j'y renonçai. Cette lecture n'eût pu manquer de soulever de l'indignation, et il importait que la Chambre prît ses décisions pour des motifs raisonnés, et non inspirés par la colère. Il ne fallait pas que nous entrions dans le conflit, parce que Bethmann-Hollweg nous avait fait une proposition insultante, rien de pareil ne devait influencer la résolution à prendre. La communication de Bethmann-Holweg ne serait publiée qu'après, et contribuerait très certainement à fortifier les sentiments qui l'auraient inspirée. J'étais moi-même bouleversé de ressentiment et d'indignation par ce qui m'apparaissait comme le crime de l'Allemagne précipitant la guerre, et tout ce que je savais du militarisme prussien était haïssable — mais ce ne devaient pas être les motifs de notre entrée en campagne, pas plus que ce n'était pour des griefs contre l'Allemagne que notre trésor devait être dépensé et des vies britanniques sacrifiées. D'instinct, ces considérations traversaient mon esprit comme des éclairs plutôt que comme des arguments froidement raisonnés, ce furent cependant elles qui décidèrent des grandes lignes de mon discours. S'il contient une brève allusion à l'enchère offerte pour notre neutralité, ce ne fut pas dans le but d'exciter le ressentiment contre l'Allemagne, mais seulement pour renforcer l'argument de l'importance de la Belgique. Quiconque s'intéresserait à creuser ce problème pourrait commencer par lire le *Livre Blanc* qui contient tous les faits matériels, à notre connaissance, ayant trait aux événements qui précédèrent immédiatement la guerre ; qu'il

(1) V. Appendice D.

lise ensuite le discours en question et il verra combien peu je fis usage des documents qui eussent pu influencer l'opinion contre l'Allemagne. Le *Livre Blanc* vint plus tard pour justifier la ligne de conduite adoptée par nous, montrer ce que nous avions fait, ce qu'avaient fait l'Allemagne et d'autres Puissances ; mais il ne vint que pour confirmer la décision déjà prise, et fournir au Parlement et au pays les renseignements qui leur étaient dus.

La véritable raison de notre entrée en guerre fut que, si nous ne prenions pas, dans cette agression, parti pour la France et pour la Belgique, nous serions isolés, discrédités, haïs, et n'aurions devant nous qu'un avenir lamentable et sans noblesse. Mon discours était orienté de façon à présenter cette considération à la Chambre sous le jour le plus convaincant et le plus susceptible de l'émouvoir, qui était, de fait, celui où la question s'était, dès le début, présentée à quelques-uns d'entre nous, puis finalement au Cabinet tout entier sauf deux, John Morley et John Burns, qui démissionnèrent. Je n'ai jamais entièrement compris la raison de leur démission, et ne veux donc en dire que ceci — c'est que nous étions certains qu'elle était fondée sur une conviction profonde et sincère, et, non sur la pusillanimité ou l'opportunisme, aussi tout notre respect leur resta-t-il acquis.

Un mot encore sur ce discours. Nous sentions qu'il était essentiel de bien faire entendre à la Chambre que sa liberté de décision n'était en rien entravée par des engagements quelconques pris antérieurement à son insu. Le sentiment d'obligation que nous éprouvions envers la France émanait de ceux-là mêmes qui avaient accueilli, approuvé, soutenu, l'amitié anglo-française, au vu et au su de tous. Il n'y avait donc sous ce rapport rien à dévoiler, sauf l'engagement pris quelques heures auparavant concernant les côtes nord et ouest de la France et les lettres échangées en 1912 avec Cambon, lettres stipulant expressément qu'il n'y avait aucun engagement. Ce n'est qu'en 1923, neuf années plus tard, que j'appris que l'on m'accusait d'avoir omis la dernière phrase de cette lettre. Mon premier mouvement fut de nier la chose comme étant impossible, et c'est cependant exact ;

la dernière phrase de la lettre ne figure pas dans le compte-rendu de mon discours.

D'après cette pièce une question fut lancée au sujet de la date de la lettre ; il se peut que cette interruption dans la lecture, si près de la fin, fut cause d'une omission accidentelle, ou peut-être trouvai-je cette dernière phrase dénuée d'importance, puisqu'elle n'affectait ni le sens, ni la portée générale de ce que j'avais déjà lu. Je ne saurais le dire. La lettre fut publiée *in extenso* dans le *Livre Blanc* deux ou trois jours plus tard, les épreuves m'en furent soumises avant la publication, je ne m'occupai très certainement pas de la façon dont elle devait paraître au *Livre Blanc* ; il faut donc ou bien que j'aie considéré comme étant sans importance l'omission d'une phrase dans mon discours ou que je ne m'en sois même pas aperçu.

Ici, encore, il faut dire, en réponse à une autre allégation, que cette lettre à Cambon publiée dans le *Livre Blanc* est bien la lettre intégrale de novembre 1912, reproduite sans omission ni altération d'un seul mot.

Lorsque j'eus fini de parler, et avant que la Chambre levât la séance, on m'apporta la communication suivante qui venait d'être reçue de la légation de Belgique à Londres :

« L'Allemagne a adressé hier soir à sept heures une note proposant à la Belgique une neutralité amicale comportant le libre passage sur territoire belge, promettant le maintien de l'indépendance et des possessions du royaume à la conclusion de la paix, et menaçant, en cas de refus, de traiter la Belgique en ennemie. Une limite de douze heures a été fixée pour la réponse. Les Belges ont répondu qu'une atteinte portée à leur intégrité constituerait une flagrante violation du droit des peuples, et qu'accepter la proposition allemande serait sacrifier l'honneur de toute une nation consciente de son devoir : la Belgique est fermement résolue à repousser l'agression par tous les moyens en son pouvoir. »

Si cette communication était parvenue avant que je me rende à la Chambre, j'en eusse naturellement fait état, car elle eût donné une grande force à mes déclarations, et eût raccourci mon discours en éliminant les circonlocutions

hypothétiques devenues de ce seul fait inutiles. Sa lecture immédiate ne put laisser le moindre doute que la guerre fût désormais certaine et inévitable.

Un ultimatum fut adressé à Berlin, exigeant une réponse satisfaisante au sujet de la Belgique le 4 août, avant minuit.

Ce soir-là quelques-uns d'entre nous étions réunis chez le Premier Ministre dans la salle du Conseil. J'y pouvais rester en communication avec le Foreign Office pour m'assurer que Berlin n'avait envoyé aucune réponse, ce qui d'ailleurs, après tout ce qui s'était passé, ne laissait place au moindre doute. Churchill était présent, lui aussi, prêt à envoyer à l'heure dite l'ordre de mobilisation qu'attendait la flotte. Minuit sonna.

Nous étions en guerre.

CHAPITRE XVIII

QUELQUES RÉFLEXIONS

L'immensité de la guerre. — Les « lampes qui s'éloignent ». — Le désastre économique. — L'opinion en France, en Russie, en Allemagne. — Ce que voulait l'Empereur allemand. — L'impuissance des civils germaniques. — La force dirigeante en Allemagne. — Calculs erronés. — Le motif allemand. — Offensive ou défensive ? — L'attitude de l'Autriche. — Mes premières impressions s'atténuent. — Eût-il été possible à la Grande-Bretagne de s'abstenir ? — Résultat probable, si elle l'eût fait. — L'obligation conditionnelle envers la France. — Impossibilité d'un engagement absolu. — Résumé des causes et des événements.

Je me suis efforcé dans ces deux derniers chapitres de faire le récit de ce qui se passa à notre connaissance durant la semaine qui précéda la guerre, d'indiquer la suite des événements tels qu'ils se présentèrent à moi du 25 juillet au 4 août 1914, d'en exprimer jour par jour mes impressions et les pensées qu'ils firent naître en moi.

Je veux maintenant revoir ces impressions et ces pensées à la lumière des faits et de ce que nous savons à l'heure présente — en d'autres termes, c'est un chapitre d'histoire que je me propose d'écrire.

Examinons tout d'abord la première des quatre considérations qui dominèrent ma pensée pendant les derniers jours de juillet 1914, c'est-à-dire qu'une grande guerre européenne serait une catastrophe d'une envergure inégalée et que ce serait si évident à toutes les grandes Puissances que lorsqu'elles se verraient au bord de l'abîme, elles s'arrêteraient, et reculeraient. La première partie de cette impression ne comporte malheureusement aucune atténuation. Nous n'ignorons rien de la douloureuse histoire de

mort, de mutilations et de blessures, et cependant la somme de chagrin et de souffrances dépasse la mesure de l'imagination et de la pitié humaine.

Un ami vint me voir l'un des soirs de cette dernière semaine — il croit que ce fut le lundi 3 août. Nous étions debout près de la fenêtre de mon bureau au Foreign Office. Le jour tombait, et l'on allumait les lumières dans l'espace sur lequel portait nos yeux. Mon ami rappelle que j'en fis la remarque en ces termes : « Les lampes s'éteignent sur toute l'Europe ; nous ne les verrons plus luire de toute notre vie. »

Aujourd'hui encore on ignore toute l'étendue du désastre économique de la guerre ; l'Europe s'y trouve encore aux prises, il n'est pas près de toucher à sa fin, et il est même possible que nous n'en ayions pas vu le pire. Certains d'entre nous croyaient que le désastre économique se ferait sentir plus tôt après le début de la guerre, qu'il deviendrait rapidement si aigu que la fin s'en trouverait hâtée. En cela nous nous trompions, mais seulement dans notre évaluation du temps et de la manière dont il se ferait sentir. C'eût été un bienfait pour l'Europe toute entière, si ce désastre s'était produit plus tôt et plus impérieusement, de façon à abréger le conflit, car plus il se prolongeait, plus l'immensité du bouleversement économique devait inévitablement s'affirmer, et plus longs et plus persistants en seraient les effets. Ceux-là même qui faisaient les pires pronostics sur la portée de cette guerre n'exagéraient en rien la souffrance humaine ni la détresse économique qu'elle a causé.

Elle a également eu une immense répercussion sur le vieil ordre social et politique qu'elle a complètement détruit dans certains pays, et en tous cas ébranlé dans l'Europe entière. L'armature des anciennes conditions sociales craquait déjà et je sentais qu'avec la guerre les forces nouvelles accumulées achèveraient de la faire éclater, que si ce bouleversement s'achevait en catastrophe, personne ne s'arrêterait à en répartir les responsabilités, à jeter le blâme sur un pays sans en décharger un autre, on dirait que quel que fût le coupable, c'était le système qui avait rendu pos-

sible un pareil effondrement qu'il fallait à tout prix changer. Ce sentiment trouva son expression dans une entrevue que j'eus avec l'Ambassadeur d'Autriche, rapportée plus loin, et ne cessa de me hanter.

Jusqu'à quel point ces prévisions se sont-elles réalisées ? Six grandes Puissances européennes prirent part à la guerre. La France est la seule d'entre elles dont on puisse dire que l'ordre social et politique ne se soit pas trouvé modifié dans des proportions qui nous paraissaient, en 1914, aussi impossibles qu'incroyables. La Russie a subi une révolution qui l'a mise dans un état indescriptible ; l'Allemagne est devenue une république ; l'Italie a été révolutionnée à un point tel que tout son système politique en a été transformé et l'Autriche-Hongrie, en tant que grande Puissance, a disparu. La Grande-Bretagne a eu un gouvernement travailliste malgré que, d'accord avec nos précédents, nous soyions en train de faire notre révolution lentement et d'après des méthodes constitutionnelles.

Examinons à présent l'autre partie de cette première considération — l'opinion que d'autres gouvernements européens reculeraient devant l'abîme béant à leurs yeux. Elle se trouva malheureusement erronée.

La France, à la vérité, appréhendait la guerre, et fit tout ce qu'elle put pour l'éviter — les esprits français étaient sans doute plus préoccupés de l'affreux péril que représentait la guerre pour leur propre pays que de la catastrophe générale qui en résulterait. L'énorme développement, la puissance de l'Allemagne, avaient étouffé chez eux toute intention de revanche. L'idée de recouvrer les provinces perdues avait été tacitement abandonnée, quoiqu'il se pût que le gouvernement français n'eût pas osé l'admettre publiquement, tandis que l'Alliance franco-russe n'envisageait ni ne sous-entendait une revanche française. Je dis cela un jour à Metternich, alors Ambassadeur d'Allemagne à Londres, ajoutant que je n'avais pas vu, et n'avais pas été renseigné sur les clauses de l'Alliance ; Metternich eut un sourire ironique et répondit : « Oui, *nous* savons fort bien qu'elle n'envisage pas de guerre de revanche ». La France n'avait donc

d'autre Alliée que la Russie sur qui elle pût compter même pour une guerre défensive, et l'armée russe n'était qu'un facteur bien incertain. Sans doute, elle était grande numériquement, mais elle serait sûrement lente, de sorte que la France serait, en cas de guerre, la première à recevoir le choc terrible d'une nation armée, d'une population presque double de la sienne, avec des forces si formidablement entraînées et équipées que l'Allemagne avait persuadé aux autres, aussi bien qu'à elle-même, qu'elles étaient invincibles. Aussi la France alla-t-elle, en ces jours critiques, jusqu'à l'extrême limite de l'endurance pour éviter la moindre apparence de provocation. Au souvenir de 1870, venait s'ajouter l'appréhension de quelque chose de bien plus formidable. Elle sut, lorsque survint le choc, lui opposer tout le courage acharné d'un peuple combattant pour son existence même, mais, encore une fois, elle n'avait pas recherché la guerre, et s'efforça jusqu'à la dernière minute de l'éviter.

On ne saurait parler de la Russie comme d'une unité compacte et douée de sens. Le Tsar désirait la paix. Nul ne peut douter de la sincérité de sa proposition à l'Empereur allemand de régler le différend par le moyen du Tribunal de La Haye, et l'on ne saurait honnêtement prétendre que la mobilisation russe fût la preuve qu'on voulût la guerre. Après le veto opposé à une conférence, l'Autriche étant mobilisée et l'Allemagne prête à frapper, quel conseiller eût pu loyalement affirmer au Tsar que la mobilisation de la Russie fût une précaution inutile et prématurée ? La Russie sentait en toute probabilité qu'elle ne pouvait se soumettre une deuxième fois à une humiliation analogue à celle de 1909, mais je ne crois pas que le Tsar, ou Sazonof, ou qui que ce soit d'autre qui pût avoir une influence décisive en Russie, ait projeté ou provoqué un conflit ; ne pourrait-on dire de la Russie qu'elle ressemblait à un bateau immense et de maniement difficile, de course incertaine en temps agité, non pas qu'il fût mû avec des intentions malveillantes, mais tout simplement parce que la barre était tenue sans vigueur.

Et l'Allemagne ? Le peuple allemand était-il assoiffé de guerre, la souhaitait-il même consciemment ? Je ne le crois

pas. Cependant son déclanchement y fut accueilli avec de folles démonstrations d'enthousiasme. Du temps de Bismarck l'Allemagne avait eu trois guerres : celle contre le Danemark en 1864, contre l'Autriche en 1866, contre la France en 1870. Ces trois guerres avaient été brèves et victorieuses. D'elles était issu l'Empire Allemand lequel, à cette heure, après quarante années de consolidation et de développement, était, en fait, le plus puissant du monde. Pouvait-il craindre la guerre ? N'était-il pas, au contraire, possible que ce fût une nouvelle étape vers son accroissement ? Il serait vain de faire à ces questions des réponses trop péremptoires, mais on peut affirmer qu'il n'y avait pas en Allemagne une répugnance ni une appréhension de la guerre suffisantes pour engendrer une volonté de paix. Si l'opinion allemande ne désirait pas la guerre à proprement parler, elle s'en rapporterait à tout le moins pour la conduite des affaires à l'Empereur et aux compétences entourant le trône, quelles qu'elles fussent.

De fait, les peuples français et allemand pensaient tous deux à la guerre en 1914, consciemment ou inconsciemment, avec l'expérience acquise dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Les Français y voyaient la fin possible de la France en tant que grande Puissance, tandis qu'elle devait apparaître aux Allemands comme un nouveau pas en avant dans l'histoire de leur Empire. C'est donc ailleurs que dans l'opinion publique qu'il nous faut rechercher la véritable politique et les vrais buts de l'Allemagne. Quelle fut donc la politique dont l'influence prévalut durant les jours critiques d'avant guerre ? Nous ne le saurons jamais, car s'il y avait au pouvoir des personnalités penchant pour la guerre, ce n'est pas dans les documents officiels que l'on trouvera trace de leurs vues ni de leur œuvre. Il n'est pas de révolution qui les saurait masquer : peut-être d'ailleurs n'ont-elles pas existé. Il n'y a pas à tenir compte de Guillaume II ; les documents Kautsky nous ont suffisamment renseignés. Il enjoignit à Tschirschky (l'Ambassadeur d'Allemagne à Vienne) de cesser de dire des « bêtises, » ces bêtises consistant de la part de Tschirschky à recommander la modération au gouvernement autrichien après le meurtre de l'Archiduc ;

Tschirschky fut réprimandé pour cette modération et l'on avertit l'Ambassadeur d'Autriche à Berlin qu'il l'avait été. Les autorités de la Wilhelmstrasse ne marquaient pas toujours beaucoup d'égards pour la dignité et les sentiments de leurs Ambassadeurs, tout en s'attendant à ce que les étrangers leur témoignassent toute déférence, ainsi que me le fit sentir Metternich un jour que la police de Londres avait éprouvé quelque difficulté à faire faire place à sa voiture.

C'est alors que l'Empereur allemand se mit à pousser l'Autriche contre la Serbie, non sans manifester une surprise quelque peu méprisante de voir Vienne faire preuve de tant de vigueur. L'expression de ses notes marginales : *Piétinez cette canaille*, suggère le chasseur stimulant ses chiens à forcer un renard. Sa satisfaction de l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie était évidente, comme aussi de la réponse Serbe. *Il n'y a pas lieu de faire la guerre*, fut la note qu'il écrivit en marge de la réponse. L'Autriche avait « piétiné, » la Serbie rampait, tout était prêt pour la mise en scène d'un autre triomphe diplomatique, avec l'Allemagne comme brillant second en « armure étincelante ». C'était là tout ce que recherchait Guillaume II, et si les choses avaient dépendu de lui, la querelle austro-serbe n'eût pas dégénéré en une guerre européenne. Mais lorsque l'Autriche condamna la réponse serbe comme ne lui donnant pas satisfaction, l'Empereur d'Allemagne ne bougea pas ; puis il laissa les gouvernements allemand et autrichien opposer leur veto à une conférence que eût réglé les quelques points laissés en suspens par la soumission serbe ; il laissa sans réponse l'appel du Tsar demandant que l'on soumît le différend au Tribunal de la Haye ; et il permit à son propre gouvernement de répondre à la mobilisation russe non par une contre-mobilisation d'un caractère similaire, mais par un ultimatum qui rendait la guerre certaine.

Pour qui veut trouver la véritable direction de la politique germanique pendant les jours qui précédèrent le conflit, il faut chercher plus loin que l'homme qui griffonna les commentaires en marge des documents Kautsky. Inutile de s'arrêter à l'action de Bethmann-Hollweg et de Jagow

— ces hommes qui, ayant tout au moins en titre la direction de la politique de leur pays, se croisèrent les bras après l'assassinat de l'Archiduc et, de leur propre aveu, ne demandèrent jamais à prendre connaissance avant son envoi des termes de l'ultimatum de leur alliée d'Autriche ; ces hommes qui, après réception de la réponse serbe, furent d'avis, en exprimant leurs critiques de la brutalité de la mise en demeure, que la Serbie avait été plus loin dans la conciliation qu'on n'eût pu s'y attendre, et qui cependant laissèrent aller les choses, ou n'intervinrent que mollement à Vienne alors que s'imposait une parole décisive. Je crois volontiers que ni l'Empereur ni le Chancelier, ni Jagow, ne projetèrent ni ne voulurent la guerre. Pourtant, au moment critique qui suivit la réponse serbe, Guillaume II réserva apparemment son influence qui eût pu être décisive pour la paix — abdication morale qui le conduisit, quatre années plus tard, à l'abdication matérielle de son trône. Quant à l'influence de Bethmann-Hollweg et de Jagow, elle était nulle. On m'a raconté que, dans la suite, Jagow avait dit que le Chancelier et lui-même s'étaient trouvés *machtlos* (1) ; qu'il l'ait dit ou non, le fait est réel, et l'un et l'autre le savaient dès l'abord. Ils furent impuissants, tout en étant les seuls représentants de l'Empire avec lesquels les autres gouvernements, le nôtre y compris, pussent traiter.

Quelle était donc la puissance déterminante en Allemagne? L'unique autorité, ferme, constante, organisée, était l'autorité militaire ; il est hors de doute que le Haut Commandement en tenait pour la guerre et, jugea, en 1914, que l'heure avait sonné. Tous les préparatifs avaient été faits pour 1914 ; en matière financière même les Allemands avaient, dans toute la mesure possible, opéré leurs rentrées, et arrangé leurs affaires de telle façon que, lorsqu'éclaterait la guerre, ils seraient débiteurs à l'étranger, mais point créditeurs. La levée des capitaux avait été opérée — effort final et suprême pour équiper l'armée. Une partie de l'opinion navale allemande s'opposait à ce que la guerre éclatât en 1914, non

(1) Impuissants.

point pour l'empêcher, mais uniquement parce qu'à deux ou trois années de là, la flotte allemande serait devenue plus puissante (1). Le seul point qui séparât les autorités militaires et navales était donc une question d'opportunité et non de fait : l'élément militaire se chargea de la régler. L'opération contre la France se déroulerait comme en 1870, selon le plan arrêté, avec d'autant plus de certitude peut-être qu'il comprenait cette fois l'attaque à travers la Belgique, offrant un front plus large pour le développement de forces écrasantes. Dans l'éventualité de l'envoi par l'Angleterre d'une force expéditionnaire, celle-ci serait trop faible pour rien changer au résultat. Nous savons, maintenant, que lorsqu'éclata la guerre, les autorités militaires enjoignirent à la flotte de ne faire aucun effort pour empêcher le débarquement en France de l'armée britannique, parce qu'au cas où elle viendrait, l'armée allemande aurait tôt fait de l'anéantir (2). Il serait alors relativement facile d'occuper la France, et de retourner toute l'armée allemande contre la Russie ; laquelle se lasserait vite de subir de constantes pertes et défaites sans perspective de succès. Tout cela s'accomplirait avant que la pression navale britannique ait eu le temps de s'exercer sur l'Allemagne, qui règnerait alors en souveraine sur tout le Continent d'Europe et d'Asie-Mineure, car le Turc se rangerait du côté d'une victorieuse Allemagne.

Ce n'est pas de la fantaisie que d'attribuer de pareils projets à l'autorité militaire allemande, car il s'en fallut de peu qu'ils réussissent et, d'après les calculs allemands, ils le devaient faire infailliblement. Je réserve l'étude de l'erreur que comportaient ces calculs, erreur échappant à des yeux allemands, pour un chapitre traitant de la guerre. Il ressort

(1) Voir le témoignage de l'amiral Koch devant la deuxième Sous-Commission de la Commission désignée par l'Assemblée Nationale Constituante pour rechercher les responsabilités de la guerre : « Nous espérions pouvoir retarder la guerre de quelques années, afin d'avoir une flotte de combat de dimension tout-à-fait différente — c'est-à-dire différente par le nombre, afin d'être en mesure d'aller quérir nous-mêmes un résultat décisif sur les côtes ennemies. Malheureusement la guerre nous surprit. » (*Documents officiels allemands*).

(2) Voir von Tirpitz, *Mémoires*, édition française, un vol. in-8° Payot-Paris.

en tous cas, sans aucun doute, qu'il y avait en Allemagne un parti militaire qui avait décidé de la guerre pour 1914 (malgré que la diplomatie allemande fût chargée du soin d'en faire attribuer la faute à d'autres) et qu'il n'eût pas permis que l'on acceptât un compromis analogue à celui d'Agadir. Cette fois, la crise devait être poussée jusqu'à la guerre. Même si la France avait abandonné la Russie et s'était offerte à rester neutre, cela ne devait pas suffire : on eût exigé d'elle qu'elle cédât, comme gages de sa neutralité, les forteresses de Toul et de Verdun. Elle n'eût donc pu échapper à une humiliation.

Il m'est malaisé de passer jugement sur tout ce qui précède. En admettant que le point de vue militaire allemand fût tel que je viens de l'exposer, il peut assumer l'un ou l'autre de deux aspects différents, et le jugement de l'historien dépendra duquel de ces aspects il choisira comme étant le bon. Examinons-les ici.

Le premier serait que l'Allemagne recherchait de propos délibéré la prédominance mondiale : dans ce but, non contente d'avoir l'armée la plus considérable que le monde ait jamais vue, elle se créait aussi une flotte immense. Son objectif était d'abord l'hégémonie du Continent, puis, la suprématie sur la Grande-Bretagne. Il serait facile de démontrer, à l'aide d'extraits des discours de l'Empereur allemand, qu'il croyait que son peuple était le peuple élu ; une pareille croyance tend à prétendre que les autres sont dépourvus de vertus comme de droits, que l'intérêt du peuple élu est la seule épreuve de ce qui est bien ou mal — elle provoque, en général, une hypertrophie du patriotisme. Le danger de ces pensées est exprimé en latin par trois mots ; *corruptio optimi pessima*, qui s'appliquent à tout ce qu'il y a de meilleur dans la vie humaine — à la religion, à l'art, à la musique — comme aussi au patriotisme. Il ne serait cependant pas juste de prendre l'Empereur comme type de quoi que ce soit : il était *sui generis*. Il suffira, pour résumer cet aspect de la question, de dire que bien des gens en Angleterre croyaient, et croient encore, que les Allemands considéraient leur *Kultur* comme une chose supérieure qui

devrait dominer le monde, qu'ils ne croyaient pas en l'égalité des races, ni ne pratiquaient le système de « vivre et laisser vivre » et que, pour passer de l'abstrait au concret et au particulier, ils étaient persuadés qu'il n'y avait pas place en ce monde à la fois pour les deux empires allemand et britannique. Rien de surprenant à ce que ces notions dominassent en Allemagne : la plupart des peuples ont meilleure opinion d'eux-mêmes que d'autrui, mais, lorsque l'on prétend par là à la souveraineté du monde, les autres sont en droit de le considérer comme une agression et de dire que si l'agresseur échoue, il a vraiment mérité son sort.

L'autre aspect que peut offrir l'action allemande appelle un jugement différent. Ici, tout en voulant toujours la guerre de 1914, le militarisme allemand y aurait été poussé par le fait que l'Europe étant devenue un camp armé et le fardeau des armements de plus en plus intolérable, la situation ne pouvait être résolue que par la guerre. L'accumulation d'armements n'indiquait-elle pas, d'ailleurs, que la force était la seule chose qui comptât parmi les nations ? La guerre étant donc inévitable, il n'était pas raisonnable que l'Allemagne, parvenue à son apogée de puissance militaire, à son maximun d'hommes, d'équipement, et de perfection de ses lignes ferroviaires stratégiques dirigées sur les frontières des autres pays, attendît que ses voisins, et particulièrement la Russie, aient accru la force numérique et l'efficience de leurs armées et complété eux aussi leurs systèmes de voies ferrées. Si la guerre était réellement inévitable, il était naturel qu'un Allemand patriote fût en droit de choisir pour la faire l'année et l'heure les plus propices à la situation de son pays. Bref, ainsi que l'affirmèrent les Allemands eux-mêmes, leur but était de faire une guerre offensive-défensive.

Cependant, la première objection qui vient à l'esprit à l'encontre de cette théorie est que ce fut l'Allemagne, plus que toute autre nation, qui donna l'élan à la course aux armements, sur terre d'abord, puis sur mer ; si donc la guerre était devenue inévitable, c'est à l'Allemagne qu'en incombait la plus grande part de responsabilité. C'est elle qui s'était sans cesse opposée aux propositions d'accord pour mettre fin

aux armements à outrance ; elle qui s'était irritée, la jugeant inamicale, voire même agressive à son adresse, de la tentative conciliante de Campbell-Bannerman exposée dans un article paru dans *The Nation* de 1907, et avait bloqué tout mouvement dans cette direction jusqu'à la proposition de « vacances navales » faite par Churchill en 1913. Si l'on prétendait trouver dans les préparatifs militaires et la construction de lignes stratégiques en France ou en Russie une justification pour l'Allemagne, ses préparatifs à elle n'en constituaient-ils pas une au moins égale pour toute autre nation, d'autant qu'elle n'avait cessé de rester en tête du mouvement.

Abstraction faite de tout cela, ce serait un crime de faire la guerre tant qu'il est possible de l'éviter. Est-il excusable ou sage de précipiter un crime, parce que l'on croit que quelqu'un d'autre le commettra tôt ou tard? Il faudrait, pour répondre à cette question, entamer une discussion sur la foi ou l'incrédulité en une divine surveillance et en l'ingérence de la loi morale dans les affaires humaines, la digression serait trop longue, et je veux, en la réduisant au minimum, maintenir la conclusion de cet argument dans des limites accessibles : ceux qui affirment que le militarisme allemand trouvait sa justification dans celui de ses voisins doivent, en toute équité, admettre qu'en Russie ou ailleurs le militarisme se justifiait par celui de l'Allemagne.

Il me faut encore atténuer l'opinion que je me formais en 1914 sur l'attitude de l'Autriche, et qui était que celle-ci avait tout bonnement et sottement espéré triompher de la Serbie sans encourir de danger de guerre avec la Russie ; que, lorsqu'elle s'aperçut qu'elle avait calculé à faux, elle s'efforça de s'en tirer par un règlement diplomatique direct avec la Russie, mais qu'il était trop tard. Son alliée, l'Allemagne, était alors partie en guerre contre l'Empire des Tsars et y avait entraîné l'Autriche. On me dit que lorsque l'on expose à un Allemand ce point de vue, sa réponse est que le retard apporté par l'Autriche à déclarer la guerre à la Russie ne fut qu'une pose prétendant à dégager l'Autriche,

même aux dépens de l'Allemagne, de la responsabilité de la la guerre. La vérité probable est qu'il y avait en Autriche des influences mauvaises et sans frein. Les personnes et les forces qui avaient exercé leur action dans les procès Friedjung et d'Agram et y avaient fait usage de documents tronqués, existaient encore, elles étaient capables de n'importe quelle gaffe et de n'importe quel crime. En Autriche comme en Russie, il n'y avait pas de tête capable de diriger.

Pour me résumer, toutes les grandes Puissances continentales les plus intéressées à cette crise envisageaient la guerre d'après les expériences antérieures ; celles de la dernière moitié du dix-neuvième siècle. Nous seuls avions le pressentiment qu'une guerre au vingtième siècle ne ressemblerait en rien à celles qui l'avaient précédée. L'abîme n'apparut donc pas aux yeux des gouvernements, même lorsqu'ils en touchèrent le bord. Eut-il été possible de faire davantage pour les forcer à le voir ? Je ne le crois pas. La crise diplomatique une fois déclanchée, nous fûmes tellement absorbés par la recherche des moyens pratiques pour la résoudre qu'il ne resta plus le loisir de faire valoir des arguments abstraits sur la catastrophe d'une guerre moderne. Les prédictions que celle-ci apporterait à sa suite un soulèvement social général ne rencontrèrent pas d'écho. Maintenant même, malgré toute l'expérience subie, il est permis de douter que l'Europe soit bien pénétrée du sentiment qu'empêcher toute guerre doit être à l'avenir le but commun de tous les peuples. L'Europe n'était déjà pas disposée, avant qu'elle n'éclatât, à entendre un appel contre la guerre, rien n'est moins certain qu'à cette heure encore elle y réponde effectivement sans arrière-pensée.

Il ne reste que peu à dire sur la supposition (N° 2 du chapitre XVI) que l'Allemagne seule comptât dans cette crise. Il est évident que Bethmann-Hollweg n'était pas en mesure d'exercer une action sur le gouvernement autrichien, qu'il insista vraisemblablement plus que nous ne le sûmes à l'époque pour faire accepter une conférence ou quelque autre forme de médiation, mais que sa parole n'étant pas décisive à Berlin, ne pouvait l'être à Vienne. Si même nous

avions dirigé nos efforts sur Vienne avec autant d'énergie que sur Berlin, nous n'aurions de toute façon pu traiter qu'avec Berchtold, Ministre des Affaires Etrangères, qui semble n'avoir compté pour rien du tout. Les éléments militaires d'Autriche-Hongrie avaient été vivement encouragés à adopter et à poursuivre une attitude intransigeante à l'égard de la Serbie. Il n'eût fallu rien de moins qu'un mot d'autorité des éléments militaires à Berlin pour leur faire modifier cette attitude : ils n'eussent prêté aucune attention à une représentation émanant de Londres.

J'arrive à la constatation (n° 3 du chapitre XVI), que si la guerre survenait, nous devrions prendre nettement parti pour la France. On pourrait logiquement se demander, après tout ce qui précède, si ceux qui pensèrent qu'une guerre européenne serait une si grande catastrophe, n'eussent pas dû mettre toute leur résolution à en préserver l'Angleterre ? Une première réponse est qu'une grande partie du Cabinet en avait ainsi décidé, et mon récit a démontré l'impossibilité pour eux de s'en tenir à leur décision. Mais ceci n'explique pas l'attitude de ceux qui, envisageant une guerre moderne à l'égal d'une immense catastrophe, furent cependant d'avis, même avant l'invasion de la Belgique, que les intérêts britanniques exigeraient que nous prissions part à la guerre, s'il y en avait une, du côté de la France.

La justesse de cette opinion ressortira mieux par le sentiment récemment exprimé chez nous dans un discours politique. J'oublie le nom de l'orateur, mais il émit l'opinion que si nous avions pu savoir, en 1914, tout ce que signifierait la guerre, pas un seul membre du gouvernement n'eût accepté d'y entrer. Cette déclaration, pour finale qu'elle paraisse, n'est cependant pas le terme de la pensée, elle n'en est que le commencement. C'est devenu un lieu commun de dire que si nous nous étions abstenus au commencement, nous aurions été attirés plus tard. Je me rappelle avoir dit un jour à un ami que si nous n'avions pas pris part à la guerre, la France n'eût pu manquer d'être battue, car les Allemands auraient déclaré l'acier contrebande de guerre et l'eussent, avec leur flotte puissante, cou-

pée de tout ravitaillement en acier étranger, même anglais, indispensable pour lui permettre de poursuivre la guerre. « Voilà », dit mon ami, « qui nous eût naturellement entraînés ». Mais ce seul exemple pourrait sembler d'envergure trop restreinte pour servir de base à une aussi vaste conclusion. Elargissons donc le point de vue. Les Etats-Unis étaient à 3.000 milles d'océan du théâtre de la guerre — océan dont le Centre des Etats-Unis et l'Ouest, comportant la majorité de leur population, étaient éloignés l'un de quelques centaines, l'autre de quelques milliers de kilomètres. Les intérêts politiques des Etats-Unis ne se trouvaient pas menacés ; au début, là où elles n'éprouvaient pas une complète indifférence envers une guerre européenne, les sympathies des populations étaient partagées. Les Américains prospérèrent, en tant que neutres, dans certaines branches de commerce ; matériellement, donc, ils avaient quelque chose à perdre et rien à gagner à se départir de leur neutralité et à prendre part à la guerre. Et cependant ils le firent. Il est donc hors de toute raison de vouloir croire que les forces qui firent se mouvoir, à une si grande distance, une nation aussi considérable, n'auraient pas contraint la Grande-Bretagne à faire de même. Nul océan qui nous séparât de la guerre ; de nos côtes s'entendait le son du canon ; notre position mondiale devait inéluctablement se ressentir du résultat de la lutte. Il est une réponse bien simple à faire à quiconque est d'avis que nous eussions pu n'y prendre part que plus tard. Puisque nous devions le faire, remercions le ciel d'être entrés dans la guerre dès la première heure — c'était mieux ainsi, mieux pour notre bon renom, mieux pour le résultat final, que si nous avions d'abord tenté de nous dérober pour nous y trouver ensuite entraînés ou contraints.

Le seul point de vue qu'il convienne d'examiner plus longuement est celui de ceux qui, pacifistes en 1914, ou qui le sont devenus depuis au spectacle des ruines de la guerre, maintiennent que nous aurions pu rester complètement en dehors du conflit, et que nous aurions dû le faire. Cette opinion est forcément fondée sur le principe qu'un grand pays,

même faisant partie d'un continent militariste, peut échapper, en refusant de combattre, aux effets de ce militarisme ; qu'il peut, en ce qui concerne sa prospérité propre, limiter les conséquences d'une grande guerre en refusant d'y prendre part. Appliqué à la guerre de 1914, ce principe ne tient pas debout. Les conséquences de notre participation sont connues ; elles nous valurent d'immenses pertes et d'incalculables souffrances, mais il ne s'ensuit pas que nous eussions dû ni pu l'éviter. Les partisans de l'abstention se sont-ils bien nettement représenté ce qui serait arrivé, si nous nous étions tenus à l'écart en 1914 ? Ils ne manifestent pas qu'ils y aient même songé. Tâchons de le faire pour eux : que serait-il arrivé ?

Paris eût été pris selon les prévisions allemandes ; il s'en fallut d'ailleurs de peu qu'il le fût. S'il avait manqué un seul élément français ou anglais parmi ceux qui furent mis en action pour arrêter la retraite et accomplir la bataille de la Marne, les Allemands gagnaient Paris : la différence occasionnée par l'absence du Corps Expéditionnaire britannique eût été fatale. Combien de temps la France eût-elle pu tenir ? Sa flotte ayant pu contenir la flotte autrichienne dans la Méditerrannée n'eût pu maintenir ouvertes les communications sur l'Atlantique et la Manche. La France eût été privée de tout approvisionnement extérieur en fer et en charbon, dont une partie de ses plus précieuses réserves seraient tombées entre les mains des Allemands, comme ce fut d'ailleurs le cas même après la bataille de la Marne. La fin était certaine. D'énormes défaites d'armées russes eussent suivi, et les éléments qui, en Russie, avaient toujours subi l'influence allemande, se seraient affirmés. La Russie n'aurait probablement pas tardé à faire la paix, surtout si l'Allemagne, victorieuse, eût été assez sage pour paraître disposée à accorder des conditions faciles, et l'Allemagne eût régné en souveraine sur le Continent. La Belgique eût été sous sa botte : la crainte du même sort eût été présente aux yeux de tout Etat neutre ; la position de l'Italie qui avait refusé de se joindre aux deux autres membres de la Triple Alliance eût été dépourvue d'agrément.

Songez à ce qu'eût été la situation de la Grande-Bretagne. Nous eussions été isolés, sans un ami au monde ; nul n'eût espéré ou craint de nous quoi que ce soit, ni jugé que notre amitié valût quelque chose, car le monde eût trouvé que nous avions joué un rôle vil et sans gloire, et nous en serions restés discrédités.

Les Etats-Unis même nous eussent jugés sévèrement ; ceux des Américains qui furent franchement en faveur des Alliés et qui voulaient que leur pays se joignît à eux de suite ou, en tous cas, beaucoup plus tôt qu'il ne le fit, nous auraient méprisés. Nous aurions perdu ce qu'il y avait de sympathie à notre égard aux Etats-Unis sans y rien gagner. Pas un pays neutre qui n'eût trouvé que nous avions tourné le dos à une obligation précise vis-à-vis de la Belgique, et cela en dépit de son appel et malgré la lutte qu'elle avait entreprise contre une écrasante supériorité de forces.

On nous eût haïs. Même après la guerre franco-prussienne de 1870, nous encourûmes un violent blâme pour nous être tenus à l'écart. L'odieux qui s'attacha à nous de ce fait me paraît fort déraisonnable, mais le *tertius gaudens* est toujours haï. L'intense impopularité dont nous jouissions jadis sur le Continent était en grande partie due à l'opinion que nous étions toujours prêts à prendre une main, mais jamais un parti. Nous nous étions, en ce temps-là, vantés de notre « splendide isolement » — en d'autres termes, de n'avoir pas d'amis. Cette situation nous avait, au cours des dernières années, paru offrir peu de sécurité : nous nous liâmes donc d'amitié, et si cette fois nous nous étions abstenus, nous nous serions retrouvés sans amis. La France et la Russie n'auraient certes pas après la guerre éprouvé d'affection pour l'Allemagne, mais elles se seraient sur un point retrouvées prêtes à se mettre d'accord avec elle — une politique dirigée contre la Grande-Bretagne, pour s'être tenue à l'abri pendant qu'elles-mêmes souffraient. Le militarisme et le « navalisme » eussent dominé en Allemagne ; le socialisme, dont nous avions tant entendu parler, qui ne comptait pour rien lorsqu'éclata la guerre, eût certainement été tenu plus encore en subordination après une guerre triomphante, et

j'en assumasse l'initiative sans consulter le Cabinet : c'eut été criminel, car un tel engagement eût été sans valeur. Et si le Cabinet avait, dans les premiers jours, demandé au Parlement de le ratifier, c'était fatalement diviser la Chambre des Communes et le pays. La violation de la Belgique nous eût alors trouvés avec un Cabinet en désaccord, peut-être démissionnaire, sans qu'un autre fût reformé, avec une Chambre des Communes et un pays paralysés par cette division d'opinion, une partie véhémentement décidée à aller au secours de la France, et l'autre avec une égale véhémence, opposée à toute intervention.

Lorsque je jette un regard en arrière, il me semble que l'attitude adoptée en ces jours critiques fut la seule qui pût amener l'Angleterre à prendre part à la guerre, immédiatement, sans arrière-pensée, à une quasi-unanimité — résultat qui paraissait douteux à l'extrême au début de la crise.

Etant donnée l'impossibilité d'un engagement antérieur, il n'est guère utile de considérer si, dans l'éventualité contraire, le fait d'une assurance donnée à la France et à la Russie et signifiée à l'Allemagne eût pu empêcher la guerre. J'ai la conviction que non, malgré l'opinion contraire de nombre d'Anglais et de Français.

Le Haut Commandement allemand avait d'ores et déjà résolu que la participation de l'Angleterre ne porterait aucune atteinte à ses projets, persuadé qu'il était que son plan militaire aurait déjà joué avec effet avant que le facteur de l'armée britannique ait eu le temps d'agir utilement. C'est pour cette raison que les autorités navales désireuses, comme l'Amiral von Tirpitz, d'éviter une crise politique jusqu'à ce que la flotte allemande eût atteint son maximun de puissance, furent ou bien dominées ou peut-être même pas consultées.

L'Allemagne eût naturellement préféré que nous nous abstenions ; elle était prête, pour empêcher notre intervention, à promettre tout ce qui n'entraverait pas ses opérations militaires (comme par exemple de ne pas attaquer les côtes septentrionale et occidentale de la France) mais leurs autorités militaires jugeaient que notre entrée dans la

guerre ne porterait pas atteinte au succès de leur avance sur Paris. Après la capture de cette capitale, les ports de la Manche devaient inévitablement tomber entre leurs mains, et à quoi eût pu après cela servir à la France le Corps Expéditionnaire britannique? Ils en sous estimèrent la valeur.

L'Attaché Militaire allemand à Londres disait à Haldane avant la guerre qu'il ne cessait de déclarer à Berlin que quoi que notre armée métropolitaine fût, du point de vue continental, absurdement petite en nombre, elle était, quant à la qualité, la plus belle au monde, « et », ajouta-t-il, « ils ne veulent pas me croire ».

Tout ce que nous savons tend à prouver que les Allemands comptaient sur une guerre de quelques mois seulement pendant lesquels l'armée anglaise ne pourrait leur faire grand dommage et qu'ils en auraient vite raison : en d'autres termes que leurs plans envisageaient la possibilité de la participation anglaise et qu'ils étaient résolus à en courir le risque.

Dans ce cas, un avis préalable que nous nous joindrions à la France et à la Russie n'eût pas empêché la guerre ; il n'eût conduit qu'à une explosion de propagande germanique, et à faire crier que l'hostilité de la Grande-Bretagne avait, à la dernière heure, rendu la guerre inévitable par l'appoint apporté par elle aux deux Puissances amies On aurait crié bien haut que notre intervention avait incité la France et la Russie à attaquer l'Allemagne.

Il serait peut-être bon ici de résumer les tendances de notre politique, du moins en ce qui me concerne. J'entrai au Foreign Office en 1892 sans expérience et sans notions préconçues, me bornant à suivre les directives de Rosebery d'abord, puis de Kimberley.

Je quittai le Foreign Office en 1895 plein d'appréhension et de mécontentement, sentant que quoi qu'elle ne nous voulût pas de bien, nous étions dans la dépendance de l'Allemagne et que nous glissions à la dérive vers une guerre avec la France ou la Russie, ou avec toutes deux. Ce sentiment ne fit que se confirmer à la suite de ce qui se passa après que je cessai d'être en fonctions. Les frictions avec

la France ou la Russie se multiplièrent pour des incidents qui ne se fussent jamais produits et n'eussent présenté aucun danger, si la jalousie et la méfiance n'avaient régné de part et d'autre. Des manifestations dans le genre du télégramme adressé à Krüger, et son attitude pendant la guerre en Afrique du Sud vinrent confirmer mon impression du mauvais vouloir de l'Allemagne. Celui de la France et de la Russie se comprenaient ; nous avions plus d'une fois contrecarré les Russes dans leur désir d'un port ouvert, tandis que les susceptibilités de la France se trouvaient heurtées par notre occupation de l'Egypte qui nous mettait fréquemment en conflit avec elle. Mais pourquoi l'Allemagne nous aimait-elle si peu à cette époque ? Lorsque vint, en 1904, l'accord avec la France, je l'accueillis comme étant la fin d'incessantes querelles et d'un réel danger de guerre ; ce fut ma pensée dominante lorsque les premiers bancs de l'opposition et moi-même souhaitâmes, ainsi qu'en témoigne le discours que je fis à la Chambre des Communes, la bienvenue de cet accord (1).

Je reviens au Foreign Office en décembre 1905, bien résolu à ne pas perdre l'unique amitié qui nous fût acquise, et à ne pas retomber dans les errements de 1892-95, tant je gardais vivace le sentiment de malaise et de danger que j'avais éprouvé.

Mais je trouvai cette amitié en péril : la France s'était vue menacée en 1905, contrainte à congédier Delcassé et à accepter la Conférence d'Algésiras qui était proche. C'est là que devait être mise à l'épreuve notre récente amitié. Elle serait ou brisée, ou confirmée ; j'étais résolu à ce qu'elle ne soit pas brisée, s'il était possible ; elle sortit de la Conférence plus forte qu'avant. Ceci n'entrait pas dans mes desseins lorsque j'arrivai en fonctions, ce fut la pression allemande qui y poussa en 1906 et de nouveau en 1911.

L'accord avec la Russie n'eut pas d'autre but que celui avec la France : supprimer les frictions et la mésentente, sans aucune pensée de donner à nos relations avec les deux

(1) V. Appendice B.

Puissances amies une tournure agressive contre l'Allemagne. Certes nous donnâmes notre appui à la France à Algésiras et lors d'Agadir comme nous étions ouvertement tenus à le faire, et nos relations diplomatiques avec la France et la Russie restèrent toujours étroites et amicales, mais nous n'usâmes jamais de notre influence sur aucun point pour créer des difficultés à la Triple Alliance et nous travaillâmes, au contraire, en toute occasion, notamment après les guerres balkaniques de 1912-13, à arranger les choses.

Mon désir était d'avoir avec l'Allemagne des rapports aussi cordiaux que possible, sans pour cela sacrifier les amitiés déjà conquises, car, ainsi que je le déclarai au moins une fois à la Chambre des Communes, j'étais tout prêt à gagner un ami nouveau, pourvu que cela ne m'en fît point perdre un ancien. Les accords concernant les colonies portugaises et le chemin de fer de Bagdad, qui furent paraphés. et que j'étais tout disposé à signer, en sont la preuve ; cependant il ne nous fut pas possible d'arriver à un accord sur la question qui importait le plus, celle des flottes, et il n'y eut pas de notre faute. J'acceptai la Triple Alliance et ne fis jamais rien, même par un moyen détourné, pour l'affaiblir. Mon but était, certes, de préserver l'Entente, parce qu'à mon avis les intérêts britanniques l'exigeaient, mais avec l'espoir et l'intention que l'Entente et la Triplice pourraient cheminer côte à côte et maintenir la paix en réglant diplomatiquement toute complication au fur et à mesure qu'elle surgirait. La Conférence de Londres pour les troubles balkaniques vint confirmer cet espoir, mais, en 1914, l'intention fut frustrée et l'espoir détruit.

Quiconque a joué un rôle important dans les affaires publiques ne peut qu'être stupéfait en jetant un regard en arrière, de voir à quel point les résultats de ses efforts se sont écartés de ses intentions ; il ne peut manquer d'éprouver, en y réfléchissant, qu'il n'a été que l'instrument de desseins qu'il n'avait pas entrevus et qu'il n'est en son pouvoir ni de comprendre, ni d'approfondir.

Ma présence au Foreign Office a contribué, au moins dans une certaine mesure :

CHAPITRE XIX

EUT-ON PU ÉVITER LA GUERRE ?

Difficulté de traiter avec l'Allemagne. — Son manque de bonne volonté. Persistance de la compétition navale. — Ses imputations de motifs cachés. — L'atmosphère de militarisme. — Le cercle vicieux des armements. — Craintes provoquées. — Si la Grande-Bretagne avait adopté le service obligatoire. — Un résultat certain. — Une question personnelle. — Ma vue commence à s'obscurcir.

Combien de fois m'est-il arrivé, après que la guerre eut éclaté, de me demander, durant de longues heures de veille, s'il m'eût été possible de faire, au cours des années qui la précédèrent, quelque chose pour l'éviter. Mon sommeil était suffisant, chaque nuit, pour restaurer mes forces pour le lendemain, mais ces pensées me venaient le plus souvent, vers quatre du matin, à l'heure où la vitalité est moindre, et où l'esprit déprimé est en proie au doute et à l'inquiétude. Je passais en revue une hypothèse après l'autre, pesant quel espoir chacune d'elles eût pu apporter. Voici celle à laquelle je m'attardais le plus volontiers. Supposons que je fusse allé à Berlin après la Conférence de Londres de 1912-13, que j'y eusse fait ressortir avec quel succès cette conférence avait détourné une crise européenne, que j'eusse insisté auprès des Allemands sur l'importance, voire la nécessité, d'un accord général entre la Triple Alliance et l'Entente aux fins de mettre en mouvement le mécanisme de cette même conférence dès la première menace d'une nouvelle crise ! Si j'avais agi dans ce sens, mon appel eût-il été entendu ? Les Allemands l'auraient-ils compris ? Eût-on pu se fier à eux pour en user loyalement, ou bien auraient-ils déformé les

de l'Allemagne. Aussi déploraient-ils la politique navale d leur pays que certains d'entre eux s'efforcèrent d'arrêter mais ils étaient sans cesse dominés par l'élément naval militaire. Le fait est que nous ne pouvions avancer à rien e traitant à Berlin avec les Chanceliers et les Ministres de Affaires Etrangères, parce que nous ne nous trouvions pa en contact avec les hommes qui dirigeaient effectivement l politique. Le dernier mot, le mot décisif, revenait toujour à quelque personnalité militaire ou navale.

Le *Times* du 3 juillet 1924 publia un résumé de *Mémoires* de Kiderlen-Waechter, Ministre Allemand de Affaires Etrangères en 1912, qui démontrent clairement qu même lorsque des civils avaient des vues énergiques et précises, il leur était impossible de les faire prévaloir. Kiderlen-Waechter n'était pas un pacifiste sentimental, mai son récit nous apprend à quel point il était opposé à la politique navale en vigueur, quelle était l'impuissance du civil et comment l'Empereur prenait toujours parti pour l'Amira von Tirpitz. Les civils se rendaient un compte exact de l barrière que constituerait fatalement contre des relation cordiales l'accroissement de la puissance navale allemand qui nous forçait la main, nous contraignant à construire de bateaux et à dire franchement au Parlement ce que nou faisions et pour quelle raison. Les Allemands persistaient à affirmer que leur construction navale n'avait aucun rappor avec la nôtre, mais ce n'était pas fait pour diminuer l méfiance, et nous savons à l'heure actuelle (si nous ne l savions déjà) que ce n'était pas la vérité. Nos offres d'arrive à un accord pour mettre fin à cette concurrence naval n'aboutirent à rien : des Mémoires comme ceux de Kiderlen Waechter expliquent leur échec. Il nous est loisible de nou demander à présent si nos propositions de limiter le dépenses navales ne furent pas prises par des hommes comme Tirpitz comme des signes de lassitude de notre part dans ce cas, ces propositions auraient encouragé l'espoir de nous rattraper et accru d'autant le désir de concurrence.

Un autre écueil résidait en la tendance invétérée à Berlin d'attribuer un motif occulte à tout ce que faisait le gouverne

ouvertures ainsi faites en les représentant comme un revirement de politique indiquant notre détachement de la France et de la Russie ? La réponse que je me faisais à moi-même n'était jamais encourageante, et ce que nous savons à présent démontre combien insurmontables étaient les difficultés s'opposant à des tractations susceptibles de résultats satisfaisants avec le gouvernement allemand.

En premier lieu, il n'y avait, en Allemagne, aucun sentiment de bon vouloir à l'égard de l'Angleterre. Cela, nous en étions depuis longtemps convaincus, mais la malveillance était plus forte encore que nous ne nous ne l'imaginions. Elle nous fut révélée par le Memorandum de Bülow, écrit pendant un séjour qu'il fit en Angleterre en 1899 et dont le *Times* fit paraître une traduction le 28 juin 1924. En voici la conclusion :

Il est certain que, dans l'ensemble, l'opinion publique en Angleterre est beaucoup moins anti-allemande qu'elle n'est, en Allemagne, anti-anglaise ; aussi des Anglais tels que Chirol et Saunders (correspondants du *Times* à Berlin) sont-ils des plus dangereux pour nous, en ce qu'ils ont pénétré, au moyen de leurs observations personnelles, la profondeur et l'acrimonie de l'antipathie allemande envers l'Angleterre.

Des homme de la valeur de Chirol et de Saunders influencèrent sans aucun doute l'opinion anglaise, quoique nombre de gens considérassent que leurs sentiments étaient inspirés par un parti-pris. Nous savons à l'heure actuelle que la ligne de conduite qu'ils adoptèrent provenait d'une profonde connaissance des réalités. Sir Valentine Chirol vit encore pour apprécier le tribut du Prince de Bülow et jouir de notre estime, mais nombreux parmi ses compatriotes sont ceux qui doivent une amende honorable à la mémoire de M. George Saunders pour avoir sous-estimé et sa sincérité et sa perspicacité.

Quelques civils allemands des hautes sphères ne partageaient pas ce sentiment d'antagonisme ; ils voyaient bien que le développement de la compétition navale allemande ne pouvait manquer de faire obstacle à un rapprochement et mettre en péril les bons rapports de la Grande-Bretagne et

nent britannique. Le motif évident n'était jamais tenu pour véritable : il fallait donc en chercher, en imaginer un autre, et prétendre l'avoir découvert. Les documents officiels récemment publiés en révèlent un exemple effarant !

Lord Salisbury fut si bouleversé en 1895 par les massacres arméniens qu'il se demanda s'il ne faudrait pas démembrer la Turquie, et s'en ouvrit à l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres. Le Comte Hatzfeldt recommanda à son gouvernement d'accepter la discussion souhaitée par Lord Salisbury, car, dit-il, « Lord Salisbury a parlé avec autant de confiance et de franchise qu'autrefois. » Voici ce qu'écrivit, au sujet de cette proposition, Holstein, homme très capable, si ce n'est même l'âme dirigeante de la Wilhelmstrasse :

Toutes les propositions du Ministre anglais n'ont, à mon avis, d'autre but que d'alléger la situation fort difficile en laquelle se trouve actuellement l'Angleterre par rapport aux Français et aux Russes à cause de l'Egypte, en créant des complications en Asie Mineure et dans les Balkans en lesquelles toutes les Puissances continentales, y compris nous-mêmes, serions entraînés bien avant l'Angleterre (1).

Bülow écrivit, dans le mémorandum cité plus haut que, jugés du point de vue allemand, les politiciens anglais étaient quelque peu naïfs. Il remarque chez eux entre autres caractéristiques qu'ils « éprouvent de la difficulté à attribuer à d'autres des intentions vraiment mauvaises ». Les fonctionnaires allemands erraient dans le sens opposé, trop portés à n'attribuer à autrui que de mauvaises intentions.

Telles étaient les conditions qui mettaient les esprits britanniques et allemands dans l'impossibilité de prendre vraiment contact. Tandis que nous envisagions la possibilité d'un accord destiné à restreindre le fardeau de la compétition navale, l'Allemagne songeait à quelque accord qui lui assurerait la neutralité de la Grande-Bretagne, au cas où surviendrait une guerre européenne. Le seul point valant vraiment la peine d'être discuté eût été un accord de coopération rendant impossible une guerre en Europe ; un nouvel

(1) *Die Grosse Politik*, 1871-1914, vol. X, p. 19.

appel dans ce sens fait par l'Allemagne eût rencontré auprès d'une grande partie de l'opinion publique un chaleureux accueil, mitigé par une très forte opposition de la part de ceux qui auraient vu dans les ouvertures allemandes le dessein de nous séparer de la France et de la Russie, de nous isoler et de nous rendre à nouveau dépendants, comme avant 1904, de l'Allemagne.

Cet appel ne fut jamais adressé, aussi est-il vain de se demander si, au cas où il l'aurait été, nous nous y serions fiés ou l'aurions agréé. Même si c'eût été nous qui l'avions adressé à Berlin et qu'il eût abouti à une conférence entre la Triple Alliance et l'Entente, cela n'eût servi de rien. Il y aurait eu les intrigues habituelles pour l'obtention d'une position et d'avantages spéciaux, au milieu desquelles on eût perdu de vue la notion même d'un grand accord pour le maintien de la paix, qui eût d'ailleurs dépéri dans l'atmosphère délétère de militarisme. Un accord de ce genre ne pouvait trouver de base solide que dans le sentiment que l'intérêt commun de toutes les grandes Puissances en la paix était de si haute importance qu'il devait dominer tout intérêt particulier, et en une confiance mutuelle que chacune d'elle le comprenait et s'y conformerait. Le militarisme restait non-seulement sceptique, mais en tenait pour le point de vue contraire, c'est-à-dire que seuls les intérêts opposés des nations sont les facteurs dominants, et que leur tendance à s'attaquer ne peut être contenue que par les armements ; qu'il est vain de chercher dans la justice ou dans un désir d'équité le moyen d'assurer la paix qui ne saurait résider que dans la force armée.

C'est certainement dans ce sens qu'eût répondu l'Allemagne à une proposition de paix de vaste portée, en admettant qu'elle l'eût fait en toute sincérité, car elle était le centre d'un continent militariste, et personnifiait elle-même le modèle admiré de ce militarisme qui régissait le Continent.

Parmi tant de choses vraies que l'on pourrait émettre sur les causes de la guerre, il en est une incontestable — c'est que le militarisme et sa conséquence directe, l'armement à outrance, l'ont rendue inévitable. On a mis en avant, pour

les justifier, que les armements devaient donner à chaque nation un sentiment de sécurité — leur résultat réel fut de provoquer chez toutes un sentiment de crainte. La crainte engendre le soupçon et la haine, et ce n'est pas trop de dire qu'elle stimule, entre nations, tout ce qui est mauvais, et étouffe tout ce qui est bon.

Un pays accroît son armée et construit des lignes stratégiques dirigées vers les frontières des pays avoisinants. Un autre, à son tour, riposte par des chemins de fer contre-stratégiques et par un accroîssement de sa propre armée. Le premier déclare que ces mesures sont tout à fait déraisonnables, ses propres préparatifs militaires n'étaient que préventifs ; le deuxième répond de son côté que les siens ne sont que de simples précautions, et fait remarquer, avec une logique irréfutable, que c'est l'autre qui a commencé la compétition, et ainsi de suite jusqu'au moment où le Continent tout entier n'est plus qu'un camp armé sillonné de chemins de fer stratégiques.

L'Allemagne n'avait, après 1870, aucune raison de crainte, et cependant elle se fortifia, tant au moyen d'armements que par la Triple Alliance, afin de n'avoir plus jamais rien à craindre dans l'avenir. La France éprouvait de son côté des appréhensions toutes naturelles, aussi compléta-t-elle ses préparatifs militaires par une alliance avec la Russie. La Grande-Bretagne, pourvue d'une très petite armée et d'un très vaste Empire, se sentit d'abord mal à l'aise, puis (surtout lorsque l'Allemagne commença la mise à exécution d'un programme de grande flotte) craignit d'être isolée. Elle conclut alors l'Alliance anglo-japonaise, mit fin à ses querelles avec la France et la Russie, et se décida à l'Entente. Et finalement l'Allemagne, craignant d'être bientôt inquiète elle-même, frappa le grand coup, pendant qu'elle croyait encore sa puissance invincible. Le Ciel seul sait démêler l'entière vérité des affaires humaines, mais je crois bien que le croquis que je viens d'en faire se rapproche autant des causes réelles de la guerre qu'il est possible à un intellect ordinaire de les pénétrer en quelques traits.

S'il en est ainsi, c'est une réponse complète à ceux qui

prétendent que nous aurions évité la guerre, si nous avions adopté la conscription et constitué une grande armée : nous ne l'aurions pas évitée, mais, au contraire, précipitée.

Que celui qui en doute s'imagine être membre du Ministère formé en 1905. Il commencera par deviner qu'il y aura sous peu une guerre européenne provoquée par l'Allemagne à laquelle l'Angleterre doit se préparer sans retard. Personne dans le Cabinet, et bien peu de gens au dehors, ne partagent son opinion. Il se met à l'œuvre pour convaincr ses collègues qu'il faut que la Grande-Bretagne adopte la conscription et qu'il est nécessaire de mettre sur pied un Corps Expéditionnaire d'au moins 500.000 hommes, avec équipement et réserves appropriés. Admettons (quoi que ce fût, en réalité, impossible) qu'il parvienne à convaincre le Cabinet, et décide ses membres à amadouer la Chambre des Communes au point de la faire voter des budgets s'élevant à un minimum de 100.000.000 de livres sterling par an, c'est-à-dire plus du double de ce que la Chambre vota réellement. Admettons aussi (quoi que ce soit encore une impossibilité) que le gouvernement réussisse à gagner une majorité qui consente à voter ces budgets : il n'y parviendra qu'en expliquant très clairement le but de ces frais énormes et de ces forces considérables. Il ne suffira pas de dire vaguement que les armements européens sont tels qu'ils rendent une guerre probable, si ce n'est inévitable : le gouvernement sera dans l'obligation de dire l'entière vérité qui seule pourrait justifier l'accroissement déréglé des budgets demandés. Il lui faudra expliquer qu'une armée britannique nombreuse est indispensable pour faire contrepoids à celle de l'Allemagne, et que c'est en vue d'une contingence de guerre avec elle que nous nous livrons à tous ces préparatifs.

Ce n'est pas en une année qu'une armée aussi considérable pourra être mise sur pied ; après la première année d'élaboration, il en faudra plusieurs autres pour la constituer ; les budgets iront ainsi croissant d'année en année, des protestations s'élèveront parmi la fraction du pays qui ne croit pas au péril allemand et parmi celle, encore plus

importante, qui pense que nous devrons nous tenir en dehors de toute guerre continentale, et dont le sentiment sera encore renforcé du fait du fardeau des dépenses militaires. D'année en année le gouvernement, afin de surmonter l'opposition toujours plus violente à ces dépenses sans cesse croissantes, se verra dans l'obligation d'être de plus en plus explicite sur ce que la politique et les armements allemands rendent cette armée indispensable, et affirmer avec une force toujours plus persuasive la réalité du péril allemand. S'imagine-t-on que, devant tout cela, l'Allemagne restera passive, qu'elle laissera faire et attendra que l'Angleterre ait vraiment réuni une armée assez forte pour rendre certaine la défaite germanique ? Les Allemands n'étaient pas pacifistes à ce point : ils parurent bien près de s'attaquer à la France en 1905, et de nouveau en 1911. Ils eussent très certainement porté leur coup avant que nous ayions, nous, eu le temps de constituer notre armée sur l'échelle continentale dans le but avoué de battre l'armée allemande, et cela, en coopération avec les armées françaises et russes. Car cette dernière éventualité eût inévitablement été pour une large part dans la justification du budget militaire ; un corps expéditionnaire, fût-il même de 500.000 hommes, n'eût à lui seul pas servi à grand chose sur le Continent et son efficacité dépendait de sa participation à une vaste combinaison. Nul ne saurait sérieusement prétendre que l'Allemagne aurait attendu qu'une pareille armée britannique fût prête et ceux-là même qui sont d'avis que l'Allemagne choisit l'heure pour frapper son coup en 1914, doivent être les premiers à comprendre qu'elle eût trouvé dans des préparatifs militaires britanniques accomplis sur une grande échelle un prétexte, une raison impérieuse, pour frapper plus tôt.

La transformation de notre système militaire par la conscription eût entraîné une période de transition tout particulièrement favorable à l'Allemagne. Il est de fait qu'un projet fut étudié au War Office par de hautes autorités militaires dans les années qui précédèrent la guerre ; il fut relégué, parce qu'aucun parti politique n'était disposé à l'ad-

mettre, parce que le pays se refusait à accepter la conscription, mais non pas parce qu'il fut, en principe, jugé inapplicable. On aurait appelé annuellement environ 200.000 hommes pour accomplir un service de deux ans suivi de dix années de réserve, système que l'on eût combiné avec une armée de volontaires plus réduite — telle qu'elle existe actuellement pour le service des Indes ou toute autre partie de l'Empire.

Il aurait fallu pourvoir à l'équipement, au casernement, au matériel de toute espèce, ainsi qu'à un élargissement des cadres d'officiers et de sous-officiers répondant non-seulement aux nécessités du temps de paix, mais à celles d'une mobilisation générale. Tout cela eût été d'une réalisation coûteuse et malaisée, mais, à tout prendre, faisable, entraînant cependant, comme je l'ai déjà dit, une période de transition, surtout pendant les six ou sept premières années ; notre armée n'eût pas été aussi bien instruite ni aussi bien adaptée à une guerre sérieuse que sous le système volontaire en vigueur. On ne pouvait donc encourir un pareil risque qu'à une époque où les chances de conflit étaient lointaines.

Pouvions-nous offrir à l'Allemagne une occasion telle que cette période de transition, en y accouplant la menace pour elle d'une armée britannique assez forte, dans l'avenir, en conjonction avec d'autres pour assurer sa défaite ? Pouvions-nous faire cela, tandis que dès 1906 à Algésiras, puis de nouveau à Agadir en 1911, il y avait fortement lieu de se demander si l'Allemagne n'était pas déjà décidée à la guerre ? Il ne peut y avoir qu'une réponse : loin de détourner le péril, nous l'aurions précipité.

Ce que j'écris concerne plus spécialement la période partant de la fin de 1905, durant laquelle ce fut au gouvernement libéral qu'incombèrent les responsabilités, et dont je puis parler en entière connaissance de cause. Mais ce qui précède s'applique également pour une large part aux années antérieures. Si l'on devait mettre sur pied une armée britannique sur l'échelle continentale, il eût fallu commencer peu après 1870, à une époque où la perspective d'une guerre européenne était, ou semblait, éloignée. Même dans ces

conditions, cela eût mené non pas à la paix, mais à la guer C'eût été procéder exactement de même que lorsque l'Al magne lança son programme naval — aspirer à une arm considérable aussi bien qu'à une flotte incompara D'autres nations ne l'eussent pas toléré, nous aurions s levé contre nous toute une coalition européenne ; et c' nous qui, à la place de l'Allemagne, aurions forcé le trai inspiré cette crainte qui conduit d'abord aux armemen pour aboutir à la guerre.

La vérité est que la conscription et une armée nombre ajoutée à une flotte inégalée, étaient une impossibilité p tique en Grande-Bretagne avant la guerre. Seule une cl voyance prophétique du péril allemand eût pu vaincre c impossibilité — une clairvoyance qui n'eût pas été réser à quelques esprits, mais qui eût pénétré les cœurs, croyances du peuple tout entier, bien avant 1905, longte avant que le péril germanique eût paru à l'horizon p tique (1).

Il est vain de se demander si la guerre eût été court couronnée de succès dans le cas où une forte armée brit nique aurait été prête. La guerre l'eût anticipée, elle se venue lorsque la conscription et une armée nombre auraient cessé d'être chez nous une impossibilité politi c'est-à-dire au moment même où nous aurions comme à modifier notre système militaire.

Il ne me paraît pas inutile de m'arrêter ici pour pa d'une question personnelle qui n'est d'ailleurs pas s quelque rapport avec le sujet de mon récit. En mai 1 j'appris de façon certaine que ma vue était gravemen définitivement menacée.

J'avais déjà dû abandonner dès 1905, en devenant Se taire d'Etat, mon jeu favori, le tennis, auquel mes occ tions trop absorbantes ne me permettaient pas de consa le temps nécessaire à l'entraînement d'un bon joueur ; r je pris plus tard l'habitude de faire avec quelques amis fréquentes parties de raquette dont le grand avantage con

(1) Tout ceci est basé sur un mémoire écrit par l'une de nos plus pétentes autorités militaires, conseil du War Office à ce moment-là.

à procurer en l'espace d'une heure, un vigoureux exercice, une détente des membres et des poumons, même à un médiocre joueur comme moi. C'est ce qui en fait un sport fort appréciable pour les hommes d'âge mûr ne disposant que de brefs et incertains loisirs durant la semaine, et désireux pourtant de conserver tant soit peu de la vigueur et de l'activité de la jeunesse.

Je commençai à m'apercevoir en l'automne de 1913 que j'éprouvais quelque difficulté à distinguer les balles ; j'attribuai cela à une altération d'acuité visuelle assez naturelle, et presque inévitable lorsque l'on avance en âge. Mais cette difficulté s'accrut rapidement ; j'en avais eu quelques années auparavant, en 1910, un premier indice. Mon frère George était cette année-là en Angleterre, et m'accompagnait le soir à des réunions électorales. Nous nous amusions au retour à comparer notre puissance visuelle en recherchant au ciel étoilé de l'hiver les constellations qui nous étaient familières. Je constatai que je ne pouvais plus distinguer celle communément appelée le « Chariot » de la Grande Ourse, mais je l'attribuai à une diminution somme toute normale de ma vue, due sans doute à un excès de travail, et passagère. Cependant, je me rappelai que lorsque mon grand-père se promenait avec moi, les soirs d'hiver, le long des allées de Fallodon, il avait pu, jusqu'à un âge très avancé, retrouver le « Chariot » et me le montrer. Ce souvenir me causa dès 1910 quelque inquiétude, mais il est humain d'écarter les symptômes déplaisants de déchéance physique jusqu'au moment où ils acquièrent une certaine gravité. Les soucis de santé sont souvent prématurés et pusillanimes, mais il arrive fréquemment que l'on se détourne de parti-pris de leurs signes prémonitoires par crainte même de l'inquiétude qu'ils entraînent à leur suite. Il est des personnes qui, malgré leur situation financière florissante, souffrent de l'appréhension de devenir pauvres — ce déséquilibre est souvent désigné sous le nom de « work house fever » (1), tandis que d'autres font faillite pour n'avoir pas eu le courage d'aller au

(1) Fièvre de l'hospice.

fond de leurs affaires dès le premier moment où ils eure[nt] des raisons de craindre qu'elles marchaient mal.

Je consultai un oculiste au début de 1914 : il trouva m[a] vue anormale et défectueuse, et me demanda si je fumai[s] beaucoup. Quoique ce ne fût pas le cas, il me recommand[a] de cesser tout-à-fait m'assurant qu'au bout d'un mois me[s] yeux seraient guéris. Je m'abstins de fumer pendant deu[x] mois, et fis à nouveau examiner mes yeux. Cette fois l'o[n] constata des troubles graves où le tabac n'était pour rien, et l'oculiste exprima le désir d'une consultation, qui eut lieu en mai. Après examen, les deux oculistes se retirèrent pour conférer, puis m'informèrent qu'ils étaient tous deux absolument du même avis, et tenaient avant tout à m'assurer que je ne deviendrais jamais tout-à-fait aveugle, que je n'aurais jamais besoin d'un guide, et que je pourrais toujours distinguer la lumière de l'obscurité. Leur attitude était grave, et il était évident qu'ils cherchaient à me préparer à une mauvaise nouvelle. Je dis : « Vous voulez dire qu'il me deviendra impossible de lire ? » Leur réponse fut : « C'est cela même ». Il n'y avait, à leur avis, rien à faire ; ils me suggérèrent d'aller me reposer pendant six mois à la campagne, sans insister sur l'urgence de ce repos qui ne pouvait amener la guérison. Puis ils me dirent qu'après un diagnostic aussi grave il ne serait que naturel que je veuille consulter d'autres spécialistes. En réponse à mes questions, ils me dirent le traitement que me conseillerait probablement un oculiste allemand, ajoutant qu'il n'agirait dans mon cas que comme empirique. Ils ne me dissuadèrent pas d'aller en Allemagne et y nommèrent un oculiste célèbre.

C'était le moment — nous étions en mai — où se préparait la crise du Home Rule ; le Gouvernement avait devant soi une perspective hérissée de difficultés. Je sentais que je ne pouvais sans raison urgente l'abandonner, d'ailleurs de l'avis même des médecins mon mal présentait d'autant moins d'urgence qu'il n'y avait rien à espérer, et ses progrès seraient lents. Je décidai de ne rien faire avant la clôture de la session, puis d'aller en Allemagne pour y con-

sulter l'oculiste que l'on m'avait recommandé. Mais avant la fin de cette session la guerre s'était abattue sur l'Europe.

L'année suivante je consultai un troisième oculiste à Londres qui jugea essentielles pour mes yeux six semaines de repos absolu. C'est ce que je fis ; ce laps de temps écoulé, il m'assura que le mal resterait stationnaire, et je retournai au Foreign Office. Cette seule interruption exceptée, la défaillance de ma vue ne m'empêcha absolument pas de travailler, car je conservai la faculté de lire avec une facilité et une rapidité très suffisantes jusqu'en l'été de 1918. Ce me devint à ce moment-là impossible, et, six mois durant je dus me faire lire toute ma correspondance et toutes les nouvelles. Depuis, j'ai pu, au moyen de verres spéciaux d'une force exceptionnelle, me remettre à écrire et à lire lentement et avec effort, mais il m'est impossible de distinguer les visages à plus de quelques centimètres, de reconnaître les oiseaux ou les fleurs, de jouir de la beauté d'un paysage ou d'un coucher de soleil. Il m'est tout à fait facile cependant de marcher sur un terrain uni aussi rapidement et avec autant d'indépendance que n'importe qui, et même de monter à bicyclette à un train modéré, à condition que quiconque qui me rencontre observe avec exactitude les règles de la route. Des examens minutieux et fastidieux n'ont pas découvert la moindre trace des maladies qui sont la cause habituelle de la cécité. L'extraction en 1919 d'une mauvaise dent a peut-être contribué à en arrêter le cours, qui s'est d'ailleurs peu modifié depuis 1918, et pas pour le mieux. On persiste à vouloir entretenir en moi un peu d'espoir à l'aide de divers traitements ne comportant ni médicaments ni opération, et qui ne peuvent en tous cas être nuisibles, mais jusqu'à présent les paroles de l'un des oculistes se sont vérifiées : « Ne croyez jamais quiconque vous dira que vous pouvez guérir, car vous ne guérirez pas ; mais ne croyez personne qui prétende que vous deviendrez complètement aveugle, car vous ne le deviendrez pas. »



CHAPITRE XX

QUELQUES QUESTIONS DE STRATÉGIE

Churchill et la Flotte. — On décide de ne pas la démobiliser. — Le Corp Expéditionnaire. — Deux questions. — Kitchener nommé Ministre d la guerre. — Avantages et inconvénients. — Les intuitions de Kitch ner. — Un créateur de confiance. — Erreurs de stratégie. — Les Da danelles. — L'expédition d'Anvers. — Les Dominions à la rescousse.

Quiconque aura lu ce récit détaillé de discussions et d négociations politiques a dû mainte fois se demander : « Qu faisait-on pendant ces jours critiques, mais lourds d'incert tude, pour préparer le pays à l'éventualité de la guerre ? — On peut affirmer que rien ne fut négligé de ce qui, ta du côté naval que du côté militaire, pouvait être fait a cours de cette angoissante semaine.

Le samedi 25 juillet, Winston Churchill vint me trouv pour me dire que les manœuvres navales qui avaient, cet année-là, consisté en une expérience de mobilisation, étaie terminées. C'était là un événement annuel qui avait été pr paré et exécuté sans aucune corrélation avec les perspectiv d'une guerre imminente. Cependant, au moment où il n parlait, la flotte britannique était sur pied de guerre, somme mobilisée. Le lundi suivant, selon l'ordre norm commenceraient les permissions habituelles consécutiv aux manœuvres, et la Flotte se trouverait dans une situati diamétralement opposée, celle de démobilisation. Church me dit que les conditions diplomatiques lui paraissaient si m naçantes qu'il jugeait préférable de ne pas licencier la Flot et de la maintenir en état de mobilisation.

Il désirait savoir si je partageais son sentiment. Ma réponse fut, il va de soi, affirmative, et j'ajoutai qu'au point de vue du Foreign Office la mesure que proposait Churchill se justifiait amplement. Il agit en conséquence et dès cet instant la flotte demeura parée. La coïncidence de la fin des manœuvres navales avec l'étape décisive d'une crise extérieure se trouva être purement accidentelle, mais le fait d'avoir su tirer le parti le plus complet de cette heureuse chance est dû à l'énergie et à l'initiative de Churchill. J'ignore ce qui se passait à l'Amirauté même, et ne puis faire mention que de ce qui parvint à ma connaissance, et notamment de l'activité du Premier Lord dès le moment où il assuma ses fonctions. Tout en réservant aux officiers de marine et à la Commission de l'Amirauté l'entier crédit qui leur revient, il faut reconnaître que le pays doit également beaucoup à Churchill pour l'immense avantage d'avoir pu, dès l'abord, faire face à la guerre avec une flotte puissante et dans des conditions exceptionnelles de préparation. Il n'entre pas davantage dans mes attributions de dire ce qui se passait au War Office, je l'ignore d'ailleurs. Ce qui est certain et connu, c'est que lorsque vint l'heure d'envoyer en France le Corps Expéditionnaire, il se trouva prêt et équipé ; les dispositions de transport étaient également prises, car les quatre divisions parvinrent à destination en moins de temps qu'il n'avait été prévu pour cette opération.

Pour la première fois peut-être dans notre histoire, la guerre nous trouva avec toutes les forces navales et militaires que nous étions censés avoir vraiment sur pied, prêtes et en mouvement. Que tout critique tenant à être juste, pèse avant tout ce fait. Pour ce qui est d'avoir préparé ce dont le gouvernement avait déclaré que nous disposions, ce que l'on avait demandé au Parlement de voter, et ce à quoi le pays était en droit de s'attendre, nous étions mieux préparés à la guerre que nous ne l'avions jamais été. Quant à ce que nous aurions dû, ou pu faire de plus, ce à quoi nous n'avions pas aspiré et qui n'avait pas été demandé au Parlement, c'est une autre question que j'étudierai plus loin.

Le premier point à décider, et qui restait imprécis, était l'usage qu'il convenait de faire du Corps Expéditionnaire : deux questions distinctes se posaient à ce sujet.

1° Etait-il prudent de l'envoyer tout entier, en laissant la Grande-Bretagne dépourvue de forces militaires prêtes à l'action, jusqu'à ce que fût mobilisée l'armée territoriale ? Il y avait là matière à discussion et à divergence d'opinion. Le débarquement d'une force allemande, même petite, après le départ de nos corps d'armée et avant que l'armée territoriale fût prête, pouvait causer un mal irréparable. Dans les conditions modernes il serait possible à l'ennemi de faire ce qui eût été impossible au temps des guerres napoléoniennes. On tint un grand Conseil de guerre auquel participèrent naturellement du côté des militaires Sir John French et Sir Douglas Haig à qui reviendrait une part active dans l'exécution des opérations : Lord Roberts y assista également. Les autorités militaires ne s'inquiétaient guère de la défense du pays : on sentait trop bien que la marine puissante et prête à tout saurait empêcher un débarquement hostile. Il fut donc décidé sans peine d'envoyer immédiatement en France quatre divisions du Corps Expéditionnaire, les deux autres devant suivre sous peu. Ceci satisfaisait l'opinion militaire et répondait aux désirs de l'opinion civile. Seul Haldane, parmi ces derniers, fut d'avis d'envoyer d'emblée les six divisions dans le laps de temps le plus rapide (1).

2° Il était un autre point douteux qui, tout en étant d'ores et déjà résolu par la décision prise, demandait à être considéré à part. Il ne touchait en rien à la défense du pays, mais avait trait au moment où les forces britanniques pourraient le mieux et le plus efficacement aider l'armée française. C'était un point uniquement militaire, que les civils laissèrent les militaires libres de discuter entre eux, mais sur lequel ceux-ci n'étaient pas d'avis unanime. Il fut suggéré

(1) On a prétendu que Haldane avait opposé des difficultés à l'envoi du Corps Expéditionnaire. C'est absolument faux. Ce bruit prit sans doute naissance dans les instructions qu'il donna au War Office que l'armée ne devait pas partir sans ordres du gouvernement, restriction convenable et nécessaire qui, si l'on y eût manqué, eût provoqué le chaos.

de garder les troupes en réserve jusqu'après le premier choc de l'attaque allemande. Il se produirait alors un moment critique où l'envoi de l'armée britannique serait un facteur non-seulement efficace mais décisif, et porterait vraiment le coup final. Ce plan suggérait à mon esprit profane celui de la bataille de Waterloo ; l'armée française remplissant le rôle des Anglais, et les forces britanniques arrivant pour peser de tout leur poids dans la balance comme le firent les Prussiens en 1815.

Le plan en question était basé sur la supposition que l'armée française pourrait résister au premier choc allemand, même si elle n'était pas en mesure de le repousser. Eclairé par les faits, cela peut sembler une étrange erreur de calcul, mais il convient de se rappeler que jusque-là, de l'avis même des plus hautes autorités militaires tant françaises qu'anglaises, on était persuadé que les seuls efforts de l'armée française conjugués avec ceux du Corps Expéditionnaire britannique suffiraient à résister avec succès à une attaque allemande même sans l'appui de la Russie. Personnellement, je croyais bien qu'il en faudrait rabattre. Français et Anglais savaient pertinemment qu'il n'y aurait, et ne pourrait y avoir de disponible au début de la guerre, que six divisions britanniques. Les autorités militaires étant désireuses que toutes nos forces soient expédiées sans retard, avaient tendance à se persuader à elles-mêmes, comme à nous, que ces forces seraient suffisantes et efficaces, ceci étant une raison de plus pour les envoyer. Dire qu'elles seraient insuffisantes, c'était suggérer qu'on les sacrifierait inutilement à un échec certain. Aussi leur opinion que notre Corps Expéditionnaire suffirait à assurer le succès était-elle à cette époque absolument sincère, tout en n'étant pas incompatible avec leur conviction que l'armée française pourrait, à elle seule, résister à l'attaque allemande. Car il ne s'agissait plus à l'heure actuelle que la France et l'Angleterre fussent seules ; la Russie entrait en ligne de compte à titre d'alliée, de sorte que tout en dirigeant leurs efforts sur la France, les Allemands devaient se garder du côté russe.

J'espère avoir établi bien clairement que ce plan n'avait

pas pour but de ménager les troupes anglaises ni de les mettre à l'abri du danger ; il n'était inspiré par aucune autre considération que l'emploi le plus efficient de l'armée britannique en vue de la victoire commune. L'opinion qui prévalut cependant fut celle de l'envoi immédiat de nos contingents; les chances d'une guerre moderne offraient trop d'inconnu et les risques d'un succès initial allemand ou d'une irréparable défaite française étaient trop grands pour autoriser des prévisions précises. La voie la plus sage était donc de réduire ces risques au minimum en envoyant de suite les forces britanniques prendre leur place sur la ligne de feu.

Lorsque, le Conseil terminé, nous nous séparâmes, je me trouvai à la sortie près du général French. Je ne me rappelle pas les paroles exactes que nous échangeâmes, mais je fis la remarque que nous touchions à un moment solennel. L'impression de sa réponse reste vivace : c'était celle d'un homme exalté au plus haut degré de l'espoir et de l'ardeur en face d'une grande occasion qu'il aurait attendue toute sa vie.

La nécessité s'imposait de désigner un nouveau Secrétaire d'Etat à la guerre, le colonel Seely ayant démissionné quelques semaines auparavant, après l'affaire Curragh en Irlande. Asquith avait à ce moment pris lui-même provisoirement la direction du War Office, afin d'éviter de faire une nouvelle nomination avant que soient réglées ces difficultés intérieures, en quoi il avait eu raison, car ses qualités personnelles et sa situation de Premier Ministre le désignaient tout particulièrement pour apaiser cette agitation. Mais, la guerre éclatant, il importait de nommer quelqu'un. La première pensée d'Asquith fut, tout naturellement, de replacer Haldane au War Office. C'était, certes, le haut Commandement militaire qui avait fait du Corps Expéditionnaire la belle formation qu'elle était, mais la création de l'Etat Major Général et toute l'organisation de l'armée étaient dues à Haldane, en qui des soldats tels que French et Haig, appelés à exercer le principal commandement sur le champ de bataille, avaient la plus entière con-

fiance. C'eût donc été à ce point de vue une nomination qui s'imposait pleinement. Cependant Haldane avait soulevé beaucoup d'antagonismes politiques ; on prétendait que son culte bien connu de la philosophie germanique n'avait pu manquer de le disposer en faveur de l'Allemagne et, quoique appréciée et admirée de ses collègues et des militaires qui avaient travaillé avec lui ou sous ses ordres, son œuvre au War Office était ignorée, ou oubliée, par l'opinion publique. Par contre, Kitchener, héros populaire, se trouvait en congé en Angleterre, retour d'Egypte. Une grande clameur s'éleva dans le pays, provoquée en partie par la méfiance qu'inspirait Haldane, et rendue plus violente encore par le désir de voir Kitchener au War Office. C'est ainsi qu'il fut décidé que ce serait lui, et non pas Haldane, que l'on y désignerait comme Secrétaire d'Etat. Je démontrerai tout à l'heure que c'était somme toute la meilleure solution : les circonstances la rendirent d'ailleurs inévitable. Mais le public ne savait rien des désavantages qui venaient s'opposer aux avantages de ce choix. Le général Kitchener ignorait tout de l'organisation du War Office ainsi que de l'armée métropolitaine, et sa connaissance de la valeur personnelle des cadres plus jeunes était nécessairement moindre que celle des officiers ayant exercé des commandements en Angleterre. Il ne savait rien de l'armée territoriale et sous-estima lamentablement sa valeur. « Une armée d'employés citadins », voilà tout ce qu'il en pensait. C'étaient là de graves inconvénients entraînant de fâcheuses déperditions de valeur.

Par contre, Kitchener vit avant qui que ce soit la nécessité immédiate de lever une grande armée, plus forte de beaucoup qu'on ne l'avait jusqu'alors envisagée. Il fondait ses évaluations en effectifs sur l'opinion que la guerre durerait trois ans, ce qui parut à la plupart d'entre nous fort invraisemblable et même incroyable. Nous ne prévoyions qu'une guerre de mouvement, qui se résoudrait militairement dans un sens ou dans l'autre bien avant cela ; il nous semblait aussi que l'effroyable dépense en hommes et en argent qu'exigeraient les conditions modernes aurait

bien avant cela épuisé tous les belligérants. Kitchener fut sur ce point plus clairvoyant que la majorité d'entre nous, et annonça au Cabinet son intention d'enrôler immédiatement un million d'hommes. Comme nous quittions le Conseil, un collègue me demanda ce que j'en pensais. Je répondis que je croyais que la guerre serait bien finie avant qu'un million d'hommes pussent être instruits et équipés, mais que si mes prévisions étaient erronées, il faudrait, bien entendu, envoyer ce contingent au dehors pour prendre part à la guerre. Il ressortait donc clairement que nous accéderions tous aux demandes de Kitchener. Sa clairvoyance se trouva amplement justifiée par les événements, mais nul ne sut jamais pourquoi, ni par quel processus de raisonnement il avait pu prévoir la durée de la lutte. L'impasse de la guerre de tranchées vint confirmer ses prévisions, et même au-delà, puisqu'elle dépassa quatre années.

On serait naturellement disposé à en conclure que Kitchener avait prévu la guerre de tranchées, ce qui ne fut pourtant pas le cas. Lorsque les armées se furent enfoncées sous terre face-à-face depuis la Suisse jusqu'à la mer, nul ne fut plus perplexe que lui. « Je ne sais pas ce qu'il faut faire », me dit-il à plusieurs reprises ; « ça ne s'appelle pas faire la *guerre*, ça ! » C'est donc plutôt par quelque éclair d'intuition que par déduction logique qu'il fit son pronostic de durée, ce qui n'en avait d'ailleurs pas moins de valeur pour le pays. Il commença donc à faire appel aux engagements volontaires. « Je ne veux pas encore de conscription. Lorsque j'en aurai besoin, je la demanderai ». Telle fut sa formule vis-à-vis du Cabinet dans la première partie de la guerre. Et les hommes répondirent à son appel, justifiant ainsi amplement sa nomination. L'engagement volontaire communiqua au pays un bel élan d'enthousiasme et de bonne volonté, tandis que la conscription eût été un mauvais début : le pays n'était pas préparé, il eût résisté. C'eût été une cause de grandes divergences d'opinion, de vif ressentiment, qui eussent même peut-être plongé le pays dans des complications intérieures. Kitchener apportait à son gouvernement un fort appoint de confiance publique. Persuadés que

ce qu'il demandait était réellement nécessaire, les hommes accoururent en foule, pleins de confiance en lui, pour servir sous ses ordres. La présence de Kitchener au War Office avec ses graves inconvénients offrait donc, je ne saurais trop le répéter, de réels avantages. Il dénigra la valeur de l'armée territoriale et sous-estima celle d'un Etat-Major compétent au War Office, mais il se mit à l'œuvre dès le début pour former une armée véritablement puissante, et donna du cœur au pays.

Ce récit ne comportera que peu de détails sur les opérations militaires ou navales. L'historique en sera mieux fait par d'autres que par moi. Je ne me souviens pas avoir pris une initiative quelconque dans l'ordre naval ou militaire, et c'est un lieu commun que de dire que les stratèges amateurs sont en danger en temps de guerre. Je n'avais aucune inclination pour le devenir, et l'idée m'en fût-elle même venue que j'aurais du moins je l'espère, su y résister. Cependant la position d'un civil siégeant dans un Conseil de guerre et sentant que l'abstention lui est imposée faute de connaissances techniques et d'entraînement est dépouvue de gloire. Il sait qu'aucun mérite ne saurait lui être attribué pour d'heureuses mesures stratégiques, et cependant il ne peut s'empêcher d'éprouver un sentiment de responsabilité pour les erreurs auxquelles il aurait acquiescé.

Le rôle d'un gouvernement civil consiste à veiller à ce que les postes professionnels les plus élevés à l'Amirauté et au War Office ainsi que les commandements principaux de l'armée et de la marine soient attribués aux hommes les mieux qualifiés pour les remplir et que ceux-ci soient amplement pourvus du nécessaire. Cette question ne se posait pas lorsqu'éclata la guerre, car des officiers de terre et de mer de la plus grande compétence occupaient les plus hauts postes et les commandements les plus importants. La disposition de la Flotte et l'emploi du Corps Expéditionnaire étaient établis sur les plans soigneusement préparés des meilleures autorités navales et militaires et sur ce point le gouvernement britannique, loin d'encourir le moindre reproche, mérita en août 1914 qu'on lui rendît justice. Au

fur et à mesure que se poursuit la guerre, de nouveaux plans doivent être établis et de nouvelles décisions prises pour faire face à des développements nouveaux. En ceci encore le gouvernement ne peut dépouiller ses responsabilités, et son devoir est de consulter les compétences. Nous ne tardâmes pas, sur ce dernier point, à nous trouver sur un terrain difficile et prêtant à controverse. Il nous était toujours possible d'avoir l'opinion de Kitchener, mais nous ne pouvions insister pour que l'on nous mît sous les yeux les résumés contrôlés d'autres opinions militaires comme nous l'aurions fait, s'il y eût eu à la guerre un Secrétaire d'Etat civil au lieu d'un feld-maréchal. Nous étions tout naturellement portés à céder à l'avis de Kitchener, parce que c'était celui d'un soldat, et cependant nous avions tendance, en des moments critiques, à attribuer à ces avis moins d'importance que nous ne l'eussions fait, s'ils nous avaient été soumis comme émanant d'un Etat Major compétent ou du haut commandement. Le Ministre de la guerre idéal est celui qui connaît et observe ses propres limitations, qui s'applique avec discernement à organiser, à coordonner et à soutenir les meilleurs avis militaires et qui a l'expérience voulue pour savoir comment convaincre le Cabinet. La désignation d'un tel Ministère dès 1914 nous eût évité quelques-unes des erreurs commises dans les premiers temps de la guerre. Cette réflexion est faite en vue de l'avenir, mais que l'on n'oublie pas que si nous discernons à la lumière des événements passés les fautes commises, nous ignorons quelles eussent été celles du Cabinet, si quelqu'un d'autre que Kitchener se fût trouvé à la tête du War Office.

Les principales fautes de stratégie peuvent, à mon avis, se résumer en un mot : « Opérations sur plan ». N'oublions pas, pour rester équitables, qu'aucune n'eut l'agrément de Kitchener, et mon regret personnel est de ne l'avoir pas résolument soutenu chaque fois qu'il s'y opposa. Elles ne pouvaient cependant toutes être évitées. La défense de l'Egypte et du Canal de Suez notamment, était essentielle, et c'est une justice à rendre non seulement à Kitchener, mais au Cabinet que de constater qu'il fallait souvent faire aux

Alliés des concessions stratégiques qui nous paraissaient indésirables, tandis qu'eux, de leur côté, ne cédaient parfois qu'à regret à nos initiatives. Il importe de donner tout son poids à cette restriction ; il est cependant indéniable que nous n'avons pas suffisamment concentré notre attention sur le point capital, à savoir que c'était l'armée allemande qu'il fallait battre et que l'on ne pouvait y parvenir que sur le front occidental. Toute tentative de notre part pour le faire ailleurs, c'était donner aux Allemands l'avantage de lignes de communication intérieures et sûres comparées aux nôtres. Si l'on n'avait cessé de comprendre que c'était là le point central de la guerre, toutes les opérations à côté, Gallipoli, Bagdad, Salonique, n'eussent pas été entreprises, ou eussent été maintenues dans des bornes très réduites.

On peut insister sur ce que, n'étaient ces diversions, les Allemands auraient amené des Turcs et des Bulgares sur le front occidental. C'est plus que douteux. Turcs et Bulgares avaient pour leur part d'autres objectifs, tels que l'Egypte et la Macédoine, et si la Bulgarie avait pu s'emparer de la Macédoine, il est fort possible qu'elle se serait contentée d'occuper ce qu'elle aurait conquis. En admettant même qu'il y eût le risque que l'Allemagne obtînt des renforts par ce moyen, il n'en reste pas moins vrai que tous ces théâtres à côté nécessitant d'interminables trajets par mer où chaque transport, chaque approvisionnement, devait affronter le péril des sous-marins, entraînait une tension nerveuse et un gaspillage qui faisaient plus que contrepoids à l'avantage que l'on en pouvait retirer. Même s'il fallait combattre quelque part les Turcs et Bulgares, nous l'eûmes sûrement fait avec plus d'avantage sur le terrain où notre propre ligne de communications était la plus courte et offrait le plus de sécurité — c'est-à-dire le front occidental. Au lieu de cela, nous envoyions des forces qui eussent pu servir à l'ouest, pour rencontrer des Turcs et des Bulgares là où nous avions tous les désavantages au point de vue des communications. Les suggestions les plus variées ont été faites sur la façon dont on aurait pu en finir plus tôt avec la guerre ; celle de la concentration sur le front occidental de toutes les forces disper-

sées dans les « à côtés » vaut au moins que l'on s'y arrête. La moralité est qu'il faudra, aux civils de l'avenir, s'assurer de ce que les avis militaires les plus compétents et les plus responsables tiennent pour le centre et le point capital de la guerre, et, après s'en être assuré, de maintenir dans les bornes les plus restreintes tout ce qui tendrait à distraire de ce point la force nécessaire.

Il n'est pas possible de diviser la plus haute autorité militaire — il faut que le gouvernement choisisse quelqu'un pour commander. S'il cesse d'avoir confiance en ce chef, il doit le remplacer, car si les avis militaires sont incompétents et erronés, il n'est pas de gouvernement qui puisse sauver le pays d'un désastre. Il ne reste alors qu'un espoir, qui n'est d'ailleurs pas irréalisable, c'est que le gouvernement ou les autorités militaires ennemis soient encore plus incompétents. Si, dans cette guerre, les avis s'étaient concentrés dans le sens indiqué plus haut de façon à en bien pénétrer le Cabinet, ils eussent agi irrésistiblement, car je crois bien que les propres vues de Kitchener s'en fussent trouvées confirmées, et son autorité au Conseil des Ministres, renforcée, eût pu s'exercer plus efficacement. Au lieu de cela, les suggestions diverses concernant des opérations militaires dans différentes parties du monde furent trop discutées comme des questions isolées, alors que la considération primordiale eût dû être leur conformité; il aurait fallu un seul centre stratégique. Cette critique s'applique aux gouvernements Alliés tout comme au nôtre.

Après une année d'expérience de guerre, le Cabinet commença à insister sur la nécessité d'avoir au War Office un véritable Etat-Major général. Kitchener céda à sa pression ainsi qu'à l'inquiétude croissante du public au sujet de la conduite de la guerre et finalement, vers la fin de 1915, Sir William Robertson fut nommé à un poste nettement défini en qualité de Chef de l'Etat-Major Général. Dorénavant nous aurions devant nous une opinion militaire raisonnée pour tout ce qui avait trait à la stratégie. Kitchener accepta loyalement cette décision qui, à la vérité, fortifiait considérablement sa position, et il n'y eut pas de raison de supposer

que son opinion ait différé de celle de l'Etat-Major. Cependant il paraissait toujours ne pas comprendre la nécessité qu'il y eût à la fois au War Office un Ministre et un chef d'Etat-Major, et donnait l'impression de se sentir presque écarté. Quelques mois plus tard on jugea que sa personnalité et son autorité seraient d'un précieux effet en Russie pour apporter au Tsar et au gouvernement russe des encouragements et coordonner la stratégie alliée. Il entreprit volontiers cette tâche difficile, comme s'il sentait qu'elle lui donnerait un nouveau champ d'action et qu'il serait plus utile là-bas que chez nous. Cette visite eût pu être d'un prix inestimable pour la Russie et pour les Alliés : le désastre du *Hampshire* sur lequel il s'embarqua pour la Russie fut l'une des grandes tragédies de la guerre.

Je vais à présent m'occuper séparément de deux théâtres secondaires d'opérations et cela uniquement pour compléter ce qui a déjà été écrit et pourrait l'être encore à leur sujet par d'autres.

1. Les Dardanelles.

Je me souviens très nettement que l'attaque des Dardanelles fut acceptée à la condition expresse que ce serait uniquement une opération navale et ne devant en aucun cas comporter l'emploi de troupes. Les armées françaises et britanniques luttaient à mort avec les Allemands sur le front occidental, la situation y était fort critique pour les Alliés, aussi importait-il que l'on n'en distrayât pas le plus petit élément pour un autre front à moins de nécessité absolue. Si l'attaque des Dardanelles échouait, il fallait la traiter comme une simple démonstration navale et l'abandonner. C'est sous cette seule condition que Kitchener s'y rallia.

La première attaque parut fort bien réussir et l'on grossit aussitôt si démesurément l'importance de l'opération qu'il devint impossible de la traiter après cela comme une simple diversion. Si le premier succès se fût confirmé, c'eût été sans inconvénient, mais l'attaque se trouva arrêtée, nous perdîmes plusieurs unités au cours d'opérations subsé-

quentes, et force fut de reconnaître qu'il n'était pas possible de prendre les forts sans troupes de terre. Nous étions nettement compromis et contraints à l'attaque des Dardanelles, comme à un effort important auquel nous ne pouvions nous soustraire sans admettre une sérieuse défaite. On demanda donc à Kitchener de fournir des contingents pour des opérations terrestres à Gallipoli, afin d'appuyer la flotte. C'était précisément ce qu'il avait expressément stipulé qu'on ne lui demanderait pas (1), mais devant les événements il ne pouvait s'y refuser. On a critiqué l'attitude qu'il adopta par la suite à l'égard de la campagne de Gallipoli. Je ne suis pas à même d'en juger, mais il ne serait que juste envers sa mémoire de se souvenir qu'il fût, en se trouvant entraîné dans des opérations de terre aux Dardanelles, la victime de circonstances indépendantes de sa volonté et contre lesquelles il s'était violemment élevé. Lorsque fut finalement prise la décision d'abandonner Gallipoli, Kitchener fit, de nous tous, la plus tragique figure; comme nous encore, il craignait que le retrait des troupes ne pût s'effectuer sans catastrophe, et que si les premiers contingents partaient sains et saufs, il ne pourrait en être de même pour les derniers. Kitchener ne s'abandonna jamais, même en ces jours si sombres, mais il sentait sa responsabilité vis-à-vis de l'armée, et en souffrait intensément. Fort heureusement toutes les troupes s'en tirèrent.

Les critiques les plus violentes furent dirigées contre Churchill, naturellement considéré comme l'initiateur de l'affaire, malgré que tous ceux d'entre nous qui y consentirent eussent leur part de responsabilité. Nous apprîmes plus tard que les forts turcs étaient dans un tel état que si l'attaque de la flotte avait été poussée un jour de plus, elle eût pleinement réussi par ses seuls moyens : il s'en fallut donc de peu que l'entreprise n'aboutît.

Aussi bien, des objections diplomatiques s'opposaient à la

(1) On assure qu'il eût fallu dès l'abord faire de l'expédition des Dardanelles une opération combinée navale et militaire. Il ressort de ce qui précède que si une pareille proposition avait été faite, l'opération n'eût jamais été agréée.

tentative de forcer les Dardanelles — nous en parlerons lorsque ce récit étudiera les événements sous l'angle politique. Il suffira de dire ici que toute la responsabilité me revient de ne les avoir pas fait valoir d'avance comme une raison pour ne pas entreprendre l'opération.

2. *Anvers.*

Il m'a paru équitable envers Kitchener d'évoquer mes souvenirs de l'origine et du début de l'affaire des Dardanelles. J'en vais à présent faire autant et dans la même intention pour l'expédition de Churchill à Anvers. C'est également l'un des incidents qui se dressent dans mes souvenirs avec une netteté dramatique et qui valent, pour cette raison, d'être racontés en détail.

Je me trouvais encore chez Haldane à Queen Anne's Gate, ma propre maisonnée s'étant déjà transportée à Fallodon où je n'avais bien entendu pas pu la suivre. Il était minuit, le 2 octobre, et j'allais me mettre au lit, lorsque l'on vint me dire que mon Secrétaire particulier au Foreign Office me demandait au téléphone. J'y allai et appris que l'on était occupé à déchiffrer un télégramme arrivé de Belgique annonçant que les Belges avaient décidé d'abandonner Anvers immédiatement. Cette nouvelle était tout-à-fait inattendue, et nous portait un grand coup. Je me rendis aussitôt au Foreign Office; Churchill avait déjà quitté l'Amirauté en route pour Dunkerque pour une quêstion navale quelconque ; mais il venait seulement de partir et des mesures furent prises pour l'arrêter en cours de route et lui communiquer la nouvelle. Le déchiffrage du télégramme étant achevé, je le lus, le mis dans ma poche, et me rendis chez Kitchener en laissant des ordres pour que Churchill sût où me trouver.

Kitchener était couché; on n'avait pas encore eu le temps de lui faire tenir une copie du télégramme. Il descendit bientôt en robe de chambre et je la lui remis. Il en fut aussi surpris et bouleversé que moi. Nous décidâmes d'attendre Churchill, et je n'ai pas souvenir que nous ayions beaucoup

rompu le silence pendant cette attente. Peu de temps après, Churchill entra avec le Prince Louis de Battenberg, qui était alors First Sea Lord (1). Churchill avait déjà pris une décision. A peine entré dans la pièce, il nous déclara qu'il fallait à tout prix arrêter l'abandon d'Anvers et annonça qu'il s'y rendait immédiatement dans ce but.

J'émis un avis circonspect pour le détourner de l'entreprise, non pas qu'elle me parût absurde ni indésirable en soi ; bien au contraire, tout ce qui serait susceptible d'empêcher la chute d'Anvers valait qu'on le risquât, et si, comme ce semblait être le cas, l'intention d'abandonner une place aussi importante était due à la panique, l'énergie, la fertile imagination et le courage de Churchill pouvaient fort bien sauver la situation. Cependant il eût été quelque peu effarant que le Ministre de la Marine britannique courût le risque d'être enfermé à Anvers. Kitchener réserva son opinion jusqu'à ce que Churchill ait entièrement développé son projet. Le voici en quelques mots. Les Allemands n'attaquaient pas Anvers en force — tout le mal provenait d'un seul gros canon, qui était en train de démolir l'un après l'autre des forts considérés comme imprenables, et qui l'étaient, en effet, avant l'invention de ce nouvel engin — lequel n'était soutenu que par des contingents restreints. Tout indiquait que les Allemands ne pourraient les renforcer ni facilement ni rapidement ; si donc on pouvait détacher deux divisions alliées, les Allemands seraient repoussés et Anvers sauvé. L'essentiel était donc de retarder l'abandon d'Anvers, ce que Churchill était certain de pouvoir obtenir par le fait même de sa présence, à condition de pouvoir donner l'assurance que l'on enverrait deux divisions au secours de la ville et cela sous peu de jours. Telle était la situation et les perspectives qui se présentaient à nous en cette consultation nocturne.

Churchill et Kitchener entamèrent une discussion sur la possibilité d'affecter deux divisions à ce projet. La 7e division britannique n'était pas encore en ligne, il y avait donc le temps de la détourner sur Anvers, Kitchener pouvait en

(1) Premier Lord de la Mer — ce qui équivaût à Président de la Commission technique navale. (N. d. T.).

répondre, mais il ne pouvait assurer que les Français veuillent ou puissent envoyer une division pour se joindre à la nôtre. Il pensait que ce pourrait ne pas être impossible et était prêt à le demander; si le risque d'un empêchement était lourd de conséquences, il fallait néanmoins le courir, car le départ de Churchill ne pouvait être différé jusqu'à ce que la demande ait été adressée au Haut Commandement français et sa réponse parvenue — s'il partait, il fallait que ce fût tout de suite.

Kitchener donna finalement un avis favorable à ce projet, auquel j'acquiesçai à mon tour. Le First Sea Lord devrait naturellement rester pour s'occuper de tout ce qui pourrait surgir à l'Amirauté. Churchill repartit donc, non plus cette fois pour Dunkerque, mais pour Anvers. La suite est connue; je laisse à d'autres le soin d'en faire le récit mieux que je ne le saurais. Churchill retarda effectivement la chute d'Anvers, mais l'envoi d'une division française se trouva être impraticable et la ville fut occupée par les Allemands.

Le fait a été très critiqué. Je n'ai pas la compétence voulue pour le juger du point de vue militaire, mais comme j'y avais participé, il est juste que je rapporte ici mon souvenir indépendant des circonstances en lesquelles il fut décidé que Churchill se rendrait à Anvers. Sans doute, l'idée et l'initiative lui en reviennent, tout en faisant partie cependant d'un plan concerté: ce ne fut pas le fol exploit d'un esprit passionné d'aventure.

Je n'ai que peu parlé des Dominions, parce que leurs communications ne passaient pas par le Foreign Office.

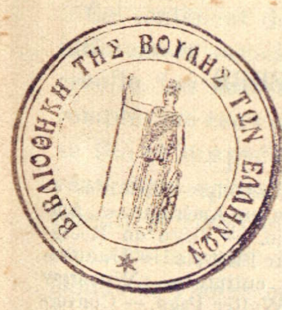
Leur rôle pendant la guerre, le nombre énorme d'hommes qu'ils envoyèrent, les sacrifices consentis par eux, figurent en bonne place dans nos annales. La valeur matérielle de l'aide qu'ils apportèrent est universellement reconnue: leurs faits d'armes, notamment à Gallipoli, sont célèbres. Ce qui ne saurait être illustré par des chiffres ni exprimé par des récits d'exploits militaires, c'est l'inappréciable valeur morale de leur appui. Rapidement, spontanément sans qu'il fût besoin de consultations ni de persuasion, ils

apportèrent leur aide. L'effet pratique n'en pouvait être immédiat sur la ligne de feu, on le savait ; il fallait aux contingents des Dominions le temps d'arriver, d'être organisés instruits — mais l'effet moral fut instantané. Le choc de se trouver subitement en état de guerre n'avait révélé ni défaillance ni faiblesse au cœur même de l'Angleterre : ce fut tout au contraire l'éveil d'un esprit d'indépendance et de vigueur. Mais les nouvelles venues des Dominions le portèrent plus haut encore. Ceux qui ont observé la mer lorsque déferle une vague immense dépassant le point déjà atteint par la marée, savent qu'une deuxième vague, suivant l'impulsion de celle qui ondule encore, portera le flot au-delà de la limite prévue. Ils savent qu'il est essentiel pour cela que la deuxième vague se lève et suive rapidement la première. Cette comparaison peut servir à illustrer l'effet que nous produisit l'appui si prompt des Dominions. Il est difficile d'exprimer par des mots des effets tels que celui-là — ils sont impondérables et cependant puissants et pénétrants. Voici un souvenir à titre d'exemple.

Peu de temps après la déclaration de guerre, je rencontrai dans Saint-James's Park, Albert Grey — feu le Comte Grey : nous cheminâmes côte-à-côte : il était dans la plus grande joie, non pas qu'il aimât la guerre, car c'était un homme doux et désireux du bonheur de l'humanité, haïssant tout ce qui pouvait y porter atteinte, ce n'était pas non plus parce que des calculs précis de puissance ni une confiance aveugle le rendaient certain de la victoire, il ne parla pas du tout de la guerre ni de ses chances, mais uniquement de l'esprit magnifique manifesté par la Communauté des nations britanniques. Il en était transporté à un point tel qu'il me déclara qu'il se réjouissait d'avoir vécu pour voir poindre ce jour. Ce qui l'inspirait ainsi, c'était la vision des peuples de Grande-Bretagne et des Dominions unis en une résolution et un effort sublimes, qui soulevait son cœur jusqu'au *summum* de l'enthousiasme et de la confiance.

Ce chapitre sur la guerre n'a traité que de questions militaires. Il contient quelques observations susceptibles d'être utiles à des civils qui pourraient se trouver appelés dans

l'avenir à faire partie d'un Conseil de guerre, et aussi quelques détails qu'il semblait bon de fournir pour compléter leur documentation sur certains points. Ce qui va suivre traitera du côté diplomatique de la guerre, dont le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères était directement informé et responsable.



CHAPITRE XXI

L'AMÉRIQUE ET LA GUERRE

Relations de la Grande-Bretagne avec les Etats-Unis. — Affinités et incompatibilités. — Eléments anti-britanniques en Amérique. — Ambassadeurs récents. — Whitelaw Reid et Bryce. — Visite de Roosevelt en Angleterre en 1910. — Son discours sur l'Egypte. — Une promenade avec lui dans la New Forest. — Sa culture. — Woodrow Wilson et les droits de transit de Panama. — Walter Page. — Conversations au sujet du Mexique. — Villa et Huerta. — Les vues de Page sur la guerre. — Son appui et ses encouragements.

Les rapports de la Grande-Bretagne avec les Etats-Unis diffèrent de ceux qu'elle entretient avec les autres nations. Nous parlons la même langue, et la jurisprudence de nos deux pays est fondée sur la loi communale de l'Angleterre. La constitution Américaine fut élaborée et établie par des hommes de race britannique dont les descendants, fiers encore de leur origine, conscients de la parenté de sang et de leurs traditions communes, forment, pour une large part, l'actuelle population des Etats-Unis. Le peuple tout entier est attaché au gouvernement démocratique et à la liberté humaine. La frontière du Canada, partie importante de l'Empire britannique, est de quelque 3000 milles, et les relations entre l'Amérique et le Canada sont telles qu'il n'y a pas un seul régiment, voire même un seul soldat pour garder cette frontière : le monde n'a jamais rien connu d'aussi exemplaire, de paix aussi confiante entre pays limitrophes et différents que les rapports entre les Etats-Unis et le Canada. Il y aurait matière à d'innombrables discours basés sur la supposition que les relations entre l'Angleterre et l'Amérique doivent être plus sympathiques, intimes et sûres

que celles de n'importe quels autres pays étrangers — et l'on ne se fait pas faute de discourir sur ce sujet.

Il est, par ailleurs, d'autres influences moins agréables qui restent inexprimées lorsqu'Anglais et Américains se trouvent réunis et veulent se témoigner mutuellement de la politesse.

Ce sentiment de communauté de race et d'origine est intimement associé au souvenir historique d'une guerre cruelle. Les Américains ne semblent pas toujours se rendre compte que ceux qui quittèrent l'Angleterre pour échapper au Roi et aux prélats n'étaient pas les seuls Anglais de leur génération aspirant à la liberté. Il en est d'autres qui demeurèrent, et établirent avec le temps sur leur sol natal une démocratie aussi libre que celle fondée dans le Nouveau Monde de l'autre côté de l'Atlantique. Les générations successives ont été élevées en Angleterre à considérer la séparation des Colonies américaines comme l'œuvre d'un Roi à idées étroites, mort il y a plus d'un siècle, et comme le résultat d'un système politique qui nous paraît aujourd'hui tout aussi désuet et insupportable qu'à la population des Etats-Unis. Il semble pourtant que, tandis que ce changement se produisait dans notre pays, certains Américains ignorants de la Grande-Bretagne d'aujourd'hui nous jugent encore au même point qu'au dix-huitième siècle, ce qui fait que même entre Américains et Anglais de même souche peut subsister à la fois le sentiment de vindicte historique et celui de la proche parenté.

L'Empire britannique comprend aussi des pays habités par d'autres races, héritage de générations antérieures. Le problème du gouvernement de races dissemblables, de civilisation orientale, offre des particularités étrangères à l'expérience des Etats-Unis ; ceci peut leur rendre antipathique la politique britannique, car leur propre expérience de gouvernement aux Philippines est trop limitée et trop récente pour avoir pénétré le sentiment intime d'un pays aussi vaste et d'une population de tant de dizaines de millions.

On peut ajouter à cela que les conditions différentes pré-

valant en Angleterre et aux Etats-Unis ont inévitablement provoqué des divergences de politique, de perspective et de coutumes; et que chacun de son côté est apte à trouver à redire et même à mépriser ce qu'il ne comprend pas chez l'autre, parce que ce ne lui est pas familier.

Et en dehors de tout cela, il y a le fait qu'un grand nombre d'Américains ne sont pas du tout de race britannique, et que certains parmi ceux-là, plus particulièrement les Irlandais et les Allemands, ont des sentiments fortement anti-britanniques. Tout ceci a abouti à une certaine intimité — s'il est possible de la désigner ainsi — d'attraction et de répulsion, qui a rendu les rapports entre les Etats-Unis et l'Angleterre à la fois plus faciles et plus difficiles, plus cordiaux et plus intraitables, que ceux d'autres pays.

Il n'y eut, de 1905 à 1912, pas grand'chose entre nos deux gouvernements valant de retenir l'attention. Mon souvenir de cette période est de personnalités plutôt que d'affaires. La participation des Etats-Unis et l'influence du Président Roosevelt dans la Conférence d'Algésiras furent importantes, mais cette influence ne s'exerça ni sur nous, ni avec nous, et nous n'en sûmes rien à l'époque. Je ne l'appris que plus tard, non de source officielle, mais en une conversation privée avec Roosevelt, après qu'il eut quitté le pouvoir. De fait, ce chapitre sera presque tout entier consacré à des personnalités, d'abord dans les années antérieures à la guerre, parce que les rapports personnels présentaient plus d'intérêt que les rapports publics, et, plus tard, parce que j'eus à traiter les questions publiques, devenues d'un intérêt considérable, avec les personnalités importantes qu'étaient M. Walter H. Page et le Colonel Edward House.

M. Whitelaw Reid était Ambassadeur à Londres durant mes premières années au Ministère. Ses manières courtoises et bienveillantes, le sentiment d'amitié et de bon vouloir qu'apportait sa présence faisaient de chacune de ses visites au Foreign Office un réel plaisir pour le Secrétaire d'Etat. On avait peine à se rappeler que l'on causait avec l'Ambassadeur d'un autre pays. New-York n'est pas plus éloigné de Londres par la distance ni beaucoup plus par le temps qu'il

ne l'est de San Francisco, et M. et Mrs Whitelaw Rei étaient bien connus en Angleterre et faisaient partie de l vie sociale de Londres et de ses entours. Il n'y avait à cett époque nul heurt politique susceptible de mettre en bien grand relief le caractère d'un Ambassadeur des Etats-Unis aussi vivait-il parmi nous en ami, et sa mort fut-elle profon dément déplorée comme un deuil et un chagrin intime pa tous ceux qui le connaissaient.

La situation personnelle à Washington de notre représen tant M. Bryce était moins celle d'un Ambassadeur que d'un lettré distingué, qui, entre autres œuvres, en avait écri une, devenue classique, sur la constitution américaine. Il a dû contribuer largement à fondre les divergences nationales en un sentiment de fraternité littéraire, et je doute qu'aucun Ambassadeur ait jamais été autant que Bryce, par une com binaison des plus hauts dons intellectuels et de simplicité naturelle, à même de faire ressortir les points d'affinité e de sympathies propres à nos deux pays, et à les faire valoir auprès des Américains.

Avec Whitelaw Reid à Londres, Bryce à Washington, le Président Taft à la Maison Blanche, et aucune difficulté sérieuse, surgissant dans nos affaires respectives, il est facile de se figurer quelle période sereine traversa le Foreign Office en ce qui touchait aux Etats-Unis. C'est aussi pourquoi, en rappelant ces bonnes années, le séjour que fit en 1910 Théodore Roosevelt en Angleterre ressort comme un fait d'intérêt tout spécial.

Bryce m'avait écrit pendant que Roosevelt était encore Président, qu'aussitôt rentré dans la vie civile, celui-ci avait l'intention de voyager, notamment en Angleterre. N'y ayant jamais entendu le chant des oiseaux, il ferait en sorte que son voyage coïncidât avec cette saison, et aimerait que quelqu'un les connaissant bien, consacrât une journée à se promener avec lui et à lui désigner le nom des oiseaux qu'il entendrait chanter. J'avais en ma jeunesse passé de longues heures à identifier le chant des espèces variées, et avais entretenu, chaque année, le plaisir de les entendre et les reconnaître, de sorte que tous leurs chants m'étaient

restés familiers. Je répondis en conséquence que je serais ravi de remplir cet office, et désignai le mois de mai comme étant le plus favorable. Roosevelt quitta la Maison Blanche en 1909 et partit aussitôt chasser le fauve dans l'Est-Africain britannique, pour revenir par le Soudan, l'Egypte, et de là en Europe. Ce fut une randonnée royale ; les journaux en étaient remplis, l'Europe en retentissait ; les oiseaux chantaient, je doutais fort que leurs trilles seraient écoutés. Mais cela faisait partie des projets de Roosevelt, et il ne l'avait pas oublié, et pendant qu'il se trouvait encore sur le Continent, il pria Arthur Lee, qui devait être son hôte en Angleterre, de prendre avec moi les dispositions pour notre promenade aux oiseaux. Le programme de Roosevelt était déjà surchargé, aussi, n'était sa volonté de tout pousser à fond, cette promenade en aurait-elle été rayée, car il fallait lui réserver une journée entière. La dernière de son séjour fut la seule possible ; cela remit notre équipée jusqu'à la mi-juin, mais le temps fut propice, non pas chaud et sec, mais gris et humide, et les oiseaux s'égosillèrent à qui mieux mieux. Roosevelt raconta cette histoire en une conférence qu'il fit en 1919 à son ancienne Université, Harvard, elle n'a donc pas sa place ici, mais il est d'autres aspects de son séjour en Angleterre qui ne sont pas dépourvus d'intérêt.

Peu de temps après son arrivée, Whitelaw Reid amena Roosevelt au Foreign Office pour me voir. Roosevelt allait être reçu au Guildhall, on s'attendait à ce qu'il fît un discours, et désirant que je sois informé d'avance de ce qu'il allait dire, il m'apportait son manuscrit et se mit à m'en faire la lecture. C'était des louanges enthousiastes de l'œuvre de l'Angleterre au Soudan et en Egypte — louanges sans réserve, si raisonnées et si fortes que j'en éprouvai, en les écoutant, une ardente satisfaction. C'était le plus beau tribut jamais rendu par le citoyen d'un pays à l'œuvre d'un autre pays, et il émanait du citoyen le plus renommé des Etats-Unis à l'adresse de l'œuvre de gouvernement accomplie par la Grande-Bretagne en pays oriental, louangeant précisément la catégorie de travail que les Américains ont le plus tendance à critiquer et à regarder de travers. Cet

hommage nous était donc pratiquement aussi précieux qu'il était agréable à entendre. Puis vint la seule critique : Roosevelt s'était évidemment trouvé en contact avec des gens qui jugeaient que, depuis que Cromer avait quitté l'Egypte, la fermeté des vues britanniques fléchissait et son emprise se relâchait. Ses paroles exprimèrent non point seulement un encouragement, mais un avertissement.

« Poursuivez votre belle œuvre — mais si vous ne devez pas le faire, si votre intention est de l'abandonner, alors allez-vous-en de suite » — tel en était le sens général.

Sa lecture terminée, Roosevelt me demanda si j'avais une objection à faire à son discours. C'eut été mesquin de dire que nous appréciions les louanges mais nous irritions de la critique, de lui demander de s'en tenir au tribut offert, mais de supprimer le conseil. Je jugeai sans l'ombre d'hésitation que ce discours était pour nous, dans son ensemble, d'une telle valeur que je n'y demanderais aucune modification et l'accepterais tel qu'il était. Combien il valait mieux recueillir un pareil éloge de l'œuvre accomplie en Egypte et au Soudan que les habituels lieux-communs polis dépourvus de conviction et de force ! S'il était des gens qui, après avoir bu les éloges, se trouveraient vexés du conseil donné, tant pis pour eux, c'est qu'ils le méritaient.

Ce discours (1) fut donc prononcé tel qu'il m'avait été lu. Lord Cromer qui se trouvait présent en fut enchanté ; mais il souleva les critiques de ceux qui considéraient que l'Ancien Président des Etats-Unis n'était pas qualifié pour donner des conseils. La réponse était aisée : il n'avait pas plus qualité pour louer.

L'avis en soi était fort sensé, et touche au tréfonds de la situation britannique en Afrique et en Asie ; nous restons dans certaines parties de ces continents, parce que nous y pouvons accomplir certaines choses : administrer efficacement à l'abri de la corruption, préserver l'ordre, développer le pays, etc, mieux que ce ne serait fait sans nous. Soyons donc bien certains d'accomplir ces choses et de notre inten-

(1) 31 mai 1910.

tion de continuer à les faire : là réside notre seule justification de rester dans le pays. Si nous ne le faisons pas ou n'avons plus l'intention d'atteindre à ce résultat, mieux vaut pour nous en sortir, et que ce soit bien décidé dans un sens ou dans l'autre, au vu et au su du monde.

Depuis que parla Roosevelt, nous avons jugé bon de quitter l'Egypte, mais de rester au Soudan. S'il entre dans nos intentions d'y maintenir et d'y poursuivre l'œuvre que Roosevelt louait si hautement, il importe que nous définissions notre but et notre décision avec autant de précision que nous avons apporté à ne plus continuer nos efforts en Egypte.

Au cours de la promenade avec Roosevelt et de la soirée que nous passâmes dans une auberge de la New Forest, notre attention alla surtout aux oiseaux, mais la conversation s'étendit également à d'autres sujets. Il était très inquiet des événements qui s'étaient produits dans son pays depuis qu'il avait cessé d'être en fonctions ; ceci touchait à la politique intérieure et à l'administration des Etats-Unis que je ne connaissais pas assez pour m'en former une opinion. Il parla de Taft et des travaux accomplis en commun avec une très vive affection ; son désir avait été que Taft lui succédât, aussi l'avait-il non seulement appuyé, mais il lui avait en quelque sorte fait place. Comment pourrait-il à présent rompre avec Taft, l'attaquer ? On sentait, à entendre Roosevelt s'exprimer, toute sa sincérité et la profondeur de son sentiment. Mais comment, d'autre part, se tenir coi, et assister à la destruction de toute son œuvre et de toutes les mesures politiques en lesquelles il avait foi ? Il n'avait encore rien décidé, mais l'on sentait qu'il brûlait d'un feu intérieur dont la conséquence serait non pas de consumer sa fougue, mais de lui communiquer un regain d'énergie, de décision et d'action. On sait quelle en fut, en l'espèce, la manifestation.

L'impression populaire envers Roosevelt, telle que l'avait donnée la presse, était d'une personnalité frappante et de grand poids ; elle était cependant incomplète à un certain point de vue. Sa renommée était celle d'un homme d'action, ce qui attirait particulièrement la masse publique, mais

l'on ignorait presque qu'il était aussi d'une culture remarquable. Le lettré est souvent tout l'opposé de l'homme d'action, et c'est chose rare que de rencontrer ces deux facultés, à un degré éminent, dans le même individu. L'homme possédant des connaissances étendues est souvent d'esprit si équilibré que ses opinions s'en ressentent parfois au point d'être hésitantes ; lorsqu'il exprime un avis, il prendra le temps d'éviter trop d'insistance sur un point, de faire des restrictions, ou de donner une forme choisie, littéraire, à la pensée ; il fuit le style à l'emporte-pièce. Roosevelt savait être rude, était toujours tout d'une pièce, et sa manière de se comporter en toute controverse était celle d'un batailleur. C'est pourquoi sans doute en venait-on à oublier l'étendue de son savoir — peut-être même supposait-on qu'il n'avait pas eu le temps d'en acquérir dans la précipitation de son existence, ce qui était tout l'opposé de la réalité. Pour ne prendre, par exemple, qu'un détail insignifiant, ses connaissances sur les oiseaux étaient fort remarquables, d'autant plus que sauf quelques exceptions, les oiseaux de l'Amérique du Nord sont différents des nôtres. Il y a plus de rossignols et d'alouettes notamment que chez nous, mais pas de la même espèce. De tous les chants que nous entendîmes durant l'après-midi et la soirée de notre promenade, il n'en reconnut qu'un seul, celui du roitelet à crête d'or, comme à peu près pareil à celui d'un oiseau d'Amérique ; lorsque j'en parlai plus tard à M. Ogilvie Grant, il m'assura que la ressemblance était réelle, et que c'était d'ailleurs la seule que nous eussions pu rencontrer en cette occasion. Le temps était court, et les variétés d'oiseaux aperçus ou entendus n'avaient rien de remarquable — quarante ou cinquante au plus, mais il n'y en eut pas un seul dont Roosevelt ne connût la classification et les caractéristiques générales.

Lorsque je fus aux Etats-Unis l'année suivante, l'une des sommités en histoire naturelle m'assura que Roosevelt était le seul amateur qu'il eût jamais connu capable de prendre part à une conversation entre vrais experts sur les mammifères. Ceux qui étaient de compétence à en juger firent la

même découverte sur sa documentation en histoire. Il possédait une somme remarquable de connaissances tant par l'étendue que par le volume, et sa puissance d'assimilation rapide, au milieu d'une existence d'une activité soutenue aussi dévorante, devait être extraordinaire. Mais lorsqu'il discutait, il coupait au plus court pour arriver au but.

J'entendis un jour quelqu'un lui demander s'il serait possible aux Etats-Unis de transformer en loi un budget comportant des modifications de taxations analogues à celles que proposait Lloyd George dans son budget de 1909. La réponse ne fut pas un savant exposé des limitations de la Constitution américaine, mais tout simplement ceci : « Cela dépendrait si un juge de la Cour Suprême retomberait pile ou face. »

Il faut laisser à ceux qui connaissaient intimement à la fois lui et les Etats-Unis de décider dans quelle mesure la guerre européenne se fût trouvée affectée, si Roosevelt avait été Président en 1914.

En 1912, Woodrow Wilson fut élu à la Présidence, et eut, en 1913, à s'occuper de la question si controversée des droits de passage du Canal de Panama. C'étaient les Etats-Unis qui avaient financé, entrepris, et mené à bien la construction du Canal. Ils demandaient en conséquence que leur marine marchande bénéficiât de droits préférentiels. Pourquoi, en effet, les bateaux des pays qui n'avaient en rien contribué à la construction du Canal en auraient-ils tous les avantages au même titre que ceux des Etats-Unis? La réponse à cette question se trouvait dans le traité conclu avec l'Angleterre et où l'Amérique s'engageait à ne pas attribuer de droits préférentiels à son propre trafic maritime, dans l'éventualité de la construction du Canal.

Dans chaque génération tout pays déjà puissant hérite, pour la durée d'une existence, d'une réputation déjà établie. Il est en quelque sorte le gardien de cette réputation, et doit la transmettre à la postérité, préservée, diminuée ou accrue ; aux historiens d'en juger par la suite moralement et matériellement. Rien ne peut lui assurer une place privilégiée

dans l'histoire autant que de pouvoir écrire dans ses annales que, là où l'honneur et l'intérêt parurent se trouver en conflit, c'est à l'honneur que fut donné le pas sur l'intérêt propre. La présente génération se trouve avoir à ce point de vue, aux Etats-Unis, une situation d'exceptionnelle responsabilité à la fois, et d'avantage ; elle est plus libre que toute autre nation au monde de choisir la décision qu'elle fera sienne dans n'importe quelle controverse avec un autre pays. Elle n'a pas de rivale dans les continents d'Amérique. Sauf l'exception — peu importante — des Philippines, son territoire est à l'abri de toute attaque sérieuse d'une autre Puissance. Elle est potentiellement si forte en toutes les ressources nécessaires à la guerre, si indépendante tant financièrement que commercialement, que ses décisions en politique ne sauraient être influencées par aucune pression extérieure. La décision du Président Wilson dans cette question des droits du Panama constitua un exemple unique et formel plaçant l'inviolabilité d'un traité au-dessus de l'intérêt immédiat et personnel. Il fut remarqué comme tel à l'époque et ne devrait pas être oublié.

Ce fut, après la mort de Whitelaw Reid et l'élection de Woodrow Wilson, M. Walter Hines Page que l'on envoya comme Ambassadeur d'Amérique à Londres et l'on donna à entendre qu'il venait à titre d'ami personnel possédant toute la confiance du nouveau Président, ce qui lui servit ici de lettres de créance auprès de l'opinion publique pour laquelle il était inconnu. Il fut reçu avec cordialité, sans que personne pût prévoir l'immense importance qu'il acquerrait, car il eût fallu, pour s'en rendre compte, la plus intime connaissance de l'homme aussi bien qu'une prescience prophétique de la guerre.

Nos premiers rapports diplomatiques eurent trait au Mexique. La longue domination du Président Diaz avait pris fin, suivie, c'était fatal, d'un état d'anarchie et de confusion que ne pouvait manquer de produire la retraite de cette figure remarquable et de cette main vigoureuse. Huerta, s'emparant de l'autorité centrale, s'était proclamé Président, mais son autorité était tenue en échec par

d'autres personnalités et leurs partisans. Nous n'avions aucune intention d'intervenir ni d'influencer la situation ; notre rôle se bornait à attendre que les Mexicains aient stabilisé leur gouvernement, de faire appel à l'autorité centrale lorsqu'il y en aurait une en état de protéger les légitimes intérêts commerciaux britanniques dès longtemps établis, ou de laisser aux intéressés le soin de s'arranger sur place de leur mieux, tant qu'il n'y aurait pas d'autorité compétente avec laquelle la diplomatie pût traiter.

La politique du Président Wilson, telle que me l'exposa Page, était d'amener un état de chose meilleur au Mexique ; il me cita le précédent de Cuba. Cette île était tombée dans le chaos ; les Etats-Unis intervinrent à plusieurs reprises jusqu'au rétablissement de l'ordre et d'un gouvernement régulièrement constitué. Si celui-ci était renversé à nouveau, l'Amérique interviendrait encore jusqu'à ce que Cuba ait compris qu'elle devait se gouverner convenablement. Il conviendrait d'appliquer la même politique au Mexique. Diaz avait su maintenir l'ordre, mais son règne avait été une tyrannie ; l'heure était venue, maintenant qu'il avait pris fin, d'assurer l'instauration d'un gouvernement civilisé d'un modèle moderne éprouvé. Cette politique était purement altruiste, sans aucune intention d'avantages matériels, son but était de faire servir l'influence des Etats-Unis au relèvement d'un voisin arriéré vers un plan plus élevé. Je ne prétends pas rendre les paroles exactes de Page, mais le sens de ses déclarations telles que je les compris : ce projet lui plaisait pour son but idéal. Nous ne nous trouvions pas toujours en sympathie dans ces conversations sur le Mexique. Je marquai très nettement que nous accéderions tout à fait passivement à toutes les mesures que les Etats-Unis jugeraient bon d'y prendre, mais ne pus témoigner le moindre enthousiasme pour le projet. La première mesure pratique de la politique du Président Wilson fut de se débarrasser de Huerta, que l'on assurait être de réputation tarée et de moralité douteuse. Je n'avais pas à me mêler de défendre Huerta, mais j'avoue que je manquais d'enthousiasme à entendre parler du général Villa, l'un des principaux adversaires de Huerta,

comme étant « l'Epée de la Révolution » à Mexico. Villa avait tué de sang-froid un sujet britannique, et l'on avait peine à croire que la morale serait plus assurée, si on le substituait, ou l'un de ses semblables, à Huerta. De fait je ne voyais guère ce que gagnait la morale au Mexique à l'appui d'une faction contre l'autre, aussi avais-je l'impression que Page me trouvait froid. Il ne faudrait pas croire qu'il suggérât une coopération britannique, c'eût été contraire à la politique déterminée d'avance par les Etats-Unis, mais il voulait que nous sachions en quoi celle-ci consistait et que nous n'y mettions pas obstacle en soutenant Huerta, qui devrait forcément s'en aller, puisque les Etats-Unis en avaient ainsi décidé, car il ne pourrait tenir à la fois contre cette influence et celle de ses ennemis à Mexico.

J'acceptai la situation, et Page accepta de son côté mon assurance que nous ne nous mêlerions pas d'appuyer Huerta, quoiqu'il crût que les intérêts commerciaux britanniques au Mexique le fissent. J'étais, pour ma part, entièrement ignorant de ce qui se passait là-bas, et étais tout disposé à compter sur le gouvernement des Etats-Unis pour veiller à ce que les intérêts de nos compatriotes fussent respectés, quand il assumerait la responsabilité des événements, mais jusque-là, le fait même que le gouvernement britannique ne pouvait intervenir dans la révolution mexicaine ni protéger ses intérêts commerciaux impliquait que les intéressés étaient en droit de conclure sur place les accords qu'ils jugeraient à propos avec ceux qui étaient susceptibles de les protéger ou de leur nuire. Page tenait à voir un idéal dans la politique mexicaine de Wilson: j'eusse volontiers sympathisé avec cet idéal et attaché foi au but moral de cette politique, mais ma conviction intime était que, moralement, Huerta et ses adversaires se valaient. Si je m'étais rendu compte alors, comme j'appris à le faire plus tard, à quel point Page était attaché au principe d'un idéal de justice dans les affaires publiques, et combien il était indifférent à tout ce qui n'était pas cela, j'eusse marqué moins de réserve, j'eusse été plus ouvert au cours de nos conversations sur le Mexique. L'heure était proche où dans l'angoisse et l'extrémité de la

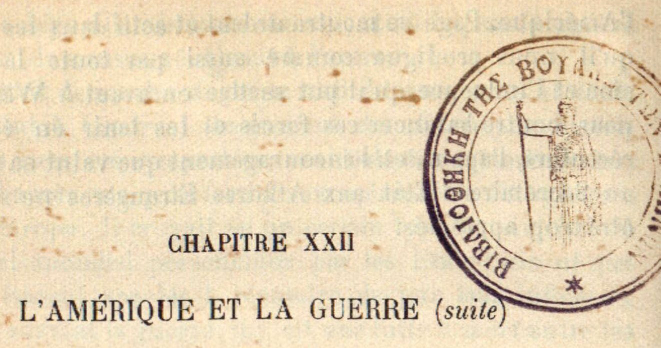
guerre, je dépouillerais toute réserve, et où la pensée entière de chacun de nous se révèlerait à l'autre.

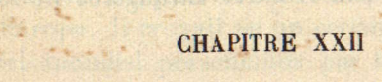
Page était de souche anglaise authentique, mais il était, en arrivant à Londres, absolument et entièrement Américain. Ses vues, ses sympathies, ses idéals étaient américains, et c'est d'après eux qu'il forma son opinion de l'Angleterre et de l'Europe. Il croyait en un certain type de civilisation et d'idéal mondial personnifiés par les Etats-Unis et que ceux-ci étaient appelés à répandre de par leur influence. Lorsque survint la guerre, il y vit une lutte à mort entre les forces en Europe tendant vers l'idéal américain et celles qui voulaient détruire cet idéal et le remplacer par quelque chose qu'il tenait pour haïssable : c'était donc un conflit suprême entre le bien et le mal. La violation de la Belgique fut pour nombre de gens comme un véritable coup et une offense — une atteinte cruelle portée à un petit pays inoffensif. Pour Page, ce fut plus que cela — quelque chose qui ébranlait les fondations de tout ce qui rendait le monde tolérable et le progrès possible. Son propre pays ne se trouvant pas, comme l'Angleterre, en danger immédiat, son esprit en était plus libre pour comprendre et sa vision plus nette pour voir l'immensité de l'enjeu. Au fur et à mesure que la guerre se prolongeait, je devins de plus en plus absorbé par le péril menaçant la Grande-Bretagne ; lui devenait aussi plus inquiet, mais du danger que couraient ses idéals, par crainte que son propre pays ne restât passif pendant que ceux-ci sombreraient.

Il fut dès le début d'avis que les Etats-Unis pourraient être promptement entraînés dans la guerre du côté des Alliés, si le but en était bien présenté et un grand appel fait par le Président. Il n'importe plus à présent qu'il ait eu ou non raison ; mais ce qui importe, c'est que son souvenir demeurera comme un vivant exemple du patriotisme le plus élevé — celui qui n'a pas seulement l'amour du pays, mais la foi en lui.

De formidables forces furent mises en mouvement durant les deux premières années de la guerre, dans le but de provoquer de dangereuses complications entre l'Angleterre et

l'Amérique. Page se montra ardent et actif dans les conseils qu'il nous prodigua comme aussi par toute la persuasion et l'influence qu'il put mettre en avant à Washington pour contre-balancer ces forces et les tenir en échec. Le réconfort, l'appui, et l'encouragement que valut sa présence au Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères ne sauraient être trop appréciés.





CHAPITRE XXII

L'AMÉRIQUE ET LA GUERRE (*suite*)

L'alliance japonaise et les intérêts américains. — Questions de contrebande. — La déclaration de Londres. — Le blocus de l'Allemagne. — Terrain délicat et incertain. — La liste des articles de contrebande. — Les raisons de ne pas inclure le coton. — Difficultés au sujet du cuivre. L'inconvénient des ordres donnés en Conseil. — Le cas du *Dacia*. — Russie et Suède. — L'exclusion du coton se justifie. — L'opinion aux Etats-Unis. — Un champ favorable à la diplomatie. — Propagande allemande. — Visites d'Américains en Europe.

Je vais à présent traiter en détail quelques-unes des questions qui furent soulevées entre nous et l'Amérique, pendant que se poursuivait la guerre.

L'Alliance japonaise fut dans les premiers jours un sujet quelque peu embarrassant et même inquiétant. Le Japon était tout prêt en tant que notre Allié à prendre part à la guerre : l'Extrême-Orient et tout le Pacifique s'étendaient devant lui et constituaient sa sphère d'action naturelle. Cependant la perspective d'une intervention japonaise illimitée souriait peu à l'Australie et à la Nouvelle Zélande qui considéraient déjà l'Allemagne, sa position et ses transactions dans le Pacifique avec méfiance, et eussent vu avec une réelle appréhension la substitution du Japon à l'Allemagne. De plus, ce qui avait également son importance, l'action japonaise pourrait bien être d'un effet désastreux sur l'opinion publique aux Etats-Unis, et pouvait même nous rendre le sentiment américain nettement antagoniste. Il était inadmissible que nous ne tenions pas scrupulement compte des intérêts et des sentiments de Dominions qui prenaient à la guerre une part active, prêts à en affronter

les périls et à faire avec un si beau patriotisme les plus grands sacrifices. Et nous n'osions courir le risque d'offenser les Etats-Unis. Il nous fallut donc expliquer au Japon que tout en réservant à son concours le meilleur accueil, son action devrait être limitée et que la main-mise qu'il projetait sur des territoires allemands ne devrait pas excéder certaines limites. Expliquer à un Allié que l'on accepte son aide tout en espérant qu'elle ne deviendra pas gênante, est un procédé dépourvu d'agrément et de grâce. C'était cependant non-seulement politique, mais essentiel pour nous comme pour les Alliés.

L'Alliance anglo-japonaise a pris fin, elle a été remplacée par l'accord de Washington auquel les Etats-Unis sont, comme nous, partie avec le Japon; mais durant les onze années où je fus Secrétaire d'Etat, le Japon demeura notre Allié. Pendant toute cette période, les obligations que pouvait nous imposer l'Alliance, les avantages dont pouvait se réclamer le Japon, ne furent jamais, de sa part, prétextes à exploitation. Le gouvernement japonais et ses Ambassadeurs se montrèrent des Alliés honorables et loyaux, qui comprirent, comme dans le cas du Traité de paix Bryan avec les Etats-Unis, les écueils auxquels nous-mêmes nous heurtions parfois, et ne manquèrent jamais d'aplanir les voies.

Ils saisirent au cours de la Grande Guerre l'occasion de fortifier leur position vis-à-vis de la Chine en Extrême-Orient. L'Europe était accablée par la lutte ; l'attention, puis enfin l'énergie des Etats-Unis étaient absorbées par elle ; l'occasion était donc, pour le Japon, immense et unique. Quelle est la nation occidentale qui, avec une population à laquelle des débouchés territoriaux étaient nécessaires, en eût usé avec plus, ou même avec autant, de discrétion ?

Les problèmes susceptibles de faire naître des difficultés entre le Japon d'une part, et l'Amérique ou les Dominions britanniques de l'autre, sont bien connus, ils sont très réels et comportent des points déterminés et insurmontables ; mais il est juste, et pourrait être utile, que ceux qui s'occupent de ces questions gardassent présent à l'esprit le

fait que le gouvernement du Japon fut pour nous, de longues années durant, un Allié équitable, sincère et fidèle, et que grâce à sa patience, aucune friction sérieuse n'est survenue pendant la guerre entre nous et les Etats-Unis à propos du Pacifique.

La controverse la plus difficile et la plus dangereuse que nous ayions eue avec l'Amérique se produisit pour des questions de contrebande et l'immixtion dans le commerce neutre qui en fut la conséquence. Mais qu'il me soit permis, avant d'aborder ce sujet, de dire un mot de la Déclaration de Londres.

Cette déclaration n'avait jamais été ratifiée, et ses prescriptions ne jouèrent pendant la guerre qu'un rôle secondaire (1). Ce n'avait pas été l'œuvre du seul Foreign Office, car l'Amirauté avait été représentée dans les négociations lorsqu'elle fut élaborée. Je l'avais toutefois encouragée et soutenue, et en étais le Ministre responsable.

La Déclaration fut votée à la Chambre des Communes, mais son rejet par la Chambre des Lords mit obstacle à sa ratification. Elle nous eût, si elle était réellement entrée en vigueur, gênée à certains points de vue, au début de la guerre principalement pour le contrôle de la contrebande, aussi revient-il un certain crédit à ceux qui s'y opposèrent et la mirent en échec. Autre chose, et de solution moins facile,

(1) Le 20 août 1914, le gouvernement britannique annonçait par proclamation « qu'il agirait selon les stipulations de la convention connue sous la désignation de *Déclaration de Londres* pour autant que ce puisse être praticable » mais en y apportant des modifications qui, aux yeux du Département d'Etat à Washington, annulaient en grande partie la déclaration originelle. Des incidents très critiques surgirent entre nous et les Etats-Unis et, le 29 octobre 1914, intervint une deuxième déclaration dont le principal effet fut de retirer l'application générale de la théorie du « voyage continu » à la contrebande conditionnelle (denrées alimentaires, principalement), ce qui eut pour résultat qu'une partie en put de la sorte pénétrer par des ports neutres jusqu'en Allemagne. Cette décision fut cependant rapportée par la suite et presque entièrement annulée par « l'ordre de représailles » du 11 mars 1915, lequel donnait pouvoir d'arrêter toutes marchandises, de quelque nature qu'elles fussent, à destination de l'Allemagne, ne laissant subsister la Déclaration de Londres que pour ce qui touchait au point de savoir si la contrebande conditionnelle pouvait être traitée comme prise.

Pour l'histoire diplomatique de cette question, cf. *La Vie et la Correspondance de Walter H. Page*. Ch. XII, édition française, Payot, Paris.

est d'établir si, la Déclaration ratifiée et observée par tous les belligérants, la balance d'avantages et de désavantages eût, ou non, penché en notre faveur. Si l'on avait, en l'observant, pu empêcher la guerre sous-marine contre les bateaux de commerce, elle nous eût épargné le plus grand péril que nous ayions couru pendant la guerre ; mais il est facile de répliquer à cela que si les sous-marins allemands ne s'étaient pas attaqués à la marine marchande, les Etats-Unis ne seraient pas venus se placer aux côtés des Alliés.

Il est d'ailleurs inutile de pousser la question : même si la Déclaration avait été ratifiée, elle eût été enfreinte. Le même esprit barbare qui introduisit l'usage des gaz empoisonnés — atteinte portée non-seulement aux lois de la guerre, mais à toutes les considérations humaines — en eût fait bon marché.

Une des leçons de cette guerre est que nous ne devrions nous lier à l'observation d'aucune de ses lois, à moins que nos consignataires ne s'engagent à les soutenir par la force, si besoin était, contre un ennemi qui les enfreindrait. Par exemple nous observâmes la règle interdisant l'usage des gaz asphyxiants jusqu'à ce qu'elle fût rompue par les Allemands, et lorsqu'ils l'eurent fait, nous n'avions ni gaz, ni moyens pour nous en protéger. Ce principe ne fut donc pour nous qu'un désavantage, car sa violation par les Allemands ne nous fut d'aucune utilité. Aussi bien serait-il dorénavant peu raisonnable de nous lier à l'observation de réglementations que d'autres sont bien décidés à enfreindre aussi longtemps qu'ils le peuvent faire avec impunité.

Pour revenir à la question de contrebande, il est certain que le blocus de l'Allemagne était essentiel à la victoire des Alliés, tandis que l'hostilité des Etats-Unis signifiait leur défaite certaine. Tout ce que pouvaient faire les Alliés après que Paris fut sauvé par la bataille de la Marne, c'était de tenir contre l'Allemagne. — L'Allemagne et l'Autriche possédant d'immenses réserves de munitions se suffisaient à elles-mêmes, tandis que les Alliés ne tardèrent pas à dépendre des Etats-Unis pour une suffisance d'approvisionnements. Mieux valait donc poursuivre la guerre sans décla-

rer le blocus s'il le fallait, plutôt que de risquer une rupture avec l'Amérique au sujet de la contrebande et priver ainsi les Alliés des ressources indispensables leur permettant de poursuivre la guerre avec quelque chance de succès. Le but de la diplomatie consistait donc à s'assurer du maximun de blocus que l'on pût imposer sans rompre avec les Etats-Unis.

Le terrain était délicat et incertain. La loi internationale a, de tous temps, été élastique ; neutres et belligérants à puissance navale inférieure n'ont jamais cessé de s'efforcer d'obtenir des réglementations de contrebande et de blocus comportant le minimum d'inconvénients pour le commerce. L'Allemagne et les neutres partageaient donc le même point de vue. Par contre, un belligérant possesseur d'une puissance navale supérieure ne manquait jamais de réclamer une interprétation des lois internationales justifiant le maximum de risques pour les marchandises susceptibles de parvenir à l'ennemi : c'était tout naturellement le point de vue de la Grande-Bretagne et des Alliés. Ce n'avait pourtant pas toujours été le nôtre. Dans les cas où nous étions neutres, nous avions contesté, dans l'intérêt de notre commerce, le droit maximum d'interférence réclamé par les belligérants, notamment lors de la guerre entre la France et la Chine, en 1885, lorsque les Français déclarèrent le riz contrebande de guerre. Cependant un principe général était admis — les marchandises étaient classées en trois catégories :

1° Articles libres et intangibles, même lorsque destinés à des ports ennemis, à moins que ces ports ne fussent compris dans un blocus effectif, — et la définition de ce qui constituait un blocus effectif dans les conditions modernes était sujet à controverse.

2° Articles de contrebande conditionnelle, ne devant être interceptés qu'au cas où l'on découvrirait qu'ils étaient destinés aux forces armées de l'ennemi.

3° Articles de contrebande absolue, dont on pouvait s'emparer en haute mer, quelle que fût leur destination en pays ennemi.

De toute évidence, la première mesure à prendre consis-

tait à inscrire sur la liste de contrebande absolue tous les articles essentiels aux armées modernes ; la seconde mesure, plus importante encore, était d'obtenir que les Etats-Unis y souscrivent. Si c'est le pays que je mets en première ligne, c'est parce que c'était le seul neutre qui pût efficacement discuter cette liste, et parce qu'il était à présumer que tous les autres Etats neutres souscriraient à ce que les Etats-Unis auraient accepté. Nous nous trouvions immédiatement sur un terrain contestable, car nous avions été obligés de mettre sur la liste de contrebande absolue des articles qui, dans des guerres antérieures, avaient été laissés libres ou tout au moins considérés comme contrebande conditionnelle. Il était des choses qui n'avaient jadis eu que peu ou point d'utilité pour les armées, mais qui leur étaient devenues essentielles. L'Amérique contesterait-elle notre droit à les faire figurer sur cette liste, en se basant sur le fait que c'étaient des articles applicables à des usages commerciaux aussi bien que militaires, et qui ne devraient par conséquent pas être classés dans la même catégorie que des munitions de guerre ?

Il était donc politique de ne pas trop allonger dès l'abord cette énumération, de n'y inclure que des matières vraiment essentielles à l'Allemagne pour la guerre. Les trois plus importantes adjonctions nouvelles seraient donc le cuivre, le caoutchouc et le coton, quoique sentant fort bien que ce dernier article provoquerait certainement une protestation des Etats-Unis et l'empêcherait peut-être d'agréer le cuivre et le caoutchouc. Nous résolûmes donc de nous concentrer sur l'obtention de ces derniers, et obtînmes ce point capital sans contestations sérieuses. Nous n'étions cependant pas au bout de nos difficultés. Nous avions dorénavant le droit de saisir en haute mer tout ce qui était cuivre et caoutchouc consigné pour un port allemand, mais cela ne suffisait pas. L'Allemagne pouvait tout aussi facilement importer des marchandises par les ports hollandais, danois ou suédois que par les siens, et il y avait plus particulièrement en Suède des gens fort disposés à faire de leur pays un centre de fournitures pour l'Allemagne. Il était donc tout

aussi essentiel pour l'Angleterre et les Alliés de saisir le cuivre ou le caoutchouc à destination d'un port suédois ou de tout autre neutre.

C'est ce dernier point qui souleva une controverse avec les Etats-Unis dont le gouvernement, par le fait qu'il était en quelque sorte le dépositaire des droits des neutres plus faibles, était disposé à se faire leur champion. Fallait-il qu'une Suède pacifique, bien innocemment désireuse d'avoir du cuivre, se vît empêchée d'en obtenir ? Mais d'autre part, la flotte britannique devait-elle laisser passer sous le nez de ses canons du cuivre à destination d'un Suédois qui l'importait pour le compte du gouvernement allemand et l'enverrait tout droit en Allemagne pour être transformé en munitions destinées à tuer des soldats anglais ? La discussion qui se déroula entre ces points de vue opposés fut longue, volumineuse, interminable : elle a été publiée, libre aux curieux disposant d'assez de loisirs de la lire.

Donc la flotte agit, et force fut au Foreign Office de trouver les arguments nécessaires pour appuyer son action. La tâche fut ardue. L'action britannique donna lieu à des protestations américaines, auxquelles ripostèrent les contre-protestations anglaises. Le geste britannique avait précédé son argumentation : le risque était que l'action américaine suivît de près l'exposé de sa thèse. En tout ceci les conseils et les suggestions de Page nous furent des plus précieux : tantôt nous avertissant d'être circonspects, tantôt nous encourageant à tenir bon.

Je me rappelle plus particulièrement un incident. Page vint un jour me trouver au Foreign Office pour me communiquer une longue dépêche de Washington contestant notre droit à empêcher, comme nous le faisions, l'entrée de contrebande dans les ports neutres. « J'ai pour instructions, » dit-il, « de vous lire cette dépêche ». Ce qu'il fit, tandis que j'écoutais. Puis il me dit : « Je vous ai lu la dépêche, mais je ne l'approuve pas : examinons à présent comment il convient d'y répondre ! »

En d'autres occasions il insistait pour que nous évitions de soulever contre nous le sentiment américain, par exemple

en nous priant de trouver un moyen autre d'agir que par « Ordre en Conseil » (1) qui évoquait depuis 1812 aux Etats-Unis de si odieux souvenirs. Il savait que ce n'était là qu'une question de forme, et qu'il ne s'y trouvait rien en soi qui pût offenser les Etats-Unis, mais cette désignation y était considérée comme haïssable. Malheureusement les Ordres donnés en Conseil était une formalité essentielle pour donner force de loi à nos décisions par devant les tribunaux britanniques et nous ne pouvions les supprimer.

Les Allemands, bien entendu, mettaient toute leur activité et leur ingéniosité à exploiter et à cultiver ce terrain si fertile en querelles entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, et nombreux étaient leurs agents et leurs amis pour les y aider. Par exemple : on affrétait un bateau chargé de contrebande ; le nom du bateau et sa destination étaient soigneusement révélés, afin d'attirer l'attention américaine et de stimuler ses sentiments au point de ne demander qu'un prétexte pour s'irriter d'une interférence britannique. Le bateau partait : si nous l'interceptions, c'était au risque de provoquer en Amérique une explosion qui pouvait devenir formidable ; si nous le laissions passer, c'était annuler notre action dans d'autres cas similaires et admettre que notre blocus était inefficient ou non-existant. Le *Dacia* en fut un exemple. Tout le monde savait ce qu'était le *Dacia*, quand il devait partir et où il allait. C'était jeter un flagrant défi à notre blocus : nous ne pouvions faire autrement que de le relever. Page suggéra que ce fût la flotte française au lieu de la nôtre qui intercepterait le *Dacia* — ce qui fut fait, sans soulever l'ombre d'un murmure en Amérique. Nous entendions dire pendant la période où Bryce était Ambassadeur à Washington, qu'il était l'Européen le plus populaire en Amérique depuis Lafayette — mais ce fut le souvenir de Lafayette qui persista toute la guerre durant. La France était l'amie historique, l'Angleterre, historiquement, l'ennemie.

Il fut possible dans des cas aussi flagrants que celui du *Dacia* à l'intervention française de désarmer les rancunes améri-

(1) Order in Council.

caines et de contrecarrer les manœuvres allemandes ; cependant étant données les circonstances, la plus grosse part du blocus devait être effectuée par la flotte britannique qui n'était pas seulement numériquement la plus forte, mais encore la mieux équipée pour cela. Aussi le soin de le défendre incomba-t-il à la diplomatie britannique, c'est-à-dire au Foreign Office, tandis que le Board of Trade, dont relevaient nos exportations, et l'Amirauté, mettaient au point ou exécutaient les mesures que nous décidions. Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères était bombardé de protestations de la part de neutres, et une grande partie de son temps consacré, selon les cas, à faire reconnaître par les pays neutres le bien fondé de nos actes, à justifier les mesures prises, ou à promettre des enquêtes. Il était désirable, dans l'intérêt des Alliés, et de l'Angleterre en particulier, de ne pas s'aliéner le bon vouloir des non-belligérants, mais il est certain que les apaiser et les amadouer était une tâche difficile et ingrate, car si l'interception de la contrebande lésait incontestablement leur commerce et leur trafic, il importait de la maintenir à tout prix.

Pour si formidables que fussent les difficultés soulevées par l'Amérique, elles n'étaient pas les seules — la Suède en provoquait de son côté. Il devint bientôt évident que l'Allemagne comptait en faire son principal pourvoyeur et de fait, la Suède laissait passer quantité de cuivre importé par l'Allemagne. Nous décidâmes en conséquence de mettre un terme à tout envoi de cuivre en Suède, à moins que celle-ci ne s'engageât à lui interdire toute exportation pour l'Allemagne, et que son interdiction soit efficace. J'ignore si une telle mesure avait un précédent en législation internationale, mais à moins que les Etats-Unis — la grande source des approvisionnements en cuivre — ne s'y opposassent, nous étions en mesure et bien déterminés à imposer notre décision. La Suède devrait ou bien se passer de cuivre ou en prohiber l'exportation : elle opta pour cette dernière condition.

Un beau jour, le Ministre de Suède vint protester auprès de moi de ce que la flotte britannique avait intercepté un

chargement de cuivre pour la Suède, malgré que son gouvernement en eût interdit l'exportation, et venait même d'interdire celle des statues de Hindenburg. Les détails exécutifs du blocus ne parvenant jusqu'à moi que lorsqu'ils menaient à des complications internationales, ne m'étaient pas familiers ; je ne vis donc pas tout de suite ce que les statues de Hindenburg venaient faire ici, puis je compris. La Suède avait bien prohibé l'exportation du cuivre, mais n'avait pas en même temps étendu son interdiction à celle des objets d'art, et à l'abri de ce qualificatif, des masses de cuivre étaient travaillées et exportées sous forme de statues de Hindenburg. Nos agents avaient éventé la ruse, et nous avions, bien entendu, exigé qu'il y fût mis fin.

Il y eut, après le désastre russe de 1915, une période pendant laquelle le gouvernement de Pétrograd éprouva de sérieuses craintes à l'égard de la Suède. L'intervention de celle-ci contre la Russie eût pu constituer une menace contre sa capitale même et porter le coup de grâce à l'action russe dans la guerre. C'était en tous cas l'opinion de Sazonof, et je me rappelle qu'il insista au moins une fois auprès de moi de me garder d'irriter la Suède par trop de vexations à l'égard de son commerce, de crainte que les conséquences n'en devinssent embarrassantes, voire désastreuses pour la Russie. Un sous-marin anglais, opérant dans la Baltique, mais dépendant d'une base russe, captura un beau jour un bateau suédois chargé de contrebande pour l'Allemagne. Si grande était, à ce moment, son appréhension d'offenser la Suède que le gouvernement russe nous supplia de relâcher ce bateau. Cette requête était pour nous des plus embarrassantes. Il n'y avait aucun doute que le bateau et son chargement serait condamné et jugé prise légitime par un Tribunal de prises britannique. Toutes nos transactions avec les neutres étaient fondées sur le postulat que les vaisseaux capturés par notre flotte seraient amenés devant une Cour britannique compétente, qui les jugerait impartialement selon la loi internationale. Si, à l'encontre de toute évidence, nous relâchions ce navire, le caractère des Tribunaux de prises britanniques s'en trouverait vicié, et le pré-

cédent nous serait dans l'avenir opposé dans des cas analogues. Je ne pus que suggérer, pour tourner cette difficulté, que le bateau suédois soit remis entre les mains des Russes ; ce qu'ils en feraient ne pourrait de la sorte être invoqué comme précédent à l'égard de nos tribunaux. C'est à ce parti que l'on s'arrêta, et j'ai le souvenir que les Russes laissèrent aller le bateau. Ils étaient déjà assez préoccupés de l'impossibilité où se trouvaient les armées françaises et britanniques de les soulager de la pression allemande; aussi insistaient-ils pour que nous ne les exposions pas, par ce qu'ils considéraient comme une ingérence intempestive — et impolitique — à mécontenter la Suède, au risque d'une attaque de sa part. Nous n'en changeâmes pas pour cela notre propre façon de procéder envers les marchandises à destination de la Suède, mais cet incident ajouta sensiblement aux difficultés du Foreign Office en ce que nous dûmes parfois prendre en considération pour ces questions de contrebande non-seulement les susceptibilités des neutres, mais encore celles d'un Allié.

La question du coton exige quelques explications, et était d'une importance assez réelle pour nécessiter de la part du Cabinet, dans les débuts de la guerre, une étude toute spéciale. Je jugeai pour ma part inopportun, outre la raison déjà donnée plus haut, d'en faire un article de contrebande ; il y en avait d'autres encore à considérer.

Les Etats de l'Amérique producteurs de coton furent fortement atteints en 1914 par l'explosion de la guerre. Leur commerce s'en trouva pour un temps désorganisé, si ce n'est même complètement arrêté. La faute n'en était pas à l'Angleterre, mais à la guerre. Cependant frapper le coton du sceau de contrebande serait considéré comme un nouveau coup entièrement imputable à la Grande Bretagne envers une des grandes industries des Etats-Unis, alors qu'elle se trouvait déjà aux abois. L'attitude des Etats-Unis promettait d'être d'un grand poids au cours de la guerre, et même de devenir capitale ; il y avait déjà entre nous assez de sujets de friction qui seraient autant d'atouts que la diplomatie allemande ne manquerait pas d'exploiter. J'étais

donc très nettement d'avis qu'il y avait beaucoup plus à perdre qu'à gagner en déclarant le coton contrebande de guerre dès la première année. Le Cabinet adopta ce point de vue, qui se trouva être encore plus juste que nous ne le pensions (1).

Lorsque je me rendis en Amérique en 1919, un Américain très haut placé dans le monde des affaires et amicalement disposé à notre égard, fit spontanément la remarque qu'il était très heureux que nous n'ayions pas déclaré le coton contrebande dès 1914. Je répondis que je l'avais bien senti à l'époque, tout en ne me rendant pas pleinement compte des conséquences éventuelles. Ma crainte était que les Etats-Unis fissent convoyer des bateaux marchands jusqu'à des ports ennemis et, très certainement des ports neutres. Nous eussions dans ce cas été obligés de laisser passer les convois, ce qui revenait à abandonner notre blocus et l'encerclement de l'Allemagne, car, une fois commencés, les convois n'eussent pas été limités au coton, mais eussent couvert d'autres articles intéressant le commerce américain. Notre seule ressource eût alors été d'arrêter les convois en ouvrant le feu sur les bateaux de guerre américains les accompagnant, ce qui eût signifié la guerre avec les Etats-Unis. Mon ami riposta que ce n'était pas là le danger le plus probable, et que ce qui, à son avis, serait arrivé, c'était un embargo sur toutes exportations de matériel de guerre et que nous en avions d'ailleurs couru le risque, le sentiment pacifiste aux Etats-Unis le réclamant, considérant la guerre européenne comme une chose haïssable à laquelle les citoyens américains ne devraient en rien participer, et qu'ils ne devraient pas contribuer à alimenter en fournissant de matériel à un pays y prenant part. Tout l'élément pro-allemand poussait à l'interdiction, pour l'excellente raison que les Alliés avaient besoin des munitions américaines et l'Allemagne pas, et l'élément anti-britannique agissait vigoureusement dans le même sens. Si donc nous avions exaspéré les Etats cotonniers en faisant de leur produit une

(1) Voir plus loin une lettre de Théodore Roosevelt, page 443.

contrebande, ce bloc d'influence politique fût venu grossir le fort courant d'opinion insistant sur l'embargo, et ce qui était déjà un risque appréciable fût devenu une réalité.

Un autre ami américain renseigné comme personne sur le sentiment des cercles exécutifs et politiques de l'heure, m'a assuré depuis qu'il croyait bien que les Etats-Unis eussent recouru au convoyage.

Dans la suite, le coton fut déclaré contrebande avec garantie d'un prix minimum, mais ce ne fut que lorsque le commerce eut repris son essor et que la situation des Etats producteurs se fut amélioré. Les Allemands lui trouvèrent tout aussitôt un *ersatz*.

Au cours de toutes ces discussions de contrebande avec les Etats-Unis, nous étions comme des gens ayant à diriger un bateau à travers une mer inexplorée, hérissée d'écueils, de rochers et de courants perfides. Nous sûmes poursuivre notre route et arriver sains et saufs, mais il nous fallait recourir à des sondages et bien souvent ralentir notre allure. Je souhaite à ceux qui jugent que nous aurions dû filer tout droit à toute vapeur de n'avoir jamais à accomplir pareil voyage (1).

Toutes ces difficultés disparurent avec l'entrée en guerre des Etats-Unis. Il ne fut plus nécessaire de démontrer que les marchandises expédiées à un port neutre étaient destinées à l'Allemagne, et l'on ne se contenta plus de la prohibition d'exportation du cuivre ou autres articles de contrebande entre l'Allemagne et les pays neutres. Ceux de ces derniers susceptibles de l'approvisionner furent rationnés ; leurs propres besoins furent réglementés, limités, de manière à ce qu'ils n'en pussent rien céder à l'Allemagne.

Dès lors, ce fut un blocus tel que le monde n'en avait

(1) Il est à présent connu que les autorités militaires et navales allemandes poussèrent en automne et en hiver 1916 pour que l'on menât à outrance la guerre sous-marine, à l'encontre de toutes considérations de législation internationale ou de convenance diplomatique. Elles l'emportèrent. Ce geste entraina les Etats-Unis dans la guerre et s'acheva par la défaite de l'Allemagne. Si le gouvernement britannique s'était laissé dominer par ceux qui désiraient nous voir, en matière de contrebande, mettre de côté toutes considérations légales et diplomatiques, le résultat eût bien pu être la défaite de la Grande-Bretagne et des Alliés.

jamais connu, qui ne devint possible que parce que au lieu de faire de l'obstruction, les Etats-Unis coopéraient. Je n'étais déjà plus en fonctions, et me souviens avoir lu un jour dans un journal que l'on disait en Amérique : « Nous ne comprenons pas pourquoi ceci n'a pas été fait plus tôt ». La raison en était que le point de vue américain avait passé de celui d'un neutre à l'état d'esprit d'un belligérant possesseur d'une puissante flotte. Dans les questions de blocus et de contrebande le point de vue auquel on se place fait toute la différence — ç'a toujours été le cas pour la Grande-Bretagne, et il en fut de même en 1917 pour l'Amérique.

Il était un autre et plus vaste aspect du champ d'action diplomatique qui occupait fort à Londres le Foreign Office ainsi que l'Ambassadeur britannique à Washington. Les Etats-Unis étaient le seul pays dont l'attitude et la politique ne fussent pas susceptibles d'être influencées par les péripéties militaires de la guerre. Quelle que fût la division des sympathies parmi les différentes sections de son peuple — les unes pro-britanniques, d'autres pro-allemandes, toutes favorablement disposées envers la France, et éprouvant toutes de l'antipathie pour le tsarisme russe — on sentait consciemment ou inconsciemment qu'une victoire allemande signifierait une Europe prussianisée, en antagonisme avec les idéals américains de constitution politique mondiale. Des victoires allemandes n'auraient donc pas pour effet de prédisposer l'opinion publique américaine à prendre contre les Alliés parti pour l'Allemagne. Aussi la diplomatie avait-elle, en Amérique, le champ libre, et comptait-elle pour quelque chose tant pour aliéner que pour attirer. Les Allemands furent prompts à en saisir toute l'importance ; ils envoyèrent en Amérique leurs agents les plus intelligents, et il y eut une lutte véritable entre la diplomatie alliée et celle des Puissances centrales. L'Allemagne se concentra pour son compte sur l'Angleterre et son attaque revêtit deux aspects :

1° Représenter la Grande-Bretagne comme étant cause de la guerre. Nous laissâmes au Livre Blanc le soin de répondre à cela. Il avait été publié en grande hâte, dans le seul but de placer les faits sous les yeux du Parlement lorsqu'on lui

demanderait de voter les fonds pour la guerre, mais c'était aussi un complet exposé de nos actes dans les jours critiques qui la précédèrent : rien d'important n'avait été dissimulé, et il ne restait rien qui valut d'être révélé.

2° Le deuxième point d'attaque fut que l'Angleterre était la seule Puissance inflexible contre la paix, déterminée à pousser inexorablement la lutte jusqu'à l'écrasement de l'Allemagne.

L'accord signé le 5 septembre 1914 avec la France et la Russie fut représenté comme constituant une preuve que la politique britannique prétendait lier ses Alliés et les maintenir à son diapason. La réalité était toute autre, cet accord ayant été suscité par le désir des Alliés de s'assurer que nous irions avec eux jusqu'au bout de la guerre. Mais en donner cette explication eût paru vouloir détourner sur nos Alliés l'opprobre que l'on cherchait à rejeter sur nous, et peut-être même leur insinuer que nous n'étions que tièdes pour l'accord lui-même, ce qui eût été à la fois impolitique et contraire à la vérité.

Les trois documents suivants donneront un aperçu de ce qui se passait.

Sir Edward Grey à Sir C. Spring Rice.

Foreign Office, 9 septembre 1914.

L'Ambassadeur d'Amérique m'a mis aujourd'hui sous les yeux une communication reçue de M. Bryan, relative à un entretien que M. Straus et M. Speyer ont eu avec l'Ambassadeur d'Allemagne, lequel avait déclaré que, quoiqu'il n'eût pas reçu d'instructions, il croyait que l'Allemagne pourrait bien être disposée à terminer la guerre par médiation. Ceci avait été rapporté à M. Bryan, qui en avait parlé à l'Ambassadeur d'Allemagne lequel lui avait redit la même chose. M. Bryan avait pris l'affaire en mains, et s'informait directement si l'Empereur allemand accepterait la médiation dans le cas où les autres belligérants en ferait autant.

L'Ambassadeur me dit que cette nouvelle l'inquiétait quelque peu. Il craignait que suivant de si près la déclaration que nous avions signée la semaine dernière avec la France et la Russie pour la poursuite de la guerre en commun, les partis pacifistes

aux Etats-Unis pourraient en déduire que l'Allemagne était en faveur de la paix, tandis que la responsabilité de la prolongation de la guerre incombait à d'autres.

Je répondis que notre accord avec la France et la Russie s'imposait : lorsque trois pays se trouvaient en guerre du même côté, l'un d'eux ne pouvait honorablement s'attribuer des conditions spéciales et laisser les autres se tirer d'affaire tout seuls. Pour ce qui était de la médiation, j'y étais favorable en principe, mais la vraie question qui se posait était : dans quelles conditions la guerre pourrait-elle cesser ? Si les Etats-Unis pouvaient inventer quelque chose qui soit susceptible d'y mettre fin et d'empêcher qu'une autre guerre semblable fût imposée à l'Europe, c'est avec joie que j'accueillerais leur proposition.

L'Ambassadeur répliqua que j'avais, avant qu'éclatât la guerre, fait des suggestions pour l'éviter et qu'elles avaient été repoussées.

Je répondis que c'était, en effet, le cas, mais qu'il y avait, depuis l'ouverture des hostilités, à tenir compte de deux autres considérations : que nous combattions pour épargner au reste de l'Europe le joug du militarisme prussien — l'Allemagne s'étant préparée à cette guerre jusqu'à en fixer le jour — et ne pouvions permettre à nouveau qu'une grande Puissance militaire située au centre de l'Europe pût recommencer dans les mêmes conditions ; qu'en deuxième lieu, une atteinte cruelle avait été portée à la Belgique pour laquelle il fallait obtenir une compensation. Que je n'avais pas le moindre indice que l'Allemagne fût disposée à faire réparation à la Belgique et, tout en répétant que j'étais, en principe, favorable à la médiation, je ne voyais rien d'autre à faire que d'attendre la réponse de Guillaume II à M. Bryan, et, pour les Etats-Unis, de s'assurer des conditions auxquelles l'Allemagne ferait la paix, si la réponse de l'Empereur abondait dans le sens de la médiation.

M. Page ne me cacha pas qu'il considérait les paroles de l'Ambassadeur d'Allemagne comme une simple feinte sur l'échiquier ; qu'il était de mon avis touchant les conditions de paix, et qu'il ne semblait pas, pour l'instant, que l'Allemagne songeât à les accepter.

Agréez etc.

Sir C. Spring-Rice à Sir Edward Grey.

(Télégramme reçu le 18 septembre).

Washington, 17 sept. 1914.

Ambassadeur allemand a fait déclaration à la presse que l'Allemagne est désireuse de paix sur la base statu quo et ne

désire pas de territoire nouveau, mais que l'Angleterre a déclaré intention combattre jusqu'au bout pour atteindre ses buts égoïstes, et est par conséquent responsable du sang versé.

Ambassadeur France et moi avons déclaré que les Alliés n'ont fait ni entendu parler d'aucune condition.

Campagne de presse sera probablement menée dans le but de gagner sympathies du gouvernement Etats-Unis sous prétexte que nous refusons ouvertures pacifiques de l'Allemagne. Il est indésirable que journaux britanniques préconisent conditions extrêmes de paix telles que destruction de flotte allemande, etc., qui fournissent d'utiles matériaux à Ambassade allemande.

Sir Edward Grey à Sir C. Spring-Rice.

Foreign Office, 18 septembre 1914.

Reçu votre télégramme du 17 septembre : Médiation.

L'Allemagne a ourdi les plans de cette guerre et choisi son heure pour l'imposer à l'Europe. Aucun autre pays que l'Allemagne n'était dans le même état de préparation.

Nous voulons à l'avenir vivre délivrés de cette menace.

Treitschke et d'autres écrivains réputés et populaires en Allemagne ont déclaré ouvertement que l'objectif allemand doit être d'écraser la Grande-Bretagne et de détruire l'Empire britannique.

Nous voulons être assurés que cette idée est abandonnée. Un mal incommensurable a été fait à la Belgique — attaque non-provoquée aggravée par l'impardonnable destruction de Louvain et d'autres manifestations de vandalisme en masse.

Quelle réparation l'Allemagne offrira-t-elle à la Belgique ? Si elle désire sincèrement la médiation des Etats-Unis, il lui faut énoncer d'avance des conditions de paix touchant ces points : or, nous n'avons aucune indication qu'elle soit disposée même à les prendre en considération.

Nous n'avons jusqu'à présent ni entendu parler, ni suggéré nous-même des conditions quelles qu'elles soient, et rien n'indique que les vagues suggestions de l'Ambassadeur allemand soient autorisées et sincères.

Telle est la ligne que j'adopterais à l'égard de ses déclarations, mais je vous laisse juge de l'opportunité de riposter par des contre-déclarations.

Les occasions ne manquaient pas au Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères de s'exercer sur le même terrain dans de nombreux entretiens avec des Américains venus en Europe pour étudier les possibilités de paix. Afin de se rendre compte

de la mentalité des combattants, ils allaient à Berlin, où ils étaient reçus par le Chancelier ou par de hauts fonctionnaires, qui ne se faisaient pas faute de dire à chacun d'eux que l'Allemagne était toute prête à faire la paix dans des conditions modérées, mais que c'étaient les Alliés, peut-être même plus particulièrement la Grande-Bretagne, qui y faisaient obstacle. Ces Américains venaient me trouver à Londres et je m'efforçais de présenter la situation sous ce que je jugeais être son jour véritable. C'était un immense soulagement de n'avoir pas à le faire avec l'Ambassadeur d'Amérique comme il le fallait faire avec des personnes non officielles, et c'en était un plus grand encore de sentir que lorsque les compatriotes de Page s'adressaient également à lui, il leur faisait un exposé nettement favorable aux Alliés.

CHAPITRE XXIII

NÉGOCIATIONS AVEC LE COLONEL HOUSE

Le Colonel House, ami et confident de Wilson. — Conversations privées. — Les grandes qualités de House. — Son opinion sur la guerre. — Le memorandum de 1916. — Ce que le Président Wilson était prêt à faire. — Communication à la France. — Une mission projetée à Pétrograd. — Dispositions en vue d'une absence. — Un memorandum pour le Cabinet. — Ce qui aurait pu être.

Le moment me paraît venu d'exposer les négociations que j'eus avec l'homme qui possédait la confiance du Président Wilson plus que qui ce soit d'autre à ma connaissance, le Colonel Edward M. House. Nous nous étions déjà rencontrés une ou deux fois en d'assez agréables circonstances lors de ses séjours à Londres. Il y revint dans les premières semaines de la guerre au titre d'ami et de confident de Wilson. Nos conversations devinrent presque tout de suite non-seulement amicales, mais intimes. Ne s'occupant pas de transactions officielles, qui relevaient toutes de Page, ce qui se passait entre nous était répété au Président Wilson lorsque House le jugeait opportun, ou fixé par écrit d'un commun accord, afin d'éviter tout malentendu.

Je rencontrai chez lui de rares qualités de sagesse et de sympathie et ce m'était à la fois un soulagement, une véritable joie et un immense avantage de pouvoir, au milieu de la tension de l'heure, causer avec lui à cœur ouvert. Ses critiques et ses commentaires m'étaient précieux, ses suggestions fertiles, et le tout était énoncé avec une sympathie sincère bien agréable à sentir. Mes journées commençant à sept heures du matin, je m'accordais, à sept heures du soir,

une heure de détente chez moi avant le dîner. Il était convenu que House me trouverait toujours à cette heure-là quand il désirerait me voir. C'est ainsi que nous eûmes de nombreuses conversations s'étendant sur un vaste champ d'affaires humaines ; je n'en possède aucun rapport — elles étaient trop intimes pour cela — cependant, en 1916, House et moi rédigeâmes un document qui fut l'un des deux seuls, privés ou officiels, que j'emportai avec moi lorsque je quittai le Foreign Office et Londres vers la fin de cette année-là. On les trouvera plus loin.

En l'absence du moindre résumé immédiat, je ne tenterai pas de rendre les vues de House dans la forme sous laquelle il les exprima, mais simplement, d'après les impressions qu'il me communiqua, mon impression personnelle.

House n'hésita pas, depuis le commencement, à dire qu'il tenait le militarisme allemand pour responsable de la guerre, et qu'il considérait la lutte comme celle de la démocratie contre quelque chose d'antidémocratique et d'antipathique aux idéals américains. Point n'était besoin de perdre du temps à lui exposer notre cas. Il avait une façon de dire « Je le sais » sur un ton qui vous pénétrait de la conviction de sa sympathie et de sa parfaite compréhension de ce qu'on lui disait. J'étais certain qu'il ne différait guère de Page en ce qui touchait les réalités de la guerre, mais où il n'était plus d'accord avec lui, c'était dans l'opinion de ce que le Président pourrait, ou devrait, tenter. House était d'avis qu'il n'était pas possible d'amener les Etats-Unis à la guerre dans les débuts ; après le torpillage du *Lusitania* il revint momentanément sur son opinion, mais sauf cette exception, il jugea toute tentative d'entraîner son pays dans la lutte, prématurée et vouée à l'insuccès. D'esprit toujours pratique, il ne perdait pas plus de vue la manière dont on pouvait atteindre à un but que ce but lui-même. Dans l'affreuse calamité qu'était cette guerre le but auquel devaient tendre tous les efforts, était une paix juste, équitable et raisonnable. Il était venu en Europe pour étudier la situation, pour rechercher les moyens par lesquels une telle paix pourrait être obtenue, et pour renseigner et conseiller là-dessus son ami de la Maison Blanche.

House suivait les affaires publiques et s'en informait avec la diligence et le zèle d'un homme vivant pour une carrière publique, et c'était cependant là précisément ce qu'il désirait éviter pour lui-même ; aussi son esprit travaillait-il avec toute l'activité de qui sent l'aiguillon de l'ambition, mais avec la libre impartialité d une ambition entièrement impersonnelle. Il aspirait à accomplir le bien, tout en laissant volontiers le mérite à d'autres. Son jugement des hommes et des choses était à la fois pénétrant et détaché. Persuadé que travailler pour l'entrée en guerre des Etats-Unis n'était pas encore de la politique pratique, il s'occupa d'étudier comment l'influence de l'Amérique pourrait être le plus efficacement employée pour amener une bonne paix. Une victoire rapide et complète de l'Allemagne ou des Alliés offrirait moins de champ à l'intervention des Etats-Unis, tandis qu'en cas d'impasse, de stagnation prolongée, leur influence diplomatiquement exercée, soutenue par tout le sentiment américain, pouvait devenir souveraine et décisive. Après la bataille de la Marne, une partie « blanche » parut beaucoup plus probable qu'une complète victoire. House jugea que ce serait l'éventualité la plus probable, et travailla sans relâche à préparer la voie et à assurer une intervention efficace des Etats-Unis pour l'obtention d'une bonne paix. Il importait avant tout, selon lui, que tout fût prêt dès que la première occasion s'en présenterait, que l'on décidât d'avance quelles conditions de paix le Président Wilson jugerait équitables, et jusqu'à quel point il irait pour les obtenir, s'il était assuré qu'un côté des belligérants les accepterait. House reconnaissait que le moment n'était pas venu pour Wilson de proposer une Conférence, mais qu'il ne tarderait pas, si l'on était de part et d'autre disposé à en accueillir le principe.

En février 1916, House rédigea avec moi un projet de mémoire définissant avec autant de précision qu'il était possible de le faire par avance l'initiative que pourrait prendre le Président des Etats-Unis et les conditions que le concours du pays entier, sur lequel il s'appuierait, lui permettrait d'obtenir. House emporta cet aide-mémoire à Washington pour en faire agréer le texte par le Président, et m'en laissa

une copie. Il m'envoya un câble de Washington, le confirmant à l'exception d'un seul mot changé.

Voici le texte définitif du document tel qu'il fut autorisé par Wilson :

MEMORANDUM

Confidentiel.

Le Colonel House m'assura que le Président Wilson était prêt, aussitôt que la France et l'Angleterre l'aviseraient que le moment en était favorable, à proposer la réunion d'une Conférence dans le but de mettre fin à la guerre. Si les Alliés acceptaient cette proposition et que l'Allemagne la refusât, il était probable que les Etats-Unis entreraient en guerre contre l'Allemagne.

Le Colonel House exprima l'opinion que si une pareille Conférence se réunissait, elle assurerait des conditions de paix qui ne seraient pas défavorables aux Alliés, et que si elle échouait du fait de l'intransigeance excessive de l'Allemagne, l'Amérique se rangerait du côté des Alliés. Le Colonel House se montra nettement en faveur de la restauration de la Belgique, du retour de l'Alsace-Lorraine à la France, et de l'acquisition par la Russie d'un débouché sur la mer, quoiqu'il fût d'avis qu'une perte de territoire d'un côté devrait être compensée à l'Allemagne par des concessions dans des contrées hors d'Europe. Si les Alliés tardaient à accepter l'offre du Président Wilson et si, plus tard, la tournure des événements leur devenait si défavorable que l'intervention des Etats-Unis ne puisse plus être efficace, les Etats-Unis se désintéresseraient en toute probabilité de l'Europe et s'occuperaient à leur manière de leur protection propre.

Je répondis que cette déclaration émanant du Président des Etats-Unis était d'une importance telle qu'il me fallait en informer le Premier Ministre et mes collègues, et que je ne pouvais rien dire sans connaître leurs vues. Le gouvernement britannique ne pourrait, en aucun cas, accepter ou faire aucune proposition qu'après consultation et agrément de ses Alliés. Que je croyais que le Cabinet jugerait que la situation actuelle ne l'autorisait pas à aborder le sujet avec eux, mais que, le Colonel House ayant eu des conversations intimes à Paris avec M. Briand et M. Jules Cambon, il me semblerait correct de faire savoir à M. Briand à titre privé, par l'entremise de l'Ambassadeur de France à Londres, ce que le Colonel House nous avait dit, et que je serais naturellement tout disposé, dès que s'en présenterait l'occasion, de m'entretenir de cette affaire avec M. Briand si tel était son désir.

(Paraphé) E. G.

Foreign Office, 22 février 1916.

L'heure n'était plus d'appliquer ce projet. Nous étions désormais persuadés, comme l'étaient aussi les Français, que la défaite complète des armées allemandes était l'unique moyen de renverser le militarisme prussien, tandis que, pour la France, la récupération des provinces perdues en 1870 restait le but auquel tendaient tous ses efforts. Elle avait, avant 1914, renoncé à l'idée d'une guerre pour recouvrer l'Alsace et la Lorraine, mais cette guerre lui étant imposée, elle était bien décidée à combattre jusqu'au bout pour les reconquérir. Jusqu'à présent c'étaient la France et la Russie qui avaient, plus que nous, souffert de la guerre, ce ne pouvait donc être à nous de leur recommander la paix. Il nous restait encore d'importantes réserves d'hommes à instruire, à grouper, et à envoyer au front; nous étions tenus d'utiliser toutes nos forces non encore déployées pour soutenir nos Alliés et contribuer à battre l'Allemagne. Nous sentions tous qu'il ne nous était pas possible d'abonder dans le sens de l'Amérique. Cependant les choses prirent, à la fin de 1915, une tournure inquiétante; les pertes russes en hommes, en canons et en matériel avaient été écrasantes; il ne leur restait, de leur propre aveu, que 700.000 fusils. Il ne semblait guère possible que les Russes pussent se relever; la Serbie était envahie, et son armée en déroute refugiée hors de son propre territoire. Ni la Roumanie ni la Grèce n'osaient bouger; la perspective que les Allemands ne pussent pas tenir et que les armées alliées soient en état de percer le front occidental était douteuse et en tout cas fort éloignée. Tenter de transférer ailleurs le principal théâtre de la guerre, c'était substituer à la courte traversée de la Manche une interminable voie de communication par mer exposée à la menace sous-marine, c'était établir des opérations dans des bases aussi incommodes que Salonique, faciliter aux Allemands l'emploi des Turcs et des Bulgares sur le point principal de la lutte, bref, c'était donner à l'Allemagne tout l'avantage des communications, les siennes étant comparativement courtes et d'une sécurité absolue. On ne pouvait que craindre que les choses n'allassent en empirant en 1916 — dans ce cas ne serait-il pas précieux d'avoir la

certitude qu'une paix honorable pourrait être obtenue par la médiation et l'influence des Etats-Unis ?

La communication à la France de ce projet était des plus délicates. Les tenir dans l'ignorance et que les choses prennent subitement une tournure plus mauvaise encore c'était m'exposer aux plus graves reproches ; les Français diraient avec raison qu'ils auraient dû être informés de ce que les Alliés disposaient de cette ressource pour mettre un terme à la guerre ; ils pourraient même m'attribuer l'intention de le leur avoir dissimulé, de crainte qu'ils ne fussent disposés à profiter de l'occasion qu'elle offrait, le mémorandum constituant, en fait, une offre précise du Président Wilson de mettre fin aux hostilités dans les conditions énoncées et, si l'Allemagne s'y refusait, d'amener les Etats-Unis à entrer dans la lutte. En passant cette offre sous silence, les Alliés risquaient encore de s'aliéner les sympathies du Président Wilson, ce dont déjà nous serions tenus responsables, si les Français n'étaient pas au courant de ce qui s'était passé entre House et nous.

D'autre part cependant, leur recommander le mémorandum, c'était leur donner à entendre que nous faiblissions et ébranler leur confiance en notre détermination à les soutenir. Autre chose encore : c'eût été faire acte déloyal envers mes collègues que de le communiquer sans l'approbation du Cabinet ou tout au moins du Conseil de guerre ; or celui-ci avait décidé, avec mon entier assentiment, de ne pas s'occuper de l'affaire. Je me bornai donc à le porter à la connaissance de M. Briand, Premier Ministre d'alors, sans y insister autrement.

C'est vers cette époque que les Allemands commencèrent leur formidable attaque contre Verdun. Pendant quelques semaines l'attention du monde entier fut concentrée sur la magnifique résistance et les sacrifices terribles de l'armée française. Puis vinrent les contre-offensives françaises et britanniques sur lesquelles on fondait de grands espoirs, l'offensive momentanément réussie de Broussilov sur le front oriental, et l'entrée en guerre de la Roumanie du côté allié.

Lorsque s'évanouirent ces lueurs éphémères et que les

nouvelles de Russie redevinrent mauvaises, il fut décidé qu'il serait désirable d'envoyer à Pétrograd une mission britannique pour fortifier la solidarité russe avec les Alliés.

Je devais en faire partie, et être absent de Londres durant un mois au moins. Les perspectives de la guerre s'étaient à nouveau assombries ; aux incertitudes militaires était venue s'ajouter la menace de la guerre sous-marine dirigée contre les bateaux de commerce. C'était grave, et nous ne pouvions prévoir quels en seraient les développements.

Je jugeai nécessaire qu'en mon absence mes collègues eussent entre les mains le mémorandum House, afin d'en pouvoir, en cas d'urgence, étudier les possibilités.

J'y joignis dans ce but les lignes que l'on va lire en guise de commentaire :

Je vais être absent pendant un mois ; il est impossible de prévoir ce qui peut se produire dans l'intervalle, c'est pourquoi je désire avant mon départ laisser à mes collègues quelques réflexions sur la situation.

Rien ne saurait apporter à cette guerre une conclusion satisfaisante ni assurer la paix dans l'avenir, si ce n'est la défaite complète de l'Allemagne. C'est à cela que doivent tendre tous nos efforts, et il faut, pour y parvenir, que la nation se soumette à une organisation et à des sacrifices sévères, comme s'y soumettent déjà l'Allemagne et certains de nos Alliés — la France en tous cas. Je sais mes collègues pénétrés de cette nécessité, je sais qu'ils y travaillent de leur mieux : aussi bien n'ai-je point qualité pour leur donner des conseils. Je le constate uniquement, parce que cette question est, à mon avis, comme je crois qu'elle l'est au leur, au premier plan de nos préoccupations.

Il importe cependant de prendre grand soin, en établissant notre détermination de continuer la guerre, de marquer bien clairement que notre but est non point de contraindre, mais de soutenir nos Alliés. La propagande allemande ne cesse de faire entre nous et eux un mal qui va toujours croissant. Cette propagande représente la guerre comme une conséquence de la rivalité entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne ; elle insinue que la France, la Russie et la Belgique pourraient dès maintenant obtenir des conditions de paix satisfaisantes, et qu'elles ne font que poursuivre la guerre dans l'intérêt de la Grande-Bretagne pour achever la ruine de l'Allemagne, ce qui ne serait pas indispensable à la sécurité des Alliés, mais peut seul satisfaire la vindicte de l'Angleterre. Il serait possible que ces allégations dénaturées et

insidieuses, pour si fausses qu'elles soient, provoquent en France, en Russie, en Italie et en Belgique une dangereuse tendance à la paix — tendance positivement inamicale à notre égard.

Il serait donc bon que tous, ministres et presse, adoptassent le même ton et proclamassent l'inébranlable détermination d'aider les Alliés qui ont subi les dommages les plus cruels, d'assurer la libération de leurs territoires, la réparation des torts infligés et les avantages nécessaires à leur sécurité future. Il nous faudrait appuyer sur l'impossibilité et le déshonneur de songer à la paix jusqu'au moment où les Alliés se trouveront à l'abri de toute atteinte, tout en faisant bien entendre que c'est à eux dont le territoire est occupé par l'ennemi, dont la population a été, et est encore, brutalement malmenée, qu'il incombe, plutôt qu'à nous, de juger quand il sera opportun de parler de paix. Jusqu'à ce que vienne cette heure, nous emploierons tout notre effort et consentirons à tous les sacrifices pour combattre l'ennemi pour le bien de la cause commune, et nulle autre pensée ne nous inspirera.

Ce que j'appréhende le plus, c'est que lorsque l'un des grands Alliés sera informé, comme il devrait l'être dès à présent, qu'il nous faudra d'ici quelques mois réduire notre apport en fret et en numéraire, il n'abandonne tout espoir de victoire, et ne demande que la guerre soit liquidée dans les meilleures conditions possibles. Sans doute, si la France et la Russie en décidaient ainsi, les autres suivraient, l'Italie se déroberait, et nous n'aurions plus d'autre alternative que d'entreprendre des négociations de paix ou de continuer la guerre tout seuls.

Je ne prétends pas que cette éventualité soit probable, mais elle est possible et, si elle se produisait, il me semble que le Cabinet devrait avoir sous les yeux le rapport ci-joint annexé de ce qui se passa entre le Colonel House et moi en février 1916.

Ce document fut rédigé d'accord avec lui et me fut confirmé par son entremise dès son retour à Washington par le Président Wilson.

J'en fis tenir un exemplaire par l'Ambassadeur de France à M. Briand, accompagné de l'avis que je ne me proposais pas de soulever la question avec celui-ci, à moins qu'il ne désirât en conférer avec moi. Il ne m'en a jusqu'à ce jour pas témoigné l'intention et l'attitude adoptée par la France témoigne qu'elle ne cherche pas de médiation.

Le Comité de guerre fut informé de ce qui s'était passé avec le Colonel House, et nous fûmes unanimement d'avis que l'heure n'était pas venue de parler de paix : toutes communications ultérieures avec le Colonel House furent, en conséquence, basées sur cette décision.

A l'époque où j'eus avec lui ces entretiens, il admettait en

principe que l'Allemagne ne consentirait que contrainte et forcée à des négociations de paix telles qu'il les indiquait. Les suppositions à Washington sont, à l'heure actuelle, que l'Allemagne est prête, voire désireuse de les entamer ; aussi, en l'absence de toute communication émanant de nous ou du gouvernement français, et à la suite des discours prononcés ici et à Paris, persiste-t-on à croire que nous y sommes opposés.

J'ignore si les intentions du Président Wilson sont restées les mêmes qu'en février, car je ne m'en suis pas informé. Si les Grands Alliés étaient désireux d'entamer des négociations de paix et que nous décidions de nous joindre à eux plutôt que de continuer seuls la guerre, je considère que nous devrions réclamer l'intervention, dans les négociations, du Président Wilson dont l'influence serait en tous cas entièrement acquise à la Belgique, point sur lequel nous ne saurions céder sans sacrifier non seulement l'intérêt, mais l'honneur, sur lequel aussi l'Allemagne ferait, par des offres tentantes, de spécieux efforts pour séparer de nous nos Alliés.

Je pense m'être bien fait comprendre : je ne viens pas ici soulever la question de médiation ; je ne soumets ce document à mes collègues que parce que, absent, je vais perdre contact avec eux pendant quelque temps, et je ne leur demande d'y reporter leur attention qu'au cas où surgirait avant mon retour l'une des éventualités que j'ai envisagées.

La défaite complète de l'Allemagne est, et continuera d'être, le seul aboutissement satisfaisant de la guerre.

Mais nous ne pouvons forcer les Grands Alliés à la poursuivre contre leur gré ni au delà de leurs forces. Et si leurs actes rendaient la paix inévitable avant la défaite de l'Allemagne, je me permets de suggérer que l'intervention du Président Wilson (si elle nous reste acquise dans l'esprit indiqué) — soit prise en sérieuse considération.

Peu de temps après que fut écrit ce qui précède, le Ministère de coalition Asquith démissionna : mes fonctions prirent fin, et ma visite en Russie fut annulée. Mon dernier acte fut de remettre à mon successeur au Foreign Office une copie du mémorandum House accompagné des feuillets écrits par moi à l'intention du Cabinet ; ceci, au cas où le cours des événements rendrait désirable au nouveau gouvernement de les étudier.

Mon impression actuelle est que, pour des raisons que j'ignorais alors, ce mémorandum était déjà périmé. Je ne puis

que déduire ces raisons des révélations subséquentes faites en Allemagne.

Le lecteur s'est peut-être demandé ce qui pendant tout ce temps se passait entre le Président Wilson et le gouvernement allemand. Londres ne fut pas le seul endroit où se rendit House pendant la guerre ; il alla non-seulement à Paris, mais aussi à Berlin, où il eut des entretiens confidentiels. C'était d'ailleurs du domaine public, et House lui-même m'avait mainte fois parlé de ses visites aux deux capitales. Le but du Président Wilson était d'assurer une paix qu'il considérait devoir mettre équitablement fin à la guerre et être le commencement d'une ère pacifique durable. Si, dans ce but, il faisait d'abord appel à l'opinion des Alliés, il tenait aussi à pénétrer la pensée de l'Allemagne. Toute sa politique était fondée sur la supposition que la guerre était une impasse, et que le rôle le plus utile qu'y pouvaient jouer les Etats-Unis était d'encourager une fin honorable sans victoire écrasante. Si l'un ou l'autre côté, même l'Allemagne, se trouvait en cela d'accord avec lui, il userait du poids des Etats-Unis pour attirer l'autre côté dans la même voie. La proposition de médiation ne pouvait être réservée pour un seul côté.

Ce que j'ai écrit jusqu'à présent indiquerait que le jeu de Wilson inclinait du côté des Alliés. Je n'en jugeais ainsi que parce qu'il me paraissait certain que l'Allemagne se refuserait à toutes les conditions suggérées. On avait accoutumé le peuple allemand à escompter une guerre victorieuse ; on lui avait dit, et il croyait, que l'on était vainqueur ; Berlin avait à plusieurs reprises pavoisé en l'honneur de victoires annoncées. Les conditions proposées par l'Amérique n'étaient pas, il est vrai, de celles que les Alliés pourraient considérer comme victorieuses, mais elles constituaient pour les Allemands un aveu positif de défaite. L'Allemagne devait réparer le mal fait à la Belgique, et ne prétendre à rien obtenir, si ce n'est peut-être quelque concession coloniale de la France en échange d'une concession à celle-ci sur la question d'Alsace-Lorraine. Il me semblait inconcevable que le militarisme prussien s'arrêtât un seul instant à de sem-

blables conditions, tant que, loin d'être battu, il envisageait encore la victoire.

Il ressort de récentes révélations allemandes que dès l'automne de 1916, si ce n'est même avant, le gouvernement allemand fut au courant des intentions d'ouvertures du Président Wilson, et prit les devants en lui faisant des conditions de paix telles qu'il put bien désespérer de jamais assurer une paix équitable autrement que par la force (1). Dans ce cas, le memorandum House avait cessé, lorsque je l'envoyai à Balfour, d'avoir une valeur quelconque aux yeux de Wilson, qui savait désormais qu'il n'y avait rien à obtenir de l'Allemagne par la conciliation, et que les Etats-Unis ne sauraient être pour quelque chose dans l'obtention de la paix que par une intervention armée. Le défi de la menace sous-marine intensifiée par l'Allemagne précipita sans nul doute la guerre entre elle et l'Amérique, mais déjà sa façon de déjouer sa politique de médiation devait sûrement avoir orienté les pensées du Président Wilson dans le sens de la guerre.

Que penser de tout cela à l'heure actuelle? Du point de vue des événements subséquents, il est évident que l'Allemagne manqua une belle occasion de paix. Si elle avait accepté la politique Wilson, et s'était montrée prête à souscrire à une Conférence, les Alliés n'eûssent de leur côté pas pu s'y refuser. Dépendants comme ils l'étaient des fournitures américaines, c'eût été risquer encourir le mécontentement du gouvernement des Etats-Unis et d'un rapprochement entre celui-ci et l'Allemagne. Qu'il suffise aux Allemands de réfléchir à la paix qu'ils eussent pu obtenir en 1916 comparée à celle de 1919.

Les Alliés laissèrent-ils, eux aussi, échapper une occasion? Pareille idée eût été tournée en dérision lorsque fut signé le traité de Versailles : jugé de ce point de départ, à la lueur de la victoire, les conditions suggérées dans le

(1) Voir la dépêche de Bethmann-Hollweg à l'Ambassadeur Comte Bernstorff, supplément aux minutes de la deuxième Sous-Commission d'enquête sur les responsabilités de la guerre. *Documents officiels allemands.*

Memorandum House paraissent absurdement disproportionnées. Mais à l'heure actuelle, quelques années après cette grandiose paix de 1919, l'état de l'Europe offre assez de déceptions pour qu'il soit de quelque intérêt d'imaginer quelle pente eût suivi le cours des événements, si les Alliés et l'Allemagne avaient, en 1916, dit au Président Wilson qu'ils étaient prêts à accepter la conférence qu'il s'offrait à réunir.

Si l'Allemagne avait refusé la conférence, ou refusé de considérer les conditions ébauchées, l'Amérique se fût jointe aux Alliés plusieurs mois plus tôt, ce qui eût déjà, en soi, constitué pour eux un sensible avantage.

Et que fût-il advenu, si l'Allemagne, plutôt que de risquer cette éventualité, avait accueilli les propositions de Wilson? Les conditions étaient telles qu'elles suffisaient à établir irréfutablement l'annihilation et le complet échec du militarisme prussien. En admettant que les militaristes soient incorrigibles et eussent voulu préparer une nouvelle guerre, le peuple allemand aurait-il été suffisamment déçu pour enlever toute autorité aux militaires ? Ou bien en aurait-il seulement gardé un ressentiment contre l'intervention wilsonienne pour l'avoir frustré de sa victoire et soutenu d'autant plus, dans l'avenir, le kaiserisme et le militarisme dans leurs projets de conquête ?

Toutes les conjectures restent vaines devant le mutisme inéluctable de l'inconnu ; cependant, si la paix voulue en 1916 par Wilson avait apporté au militarisme une réelle déception, cela eût infiniment mieux valu que ce qui se produisit finalement.

Deux années de guerre, et de dépenses de vie, de force, de richesse nationale poussées à l'extrême limite eussent ainsi été évitées. Les marchés européens, le commerce eussent, l'appauvrissement et l'épuisement étant moindres, repris avec rapidité. La paix future de l'Europe eût pu, surtout si la coopération de l'Amérique nous fût restée acquise, être plus assurée qu'elle ne l'est aujourd'hui ; plus propices pour tous les perspectives de prospérité et de quiétude que ne les ont faites la victoire de 1918 et les traités de 1919, et

c'eût pu être une paix dépouillée de toute pernicieuse et secrète pensée de revanche.

Les événements ont été, depuis 1919, si décevants, les soucis restent si lourds, que l'on est tenté d'y chercher quelque apaisement en construisant des châteaux en l'air : et quand l'avenir nous apparaît chargé de nuages trop sombres, c'est dans le passé que nous les édifions.

CHAPITRE XXIV

UNE CORRESPONDANCE AVEC ROOSEVELT

Un hommage au courage de Roosevelt. — Sa réponse. — Les droits de passage du Panama. — L'abîme de la guerre. — Si Roosevelt avait été Président. — Trois de nos buts de guerre. — L'Amérique et la contrebande. — Le conseil de Roosevelt. — Un sénateur germanophile et ses opinions.

J'ai déjà plusieurs fois fait allusion à mes relations avec Théodore Roosevelt, qui débutèrent avec sa visite au Foreign Office et notre promenade à travers la New Forest en 1910. J'étais resté depuis ce temps en correspondance suivie avec lui, et il me paraît opportun de publier quelques-unes des lettres que nous échangeâmes. Ces lettres ont toutes un rapport avec les questions que j'ai traitées dans ces pages, mais j'ai préféré les réunir en ce chapitre avec quelques-unes des miennes pour les rendre bien intelligibles, plutôt que de rompre la suite à la fois de mon récit et de cette correspondance.

Sir Edward Grey à M. Roosevelt.

24 octobre 1912.

MON CHER ROOSEVELT (1),

Deux mots pour vous dire avec quel intérêt et quel regret j'ai appris que vous aviez été blessé — je pourrais aussi ajouter combien grands furent mon soulagement et mon admiration lorsque

(1) Lettre écrite au reçu de la nouvelle que l'on avait tiré sur M. Roosevelt et qu'il avait été blessé en se rendant à une réunion publique, à laquelle il tint, malgré sa blessure, à prendre la parole.

qu'il s'en repente amèrement lorsqu'une génération plus tard il s'efforcera, au milieu de difficultés accablantes, de faire ce qu'il eût été si facile d'accomplir au bon moment. Nous autres progressistes, combattions pour la justice sociale et industrielle élémentaire, et avions pour nous la grande majorité des idéalistes pratiques du pays. Mais nous avions contre nous à la fois les vieilles organisations politiques et 99 pour 100, pour le moins, de la richesse constituée du pays, par conséquent, la plupart des journaux. Nous n'étions, de plus, pas parvenus à toucher les sentiments des matérialistes, ni à frapper l'imagination des hommes bien intentionnés et mous qui préfèrent suivre les chemins battus. Nous étions combattus aussi amèrement par les socialistes que par les représentants des deux vieux partis et cela, pour la raison même que nous nous opposons tout autant au gouvernement d'une ploutocratie qu'à celui de la racaille. Et si même un démocrate comme moi se sent disposé à admettre l'autorité d'une grande aristocratie ayant fourni à la nation depuis des générations, en en temps de paix comme en temps de guerre, des chefs de valeur, le gouvernement d'une ploutocratie serait inadmissible, gouvernement d'hommes très puissants à certains points de vue et doués du « sens de l'argent », mais dont les idéals ne s'élèvent, dans leur essence même, pas au-dessus de ceux d'un prêteur sur gages parvenu.

Je n'ai pu me défendre de sourire, mon cher ami, de ce que vous m'écrivez à propos de l'attentat dirigé contre moi, et de votre curiosité de savoir, au cas où pareille chose vous serait arrivée, « si vous auriez eu le nerf de prononcer un discours » et « si votre corps eut témoigné d'autant de vigueur ». Je puis répondre à ces deux questions avec une absolue certitude. Votre nerf ne s'en fût pas le moins du monde ému ; vous y auriez été de votre discours comme la chose du monde la plus naturelle et, physiquement, vous auriez résisté mieux même que moi. Vous auriez fait preuve du même sang-froid absolu, du courage et de l'oubli de soi que votre frère, lorsqu'il fut terrassé par un lion. Sans doute la civilisation moderne est-elle amollissante et l'orateur ou chef de parti moyen, le courtier, le banquier ou l'industriel moyen, sont-ils, à tout le moins lorsqu'ils ont passé l'âge mûr, prédisposés à la mollesse, tant au moral qu'au physique.

De tels hommes tiendraient un coup de revolver pour une calamité terrible et inouïe, mais ils sont de ceux qui ne s'apitoient que sur soi et ne pensent qu'à soi, pas même à la tâche entreprise, ni à leur devoir envers autrui, ni à leur respect propre. Mais un bon marin, ou un soldat, voire un civil accoutumé aux efforts pénibles et chargés de risques, un pêcheur de fond, un cheminot, un cowboy, un débardeur ou un mineur, eût normalement

agi comme je l'ai fait sans y attacher d'importance. Je crois bien que la moitié au moins des hommes de mon régiment en eût fait autant. Songez combien de Bulgares ont, depuis un mois, agi exactement de même — et sur lesquels on n'a jamais songé à s'extasier ! John Murray m'a récemment envoyé la *Vie de Sir Harry Smith ;* j'y lisais ses aventures dans la guerre péninsulaire et son rapport de tous les officiers qui, criblés de balles, continuaient à accomplir leur devoir, et attendaient souvent bien des heures avant qu'un médecin les pût panser. Mais même dans notre petite bataille de San Juan, treize de mes hommes continuèrent à se battre, quoique blessés !

Or je veux figurer au même rang que Harry Smith et ses officiers et que les soldats de mon régiment, et je tiens à être jugé d'après leur étalon et non d'après celui de cette espèce particulière de « faiseurs d'argent » dont l'âme s'endurcit au fur et à mesure que leur corps s'amollit, de ceux qui, moralement inhumains envers les autres, sont physiquement pusillanimes pour eux-mêmes.

Je doute qu'il soit un homme sur lequel ait été déversé un volume d'opprobre plus considérable que je n'en ai reçu depuis neuf mois ; j'ai été attaqué avec une injustice si grossière que cela en devient vraiment humoristique. Mais il y a du bon dans la loi des compensations d'Emerson, aussi ai-je été, à charge de revanche, loué de façon toute aussi extravagante et disproportionnée à mes mérites pour cette histoire d'attentat. La balle traversa le manuscrit de mon discours, mon étui à lunettes en métal, et ne pénétra que de huit à dix centimètres dans la poitrine, brisant une côte et se logeant tout auprès. Il faisait si sombre que je n'ai même pas vu mon agresseur, mêlé à la foule intense qui entourait mon automobile, et lorsque je me mis debout en chancelant, je retombai assis pendant un instant. En me relevant je toussai, et portai aussitôt la main à mes lèvres pour voir s'il y avait du sang. Il n'y en avait pas, aussi, la balle étant entrée dans la poitrine, je me dis qu'il y avait vingt chances contre une pour qu'elle ne fût pas mortelle. Il m'eût été indifférent que l'homme fût tué à l'instant même, mais je ne jugeai ni sage ni convenable qu'il le fût sous mes yeux, si je n'allais pas succomber ; aussi arrêtai-je les gens qui commençaient à le tarabuster et le fis-je amener devant moi pour voir si je le reconnaîtrais — mais il m'était inconnu. Un devoir évident s'imposait alors — poursuivre mon chemin et prononcer mon discours. Je désirais, dans l'éventualité très improbable que la blessure fût mortelle, mourir pour ainsi dire tout botté. Il m'a toujours paru que la meilleure façon de mourir serait en accomplissant quelque chose, que ce fût à la tête d'un régiment ou toute autre chose. Je sentais, de plus, qu'il serait difficile aux gens, dans de pareilles circonstances, de

méconnaître ma sincérité, qu'ils seraient en conséquence plus disposés à accueillir à sa valeur intrinsèque le discours que je désirais faire, et qui exprimait mes convictions les plus profondes et les plus sincères. Si d'autre part, ma blessure n'était que légère, comme tout semblait l'indiquer, il était néanmoins probable que je n'aurais plus guère l'occasion de parler au cours de la campagne, il me fallait à tout prix saisir celle-ci et parler dans des conditions qui rendaient au moins possible que le pays y prêtât quelque attention ? Et voilà tout ce qu'il importe dans cet accident.

Je suis bien fâché que Bryce s'en aille. Je suis content que ce soit Cecil Spring-Rice qui lui succède. J'ai reçu une lettre délicieuse de Trevelyan l'autre jour.

Avec tous mes meilleurs souvenirs, fidèlement vôtre

THÉODORE ROOSEVELT.

M. Roosevelt à Sir Edward Grey.
The Outlook.

New-York, 9 janvier 1913.

MON CHER GREY,

De crainte que vous puissiez croire que je partage l'opinion des autres rédacteurs de l'*Outlook* sur la question d'arbitrage des droits de passage du Canal (1), je m'empresse de vous écrire qu'il n'en est rien. Je fais paraître une lettre à ce sujet dans le prochain numéro de l'*Outlook*, que je prendrai la liberté de vous envoyer. Je suis d'avis que nous devrions soumettre l'affaire à l'arbitrage :

J'ai eu de vos nouvelles par Miss Asquith qui était ici l'autre jour.

Eh bien ! J'espère que les Bulgares sortent bons premiers dans l'affaire des Balkans !

Je vous souhaite tout succès au cours de l'année nouvelle.

Fidèlement vôtre,
THÉODORE ROOSEVELT.

Sir Edward Grey à M. Roosevelt.

Foreign Office, Londres, 29 janvier 1913.

MON CHER ROOSEVELT,

J'ai lu et vivement apprécié votre article sur l'arbitrage.

Il est bon que l'on insiste sur le principe du maintien d'un

(1) Voir plus haut.

traité d'arbitrage existant. Si cette question du Panama n'est pas résolue par des moyens diplomatiques, et que l'arbitrage soit refusé, ça lui portera un coup violent qui aura une répercussion mondiale.

La réponse que Knox nous a adressée est à l'étude, et notre propre réponse devra être soumise au Cabinet, de sorte que je ne puis dire ce qu'elle sera.

Il est cependant un point qui me vient à l'esprit à propos de ce que vous dites de la navigation côtière. Telle que vous la traitez, la question apparaît fort simple en principe. Les navires étrangers sont exclus de toute navigation le long des côtes d'Amérique. Ils l'étaient déjà avant la conclusion du traité Hay-Pauncefote, leur exemption de droits ne peut par conséquent causer aucun préjudice à la marine marchande étrangère, si celle-ci n'a pas, de ce fait, à passer des droits plus élevés pour l'entretien du Canal qu'elle n'aurait à le faire, si ces droits étaient prélevés sur la navigation côtière. Mais l'on m'assure qu'il serait impossible, dans la pratique, d'empêcher le cabotage de concurrencer le commerce maritime étranger non côtier. Par exemple : un navire se rendant de New-York à San Francisco peut fort bien, lorsqu'il traverse le Canal de Panama, avoir à bord un chargement pour des ports étrangers ; ou encore, un bateau venant de traverser le canal avec seulement des chargements côtiers, peut, à son voyage de retour, faire escale à des ports de l'Amérique Centrale ou du Sud pour prendre du fret étranger, et le faire à meilleur compte parce que son voyage d'aller par le Canal a été exempt de droits.

Sincèrement vôtre,
EDWARD GREY.

Sir E. Grey à M. Roosevelt.

Londres, 10 septembre 1914.

MON CHER ROOSEVELT,

J. M. Barrie et A. E. W. Mason, dont vous avez sans nul doute lu quelques livres, partent pour les Etats-Unis. Leur but, tel que je l'ai compris, n'est pas de faire des discours ni des conférences, mais de rencontrer des gens, plus particulièrement ceux ayant des attaches avec les Universités, et de leur expliquer le cas de la Grande-Bretagne en ce qui concerne cette guerre et son point de vue des enjeux impliqués.

Je tiens à vous dire, au cas où vous ne les auriez pas encore rencontrés, que je suis certain qu'ils vous plairont et que vous les trouverez intéressants. J'ai prié Spring-Rice de leur donner des lettres d'introduction auprès de vous.

Cette guerre est une chose affreuse. C'est comme si nous étions tombés dans quelqu'abîme où auraient été enfouis les âges barbares et que nous y revivions.

Si les Allemands sont vainqueurs, le militarisme prussien dominera toute l'Europe à l'exception de la Russie, qui restera une Puissance dans l'Europe orientale et en Asie. Les idéals de bien et de mal et de bonne foi envers les traités, et toutes autres choses constituant l'humanité et la civilisation se trouveront tous subordonnés d'un bout à l'autre de l'Europe occidentale au règne de la force, au principe que tout ce qui contribue à la puissance germanique est bien, et que tout le reste doit être foulé aux pieds.

L'Allemagne a dans cette guerre l'immense avantage de l'avoir dès longtemps préméditée et d'avoir choisi son heure pour l'imposer à l'Europe. Elle est donc absolument préparée à tous les points de vue. La France et l'Angleterre étant des pays démocratiques et ne désirant pas la guerre, n'auraient jamais pu s'y préparer de la même façon. Nous étions trop conscients de l'innocence de nos intentions pour nous livrer à des préparatifs égalant ceux du pays qui non seulement s'y est préparé lui-même, mais en a à l'avance élaboré tous les plans et déterminé l'heure. La Russie est, bien entendu, un Etat infiniment moins bien organisé que l'Allemagne ; sa politique et ses préparatifs sont dans un état perpétuel de relâchement et de désarroi. La pauvre Belgique ne crut pas un instant, jusqu'à ce que lui parvint l'ultimatum de l'Allemagne, que sa neutralité pût être violée, et son geste est très beau d'avoir opté pour la ruine, les déprédations de toute sorte, plutôt que de permettre qu'on la foulât aux pieds sans qu'elle offrît de résistance.

Sincèrement vôtre,
E. Grey.

M. Roosevelt à Sir E. Grey.

New-York City, 3 octobre 1914.

Mon cher Grey,

Je viens de recevoir votre lettre et ai aussitôt prié Barrie et Mason de venir déjeuner avec moi.

Je viens d'écrire un article pour *The Outlook* et une série d'autres pour différents journaux quotidiens sur la guerre, en lesquels, tout en faisant de mon mieux pour n'être pas le moins du monde blessant envers l'Allemagne, j'ai énergiquement soutenu la position prise par l'Angleterre, et tout spécialement par vous. Je me suis trouvé en difficile posture. Etant en opposition avec l'Administration d'Etat, dire comment j'aurais moi-même agi, alors que

je ne suis pas au pouvoir et que les initiatives que j'aurais prises sont tout le contraire de ce que fait l'Administration actuelle, eût été nuisible sans chance d'un résultat quelconque, ceci d'autant plus que la masse de notre peuple ne comprend rien à la politique étrangère et n'a aucune notion de la menace d'un danger. J'étais réellement parvenu, pendant que j'étais Président, à les pénétrer d'une conception assez précise de toutes ces questions, et je crois que si je l'avais encore été au début de cette guerre, mes compatriotes auraient donné leur assentiment à l'attitude que j'eusse très certainement adoptée en qualité de chef d'une nation signataire des Traités de la Haye touchant la violation de la neutralité belge. Mais je n'eusse, il va de soi, pas fait un tel geste sans être décidé à le soutenir jusqu'au bout, quelles qu'en fussent les conséquences ; aussi serait-il absurde de ma part de recommander une attitude analogue à l'Administration d'Etat à moins d'être assuré que celle-ci prendrait les mesures nécessaires pour appuyer son attitude. Je me suis exprimé très nettement dans mes articles, mais avec, je crois, la réserve et la courtoisie voulues. Je ne sais s'ils sont ou non parvenus en Angleterre, mais ils sont très certainement en Allemagne, car la *Gazette de Cologne* m'a attaqué à leur sujet. Sans doute Spring-Rice vous les enverra-t-il, s'il vous était agréable de les voir.

THÉODORE ROOSEVELT.

Sir E. Grey à M. Roosevelt.

Londres, mardi 20 octobre 1914.

MON CHER ROOSEVELT,

Merci de votre lettre.

J'ai vu, par un ou deux de vos articles, la ligne que vous adoptiez dans *The Outlook*, et Spring vient de m'en envoyer d'autres que j'espère pouvoir lire.

Votre idée que les Etats-Unis eussent pu se dresser à la veille de l'explosion de la guerre pour soutenir les droits de traité me fait bouillir à la pensée de ce qui eût pu être. Je vois bien toute la difficulté qu'il y aurait eu à faire accepter une action de cet ordre à l'opinion publique. La voie prise par le gouvernement américain actuel est, bien entendu, naturelle, et celle que l'on attendait. Cependant, si les Etats-Unis avaient agi, ils eussent peut-être pu empêcher la guerre. Je dis « peut-être », parce que les preuves accumulées des immenses préparatifs de l'Allemagne, sa confiance en soi, ses intentions si évidentes, me font douter que quoi que ce fût eût pu l'arrêter à la dernière minute. Mais si les Etats-Unis avaient pu arrêter la guerre, ils eussent, du coup,

brisé le militarisme. Car l'évidence se serait imposée de l'inutilité du maintien de ces énormes armements si, dès la première tentative d'en user dans un but d'agression, le monde entier s'était soulevé contre eux. Il eût pu en résulter un accord entre la France, l'Allemagne, la Russie et l'Angleterre de n'attaquer aucun autre pays, de maintenir leurs armements dans certaines limites, de soumettre à l'arbitrage toute dispute soulevée entre elles sur ce point ou tout autre, peut-être à l'arbitrage des Etats-Unis, et, au cas où une Puissance quelconque s'y refuserait, que toutes les autres uniraient leurs forces contre elle.

Je croyais que nous avions fait quelque progrès lors de la crise balkanique d'il y a un peu plus d'un an, vers une union des groupements de Puissances européennes. Nous nous entendions fort bien à cette époque avec l'Allemagne, parce que le parti militaire prussien ne jugeait pas que l'heure de la guerre eût sonné, et laissait l'élément civil en paix.

A présent, je ne vois plus d'autre moyen que de continuer à combattre jusqu'à l'obtention d'une paix qui nous assure contre le militarisme prussien. Une fois qu'elle en sera délivré, l'Allemagne n'aura plus rien à craindre, parce que nous-même ne craindrons plus rien de sa part.

Je crois encore que les Etats-Unis pourront jouer un grand rôle dans l'élaboration des conditions de paix et l'assurer, après cette guerre, d'une façon permanente. Mais ce nous est, bien entendu, un point d'honneur que la Belgique obtienne des réparations raisonnables pour ce qu'elle a souffert ; or l'Allemagne n'en voudra pas entendre parler jusqu'à ce qu'elle soit battue, et nous ne saurions cesser de l'exiger tant que nous ne le serons pas nous-mêmes.

Sincèrement vôtre,
E. GREY.

M. Roosevelt à Sir E. Grey.

New-York City, 11 novembre 1914.

MON CHER GREY,

Vous trouverez ci-joint quelque chose que je viens d'écrire et où j'ai pu m'exprimer beaucoup plus ouvertement que je ne me sentais autorisé à le faire avant les élections, car tout ce que j'aurais dit durant cette période eût été attribué à des buts politiques.

Je suis en entier accord avec ce que vous dites, c'est-à-dire qu'au point où en sont les choses, il importe de lutter jusqu'au bout et que la Belgique doit obtenir les réparations dues à ses souffrances.

J'ai le regret d'avoir, à la suite de ce que j'ai écrit, perdu tous

mes amis allemands, et vous qui êtes dans la politique, savez que même pour un ex-politicien, il n'y a rien d'agréable à s'attirer des inimitiés qui ne lui apportent en échange pas l'ombre d'une compensation. Mais dans le cas actuel je sentais qu'il m'était impossible de suivre une autre voie que celle que j'ai adoptée, et que je devais au monde, pour si minime que pût être mon influence, d'en user au service de ce que je tiens pour être la justice même.

Sincèrement vôtre,
THÉODORE ROOSEVELT.

Sir E. Grey à M. Roosevelt.

Londres, vendredi 18 décembre 1914.

MON CHER ROOSEVELT,

J'ai lu avec le plus vif intérêt votre article sur un *posse comitatus* de pays neutres.

Personnellement, j'accueillerais avec joie une organisation de ce genre, et j'espère que l'un des résultats de cette guerre pourra être de bien pénétrer les pays neutres de l'intérêt qu'ils ont à empêcher toute guerre. Ils savent tous, à présent, ce que cela représente de souffrance pour le monde entier. Quelque jour, lorsque nous serons nous-mêmes redevenus pays neutre, je pense que nous accueillerons toutes les propositions dans le sens que vous suggérez.

En attendant, force nous est de combattre pour atteindre trois buts :

1. — Pour sauver l'Empire britannique et tout ce qui rend la vie chez nous attachante et bonne. — Nous comprenons clairement, maintenant, que le véritable objectif du parti militaire prussien était la domination, que c'est nous qui avons été pour lui le grand obstacle, et que la domination prussienne signifierait la négation de notre liberté, de notre vie nationale même en tant qu'Etat indépendant.

2. — Rendre la Belgique à son peuple avec les réparations du préjudice qui lui a été porté. — Il me revient que les Allemands répandent le bruit que la Belgique était impliquée dans une sorte de conspiration avec nous. Ceci a été suffisamment réfuté par les documents publiés tant par le gouvernement belge, que par nous-mêmes.

3. — Prendre toutes précautions pour que le parti militaire prussien qui a préparé et projeté cette guerre, ne régisse plus à

l'avenir la politique de l'Allemagne. — Ceci, je présume, ne pourra être obtenu que lorsque le peuple allemand se rendra compte qu'il a été trompé et égaré par les Junkers, et qu'il se transformera lui-même en Etat démocratique. Ce sera là un point difficile, mais tant qu'il ne sera pas réglé, l'Europe ne pourra être libérée de l'écrasant fardeau des dépenses d'armements : il nous faudrait, dans l'avenir, continuer à nous tenir prêts à des attaques, et cela sur une échelle plus considérable encore qu'auparavant.

Nous nous sommes, bien entendu, liés mutuellement avec la France et la Russie à ne pas mettre en avant de condiions de paix, sauf d'un commun accord. Nous n'en avons d'ailleurs pas encore discuté : la France et la Russie auront sans nul doute leurs conditions personnelles à poser. Mais je ne crois pas me tromper en avançant que les trois conditions que je viens d'énumérer sont celles que tient à obtenir notre pays : assurer notre intégrité, exiger des réparations pour la Belgique, et nous protéger dans l'avenir contre une politique d'agression préméditée.

Il me semble que les neutres pourraient intervenir utilement pour exiger une garantie de ce troisième but, sinon dans les conditions mêmes de paix, du moins en s'engageant par un accord semblable à celui que vous avez esquissé, auquel participeraient toutes les grandes Puissances, et qui donnerait, par là même, autant de sécurité à l'Allemagne qu'à n'importe quelle autre Puissance.

Mes propres vues sur les traités internationaux et les conventions de la Haye se sont grandement évaporées à la chaleur de cette lutte. J'incline à trouver qu'il vaudrait mieux abroger toutes celles qui ont été élaborées jusqu'à ce jour et en établir d'autres sous la condition expresse que tous les signataires s'engageront à les soutenir par la force, si besoin était.

Sincèrement vôtre,
E. Grey.

M. Roosevelt à Sir Edward Grey.

New-York City, 22 janvier 1915.

Mon cher Grey,

C'est par Spring-Rice que je vous fais parvenir cette lettre. Vous pouvez la communiquer à vos collègues du Cabinet, si vous le jugez bon. Mais j'ai à peine besoin de vous dire que, sauf cela, elle est strictement confidentielle — non pas pour des raisons nous touchant l'un ou l'autre personnellement, mais à cause de ce qui me tient à cœur en l'écrivant.

Vous êtes probablement au courant de mon attitude générale en cette guerre, telle que l'expose le petit volume que je viens de faire paraître (La lecture vous en serait tout-à-fait inutile, il est adressé à mes seuls compatriotes et écrit à leur intention).

Pour moi, le pivot de la situation a été la Belgique. Si l'Angleterre ou la France avaient agi envers elle comme l'a fait l'Allemagne, je me serais dressé contre elle tout comme je me dresse à présent contre cette dernière. J'ai énergiquement approuvé votre action comme étant le vivant exemple de ce que devraient faire ceux qui considèrent qu'il est de leur devoir d'observer les traités avec une entière bonne foi et qu'il existe une morale internationale. Je prends cette position en tant qu'Américain qui n'est pas plus Anglais qu'il n'est Allemand, qui s'efforce loyalement de servir les intérêts de son propre pays, mais qui s'efforce aussi de faire tout en son pouvoir pour faire prévaloir la justice et la décence à l'égard de l'humanité en général et se considère, en conséquence, comme contraint de juger toutes les autres nations d'après leur attitude en des circonstances déterminées.

Je ne pense pas qu'il me faille invoquer un précédent pour vous écrire, mais si vous y tenez, je vous prierai de vous référer à la *Vie de John Bright* par le jeune Trevelyan, pages 314 à 316. Bright écrivait à Sumner à l'epoque où la plupart des hommes politiques anglais, depuis Palmerston et Derby jusqu'à Gladstone et au directeur du *Times* étaient plus ou moins ouvertement hostiles à la cause de l'Union américaine et de l'affranchissement des esclaves. Les lettres de Bright à Sumner étaient expressément écrites pour être lues à haute voix par Lincoln à son Cabinet, ce qui fut fait. Il craignait que les Etats-Unis ne fussent entraînés à la dérive vers une guerre avec l'Angleterre. En voici un passage :

« Vous savez que je vous écris avec un désir aussi sincère de votre prospérité nationale que si j'étais originaire et habitant de votre pays. Je n'ai pas besoin de vous dire, à vous qui êtes bien plus que moi au courant de l'histoire moderne, que les nations ont tendance à glisser vers la guerre. Je souhaite avec ardeur que vous agissiez avec fermeté et courtoisie (envers l'Angleterre) Toute attitude modérée que vous adopterez rencontrera ici un solide appui. Je ne doute pas que vous ne puissiez faire état, pour revendiquer le bien-fondé de vos actions, de quantité d'exemples caractéristiques des pratiques anglaises, mais il est peu probable que cela modifie en rien l'opinion ici. Il faut que vous présentiez la chose sous une forme qui sauvegarde votre honneur et mette notre gouvernement dans son tort, s'il refusait votre proposition. *Il ne faut à aucun prix que vous laissiez dégénérer cette question en une guerre avec l'Angleterre, même si c'est vous qui aviez raison*

et nous qui avons tort (1), une guerre porterait un coup fatal à votre projet de rétablir l'Union. Je ne considère pas en ceci, cette fois, ses effets ici; mes regards ne sont portés que vers votre grand pays, et je vous implore — sans pour cela croire que toute concession soit impossible et que l'Angleterre cherche une querelle, de ne pas faire le jeu de tous les ennemis de votre pays. Dans des moments de crise et de difficultés graves les peuples ont mainte fois fait ce à quoi ils n'auraient jamais songé aux heures de leur prospérité et de leur puissance, et ils l'ont fait sans encourir d'humiliation ni de honte. Vous pouvez infliger à vos ennemis une déception par la modération de votre conduite, et tout homme honnête et bon en Angleterre applaudira à votre sagesse. Si vous êtes résolu à réussir dans le Sud, n'ayez pas de guerre avec l'Angleterre. Faites toutes les concessions que vous pourrez. N'hésitez pas à dire au monde que vous êtes même disposé à prendre en considération ce que, il y a deux ans, aucune Puissance n'eût pu exiger de vous, plutôt que de donner à une autre nation un prétexte de venir à l'aide de vos ennemis. Il est de votre intérêt de les frustrer même au prix de n'importe quelle concession qui ne soit pas déshonorante. »

L'Amérique adopta alors la ligne de conduite conseillée par John Bright. J'ignore si ses avis furent du moindre poids. Je me demande presque si vous ne m'en voudrez pas de venir offrir un conseil; mais je puis vous assurer que mon intention en le faisant est aussi amicale et désintéressée que celle de John Bright écrivant, il y a quelque cinquante années, à Sumner et à Lincoln, et a aussi sincèrement pour but de servir ce que je crois être la cause de la justice et de la morale. En transposant les noms, le conseil que je viens vous apporter est le même que celui de John Bright, comme mes raisons sont en tous points identiques.

Il y a eu dans l'opinion publique américaine des fluctuations au sujet de la guerre: les forfaits des Zeppelins ont ravivé le sentiment en faveur des Alliés. Mais j'ai l'impression que pendant environ deux mois avant ces faits, ce sentiment avait été sensiblement en décroissance pendant que se développait un sentiment pro-germanique. Je ne crois pas que ce soit le cas parmi les gens mieux renseignés, mais bien parmi la masse de ceux qui n'ont d'autre information que la lecture des journaux ou les spectacles cinématographiques. Ce revirement était dû à plusieurs causes. Il y a eu, notamment, un contraste frappant entre les attentions prodiguées aux correspondants de guerre américains

(1) C'est moi qui ai souligné cette phrase. Je suis aussi peu en sympathie avec Wilson et Bryan dans leur attitude actuelle que l'était Bright avec les vues Palmerston-Derby sur notre guerre civile en 1861-65 (Note de Th. Roosevelt).

par les autorités militaires allemandes et le refus absolu d'avoir le moindre rapport avec eux marqué par les gouvernements britannique et français. Notre meilleur correspondant de guerre est, à tout prendre Frédérick Palmer. Il est favorable aux Alliés ; mais ce sont les Allemands et non les Alliés qui se sont ingénié à tout lui faciliter. Ils n'ont pas par cela changé quelque chose à son attitude, mais ils ont sans conteste modifié celle de quantité d'autres. Les seules nouvelles du théâtre de la guerre écrites par des Américains connus du public américain et possédant sa confiance, proviennent donc du côté allemand, avec le résultat que ceux dont les sympathies vont aux Alliés n'ont aucune possibilité d'apprendre les rudes épreuves ni les exploits des armées françaises et britanniques. Ces correspondants m'informent que les objections ne proviennent pas des généraux sur le front, mais des gouvernements intérieurs, et qu'ils ont en conséquence toutes facilités d'écrire pour leurs compatriotes ce qui se passe du côté allemand et aucune du côté allié.

Je ne m'aperçois pas que l'autorisation qui leur a été accordée par les Allemands ait en rien gêné l'efficacité de leurs opérations militaires, et cela leur a certainement profité au point de vue de l'opinion publique américaine. Il se peut que l'on ne juge pas, chez vous, que l'opinion publique de l'Amérique vaille d'être prise en considération ; mais si vous êtes d'avis contraire, il serait utile que vous étudiiez la question de savoir si la rigidité de votre censure et votre refus de permettre à des correspondants d'aller au front, n'ont pas grandement nui à votre cause, au point de vue de l'opinion publique sans apporter pour cela de sensibles avantages militaires. Je me rends parfaitement compte qu'il serait criminel de permettre à des correspondants d'agir comme ils le firent pas plus tard que lors de notre guerre avec l'Espagne, mais je reste persuadé que l'on a beaucoup exagéré la censure et l'interdiction du front aux correspondants, sans que cela ait valu le moindre avantage au point de vue militaire, tandis que cela a eu l'effet très réel d'empêcher que l'opinion publique vous soit ralliée.

J'ai également écrit une lettre à Spring-Rice dont je le prierai de vous envoyer copie, et dont je désirerais que vous prissiez connaissance comme se rapportant à cette lettre et en faisant partie.

Parlons à présent de la question de contrebande. Vous savez que je suis aussi peu en sympathie avec l'attitude du Président Wilson et du Secrétaire Bryan à l'égard des affaires internationales que l'était John Bright il y a cinquante ans avec Lord Palmerston, Lord Derby et M. Gladstone en leur attitude envers la république américaine lorsque celle-ci se trouva en guerre. Mais ils parlent au nom du pays, et je n'ai aucune influence

pour modifier l'action politique et bien peu j'ai des raisons de le croire, pour modifier le sentiment public. Vous pouvez donc à votre gré accepter ou rejeter mon avis selon ce qu'il vous paraîtra valoir.

Le Président Wilson ne désire très certainement pas la guerre avec qui que ce soit. Mais il est très entêté et prend, en matière internationale, le point de vue professoral. Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer que ce sont souvent les pacifistes qui, hésitant et trébuchant sans trop savoir où ils vont, finissent par glisser jusqu'à la guerre qu'ils ont rendue inévitable, sans s'être même aperçu de ce qu'ils faisaient. C'est ce qui arriva il y a un siècle aux Etats-Unis sous les Présidents Jefferson et Madison, malgré que l'attitude de l'Angleterre et de la France à cette époque rendît la guerre inévitable pour nous avec l'une d'elles, et eût dû en faire autant avec toutes deux. Je ne sais si vous avez lu la lettre que j'écrivis il y a deux semaines à ce sujet à Spring-Rice, je suppose qu'il vous l'aura envoyée ou bien qu'il vous la fera parvenir en même temps que celle-ci. Je considère l'achat envisagé par notre gouvernement de bateaux allemands comme absolument inconvenant, et je soutiens les républicains dans leur opposition à cette mesure. Je considère également comme peu convenables d'autres mesures prises par l'Administration, telles que le refus de publier d'avance les manifestes, etc. Et je trouve que la Grande-Bretagne fait preuve en ce moment de beaucoup de patience et d'indulgence. Je crois bien qu'elle a agi contre nos bateaux comme elle n'aurait pas dû le faire, mais je n'ai pas connaissance qu'elle continue à le faire. Je ne discute pas cette question du point de vue du droit, mais de celui de l'opportunité, dans l'intérêt de la Grande-Bretagne. Dans les circonstances actuelles notre commerce est infiniment plus nécessaire à vous et à la France qu'à l'Allemagne ; je suis même au-dessous de la vérité en affirmant qu'il est dix fois plus précieux aux Alliés qu'à l'Allemagne, et il est des circonstances où il pourrait devenir non-seulement utile, mais indispensable. Je ne suis pas homme de mer, et j'ignore les possibilités qu'offrent les sous marins. Ils ont accompli de remarquables exploits, mais s'ils commençaient à présent à détruire les navires portant des denrées alimentaires à la Grande-Bretagne, l'effet en serait non pas seulement sérieux, mais désastreux Dans de pareilles conditions, il eût été pour l'Angleterre de la plus haute importance d'accéder même aux plus excessives prétentions des Etats-Unis sur le droit de leurs cargos à passer sans être molestés. En admettant même que cette possibilité, que je n'envisage que comme très lointaine, soit en réalité absolument impraticable, il n'en reste pas moins vrai que le commerce de contrebande est incommensurablement à l'avantage de

surgissent des difficultés, à affirmer les plus absolues revendications du droit à l'intérêt personnel intégral, sans aucune considération de morale internationale. Je suis aussi complètement hostile à l'une de ces tendances qu'à l'autre ; mais la sagesse exige que l'on reconnaisse leur existence.

Je ne m'excuse pas de ce que je vous écris, car je suis assuré que vous comprendrez dans quel esprit je l'ai fait et la raison qui m'y a poussé : rien ne vous oblige d'ailleurs à vous y attarder un seul instant ni même à répondre à cette lettre.

Très sincèrement vôtre,
THÉODORE ROOSEVELT.

M. Roosevelt à Sir E. Grey.

New-York City, 1er février 1915.

MON CHER GREY,

A peine ma longue lettre était-elle partie que je reçois la vôtre du 18 décembre. Je ne puis que souhaiter, en passant, que les exploits des sous-marins survenus depuis que je vous ai écrit ne justifieront pas les craintes que je vous exprimais et qui furent l'une des raisons de ma lettre.

Puisque vous avez lu mon article *Posse Comitatus*, je prends la liberté de vous envoyer un petit livre que j'ai récemment fait paraître, intitulé *l'Amérique et la Guerre Mondiale*.

Je suis entièrement d'accord avec vous sur les trois buts qui vous imposent la lutte à outrance. Quant au troisième, je crois comme vous qu'il importe que le mouvement vienne de l'Allemagne même. Je ne vois pas très bien comment on pourrait l'amener, mais un accord dans le genre de celui dont j'ai esquissé les grandes lignes serait peut-être un moyen d'y parvenir.

Je suis très content d'apprendre que vous soyiez revenu de vos idées sur les Conventions de La Haye et les traités internationaux. J'ai été dénoncé avec frénésie par les pacifistes pour n'avoir pas voulu participer à ces traités pour la raison bien simple que je ne voulais souscrire à aucun engagement que je n'aurais pas l'intention de tenir, et que je ne croyais pas que nous puissions tenir. Je suis révolté de ce que ce gouvernement n'ait pas protesté, conformément aux Conventions de La Haye, contre les outrages iniques infligés à la Belgique (j'aurais, moi su rendre cette protestation efficace !). Je suis absolument d'accord avec vous pour trouver qu'aucun traité de cette espèce ne devra dorénavant être conclu sans que les Puissances signataires se soient engagées à en imposer le respect, fût-il nécessaire, pour cela, d'avoir recours à la force.

Combien je voudrais pouvoir faire quelque chose de plus efficient que de parler ! Puisse toute l'heureuse fortune possible venir à votre pays et à vous-même.

Fidèlement vôtre,
THÉODORE ROOSEVELT.

Sir E. Grey à M. Roosevelt.

Londres, ce samedi 13 mars 1915.

MON CHER ROOSEVELT,

Je n'ai pas eu le temps de répondre à vos lettres, mais il m'est fort agréable de les recevoir.

Nous faisons de notre mieux pour éviter de provoquer les neutres et plus spécialement les Etats-Unis ; mais, entourés comme nous le sommes de toutes parts de sous-marins allemands qui torpillent les bateaux marchands et noient leurs matelots, le pays ne tolérerait pas que l'on laissât passer sous notre nez des marchandises destinées à l'Allemagne. Les Allemands ont commencé leur petit jeu de couler des bateaux non-armés avant que nous n'ayions confisqué le chargement du *Wilhelmina ;* et voici qu'à présent nous découvrons qu'au moins deux navires neutres, l'un américain, l'autre hollandais, chargés de blé à destination de ports britanniques ouverts, pour le ravitaillement de la population civile, ont été coulés par des croiseurs allemands longtemps avant que nous n'ayions arrêté le *Wilhelmina* avec ses denrées alimentaires pour l'Allemagne.

Le Sénateur X. m'apportant une lettre de vous, j'ai été ravi de le voir et ai éprouvé grand plaisir à causer avec lui. J'avais entendu dire qu'il était très germanophile, et savais qu'il revenait d'Allemagne où il avait été on ne peut mieux reçu, aussi ne l'ai-je pas questionné à son sujet, pensant qu'il ne consentirait naturellement pas à donner des renseignements aux ennemis de l'Allemagne et qu'aussi, étant donnés ses sentiments, il lui serait peu agréable de me les exprimer.

Une ou deux de ses remarques m'indignèrent quelque peu. Je lui racontais que le Ministre allemand à Pékin avait annoncé que l'Allemagne serait, après cette guerre maîtresse de l'Europe et j'ajoutais que ce qu'elle cherchait, c'était d'étendre sa domination sur toute l'Europe occidentale. Il me demanda alors si cela aurait une grande importance, pourvu qu'elle n'annexât pas de territoires ? Il parut tout surpris lorsque je lui expliquai que cela signifierait que nous n'aurions plus notre indépendance, mais serions contraints à chaque pas de faire ce que nous enjoindrait l'Allemagne ; de sortir de l'Egypte si bon lui semblait, régler nos

tarifs douaniers à sa convenance et, en général, lui céder en toutes choses. Je lui déclarai que si l'Allemagne devait régir l'Europe, des gens pensant comme moi préféreraient certainement périr ou s'en aller. Il me paraît vraiment extraordinaire que ce point de vue lui ait semblé nouveau. Que penseraient les Etats-Unis, s'ils se trouvaient placés en état d'infériorité politique vis-à-vis d'un autre pays ?

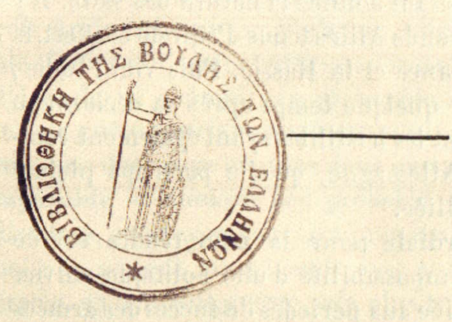
Il me répéta aussi l'argument allemand que c'eût été à nous d'empêcher la Russie de commencer la guerre. Ceci encore me révolta. En juillet dernier, nous demandâmes à l'Allemagne d'accepter une conférence juste et honorable, pareille à celle qui avait, peu de temps auparavant, réglé la crise balkanique, ou tout autre mode analogue d'apaiser la dispute entre l'Autriche et la Serbie. Nous obtînmes de la Russie qu'elle accepterait sans condition, et refusâmes de lui promettre d'avance un appui, si elle faisait la guerre. Mais les Allemands prétendent que nous aurions dû dire à la Russie que « l'étincelante armure » paradait, comme en 1909, et que donc la Russie devait, comme alors, se soumettre à une nouvelle humiliation diplomatique telle qu'aucune grande nation n'en saurait supporter deux fois, surtout après une insistance déplacée comme le discours du Kaiser à Vienne en 1909.

Tout cela fut cause que je m'exprimai avec une certaine vivacité ; néanmoins ma conversation avec le Sénateur X. m'a plu, parce qu'il est vivant et d'humeur joviale.

Si tout va bien et que je survive à cette guerre, je prendrai un long congé de la vie politique, quoique je doute fort de jamais tracer une nouvelle rivière sur la carte (1).

Sincèrement vôtre,
Edward Grey.

(1) Allusion à une phrase de Roosevelt relatant sa découverte d'une rivière en Amérique du Sud.



CHAPITRE XXV

LA DIPLOMATIE ALLIÉE PENDANT LA GUERRE

Un écheveau embrouillé. — Impossibilité d'une politique suivie. — Trois partenaires et un quatrième. — Les facteurs militaires décisifs. — Erreurs fatales et autres. — Issues possibles. — Accord interallié. — Buts de la diplomatie alliée. — Les États Neutres. — Quatre catégories. — Méthodes différentes. — Le cas de la Turquie. — Un objectif double. — La complication des cuirassés. — Efforts pour gagner du temps. — Un hommage à Louis Mallet. — La situation de l'Égypte pendant la guerre.

Il est certainement difficile, il sera peut-être même impossible, de faire un récit clair et suivi de la diplomatie alliée durant la guerre. De fait, l'écheveau en fut si enchevêtré et si confus qu'il n'est guère possible de le débrouiller pour en faire un exposé d'ensemble cohérent. La diplomatie britannique était nécessairement l'un des fils de l'écheveau, tantôt perdu dans le nœud, tantôt facile à suivre tout seul. La masse de dépêches et de télégrammes constituant la documentation de la diplomatie alliée est d'une lecture pesante : il ne pouvait en être autrement, étant donnée la nature des faits. Il y eut dès le début, trois grands Alliés tenus d'agir de concert, la Grande-Bretagne, la France et la Russie. Puis vint l'Italie ; ce ne fut cependant que quelque temps après sa déclaration de guerre à l'Autriche, et les hostilités ayant également commencé entre elle et l'Allemagne, qu'elle participa pleinement à la diplomatie alliée.

La condition primordiale pour la comprendre est de se rendre compte de l'impossibilité d'une politique suivie. Une diplomatie appropriée aux périodes de succès des armées alliées ne pouvait être la même lorsque c'était l'Allemagne

qui paraissait avoir le dessus. Il lui fallait s'adapter aux événements du front et il arriva mainte fois que dans le processus d'adaptation les Ministres des Affaires Etrangères Alliés ne marchèrent pas toujours du même pied diplomatique. Il y avait parfois tendance, d'une part ou de l'autre, à accélérer le mouvement lorsque les alliés subissaient des revers, comme si l'usage plus copieux de mots sous forme de menaces ou de promesses eût pu compenser l'effet des défaites sur le champ de bataille.

Imaginez trois Ministres représentant chacun, dans différentes parties de l'Europe, un pays ayant le sentiment de sa valeur propre, actionné par des intérêts particuliers ; tenez ensuite compte du fait inhérent à la nature humaine que ces trois hommes sont de tempérament et de vues intellectuelles différents. De pareilles divergences sont inévitables, mais on a le loisir, en temps de paix ordinaire, de mettre les choses au point, de se faire des concessions, de se comprendre. Le temps manque lorsque l'on est en guerre, et les âpres divergences de tempérament ou de vues que l'on saurait réprimer dans des conditions normales se trouvent ainsi mises en relief. Dans les moments de crise, chacun des Ministres suggérait sa conception d'une action immédiate contre quelque capitale neutre, et il était fréquent que toutes trois fussent différentes, la sienne paraissant toujours la meilleure au Ministre qui l'avait faite, lequel jugeait que toute autre pourrait constituer une erreur fatale. En attendant, l'unité de décision diplomatique se faisait pressante, et ne pouvait cependant être obtenue tant que les trois Ambassadeurs ou Ministres Alliés dans chaque capitale étrangère n'avaient pas reçu d'instructions identiques. Le télégraphe ne chômait pas, et combien souvent en vain. On ne voit guère pourtant comment c'eût pu être évité. S'il n'y avait que deux pays engagés dans une guerre, il ne serait pas impossible — quoique peu probable — que l'un des deux Ministres, assez sage pour comprendre que même une diplomatie de seconde main menée avec suite et rapidité est préférable, en temps de guerre, à la plus transcendante politique compromise par des retards, acceptât que l'autre prît en

mains la direction de la diplomatie. Mais lorsqu'il y a trois Ministres en cause, on ne peut s'attendre à ce que ce soient toujours les deux mêmes qui cèdent au troisième.

Quiconque aura poussé jusqu'ici la lecture de ce livre pourrait fort bien se demander comment il se fit que la diplomatie alliée ne perdit pas la guerre. Trois observations répondront à cette question fort juste.

1. — La diplomatie compta pour fort peu de chose en Europe pendant la guerre. Ses hauts et ses bas correspondirent très exactement aux succès et aux revers des Alliés. C'est ainsi que l'entrée en guerre de la Bulgarie aux côtés de l'Allemagne en 1915 fut considérée comme un échec de la diplomatie alliée, alors qu'elle était due, en réalité, à l'effet, sur la politique bulgare, des terribles désastres de l'armée russe au cours de l'été 1915, et à l'échec britannique aux Dardanelles,

Lorsque la Roumanie se joignit aux Alliés en 1916, ce fut accueilli comme un succès diplomatique ; nous lûmes à l'époque qu'il y eut à Berlin des démonstrations contre la Wilhelmstrassse pour la faillite présumée de sa diplomatie. Or, le facteur décisif de l'entrée en guerre de la Roumanie n'eut rien à voir avec la diplomatie : il résidait entièrement dans les succès de l'armée russe contre les Autrichiens sous les ordres de Broussilov. Si l'action diplomatique ne pouvait contribuer que pour une part infime en Europe à gagner la guerre, elle ne pouvait heureusement pas davantage la perdre. Les succès militaires allemands, lorsqu'ils se produisaient, annihilaient les efforts diplomatiques des Alliés et en eussent fait autant, quelle qu'eût été la perfection de ces efforts, tandis que les échecs de nos adversaires enlevaient toute importance même aux plus grossières erreurs, s'il y en eut.

2. — Il est une faute diplomatique qui, si elle avait été commise, eût été fatale à la cause alliée. Elle fut évitée avec soin : c'était non pas la rupture, mais l'ébranlement de nos relations avec les Etats-Unis, un état de choses qui eût provoqué leur ingérence dans le blocus, ou une interdiction d'exportation de munitions.

3. — C'est précisément là l'erreur capitale que commit l'Allemagne. Aussi la réponse à l'insidieuse question que j'évoquais tout-à-l'heure est-elle qu'en Europe la diplomatie comptait peu, et que, hors d'Europe, la diplomatie allemande fut plus mauvaise que celle des Alliés. Ces remarques s'appliquent aux rapports des Alliés avec d'autres nations, donc à leur politique extérieure. Pour ce qui est de leurs relations entre eux, c'est-à-dire leur diplomatie intérieure, elle réussit pleinement, et ils évitèrent, à force de bonne volonté et de concessions mutuelles, l'écueil de la scission.

Nous nous trouvâmes, en août 1914, en état de guerre, mais sans l'obligation d'avoir des Alliés. Il n'y avait aucun accord verbal ni écrit, et point n'en était besoin pour faire de nous de loyaux partenaires. Il n'aurait pu être question pour nous de nous dérober aux dépens de nos partenaires, ni d'entamer des négociations derrière leur dos, ou à leur insu. Mais s'il s'était offert une occasion de mettre fin à la guerre dans des conditions honorables, notre position eût été très forte pour insister auprès de la France et de la Russie pour qu'on la saisît. Je n'étais pas sans un espoir, bien faible il est vrai, qu'une fin de ce genre fût encore possible et l'affreux désastre d'une guerre prolongée épargné à l'Europe. Cela dépendait entièrement des quelques premières semaines de guerre, et de la seule hypothèse, bien improbable, que les Allemands ne remporteraient pas de succès initiaux: hypothèse escomptée cependant par les autorités militaires françaises et anglaises et que j'avais dès l'abord, je l'ai déjà dit, considérée comme trop optimiste. Je craignais un grand succès allemand en France, je l'escomptais et je sentais, lorsqu'éclata la guerre, qu'il nous fallait mettre en avant toute notre force, tendre tous les nerfs pour combattre ardemment, désespérément s'il le fallait, pour aider les Français à arrêter l'attaque allemande qui, si elle réussissait, nous entraînerait dans une lutte prolongée à moins, toutefois, d'une foudroyante victoire allemande, peu probable. L'Angleterre, la France et la Russie ne pouvaient toutes trois être si vite mises hors de combat ; même

si Paris tombait, les armées françaises seraient encore sur la Loire et toutes les forces russes et britanniques resteraient pour peser sur l'Allemagne et l'Autriche.

Une autre éventualité, bien plus improbable malheureusement que la première, était que les armées britanniques et françaises pussent, comme l'espérait l'opinion militaire, arrêter l'armée allemande sur le front occidental, puis attendre le résultat de l'avance russe. Si celle-ci réussissait, la guerre devrait continuer jusqu'à la défaite complète de l'Allemagne, mais s'il y avait coup nul sur les deux fronts, il se produirait une pause, durant laquelle la voix de la raison pourrait se faire entendre.

L'Allemagne ayant alors perdu tout espoir de victoire ; la défaite rapide de la France et de la Russie tant escomptée par elle tournant à l'échec, sa dangereuse foi en son invincibilité s'en fût trouvée brisée. D'autre part les Alliés auraient sans doute réfléchi qu'autre chose était de résister à l'attaque allemande ou de s'avancer à la conquête de l'Allemagne, et qu'il semblait préférable de faire la paix dans des conditions qui, si elles ne constituaient pas pour les Alliés une victoire, seraient loin d'être glorieuses pour l'Allemagne. C'est dans une pareille conjoncture que serait précieuse l'action des Etats-Unis. Le compte-rendu ci-dessous d'une conversation avec l'Ambassadeur des Etats-Unis résume mes réflexions dans les premiers jours de la guerre.

Sir Edward Grey à M. Barclay.

Foreign Office, 7 août 1914.

J'ai expliqué aujourd'hui à l'Ambassadeur des Etats-Unis combien j'étais remué à la pensée que, si nous avions décidé lundi dernier (3 août) de rester neutres dans la présente guerre européenne, nous eussions été contraints de revenir sur cette décision devant l'appel que nous avait adressé la Belgique de lui venir en aide, devant l'appel du Roi des Belges à son peuple, et la résistance de la Belgique aux Allemands, envahisseurs de son territoire. On ne peut que se demander avec indignation pourquoi les Belges seraient massacrés. Ils ne portaient ombrage à personne, ne provoquaient personne, leur neutralité était garantie de façon à leur donner le droit de s'attendre à être protégés ; et voilà que

les Allemands ont pénétré dans leur pays et les abattent lorsqu'ils se défendent. Ça été un acte de barbarie de la part de l'Allemagne. Quant à nous, qui avons été entraînés dans la guerre, nous n'avons aucun objectif personnel, rien qui nous tienne à cœur ou que la guerre puisse nous apporter. C'est pourquoi nous souhaiterions qu'elle pût à la première occasion être menée à une fin honorable dans des conditions équitables. Il va de soi que si les Allemands l'emportaient facilement sur les Français, ils ne voudraient rien entendre. Si, d'autre part, la France et la Russie remportaient aisément la victoire, elles exigeraient que l'Allemagne reçût une leçon. Les conditions acceptables dépendraient donc des circonstances. Il se pourrait que la lutte fût plus ou moins égale, auquel cas il y aurait place pour une médiation, lorsque des deux côtés l'on commencerait à sentir l'épuisement. Je lui dis aussi que je savais le Président Wilson désireux de s'offrir comme médiateur, et que s'il se présentait jamais une occasion favorable de mettre un terme à la guerre par un compromis, j'étais certain que nous userions dans ce sens de toute notre influence, laquelle, en notre qualité de belligérants, s'imposerait davantage que si nous étions restés en dehors.

Agréez, etc...

E. GREY.

J'avais saisi l'occasion d'exprimer dès les premiers jours ces vues à l'Ambassadeur, afin que si plus tard cet appel devenait nécessaire, il pût être fait aux Etats-Unis avec le plus de chances de succès, car, présenté comme un projet auquel nous aurions songé depuis le commencement, il gagnait plus de mérite et de force que s'il nous était suggéré par une contingence ou une déception imprévues. Le succès allemand initial, la retraite de Mons, la conduite des Allemands en Belgique et dans les territoires occupés, écartèrent pendant longtemps toute pensée de paix ; il fallait transformer en défaites les victoires allemandes avant de s'y pouvoir attarder. En quelques semaines la France et la Belgique avaient subi de cruelles pertes en vies et en territoires dévastés ; il ne pouvait, après cela, plus être question pour nous de suggérer la paix avant qu'elles n'en exprimassent le désir — en tous cas pas avant que nous ayions souffert autant qu'elles.

Il fut proposé au début de septembre que nous signions

avec la France et la Russie un accord liant nos trois pays à poursuivre la guerre de concert et à ne pas conclure de paix séparée. La proposition n'émana pas de nous : elle nous fut faite sans doute, parce que la France et la Russie sentirent qu'elles seraient plus sûres de nous, si nous nous liions à elles, comme elles l'étaient déjà l'une à l'autre par l'alliance franco-russe dès longtemps établie. Après la signature de l'accord, le 4 septembre, les clauses de l'Alliance, dont nous n'avions jusque-là pas eu connaissance, nous furent communiquées. Elles ne comportaient d'ailleurs aucune surprise, mais les conditions habituelles que suppose toute alliance défensive. Nous avions, bien entendu, accepté aussitôt et sans restriction de signer l'accord demandé, dont le premier effet fut de donner satisfaction et de rassurer la France et la Russie ; peu après, lorsque se manifesta la haine extraordinaire et soutenue de l'Allemagne contre l'Angleterre, ce fut à notre tour d'être réconfortés à la pensée que nous avions des Alliés tenus de nous soutenir.

J'en ai déjà assez dit pour montrer que la diplomatie alliée, et, bien entendu la part qui m'en revient, mérita parfois des critiques : elle offrait d'ailleurs quantité de cibles où il était aisé aux plus malveillants de faire mouche. Aussi me permettrai-je sur ces critiques quelques commentaires qui ne me semblent pas déplacés. Il y a eu tendance à juger la diplomatie du temps de guerre selon les mêmes étalons qu'en temps de paix, à ne pas tenir suffisamment compte du fait qu'en guerre, les mots ne comptent que pour autant qu'ils sont étayés par la force et les victoires. Jusqu'à la fin de 1916, et même après, mais ce livre ne traite de la guerre que jusqu'en décembre 1916, la diplomatie alliée ne bénéficia guère de ces appuis. La bataille de la Marne elle-même fut plutôt, pour l'opinion extérieure, Paris sauvé, qu'une grande victoire ; un temps d'arrêt de l'avance allemande plutôt qu'un revirement de la fortune des armes. La première bataille d'Ypres lui succéda, où la ligne franco-britannique fut bien près d'une nouvelle catastrophe. Il n'y eut pas, en 1915, de succès alliés assez retentissants pour faire contrepoids aux immenses désastres russes. Les Allemands, il est vrai, subirent

un échec à Verdun, mais les pertes françaises furent lourdes et le bilan de l'année établit plutôt un échec allemand qu'un succès allié, sauf pour l'offensive de Broussilov, qui attira les Roumains. Les trouées faites par Broussilov sur le front autrichien furent promptement comblées. Vraiment, la tâche en Europe de la diplomatie alliée durant cette phase de la guerre fut ardue et ingrate.

Pour juger avec équité la diplomatie alliée, il importe tout d'abord de se demander quels étaient les principaux objectifs qu'elle eût dû avoir à tâche d'atteindre, une fois les hostilités déclarées. Le premier de tous était sans conteste le maintien de la solidarité entre les grands Alliés : il fut entièrement et heureusement obtenu ; s'il ne l'avait été, la guerre eût été perdue. Cela nécessitait d'ailleurs des soins constants, des concessions et des sacrifices mutuels, tant en vue de la stratégie que de la politique. Bien des choses seraient à condamner, à ne les juger que sur leur mérite propre, et si l'on ne tenait compte qu'elles furent essentielles pour éviter une désagrégation des Alliés. Toute la série des traités secrets entre dans cette catégorie. Nous n'en conclûmes pas un seul en temps de paix après 1905, tandis que de 1914 à 1916 nous en proposâmes ou en signâmes plusieurs. Je répondrai à ceux qui dénoncent les traités secrets : « Vous avez pleinement raison, les traités secrets sont chose détestable et nuisible en temps de paix comme l'est aussi l'usage des gaz asphyxiants, cependant, au cours d'une grande guerre, vous serez irrésistiblement poussés à avoir recours aux uns comme aux autres. » Que l'on ne suppose pas que je prétende affirmer que les clauses mêmes de tous les traités secrets conclus pendant la guerre furent condamnables. C'est le fait même du secret, et non pas nécessairement la substance, que je compare aux gaz empoisonnés.

Il convient donc de porter au crédit de sa diplomatie l'intégrité de la solidarité alliée, qui se trouva même fortifiée lorsque l'Italie vint s'y joindre : ainsi se trouva acquis son but capital et essentiel.

Le deuxième et important objectif était l'entretien des

relations avec les neutres, question beaucoup moins simple. Elle était, de fait, si diverse et si complexe, évoluant sur tant de pivots si différents et variant avec les développements de la guerre, compliqués tantôt par un incident, tantôt par un autre, tous soulevés par des discussions sur la contrebande, que l'on pourrait presque désespérer d'en donner un aperçu un peu suivi. Je ne pourrai faire plus qu'indiquer ces difficultés en relatant certaines affaires traitées par les Alliés avec chaque neutre individuellement. Presque chacune d'elles offre un problème différent exigeant d'être traité séparément.

Les Etats neutres pouvaient se classer, lorsqu'éclata la guerre, en quatre catégories.

1. — Ceux dont les sympathies étaient acquises ou, tout au moins pas nettement défavorables aux Alliés, mais que l'on supposait bien décidés à rester en dehors du conflit, quels que pussent être leurs sentiments pour l'un ou l'autre côté. Ceux-là étaient les vrais neutres ; point n'était besoin de part ni d'autre de faire valoir concessions ou promesses pour les engager à le demeurer. Notre principal soin, en ce qui les concernait, était d'éviter de pousser l'ingérence dans leur commerce, exigée par le blocus, à un degré de provocation tel qu'ils en devinssent incommodément hostiles. L'Espagne, la Norvège, le Danemark, la Hollande, tous les Etats de l'Amérique Centrale et du Sud peuvent être assimilés à cette catégorie.

2. — Les Etats présentement neutres, mais dont les sympathies étaient ou bien progermaniques ou opposées à l'un ou l'autre Allié. La Turquie, la Bulgarie et la Suède rentraient dans cette catégorie.

3. — Les Etats qui, bien que neutres au début, étaient favorables aux Alliés et disposés à se joindre à eux lorsqu'en viendrait, à leur point de vue, le moment opportun : de ce nombre furent l'Italie, la Roumanie, la Grèce.

4. — Les Etats-Unis formaient une catégorie à part. Ce pays était si puissant qu'il ne pouvait, ni dans ses sympa-

thies, ni dans sa politique, être affecté par le cours de la guerre. L'Amérique était en état de faire ce qu'elle jugerait être bien ou opportun sans crainte des conséquences. Elle était un facteur d'une importance si considérable que son attitude pouvait, ainsi que je l'ai précédemment exposé, devenir décisive pour statuer du sort de la guerre en faveur de l'un ou l'autre belligérant.

Il y a peu à dire sur nos rapports avec les Etats appartenant à la première catégorie, malgré qu'ils ne fussent pas dépourvus d'importance. La Hollande pourra, à titre d'exemple, donner une idée de combien étaient délicats certains rapports avec les voisins de l'Allemagne. Je ne tardai guère à devoir assurer aux Pays-Bas que l'Angleterre ne porterait aucune atteinte à sa neutralité tant que l'Allemagne de son côté ne le ferait pas. La nécessité d'une pareille assurance démontrera à quel point la violation de la Belgique avait abaissé le niveau moral international : peut-être d'ailleurs, est-ce toujours le fait d'une guerre qui stimule le courage physique et moral individuel et, à ce point de vue, élève peut-être, mais qui pousse en même temps les peuples à faire ce à quoi ils ne songeraient même pas en temps normal, abaissant par ainsi leur niveau moral national.

La Hollande fut rassurée sur nos intentions et en exprima sa satisfaction. Nous ne pouvions d'autre part nous risquer à la pousser à maintenir sa neutralité par l'assurance que nous la soutiendrions en cela contre la pression germanique ; c'eût été la compromettre aux yeux de l'Allemagne. Le Ministre des Pays-Bas à Londres nous donna d'ailleurs à entendre qu'une telle assurance serait loin d'être la bienvenue. Quoi d'étonnant, devant l'exemple de la Belgique, que les petits Etats avoisinant l'Allemagne se sentissent mal à l'aise ?

Pour les Etats rentrant dans la deuxième catégorie, les relations diplomatiques, quoique se chevauchant, demandent pour les exposer avec clarté à être traitées séparément. Prenons d'abord la Turquie. Nous ignorions à l'époque qu'un traité secret la liât déjà à prendre parti pour l'Allemagne ;

musulmans dans de grandes difficultés et devenir pour eux comme pour nous une source de multiples complications. Je lui répondis que nous éprouvions tous le même sentiment et souhaitions ne pas entrer en conflit armé avec la Turquie, mais qu'étant donnés la présence à Constantinople du *Gœben* et du *Breslau* avec leurs équipages au complet et le puissant élément pro-germanique je craignais fort qu'il ne fût impossible d'empêcher la Porte de se joindre à l'Allemagne. Il reconnut la difficulté et admit le danger, mais insista alors pour que, s'il devenait impossible d'éviter la guerre avec les Turcs, nous puissions démontrer clairement et irréfutablement qu'il n'y avait pas de notre faute et que nous avions fait tout au monde pour l'empêcher. Nous avions donc ainsi un double objectif : 1° retarder l'entrée en guerre de la Turquie aussi longtemps que faire se pouvait, et, à tout prix, jusqu'à ce que les troupes indiennes aient traversé saines et sauves le Canal de Suez et soient en route pour la France, et 2° de bien établir, lorsque se serait produit le pire, que c'était le fait d'une agression non provoquée de la Turquie.

A cette tâche déjà ardue en soi venait s'ajouter une autre difficulté. Deux cuirassés se trouvaient en voie de construction en Angleterre pour le compte du gouvernement turc ; ils étaient presque achevés. L'Amirauté les réquisitionna pour accroître la flotte britannique, ce qui était tout-à-fait légal, tous les bateaux construits en chantiers britanniques pour des pays étrangers étant assujettis au droit du gouvernement de se les attribuer en cas d'urgence. Si les bateaux étaient pour un pays neutre, une compensation leur serait, il va de soi, donnée en espèces. Mais les Turcs furent bien ennuyés. Ils tenaient à ces cuirassés et le devoir de notre Ambassadeur à Constantinople, Sir Louis Mallet, fut à la fois de faire tout ce qu'il pouvait pour être agréable aux Turcs afin d'assurer le délai réclamé par Kitchener et de leur expliquer qu'ils ne pouvaient avoir leurs bateaux, l'Amirauté se montrant irréductible sur ce point. Les pelletées de dépêches, de télégrammes, témoignent de l'angoissante situation où se trouvait placé Mallet. Cependant, la diplomatie n'étant, en

temps de guerre que la servante du War Office et de l'Amirauté, Mallet dut faire de son mieux pour satisfaire les deux parties.

Ce point excepté, tout fut fait pour rendre à la Turquie sa neutralité facile, voire même profitable. Elle reçut la promesse, ratifiée par la France et la Russie que quelles que fussent, après la guerre, les conditions de paix, son indépendance et son intégrité seraient préservées. On ne lui demandait rien en échange : ni aide ni facilités avouées ou dissimulées pour les Alliés, rien sinon de demeurer neutre. L'obligation de neutralité comporterait, il va de soi, le rapatriement des équipages belligérants du *Gœben* et du *Breslau*. Le document suivant servira à indiquer la ligne que nous adoptâmes.

Sir Edward Grey à Sir Francis Bertie.

Foreign Office, 15 août 1914.

Je fis ressortir, au cours de conversations que j'eus successivement aujourd'hui avec les Ambassadeurs de France et de Russie, combien il était désirable de ne pas entamer la moindre querelle avec la Turquie dans la guerre actuelle tant qu'elle demeurerait neutre, car il nous serait fort embarrassant, tant aux Indes qu'en Egypte, que l'Empire Ottoman se dressât contre nous. Si elle se décidait à prendre parti pour l'Allemagne, il est évident que nous n'y pourrions rien, mais nous ne devions rien faire pour précipiter ce résultat.

Pour peu que la grande bataille qui se prépare en Belgique tourne au désavantage de l'Allemagne, il ne devrait pas être difficile de s'assurer la neutralité de la Porte. Je fis bien comprendre aux Ambassadeurs que la voie à suivre était de faire sentir à la Turquie que, si elle restait neutre, et que l'Allemagne et l'Autriche soient battues, nous veillerions à ce que l'intégrité des possessions turques telles qu'elles sont à présent, soit sauvegardée dans toutes les clauses de paix touchant au Proche-Orient ; mais que, d'autre part, si la Turquie prenait parti pour l'Allemagne et l'Autriche et que celles-ci fussent vaincues, nous ne saurions naturellement plus répondre de ce qui pourrait éventuellement être pris en Asie-Mineure.

Agréez, etc.

E. GREY.

Sir Edward Grey à Sir Louis Mallet.

Foreign Office, 22 août 1914.

Nous ne voulons pas repousser la discussion que demandent les Turcs, mais leurs demandes sont excessives.

Vous pourrez cependant, lorsque vos collègues Français et Russes auront reçu des instructions similaires, dire ceci :

Les trois Puissances Alliées donneront conjointement une garantie écrite qu'ils respecteront l'indépendance et l'intégrité de la Turquie, et s'engageront à ce qu'aucune clause des conditions de paix à l'issue de cette guerre ne portera préjudice à cette indépendance ni à cette intégrité. Elles assureront également à la Turquie des avantages économiques tels que la cession du chemin de fer allemand et autres concessions.

Pour ce qui est des Capitulations, nous consentirons à retirer notre juridiction extra-territoriale aussitôt qu'aura été mis sur pied un projet d'administration judiciaire répondant aux conditions modernes.

La Turquie devra, à charge de revanche, rapatrier immédiatement les officiers et équipages de tout rang du *Gœben* et du *Breslau*, donner une assurance écrite qu'elle accordera toute facilités de voyages paisibles et ininterrompus aux bateaux de commerce, et qu'elle observera pendant cette guerre toutes les obligations de la neutralité.

En outre, tous les points de procédure furent tendus jusqu'à l'extrême limite en faveur de la Turquie. Sa conduite à l'égard des équipages des deux croiseurs allemands qu'elle ne voulut ni interner ni rapatrier était un manquement à la neutralité ; elle donna encore d'autres sujets de mécontentement, qui eussent amplement justifié qu'on lui adressât un ultimatum exigeant sa soumission aux nécessités qu'impose la neutralité ; mais les Alliés ne voulurent rien faire pour précipiter la guerre avec elle ni pour lui en fournir le moindre prétexte ou la moindre occasion. Finalement, le 28 octobre, la flotte turque, escortée du *Gœben* et du *Breslau*, sortit pour attaquer les ports et les vaisseaux russes dans la Mer Noire. Il n'y a jamais eu d'exemple d'une attaque non provoquée plus brutale, plus gratuite d'un pays contre l'autre. La Russie, sincèrement désireuse d'éviter les complications d'une guerre avec la Turquie, s'était asso-

ciée à l'offre de garantie. Voilà ce qu'il ne faudrait jamais oublier en envisageant le traité secret pour Constantinople qui fut conclu après l'attaque turque. Le pillage de la Turquie n'entrait pas dans les intentions russes; celle-ci avait reçu des Alliés une offre juste et sincère, et l'avait refusée : c'est donc la Turquie seule qui doit porter le blâme de ce qui s'ensuivit.

A cette époque, les troupes indiennes avaient franchi le Canal et la manière dont la Turquie entra dans la guerre établit assez nettement que c'était bien de son fait. Notre diplomatie avait donc atteint ces deux objectifs, et cependant des critiques qui touchèrent au blâme furent déversées sur elle et plus spécialement, bien injustement, sur Mallet. On dit que nous aurions dû savoir que la Turquie devait immanquablement se joindre à l'Allemagne et l'on tourna en dérision la futilité d'avoir tenté de nous la concilier. Je dois ici ajouter quelque chose pour rendre justice à la position de Mallet. Pendant tout le temps où il poursuivait à Constantinople la politique alliée, c'était l'Allemagne qui avait le dessus et non pas nous. Paris manqua d'être pris, le gouvernement français s'était retiré à Bordeaux, l'armée française était retranchée bien loin sur son territoire, Bruxelles et Anvers étaient occupées. Mallet, s'efforçant à Constantinople, à la face de tous ces faits, de persuader à la Turquie de demeurer neutre, était comme un général qui, ne disposant que de maigres munitions et dépourvu de grosses pièces, reçoit l'ordre de tenir une position contre un ennemi bien équipé en artillerie lourde. Il doute fort de pouvoir tenir, mais devra s'efforcer de le faire le plus longtemps qu'il le pourra. Lorsque la position aura finalement été prise par l'ennemi, on ne devrait vraiment pas l'injurier pour s'être efforcé de la tenir. C'est cependant à un traitement de ce genre que fut soumis Sir Louis Mallet après qu'il eut quitté Constantinople. Lorsque les Turcs eurent lié partie avec l'ennemi, il n'y eut plus de poste disponible à lui donner tant que dura la guerre. Celle-ci terminée, il eut dû, dans l'ordre des choses, être désigné pour une autre Ambassade, mais à la suite des attaques dirigées contre sa conduite des

affaires à Constantinople, on le mit à l'écart et il ne fut plus employé, de sorte que le pays a été privé des services de l'un des hommes les plus capables de notre service diplomatique. Qu'il me soit permis de citer ici une dépêche que je lui adressai en décembre 1914 :

Sir Edward Grey à Sir Louis Mallet.

Foreign Office, 4 décembre 1914.

J'ai bien reçu la dépêche de Votre Excellence du 20 du mois dernier, en laquelle vous résumez les événements qui se produisirent depuis votre retour à votre poste le 16 août dernier, jusqu'à votre départ le 1er novembre. C'est avec un vif plaisir et une grande reconnaissance que j'ai lu quelle aide précieuse avaient apportée à Votre Excellence dans les conditions particulièrement délicates qui accompagnèrent votre départ, l'Ambassadeur et tous les Membres de l'Ambassade des Etats-Unis, et j'ai déjà prié son gouvernement de transmettre à M. Morgenthau les plus sincères remerciements du gouvernement de Sa Majesté pour les grands services rendus en cette circonstance par Son Excellence, ainsi que pour avoir facilité dans la suite aux ressortissants britanniques leur départ de Constantinople.

J'ai été également fort satisfait de recevoir le témoignage rendu par Votre Excellence au courage souriant de la colonie britannique au cours de circonstances particulièrement difficiles, et ai noté avec grande satisfaction l'appréciation de Votre Excellence pour les éminents services rendus par le personnel de l'Ambassade et du Consulat, ainsi que par les membres du Service consulaire de Sa Majesté dans tout l'Empire Ottoman.

Je désire aussi exprimer à Votre Excellence ma haute appréciation de l'habileté, de la patience et de la discrétion remarquables dont elle a fait preuve dans l'exécution, en présence de grandes difficultés, de la politique du gouvernement de Sa Majesté. La guerre nous fut finalement imposée par la brutale attaque, sans aucune provocation préalable, de la flotte turque, sous l'inspiration et les ordres allemands ; mais c'était le désir du gouvernement de Sa Majesté d'éviter une rupture avec la Turquie, et Votre Excellence a très justement dirigé tous ses efforts à encourager celles des influences à Constantinople qui étaient modérées et raisonnables. C'est à vous que nous devons très certainement que l'inévitable catastrophe ne se soit pas produite plus tôt.

Agréez, etc.
E. Grey.

Il convient d'ajouter ici un mot sur l'Egypte qui devint, après l'entrée en guerre de la Turquie, point très délicat. Je ne me rappelle pas très exactement quels arguments agirent plus particulièrement sur nous à cette époque : les événements se succédant avec rapidité exigeaient des décisions hâtives, mais impérieuses. Mais voici, en substance, les faits. Les conditions de l'Egypte par rapport à la Turquie n'avaient pas été affectées, en ce qui touchait la législation internationale, par l'occupation britannique. Automatiquement, les Egyptiens devinrent des sujets ennemis dès l'entrée en guerre des Turcs contre nous. Il fallait donc prendre des mesures pour empêcher des complications légales. Annexer l'Egypte eût certes été la solution radicale, mais aussi une gaffe politique, car c'eût été porter atteinte au prestige musulman, et au caractère de l'Egypte en tant qu'Etat musulman, tandis que nos Alliés n'eussent pas manqué de l'interpréter comme une façon de saisir bien vite l'occasion que nous offrait la guerre d'améliorer notre situation et d'obtenir un avantage séparé. Le résultat inévitable eût été d'éveiller des soupçons chez nos Alliés, d'offenser les sentiments et les susceptibilités des Musulmans aux Indes, et très probablement de créer des troubles en Egypte même. — Le moment était mal choisi pour courir de pareils risques. La meilleure solution consistait donc pour l'instant à déclarer un protectorat, ce qui laissait néanmoins en suspens pour plus tard de graves questions à régler.



CHAPITRE XXVI

LA DIPLOMATIE ALLIÉE PENDANT LA GUERRE (*suite*).

La Grèce et Venizelos. — Un projet de confédération balkanique. — L'offre grecque de se joindre aux Alliés dès 1914. — Raisons de la décliner. — Complications avec la Russie. — Une théorie séduisante. — Sa réfutation. — Une demande de la Russie. — Le parti conservateur appelé en Conseil. — Le traité secret russe. — Nouveaux efforts à l'adresse de la Bulgarie. — Encore des dépêches.

Passons à présent aux rapports des Alliés avec la Grèce. Les offres qu'elle fit aux Alliés et les ouvertures de ceux-ci à celle-là passèrent par des phases si diverses qu'il est malaisé d'en débrouiller le souvenir confus. Il suffira d'ailleurs d'en résumer la tendance générale.

Pendant la première partie de la guerre ce fut la Grèce qui s'offrit à s'unir aux Alliés, offre fort embarrassante pour nous surtout avant l'entrée en guerre de la Turquie, et que la susceptibilité de la Russie compliqua encore par la suite.

Plus tard, lorsque, la Russie enfin rassurée, la Serbie se trouva dans de cruelles difficultés, ce fut au tour des Alliés de s'efforcer d'attirer la Grèce dans leur orbite. Cette vue d'ensemble suffira à expliquer les illogismes apparents du récit qui va suivre.

J'ai classé la Grèce dans la troisième catégorie des neutres, celle des Etats disposés à se joindre aux Alliés. Elle y figure à cause de la personnalité de Venizelos qui demeura du commencement à la fin de la guerre, pour si mauvaise que pût paraître la fortune des Alliés, un ami sûr et dévoué. Son appui ne nous fit jamais défaut, mais

quelque grande que fût son influence en Grèce, elle n'était pas toute-puissante et il ne fut pas toujours Premier Ministre. D'autres personnalités, le Roi Constantin notamment et ses adhérents, étaient également influentes ; aussi considérait-il ces éléments avec la plus grande méfiance. Il n'y a pas lieu d'examiner ici jusqu'à quel point ses sentiments étaient justifiés, mais il importe d'en tenir compte pour bien comprendre, dans toutes leurs évolutions, les rapports des Alliés avec la Grèce.

Très peu de temps après le début des hostilités, Venizelos proposa de reformer le bloc, ou la Confédération balkanique, qui devrait cette fois inclure la Roumanie aussi bien que la Grèce, la Serbie et la Bulgarie. Cette Confédération serait, il va de soi, favorable aux Alliés et dirigée contre l'Autriche, la Serbie étant déjà en guerre avec cette dernière, et la Roumanie, comme Venizelos, prenant parti pour les Alliés. Mais de grandes concessions s'imposeraient pour y attirer la Bulgarie, concessions dont Grèce et Serbie devraient plus particulièrement faire les frais. Ni l'un ni l'autre de ces Etats n'y étant disposé, la proposition tomba d'elle-même. Nous eûmes beau nous exprimer fortement en sa faveur, nous ne disposions d'aucune autorité pour décider les Grecs et les Serbes à consentir à la Bulgarie des sacrifices qui eussent permis à la Confédération d'être viable. Venizelos proposa alors (1) que la Grèce se joignît aux Alliés. Nul ne mettait en doute la sincérité et la bonne foi de cette offre. Le Cabinet l'apprécia vivement, mais décida, réflexion faite, qu'il serait impolitique de l'accepter. Ceci concordait avec l'avis émis par moi, que je n'ai jamais désavoué, comme j'ai toujours été prêt à en accepter l'entière responsabilité. La sagesse de cet avis a été sévèrement mise en doute ; je persiste néanmoins à croire qu'il était bon et que si nous avions, dans les premiers jours de la guerre, accepté cette offre, et les suivantes, que nous fit la Grèce, les conséquences en eussent pu être graves, voire fatales, à la cause alliée. Elles eussent été, selon moi : l'entrée en guerre immédiate de la

(1) 18 août 1914.

Turquie du côté allemand, celle, immédiate aussi ou proche, de la Bulgarie vraisemblablement contre la Serbie; et l'ébranlement peut-être dès le début, mais très certainement dans la suite, de l'enthousiasme russe pour la guerre.

Il serait bon, pour expliquer mon point de vue, de rappeler quelle était la situation balkanique après la guerre de 1912-13 et le Traité de Bucarest, et ce qu'elle était encore en août 1914.

La Turquie avait perdu en 1912-13, à la suite de sa défaite par les Etats balkaniques, de grandes étendues de territoire en Europe, plus quelques îles. Par le Traité de Bucarest, la Bulgarie fut frustrée en 1913 par la Grèce, la Serbie et la Roumanie de ce qu'elle avait espéré devoir être sa part — part très large — des dépouilles de la Turquie. Elle s'était même vu refuser tout débouché sur la Mer Egée. La Turquie et la Bulgarie étaient donc toutes deux aigries et indignées. Chacune d'elle aspirait à une revanche, et toutes deux contre les mêmes Etats. La Turquie tenait tout particulièrement à certaines des îles maintenant en possession de la Grèce; aussi, lorsque la France et l'Angleterre se trouvèrent serrées de près, et en très fâcheuse posture, tandis que la Russie avait, de son côté, les mains liées par l'Allemagne et l'Autriche, parut-il fort possible, voire même probable, que la Turquie se jetterait sur la Grèce, même si celle-ci restait neutre. Les documents que l'on va lire démontrent que cette appréciation de la situation n'était ni imaginaire ni invraisemblable.

Sir George Buchanan à Sir Edward Grey.

(Reçue le 7 septembre).

Pétrograd, 6 septembre 1914.

D'après un télégramme reçu de l'Ambassadeur de Russie à Constantinople dont le contenu vous sera communiqué par l'Ambassadeur russe à Londres, il apparaîtrait que la Turquie ait l'intention de déclarer la guerre à la Grèce, si celle-ci se refuse à des concessions touchant les îles. L'opinion du Ministre des Affaires Etrangères est qu'en ce cas il est presque certain que la Bulgarie se joindra à elle, à moins que la Grèce

n'achète sa neutralité ou son appui par des concessions territoriales.

Son Excellence a déclaré qu'Elle n'avait cessé d'insister auprès de la Grèce sur la nécessité d'accéder à ses demandes, la Russie ne voulant à tout prix pas, en cette phase critique de la guerre, avoir à faire encore face à une guerre avec la Turquie. De plus, une guerre turco-grecque paralyserait la Serbie à un moment où nous avons besoin de son armée pour diriger une attaque contre l'Autriche. Aussi le Ministre a-t-il affirmé qu'il ne permettrait pas à la Grèce d'entraîner la Russie dans une guerre avec la Turquie, et, que, si elle n'écoutait pas ses conseils, il se désintéresserait complètement d'elle. En présence du grand nombre de troupes allemandes que l'on transfère actuellement du théâtre occidental au théâtre oriental de la guerre, la Russie rappelle d'Asie toutes les troupes disponibles, et ne laisse au Caucase qu'un seul corps d'armée. Elle ne serait donc pas en mesure de fournir le moindre appui, pas plus d'ailleurs que la France ou l'Angleterre si, comme tout le donne à supposer, la guerre se trouvait concentrée sur terre.

La Grèce aurait donc à supporter seule le poids de la guerre, si elle ne peut s'entendre avec la Bulgarie.

Sir Louis Mallet à Sir Edward Grey.

(Reçue le 7 septembre).

Constantinople, 6 septembre 1914.

J'ai eu hier une longue conversation avec le Ministre de l'Intérieur. Il m'a assuré qu'il n'était nullement question pour la Turquie de faire la guerre, mais comme je le pressais au sujet de la Grèce, il admit qu'à moins que le gouvernement turc pût obtenir d'elle une satisfaction tangible pour les îles — j'en inférai qu'il se contenterait d'un condominium à Samos —, il lui ferait la guerre sur terre. Il parut dire que la Bulgarie était avec eux, à tout le moins dans la mesure de permettre aux troupes turques de passer sans résistance par la Thrace occidentale, et m'assura que la Roumanie resterait tout-à-fait neutre, et ne marcherait pas contre la Bulgarie pour sauvegarder le traité de Bucarest, ayant de plus grands intérêts en jeu.

J'employai tous les arguments possibles pour dissuader le Ministre de l'Intérieur de se précipiter dans une aventure militaire, lui rappelant que l'on ne saurait se fier à la Bulgarie et qu'en fin de compte, ce serait encore inévitablement à la Turquie de payer, qu'il y avait peu de chances qu'une guerre avec la Grèce restât longtemps localisée, tandis qu'il était plus que probable

que la Turquie finisse par se trouver en face de la Triple Entente. Je lui dis que le gouvernement de Sa Majesté considérait la flott turque comme une annexe allemande, et que nous la coulerions si elle risquait une sortie dans la Mer Egée. Il s'en rend parfaitement compte, et me dit que la flotte n'avait nulle intention d quitter les Dardanelles.

Je lui dis aussi que l'Amiral Kerr avait hissé son pavillon su *l'Averof* comme Commandant en chef de la flotte grecque. Cec parut le surprendre, mais je lui rappelai que, jusqu'à ce qu'o l'eût congédié, l'Amiral Limpus avait été Commandant en che de la flotte turque.

J'énumérai avec soin plusieurs enfreintes à la neutralité don ils s'étaient rendus coupables, ajoutant qu'aussi longtemps qu'u seul officier allemand, naval ou militaire, resterait ici, je considé rerais la Turquie comme un protectorat germanique. Je lui di avoir appris que le gouvernement turc n'attachait aucune impor tance à la déclaration écrite que mes collègues français, russ et moi-même lui avions remise touchant son intégrité ; que, tou en me surprenant vivement, cette attitude m'avait pour ma pa soulagé, étant donné que garantir l'intégrité et l'indépendanc de la Turquie équivalait à garantir l'existence d'un homme décid à se suicider.

Que tout en désirant sincèrement l'indépendance et l'intégri turques, qu'il ne fallait pas cependant qu'il s'imaginât que Grande-Bretagne craignît la Turquie ni que nous redoutions faire face à une éventualité quelconque qui nous serait imposé Que l'on faisait circuler les plus ridicules histoires d'insurre tions aux Indes et en Egypte et de l'effondrement prochain l'Empire britannique, auquel apparemment le Ministre de Guerre attachait foi, mais que j'espérais que le Ministre de l'In rieur ne partageait pas ces dangereuses illusions.

(Si j'ai reproduit en entier ce document, malgré que s premier paragraphe seul ait trait au sujet immédiat, c'e à cause de l'intérêt qu'il y a à indiquer la ligne génér adoptée par Mallet).

Il ressort donc clairement que de graves complications pouvaient manquer de s'ensuivre, si la Grèce avait à ce époque pris part à la guerre, et que la Russie appréhend fortement leurs conséquences, lesquelles se seraient p duites bien mal à propos pour elle ; si donc elles étai provenues du fait de l'acceptation par l'Angleterre et France de l'offre de la Grèce, la Russie nous eût renc

responsables de l'avoir placée dans des difficultés qu'elle désirait éviter. Ce serait arrivé au moment même où les armées franco-britanniques se trouvaient en France dans une situation des plus précaires, alors que le seul espoir de tenir sur le théâtre décisif de la guerre dépendait de la poussée russe à l'est, afin de diminuer la pression des forces allemandes à l'ouest. Il ne faudrait jamais perdre de vue que c'est l'énergie avec laquelle la Russie fit cette offensive, que ce sont ses sacrifices immenses, qui sauvèrent les Alliés en l'automne de 1914. La première bataille d'Ypres fut déjà ssez critique, malgré l'énorme effort de la Russie pour ttirer les Allemands ; il fallut toute sa volonté enthousiaste t toute sa force pour sauver les Alliés au cours de ces remières étapes ; aussi est-il vraiment heureux que notre iplomatie ait su, en ces laborieux débuts, éviter les erreurs ui eussent pu nous rendre responsables aux yeux des Russes de complications dans les Balkans et les régions urques, qui eussent ralenti l'ardeur de leurs soldats et istrait une partie des forces russes.

La Grèce n'était pas du tout disposée à faire la concession ui aurait apaisé la Bulgarie. Elle se refusait d'ajouter au isque de faire la guerre du côté des Alliés la perspective 'abandonner du territoire. L'acceptation de l'offre grecque ût infailliblement contribué à rapprocher plus rapidement ncore le Turc et le Bulgare, à créer des soucis à la Russie, précipiter ce que notre diplomatie avait reçu mission e retarder, c'est-à-dire la guerre avec la Turquie. Et ce n'est as tout : la Grèce était considérée comme l'ennemie toute articulière de la Turquie, de sorte que si elle entrait en uerre comme notre alliée, pendant que la Turquie serait ncore neutre, nous aurions perdu le grand avantage de émontrer au monde musulman que le Turc était incontesta-ement le véritable agresseur non-provoqué. Contre tous s désavantages l'aide qu'aurait pu nous apporter l'armée ecque si loin du principal théâtre de la guerre n'eût pas sé un fétu de paille dans la balance, d'autant qu'il nous eût llu aller à son secours, si elle s'était trouvé en difficultés ec les Turcs, éventualité qui n'était pas improbable ainsi

que l'a prouvé l'après-guerre. A revoir ces événements passés, il semble que la décision prise fut sage. Il est des gens qui prétendent qu'en décidant autrement à ce moment-là ou à un autre également critique nous eussions pu gagner la guerre plus tôt ; mais n'est-il pas plus impressionnant de songer combien facilement nous risquions de commettre des erreurs qui nous l'eussent fait perdre irrémédiablement.

Si l'on se demande pourquoi tant de personnes, parmi celles-là mêmes qui approuvèrent à l'époque le refus de la première offre grecque, sont aujourd'hui d'opinion contraire à celle que je viens d'exprimer, il n'est, je crois, qu'une réponse à faire « Gallipoli ». Rien n'a autant déformé la perspective, bouleversé l'impartialité des jugements et déplacé le sens des valeurs stratégiques que les opérations contre Gallipoli. L'inquiétude, les fatigues, les souffrances qu'elles occasionnèrent agirent de telle sorte sur nos esprits et nos sentiments, que l'on en était arrivé à trouver que tout ce qui eût pu détourner le désastre et obtenir un succès à Gallipoli eût valu que l'on courût ailleurs n'importe quel risque. Je tiens ce point de vue pour tout à fait malsain, et le moment est venu d'examiner les opérations des Dardanelles et de Gallipoli de l'angle diplomatique aussi bien que militaire.

Arrêtons-nous tout d'abord à une éventualité non dépourvue d'attrait. Si la Grèce était devenue notre alliée, on eût pu élaborer de suite le projet sur les Dardanelles non point seulement comme opération navale, mais comme opération à la fois navale et militaire par la coopération de la flotte britannique et de l'armée grecque. Il faut nécessairement supposer, pour le succès de cette opération, que ni les Turcs ni leurs conseillers allemands ne l'auraient prévue, et n'auraient donc pris aucune mesure pour y parer — supposition un peu excessive. En tous cas, des opérations combinées avec l'armée grecque dans la direction de Constantinople eussent dérangé les Russes lorsque, plus tard (1) la Grèce offrit de nous aider à Gallipoli. Le Roi Constantin se fût mis à la tête de son armée et, si les opérations avaient été

(1) 22 mars 1915.

couronnées de succès, serait entré triomphalement à Constantinople à la tête de troupes grecques. L'effet en eût été désastreux sur la Russie, et il n'est pas de limite à la catastrophe qui s'en fût suivie. L'autorité même du Tsar et de Sazonoff, leur loyalisme envers les Alliés, n'eussent peut-être pas suffi à maintenir la Russie dans la guerre. Nous eûmes la sagesse de refuser encore cette offre-là. Pendant les deux premières années des hostilités la solidarité avec la Russie était indispensable pour écarter une défaite sur le front français, et l'occupation de Constantinople par des bateaux anglais et une armée grecque n'eussent pas compensé une trouée allemande et la prise de Paris ou des ports de la Manche.

Déjà même, sans cette cause d'irritation, les opérations britanniques contre les Dardanelles faillirent bien gâter nos rapports avec la Russie. Lorsqu'il devint apparent que l'attaque était sérieuse et susceptible de réussir, nous constatâmes une très désagréable réaction sur l'opinion russe qui eût pu bien vite devenir dangereuse. Je ne saurais dire si elle fut fomentée par l'Allemagne : nous avons toujours supposé qu'il se trouvait, parmi la variété d'influences et d'opinions régnant à Pétrograd, des ficelles que l'Allemagne pouvait tirer subrepticement ; dans ce cas, une attaque britannique sur les Dardanelles lui fournissait une occasion dont elle eût su saisir tout l'avantage. Mais ce sentiment pénible pouvait fort bien avoir pris spontanément naissance en Russie. Il était si évident qu'il se produirait, que l'on peut à juste titre me critiquer d'avoir acquiescé à l'expédition des Dardanelles sans avertissement de ce que, du point de vue diplomatique, nous pourrions attendre de Pétrograd.

Voici, en deux mots, le mobile attribué à ces opérations. La politique anglaise avait toujours eu pour but de tenir la Russie à l'écart de Constantinople et des Détroits ; c'est pourquoi nous avions pris part à la guerre de Crimée ; c'avait été aussi, sous Beaconsfield, l'essentiel de notre politique : ce devait tout naturellement, dans la pensée de la Russie, l'être encore à ce jour. La Grande-Bretagne allait à présent occuper Constantinople pour mieux s'assurer que lorsque la France

et elle auraient, grâce à l'aide de la Russie, gagné la guerre, celle-ci ne puisse, au moment de la paix, en prendre possession. Si ce n'était le cas, pourquoi enverrait-on des forces britanniques aux Dardanelles à un moment où les armées françaises et anglaises étaient si près de succomber en France que les armées russes faisaient des sacrifices inouïs pour les sauver ? Cette imputation de motif à notre égard était absolument sans fondement, mais, sous l'angle de notre politique passée, elle ne pouvait manquer de s'emparer de l'esprit russe. Comment réparer le mal fait, dissiper le soupçon ? La chose prit corps à Pétrograd où Sazonoff fut représenté comme un agent de la politique britannique ; nous apprîmes que sa situation s'en trouvait même minée ; or, nous étions persuadés qu'après celle du Tsar lui-même, c'était la loyauté de Sazonoff à l'égard des Alliés qui constituait le pivot de la politique russe. Finalement vint de Pétrograd la demande d'un accord promettant Constantinople à la Russie, accompagnée d'un avis que c'était absolument nécessaire pour sauver à la fois la situation et la politique de Sazonoff et éviter de graves complications. Ce n'était pas du « bluff », le danger était réel.

Le bruit que nous soulèverions des objections commença à circuler sournoisement. Nous sentîmes qu'il fallait immédiatement réagir non-seulement en opposant un démenti à cette rumeur, mais en donnant notre consentement absolu. C'était là un pas en politique si important à franchir, un engagement si grave, que les chefs du parti conservateur furent appelés pour délibérer en Conseil. Nous eûmes beau nous consulter : la force des circonstances était irrésistible. Nous jugeâmes d'un commun accord qu'il fallait à tout prix promettre Constantinople à la Russie, quoique ce ne fût guère plus du goût de la France que du nôtre. Personnellement, j'avais le sentiment qu'après tout ce qu'avait fait la Russie pour la cause commune, les risques qu'elle avait courus et les pertes subies lors de sa poussée pour soulager le front occidental, ce n'était que justice de lui accorder l'accès de Constantinople, et que, ayant été dans le passé les protagonistes opposés à cette idée, c'était à nous aujourd'hui d'être les

premiers à y souscrire. Mais nous reculons d'instinct, lorsque le présent est lourd de sombres incertitudes, devant des engagements précis pour un avenir encore éloigné ; aussi bien, il n'y avait rien d'agréable à promettre ce dont nous ne pouvions pas plus disposer que la Russie n'était en mesure de le prendre.

La France donna son assentiment, la chose fut faite. Ce serait aller trop loin que d'avancer que, n'était l'expédition des Dardanelles, la Russie n'eût jamais fait cette demande ; je crois qu'elle nous eût été adressée à un moment quelconque, mais que l'attaque contre les Dardanelles contribua très certainement à la hâter.

Voilà donc comment et pourquoi fut conclu ce traité secret qui fût devenu le plus important de tous, si la Russie ne l'avait annulé dans la suite en rompant l'accord conclu avec ses Alliés en septembre 1914, par la conclusion d'une paix séparée.

Je partageais pleinement l'espoir qu'une opératiou purement navale viendrait à bout des Dardanelles, et j'en étais d'autant plus partisan que j'attendais de sa réussite et de l'arrivée de vaisseaux de guerre anglais à la Corne d'Or l'écroulement de la Turquie. Il paraît moins certain à présent que tel en eût été le résultat. Les Turcs eussent fort bien pu transporter ailleurs leur gouvernement, comme ils le firent plus tard à Angora, et dans ce cas l'occupation de Constantinople eût contraint à un prélèvement de contingents dont ni la France ni l'Angleterre n'avaient les moyens de disposer. La Russie eût sans doute prétendu que cela incombait à ses armées et son attention eût pu se trouver par ainsi détournée du front austro-allemand à un moment où il était essentiel pour sa sécurité et celle des Alliés que toute sa force se concentrât sur ce seul front.

L'entrée en guerre de la Turquie occasionna de nouvelles complications — nous dûmes notamment compter sur une attaque certaine contre l'Egypte — mais par contre, elle en élimina d'autres. L'objection que l'entrée de la Grèce pût précipiter le conflit avec la Turquie et affecter les sentiments de nos propres Musulmans, tombait d'elle-même. La voie se

trouvait ouverte à la Grèce qui pourrait prendre part à la guerre soit en portant assistance à la Serbie, soit en nous aidant en Egypte, où de toute autre façon qui ne risquât pas de mettre en éveil les susceptibilités russes pour Constantinople. Les Alliés étaient, de plus, libres de faire toutes les promesses de partage à venir des territoires turcs qui pourraient contribuer à les aider dans la guerre. En rejetant notre offre si équitable touchant son intégrité, et par la brutale insulte de son attaque contre la Russie, la Turquie était déchue de tous ses droits à la considération et méritait amplement de subir toutes les conséquences de ses actes.

Il fallait à présent — et c'était là pour les Alliés un point de la plus haute importance — se concentrer sur l'attitude de la Bulgarie à laquelle j'ai déjà fait allusion. L'appréhension de ce qu'elle ferait pesait également sur la Grèce et sur la Roumanie. Quoique penchant toutes deux du côté allié, celles-ci craignaient qu'au premier moment la Bulgarie ne se jetât sur elles, et savaient ne pouvoir compter en l'occurrence sur l'aide effective des Alliés. La Serbie, en face de l'Autriche, se trouvait dans une situation désespérée ; une attaque bulgare l'achèverait. Il fallait donc à tout prix s'assurer la neutralité de Sofia, perspective peu encourageante, car elle prétendait à de très grandes concessions aux dépens de la Grèce et de la Serbie.

L'Allemagne avait évidemment fait à la Bulgarie des offres généreuses, étant libre de lui promettre tout ce qu'elle demanderait aux dépens de la Serbie, une ennemie. Les Alliés, par contre, ne pouvaient rien offrir des territoires roumains ou grecs, étant plutôt redevables à ces pays de leur amicale attitude à leur égard ; et, quoique n'étant nullement responsables du fait que la Serbie fût en guerre, leur intention était d'aider celle-ci dans toute la mesure possible. A dire vrai, l'existence même de la Serbie dépendait des Alliés, mais cela ne leur conférait pas le droit de rien promettre du territoire serbe à la Bulgarie. Tout au plus pourraient-ils proposer, au cas où, par suite de la victoire des Alliés, la Serbie bénéficierait de nouveaux et importants territoires, d'user de leur influence pour obtenir à la Bulgarie celui que

la Serbie avait, en 1912, consenti à lui laisser pour sa part en Macédoine.

Les Alliés ne pouvaient donc pour l'instant offrir que la région en Thrace laissée à la Turquie à laquelle, malheureusement, la Bulgarie ne tenait guère. Ce qu'elle demandait, c'était un port sur la mer Egée et ses droits sur la Macédoine, ce qui (depuis la guerre balkanique) concernait seules la Grèce et la Serbie et pas du tout la Turquie. Tel était l'écueil insurmontable qui se dressait devant la diplomatie alliée dans ses tractations avec la Bulgarie.

Force nous était néanmoins de faire de notre mieux et de nous persuader à nous-mêmes que l'effort valait d'être tenté. La Bulgarie affirmait toujours son intention de demeurer neutre. Le but était donc de confirmer cette intention et, s'il était possible, de la persuader à se joindre à un bloc balkanique. Les documents suivants indiqueront la ligne adoptée après l'entrée en guerre de la Turquie :

Sir Edward Grey à Sir H. Bax-Ironside.

Foreign Office, 13 novembre 1914.

Le Ministre bulgare est venu me voir aujourd'hui et m'a donné l'assurance absolue que la Bulgarie conserverait une attitude de neutralité.

Je lui dis qu'au début de cette guerre nous avions pris l'engagement de respecter l'intégrité de la Turquie, si elle ne se départissait pas de sa neutralité, mais qu'à présent qu'elle l'avait fait et avait cherché et provoqué une guerre, la question turque se poserait bien entendu dans les conditions de paix, ce qui soulèverait forcément celle de la répartition des territoires turcs en Thrace qui ne pouvait manquer d'intéresser la Bulgarie. Cette question devrait, il va de soi, être réglée avec l'assentiment de la France et de la Russie, et il serait possible de donner satisfaction aux réclamations bulgares, pourvu que la Bulgarie conservât une attitude amicale à l'égard des Puissances Alliées.

Le Ministre bulgare fit allusion à la nouvelle lancée par les journaux français de la reconstitution du bloc balkanique.

Je répondis que j'avais le plus vif désir de le voir se reformer, mais que je n'en connaissais que trop les difficultés, et n'avais pas connaissance que des discussions sur ce point eussent lieu entre les gouvernements des Balkans ; que je souhaitais vive-

ment les voir tous arriver à un accord, et que j'y pousserais fortement, si je ne craignais qu'au lieu d'écarter les difficultés, des discussions entre eux n'aient pour effet de les envenimer. A la fin des guerres balkaniques la Serbie, exclue de l'Adriatique par les Grandes Puissances, s'était vu retrancher une importante population serbe à l'ouest: on ne devrait donc pas la réduire à l'est. Mais si la Serbie, comme résultat de la guerre actuelle, obtenait accès à l'Adriatique et qu'il lui fût octroyé de grands territoires de population serbe à l'ouest des siens, le règlement de la question macédonienne s'en trouverait facilité. J'entrevoyais donc à l'issue de la guerre de très favorables possibilités.

M. des Graz à Sir Edward Grey.

(Reçue 1er février).

Nish, 1er février 1915.

J'ai vu hier soir le Premier Ministre serbe avant d'avoir reçu le télégramme de Petrograd n° 113 du 28 janvier et le vôtre n° 50 du 30 janvier.

Je lui expliquai que je désirais connaître officieusement et à titre privé, ses vues sur la situation.

Le Premier Ministre me dit tout d'abord qu'à la suite des derniers succès serbes, sentant qu'il pourrait y avoir une nouvelle attaque autrichienne, il s'était efforcé de combiner une entente avec la Roumanie et la Grèce, chaque pays devant céder quelque chose à la Bulgarie. Son idée, pour ce qui concerne la Grèce, aurait été une petite partie de la vallée de Mesta qui permettrait à la Bulgarie de construire un chemin de fer jusqu'à la mer Egée. Il fut suggéré que ce serait la Roumanie qui parlerait à Sofia, mais cette idée n'aboutit pas, la Roumanie ayant répondu qu'elle ne voulait pas paraître menacer la Bulgarie.

Si la Roumanie, la Grèce et la Serbie étaient absolument à l'unisson, la Bulgarie ne pourrait rien faire, et, à son avis, la clef de la situation est Bucarest plutôt que Sofia. Il espère encore que la Grèce entrera dans la guerre si on le lui demande, et peut-être aussi la Roumanie.

Lorsque j'abordai la question des concessions serbes à la Bulgarie, il me répondit qu'il lui était revenu des échos de conversations à Paris entre le Ministre français des Affaires Etrangères et l'Ambassadeur de Russie, et j'ai cru comprendre qu'il y en avait eu d'autres entre M. Sazonoff et le Ministre de Serbie à Pétrograd. Il avait aussi vaguement entendu dire que l'on aurait offert Smyrne à la Grèce.

Il m'assura qu'il était impossible à la Serbie de concéder plus

que la ligne du Vardar. Pour atteindre le mieux et non le pire, il fallait que ces dispositions fussent basées sur des possibilités. Ni le Parlement serbe, ni le Roi, ni l'armée n'admettraient que l'on accordât davantage. Il y avait même déjà quelque agitation à la simple idée que l'on pût envisager d'autres concessions. Il rappela que cette terre avait été serbe avant d'être conquise par le Turc, et tout le sacrifice de sang versé qu'il en avait coûté à la Serbie pour la reconquérir, ajoutant que la Grèce se trouvait dans la même situation que la Serbie, et réalisait pleinement le danger pour elle-même, si ce territoire devenait bulgare. Il alla jusqu'à dire que ce pourrait être la ruine de la Serbie et qu'il était des gens qui pourraient bien, dans ce cas, préférer une paix plâtrée avec l'Autriche à la cession de cette partie de la Macédoine (cf. mon télégramme n° 51 de l'année dernière, dernier paragraphe). Il effleura aussi la possibilité de sa démission.

Je ne m'attachai bien entendu qu'à l'aspect général de la situation et des intérêts futurs de la Serbie, affirmant qu'ainsi qu'il le savait, les Puissances avaient avant tout souci d'empêcher qu'elle se trouvât submergée par des forces supérieures et d'assurer son avenir.

M. des Graz à Sir Edward Grey.

(Reçue 1er février).

(*Suite*).

Je n'ai aucune raison de douter de la sincérité du Premier Ministre, qui n'a jamais cessé de tenir le même langage. Jusqu'ici il n'avait pas dépassé, dans nos conversations, l'idée d'une rectification possible de frontière. On me dit que tout le monde ici, civil et militaire, fait de la politique, aussi m'a-t-il toujours paru qu'à indisposer et à décourager l'armée, on risquait de porter atteinte à sa puissance et sa volonté de résister à l'ennemi.

(*Très confidentiel*).

Le Premier Ministre m'assura que les prétentions bulgares ne se seraient jamais affirmées à ce point, n'était l'erreur grave commise par la Russie d'avoir fait entrevoir à Sofia au début de la guerre l'espoir de grandes concessions.

Les documents ci-dessus éclairèrent encore mes vues personnelles à l'époque sur ce qu'il fallait éviter, et sur la difficulté de piloter à travers tout cela les diplomaties alliées de trois, puis, après que l'Italie se fût jointe à nous, de quatre gouvernements qui devaient se consulter l'un l'autre

par télégrammes et parvenir à une opinion unanime sur des questions de nature souvent délicate et fort complexe.

Sir E. Grey à Sir Rennell Rodd.

Foreign Office, 2 février 1915.

Ayant appris que le gouvernement allemand avait informé le gouvernement italien, par voie diplomatique, que la France, la Russie et l'Angleterre avaient offert à la Grèce Constantinople et les Iles Egée occupées par l'Italie, ainsi qu'une partie de la côte et de l'hinterland de l'Asie-Mineure, j'ai saisi l'occasion hier soir, après un dîner à l'Ambassade d'Italie, d'assurer l'Ambassadeur que l'on n'avait jamais fait mention de Constantinople à la Grèce, et qu'il était absurde de suggérer même qu'une pareille offre ait été ou ait pu lui être faite. Il était ridicule de supposer que la Russie admettrait que Constantinople soit cédée à une autre Puissance. Que j'avais en outre stipulé, au cours de toutes les négociations avec la Grèce, qu'il ne devait pas être question des îles occupées par l'Italie. Aucune offre à la Grèce n'avait d'ailleurs été jusqu'à présent matérialisée, parce que toutes étaient subordonnées à sa participation à la guerre. Nous avions, il est vrai, envisagé la possibilité pour la Grèce d'acquérir une certaine étendue de la côte et une raisonnable partie de l'hinterland en Asie-Mineure, comportant une importante population grecque, telle que Smyrne, mais même là j'avais évité avec soin toute définition géographique qui pût empiéter sur la partie de l'Asie-Mineure à laquelle nous savions que l'Italie s'intéressait plus spécialement.

L'Ambassadeur d'Italie me répondit qu'il s'était bien rendu compte de l'absurdité du bruit touchant l'offre de Constantinople à la Grèce. La seule critique qu'il jugeât bon de faire à titre purement personnel — car son gouvernement n'avait pas du tout fait allusion à ce point — était que l'Italie eut peut-être pu espérer s'étendre dans la direction de Smyrne. Etant donné que l'on ne pouvait songer à déposséder entièrement l'Allemagne en Asie Mineure, l'Italie ne pourrait développer son expansion dans la direction de Konia où l'influence allemande était déjà prépondérante.

Je lui fis remarquer que la seule partie de l'Asie Mineure où, outre le golfe Persique, nous ayions des intérêts acquis, se trouvait être précisément le district de Smyrne, où nous avions le chemin de fer de Smyrne-Aidin, de sorte que toute concession faite dans les entours de Smyrne le serait à nos dépens plus qu'à ceux d'aucune autre Puissance européenne. J'ajoutai que j'avais soigneusement évité, dans toutes les négociations provisoires ou

conditionnelles, de forclore aucune des questions dont il m'avait entretenu au commencement de la guerre et au nom de son gouvernement : ces questions restaient donc ouvertes.

Agréez, etc.
E. GREY.

Sir Edward Grey à Sir H. Bax-Ironside.

Foreign Office, 6 février 1915.

J'ai fait aujourd'hui remarquer au Ministre bulgare qu'une avance financière avait été accordée à son pays par Berlin et que j'étais certain qu'en un pareil moment l'Allemagne n'avait dû la consentir que moyennant certaines conditions. Je ne voulais pas lui demander quelles étaient ces conditions, ma question pouvant lui sembler embarrassante.

Mais tôt ou tard, ajoutai-je, des troupes britanniques apparaîtraient sur le théâtre des opérations dans les Balkans et probablement des troupes russes, voire même françaises. Il y avait encore chez nous un sentiment de sympathie très réel pour la Bulgarie, et ce nous serait un grand regret que les troupes anglaises et bulgares entrassent en conflit direct, d'autant que je croyais que le peuple bulgare éprouvait les mêmes sentiments à l'égard de la Grande-Bretagne et de la Russie. Aussi tenais-je à lui dire mon espoir que le Gouvernement bulgare ne se laisserait pas entraîner assez loin du côté de l'Allemagne et de l'Autriche pour rendre ce conflit inévitable.

Le Ministre de Bulgarie m'assura qu'il entrait pleinement dans mes vues. Il appuya fortement sur les sentiments de son pays à l'égard de l'Angleterre, sentiments qui remontaient à M. Gladstone et persistaient encore, ainsi que de l'attachement à la Russie libératrice. Il considère impossible que la Bulgarie pût jamais se battre contre l'une ou l'autre.

Il insista vivement pour que la Triple Entente promette, afin de s'assurer de l'attitude de la Bulgarie, la ligne Enos-Midia ainsi qu'un tracé précis en Macédoine à lui concéder, si elle restait neutre, plus une extension de cette concession territoriale, si la Bulgarie participait en alliée à la guerre. Il parla aussi de l'importance de Cavalla.

Il ne savait rien des conditions de l'emprunt et ne s'exprima au cours de toute cette conversation qu'en son nom personnel, mais émit l'idée que, la Bulgarie ayant dû s'engager à l'origine à faire des concessions fort onéreuses pour obtenir cet emprunt, ait pu s'assurer cette avance en menaçant de les annuler, si on ne la lui consentait pas.

Je répondis que la chose était toute simple, si elle ne comportait pas de nouvelles conditions, mais que j'avais appris, non pas, il est vrai, de source authentique, que la condition que comptait imposer l'Allemagne était que la Bulgarie se rangeât du côté de l'Allemagne et de l'Autriche. La conversation, quoique très franche, fut très amicale.

Sir E. Grey à Sir H. Bax-Ironside.

Foreign Office, 13 février 1915.

Le Ministre bulgare m'informe qu'aucune condition de quelque nature qu'elle soit n'est attachée à l'avance consentie par Berlin à la Bulgarie. Il m'en exprima sa vive satisfaction, et je lui dis que j'étais de mon côté heureux de l'apprendre.

Rappelant ce qu'il m'avait dit l'autre jour relativement à une promesse de territoire à la Bulgarie, je lui fis remarquer à titre privé et personnel que j'étais tout aussi favorable à l'idée que la Bulgarie obtînt les districts de population bulgare que je l'étais à ce que la Serbie reçût les districts de population serbe. Que j'étais en entière sympathie avec les aspirations nationales bulgares dans les limites nationales. Mais que promettre en ce moment des territoires sans savoir quel accueil la Bulgarie ferait à une telle promesse, serait risquer d'éveiller les appréhensions de la Serbie sans rien gagner en échange. Si, par exemple, la Bulgarie déclarait que si elle était assurée d'obtenir certains territoires à la fin de la guerre elle y participerait, mettons contre la Turquie, il serait plus facile aux trois Puissances de lui donner cette assurance, car elles pourraient alors dire à la Serbie que, quoique ayant promis à la Bulgarie quelque chose que la Serbie ne concédait qu'à regret, elles avaient néanmoins obtenu en échange une promesse d'appui qui vaudrait à la Serbie des gains de territoires habités au nord et à l'ouest par des Serbes, et conclu, par conséquent, un marché avantageux pour les intérêts mêmes de la Serbie. Mais il ne serait pas juste envers celle-ci de faire à la Bulgarie une promesse que le Roi Ferdinand et le gouvernement bulgare pourraient empêcher sans s'engager d'aucune façon de leur côté.

Le Ministre bulgare m'affirma que son gouvernement n'irait pas à l'encontre de l'opinion du peuple bulgare ; que si les chefs de l'opposition savaient qu'une offre avait été faite, le gouvernement serait bien obligé de l'accepter, et qu'ainsi leur neutralité se trouverait complètement assurée jusqu'à la fin de la guerre.

Il dit ensuite que la Russie avait donné à entendre à Sofia qu'elle était hostile au Roi Ferdinand. Elle commettait en cela

une grande erreur, car le Roi était un élément qui comptait en Bulgarie, sa position était liée au succès du pays, aussi ne devrait-il pas être traité comme irréconciliable.

Sir E. Grey à Sir Francis Bertie.

Foreign Office, 13 février 1915.

Ci-joint mon télégramme n° 29 de ce jour Sir H. Bax-Ironside.

Il serait bon que vous en donniez connaissance au Ministre des Affaires Etrangères, en lui disant que je crois qu'il serait préférable pour l'instant d'adopter cette ligne à Sofia, plutôt que de faire aucune promesse qui ne pourrait aboutir qu'après que sera épuisée l'offensive allemande contre la Russie. Autant que je puis en juger d'après les communiqués officiels, l'offensive allemande sur la Vistule et dans les Carpathes serait arrêtée avec d'énormes pertes pour les Allemands et se trouvera sans doute arrêtée en Bukovine et en Prusse Orientale lorsque les troupes russes qui se replient actuellement devant des forces supérieures, auront repris des positions solides et reçu des renforts. Jusque-là, la Bulgarie ne bougera pas.

J'apprends que les Allemands se sont efforcé de faire croire aux Etats Balkaniques que l'offensive allemande actuelle sera couronnée par un succès final, tandis que la véritable opinion allemande est que l'Allemagne est vouée à la défaite, si elle ne réussit à obtenir la paix avant que la Russie n'ait armé ses immenses réserves d'hommes. En attendant, il serait bon de porter à la connaissance des chefs de l'opposition bulgare tout ce que nous disons de favorable pour leur pays.

Il est à craindre que des menaces dirigées en ce moment à Sofia contre le Roi Ferdinand seraient susceptibles de le pousser à livrer la Bulgarie à l'Allemagne et à l'Autriche.

Sir E. Grey à Sir G. Buchanan.

Foreign Office, 15 février.

Reçu votre télégramme du 14 février :

Bulgarie.

Je partage votre avis sur ce qu'il faudrait dire à Sofia, mais j'appréhende fort le danger de lui faire des promesses qui ébranleraient le moral serbe sans assurer l'appui ni même la neutralité de la Bulgarie.

Je crains que tel pourrait être l'effet des communications que le Ministre russe des Affaires Etrangères se propose de faire à

Sofia et à Nisch. Si mes prévisions se trouvaient fondées, l'effet de ces communications serait désastreux.

Je préférerais de beaucoup une communication en commun rédigée à peu près dans ce sens :

« La Russie, la France et la Grande-Bretagne, tout en ne restant pas indifférentes aux aspirations bulgares en Thrace et en Macédoine, jugent que jusqu'à présent l'attitude de la Bulgarie n'a pas été de nature à justifier une démarche des Puissances Alliées tendant à demander au gouvernement serbe de consentir des sacrifices territoriaux à la Bulgarie qui permettraient à celle-ci de réaliser ses aspirations nationales.

« Les Puissances Alliées ne peuvent faire aucune promesse à la Bulgarie sans être au préalable assurées de son attitude ; elles se voient donc dans l'obligation de demander au gouvernement bulgare si, et à quelles conditions, ou sous quelles garanties, celui-ci serait prêt à se prononcer en faveur des Alliés et à déclarer que les forces bulgares devront coopérer avec ceux-ci. »

Sir George Buchanan à Sir Edward Grey.

(Reçu le 2 mars).

Pétrograd, 1er mars 1915.

La réponse que vous avez faite à la Chambre des Communes à une question (1) relative à Constantinople et aux Détroits a été rapportée de façon inexacte dans la presse russe, causant un malaise considérable dans l'opinion publique russe quant à l'attitude du gouvernement de Sa Majesté à l'égard de la réalisation des idéals russes. Tout en rassurant le public, la publication du texte exact n'a pas complètement apaisé ses craintes. Le Ministre des Affaires Etrangères m'a dit avoir reçu de nombreuses lettres des membres de la Douma et autres exprimant leur inquiétude à ce sujet ; l'Empereur aurait même écrit en marge d'un télégramme rapportant vos paroles une note disant qu'il n'en comprenait pas bien la signification, et désirait que le Ministre des Affaires Etrangères les lui expliquât lors de sa prochaine audience.

Le Ministre des Affaires Etrangères se déclara pour sa part pleinement satisfait des assurances que vous aviez données à l'Ambassadeur de Russie (voir votre télégramme n° 1075 du 20 novembre) ainsi que du contenu de votre télégramme n° 1015 du 12 novembre à moi adressé, mais ajouta que, depuis, l'opinion publique russe avait marché à grands pas et ne se contenterait dorénavant d'aucun arrangement qui ne donnerait pas

(1) Chambre des Communes, 25 février 1915.

Constantinople à la Russie. Comme je le savais, il avait de tout temps été partisan d'internationaliser Constantinople, mais cette idée ne plaisait pas au public russe et force lui serait de céder à sa demande de possession réelle. En attendant, afin de calmer le malaise du public incapable de lire entre les lignes de votre réponse, il vous serait bien reconnaissant de saisir la première occasion de dire quelque chose qui indiquerait clairement que le gouvernement de Sa majesté favorise un règlement de la question de Constantinople et des Détroits concordant avec les vues et les aspirations du gouvernement et du peuple russes.

Sir Edward Grey à Sir George Buchanan.

Foreign Office, 2 mars 1915.

Reçu votre télégramme n° 235 du 1er mars : Russie et Constantinople.

J'avais cru donner complète satisfaction à l'opinion publique russe en exprimant notre entière unité de vues avec ce qu'avait dit le Ministre des Affaires Etrangères. On ne saurait vraiment exiger que je sois plus Russe que le gouvernement russe et je suis fort marri que la Russie éprouve de mon fait une déception. Ma déclaration a été on ne peut mieux accueillie ici, et n'a pas été interprétée de façon étroite.

Il me semble qu'il conviendrait d'expliquer ceci sans retard à l'Empereur.

Si l'on désire une déclaration plus précise que ce que j'ai déjà dit publiquement, au Ministre russe des Affaires Etrangères, il faudra, je crois, en discuter préalablement avec le gouvernement français.

Il s'agit, en effet, de l'une des conditions de paix les plus importantes, qui doivent toutes être décidées d'un commun accord : la France ne peut donc pas être exclue de la discussion. De fait, je suis allé un peu loin en parlant comme je l'ai fait de Constantinople et des Détroits sans en avoir référé à l'avance au gouvernement français, mais mon sentiment était que comme c'était la Grande-Bretagne qui avait jadis été la première à s'opposer aux aspirations russes, c'était à elle, à présent que nos vues avaient subi un complet revirement, à prendre les devants pour leur témoigner notre sympathie. Il importe que vous parliez sans retard avec le Ministre des Affaires Etrangères.

Sir Edward Grey à Sir H. Bax-Ironside.

Foreign Office, 25 mars 1915.

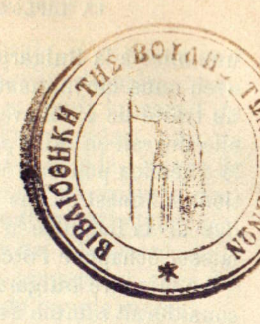
J'ai rappelé aujourd'hui au Ministre bulgare ce que je lui avais déjà dit : qu'il était difficile aux trois Puissances de faire

une offre à la Bulgarie, mais que si elle était disposée à coopérer avec nous moyennant l'assurance d'obtenir la zone non-disputée du traité de 1912 avec la Serbie, ainsi que la ligne Enos-Midia, elle devrait en faire part aux trois Puissances. Que je croyais que la question pourrait être résolue, si la Serbie réalisait ses aspirations à l'ouest et que la Bulgarie ait coopéré avec les Alliés. Mais que si la Bulgarie n'était pas prête à le faire, elle risquait de laisser échapper l'occasion d'arriver à une entente.

Le Ministre bulgare me parla de changements imminents qu'il considérait comme avantageux dans le sein de son gouvernement. Il insista une fois de plus sur ce qu'une offre telle que je l'avais énoncée ne courait aucun danger d'être refusée, si elle était portée à la connaissance des chefs de l'opposition bulgare ; cela rendrait tout refus du gouvernement impossible.

Il parla également de la question qui pourrait se régler directement entre la Bulgarie et la Roumanie, ainsi que de Cavalla, sans que je pusse lui faire sur ce point aucune promesse.

Agréez, etc.
E. Grey.



CHAPITRE XXVII

LA DIPLOMATIE ALLIÉE PENDANT LA GUERRE (*Suite*).

Les Balkans en 1915. — La menace de la Bulgarie. — Impossibilité de l'apaiser. — Irréductibilité de la Serbie. — Contre-propositions allemandes. — Adhésion de l'Italie. — Objections russes. — Représentations de la France et de l'Angleterre. — Négociations avec la Roumanie. — Encore des dépêches. — Un sentiment fâcheux en Russie. — Jours sombres.

Nous voici parvenus au printemps de 1915. Au cours des mois qui s'écoulèrent, la diplomatie fut occupée des négociations touchant la prochaine entrée en guerre de l'Italie et de la Roumanie, d'efforts pour y faire entrer aussi la Grèce, tant pour venir en aide à la Serbie que parce que l'Amirauté désirait l'appoint de la flotte grecque dans la Méditerranée. La menace de la Bulgarie s'étendait comme un nuage sur les Balkans ; la Grèce voulait tout naturellement être assurée de la neutralité bulgare avant de s'engager dans le conflit. Si celle-ci attaquait la Serbie, c'en était fait d'elle : acculée comme elle l'était déjà dans sa lutte avec l'Autriche, une attaque bulgare ne pouvait manquer de lui être fatale. Mais bien plus que toutes autres circonstances adverses, la situation était dominée par les effroyables désastres russes qui se poursuivirent tout l'été. C'étaient eux qui faisaient de la diplomatie alliée traitant avec la Bulgarie une vaine perte de temps et d'efforts.

Jamais celle-ci n'eut à jouer de partie où les dés fussent si lourdement pipés qu'en 1915. Les Allemands étaient en mesure de faire à la Bulgarie des offres considérables sans

réserve et sans avoir à consulter personne. Les Puissances Centrales combattaient la Serbie et n'avaient nulle obligation envers la Grèce, tandis que les Alliés étaient tenus de traiter la Serbie en alliée, la Grèce en amie, et ne pouvaient promettre de concessions à la Bulgarie aux dépens de la Grèce ou de la Serbie sans leur consentement. Or, ni l'une ni l'autre n'y voulait souscrire. Athènes ne voulait à aucun prix admettre l'idée de donner à la Bulgarie accès à la mer à Dedeagatch ; et les Alliés étaient dans l'impossibilité d'exercer une pression quelconque sur elle. Elle n'avait jusqu'alors pas eu besoin de leur aide et n'avait aucune obligation envers eux. Avec la Serbie la situation était tout autre. Ce n'étaient pas les Alliés qui l'avaient entraînée dans la guerre, laquelle lui avait été imposée par l'Autriche malgré tout ce qu'avaient pu faire les Alliés pour l'empêcher. La Serbie avait donc des obligations envers les Alliés : sans leur action, elle eût inévitablement été écrasée ; la victoire des Alliés constituait son unique espoir de survivance. Si cette heureuse éventualité se réalisait, non seulement la Serbie sortirait intacte de la lutte, mais elle y gagnerait de vastes territoires slaves présentement occupés par l'Autriche, gain que lui vaudraient seuls les efforts, les sacrifices et la victoire des Alliés. Nous étions en droit, par conséquent, d'exercer une pression sur la Serbie pour qu'elle fît à la Bulgarie les concessions essentielles à sa propre sécurité et à la cause commune.

Elle restait cependant intraitable. Je fis vainement ressortir que ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie, n'avaient de troupes en quantité suffisante pour pouvoir en envoyer à son aide ; qu'une agression de la Bulgarie ne saurait manquer de lui être fatale ; que si elle consentait seulement à concéder le strict nécessaire pour s'assurer l'amitié bulgare, il y aurait toutes les chances d'une victoire qui lui ferait gagner bien plus qu'on ne lui demandait d'abandonner, tandis que si l'on ne se conciliait pas la Bulgarie et que celle-ci l'attaquât, la Serbie ne perdrait pas seulement cette brillante perspective d'avenir, mais encore tout ce qu'elle possédait déjà. Tout fut vain. Le Ministre serbe termina une de

ses conversations avec moi en disant qu'ils mourraient tous, plutôt que de permettre à la Bulgarie d'avoir Monastir. Cette préférence pour la mort mettait fin à tout argument et je devins aussitôt respectueusement silencieux. Tous mes efforts furent inutiles, et je ne gagnai à mes conseils que d'être prononcé anti-Serbe. Ma déclaration de l'impossibilité d'envoyer des troupes à Belgrade, que je tenais de l'avis formel de Kitchener et dont la vérité s'imposait de toute évidence, fut attribuée à un manque de bonne volonté de ma part. Tant il est vrai que même mis en face des dures nécessités de la guerre, beaucoup de gens préfèrent de belles paroles et de faux espoirs à une vérité déplaisante.

En conséquence, le plus que nous pûmes dire à Sofia fut que s'il entrait en notre pouvoir de procurer à la Serbie des gains considérables, nous poserions à les lui accorder, à la condition qu'elle concédât à la Bulgarie ce que nous jugions être ses légitimes revendications, ce qui laissait encore la Serbie libre de dire qu'elle préférait renoncer aux avantages offerts plutôt qu'à Monastir. Nos propositions à la Grèce étaient à peu près identiques, mais plus précises encore.

Les promesses allemandes pouvaient être et furent sans aucun doute plus nettes, aussi, à partie égale, auraient-elles plus d'attrait pour la Bulgarie. Mais la partie n'était pas égale, car la guerre prenait mauvaise tournure pour la Russie. L'attrait d'une promesse consiste moins dans ses proportions que dans les possibilités de sa réalisation : or, l'appât qu'offrait l'Allemagne n'était pas seulement plus gros, mais paraissait s'approcher de plus en plus. Je me souviens avoir déclaré un jour à Paris et à Pétrograd que devant une situation militaire aussi défavorable il était bien inutile de faire des offres à Sofia — mais je revins sur cette attitude. Il n'y avait rien à perdre, sauf la dignité, à tâcher de gagner Sofia, et nous nous y attelâmes tous. Plus la situation devenait désespérée, plus frénétiques devinrent les promesses. Il ne faudrait pas supposer pour cela, cependant, qu'à cette agitation correspondît de la célérité. Tous les Ministres alliés faisaient preuve d'activité dans leurs propositions, mais il se trouvait toujours quelqu'un pour soulever

une objection à chaque chose proposée, et force était aux Ministres alliés à Sofia d'attendre d'avoir tous reçu les mêmes instructions.

Il faut encore tenir compte du fait que plus les revers russes s'accumulaient, plus l'Allemagne pouvait agir sur la Bulgarie au besoin par des menaces autant que par des promesses. A la dernière heure, alors que seule l'Allemagne était en position de menacer, la Russie tenta de le faire : ce fut également vain. La Bulgarie passa du côté allemand et la Serbie fut pour un temps écrasée.

Les documents que l'on va lire donneront quelque idée de la ligne générale adoptée et des complications qui surgirent pendant le printemps et l'été de 1915.

Sir E. Grey à Sir George Buchanan.

Foreign Office, 22 mars 1915.

Réponse à votre télégramme du 21 mars.

Veuillez dire au Ministre des Affaires Etrangères que je comprends ses objections contre une garantie triple, et que c'est pour cela que je disais, dans le télégramme que je vous ai adressé, qu'une garantie touchant les bateaux de guerre roumains ne dépendait que de la seule Russie. Je suis prêt, pour ce qui est de la Roumanie, à adopter la ligne qu'il suggère.

Mais je prie instamment le Ministre de ne pas user de menaces envers la Bulgarie au sujet de Burgas : cela ressemblerait à ce que l'Allemagne fit à la Belgique. Nous ne saurions être parties à une rupture de neutralité par contrainte, et ce serait nous rendre odieux qu'un Allié fût capable d'agir comme l'Allemagne.

Je suis entièrement d'avis qu'il serait désirable de donner de suite des assurances à Sofia et j'attendrai pour cela l'aide-mémoire russe, mais ce serait tout gâter que d'y adjoindre une menace de violation de la neutralité bulgare. Offrez mes félicitations les plus cordiales pour la prise de Przemysl et pour le succès des armes russes : cet appoint à la cause commune est des plus appréciable.

Sir E. Grey à Sir Rennell Rodd.

Foreign Office, 26 mai 1915.

A présent que l'Italie s'est jointe à nous, je suis d'avis qu'il serait opportun que le Ministre britannique dise un mot à Sofia.

On me dit qu'en Bulgarie l'opposition et le peuple en général nous sont favorables, mais qu'ils sont déçus de n'avoir reçu de nous aucune offre.

Des propositions équitables envers la Bulgarie seraient : cession de la partie de la Macédoine comprenant Monastir (cette cession devant avoir lieu lorsque la Serbie aurait obtenu la Bosnie-Herzégovine et une partie de la côte de l'Adriatique) ; cession de la ligne Enos-Midia en Thrace ; et action des Alliés pour lui assurer Cavalla dans l'éventualité où une compensation dans la région de Smyrne serait accordée à la Grèce.

J'ai été depuis quelque temps en communication avec Paris et Pétrograd sur ces données, et ces deux gouvernements sont à présent consentants.

L'Italie étant devenue notre Alliée, il serait bon que vous renseigniez là-dessus le Ministre des Affaires Etrangères.

Sir E. Grey à Sir Francis Bertie.

Foreign Office, 7 juillet 1915.

Il serait bon que Votre Excellence fît savoir au Ministre des Affaires Etrangères que nous avons étudié avec soin les vues du gouvernement français que nous transmettait votre télégramme n° 422 du 28 juin (n° 892 du 22 juin). Nous reconnaissons pleinement les avantages d'une politique forte et précise qui assurerait la participation à la guerre de l'un ou l'autre des Etats Balkaniques et nous ne pouvons nier qu'à l'heure actuelle l'adhésion de la Bulgarie serait la plus précieuse de toutes. Cependant nous nous voyons forcés de prier nos Alliés de peser les considérations suivantes : garantir à la Bulgarie, par la force si besoin était, la possession de territoires en Macédoine et en Thrace, occupés actuellement les uns par la Serbie qui combat avec nous en qualité d'alliée, les autres par la Grèce qui a fait preuve d'une neutralité qui n'a pas été inamicale, serait un procédé difficile à défendre.

J'ai indiqué précédemment quelles sérieuses conséquences je prévoyais de semblables mesures qui décourageraient la Serbie, et uniraient contre nous la Grèce entière, le parti de M. Venizelos y compris, avec la probabilité de provoquer un conflit entre la Grèce et la Serbie d'une part et la Bulgarie de l'autre. Il serait cependant raisonnable de faire entendre à la Serbie et à la Grèce que l'obtention pour elles, après la guerre, de certains territoires, doit dépendre de leur bonne volonté à céder à la Bulgarie tels territoires que nous nous mettrions d'accord pour désigner, et de faire savoir au gouvernement bulgare que nous avons fait cette démarche. Néanmoins, nous considérons qu'il est indispen-

sable, si nous exigeons de la Serbie et de la Grèce de consentir à ces sacrifices, de nous assurer une garantie précise de l'entrée en guerre immédiate de la Bulgarie. Nous sommes donc d'avis que la première mesure à prendre serait de répondre à la Bulgarie dans les termes suivants :

« Les Puissances de l'Entente ont plaisir à reconnaître le ton conciliant de la réponse bulgare à leurs propositions du 29 mai, et sont toutes prêtes, conformément à la demande du gouvernement de Sofia, à fournir à celui-ci des explications complémentaires. Elles désireraient cependant être assurées auparavant que, au cas où ces explications donneraient satisfaction au gouvernement bulgare, elles pourraient compter sur une action militaire immédiate de la Bulgarie contre la Turquie Il est de toute évidence que faute de cette assurance, toute négociation future ne constituerait qu'une perte de temps. Elles suggèrent pour la même raison qu'il serait désirable pour le gouvernement bulgare de définir quelles explications seraient par lui considérées comme satisfaisantes. »

Il serait également utile de donner aux représentants des Puissances Alliées à Sofia pour instructions de faire ressortir, en présentant cette note, que les Puissances de l'Entente sont absolument décidées à forcer les Dardanelles. Lorsque ceci sera accompli — et ce pourrait être à tout moment — il ne serait plus possible aux Puissances de l'Entente d'offrir à la Bulgarie des conditions aussi avantageuses qu'à présent. Le temps est donc en cette affaire un facteur important. Il serait bon qu'ils communiquassent la teneur de la note ci-dessus aux partis qui, en Bulgarie, sont favorables à notre cause.

Sir Edward Grey à Sir C. des Graz.

Foreign Office, 20 juillet 1915.

Le Ministre serbe m'a dit l'importance qu'il y a à tenir M. Paschitch au courant des négociations touchant Sofia.

Je ne puis faire de communication officielle qu'après consultation avec les Alliés, mais je crois qu'il faudrait que M. Paschitch sache qu'en passant en revue la situation à mon retour au Foreign Office à la lumière de tout ce qui s'est produit pendant mon absence, je me suis fait une opinion très nette des nécessités d'une politique générale aussi bien dans l'intérêt de la Serbie que dans celui des Alliés.

Une complète victoire sur l'Allemagne et l'Autriche est essentielle pour assurer les intérêts de la Serbie dont la position deviendrait intolérable, si les Alliés n'étaient pas victorieux, car les Puissances Centrales ont d'ores et déjà promis bien davantage

à la Bulgarie aux dépens de la Serbie et de la Grèce que les Alliés n'ont jamais songé à lui proposer. Ces promesses de l'Allemagne et de l'Autriche ont été consenties en échange de la seule neutralité bulgare et, bien entendu, sans aucune intention de compensation quelconque à la Serbie ni à la Grèce. Les événements des deux derniers mois démontrent que la coopération de la Roumanie et de la Bulgarie du côté des Alliés serait des plus désirables dans l'intérêt du succès général et des intérêts serbes en particulier. Je doute fort que nous obtenions cette coopération ; dans ce cas, il nous faudra bien nous en passer et poursuivre la guerre —, mais la lutte s'en trouvera prolongée. Si cependant il apparaissait maintenant ou dans un avenir prochain que la coopération, soit de la Bulgarie, soit de la Roumanie, pût être assurée à des conditions qui réaliseraient après la guerre les aspirations de la Serbie à la Bosnie-Herzégovine et à un vaste accès sur l'Adriatique, avec la position de sa capitale considérablement renforcée et sa situation générale en tous points meilleure que lorsqu'elle fut assaillie par l'Autriche, je considère que ce serait le comble de l'imprudence et absolument déraisonnable de la part de la Serbie de refuser aux Alliés son consentement à des concessions raisonnables tant à la Bulgarie qu'à la Roumanie en échange de sa coopération. Si les Alliés n'étaient intervenus en cette guerre, la Serbie, abandonnée à elle-même, eût infailliblement été écrasée par l'Autriche, et il me paraît dû aux Alliés qui, entre autres raisons, combattent non seulement pour empêcher l'annihilation de la Serbie, mais encore pour lui assurer une situation très accrue, que celle-ci ne leur refuse pas telles concessions qui peuvent être nécessaires pour assurer une victoire générale et complète, et ainsi ses intérêts propres. La coopération bulgare protégerait en outre la Serbie contre une grande offensive austro-allemande.

Je tiendrais à ce que vous soumettiez ces considérations en particulier et verbalement à M. Paschitch, en lui expliquant que c'est pour l'instant la meilleure façon dont il me paraît pouvoir répondre à l'appel du Ministre serbe me priant de rester en contact avec M. Paschitch.

Sir E. Grey à M. O'Beirne.

Foreign Office, 28 juillet 1915.

Reçu vos télégrammes du 25 juillet.

L'obtention par la Bulgarie de la zone non-contestée dépend en dernier ressort des compensations serbes en Bosnie, etc. Nous ne pouvons demander à la Serbie de céder ses provinces en Macédoine qu'en échange de compensations ailleurs. Mais les Alliés peuvent

refuser — et le feront si besoin est — de reconnaître aucune extension de territoire à la Serbie jusqu'à ce qu'elle ait cédé la zone non contestée, et lorsque la Bulgarie sera entrée en campagne contre la Turquie, ils s'arrangeront avec la Serbie pour que des forces alliees occupent le pays jusqu'au Vardar à titre de garantie à la Bulgarie que ce territoire lui sera, au moment voulu, remis sans difficulté. Cette dernière s'engagerait naturellement en attendant à interdire la formation de bandes susceptibles de soulever des troubles en Macédoine.

J'accepte la formule que vous suggérez, relative à Cavalla, et vous pourriez faire savoir que toute extension grecque en Asie Mineure sera conditionnée à la cession de ce port.

Pour ce qui concerne la Roumanie, voici la situation : le gouvernement roumain est tout disposé à participer de suite à un accord politique, mais, étant donnée la situation militaire actuelle, ne peut se lier pour une date déterminée et prochaine à entrer en campagne. L'argument paraît raisonnable, aussi le gouvernement de Sa Majesté presse-t-il le gouvernement russe de conclure cet accord politique. La réclamation roumaine de la ligne frontière Pruth-Theiss serait reconnue, mais l'on attendrait d'elle, entre autres choses, qu'elle répondît aux désirs de la Bulgarie sur la Dobroudja et discutât des combinaisons militaires. Mais il ne faut pas oublier l'importance qu'il y aura à tenir aussi secrets que possible les préparatifs militaires de la Roumanie contre nos ennemis ; en conséquence, toute démarche auprès de la Bulgarie ne pourra assumer qu'une forme hypothétique.

Sir E. Grey à Sir C. des Graz.

Foreign Office, 26 juillet 1915.

Dans une conversation que nous eûmes ensemble le 21 de ce mois, le Ministre serbe a spontanément exprimé son intention, si la concession de la ligne du Vardar pouvait assurer l'appui bulgare, d'insister auprès de son gouvernement pour qu'il accepte ce point de vue.

Je le remerciai de sa bonne volonté, ajoutant cependant que je doutais fort que cette offre fût suffisante pour obtenir l'aide de la Bulgarie, que l'on ne pourrait s'assurer à moins de la zone non-contestée en Macédoine.

Le Ministre serbe répondit que cette zone non-contestée, telle que l'interprétait la Bulgarie, était une chose que jamais la Serbie ne pourrait concéder : elle préférerait subir seule le choc d'une offensive austro-allemande. Elle savait qu'elle risquait dans cette guerre le tout pour le tout, mais la promesse d'une telle conces-

sion de sa part la mènerait tout bonnement à une guerre avec la Bulgarie.

Je fis lire au Ministre ce que je vous disais dans mon télégramme n° 285 du 20 courant.

M. Boshkovitch revint le 22, et on lui demanda si ce qui précède était véritablement l'expression de ses vues, car, si la ligne du Vardar constituait réellement la limite extrême des concessions que pût consentir la Serbie c'était, ainsi que je le lui avais déjà dit, absolument insuffisant pour la Bulgarie. Le Ministre serbe répondit qu'il tenait pour certain que son gouvernement n'irait pas au-delà de ce qu'il m'avait indiqué, et puisque cela ne pouvait satisfaire à la situation, il demandait à retirer sa proposition d'insister dans ce sens auprès de son gouvernement, faisant observer qu'il était, dans son pays, considéré comme le champion des droits serbes en Macédoine, et rappelant le rôle qu'il avait joué au cours de toutes les complications balkaniques pour faire prévaloir ces droits.

Ceci, lui fut-il répondu, rendait d'autant plus désirable que l'on pût le convaincre du bien-fondé du point de vue du gouvernement de Sa Majesté qui était que la possession du reste de la Macédoine (zones contestées et non contestées) autre que le territoire s'étendant jusqu'à la ligne du Vardar, devait être laissée jusqu'après la fin de la guerre à l'arbitrage anglo-russe, pourvu que la Serbie reçût par ailleurs de larges compensations territoriales. Qu'il ne devrait pas perdre de vue qu'il se pourrait fort bien que, dans l'éventualité d'une nouvelle offensive allemande contre la Serbie, la Bulgarie vînt se joindre à l'attaque et que dans ce cas les Alliés seraient trop occupés avec la Turquie pour venir aux secours des Serbes. Si les droits de la Serbie sur la Macédoine étaient aussi forts qu'il les représentait, on pourrait prévoir en toute sécurité que l'arbitrage aurait pour résultat de ne donner à la Bulgarie qu'une bande de territoire relativement étroite à travers le Vardar, qui comprenait probablement Monastir, puisque les Bulgares semblaient si désireux d'obtenir cette contrée.

M. Boshkovitch répondit qu'il ne saurait appuyer une proposition de soumettre à l'arbitrage à la fin de la guerre la question de la possession de toute la Macédoine serbe, susceptible de porter atteinte aux intérêts serbes les plus essentiels, mais il suggéra qu'une ligne de démarcation fût faite en Macédoine, dont il recommanderait la cession à son gouvernement. Cette ligne, dit-il, pourrait courir de Bragalnitza, au sud de Perlepe (à laquelle il ne paraissait pas attacher grande importance), jusqu'à Monastir.

On lui demanda alors s'il serait disposé à appuyer à Nish une

telle mesure, dont le sacrifice ne constituerait, somme toute, qu'une question de sentiment, étant donné qu'il y aurait vraisemblablement des garanties stipulées pour qu'il ne soit pas établi de différence injuste, au point de vue économique, avec la portion bulgare du chemin de fer du Vardar et pour que la Bulgarie ne puisse pas transformer en une menace militaire les territoires à elle concédés. La Serbie pourrait par ce moyen se gagner notre reconnaissance, et nous disposer peut-être à lui laisser signer le traité du 5 septembre.

M. Boshkovitch accueillit avec joie cette proposition, et consentit finalement à appuyer une solution répondant à ce qui précède, à la condition, toutefois, que la Grande-Bretagne et la Russie en prissent l'initiative à Nish, vu qu'il lui était pénible de faire lui-même la première démarche auprès de son gouvernement. Une fois faite, il insisterait pour qu'on l'acceptât, ajoutant cependant que quoique son influence dans les questions macédoniennes pesât peut-être pour 80 pour 100 dans la balance, il n'était pas certain que son gouvernement cédât. Cependant, avant de lui télégraphier, il lui faudrait savoir de façon plus précise quelles étaient les limites probables du territoire auquel on demanderait à la Serbie de renoncer.

M. Boshkovitch remarqua en terminant qu'au point où en étaient maintenant les choses, il paraissait inutile de vous mettre au courant de la conversation qu'il avait eue avec moi le 21 courant.

Agréez, etc...
E. Grey.

M. O'Beirne à Sir Edward Grey.

(Reçu le 21 août).

Sofia, 20 août 1915.

Voir mon télégramme du 19 août.

D'après les renseignements qui me parviennent depuis deux jours de différentes sources, tout indique que le gouvernement bulgare serait très près de prendre des décisions défavorables à notre cause.

Le sentiment général dominant est que le moment est venu pour la Bulgarie de choisir entre deux modes d'action — soit attaquer la Turquie, et se mettre de la sorte du côté des Alliés, soit attaquer la Serbie, et se rallier ainsi aux Puissances Centrales. Il y a des indices que le gouvernement incline vers cette dernière solution. Inutile de dire que la nouvelle de la chute de Kovno a fait une profonde impression sur les cercles gouvernementaux et militaires, et donné lieu à des prévisions d'un prochain désastre russe.

Je crains que même si la Serbie consentait immédiatement à

céder la zone non-contestée, et que nous puissions annoncer que nous sommes prêts à occuper le pays jusqu'au Vardar, il n'y aurait plus dorénavant qu'une bien faible chance que ces raisons suffisent à inciter la Bulgarie à entrer en campagne à nos côtés. Les éléments même qui nous étaient le plus favorables ont été, ces jours derniers, si pénétrés de la puissance militaire de l'Allemagne, qu'ils hésiteraient à adopter une voie qui exposerait la Bulgarie à une attaque allemande.

La question qui gagne de jour en jour en importance est donc de savoir si l'on peut encore empêcher la Bulgarie d'attaquer la Serbie. Une fraction considérable du pays serait très certainement fortement opposée à une telle politique, et on se rend compte des conséquences désastreuses qu'elle serait susceptible d'entraîner. Le péril est néanmoins réel, et s'est nettement rapproché ces jours derniers. Il est donc très important que l'on puisse persuader à la Serbie que, même en admettant qu'il y ait peu de chances d'obtenir la coopération bulgare dans un présent immédiat, il est cependant indispensable, pour sa propre sécurité, qu'elle fasse des concessions en Macédoine qui couperaient l'herbe sous les pieds au parti qui est, ici, en faveur d'une agression dirigée contre elle. Ces concessions offriraient la seule chance possible de former un bloc balkanique qui constituerait une barrière contre une descente allemande sur les Balkans.

(*Envoyé à Pétrograd, Nish et Bucarest*).

Des tractations de différente nature se poursuivirent encore durant le printemps de 1915. L'Italie exprima son désir de se joindre aux Alliés, mais cette négociation même n'alla pas sans quelque difficulté. La Russie, prévoyant des complications, craignait que l'adjonction de l'Italie n'introduisît des conflits d'intérêts susceptibles d'affaiblir l'unité des Alliés.

Sir George Buchanan à Sir Edward Grey.

(Reçue le 3 mars).

Pétrograd, 3 mars 1915.

M. Sazonof a déclaré aujourd'hui qu'il n'envisageait pas sans appréhension l'entrée en scène de l'Italie à un moment où sa coopération navale et militaire a perdu la plus grande partie de sa valeur. Toute nouvelle collaboration ne saurait que compliquer les négociations de paix. L'intimité et la confiance régnant entre

les trois Alliés a été l'essence même de leur force, et si une quatrième Puissance venait à se joindre à eux, il y aurait lieu de craindre qu'elle ne créât la désunion pour son profit personnel.

M. Sazonoff est donc d'avis que si le gouvernement italien venait à offrir son aide, les Puissances devraient, tout en donnant le tour le plus amical à la discussion, se dérober à une réponse précise.

La France et nous-mêmes étions d'opinion que ces appréhensions étaient exagérées en soi ; et que même si elles ne l'étaient pas, l'avantage d'avoir l'Italie pour Alliée l'emportait de beaucoup sur le désavantage de complications possibles. Repousser les ouvertures italiennes nous paraissait folie pure. J'en exprimai mes vues personnelles dans la dépêche suivante à Bertie.

Sir Edward Grey à Sir Francis Bertie.

Foreign Office, 4 mars 1915.

Le télégramme de Petrograd du 3 mars vous a été transmis.

Il faudrait faire savoir au Ministre des Affaires Etrangères que je ne ne puis partager ces vues (russes).

Le but commun de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie est d'en finir le plus rapidement possible avec cette guerre dans des conditions donnant satisfaction à tous. La participation à nos côtés de l'Italie et des Etats balkaniques nous faciliterait énormément cette tâche ; elle aurait vraisemblablement pour effet d'amener, dans un temps relativement court, l'effondrement de la résistance allemande et austro-hongroise.

Je ne puis voir en quoi la collaboration de l'Italie ou des Etats balkaniques pourrait nuire à la confiance ni à l'intimité existant entre les trois Alliés.

Si l'Italie ou toute autre Puissance demandait, comme prix de sa coopération, des conditions pouvant paraître à la Russie susceptibles de nuire à un règlement en sa faveur de la question de Constantinople et des Détroits, elle pourrait être assurée de l'appui de la Grande-Bretagne, et, j'imagine, de la France, pour résister à de telles conditions ; d'ailleurs, en aucun cas, aucune stipulation de coopération d'une Puissance quelconque ne serait agréée par la France, l'Angleterre et la Russie, qu'après consultation et accord mutuels.

Il importe également de tenir compte du fait que si les Alliés repoussaient une offre de coopération faite par une autre

Puissance, celle-ci pourrait fort bien se tourner vers l'Allemagne, qui l'accepterait avec empressement et dans les conditions les plus séduisantes.

Ce télégramme est répété à Sir G. Buchanan avec intructions de s'unir à son collègue français pour faire des représentations dans ce sens au Ministre russe des Affaires Etrangères, si le gouvernement français y consent.

La France exprima simultanément et indépendamment les mêmes vues, et Sazonoff n'insista plus sur des objections de principe. Les détails des négociations ne furent pas aisés ; avant que l'Italie s'engageât à courir les risques de la guerre, il fallait que fussent très exactement précisés les avantages qu'elle recueillerait à la fin des hostilités. Il se pourrait que ses prétentions vinssent empiéter sur les aspirations de la Serbie, ou même de la Grèce. Nous ne voulions pas décourager la Serbie dans sa lutte si dure avec l'Autriche, ni nous aliéner la Grèce par un accord avec l'Italie qui pût être considéré comme établi aux dépens des légitimes aspirations de l'un ou l'autre des deux pays plus faibles. Le point le plus complexe et le plus délicat de ces négociations fut la question des territoires dont le gros de la population étant Slave, la Russie se considérait réellement le champion. Il y eut maintes difficultés et des retards, mais il était essentiel pour les Alliés que les négociations aboutissent : les conditions furent réglées et l'Italie entra en guerre contre l'Autriche. C'est ainsi que l'on en vint à conclure un autre traité secret.

Que l'on se souvienne que la lutte prenait vers cette époque la tournure la plus défavorable pour les Alliés et que l'Italie fit son entrée dans la guerre à un moment où les nuages s'accumulaient et où les perspectives s'assombrissaient de plus en plus. C'est à cette même époque que la Roumanie entama des pourparlers du même genre et dans le même but que l'Italie, ce qui laissait supposer que les deux pays s'étaient concertés pour se ranger simultanément du côté allié. Mais les revers russes en Galicie s'aggravèrent avant que fussent conclues les négociations entre la Roumanie et les Alliés, de sorte que celle-ci se réserva, guettant

avec un intérêt croissant la défaite de la Russie et les désastres accumulés de ses armées. Entre la Russie presque accablée et la Bulgarie n'attendant qu'une occasion, il devint dangereux pour la Roumanie de se départir de sa neutralité. Les armées françaises et britanniques n'avaient pas pu exercer sur les Allemands une pression assez forte pour soulager la Russie en son heure de détresse : il était donc évident qu'ils ne pouvaient venir en aide à la Roumanie, qui, si elle entrait en campagne à ce moment, risquait de se trouver seule en face de la Bulgarie, accrue de toutes les forces dont l'Allemagne et l'Autriche pourraient disposer après leurs victoires sur la Russie. Le Ministre roumain vint me dire un jour, au cours de l'été, que son gouvernement était d'opinion qu'il serait dangereux pour la Roumanie de fixer une date pour se joindre aux Alliés. La justesse de cet argument était si évidente et notre impossibilité de venir en aide à la Roumanie, si elle se trouvait en difficulté, si absolue, que je ne pus qu'acquiescer. Je ne pouvais même pas adresser de reproches à la Roumanie et moins encore en la circonstance chercher à peser sur sa décision. Il n'y avait qu'à accepter de bonne grâce et à laisser les négociations en suspens, tout en entretenant vivace la bonne volonté qui les avait inspirées, de façon à pouvoir les reprendre dès que le vent aurait tourné en faveur. Nous réussîmes en cela au moins, c'était peu et bien décevant comme résultat, mais l'on ne pouvait rien de plus en 1915.

Ce qui fut pire, bien pire, cependant que la réaction des désastres russes sur la Roumanie ou la Bulgarie, fut leur effet sur la Russie elle-même. Il n'y avait pas que la perte matérielle d'armées, de canons et munitions de toute sorte, il y avait encore et surtout l'effet moral sur l'opinion publique russe. La Russie avait détourné en 1914 la pression dirigée contre la France et l'Angleterre en envahissant l'Allemagne ; aujourd'hui ses deux alliées, retenues à l'ouest par la guerre de tranchées, étaient dans l'impossibilité de faire à leur tour une avance analogue : il y avait tendance en Russie à trouver que les Alliés occidentaux se ménageaient à ses dépens. C'est ce qu'exposent les deux dépêches sui-

vantes envoyées de Pétrograd l'une au début de l'été de 1915, l'autre un peu plus tard.

Sir George Buchanan à Sir E. Grey.

(Reçue le 25 juin).

Pétrograd, 24 juin 1915.

L'abandon de Lvow, et le fait que l'armée russe continue sa retraite pour éviter le sacrifice inutile de vies qu'entraîne le manque de munitions, accroît encore le mécontentement public sur la conduite de la guerre. Les députés de la Douma tiennent d'importantes réunions pour étudier la situation ; c'est par crainte que, dans les circonstances actuelles, de si violentes attaques seraient dirigées contre les Ministres qu'il en résulterait une crise grave, que l'on ne convoque pas la Douma elle-même : elle le sera cependant prochainement, dit-on. J'apprends de source digne de foi que le Premier Ministre aurait récemment offert sa démission à l'Empereur, en donnant pour raison que, constitué comme l'est le gouvernement, il ne saurait prendre la responsabilité des événements. Sa Majesté refusa, dans les termes les plus flatteurs, de l'accepter, et quelques jours plus tard on annonça la démission du Ministre de l'Intérieur.

De ce que m'a dit le Président de la Douma, je conclus que les autres Ministres se verront obligés à démissionner, mais ce qui paraît être le plus difficile, c'est le remplacement du Ministre de la Guerre dont la position est sérieusement compromise. L'empereur, avec qui j'ai eu une conversation lors du lancement des derniers cuirassés russes, ne paraît pas partager, à l'égard des événements militaires, l'inquiétude du plus grand nombre de ses sujets. Il parla gaiement de l'avenir et de sa détermination de poursuivre la guerre jusqu'à l'écrasement total de l'Allemagne. A la remarque que je fis en réponse à son allusion à la récente refonte du gouvernement de Sa Majesté, qu'en Grande-Bretagne tous les différends entre partis avaient été mis de côté, que le Ministère actuel représentait une coalisation de toutes les plus hautes intelligences du pays indépendamment de toutes opinions politiques, Sa Majesté répondit que c'était la seule voie à suivre en en une crise comme la présente. Le Ministre de l'Agriculture, membre des plus influents du gouvernement, me dit en cette même occasion que l'évacuation de la Galicie ne l'inquiétait que fort peu, cette province n'étant pour la Russie qu'une source d'embarras. D'après ce que lui avait dit un membre compétent de la Nouvelle Commission des Munitions de guerre, l'armée aurait d'ici deux mois des obus en abondance.

D'autres personnes haut placées m'ont donné la même assurance, mais de précédents pronostics favorables ayant trait aux munitions ont déjà si souvent été illusoires qu'il ne faudrait pas trop faire fond sur celui-ci. Ainsi que l'a déjà rapporté l'Attaché Militaire, il ne peut manquer d'y avoir pendant des mois une grande disette de fusils et ainsi se pose l'angoissante question : que deviendra l'armée russe pendant les mois à venir ? La situation pourrait bien devenir critique, car il est difficile de croire que l'armée russe puisse tenir bon contre l'écrasante supériorité de l'artillerie allemande.

J'ai le regret de dire que le public accuse la France et la Grande-Bretagne de ne pas faire d'effort marqué pour soulager la pression sur ce front. Le Président de la Douma m'a dit l'autre jour qu'il s'efforçait d'expliquer la véritable situation du front occidental à ceux des députés qui jugeaient que la France était à blâmer, mais qu'il était navré de constater que le sentiment allait toujours croissant que les Français ne poussaient pas leurs offensives avec assez de vigueur, et n'aidaient pas la Russie de leurs obus, qu'ils avaient en telle abondance. Il m'assura que l'on n'élevait aucune plainte contre la Grande-Bretagne, mais je crains fort que ceci ne soit pas absolument vrai.

Sir George Buchanan à Sir E. Grey.

(Reçue le 20 août).

Pétrograd, 19 août 1915.

La nouvelle que Kovno était tombé ou sur le point de tomber a provoqué de la consternation parmi les pessimistes de Pétrograd qui semblent persuadés qu'il va falloir abandonner la ligne Brest-Litovsk et qu'ainsi se trouverait découverte la route de la capitale. Un certain nombre d'entre eux, parmi lesquels des membres de la Douma, paraissent considérer la situation comme perdue et parlent de paix séparée. On me dit que beaucoup de réactionnaires sont partisans de la paix, et que les influences allemandes à la Cour travaillent dans le même sens et mettent l'Empereur en garde contre le danger d'une révolution.

De pareils propos ne seraient tolérés qu'à Pétrograd, et rien ne serait plus susceptible d'amener une révolution que des velléités manifestées de paix. L'Ambassadeur du Japon qui revient de Moscou me dit qu'en dépit du profond ressentiment contre le gouvernement, tout le monde y est bien décidé à pousser la guerre jusqu'au bout. Cette détermination est, je le crois, partagée par l'Empereur et la grande majorité de la nation.

La situation est néanmoins très grave, et ce qui me préoc-

cupe le plus, c'est que l'idée de l'abandon de la Russie par les Alliés pénètre de plus en plus dans le peuple. Un journaliste russe influent m'a demandé aujourd'hui si j'avais fait ressortir auprès du gouvernement de Sa Majesté la gravité de la situation. Je répondis que tout en ayant rapporté l'état d'esprit régnant ici, il ne me viendrait pas à l'idée de suggérer un mouvement offensif sur le front occidental, jusqu'à ce qu'il pût être accompli avec de réelles chances de succès, et qu'il fallait que l'on fît comprendre au public russe que si nous le tentions avant d'être prêts, nous pourrions bien subir un désastre qui laisserait la Russie à l'entière merci de l'Allemagne.

Quoique ma récente déclaration à la presse ait produit une bonne impression, je crains fort que, dans son état actuel de tension nerveuse, le public russe ne prête aucune attention à ce que nous dirons nous-mêmes de notre effort. J'ai discuté la question avec plusieurs personnes, et suis arrivé à la conclusion que le seul moyen d'arrêter ce mouvement d'opinion qui pourrait, si on le laisse se développer, causer de graves préjudices aux rapports anglo-russes, serait d'attacher un journaliste russe compétent auprès de notre armée en France, ainsi qu'auprès de l'armée française et de notre armée à Gallipoli. Si l'on pouvait trouver des hommes aptes à cette tâche et leur donner des facilités raisonnables, ils nous rendraient le service que Washburn a rendu à la Russie, et agiraient en interprètes pour la Grande-Bretagne et son armée auprès du public russe.

Ce furent des jours terribles pour des hommes dans la situation du Tsar et de Sazonoff, mais ils demeurèrent inébranlables en leur fidélité.

Ce furent des jours sombres pour nous tous. Le rapport que l'on va lire d'une conversation avec l'Ambassadeur d'Italie donne un aperçu de la situation :

Sir Edward Grey à Sir Rennell Rodd.

Foreign Office, 14 septembre 1915.

L'Ambassadeur d'Italie m'a demandé aujourd'hui quels renseignements j'étais en mesure de lui fournir sur la situation générale, ajoutant que les Ministres italiens qui se trouvaient dans certains pays envoyaient à leur gouvernement des rapports si sombres sur l'état de choses actuel, en exprimant des vues que lui-même ne partageait pas, qu'il était très désireux de savoir ce que j'en pensais.

Je répondis que d'après ce que j'avais appris le peuple alle-

mand, après avoir perdu l'espoir d'amener la Russie à une paix séparée, voyait poindre avec consternation la perspective d'une nouvelle campagne d'hiver, et était à présent beaucoup moins confiant en la possibibilité d'imposer avant l'hiver une paix lui donnant satisfaction. Les Allemands avaient été déçus dans leur attente de capturer, il y a un mois, une grande partie de l'armée russe, et malgré qu'il fût possible qu'ils prennent Vilna et même Riga que l'on croyait alors menacées, ils avaient récemment perdu beaucoup de temps à l'Est, où il leur devenait de plus en plus difficile de progresser et plus difficile aussi de se retirer.

Je me déclarai tout-à-fait de l'avis de l'Ambassadeur qu'il ne fallait guère compter mener la guerre à bonne fin avant l'hiver ; mais j'ajoutai que si les Allemands parvenaient en automne à un point où ils désiraient la paix, la situation s'affirmerait beaucoup plus favorable pour nous.

L'Ambassadeur me questionna sur les Dardanelles.

Je lui dis que nous n'en recevions pas de mauvaises nouvelles, mais que l'avance avait été fort lente depuis quelque temps et je dus admettre qu'il y avait eu des pertes nombreuses au cours des opérations du mois passé.

Il parla alors des conversations de Londres avec le comte Metternich, récemment publiées par le gouvernement allemand, et observa qu'elles confirmaient entièrement ce qu'avait toujours été mon attitude : c'est-à-dire que nous ne voulions pas prendre part à une agression contre l'Allemagne. Le prince Lichnowsky, ajouta-t-il, en avait été pleinement convaincu et avait déclaré à son gouvernement que notre présence dans la Triple Entente était une garantie contre toute agression.

Je confirmai cette déclaration et lui répétai que nous avions toujours nettement fait comprendre à la France que nous ne donnerions pas notre appui à une guerre d'agression contre l'Allemagne et que je savais que la France avait sincèrement voulu éviter la guerre.

L'Ambassadeur répondit que la publication des conversations avec le comte Metternich prouvait que loin d'avoir eu l'intention d'isoler l'Allemagne, c'était elle, au contraire, dont le but tendait à l'isolement de la Grande-Bretagne.

Je lui dis que tel, en effet, eut sans doute été le résultat, si nous avions accepté un accord dans les conditions que désirait Berlin.

Agréez, etc.
E. Grey.

Il va de soi que dans des conversations de ce genre il fallait prendre les choses sous leur aspect le meilleur, parler

de ce que l'on espérait et non de ce que l'on craignait ; mais, rentré chez soi, l'on ne pouvait se dissimuler son anxiété, et parfois, lorsque l'on était seul, on sentait ce qu'il en coûtait de résister à « la peur qui tue et de conserver l'espoir qui se refuse ».

CHAPITRE XXVIII

LA DIPLOMATIE ALLIÉE PENDANT LA GUERRE (*Suite*).

L'opinion grecque en 1915. — Le débarquement à Salonique. — L'attitude de Venizelos. — Une situation équivoque. — Démission de Venizelos. — Grèce et Serbie. — Refus de venir en aide à la Serbie. — Destruction de l'armée serbe. — Plans pour sa récupération. — Réflexions après coup. — L'entrée du Portugal. — Notre Allié japonais.

L'imminence d'une attaque bulgare dirigée contre la Serbie fit entrer la nécessité d'une coopération grecque dans une phase nouvelle et urgente. La Grèce avait une alliance avec la Serbie : on avait admis que cette alliance ne couvrait que les guerres entre Etats balkaniques. Dans ce cas, la Grèce n'encourait aucune obligation d'entrer en campagne pour venir en aide à la Serbie contre l'Autriche, mais elle était tenue de l'assister en cas d'attaque de la Bulgarie. Les Alliés occidentaux et la Russie n'avaient pas à s'immiscer dans l'Alliance entre la Grèce et la Serbie, mais désireux d'apporter à celle-ci toute l'aide possible, ils firent valoir auprès de la Grèce son obligation de soutenir la Serbie contre la Bulgarie. L'opinion grecque n'était pas unanime à reconnaître cette obligation, combattre contre la Bulgarie devant inévitablement l'entraîner à une guerre avec les Puissances Centrales. Il se pouvait que la lettre du traité exigeât qu'elle appuyât la Serbie, mais l'esprit réclamait-il de la Grèce qu'elle prît part à un conflit en lequel la Serbie et la Bulgarie ne jouaient qu'un rôle secondaire ? Telle était, selon nous, la raison de ses hésitations. Afin de les surmonter et d'assurer son appui à la Serbie, on proposa

d'envoyer des troupes françaises et britanniques à Salonique pour aider l'armée grecque à repousser l'attaque bulgare.

Venizelos, alors Premier Ministre à Athènes, y consentait, mais, devant la division et l'hésitation de l'opinion grecque, suggéra d'élever contre le débarquement à Salonique des contingents français et anglais une protestation de forme, tout en leur fournissant toutes les facilités.

Je m'étais fortement élevé contre tout débarquement de nos troupes en Grèce, sauf avec l'entier bon-vouloir et l consentement du gouvernement d'Athènes. Bien des choses se font en temps de guerre que l'on ne se permettrait jamais dans des conditions normales, mais il en est certaines que ne peut justifier même la contrainte de la guerre, et nous avions précisément soutenu dans le cas de la Belgique que la violation imposée à un territoire neutre était du nombre. Débarquer des troupes comme on le proposait avec l'assentiment du gouvernement grec ne se rapprocherait en rien, certes, de la brutale violation de la Belgique dont l'Allemagne s'était liée par traité à protéger la neutralité ; mais e m'opposais à ce que l'on fît même une protestation de forme. Ce serait là un piètre subterfuge qui ne tromperait personne, mais donnerait pourtant l'apparence d'une violation lu territoire grec. Lorsque tout se trouva arrangé, la division lans l'opinion grecque provoqua la démission de Vénizelos, nais les préparatifs pour le débarquement des troupes illiées à Salonique étaient beaucoup trop avancés pour pouvoir être abandonnés.

Le document ci-dessous indiquera ce qui se passa.

Sir F. Elliot à Sir E. Grey.

(Reçue 22 septembre).

Athènes, 22 septembre 1915.

Télégraphique.

Suite à mon télégramme du 21 septembre.

Monsieur Venizelos propose de suggérer au Roi pour l'inciter entrer dans ses vues, qu'en cas de succès d'une campagne ontre la Bulgarie, l'armée grecque pourrait se joindre aux Alliés

dans des opérations contre Constantinople. Il croit que ceci constituerait un appât séduisant ; mais Sa Majesté ne consentirait jamais à s'avancer jusqu'en Hongrie, ce qui ne serait agréable ni à l'armée ni au pays.

Mon collègue russe craint que la suggestion d'une coopération grecque contre Constantinople ne soulève de l'opposition à Petrograd, malgré la nécessité primordiale d'assurer la victoire.

Sir E. Grey à Sir F. Elliot.

Foreign Office, 22 septembre 1915.

Réponse à votre télégramme du 21 septembre.

Lord Kitchener est en ce moment absent de Londres pour affaires militaires. Il revient ce soir, et la situation sera discutée avec lui, telle que la présente M. Venizelos.

Mon impression personnelle est qu'il ne nous est pas possible d'envoyer immédiatement un contingent militaire en Grèce, mais que ce pourrait ne pas être impossible plus tard. En attendant, je m'efforce de faire comprendre officieusement au Premier Ministre de Roumanie toute la nécessité d'un accord entre la Grèce, la Roumanie et la Serbie.

Il serait bon que vous en informiez le seul M. Venizelos, et lui disiez qu'il est essentiel qu'il reste au pouvoir.

Je ne crois pas qu'il y ait lieu d'envisager la possibilité pour l'Autriche et l'Allemagne de détacher des forces importantes contre la Serbie, mais qu'il y a, au contraire, des chances que la situation aille en s'améliorant.

Sir E. Grey à Sir George Barclay.

Foreign Office, 22 septembre 1915.

La mobilisation en Bulgarie rend urgente la question d'une entente défensive entre la Roumanie, la Serbie et la Grèce. Il faudrait que vous priiez en particulier M. Bratiano de me faire savoir ses vues sur ce point. Un manque d'accord entre ces trois Etats risque fort d'engendrer une confusion absolue dans les Balkans, qui permettrait aux Puissances Centrales de jouer un Etat contre l'autre, et de traiter les intérêts de chacun d'eux comme autant de pions dans le jeu allemand. Par ailleurs une entente aurait pour effet d'enlever à l'Autriche et à l'Allemagne des occasions d'ingérence. Car l'Allemagne est plus faible en hommes et en argent : tous nos renseignements tendent à le confirmer, et cela, en dépit de ses succès momentanés contre la Russie, qui l'épuisent. Une coalition des Etats Balkaniques ferait

nos troupes touchent à Salonique, je demande donc l'autorisation de la faire.

Pour ce qui concerne les officiers à Salonique, M. Venizelos admit que je lui avais parlé en termes généraux de leur envoi, mais ajouta qu'il s'attendait à être avisé par avance de leur venue, j'avoue avoir partagé cette attente avec lui.

Son Excellence ne voulut exprimer aucune opinion précise sur vos télégrammes avant d'en avoir conféré cet après-midi avec le Roi.

Sir F. Elliot à Sir E. Grey.

(Reçue 3 octobre).

Athènes, 2 octobre 1915.

Mon collègue français ayant reçu pour instructions de déclarer que son gouvernement considère les offres faites à la Bulgarie comme annulées du fait de sa mobilisation et qu'il est prêt à se joindre à la Serbie et à la Grèce pour le maintien du Traité de Bucarest, vint ce soir le notifier en ma présence à M. Venizelos. Son Excellence, qui avait vu le Roi et recouvré son sang-froid, en témoigna sa vive satisfaction et demanda que nos troupes fussent envoyées et débarquées le plus tôt possible. Il nous lut la protestation qu'il adresserait au Ministre de France au sujet de la violation du territoire grec provoquée par la demande de libre passage pour des troupes avant que n'ait surgi un *casus fœderis* avec la Serbie, mais nous dit en même temps que des ordres avaient été donnés à Salonique pour que non-seulement l'on ne s'opposât pas au débarquement, mais pour que l'on procurât toutes facilités, indiquant le côté ouest du port comme ayant été réservé aux troupes alliées. Se tournant vers moi, il me dit que puisque dans sa déclaration le Ministre de France avait parlé de l'arrivée de « troupes alliées, » et que le gouvernement de Sa Majesté voyait d'un si mauvais œil une protestation même de simple forme, il n'en ferait pas d'autre que celle qu'il adressait à mon collègue.

Le Ministre des Communications, poursuivit-il, arriverait le lendemain à Salonique et il priait les officiers alliés de s'adresser à lui et de s'efforcer d'éviter toutes causes de friction.

Sir E. Grey à Lord Bertie.

Foreign Office, 6 octobre 1915.

Les circonstances ont été gravement modifiées par la démission de M. Venizelos qui avait demandé aux Alliés de débarquer des contingents à Salonique. Ce sera apparemment un gouvernement

partisan d'une politique de neutralité qui lui succédera, lequel pourrait ne pas favoriser, mais plutôt s'opposer à la présence de troupes alliées.

Nous ne pouvons en envoyer d'autres à Salonique avant que se soit éclaircie la situation, et en vue de ses aspects tant politiques que militaires, le gouvernement de Sa Majesté est très nettement d'avis qu'il serait dangereux d'envoyer des troupes dans les Balkans à travers le territoire grec sans être assuré au préalable de la coopération de la Grèce. Il est donc essentiel de nous entendre très nettement avec la Grèce, avant d'assumer d'autres charges et de nouveaux risques dans les Balkans.

Il serait bon que vous expliquiez ce qui précède au Ministre des Affaires Etrangères et lui communiquiez les instructions envoyées à Sir F. Elliot dans mon télégramme d'aujourd'hui n° 852 à Athènes, qui vous est répété, et demandiez au Ministre de vous exposer ses propres vues.

Sir E. Grey à Sir F. Elliot.

Foreign Office, 6 octobre 1915.

Le retrait de notre assistance pécuniaire n'est pas nécessairement une conséquence de la démission de M. Venizelos. Aussi longtemps que la Grèce restera disposée à soutenir activement la Serbie pour résister à l'agression bulgare, nous serons prêts à l'aider financièrement quel que soit le gouvernement au pouvoir, et il importe que vous le fassiez savoir.

Sir E. Grey à Sir F. Elliot.

Foreign Office, 6 octobre 1915.

Télégraphique.

La démission de M. Venizelos après que nous avons envoyé des troupes à Salonique sur sa demande, nous a mis dans une situation très difficile qu'il faut absolument éclaircir.

Il vous faudra demander une audience au Roi, et exposer avec soin que votre démarche n'a rien à voir avec la crise intérieure provoquée par la démission de M. Venizelos : qu'il est loin de notre pensée de nous ingérer dans les affaires intérieures de la Grèce ou de critiquer une mesure prise par Sa Majesté.

Expliquez ensuite que des troupes britanniques ont déjà été envoyées à Salonique sur la présomption que l'intention de la Grèce était de soutenir la Serbie contre la Bulgarie d'après ce que l'on jugeait être des obligations de traité, et que la coopération des troupes britanniques et françaises serait la bienvenue et était désirée par la Grèce pour lui permettre de le faire.

C'est dans ces conditions que des troupes alliées se trouvent actuellement en territoire grec.

Il importe que vous insistiez auprès de Sa Majesté sur l'urgence qu'il y a à ce que nous connaissions avec précision quelles sont sur ce point les vues de la Grèce, afin de nous permettre de décider quel usage pourra être fait des contingents alliés pour appuyer contre la Bulgarie, la Grèce et la Serbie, et que vous priiez le Roi d'autoriser M. Venizelos ou son successeur à nous renseigner là-dessus entièrement et en toute franchise.

Sir Edward Grey à Sir F. Elliot.

Foreign Office, 6 octobre 1915.

Télégraphique.

Veuillez faire savoir au Commandant britannique à Salonique qu'il doit, à titre confidentiel, avertir tous les officiers d'être très prudents dans leurs rapports avec les autorités grecques, et d'éviter toute possibilité d'offense ou apparence d'arrogance en traitant les nécessités de la situation.

Sir Edward Grey à Lord Bertie.

Foreign Office, 14 octobre 1915.

My Lord,

M. Cambon est venu me voir ce matin, très inquiet que nous ne tenions pas les engagements que nous avions pris d'envoyer des troupes à Salonique, conformément à l'arrangement conclu lorsque M. Viviani et M. Augagneur sont venus à Londres, et sur la foi duquel M. Viviani avait prononcé son discours le 12 courant. M. Cambon me demanda s'il était vrai que nous n'allions plus envoyer à Salonique d'autres troupes que celles qui y étaient déjà, alors que nous avions promis d'envoyer avec la France notre part de 150.000 soldats pour venir en aide à la Serbie.

Je répondis que la promesse de 150.000 soldats avait été faite d'accord avec la France sur la demande de M. Venizelos, afin de permettre à la Grèce de remplir ses obligations de traité en soutenant la Serbie. Si la Grèce se dérobait à ces obligations et ne voulait plus coopérer avec nous, je considérais que nous n'étions plus tenus d'envoyer ces forces. Lors de la rencontre avec MM. Viviani et Augagneur, il avait été décidé qu'il serait dangereux d'envoyer des troupes dans les Balkans sans être assuré d'une base à Salonique, ce qui ne pouvait être que si la Grèce marchait avec nous. Tel, en tous cas, était mon souvenir.

M. Cambon me demanda si nous avions maintenant cessé tous préparatifs pour l'envoi des troupes convenues.

Je répondis qu'au contraire la situation dans le Proche-Orient nous paraissait si inquiétante que nous préparions des transports, faisions le plus rapidement possible des préparatifs pour le départ des troupes convenues entre le Général Joffre et Lord Kitchener, mais que ces troupes ne sauraient être disponibles immédiatement, ne pourraient arriver avant deux ou trois semaines au plus tôt, et qu'il faudrait en conséquence décider selon les circonstances du lieu de leurs débarquement et de l'usage auquel elles seraient affectées.

M. Cambon me demanda en outre si les 200.000 hommes que nous avions promis conditionnellement à la Roumanie et à la Grèce venaient s'ajouter au contingent anglo-français de 150.000 hommes ou si celui-ci en faisait partie. Ne pouvant répondre avec autorité sans consulter Lord Kitchener, j'écrivis comme suit mes vues personnelles :

« Nous nous apprêtons à envoyer sans retard en Orient le contingent de troupes promis. Le lieu de débarquement de ces troupes, l'usage qu'il en sera fait, seront déterminés après entente avec les autorités françaises navales et militaires. Les 200.000 hommes promis, sous certaines conditions, à la Roumanie et à la Grèce, comprennent les 150.000 déjà mentionnés et ne viennent pas en surplus. »

M. Cambon parut satisfait de cette note et en prit copie.

Dans l'après-midi, après avoir montré ce que j'avais écrit au Premier Ministre, qui l'approuva, j'écrivis à M. Cambon pour le lui confirmer, cette note fut plus tard soumise à Lord Kitchener et lue le soir au Comité de Guerre.

M. Cambon paraissait craindre que je ne fisse cette après-midi là à la Chambre des Communes, surtout pour ce qui avait trait au nombre des troupes, une déclaration qui pût ne pas correspondre avec ce que M. Viviani avait dit le 12.

Je lui montrai, dans la déclaration que j'allais faire, le passage relatif à l'envoi de troupes à la Grèce et à la Serbie.

Il m'assura que cela le satisfaisait pleinement.

Je lui fis remarquer au cours de notre conversation que c'était précisément parce que je considérais que nous ne devrions pas être engagés à envoyer des troupes en Serbie sans la coopération de la Grèce, que j'avais insisté pour que dans toute formule du discours de M. Viviani, celui-ci se servît des mots « appui de la Grèce et de la Serbie » et non pas « Serbie » seule, mais que la formule employée par M. Viviani n'était identique à aucune de celles que nous avions eues sous les yeux.

Agréez, etc.

E. Grey.

Il suffira d'ajouter que lorsque la Grèce se déroba et ne voulut pas reconnaître son obligation de venir en aide à la Serbie par les armes, les troupes françaises et britanniques ne purent être à cette dernière d'aucun secours. Force fut à l'armée serbe de se réfugier en Albanie : il n'y eut, pour l'instant, rien d'autre à faire que de la transporter à quelque distance de la scène de la lutte, où les Alliés pourraient l'aider à se reconstituer. Mes vues personnelles sur ce point figurent dans la dépêche que l'on va lire :

Sir E. Grey à Lord Bertie.

Foreign Office, 6 décembre 1915.

My Lord,

M. Cambon m'a dit aujourd'hui que le gouvernement français était fortement d'avis que les forces alliées devraient être laissées à Salonique, que les autorités militaires françaises, y compris le Général Joffre, jugeaient qu'il était possible de le défendre, et qu'il avait pour instruction de demander au Cabinet britannique de revenir sur sa décision.

Je répondis que je communiquerais sans retard ce qu'il venait de dire au Comité de Guerre qui se réunissait cette après-midi à cinq heures, mais que je ne pouvais me défendre d'exprimer mon opinion personnelle fondée sur celle de nos conseils militaires. Notre 10e division était en Serbie ; nous l'aurions dès longtemps rappelée, mais l'y avions maintenue pour soutenir les forces françaises que le Général Sarrail n'avait jusqu'à présent pas retirées. D'après nos renseignements, les forces bulgares et allemandes se concentraient pour une attaque et notre 10e division serait en toute probabilité sacrifiée. Allemands et Bulgares se concentreraient ensuite pour une attaque sur Salonique, les troupes grecques ne défendraient pas leur frontière en l'absence de tout accord touchant le retrait de nos troupes. A Salonique celles-ci étaient sans défense. Le total des troupes alliées qui y seraient envoyées s'élèverait à 150.000 hommes, car nous étions en voie de tenir notre promesse d'en expédier 90.000. Ce que demandait à cette heure le gouvernement français était donc, selon moi, le sacrifice de 90.000 soldats britanniques, qui entraînerait sans aucun doute le sacrifice de 60.000 hommes français ; nous n'aurions plus alors les troupes nécessaires pour défendre l'Egypte contre de nouvelles attaques. Le gouvernement français nous demandait par conséquent, en premier lieu de sacrifier 90.000 hommes à Salonique, et ensuite de faire le sacrifice de

l'Egypte. C'était là beaucoup exiger de nous — et dans quel but ? Sans utilité aucune à la Serbie, car son armée était présentement dispersée en Albanie, et rien ne lui saurait plus être d'aucun secours.

Personnellement, j'étais prêt à sacrifier n'importe quelle partie de notre Empire d'Orient pour soutenir le front allié à l'ouest, et serais absolument opposé au retrait d'un contingent de France ou des Flandres susceptible de l'affaiblir, car les Allemands ne sauraient être vainqueurs aussi longtemps que nous réussirions à tenir ces positions. Mais ce que l'on nous demandait à présent, c'était le sacrifice inutile de 90.000 hommes et de l'Egypte.

Ceci n'était que mon opinion personnelle, que je fondais sur ce que disaient nos autorités militaires.

Lorsque l'on venait me dire, comme le faisait M. Cambon, que le Général Joffre jugeait que l'on pût tenir Salonique, je ne pouvais m'empêcher de penser que le Général négligeait la difficulté politique d'obtenir que la Grèce consentît à l'abandon des positions nécessaires à la défense de Salonique. A mon avis, si des ordres étaient immédiatement donnés aux forces franco-anglaises en Serbie de se replier sur Salonique, et que nous disions à la Grèce que nous étions disposés à en retirer toutes nos forces et à l'évacuer, à condition que la Grèce entreprît, en attendant ce retrait et après, la défense de sa propre frontière et permît de suite à nos forces d'occuper temporairement les positions défensives à Salonique nécessaires pour protéger leur rembarquement, il serait possible d'arriver avec la Grèce à un accord par lequel tous ou la plus grande partie des contingents franco-britanniques seraient sauvés. Je ne croyais pas qu'ils pussent l'être par aucun autre moyen.

M. Cambon admit qu'il était très frappé des arguments militaires et penchait pour mon point de vue, mais ajouta qu'il était tenu d'accomplir la mission dont l'avait chargé son gouvernement.

Agréez, etc...
E. Grey.

Lorsqu'il m'arrive de récapituler tous ces événements, je ne puis me défendre de penser qu'il eût mieux valu regarder les choses bien en face, pour quelque peu plaisantes qu'elles fussent, et reconnaître que la situation étant ce qu'elle était, ni menaces ni promesses émanant de nous n'influenceraient la décision de la Bulgarie. Coïncidant avec des désastres militaires, elles ne donnaient qu'une impression de faiblesse et non de force, tandis que la pression exer-

cée sur la Serbie ou la Grèce pour leur faire faire les seules concessions qui eussent pu tenter la Bulgarie irritait ces deux pays sans les convaincre. Je savais que le Roi Ferdinand menait d'une main solide la politique bulgare ; sans le connaître personnellement, je le tenais néanmoins pour l'homme qui devait infailliblement croire que l'Allemagne serait victorieuse. Il avait la réputation d'être le diplomate le plus habile de l'Europe, mais de ne tenir que peu de compte des facteurs moraux, qu'il négligerait certainement dans ses calculs politiques : quiconque possédait de pareilles tendances était certain de s'exagérer la puissance germanique et de sous-estimer les forces qui se dressaient contre elle. S'il avait foi en le succès allemand, la Bulgarie aurait tout à gagner en prenant parti pour l'Allemagne et tout à perdre en demeurant neutre ou pire encore en se déclarant du côté des Alliés. Il y a donc tout lieu de présumer que la seule question qui se posât pour le Roi Ferdinand était non pas quel côté prendre, mais à quel moment plus opportun se joindre à l'Allemagne et à l'Autriche dans l'attaque contre la Serbie. J'exprimai quelques-unes de ces réflexions au moins une fois au Ministre de Bulgarie à Londres, qui me rétorqua avec une assurance pleine d'emphase que l'élément d'opposition en Bulgarie saurait s'affirmer et imposer sa volonté, si seulement les offres alliées étaient suffisamment séduisantes. D'autres, qui connaissant bien la Bulgarie en disaient autant. Il est lamentable de constater quelle foi tant de gens attachaient en l'efficacité des mots pour compenser les défaites militaires : c'est ce qui rendait si persistante la pression exercée sur la diplomatie alliée pour stimuler son activité. Il est évident que tout le blâme rejaillirait sur nous, si nous ne réussissions pas à empêcher la Bulgarie d'entrer dans la guerre, mais que l'on nous blâmerait davantage encore de ne l'avoir pas tenté. Il ne servirait de rien de s'embourber à cette heure dans le marécage des documents du Foreign Office pour décider lequel des gouvernements Alliés ou des Ministres des Affaires Etrangères se tira le mieux, ou le moins mal, de cet épisode diplomatique. Mon impression est qu'en ce

qui concerne les tractations avec la Bulgarie en 1915, les vues des Français furent les meilleures, car leur salutaire scepticisme demeura inébranlable, et ils furent les moins portés à faire des suggestions, à soulever des objections contre celles des autres, objections qui ne pouvaient manquer d'aboutir à des compromis, des complications et des retards.

La Bulgarie passa la première année de la guerre à en guetter la marche et à recevoir des offres des deux côtés, puis, lorsque les armées russes furent repoussées et parurent vaincues au delà de tout espoir de redressement, après l'échec de notre dernière attaque à Gallipoli, la Bulgarie fit son entrée dans la guerre du côté austro-allemand.

Il reste un mot à dire au sujet de nos rapports avec le Portugal. C'était notre allié le plus ancien, et j'ai l'impression qu'il aurait été prêt dès les débuts à se ranger à ce titre à nos côtés, si nous le lui avions demandé. Mais il semblait peu raisonnable de notre part d'exposer le Portugal à de tels risques, sauf si nos autorités militaires et navales avaient considéré que son intervention pût nous être d'une réelle utilité. Son commerce en souffrirait sur mer, ses colonies même risqueraient de subir des raids de croiseurs ou d'auxiliaires allemands, et ce serait un fardeau et une responsabilité de plus pour la flotte britannique d'avoir à l'en protéger. Il parut donc préférable pendant quelques semaines après l'explosion de la guerre que le Portugal restât neutre et que nous ne lui demandions rien qui pût porter atteinte à cette neutralité. Dès l'automne, cependant, les armées britanniques et françaises eurent un besoin urgent d'artillerie de campagne. Les Portugais possédaient d'excellents canons, et Kitchener nous dit qu'il était essentiel de les obtenir immédiatement pour le front français. Ce fut mon affaire. Les Portugais étaient tout-à-fait consentants, mais les canons appartenaient au gouvernement, et ce qui distingue un gouvernement d'un firme privée, c'est que fournir des canons à un belligérant, c'est faire un acte de non-neutralité. Si le Portugal se départissait de sa neutralité, il désirait le faire dans toutes les conditions d'un Allié, après demande formelle de notre part. Nous adres-

sâmes la demande — et le Portugal entra dans la guerre.

J'ai déjà fait allusion à la participation de notre autre Allié, le Japon. Celle-ci fut, à un point de vue, des plus simples. La prise de Kiao-Chao par l'Allemagne alors que celle-ci avait contribué à chasser le Japon de Port-Arthur servit de fondement à un sentiment d'hostilité contre elle, et il ne put être agréable au Japon que l'Empereur allemand s'associât à la doctrine du péril jaune. L'Empire du Soleil Levant ne s'exposait à aucun risque en prenant parti pour nous contre l'Allemagne — sauf, bien entendu, si la guerre finissait par une si écrasante victoire de l'Allemagne que la puissance navale britannique en soit détruite et que celle de l'Allemagne devînt prépondérante. Même en cette éventualité fort improbable, le Japon se serait, au cours de la guerre, emparé de la seule base navale germanique en Extrême-Orient, aussi se trouvait-il, quel qu'en fut le résultat, hors des atteintes de l'Allemagne pendant la guerre et à l'abri d'une attaque effective de sa part après. L'Allemagne ne pouvait se fier au Japon, et toutes ses colonies dans le Pacifique étaient à la merci de ce dernier.

Attachement à l'Alliance britannique, juste ressentiment contre l'Allemagne, intérêts matériels, autant de raisons pour que le Japon participât à la guerre : il était prêt.

Pour nous la question était délicate, je l'ai exposé dans des chapitres précédents, étant donnée l'importance suprême de nos rapports avec les Etats-Unis.

CHAPITRE XXIX

LA DIPLOMATIE ALLIÉE PENDANT LA GUERRE *(Suite)*.

Encore des Traités secrets. — Une promesse aux Arabes. — Les sphères en Asie Mineure. — Une intimation de la Russie. — Une stipulation britannique. — Nouvelles complications grecques. — Démission du Ministère Asquith. — Quelques appréciations personnelles — Une lettre de Lichnowsky. — Paul Cambon. — « Il y a aussi la Justice » — L'exclusion de Haldane, une lettre au Premier Ministre. — Attitude de Bonar Law. — Le précieux appoint de Kitchener. — Asquith en tant que Premier Ministre. — Sa loyauté et sa fermeté de propos. — Lloyd George, son inlassable activité. — Runciman au Board of Trade. — Quelques réminiscences humoristiques. — Pairie et derniers jours de fonctions. — Une mission aux Etats-Unis.

Il n'y a pas lieu de s'attarder aux détails de ce qui fut fait en 1916.

Deux traités secrets dont il n'a pas encore été fait mention, conclus dans les premiers temps de la guerre, se trouvaient être de réelle importance. L'un était la promesse faite au Roi Hussein que l'Arabie deviendrait un Etat musulman entièrement indépendant : c'était le seul des deux traités dû à l'initiative britannique, et nous encourions à son sujet une responsabilité plus grande que celle d'aucun autre Allié. Quelques-unes des complications subséquentes qui se produisirent en Asie Mineure après la guerre furent dues non pas à cette première promesse faite aux Arabes, mais à d'autres faits du même ordre, de date ultérieure, auxquels je n'ai pas été directement mêlé.

L'accord secret franco-anglo-russe relatif aux sphères d'influence en Asie Mineure fut d'initiative française. La dépêche ci-dessous en indiquera le point de départ.

Sir E. Grey à Sir Francis Bertie.

Foreign Office, 23 mars 1915.

M. Cambon m'a fait savoir aujourd'hui que M. Delcassé lui avait fait observer que la question de Constantinople et des Détroits, affectant plus particulièrement la Russie, se trouvant désormais réglée, c'était plutôt à la France et à la Grande Bretagne que revenait l'étude des autres points touchant l'Asie Mineure. M. Delcassé proposait en conséquence qu'il y eut une discussion officieuse, soit verbale, soit sous forme de lettre particulière, traitant des desiderata français et britanniques. Ceci pourrait avoir lieu soit par l'entremise de Votre Excellence à Paris, ou ici même entre M. Cambon et moi.

J'ai acquiescé, marquant ma préférence pour cette dernière alternative, le Cabinet n'ayant pas encore eu le temps de réfléchir à nos désiderata, lesquels devraient être discutés en Conseil et référés à celui-ci de temps à autre. J'ajoutai que nous avions déjà stipulé que lorsque la Turquie disparaîtrait de Constantinople et des Détroits, il faudrait qu'il y eût quelque part ailleurs, dans l'intérêt de l'Islam, un Etat politique musulman indépendant, dont le centre serait tout naturellement aux Lieux Saints musulmans, et qui engloberait l'Arabie. Mais encore faudrait-il décider ce qu'il conviendrait d'y inclure, car nous n'avions pas jusqu'ici déterminé si la Mésopotamie en ferait partie, ou si nous réclamerions cette région pour nous-mêmes.

M. Cambon répondit qu'il croyait, en effet, préférable d'envisager tous les détails de la question officieusement de la manière que je proposais.

Agréez, etc.
E. Grey.

Je n'étais pas très désireux de morceler l'Asie Mineure par avance : si nous gagnions la guerre, il faudrait, certes, définir les sphères d'intérêt, mais cela paraissait un peu prématuré, et il importait avant tout que nous concentrions nos efforts sur la victoire.

Cependant les Russes ne tardèrent pas à avancer en Asie Mineure, et déclarèrent qu'il ne fallait pas s'attendre à ce qu'ils abandonnassent à la fin de la guerre de ce qu'ils auraient conquis. Ceci rouvrit toute la question, d'autant plus que rien n'indiquait que les limites de l'avance russe fussent atteintes. Les Français firent ressortir avec une force irrécusable qu'il

devenait, de ce fait, urgent que la France et la Grande-Bretagne arrivassent à un accord précis avec la Russie au sujet des sphères d'intérêt en Asie Mineure. Nous acceptâmes, stipulant dès l'abord que la Mésopotamie devrait être considérée comme sphère britannique, et laissâmes Français et Russes libres de déterminer les limites entre ces sphères. Je n'ai jamais considéré ce traité comme comportant pour nous d'autre obligation que l'exécution de la promesse de conférer aux Arabes leur indépendance. Rien ne nous obligeait à occuper et à administrer la Mésopotamie, mais il était désirable de s'assurer que d'autres Puissances européennes ne pousseraient pas jusqu'en Mésopotamie ni jusqu'au Golfe Persique.

Nos derniers jours au pouvoir en 1916 furent troublés par des complications grecques.

L'aventure de Salonique n'avait jamais plu ni aux autorités militaires britanniques ni, certainement, à Kitchener ; tous la considéraient comme un gaspillage d'efforts et de force, rendu plus précaire encore et plus coûteux par la guerre sous-marine. Les opérations sur ce théâtre participèrent de la stratégie politique plutôt que militaire. Les Alliés eurent, sans doute, le constant bon-vouloir de Venizelos et de ses partisans, mais il y avait en Grèce un autre parti tout-à-fait opposé à ce que l'on prît fait et cause pour les Alliés. J'étais tout prêt à offrir à la Grèce tout ce qui pourrait l'inciter à venir à nous spontanément, mais j'étais d'autant plus opposé à toute coërcition que nous n'étions pas certains de la pouvoir préserver contre les conséquences de son intervention. Il avait été tout-à-fait impossible aux Alliés de protéger la Serbie, mais, il est vrai, ceux-ci n'étaient aucunement responsables des périls auxquels elle se trouvait exposée. La Roumanie avait souffert également, mais elle était volontairement entrée en campagne, et la responsabilité des conséquences de sa décision n'incombait pas davantage aux Alliés.

Si cependant nous traînions la Grèce à notre remorque contre son gré et ne nous trouvions pas ensuite en mesure de la protéger, si elle venait à se trouver en difficultés, la respon-

sabilité de son désastre pèserait lourdement sur la conscience des Alliés.

Tandis que cette question demeurait en suspens, le Ministère de coalition Asquith démissionna. Avant de faire le récit de ce départ, il peut être intéressant de compléter ce que j'ai déjà écrit au sujet de la guerre par quelques appréciations sur le rôle de deux ou trois personnalités en vue et le récit de quelques incidents dont j'ai conservé le souvenir.

La lettre que l'on va lire est de Lichnowsky ; elle ne porte pas d'autre date que le jour de la semaine, mais je la reçus le 1er août 1914. Elle n'a plus maintenant d'importance intrinsèque ; je ne saurais dire à laquelle de mes nombreuses suggestions elle fait allusion, mais je la donne à titre d'exemple de l'esprit en lequel nous travaillions pour éviter la guerre.

9 Carlton House, Terrace S. W.
Samedi

CHER SIR EDWARD,

J'ai immédiatement communiqué à Berlin la teneur de votre lettre et j'espère que le résultat en sera satisfaisant.

Si nous parvenons à éviter une fois de plus une guerre européenne, ce sera dû essentiellement, j'en suis convaincu, à votre appui et à vos qualités d'homme d'Etat.

Croyez-moi, cher Sir Edward.

Sincèrement vôtre
LICHNOWSKY.

Le Prince Lichnowsky a inévitablement partagé les malheurs qu'il chercha si ardemment et si sincèrement à épargner à son pays. Il avait été l'agent de confiance du gouvernement allemand lorsqu'il s'agit de maintenir la paix de l'Europe en 1912-13 à la Conférence de Londres. Il savait combien facilement la crise de 1914 eût pu être résolue par des méthodes similaires après la réponse serbe à l'ultimatum de l'Autriche ; mais son gouvernement ne voulut pas plus avoir recours à ses services qu'accepter la méthode de la conférence. Ses compatriotes ont-ils enfin reconnu que non seulement il ne saurait encourir la moindre responsabilité

mais encore quelle gratitude lui est due pour ses efforts vers la paix pendant toute la durée de sa mission à Londres ? Nous, en tous cas, lui gardons un souvenir reconnaissant pour s'être efforcé de détourner une guerre qui a été une calamité pour tous, vainqueurs aussi bien que vaincus !

Quant à Mensdorff, l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, l'esprit qui inspira des deux côtés les négociations que nous traitâmes l'un avec l'autre est indiqué par la dépêche suivante qu'il adressa au comte Berchtold, Ministre autrichien des Affaires Etrangères, quelques jours après que la guerre eut éclaté, tandis qu'il attendait encore à Londres des instructions :

Le comte Mensdorff au comte Berchtold.

Londres, 7 août 1914 (au soir).

Longue conversation avec Grey. Il est révolté de l'attaque de la Belgique et se plaint surtout de la façon dont tout, à Berlin, a été abandonné aux mains de l'élément militaire, de sorte qu'il ne savait jamais très bien, pendant qu'il négociait, qui détenait l'autorité

Grey est au désespoir de l'effondrement de ses efforts pour préserver la paix. Parlant de la guerre, il n'a cessé de me répéter : « Je la hais, je la hais. » Il a repassé tous les détails des travaux accomplis ensemble dans les années passées pour la sauvegarde de la paix pendant la Conférence balkanique, me disant qu'il avait ardemment espéré que lorsqu'aurait été surmonté l'angoissant péril de l'heure, la paix serait assurée pour bien des années à venir. « J'étais tout prêt, si jamais la Russie s'était montrée agressive — il était peu probable que la France le fût — à prendre parti pour l'Allemagne, et j'espérais que nous parviendrions, entre Puissances, à un accord quelconque. » Tout cela n'est désormais plus que cendres : la guerre universelle, avec tout son sinistre et terrible cortège, a éclaté.

Je crois bien que l'atteinte portée à la neutralité de la Belgique a tout gâté, combinée avec le marchandage pour la neutralité de l'Angleterre qu'il a publiée dans son Livre Bleu, et qui l'a vivement courroucé.

Pour le reste, il reparla des incalculables conséquences de cette guerre mondiale. « C'est le plus grand pas que l'on pût faire vers le Socialisme. Après cela nous aurons des gouvernement travaillistes dans tous les pays. »

Je voudrais vous envoyer, comme supplément à cette dépêche, le très intéressant Livre Bleu (anglais). Il est, à tous points de vue, du commencement à la fin, de la plus haute importance historique. Pour mieux éclairer les traits caractéristiques de Grey et son profond désir de paix, j'appelerai votre attention sur un passage du n° 3 (télégramme à Goschen du 31 juillet) en lequel il dit qu'il a fait savoir à Lichnowsky que s'il ressortait clairement que l'Allemagne et l'Autriche s'efforçaient de préserver la paix, il les appuierait à Pétersbourg et à Paris, et irait même jusqu'à déclarer que, au cas où la Russie et la France se montreraient entêtées, le gouvernement britannique se laverait les mains de ce qui adviendrait (abandonnant ainsi à leur sort les Puissances de l'Entente). Dans le cas contraire il déclarait nettement que si la France était entraînée, l'Angleterre le serait forcément aussi.

La suite de cette dépêche n'a plus trait à mes négociations avec Mensdorff — elle a d'ailleurs été publiée *in extenso* dans le *Livre Rouge* autrichien.

L'Ambassadeur de France, Paul Cambon, était un Français patriote travaillant pour un but unique — servir et sauvegarder la position de son pays dans ces périodes de difficultés et de danger. Il voulait la paix, parce qu'il se rendait compte que la guerre ne saurait manquer d'être un risque très grave pour la France, mais sentait qu'une soumission servile lui serait fatale. Ses connaissances étendues sa grande expérience, avaient mûri son jugement : il tâtai avec soin le terrain avant de s'y aventurer ou de conseiller les autres. Il était très au-dessus de toutes manœuvres mesquines, et même si elles n'avaient pas été étrangères à sa nature; son expérience les lui eût probablement fait mépriser comme dépourvues de valeur durable, allant à l'encontre des buts, et propres à détruire le crédit de ceux qui y ont recours. Je me sentais avec lui en entière sécurité : I voulait que la politique britannique soutînt la France, mai n'en eût jamais usé pour un avantage passager d'un manière propre à le faire déchoir dans la confiance que nou avions en lui. Ce que nous lui disions régissait ce que nou disions à d'autres et *vice-versa* : peut-être s'impatientait-parfois de ce que nous ne promettions pas davantage. L vie ne nous contraint-elle pas tous, et constamment, à cho

sir entre le double écueil d'en trop dire ou de n'en pas dire assez? Il se peut qu'il m'ait parfois jugé trop tâtillon et trop circonspect, préférant à l'inconvénient de décevoir certaines espérances la possibilité de les outrepasser : quoiqu'il ne m'ait jamais exprimé de critiques, je sentais qu'il se les formulait en lui-même, et que tout en appréciant mon loyalisme en diplomatie envers l'entente avec la France, il eût parfois souhaité que je prisse plus nettement parti. Il est possible aussi qu'il y ait toujours une insuffisance de contact entre un homme dont le temps et la vie entière ont été consacrés à une œuvre unique jusqu'à l'absorption complète de sa personnalité, et un autre pour qui l'œuvre, quoique momentanément absorbante, est nouvelle, ne saurait être que transitoire, et dont la personnalité reste hors de cause. Cambon était toujours cordial, mais notre intimité était plutôt officielle que personnelle. De toutes nos conversations sans nombre au cours de onze années, je n'en ai retenu qu'une en laquelle l'élément humain se fit jour et domina.

C'était durant les pires jours de la retraite de Mons, alors qu'il semblait bien que Paris dût infailliblement tomber, et que l'on ne prévoyait pas l'issue victorieuse de la bataille de la Marne. Que dire d'encourageant sur la situation militaire et les possibilités immédiates du front? Je fis de mon mieux : l'avance russe commençait, viendrait bientôt à la rescousse, et autres banalités du même ordre. Cambon demeura silencieux, tandis que je parlais, puis, dressant son torse maigre, tout frémissant d'émotion, dit : « Il y a aussi la Justice ». Rien de théâtral ni même de dramatique dans le ton de voix, et cependant le mot « Justice », comme martelé, vibra d'une indignation et d'une conviction telles, qu'il donnait l'impression d'un choc, de quelque chose de plus fort que des armées. Nul autre qu'un Français ayant connu et subi 70, n'eût pu parler ainsi.

Cambon demeura à Londres jusqu'après la victoire, puis il prit sa retraite. La gratitude du Foreign Office, la mienne en particulier, lui est due pour la façon dont il traita les affaires avec nous. Je me considère comme véritablement

privilégié que, pendant tout le temps que je passai au Foreign Office, les Ambassades de France à Londres et à Berlin aient été occupées par les deux frères, Paul et Jules Cambon. Tout ce qui passa par leurs mains fut envisagé de très haut, et avec la plus grande sagacité.

Dans les tous premiers jours de la guerre, avant que se fût produit aucun désastre, quelqu'un me fit la remarque que c'était très patriotique de la part du parti conservateur de soutenir le gouvernement libéral, alors que la guerre pourrait être un triomphe qui vaudrait aux libéraux la certitude du pouvoir pour de longues années.

Je fus stupéfait que l'on pût être capable d'une pareille réflexion, ou même s'attarder, en un tel moment, à des questions de parti. Il devint évident dès le mois de mai 1915 que le Ministère libéral ne pouvait pas, seul, continuer à porter le fardeau, aussi Asquith résolut-il de former un gouvernement de coalition. Il annonça cette décision qu'il accompagna d'une déclaration que le Foreign Office ne subirait pas de changement. Ce fut fait sans consultation préalable avec moi ni avec aucun autre collègue, mais je sentais moi-même qu'une coalition s'imposait et j'étais prêt à rester à mon poste jusqu'au moment où l'on n'aurait plus besoin de moi. La formation du Cabinet de concentration provoqua cependant un incident personnel fort désagréable : Bonar Law, en sa qualité de porte-parole des conservateurs, fixa comme condition que Haldane serait exclu du pouvoir. J'en ressentis une impression d'injustice intolérable, sentiment que j'exprimai dans la lettre suivante à M. Asquith :

F. O. Londres S. W.
mercredi, 26 mai 1915.

MON CHER ASQUITH,

Il entrait dans mes intentions, vous le savez, de ne rester dans le Ministère que si Haldane en faisait partie.

Je n'ai pas besoin de vous exposer les raisons qui me mettent dans l'impossibilité ne donner libre cours à cette heure à mes préférences personnelles.

Mais je considère que l'on devrait faire connaître à quel point les attaques dirigées dans certains milieux contre Haldane sont

injustes. On l'accuserait d'intriguer avec l'Allemagne derrière le dos de ses collègues ; d'affaiblir l'armée, plus particulièrement par la réduction de l'artillerie ; de s'opposer ou de mettre obstacle à l'envoi d'un Corps Expéditionnaire en France. La vérité est qu'il n'a eu d'autres rapports avec les autorités allemandes que sur la demande ou avec l'entière connaissance et le consentement de ses collègues, de moi-même notamment. C'est grâce à l'œuvre accomplie par lui au War Office qu'il se trouva un Corps Expéditionnaire d'une certaine importance, avec son équipement d'artillerie au complet, tout prêt à se mettre en route ; n'était son initiative, ces contingents n'eussent pas été disponibles sur l'heure. L'artillerie proprement dite, loin d'être réduite, fut accrue pendant le temps qu'il passa au War Office. Il est probable qu'il prescrivit que l'expédition des troupes sur le Continent ne devait avoir lieu que sur l'ordre du Cabinet, mais votre souvenir confirmera très certainement le mien que ce fut lui qui, en Conseil, plaida le plus énergiquement pour l'envoi du Corps Expéditionnaire aussitôt qu'il serait nécessaire et que cette proposition ne rencontra à aucun moment d'opposition de sa part. Les Territoriaux et toute leur organisation qui a été d'une si inappréciable valeur en ces circonstances imprévues, furent créés par lui. Il développa l'armée en effectifs et en équipement au maximum de ce que ses collègues consentirent à proposer au Parlement, et que le Parlement, autant que j'en puis juger, fut disposé à sanctionner avant la guerre. Il n'est pas de collègue dont j'aie, personnellement, au cours des dix dernières années, reçu, en politique, des encouragements plus éclairés, ni un appui aussi constant. Il possédait, et possède je crois, à un degré exceptionnel, la confiance et l'affection des militaires qui travaillèrent avec lui au War Office, dont beaucoup ont occupé en campagne les plus hauts commandements.

Qu'après tout cela, Haldane ait été, entre tous, désigné pour l'attaque, la vindicte toute spéciale soulevée, contre lui, et accusé de manque de patriotisme et d'esprit public, est un exemple intolérable soit de grossière ignorance, soit de malveillance, soit de folie. Ses amis reconnaissent avec gratitude que la plus grande partie de la presse ne s'est jamais associée à ces accusations, et a, au contraire, exprimé sa juste appréciation de l'œuvre accomplie par lui. Les auteurs de pareilles attaques sont sans doute ancrés en leur erreur et incapables de justice ; mais je considère qu'une pareille chose ne devrait pas se passer sans que le public — dont une partie a été induite en erreur par la constante répétition des mêmes accusations, mais qui est d'esprit équitable — sache qu'aux yeux de ses collègues le souvenir des services rendus par Haldane depuis dix ans, et je tiens ici à parler tout particulière-

ment en mon nom personnel, est celui de l'un des Ministres les plus patriotes, à l'esprit le plus dévoué à la cause publique, et un des collègues les plus loyaux qui aient jamais siégé en un Cabinet.

Sincèrement vôtre
E. Grey.

J'eus une entrevue à ce sujet avec Bonar Law ; mais celui-ci demeura inébranlable sur la condition posée par son parti, et il devint évident qu'il ne serait possible de former un Ministère de concentration qu'en acceptant l'exclusive prononcée contre Haldane. Or, la situation l'exigeait : nous acquiesçâmes donc, quoique je n'aie pas manqué d'en exprimer mon regret quelques semaines après à la Chambre des Communes. Je sais qu'Asquith éprouvait des sentiments identiques aux miens, et quoiqu'il parut à l'époque que nous ne puissions agir autrement en face de la dure nécessité de la guerre, il est resté de ce pénible incident comme une cicatrice.

Il me reste à parler de quelques personnalités, hommes remarquables possédant, malgré leurs hautes qualités, de ces défauts qui rendent exaspérante l'obligation de travailler avec eux en contact constant, et chez lesquels la grandeur même des qualités rend les défauts d'autant plus apparents et d'un illogisme très irritant. Il est évident que nous avons tous tendance à nous apercevoir des lacunes d'autrui — non pas que nous n'en ayions nous-mêmes, et peut-être pires ; mais celles d'autrui étant différentes des nôtres, nous les percevons plus nettement. Ce qu'il y a de tout aussi exaspérant, c'est de s'apercevoir que ceux qui sont exempts des défauts que nous déplorons sont bien aussi souvent dépourvus des qualités que nous admirons. Il nous fallut, dans cette guerre, des hommes possédant les qualités essentielles au succès, or il n'est guère donné de rencontrer ces qualités exceptionnelles sans leurs défauts correspondants. Dans le torrent de critiques déversées il semblerait que l'on oublie parfois que la guerre fut gagnée.

Maintes fautes furent commises dans sa conduite, et il est bon de les exposer à titre d'avertissement pour ceux qui

viendront après nous. Mais ceci dit, ne convient-il pas de se demander, quant à ceux qui y ont tenu un rôle prééminent, s'ils ont contribué pour leur part au triomphe final et si, sans eux, la guerre eût pu être gagnée.

Kitchener est un exemple de ce que je voudrais exprimer. Sa conception de l'œuvre à accomplir était qu'elle ne devait incomber qu'à un seul. Il en chargea tout le poids sur ses épaules et travailla tel un Titan, mais ne sut pas se rendre compte que la responsabilité générale devait être partagée avec le Cabinet, et la responsabilité militaire avec un Etat-Major général, composé des cerveaux les plus indépendants et les plus expérimentés travaillant de concert avec lui. Lorsque le Cabinet insista sur la création de cet Etat-Major, il accepta et se soumit loyalement à cette décision, qu'il parut néanmoins considérer comme faisant double emploi avec lui-même plutôt que comme un appoint de force supplémentaire. Il ne comprit pas davantage qu'il fallait, pour une armée telle que celle qu'il levait, que toutes les industries du pays fussent organisées pour la guerre, et que ceci ne pouvait s'accomplir en dehors du War Office.

Et cependant nul autre que Kitchener ne mesura avec autant de prescience les dimensions qu'assumerait cette guerre, nul autre ne prévit combien considérable serait le besoin d'hommes, et il s'y prépara en conséquence dès la première minute. Il sut pénétrer le pays de l'immensité des nécessités militaires, et lui inspirer confiance. Il se peut que dès avant sa mort il eût déjà donné tout ce qu'il était en son pouvoir de contribuer pour sa part au succès final ; mais sans son appoint la victoire eût peut-être été impossible et la guerre perdue.

J'ai peu parlé jusqu'ici, dans ce récit de la guerre et de la semaine qui la précéda, des deux figures les plus saillantes du Cabinet libéral, Asquith et Lloyd George — il serait incomplet, si je les omettais.

Le mot « injures » n'est pas trop fort pour désigner les critiques dirigées contre Asquith en tant que Premier Ministre de guerre, au point que l'on fut amené à oublier beaucoup de ce dont il y aurait lieu de lui être reconnaissant.

Il serait entièrement erroné d'appliquer à Asquith l'opinion qu'un homme porté à ajourner une décision est incapable d'en prendre. Son caractère ne le portait pas à aller au-devant de l'occasion et à la prendre aux cheveux, mais lorsqu'elle venait à lui il y faisait face, la saisissait, et une fois la décision prise, ne tergiversait pas et savait l'imposer. Son courage ne se laissa jamais ébranler par l'adversité. Kitchener l'élut entre tous comme étant le seul collègue qui ne donna pas le moindre signe d'abattement au cours des jours désespérés de la retraite de Mons. Asquith possédait la confiance, l'affection même de Kitchener comme nul autre dans le Cabinet. Cette bonne entente entre les deux hommes occupant, à un pareil moment, des situations d'une telle importance était un appoint de réelle valeur et ceux qui connurent Kitchener réaliseront combien il était exceptionnel qu'il eût si vite donné sa confiance à un civil avec lequel il n'avait jamais travaillé auparavant. Ce ne pouvait être que parcequ'il y avait chez le Premier Ministre certaines qualités qui attiraient la confiance du soldat.

Asquith ne se donnait aucune peine pour assurer sa situation ni ajouter à sa réputation personnelle. Lorsque tout allait bien dans son Ministère, il prenait soin que chacun de ses collègues reçût le crédit auquel il avait droit, sans rechercher s'il lui en serait attribué, ou s'il lui en resterait pour lui-même. D'autre part, si les choses marchaient mal, il était toujours prêt à se mettre en avant et à accepter toute la responsabilité : un collègue qui attirait des difficultés était toujours assuré que le Premier Ministre serait là pour le soutenir. Ces qualités ne sont fort heureusement pas uniques, mais Asquith les possédait à un degré rare.

Elles contribuèrent dans les jours agités de la fin de juillet à assurer l'unité du Cabinet, à donner tant de fermeté à la décision finale, à maintenir tout d'aplomb dans le premier choc du désastre. N'était la présence d'Asquith, l'explosion de la guerre eût fort bien pu nous surprendre avec un Ministère en désordre ou en dissolution, impuissant à prendre aucune décision ; et à l'heure où les armées allemandes semblèrent tout balayer devant elles, le Cabinet eût fort

bien pu être ébranlé et forcé de recourir à de brusques changements ou à d'imprudents expédients qui eussent entravé toute chance de redressement.

Il est bien d'autres choses encore qu'un ami voudrait dire sur Asquith, mais il n'entre pas dans le sujet de ce livre de faire des esquisses de caractère ou des descriptions personnelles d'hommes ou de collègues, si ce n'est pour autant qu'elles sont utiles pour expliquer leur rôle dans les événements. Si je ne m'étais tracé cette limite, une allusion à Lloyd George serait susceptible de développements anormaux d'une infinie variété. Je m'en tiendrai donc à mes impressions sur son œuvre durant les deux années où nous fûmes collègues pendant la guerre.

Sa fertilité de ressources était remarquable ; son énergie ne se laissait jamais abattre par des difficultés, ni décourager par l'adversité, le diapason de son esprit restait toujours élevé. Son activité recherchait tous les points importants où il lui semblait que quelque chose d'utile ait été négligé, ou encore là où il voyait la possibilité de redresser des erreurs, ou de donner quelque impulsion nouvelle. Lorsque l'on se trouva à court de munitions et qu'il eut réalisé quels étaient les besoins et dans quelle mesure ils allaient se développant, il s'attela à la question malgré qu'elle fût strictement du ressort du War Office. Kitchener avait pour principe, principe qu'il mettait en pratique, de ne se mêler en rien du travail des autres, mais de ne tolérer aucune ingérence dans ce qu'il considérait comme relevant de lui seul. Lorsqu'il s'aperçut que l'activité de Lloyd George pénétrait dans son Département, il barra la route. Le torrent d'activité de Lloyd George écuma contre l'obstacle et fut ralenti pour un temps, mais finit par balayer devant lui la section du War Office qui s'occupait des munitions et par la transporter ailleurs. Bref, un Ministère séparé des Munitions fut organisé et la méthode de Lloyd George fut de faire faire les choses par les hommes les plus capables, partout où il put les trouver, et de les jeter à l'ouvrage. Les critiques prétendent qu'il créa le chaos — mais il en sortit un Ministère et des munitions, et si Lloyd George ne s'était trouvé là, le pays n'eût pas été

aussi rapidement organisé qu'il le fut au point de vue de cette indispensable production.

Lloyd George fut prééminent et rendit d'inappréciables services dans l'œuvre de guerre intérieure, mais nombre d'autres, tant dans le Ministère libéral que dans le premier Cabinet de concentration, accomplirent, chacun dans sa sphère, œuvre efficace et virile. Si je puis m'arrêter à un autre, que ce soit à Runciman, du Board of Trade (1), non seulement parce que ses aptitudes spéciales, son expérience et sa compétence rendirent son travail à ce Département utile et efficace, mais surtout parce qu'il a été si peu apprécié. Nous n'avions pas le temps de savoir ce que faisait chaque service, et l'histoire du Board of Trade demande à être écrite par quelqu'un de compétent, mais nous en savions assez pour apprécier un peu ses activités et les difficultés qu'il lui fallait surmonter.

Il fut intéressant, après la formation du Ministère de coalition, d'observer l'impression produite sur les conservateurs par ceux qui nous avaient jusque-là considérés sous l'angle de l'opposition, et nous jugeaient à présent en collègues. Il se trouva qu'après une réunion du Cabinet où quelque question importante du Board of Trade, objet principal de la discussion, avait été maniée par Runciman avec une habileté remarquable, je m'en fus en compagnie d'un collègue conservateur. « Nous nous étions souvent demandé pourquoi vous aviez confié ce poste si important à Runciman », me dit-il, « à présent, nous le savons ! »

L'impression de catastrophe qui nous avait envahis aux premiers jours de guerre avant qu'ait eu lieu une bataille, fit place à un sentiment de violente indignation lorsque commencèrent à nous parvenir les récits, dont quelques-uns de source neutre, de la conduite des soldats allemands en Belgique. Il nous parut alors que nous nous dressions contre quelque chose d'abominable, d'indiciblement mauvais, qui aurait été lâché contre nous. Dans la suite, l'explosion de haine allemande contre l'Angleterre, le traitement des pri-

(1) Ministère du Commerce.

sonniers britanniques, d'autres faits encore, vinrent intensifier et fortifier ce sentiment. Il n'entre pas cependant dans mes intentions de terminer ce livre sur une note propre à exciter de part ou d'autre des récriminations ou des sentiments de vengeance, mais bien plutôt d'en tirer des conclusions susceptibles de contribuer à un avenir de paix. Je veux encore auparavant m'arrêter à quelques incidents moins austères.

Les unités combattantes ont toujours su conserver, en temps de paix comme en temps de guerre, la détente née de l'humour. Il parut tout d'abord à ceux de l'intérieur que ce serait impossible. Comment, par exemple, des journaux comiques tel que *Punch* trouveraient-ils matière à plaisanterie sans blesser le sentiment public ? Ce fut cependant possible. L'esprit éclos spontanément chez les écrivains comme chez les dessinateurs apporta même un véritable allègement. Le chagrin, l'angoisse assombrissent momentanément l'existence, finissent souvent par la dominer, mais si la nature humaine n'est pas atteinte jusqu'à l'écrasement total, elle trouvera encore un répit dans les événements quotidiens. Il y eut des rires jusque parmi les membres du Cabinet, et j'en veux conter deux incidents en lesquels je jouai un rôle.

Les Français venaient de constituer un énorme Ministère de Concentration avec M. Briand comme Premier Ministre, mais d'autres d'un âge très avancé.

M. Clemenceau, qui approchait de ses quatre-vingts ans, n'en faisait pas partie. On racontait que lorsqu'on lui en avait demandé la raison, il avait répondu : « Je suis trop jeune ». Asquith, Lloyd George et moi nous rendîmes à Paris pour aller saluer ce Cabinet. Nous assistâmes à l'une de ses réunions, et contemplâmes avec intérêt et grand respect, en chair et en os, ces hommes dont les noms nous étaient familiers depuis notre jeunesse comme les vétérans les plus réputés parmi les politiciens de la France. Le Conseil était nombreux, ce qui s'y passa fut plutôt protocolaire qu'important ; il y eut néanmoins quelques échanges de vue, en français naturellement. La part qu'il nous fallut y prendre me fut laissée, ou pour parler plus exactement,

imposée. Asquith ne voulait pas, Lloyd George ne pouvait pas, force me fut donc de prendre la parole en français.

Or, mon vocabulaire était, je le savais, des plus limités, grammaticalement défectueux, mes genres restaient à la merci du hasard, de plus, on m'a toujours dit que mon accent était atroce. Cependant quand il m'était impossible de me dérober, je trouvais moyen tant bien que mal d'exprimer quelque chose ayant trait à la circonstance.

Le Conseil terminé, lorsque nous trois, Ministres britanniques, nous trouvâmes dehors, Lloyd George me dit : « Vous savez, votre français est le seul que j'aie pu comprendre. » Si cette remarque inspirait à quelque esprit moqueur le doute que les Ministres Français aient, pour leur part, pu en dire autant, je lui répondrai qu'en d'autres occasions où il m'a fallu parler français, j'ai eu la preuve d'avoir été intelligible même pour des oreilles françaises.

Nos visites à Paris furent fréquentes. En une autre occasion ce fut Arthur Balfour qui vint avec moi et Lloyd George. Nous passâmes par Boulogne et jetâmes l'ancre tout à côté d'un bateau-hôpital, éclairé de haut en bas, et sur le point de partir pour chez nous. En arrivant à Paris, nous apprîmes que ce bateau-hôpital avait touché une mine et coulé en cours de route. Le lendemain soir on nous ramena par Calais-Douvres, trajet vraisemblablement moins périlleux.

N'ayant jamais été sujet au mal de mer, l'état des vagues ne me préoccupait pas, mais ne pouvant pas lire faute de lumière, je me pris à songer aux mines et à me demander quel pourrait bien être l'effet de l'explosion et du choc.

Lorsque nous fûmes tous trois assis en sécurité dans le train, à Douvres, nous échangeâmes comme suit nos impressions, qui peuvent servir à évaluer les différents degrés d'immunité contre le mal de mer :

E. G. « Je n'ai pas pu m'empêcher de penser à des mines tout le long de la traversée. »

Ll. G. (*avec lassitude*) : « Oh ! Je me sentais bien trop mal pour songer aux mines ! »

A. J. B. (*avec une force convaincante*) : « Je *soupirais* après une mine ! »

En mai 1915, il me fallut prendre un repos indispensable pour mes yeux. Au bout de six semaines, le progrès du mal paraissant enrayé, je revins au Foreign Office. J'avais néanmoins écrit à Sir Francis Blake, qui était alors Président de l'association libérale de ma circonscription, pour lui annoncer que je ne me présenterais plus à la Chambre des Communes. Il ne serait ni utile ni même opportun d'annoncer publiquement ma décision, on n'envisageait d'ailleurs pas d'élections, la période de guerre n'étant pas propice au choix de nouveaux candidats, mais on la ferait connaître au moment voulu : un an plus tard, le changement se trouva précipité d'une manière très inattendue.

Une règle de la Constitution prescrit que les Secrétaires d'Etat ne doivent pas tous à la fois faire partie de la Chambre des Communes. La présence de Kitchener à la guerre dans le Ministère de Coalition remplissait cette condition, tous les autres Ministres étant Membres des Communes. A la mort de Kitchener tout le monde désira, y compris le Premier Ministre et l'intéressé lui-même, que Lloyd George prît le War Office. Pour que cette combinaison s'accordât avec le règlement, l'un ou l'autre des Secrétaires d'Etat devait ou bien passer à la Chambre des Lords, ou démissionner et céder la place à un Pair. Asquith suggéra en causant avec moi que la difficulté pourrait se trouver résolue, si j'allais à la Chambre des Lords. Je n'abondai pas dans son sens et il n'insista pas tout d'abord, mais, la complication persistant, il m'écrivit pour me demander de prendre sérieusement sa suggestion en considération. Ayant décidé de ne pas chercher à être réélu à la Chambre des Communes, je n'avais aucune raison de refuser de la quitter de suite, si ce n'est que la circonscription à laquelle j'étais redevable de tant de choses depuis trente années se verrait imposer le souci d'une élection partielle imprévue. C'était d'ailleurs à peine un inconvénient, car j'avais en la personne de Sir Francis Blake un successeur tout trouvé que les deux partis s'accorderaient à désigner pour soutenir le gouvernement de coalition. C'est ainsi que le changement se fit ; cela me permit de continuer à travailler quelque temps encore

au Foreign Office, mais je ne l'envisageai en rien comme me faisant entrer dans une nouvelle sphère d'activité. Ce n'était en somme qu'une suite à ma décision antérieure de me retirer du Parlement, précédant mon intention d'abandonner complètement la vie politique, sachant que ma vue faiblissante rendrait bientôt tout travail de plus en plus difficile. Ma résolution se trouvait, en outre, fortifiée de ce que je sentais qu'il y aurait, après la guerre, un nouvel ordre de choses exigeant d'être traité par des esprits nouveaux.

Répondre pour la dernière fois à une interpellation, puis sortir de la Chambre des Communes pour n'y plus jamais rentrer après y avoir siégé avec tous les Parlements pendant trente années consécutives, marque l'étape finale de la plus importante partie de la vie d'un homme : c'est ainsi que je le ressentis, mais le changement ne se produisit pas comme je me l'étais mainte fois figuré au cours des années passées. Je n'éprouvai pas la sensation de bondir vers la liberté, puisque j'étais encore en fonctions — et si même ç'avait été la liberté, que pouvait-elle valoir au milieu de la fureur et de la désolation de la guerre ?

Un ami m'a rappelé qu'un jour, comme nous sortions du Conseil fin novembre ou au commencement de décembre 1916, je lui dis, commentant ce qui s'y était passé : « Lloyd George a l'intention de démolir le Ministère ». Ce qui eut lieu fort de temps après. Lloyd George imposa une crise en démissionnant, et les membres libéraux du gouvernement se réunirent avec Asquith pour décider de la voie à suivre. L'avis fut unanime en faveur de la démission. Je ne saurais dire si nous avions tous les mêmes raisons pour cela. Mon point de vue personnel était fort net : la situation présente était mauvaise, le bon accord manquait, et le gouvernement ne rencontrait plus dans le pays la confiance et l'appui essentiels à l'efficacité de son œuvre. Le seul moyen d'éclaircir la situation était donc de démissionner. Il se produirait alors de deux choses l'une : ou bien l'on formerait un nouveau gouvernement sous un nouveau Premier Ministre, ou, si ce n'était pas réalisable, la démonstration se trouverait faite qu'il n'y avait d'autre alternative qu'un Ministère de

Concentration Asquith. Dans cette éventualité, il faudrait pour ce gouvernement repartir d'un nouveau pied avec tout l'appui que lui refusait actuellement le pays, et avec la coopération cordiale de tous ceux qui y reprendraient leurs fonctions.

La première de ces alternatives était bien certainement la meilleure. J'étais, pour ma part, très fatigué et désireux d'être libéré de ma tâche. De fait, quoique je l'ignorasse, je couvais une maladie grave qui me contraignit à m'aliter avant la fin du mois et dura plusieurs semaines.

C'avait été le lundi 11 décembre 1905 que je m'étais rendu à Buckingham Palace pour recevoir les sceaux du pouvoir. Ce fut le lundi 11 décembre 1916, que je retournai à Buckingham Palace pour les rendre — coïncidence curieuse de date et de jour.

Que ce récit s'arrête ici : l'appréciation ou la critique de ce qui fut fait pour la guerre en 1917 et 1918 doit être laissé à ceux qui firent alors partie au gouvernement et aux soldats qui servirent sous ses ordres.

Après la paix, et plus particulièrement durant les deux dernières années de son ministère, les procédés de Lloyd George et sa conduite des affaires soulevèrent en moi une indignation et un désespoir tels que je n'en avais jamais ressentis à l'égard d'aucun autre gouvernement britannique, mais ceci n'a aucun rapport avec mes souvenirs ou mon jugement de ce qui se produisit pendant que nous fîmes partie du même Cabinet.

Une fois de plus, en 1919, j'assumai une tâche officielle et me rendis en qualité d'Ambassadeur britannique en mission spéciale à Washington. Il me faudrait, pour définir le but de ce voyage, faire une incursion dans les problèmes de la Paix qui dépassent la portée de ce livre. En ce qui concernait le bien public, cette mission fut inutile, car le Président Wilson tomba frappé par la maladie avant que je n'eusse débarqué en Amérique et ne s'occupa plus d'aucune affaire, même avec son propre Secrétaire d'Etat.

Je n'avais réassumé des devoirs officiels qu'à contre-cœur et à la suite d'une vive insistance : ce me fut une révélation

de découvrir à quel point même un poste officiel peut être rendu agréable par une hospitalité doublée d'amabilité où l'apparat disparaît sous une sincérité cordiale. Quoique mon espoir du succès pratique de cette mission pour compléter les Traités de paix ait été déçu, elle demeure un souvenir vivace, délicieux et reconnaissant, qui m'a également laissé la conviction qu'une entente entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, fondée sur nos idéals communs, est infiniment plus réalisable qu'entre toutes autres nations et entre tous autres pays.

CHAPITRE XXX

LE FOREIGN OFFICE

La routine quotidienne du Secrétaire d'Etat. — Une journée typique de travail. — Les « Boîtes ». — Au bureau et après. — Débats au Parlement et après. — Les qualités requises d'un Ministre au Foreign Office. — Les rapports de conversations. — Une erreur courante. — Renseignements fournis au Cabinet. — Les hommes publics et leurs fonctions. — La perte de la liberté. — Une citation de Bacon.

L'organisation et le mécanisme du travail au Foreign Office dans leur ensemble ont été décrits dans les chapitres qu'y consacre M. Algernon Cecil dans *l'Histoire à l'usage de Cambridge de la Politique britannique étrangère* : il serait donc superflu de repasser ici sur le même terrain. Il peut néanmoins être intéressant de donner un aperçu du rôle joué par le Secrétaire d'Etat que, pour être plus bref, j'appellerai le Ministre. Les méthodes diffèrent sans nul doute de l'un à l'autre, aussi, quoiqu'écrit sous une forme impersonnelle, ce qui suit s'applique-t-il à mes habitudes propres, représentant les faits et gestes d'une journée normale, quand le travail du Foreign Office, quoique d'un volume considérable, n'est pas bouleversé dans sa routine par quelque grande crise. Commençons-la avec l'arrivée au Foreign Office du Ministre, peu après 11 heures du matin. S'il n'y a pas d'arriérés du jour précédent, il ne trouvera sur la table qu'une seule boîte : elle contient les copies des télégrammes reçus et qui ont été déchiffrés depuis que le Département a, la veille, terminé son travail. Il en prend connaissance, et bientôt le Sous-Secrétaire pénètre dans son bureau. S'il se trouve quelque télégramme urgent, le Ministre les dis-

cute avec ce dernier, et détermine le mode dont ils seront traités. Il se peut qu'un ou plusieurs de ces télégrammes rendent désirable que le Ministre voie un ou plusieurs Ambassadeurs ou Ministres étrangers : il en parle au Secrétaire particulier qui prépare ses rendez-vous pour l'après-midi, combine ses entrevues successives avec les représentants étrangers qu'il désire voir, ou qui ont demandé à le voir, avec les représentants britanniques revenus en congé ou toutes autres personnes avec qui il est utile qu'il confère.

Pendant ce temps le Sous-Secrétaire s'est occupé des documents que lui ont fait parvenir ses adjoints. Ceux que l'on estime d'importance ou d'intérêt suffisants sont envoyés au Ministre dans des boîtes de bois recouvertes de cuir rouge. Ces boîtes sont de formes variées, les unes carrées, d'autres oblongues et étroites, quelques-unes petites, d'autre profondes, d'autres plates, et dans des états variés de réparation, de conservation ou de dilapidation : il s'en trouve parfois une qui semble neuve. De chaque boîte sort une étiquette, portant le titre officiel ou le nom du Ministre ainsi que celui du fonctionnaire dont elle émane. Lorsque le Ministre en a lu le contenu, il retourne l'étiquette, referme la boîte à clef et la renvoie à celui qui la lui a fait parvenir. Parmi ces papiers se trouveront des télégrammes que le Ministre a déjà vus, mais une copie de chacun d'eux sera fixée à une grande feuille du papier épais sur lequel sont rédigés les minutes. Chaque document sera accompagné, s'il est nécessaire, d'une note écrite par le chef du département auquel il se rattache, et finalement par le Sous-Secrétaire permanent. Dans certains cas, il n'y a aucune mesure à prendre : par exemple, une dépêche de quelque Légation ou Ambassade britannique sera peut-être intéressante par son contenu sans pour cela appeler d'intervention ; dans nombre d'autres, la manière d'agir s'impose d'emblée, et le Ministre appose tout bonnement son paraphe à l'encre rouge sur la dernière minute. Il en est d'autres sur lesquels il note ses propres commentaires ou instructions, écrivant parfois textuellement les mots du télégramme qu'il désire faire envoyer. Lorsqu'un papier présente certaines difficultés, surtout s'il a donné lieu, dans

les commentaires, à des différences d'opinion, le Ministre le réservera peut-être, pour le discuter personnellement avec le Sous-Secrétaire ou avec l'un des fonctionnaires plus spécialement au courant du sujet. Dès l'instant où il a paraphé sa propre minute ou toute autre note officielle, le Département est autorisé à s'occuper de la question sans en référer à nouveau.

Revenons à l'horaire. Vers 1 h. 30 le Ministre s'en va déjeuner, pour revenir vers trois heures : la plus grande partie de l'après-midi est absorbée par des conversations. La durée de chaque rendez-vous pris en son nom est répartie selon l'évaluation des questions qu'il y aura à discuter. Une conversation importante avec un Ambassadeur étranger durera peut-être une demi-heure ; celle-ci terminée, le Ministre fait aussitôt venir son sténographe et dicte un résumé condensé de l'entrevue. Si les questions en discussion sont relativement simples, le Ministre aura deux ou trois entrevues successives avec les représentants étrangers et en dictera les rapports l'un après l'autre à l'affilée. Mais il est préférable de dicter le compte-rendu d'une conversation importante aussitôt finie. On acquiert aisément par la pratique l'habitude de condenser rapidement les points essentiels d'une conversation même longue, tout en éliminant le superflu.

Toute l'après-midi durant, sans pour cela apporter trop de hâte aux questions importantes, il convient d'activer le plus possible, afin que les rendez-vous ne se trouvent pas bouleversés. On réserve, bien entendu, le temps nécessaire aux entrevues d'un intérêt plus particulier.

Entre temps, dans les courts intervalles que lui permettent ses rendez-vous, le Ministre s'occupe des documents contenus dans les boîtes rouges qui ne cessent de lui parvenir. Entre cinq et six heures il se fera apporter du thé — cela le rafraîchit sans interrompre son travail — à moins qu'il ne saisisse ce moment pour parcourir un journal du soir. Les jours calmes, le Ministre reste au Foreign Office jusque vers six heures, mais le plus souvent jusqu'à sept heures. Le travail qu'il a laissé inachevé ou que le Sous-Secrétaire lui fait parvenir plus tard va grossir le tas que

l'on envoie à son domicile particulier. Là, après dîner, ou en rentrant chez lui, s'il a dîné dehors, il se met au travail jusqu'à son coucher. Il place à portée de son lit les documents qu'il n'a pas encore étudiés et à son réveil, mettons vers 7 heures du matin, il travaille au lit, y consacrant une heure ou davantage avant de descendre déjeuner à 9 heures. Entre 9 et 11 il a le loisir de lire les journaux et de se consacrer à sa correspondance privée.

Ceci est un exemple d'une journée complète, mais normale, laissant le temps nécessaire aux repas, à un peu de lecture récréatrice ou de vie mondaine, et aussi au sommeil, le reste du temps étant amplement occupé sans surmenage. Mais lorsque, par exemple, le Ministre est obligé d'assister à un débat au Parlement, il lui faut bien rattraper le temps pris sur son travail au Foreign Office. Le retour après un long débat à la Chambre des Communes sur les questions touchant le Foreign Office est sans conteste l'un de ses moments les plus déprimants. Le débat aura commencé vers quatre heures et se sera prolongé jusqu'à onze heures du soir ; il lui aura fallu y assister et prendre la parole, peut-être même prononcer un discours important et difficile. Le débat terminé, le Ministre se rend à son bureau particulier au Parlement et y trouve les boîtes rouges qui s'y sont accumulées. Des étiquettes de couleurs variées marquent le degré d'urgence des documents qu'elles contiennent : rouge, indique urgent, blanc, les affaires courantes, vert, entre les deux. Le Ministre fait le tri du travail urgent, puis réduit au plus petit volume possible et emporte les boîtes chez lui pour y travailler pendant la nuit. Il laisse le reste pour être rapporté au Foreign Office par un messager le lendemain matin, où il le retrouvera à titre d'arriéré sur le travail.

L'essentiel est d'éviter une accumulation de retard, impossible à rattraper, et qui entrave sensiblement le fonctionnement régulier et efficace du Département.

Je n'ai cessé pour ma part de me rendre compte de la façon admirable dont l'énorme et si multiple besogne était maniée par les fonctionnaires du Foreign Office : si elle n'était accomplie avec ordre et régularité la situation du,

Ministre serait affolante. Il leur doit, à charge de revanche, de s'occuper de ce qui lui est soumis, de façon à faciliter la tâche autant qu'il est en son pouvoir.

Il est trois qualités indispensables à un Ministre pour traiter ces affaires :

1° La faculté de saisir rapidement les points saillants des papiers qui passent sous ses yeux.

2° Acquérir l'habitude de tourner son esprit à l'angle de vision exact pour tenir compte de l'ambiance de chaque sujet : il faut savoir passer vivement d'un continent à l'autre. Tel sujet pourra être envisagé sans avoir à considérer une autre Puissance ; tel autre exige que l'on prenne en considération les susceptibilités possibles, et ainsi de suite.

3° La faculté de détacher sa pensée des documents que l'on a fini de traiter, tout en se remémorant immédiatement lorsque les mêmes repassent devant lui, souvent à plusieurs semaines de distance, le point précis auquel il s'était arrêté. A chaque document, tel qu'il lui parvient, sont attachés les précédents, s'il y en eut, donnant l'historique de l'affaire, mais il est bon de pouvoir se la rappeler sans devoir relire les documents précédemment étudiés.

Ce qui précède s'applique jusqu'à présent à la besogne ordinaire. Lorsqu'il s'agit de politique à plus ample portée, le cerveau travaille non plus sur le papier ni à des heures déterminées, mais fréquemment aux heures où le remous de la pensée bat son plein, selon le tempérament, le caractère, le jugement et bien d'autres facteurs, en plus des qualités cérébrales nécessaires pour mener à bien des transactions d'affaires.

Les conversations avec les Ambassadeurs étrangers sont d'une telle importance qu'elles valent encore quelques commentaires. Elles présentent un mode de discussion des questions délicates à la fois courtois et élastique, et relativement dépourvu de cérémonie. Les diplomates sont dressés à garder la direction, à se souvenir et à faire des rapports concis, mais exacts des conversations importantes ; cela entre pour une large part dans leur équipement professionnel, tandis qu'un

Ministre des Affaires Etrangères n'ayant pas été préparé à la Carrière, se voit forcé d'acquérir cette faculté par la pratique. En sortant du Foreign Office, l'Ambassadeur rentre à son Ambassade où il fait, en une dépêche à son gouvernement, un compte-rendu de la conversation qu'il vient d'avoir. Le Ministre, de son côté, dicte son rapport, relit ce qui a été transcrit, que le Département adresse ensuite sous forme de dépêche à l'Ambassade britannique accréditée auprès du pays intéressé. Ce compte-rendu paraîtra peut-être par la suite dans un Livre Bleu ; il sera alors étudié comme si c'était un document dont chaque mot aurait été pesé, alors que dans la réalité ils auront été improvisés dans la conversation et rendus ensuite par le Ministre au mieux de ses souvenirs.

Celui-ci éprouve fréquemment qu'il lui est plus aisé de se rappeler ce qu'il a dit, dans ses propres termes, que ce que lui a exprimé l'Ambassadeur; il lui faut néanmoins s'efforcer de rapporter l'un et l'autre aussi fidèlement que possible, comme aussi résister à la tentation de changer ou de rectifier quoi que ce soit à sa part personnelle des propos échangés. A la réflexion, en effet, le Ministre s'apercevra souvent qu'il aurait pu beaucoup mieux exprimer telle ou telle chose, combien plus d'effet aurait pu produire quelque chose qui ne lui était pas, au moment voulu, venu à l'esprit : de pareilles velléités *d'esprit de l'escalier* doivent être écrasées dans l'œuf, car si le rapport était publié, ce serait peu équitable à l'égard de l'Ambassadeur de le représenter comme ayant écouté des paroles ou des arguments qu'on ne lui aurait jamais tenus.

On raconte que le Dr Johnson disait, lorsqu'il écrivait des compte-rendus des débats au Parlement, qu'il prenait soin de ne pas permettre aux *chiens de Whigs* d'être les bons marchands. Chacun de son côté, Ministre et Ambassadeur sont exposés à des tentations analogues à celles auxquelles succombait Johnson, ou plutôt au parti-pris qu'il se permettait, car jamais il n'a succombé à rien ni à personne. Il ne m'est arrivé qu'une seule fois d'avoir immédiatement sous les yeux le rapport rédigé par un Ambassadeur d'une conversation avec moi, cependant il ne m'est pas arrivé de constater, lorsque certains de ces comptes-rendus ont vu plus tard

le jour, que mes paroles aient été déformées ou leur signification tronquée. Je souhaite que l'on ait éprouvé le même sentiment pour ceux que je fis de mon côté.

Il se produisit un jour une méprise que j'ignorai, et que, si je l'avais connue à temps, je me serais empressé de dissiper. Il y avait dans mon bureau au Foreign Office un grand paravent placé exactement derrière ma table de travail. Je supposais vaguement qu'il y avait été placé pour mettre l'un de mes prédécesseurs à l'abri des courants-d'air. Je ne sais pourquoi je n'ai jamais ressenti dans cette pièce l'impression d'être chez moi : ce n'était pour moi qu'un endroit pour travailler, et dès l'instant que le mobilier ne m'empêchait pas de le faire, je ne m'en occupais pas. Ce n'est que plusieurs années après mon départ du Foreign Office que quelqu'un qui avait fait partie de l'Ambassade des Etats-Unis et était devenu un ami personnel, me dit que l'on supposait à l'Ambassade que ce paravent cachait un sténographe.

La simple pensée qu'un Ambassadeur se serait trouvé à son insu dans une situation aussi désavantageuse m'eût répugné, car les notes prises par le sténographe eussent pu tout naturellement, en cas de contestation, témoigner en faveur de mon rapport à moi contre l'Ambassadeur. Une pareille suggestion ouvrait tout un horizon de mauvaise foi possible qui m'avait vraisemblablement été imputée pendant onze années sans que je m'en sois jamais douté. Si l'Ambassade crut réellement qu'il y eût un sténographe caché derrière le paravent, il est surprenant qu'aucun Ambassadeur n'ait jamais demandé que lui fussent soumises les notes prises sur sa conversation ; pour ma part, si j'avais été Ambassadeur et que j'eusse cru qu'un Ministre des Affaires Etrangères pût me traiter de la sorte, je n'aurais pas hésité à amener avec moi mon propre sténographe, afin de me mettre sur un pied d'égalité ou d'en finir avec ce procédé.

Le paravent incriminé ne dissimulait qu'un atlas.

Les Membres du Cabinet sont beaucoup plus renseignés sur la besogne courante du Foreign Office que sur celle de tout autre Ministère. Tant que je fus au Foreign Office, les autres Ministres étaient à même de connaître toutes les

questions d'importance par les papiers que l'on faisait parvenir au Conseil. Le rapport de ma conversation de janvier 1906 avec Cambon à propos des consultations entre les Etats-Major français et britannique est la seule exception dont je me souvienne comme valant d'être notée.

Des copies imprimées des télégrammes officiels reçus sont envoyées tous les jours à chaque Ministère dans une petite boîte ou une sacoche. Ce papier est confidentiel, il ne faut pas le laisser traîner. Le Ministre est libre de le conserver ou de le brûler, mais j'avais pour habitude — et c'était sans nul doute celle de la plupart de mes collègues — de le lire, de le replacer dans la boîte que je fermais à clef après en avoir renversé l'étiquette, pour être renvoyée au Foreign Office par un messager ou par la poste lorsque j'étais absent de Londres. J'eus l'occasion de constater que mes collègues généralement suivaient avec intérêt les renseignements qui leur étaient fournis, ce qui n'empêcha pas quelques jeunes attachés au Foreign Office d'éprouver la curiosité de savoir si certains Ministres lisaient ce qu'on leur envoyait. Ils envoyèrent donc parfois, pour satisfaire cette curiosité, la feuille de télégrammes sous enveloppe cachetée au lieu de la mettre telle quelle dans la boîte. Je n'en sus rien sur le moment, mais on me raconta plus tard que dans un cas au moins la boîte ou sacoche fût retournée sans que l'enveloppe eût été décachetée — à la joie, sans doute, de l'employé entreprenant qui avait tenté l'expérience.

Les sentiments d'un Ministre important varient vraisemblablement selon le tempérament, les goûts et les conditions de chaque individu. L'ambition certes, a sa valeur comme stimulant à l'activité ; beaucoup d'hommes, cependant aiment le pouvoir pour l'intérêt même du travail. Lord Ripon, qui fut animé d'un esprit public infiniment trop profond pour éprouver une ambition personnelle égoïste ou jalouse, me conta ce qu'il avait lui-même ressenti sur ce point. Le jour où il quitta le pouvoir après y avoir été plusieurs années consécutives lui parut le plus heureux de sa vie. Cet état d'esprit dura quelques mois, puis il se surprit à reprendre intérêt aux affaires publiques et après une année

ou deux de liberté, la seule question qui l'intéressât était de savoir quel poste lui serait dévolu lorsque son parti reviendrait une fois de plus au pouvoir.

Gibbon a commenté de façon intéressante la retraite volontaire de Dioclétien :

« Il est rare que des esprits dès longtemps exercés aux affaires aient accoutumé de converser avec eux-mêmes ; c'est pourquoi ce qu'ils regrettent principalement dans la perte du pouvoir, c'est le manque d'occupation.

C'est là, plus habituellement que dans l'ambition ou l'amour du pouvoir, la raison qui fait que les hommes se raccrochent à leurs fonctions ou à la vie publique « même, comme le dit Bacon, lorsque l'âge et la faiblesse réclameraient l'ombre ».

Je n'avais ni cherché ni même souhaité le pouvoir, sachant qu'il signifiait le sacrifice de tout plaisir. Et cependant, même conscient de ces inconvénients, nul homme ne saurait, sans un sentiment d'exaltation, pénétrer pour la première fois dans un bureau de Secrétaire d'Etat en qualité de chef d'un important Département. Une grande partie du travail y est remplie d'intérêt, quoique cet intérêt se trouve fréquemment noyé dans la masse et que l'on soit trop souvent contraint de s'arracher à un sujet absorbant et de la plus haute importance pour examiner une liasse de documents totalement dépourvus d'intérêt. Au fur et à mesure que s'écoulaient les années, je m'impatientais davantage de cette existence de contrainte. S'il m'avait plu d'abandonner mes fonctions, j'avais à ma portée la vie à la campagne dans ma maison familiale, tout le temps voulu pour lire, des occasions à l'infini d'observer la vie des oiseaux et des bêtes, la beauté des arbres, les joies d'un jardin, les saisons sans cesse renouvelées, le loisir de faire du sport, de l'exercice. Je ne serais jamais en peine de trouver de l'occupation, mon cerveau resterait actif, il m'arriverait peut-être même d'écrire une œuvre de quelque valeur, fruit de mes observations, de mes sentiments, de ma pensée.

Le contraste entre cette existence et celle que m'imposaient mes fonctions me poursuivait sans cesse, il me tardait d'être libéré. Mais il est difficile de renoncer sans raison

valable au poste que l'on a assumé : on attend l'instant qui ne se fait habituellement pas attendre plus de quelques années, ou le parti sera renversé, ou bien quelque différend qui fasse un devoir de démissionner. La fin peut venir à tout moment par l'une de ces deux voies, et l'on attend... .

Cecil Rhodes conseilla un jour à un ami « d'agir par comparaison », expliquant de quelle façon il appliquait ce conseil à lui-même. Lorsque les choses ne marchaient pas à son gré, il songeait combien il était heureux d'être un citoyen de l'Empire britannique, avec tout l'espace, toutes les occasions à sa portée pour l'essor d'une politique vaste et imaginative. Il établissait un contraste entre son sort et ce qu'il eût été, limité par le cadre d'action d'un petit Etat.

Celui qu'irritent les obligations de ses fonctions trouve dans son travail d'amples compensations aussi longtemps qu'il croit pouvoir bien l'accomplir, mais il peut arriver qu'il se demande si la place ne serait pas mieux remplie par un autre, et si c'est vraiment utilement qu'il sacrifie sa liberté. Même alors il peut faire taire ses révoltes par la « comparaison », en songeant que la contrainte de ses fonctions ne sont rien de plus que ce à quoi tous, de haut en bas de l'échelle, se doivent soumettre, s'il leur faut gagner leur vie.

Et cependant il viendra une heure où l'on sentira peser sur soi l'impression d'un manque de dignité. Le Ministre ne perd pas seulement sa liberté, mais sa vie intérieure, et un sentiment de servitude vient se mêler à la satisfaction de servir honorablement. Il se remémore l'essai de Bacon : *D'une position élevée*. Ces essais sont tous d'une lecture intéressante, quoique de valeur inégale, et les meilleurs sont ceux inspirés par l'expérience. L'essai *D'une position élevée*, est du nombre, et je ne saurais mieux faire que d'en citer quelques lignes :

« Les hommes occupant de hautes positions sont triplement des Serviteurs : Serviteurs du Souverain ou de l'Etat ; Serviteurs de la Renommée, et Serviteurs des Affaires. Aussi n'ont-ils nulle Liberté : ni dans leur personne, ni dans leurs actes, ni dans leur temps ».

CHAPITRE XXXI

CONCLUSION

Coup d'œil en arrière. — 1895 et 1905. — Changements survenus en dix années. — L'amitié avec la France. — Tentatives allemandes. — Le choix à faire pour la Grande-Bretagne. — Un grand danger évité. — Conditions de sécurité. — Diplomatie ouverte et diplomatie secrète. — La question des responsabilités de la guerre. — Armements et guerre. — Le sentiment de crainte. — Constructions navales allemandes et britanniques. — Théories germaniques. — Motifs britanniques. — Une erreur désastreuse. — Responsabilité des Alliés. — Transformation de la nature de la guerre. — Nécessité d'un effort concerté.

Si ce récit est parvenu à donner une impression réelle du cours des événements qui menèrent la Grande-Bretagne à la guerre, il aura en même temps démontré à quel point ce fut simple.

Il aura indiqué l'entrée en scène d'un jeune homme au Foreign Office en 1892, sans expérience des questions extérieures et peu ou point de préjugés pour ou contre aucun pays en particulier, frappé au début, de l'hostilité de la France, et tout prêt à s'y opposer avec fermeté, mais ne tardant pas, d'autre part, à prendre conscience du risque qu'il y aurait à devenir dépendant de l'Allemagne. Il quitte le Foreign Office au bout de trois ans, fort peu satisfait de la situation de l'Angleterre, mais sans vues très précises quant à une nouvelle orientation politique. Dans l'opposition, simple spectateur et commentateur, il suit d'aussi près que possible les questions extérieures, la connaissance acquise au cours de ses trois années passées au Foreign Office de 1892 à 1895, lui facilitant la compréhension des événements en cours et en augmentant l'intérêt à ses yeux.

d'autre alternative que de la sacrifier, ou de la fortifier et de se préparer à l'éventualité de la soutenir contre une attaque de l'Allemagne — ce qui eut lieu en laissant la Grande-Bretagne libre de tout engagement. Lorsque l'Europe se vit en 1914 au seuil d'une guerre, l'opinion britannique, officielle ou non, resta divisée et indécise jusqu'au moment où l'invasion de la Belgique jeta l'Empire britannique tout entier dans la guerre. Tels sont, je crois, les facteurs cardinaux de la politique et de l'action britannique; celui qui ne l'admettrait pas et chercherait la vérité ailleurs, n'aurait pas pénétré notre psychologie nationale, et ne manquerait pas de se tromper à notre sujet dans l'avenir. Les peuples ne cessent de commettre des erreurs faute d'avoir pénétré leur psychologie réciproque.

Von Tirpitz prétend (1) qu'il eût fallu signifier à l'Allemagne en 1914 un avertissement anologue à celui que lui donna Lloyd George en 1911 pendant la crise d'Agadir. Ceci supposerait que nous ayions eu la ferme intention de faire la guerre à l'Allemagne, ce qui n'était pas le cas. Notre attitude, ainsi que celle de certains membres du Cabinet, varia avec les différentes phases de la politique germanique. Lloyd George agit en 1911 de sa propre initiative ; en 1914, lui, ainsi que d'autres, furent d'autant moins disposés à prendre une pareille responsabilité, qu'ils étaient fermement décidés à s'opposer à toute action de ce genre jusqu'au moment où la violation de la Belgique provoqua chez eux un revirement. L'opinion de von Tirpitz témoigne donc d'une entière méconnaissance des mobiles auxquels nous obéîmes.

Pour nous, le fait ressortant de la façon la plus éclatante est le grand danger auquel nous avons échappé, rester inertes, tandis que l'Allemagne eût conquis l'Europe — ce qui nous eut inféodés à l'Allemagne, dépendant des dispositions décrites par Bülow et de la mentalité illustrée par von Tirpitz. C'a dû être, pour quiconque aura étudié la politique britannique, un sujet d'étonnement que nous ayions échappé à ce péril, car notre peu de goût pour une guerre

(1) *Mémoires*, édition française, un vol. in-8, Payot, Paris.

continentale, l'opinion encore ancrée que nous étions une île et pouvions nous tenir à l'écart, pesaient lourdement en faveur de l'inertie. A cela s'ajoutait encore la diversion des controverses de parti sur les questions intérieures, qui auraient porté tout observateur même éclairé à affirmer que nous serions peu susceptibles d'entrer rapidement et unanimement dans une guerre continentale paraissant puiser son origine dans une querelle entre l'Autriche et la Serbie. Quiconque était, avant 1905, familiarisé avec le War Office, se fût jugé en droit de prédire que s'il éclatait subitement une guerre européenne, nous nous trouverions sans Corps Expéditionnaire organisé ni équipé pour y prendre part, car jusqu'en 1905, nous n'avions mis sur pied aucune organisation.

Le péril fut néanmoins très réel et nous n'y échappâmes que de bien peu. Quelle moralité convient-il d'en tirer? Elle semble aux yeux de certains s'imposer d'emblée : mieux préparer l'opinion publique et posséder une armée plus forte. Et cependant, ce qui leur paraît si évident n'est pas plus applicable dans la pratique, à l'heure actuelle, que ce ne le fut en 1914. Il est impossible de manipuler l'opinion britannique de façon à la décider d'avance à la guerre, et il suffit, pour confirmer mon dire, d'observer les tendances de cette opinion à l'heure présente 1925. Le pays s'est à nouveau cantonné dans l'antipathie et la méfiance d'alliances susceptibles de l'engager dans l'inconnu.

Quant à entretenir une force expéditionnaire d'envergure continentale, même un gouvernement conservateur n'oserait, en les suggérant, mettre en péril sa majorité. Cela équivaudrait à demander à la Chambre des Communes de voter un énorme budget militaire en plus des sommes nécessaires au maintien de la plus puissante flotte du monde, et ce n'est pas dans la voie d'une armée considérablement accrue et d'alliances continentales que nous saurions trouver la sécurité. Où convient-il donc de la chercher?

Non pas en une meilleure préparation à un état de choses similaires à celui de 1914, mais en une politique qui en évitera le retour ; non pas en des préparatifs militaires plus considérables que notre pays ne pourrait approuver et n'aurait pas les

moyens de mener à bien, mais en une politique qui découragera chez les autres le développement des armements, politique aussi bonne et essentielle aux autres nations européennes qu'à nous-mêmes.

Une pareille politique ne saurait manquer d'être la conséquence de réflexions salutaires sur la guerre : si nous devons profiter de l'expérience acquise, n'arrêtons notre pensée qu'à des conclusions utiles.

Ecartons en premier lieu tout ce qui n'est que racontars, eussent-ils même un fondement de vérité. Par exemple, il me fut rapporté de source digne de foi qu'Isvolsky aurait dit à Paris, lorsqu'il apparut que la résistance inattendue de la Belgique pût bouleverser les plans allemands : « C'est ma guerre ». Or Isvolsky n'était plus, depuis quelque temps déjà, Ministre des Affaires Etrangères à Pétersbourg, et les Ministres quittant leur Département pour une Ambassade cessent d'exercer un contrôle sur la politique générale. Si cette fanfaronnade d'Isvolsky avait été fondée sur la réalité, elle eût été criminelle : vaine et dépourvue de sens, elle n'était que répugnante.

Il me revint également de source sûre qu'un ambassadeur allemand accrédité auprès d'une capitale européenne aurait annoncé par avance l'envoi de l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, et que celui-ci serait rédigé en termes tels que la guerre serait inévitable.

Peu de temps après le début des hostilités, on me raconta que quelques années plus tôt un Allemand haut placé avait déclaré à un Français de marque qu'il devenait nécessaire à l'Allemagne d'écraser à nouveau la France. Le Français se récria, disant que la France ne désirait pas la guerre et n'en fournirait pas l'occasion ; à quoi l'Allemand répliqua : « Nous lâcherons l'Autriche sur la Serbie, ce qui amènera la guerre avec la Russie, de sorte que la France, son alliée, sera tenue d'y prendre part. » On est toujours tenté de penser qu'il se dissimule quelque secret derrière tout événement important, et que le hasard d'une remarque ou d'une indiscrétion nous vient révéler. Mieux vaut résister à cette tentation : en y cédant, l'on risque plus souvent d'être induit en

erreur que l'on n'a de chances d'être mis sur la voie de la vérité. Il est un autre sujet de discussion qui ne mène à rien, qui n'est qu'une impasse pour la pensée, un papotage vide de sens : c'est celui de la « vieille » et de la « nouvelle » diplomatie, lequel devient même, pour autant qu'il induit les gens à rechercher la sécurité dans de nouvelles méthodes, un obstacle et un danger appréciables. La vieille diplomatie ne fut pas à blâmer pour la guerre. Qu'est-ce que la diplomatie ? Ou bien elle est non-existante ou bien elle régit tous les rapports des hommes entre eux. On l'appelle « diplomatie » lorsque les gouvernements, qui sont les comités exécutifs des nations, traitent entre eux, parce qu'elle revêt alors certaines formes. Les représentants de gouvernements s'intitulent l'un l'autre : Excellence, et ainsi de suite, mais le jeu qu'ils jouent est, à tout prendre, le même que s'ils s'appelaient Durand ou Dupont. Un honnête homme joue la partie diplomatique avec autant de probité que le fait l'honnête homme d'affaires ou le représentant de quelque association. Un malhonnête homme n'appliquera pas plus honnêtement une diplomatie nouvelle que l'ancienne. Dans la mesure où les changements de méthode, tels que la franchise et la sincérité, seront la conséquence et l'expression d'une modification d'esprit et de propos chez les peuples, ils seront bienfaisants et les très bienvenus ; mais s'ils sont sincères, ils excIueront tout effort et toute démonstration. S'ils ne le sont pas, n'étant qu'illusion et déception, de nouvelles méthodes risqueraient plutôt de devenir dangereuses, d'influencer le public, de surexciter ses passions plus rapidement et plus irrévocablement que les méthodes anciennes.

Ceux-là mêmes qui recherchent la sécurité en une diplomatie nouvelle sont-ils bien certains qu'elle n'eut pas précipité la guerre avant 1914 ? Qu'ils s'arrêtent pour peser cette question. Ce furent les calmes méthodes de diplomates tels que Jules Cambon qui firent reculer le spectre de la guerre dans la crise d'Agadir de 1911. C'est dans un nouvel esprit, dans des buts nouveaux parmi les peuples, qu'il nous faut chercher à assurer des conditions meilleures, et non dans un changement de méthode.

Il convient d'appliquer une égale circonspection à la question de la culpabilité de la guerre. Supposons, ce que je crois pour ma part être la réalité, qu'il y ait eu une chose qui s'appelait le militarisme prussien, lequel considérait la force comme étant le seul facteur régissant les affaires humaines. Que ce militarisme jugea, en 1914, l'heure favorable à la guerre et se réjouit de ce que l'on ne put retenir l'Autriche, car il en espérait, plutôt qu'il n'en craignait, les conséquences. S'il en fut ainsi, nul n'était assez fort en Allemagne, ni capable de contrôler ce militarisme dont l'esprit pénétrait tout et jusqu'à la diplomatie. Le peuple allemand pris dans son ensemble ne souhaitait nullement la guerre ; il conservait cependant le souvenir de trois guerres heureuses sur lesquelles s'était fondé son empire ; il croyait son armée invincible, irrésistible ; il n'avait pas cette appréhension de la guerre qui l'eût incité à réagir ; aussi, lorsque survint celle-ci, fut-elle acclamée en Allemagne avec un enthousiasme que ne ressentit aucun autre pays.

Admettons que tout ceci soit bien établi et que nous ayions déterminé de façon satisfaisante la question de la responsabilité de la guerre en 1914 et l'ayions fait solidement peser sur le militarisme prussien. Il nous reste encore à nous demander si, la guerre n'ayant pas eu lieu en 1914, eût pu être indéfiniment retardée ou complètement évitée ? L'Europe à l'état de camp armé, chaque nation se sentant poussée à des mesures de défense dont chacune était interprétée par quelqu'autre nation comme ayant un but d'agression, la paix se fût-elle maintenue bien longtemps ?

A ce point, pour que puisse progresser notre pensée, nous ne devons plus lui permettre de s'attarder à déterminer la culpabilité de guerre en 1914, mais la laisser s'éployer et prendre en considération l'état où avait alors été amenée l'Europe.

Tous les pays avaient accumulé des armements et perfectionné les préparatifs de guerre, dont le but était, pour chacun d'eux, la sécurité. L'effet s'était trouvé être précisément l'opposé des intentions et des désirs. Au lieu d'un sentiment de sécurité avait surgi un sentiment de crainte croissant d'année en année. L'Europe craignait l'armée allemande.

Les Allemands encourageaient chez eux-mêmes et chez les autres la croyance en l'invincibilité de leur armée, et cependant l'appréhension se développait en eux que, les armements de leurs voisins se perfectionnant, l'Allemagne elle-même pût avoir des sujets de crainte. La Grande-Bretagne n'en éprouvait pas à l'égard de l'armée allemande, parce qu'elle s'imaginait être une île hors de la portée d'une armée continentale, mais le grand développement de la flotte germanique la mettant sur le qui-vive, elle ne se sentait plus en repos, et éprouvait, au contraire, un réel malaise à la pensée d'être isolée.

Tel était l'état de l'Europe : les préparatifs de guerre avaient engendré la crainte, la crainte prédispose à la violence et aux catastrophes.

En affirmant que l'Allemagne, en forçant le train des armements navals et militaires, fut plus que tout autre responsable de ce déplorable état de choses, les pays alliés sont dans le vrai ; il fut la conséquence de sa politique d'alliances exclusives et d'armements à outrance d'après 1870. Plus cette affirmation est véridique, plus elle confère de force à la conclusion qui en découle. Pour peu que les Alliés, vainqueurs de la dernière guerre, poursuivent une politique semblable à celle de l'Allemagne après 1870, des conséquences identiques s'ensuivront. Alliances exclusives et armements provoqueront à leur tour d'autres armements et contre-combinaisons — une alliance germano-russe, cette fois, au lieu de franco-russe. L'idée que l'on puisse maintenir de façon permanente l'Allemagne en état de désarmement par des expédients temporaires, tels que des missions étrangères de contrôle, n'est qu'illusion.

Le temps passe ; plusieurs années se sont écoulées depuis l'Armistice : les affaires humaines ne demeurent pas stationnaires ; il conviendrait de rechercher avec attention sur quelles voies s'engage l'Europe. Sont-ce les vieux errements, ou une route nouvelle pouvant mener à une sécurité inconnue jusqu'à ce jour et non plus à l'appréhension d'autrefois ?

On nous dit qu'il n'y a rien de changé en Allemagne, que

sa politique restera celle de von Bülow et sa mentalité celle de von Tirpitz. S'il en est ainsi, il y a, en vérité, péu d'espoir, car toutes les ouvertures conciliantes qui lui seront faites seront interprétées comme autant de marques de faiblesse qu'elle saura exploiter. Ce fut le cas lors de notre proposition de mettre un terme à la compétition navale, qui fut interprétée comme un signe que nous faiblissions dans cette surenchère, ou encore comme une insolente tentative d'exercer une pression sur l'Allemagne pour arrêter sa construction d'une grande flotte, et dont l'effet fut d'encourager les espoirs et d'intensifier la détermination de l'Allemagne.

Von Tirpitz (1) attribue à présent notre empressement à conclure des accords avec l'Allemagne au sujet du chemin de fer de Bagdad et des colonies portugaises au développement de la flotte allemande, dont, jugeait-il, la force croissante nous rendait plus conciliants. C'est moi qui négociai et paraphai les derniers libellés de ces deux accords ; toute la transaction était entre mes mains et je *sais* que l'accroissement de la flotte germanique n'entra pour rien dans mon attitude, uniquement motivée par le désir de témoigner de notre bon-vouloir pour les aspirations allemandes partout où il nous était possible de les concilier avec les intérêts et les engagements britanniques. La bravade de la flotte allemande rendait la conciliation plus difficile, car elle faisait le jeu de ceux qui se méfiaient de l'Allemagne et sapait à la fois les moyens et la bonne volonté de ceux qui désiraient lui témoigner de l'amitié.

Je ne doute pas que des Allemands qui, tel Metternich, connaissaient la Grande-Bretagne, n'aient averti Berlin que sa politique navale ne pouvait manquer de réagir sur les relations anglo-allemandes de façon diamétralement opposée à ce qu'escomptaient ceux qui en étaient responsables. Ils ne le comprirent apparemment pas à l'époque : le perçoivent-ils à présent ?

Il ne m'a pas été possible de lire en entier la deuxième édition du livre de von Bülow (évidemment publié alors

(1) *Souvenirs*.

qu'il croyait que l'Allemagne gagnait la guerre) ni le livre de von Tirpitz, mais j'ai été mis au courant de leur sens général. Il est certain que si telle est encore la politique et la mentalité de l'Allemagne, l'Europe sera infailliblement entraînée à nouveau dans la même voie fatale qu'avant 1914. L'Allemagne est, potentiellement, en nombre et en efficience, le pays le plus fort de l'Europe. Elle est, pour le moment, désarmée, mais il ne saurait y avoir de sécurité en Europe sans une Allemagne travaillant sincèrement pour la paix. Si les générations présentes et celles qui montent n'ont rien appris des épreuves de la guerre, les Alliés, et plus particulièrement la Belgique, la Grande-Bretagne et la France se verront acculés à adopter la politique de Bismarck après 1870 et à se garantir contre l'avenir nouveau par le vieux système en s'efforçant d'éviter les errements des successeurs de Bismarck. Ce ne serait cependant là qu'un dernier ressort, presque le conseil du désespoir, reposant sur une supposition qu'il ne faudrait pas accepter, avant qu'il ne soit nettement établi qu'il n'y a rien d'autre à espérer.

Cependant la responsabilité immédiate de la recherche des possibilités, de l'initiative et du ton à donner à la nouvelle politique européenne, incombe plutôt aux Alliés, qui furent victorieux, qu'à l'Allemagne. C'est à eux de faire un nouveau départ dans une direction meilleure et de fournir à l'Allemagne une occasion de s'y joindre.

Les enseignements de l'histoire de l'Europe sont très clairs : aucune sécurité durable ne saurait être acquise par une concurrence d'armements ou dans des alliances séparées, et il ne saurait y avoir de sécurité pour aucune Puissance sans que ses voisins y participent au même titre.

On m'objectera peut-être que tout ceci est évident au point de n'être plus qu'un lieu commun dont tous les peuples ont connaissance depuis de longues générations, malgré qu'ils n'aient pas agi en conséquence ; et le fait que bien que renseignés, ils n'en aient jusqu'ici tenu aucun compte, sert d'argument pour affirmer qu'ils ne peuvent et ne voudront jamais s'y conformer. Aussi nous conseillerait-on volontiers de supprimer les réflexions qui précèdent comme n'étant

que des conseils de perfection inapplicables en politique pratique.

Ce genre d'argument est, à la vérité, basé sur la supposition que les peuples sont incapables de s'instruire par l'expérience. Sans doute, de nombreux faits viennent, en histoire, étayer ce point de vue, aussitôt contredit cependant, si l'on songe que l'homme est somme toute monté de l'état de barbarie à la civilisation, et que cette ascension n'a été possible que parce qu'il s'est trouvé des hommes qui, individuellement, surent comprendre les leçons de l'expérience. La Grande Guerre a été l'expérience la plus formidable dans l'histoire de la civilisation, et il est peu raisonnable de supposer que l'homme n'en ait rien retenu d'autre que de se préparer à une nouvelle guerre. Cela ne s'accorde pas avec ses progrès passés et ne serait vrai que s'il avait cessé d'apprendre, auquel cas non-seulement il cessera de progresser, mais il s'amoindrira et dégénérera, car il ne saurait rester stationnaire.

L'homme civilisé d'aujourd'hui se trouve en face de conditions considérablement modifiées, dues en majeure partie à ses propres découvertes dans le domaine de la science. Il a, en ce dernier siècle, plus goûté aux fruits de l'Arbre de la Science qu'en aucune autre époque. Il a acquis un pouvoir sans précédent sur les éléments. Il peut se mouvoir dans les airs, sur terre et sur l'eau à des vitesses jusque-là inconnues. Quant à savoir s'il pourra continuer à user de toutes ces choses sans préjudice pour ses facultés et son bien-être physique et mental, voilà qui dépasse les recherches politiques. « La connaissance vient, mais la sagesse reste », écrivait Tennyson en un temps où la pensée s'étendait déjà et s'exaltait sur les découvertes de la science. Sur un point, cependant, ces découvertes posent devant l'homme un problème politique précis. Le mot « guerre » est le même qu'il y a cent ans, mais ne correspond plus à la même chose. Il impliquait jadis des luttes entre armées ; il signifiera désormais, d'un commun accord, la destruction, par des agents chimiques, des centres de population ; la ruine physique, morale et économique. Il est nécessaire par consé-

grand sera dans un pays l'accord d'opinion qu'il convient d'employer la force dans ce but, moins il y aura d'occasions d'en user, et plus sûre et mieux établie sera la paix intérieure de ce pays. Il en va de même pour la communauté des peuples. Seul un accord général d'opinion sur la nécessité de ne pas enfreindre la loi et d'empêcher toutes les autres nations de l'enfreindre, assurera la paix du monde. Et il n'est pas de grand pays qui ne puisse contribuer à cette paix en affirmant qu'il n'y a aucun principe qu'il ne soit prêt à soutenir jusqu'au bout, au besoin par la force.

Il n'y aura pas de paix assurée jusqu'à ce que les Grandes Nations du monde soient unies entre elles par un accord d'opinion assez puissant pour leur inspirer la sécurité qu'elles se soutiendront mutuellement dans le but d'éviter, de supprimer ou de localiser et d'isoler la guerre. On a peu progressé dans ce sens. En Grande-Bretagne, et plus encore dans les Dominions, on éprouve une certaine timidité à définir exactement à quelle obligation, à quel engagement l'on a souscrit dans le Covenant de la Société des Nations. Les Etats-Unis se sont jusqu'à présent refusés à tout engagement et à toute obligation. Les gouvernements ne peuvent devancer l'opinion publique, qui bien qu'elle ne soit pas encore très sûre d'elle n'est pourtant pas chez nous aussi indifférente qu'ailleurs, ce qui constitue déjà un point acquis car l'indifférence est le seul état d'esprit incompatible avec l'espoir.

L'esprit public est très occupé du désir de restreindre les armements, et semble commencer à comprendre que cette concurrence ne conduit pas à la sécurité. Il lui faudra se rendre compte, en une nouvelle étape, que seul un sentiment de sécurité mettra un terme à la poussée des armements. Cette étape franchie, le problème avec lequel les peuples se trouveront face à face sera le moyen d'obtenir ce sentiment essentiel de sécurité.

Pour le résoudre, il sera nécessaire de concerter l'effort de toutes les Grandes Nations, auxquelles il faudra, pour produire cet effort, comprendre que la solution de ce problème est la nécessité suprême de l'humanité civilisée.

APPENDICE A

SIR GEORGE GREY (GRAND'PÈRE DU VICOMTE GREY)

Extrait des « Souvenirs » à lui consacrés par M. Creighton D. D., Evêque de Londres.

Il n'eut, toute sa vie durant, pas de plus grande joie que d'être entouré de jeunesse. Sa sympathie toujours en éveil, sa constante bonne humeur le faisaient adorer des enfants, et grâce à sa simplicité de cœur si sincère, ce ne lui était aucun effort de prendre intérêt à leur conversation ni de les intéresser à ce qu'il leur disait. Il y avait un contraste frappant entre sa liberté de sentiment et d'expression dans les petits incidents de la vie privée et la prudence et la réserve de sa carrière publique. Il possédait un fond inépuisable de gaieté, d'observation prompte et d'intérêt en toute chose. Il apportait autant de soin à répondre à la question d'un gamin qu'à l'étude d'un problème politique, et ne donnait jamais une impression de condescendance dans ses rapports avec de beaucoup plus jeunes que lui. « L'un de mes souvenirs d'enfance », écrivait une dame qu'il avait connue toute petite », est la joie avec laquelle était toujours accueillie l'annonce d'une visite de Sir George, et l'affection enthousiaste — il n'est pas d'autre expression — que soulevait dans tous nos cœurs sa brillante et joyeuse présence — joie qu'égalait seule son affectueuse gentillesse pour nous tous malgré le poids de ses travaux. »

Avant toute autre chose, il se consacra au soin de ses sep petits-enfants, dont il fut le compagnon et l'ami constant. On pouvait voir ce vieillard de quatre vingts ans faisant galoper ses petites-filles à travers prés, son rire résonnant aussi joyeux que le leur. Sa joie était d'assister à leurs jeux, de leur proposer des pique-niques ou autres expéditions, et il se moquait avec une impatiente bonne humeur de leurs efforts pour le soigner, le préserver de toute possibilité de froid ou de rhumatismes. Il lisait les classiques avec ses petits-fils pendant les vacances, et suivait de

rès près leurs progrès. Chaque matin, il réunissait ses petites-illes autour de lui, et leur lisait quelque œuvre classique unglaise, une pièce de Shakespeare, un poème ou un roman de Scott. Il lisait avec une vivacité, une fougue, qui enchantait ses uditeurs, qui voyaient à regret s'écouler l'heure trop brève. Leurs réparties juvéniles l'amusaient au point que ses petits-enfants réclamaient ses conseils et son aide en toute occasion. amais il ne s'irritait de leur présence ni de leur sollicitude. usque dans sa dernière maladie il voulut que les enfants n'inter-ompissent pas leurs sports ni qu'on les fît taire à cause de lui. Son grand réconfort, sur son lit de douleur, était d'entendre le on de leurs voix, tandis qu'ils jouaient au lawn-tennis sous ses enêtres, et dès qu'il ne les entendait plus, il insistait pour qu'on e leur fît pas cesser leurs jeux par crainte de le déranger pages 58 59, et 126-127).

APPENDICE B

DISCOURS PRONONCÉ PAR SIR EDWARD GREY A LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 1er JUIN 1904, A PROPOS DE L'ACCORD ANGLO-FRANÇAIS

Sir Edward Grey (Northumberland, Berwick) : La Chambre est reconnaissante au noble Lord non-seulement d'avoir passé en revue de façon précise et complète la portée et les détails de l'accord, mais surtout pour l'exode de son discours, en lequel il a esquissé en termes si élevés, ce que devraient être les conditions idéales des rapports entre les différentes grandes nations de l'Europe au cours de leur expansion de par le monde. Ces paroles sont d'autant plus les bienvenues que nous avons dans la présente convention, à un degré inconnu, ou à tout le moins ignoré depuis bien longtemps, la preuve qu'un idéal de ce genre n'est pas entièrement incompatible avec la pratique. Il y a deux manières d'envisager cet accord. J'admire la façon dont le noble Lord, le discutant du point de vue profits et pertes, juge que la balance a été ajustée avec une telle précision qu'elle n'incline ni d'un côté ni de l'autre. Il n'entre pas dans mes intentions de discuter cet accord de l'angle d'un marché conclu entre deux gouvernements ; si cependant je le faisais, je ne serais pas aussi certain que le noble Lord que la balance soit aussi également équilibrée. Il y a, sans aucun doute, à l'envisager comme un marché entre les deux pays et un grand parti à en tirer. J'admets que ce soit un avantage considérable, comme l'a dit le noble Lord, que notre champ d'action en Egypte se trouve sensiblement dégagé, mais je ne trouve pas que c'en soit un aussi libre que celui que nous laissons au Maroc ; et en même temps que le noble Lord citait la poussée de notre commerce en Tunisie, il eût pu, ce me semble, indiquer un autre accord touchant Madagascar, qui suggère un tableau tout autre de ce que pourrait être au Maroc le commerce britannique. Par ailleurs, les droits que sacrifie la France à Terre Neuve étaient limités, reconnus comme tels, malgré que

l'étendue de ces limitations ait toujours constitué matière à controverse. Tandis qu'ici nous abandonnons, en échange des concessions françaises, des droits absolus.

Il y aurait nombre d'autres critiques du même ordre à faire ; ce n'est pas dans l'intention de diminuer l'effet de l'accord que j'ai indiqué ce qui précède, car je considère que l'on ferait absolument fausse route en l'envisageant au point de vue d'un marché conclu entre les deux pays, aussi ne poursuivrai-je pas la question de savoir lequel des deux y trouve le plus d'avantages. S'il est vrai, comme je le crois, que la France a gagné beaucoup tant au point de vue sentimental que matériellement, je ne lui en veux pas le moins du monde. Il est certain qu'elle bénéficie déjà beaucoup du fait de notre seul bon vouloir et, par suite, de nos concessions, et que ce sera déjà en soi une cause de satisfaction pour nos deux pays.

Le véritable point de vue qu'il convient de prendre à l'examen de cet accord est celui de la politique générale ; je ne trouve pas qu'il constitue une expression politique autant qu'une expression de bon vouloir sincère de la part des deux nations. Tel est l'esprit en lequel la Chambre voudra envisager l'accord dans son ensemble ; si elle veut bien l'étudier de près, elle verra combien cet accord est plus important dans l'esprit que dans la lettre, surtout par rapport à l'avenir. Prenons par exemple, l'article 9, relatif à l'Egypte et au Maroc : « Les deux gouvernements s'engagent à se prêter mutuellement leur appui diplomatique aux fins d'obtenir l'exécution des clauses de la présente déclaration relatives à l'Egypte et au Maroc ». Les mots « déclaration touchant l'Egypte et le Maroc » sont en soi quelque peu vagues comme l'est aussi la phrase « appui diplomatique ». Mais c'est précisément parce que tout dépend de l'esprit que cette clause, seule, comporte d'assez vastes possibilités, au regard des probabilités de la politique de l'avenir pour que les deux peuples fassent, par une interprétation libérale de cet article, servir l'accord à un rapprochement plus intime. Cette clause seule, interprétée dans l'esprit en lequel je crois l'accord conçu, fournira des occasions sans nombre d'amicales manifestations.

La caractéristique de cet accord est que, quoique conclu entre la France et nous, il traite des intérêts de tierces parties — ceux du Maroc, par exemple, et du Siam. Il me paraît que c'est un mode assez nouveau de s'occuper de tiers, mais j'ai toujours été d'avis, lorsqu'il s'agit des intérêts de pays peu stables, que les nations européennes ayant des intérêts communs traitent directement l'une avec l'autre plutôt que de laisser le règlement de leurs intérêts à l'intrigue ou aux controverses diplomatiques des Cours et des Puissances. Il vaut beaucoup mieux qu'elles usent de fran-

chise l'une envers l'autre, et, pour me servir de l'exemple cité par le noble Lord, je veux espérer que ce que le gouvernement a fait à l'égard du Maroc et du Siam, pourra servir de modèle, lorsque s'en présentera le moment favorable, pour les questions de Perse, de Chine, et autres endroits où nous avons des intérêts du même ordre. Il est vrai que cet accord commence par établir que les gouvernements en cause n'ont aucune intention de troubler le *statu quo* en Egypte ni au Maroc. Jusqu'à présent il semble que lorsque deux gouvernements insistent tout particulièrement sur leur désir et leur intention de maintenir le *statu quo*, cela signifie précisément qu'il se trouvait en danger imminent d'être bouleversé. Je reconnais, bien entendu, que c'est d'absolue bonne foi que les deux parties ont exprimé leur désir : cependant, le Maroc même n'est pas partie à cet accord, et nul ne saurait, à envisager l'avenir, se défendre d'éprouver l'appréhension que, pour ce qui le touche, le *statu quo* ne relève pas des décisions de l'Europe, car il est d'essence si instable que l'on n'oserait escompter son maintien avec confiance. L'accord consiste donc — et c'est en cela qu'il présente de grands avantages — à prescrire et à préserver la politique d'amitié entre les deux pays dans le cas où le *statu quo* serait ébranlé. Tant pour ce qui est de l'Egypte et du Maroc que de Terre Neuve, nous avons tous senti que depuis de longues années, nos relations avec la France menaçaient d'être affectées par des événements que ni l'un ni l'autre de nos gouvernements n'étaient en mesure de contrôler. Ces trois questions ont été, à elles seules, comme autant de mines flottant à la dérive dans les eaux de notre diplomatie, rendant la navigation difficile et périlleuse, et laissant craindre qu'il ne se produisît, à tout instant, malgré les meilleures intentions, quelque explosion qui porterait atteinte à nos rapports. Je ne pourrais assurer que l'accord ait totalement écarté ces questions, mais il en a du moins — bénéfice énorme — éliminé l'élément explosif.

Si nous en venons à examiner l'accord tel qu'il se présente, il paraît si simple que l'on est naturellement tenté de se demander : Pourquoi n'y est-on pas parvenu plus tôt ?

Le noble Lord a pris soin dans son discours de nous expliquer que quelque crédit qu'il attribuât au gouvernement pour l'avoir conclu, il ne le faisait pas aux dépens de ses prédécesseurs. Il était tout naturel qu'il fît cette réserve, car si le gouvernement actuel est au pouvoir, ce me semble, depuis deux ans, son prédécesseur fut, pendant treize années sur seize, le Ministère de Lord Salisbury. Or, celui-ci n'était pas l'adversaire des concessions amiables ; il était, au contraire, tout prêt à faire des concessions non-seulement commerciales, mais territoriales, s'il croyait, ce faisant, assurer des rapports favorables avec nos voisins d'Eu

rope — ce qui est tout-à-fait à son honneur. Lord Salisbury n'eût certainement pas été opposé à un accord du genre de celui-ci, s'il eût été possible plus tôt. Je ne crois pas qu'il l'eût été il y a deux ans, car je doute fort qu'aucun gouvernement eût pu, il y a peu d'années encore, recommander en toute confiance à la Chambre des Communes ou à l'opinion publique de ce pays les concessions que nous avons consenties dans cet accord, et je doute également que le gouvernement français s'y fût risqué de son côté. Il est de fait que la convention que nous venons de signer marque le point de départ d'une nouvelle politique non-seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour d'autres nations européennes. Il s'est produit d'autres faits au cours des dernières années qui n'eussent pas été possibles autrefois. L'Europe était jadis partagée en deux camps, je ne dirai pas hostiles, mais très certainement peu amicalement disposés — la Triple et la Double Alliance. Il existe à l'heure actuelle une tendance à atténuer la ligne de démarcation entre ces deux camps : l'Italie a négocié directement avec la France, l'Autriche de son côté en a fait autant avec la Russie, nous avons participé à notre tour à ce rajustement des rapports entre Puissances en nous efforçant de créer plus de franchise et d'amitié entre nous et la France, ce qui n'eût pas été possible, tant que l'atmosphère n'était pas devenue plus favorable.

Comment ce changement s'est-il produit? Le noble Lord a déclaré que le Chef d'Etat français et notre Roi y ont été pour beaucoup ; les gouvernements des deux pays y sont aussi pour une bonne part. Je corrobore entièrement ce que le noble Lord a dit de la bonne volonté avec laquelle Lord Lansdowne a saisi l'occasion favorable qui s'offrait ; il convient également de faire ressortir que, de l'autre côté, M. Delcassé l'a saisie avec autant d'empressement. Certains groupes de cette Chambre et de la Chambre française ont contribué à amener ce changement d'atmosphère par leurs rapports mutuels d'amitié, et il ne faudrait pas oublier la part qu'y a pris la presse des deux côtés de la Manche : sans sa coopération, je doute fort que les efforts combinés, quelle que fût l'excellence de leurs intentions, eussent pu aboutir. Le résultat en a été de rendre possible un accord tel que celui qui nous occupe. Ne dit-on pas quelquefois que la bonne volonté n'est pas un appoint qui puisse compter entre nations? Certes, il n'est pas possible de le mettre en écrit comme les conditions d'un traité ; cependant tout ce que l'on écrit, que l'on exprime en termes précis est sans valeur, s'il n'est étayé de bon-vouloir. Comme tous les rapports humains, le bon vouloir et l'amitié sont susceptibles d'être bouleversés par les événements imprévus de l'avenir, mais nous comprenons tous que toute mésentente entre nous et un autre pays est un danger qui

entraîne pour nous des inquiétudes et des dépenses, aussi je ne vois pas pourquoi nous ne tiendrons pas compte de la bonne volonté comme d'un appoint de quelque valeur, et plus particulièrement dans ce cas-ci, car je considère que la France entre toutes a témoigné d'une certaine capacité d'amitié peu commune entre nations. Il en est beaucoup qui dirigent leurs rapports avec une convenance parfaite et toutes les formes extérieures de l'amitié, mais lorsque la France a eu de bonnes relations avec d'autres Puissances, elle s'est toujours particulièrement distinguée par sa capacité d'amitié. Nul ne saurait manquer de remarquer, à observer les relations entre la France et la Russie depuis que la Double Alliance fut portée à la connaissance du monde, que dès l'instant que la France a donné son amitié, il n'est pas de meilleure amie : c'est pourquoi je suis d'avis qu'en cet accord le bon vouloir, qui n'en est pas tant le résultat que la cause première, est, entre nos deux pays, un précieux appoint. Je veux espérer que l'amitié à laquelle je fais la part si belle dans nos bons rapports continuera à les maintenir et que les gouvernements actuels et leurs successeurs, de part et d'autre de la Manche, feront également leur possible pour entretenir ce bon vouloir, que je considère basé sur la reconnaissance réelle pour la première fois, de notre part et de celle de la France, que nous avons cessé d'être des Puissances agressives.

Je crois, pour ce qui nous concerne, que le sentiment que nous ne sommes pas une Puissance agressive commence réellement à se répandre de par le monde. (*Un Honorable membre :* « Le Thibet »). Cette opinion peut sembler un peu prématurée. Un Honorable Membre s'est écrié « Le Thibet ». Je n'ai nullement l'intention d'aborder des sujets à controverse. — Il peut paraître prématuré, et quelque peu osé de faire une pareille affirmation si peu de temps après les commentaires soulevés en Europe par la guerre boer, et cependant je lui crois un certain fondement. Ce que le noble Lord a si bien exprimé tout-à-l'heure touchant la consolidation de nos possessions n'est pas une nouveauté : cela a déjà été dit, mais jamais avec une acceptation aussi générale par cette Chambre ni avec une sincérité de sentiment aussi grande. La nécessité de consolider et, je ne dirai pas de restreindre, mais de s'abstenir dans l'avenir de nouvelles expansions, s'impose et continuera de s'imposer au pays ; et s'il y a encore, à l'heure actuelle, quelque tendance d'expansion comme par exemple au Thibet — s'il existe là, dis-je, une exception — je tiens à rappeler à la Chambre que je m'occupe ici non pas des faits et gestes du gouvernement, mais de l'état de l'opinion publique, et le fait que celle-ci suive d'aussi près le cours des événements au Thibet, les appréhensions qu'elle n'a cessé d'exprimer, sont autant de preuves

que le pays désire que l'on restreigne les possibilités d'expansion et de responsabilités futures. Il n'y a pas de doute que la fraîcheur de nos rapports avec la France, il y a quelques années, provenait du fait que nous possédions un Empire colonial qui allait en s'accroissant, tandis que la France elle aussi désirait en avoir un. Mais à présent qu'elle possède un empire colonial — lequel demande sans doute encore, en grande partie, à être développé, mais qui offre néanmoins de grandes possibilités — la France a fini par comprendre que les concessions que nous avons faites en Afrique pour des droits nous appartenant incontestablement, nous les avons consenties volontiers dans le but de lui permettre d'y développer sa puissance. Elles ne représentent pas tant l'idée d'un équivalent à l'arrangement de Terre Neuve, que notre opinion que ces concessions en Gambie et le rajustement de territoire dans la région du lac Tchad sont pour nous d'une importance minime, tandis qu'elles sont essentielles à la France. Elles sont aussi un témoignage de notre bonne volonté.

Tel est l'esprit en lequel a été conclu cet accord, tel il a aussi été, je crois, conçu par la France ; nous verrons donc dans l'avenir ces deux empires dans l'Ouest-Africain — car ils seront pour une grande partie limitrophes — développant en même temps que leurs ressources, les relations amicales entre nos deux Puissances. C'est donc avec joie que j'accueille cet accord, et j'espère, ainsi que l'a dit le noble Lord, que le gouvernement ne laissera échapper aucune occasion, partout où il sera possible, d'en user comme d'un modèle pour d'autres cas. Je crois, en outre, qu'il offre les meilleures possibilités pour nous de conserver le contact avec la France, d'accroître les rapports d'amitié pour le plus grand avantage de nos deux pays, de manière que ces points de contact ne soient plus, comme par le passé, prétextes à querelles et à discussions, mais autant d'occasions d'échange de marques internationales de courtoisie.

APPENDICE C

MEMORANDUM D'UNE ENTREVUE ENTRE SIR EDWARD GREY ET M. CLEMENCEAU LE 28 AVRIL 1908.

Foreign Office, 28 avril 1908.

M. Clemenceau a eu ce matin une conversation avec moi au Foreign Office.

Il appuya avec force sur sa conviction que nous nous verrions contraints, tout comme nous dûmes le faire du temps de Napoléon, à intervenir sur le continent européen contre toute Puissance qui y atteindrait à une situation de prédominance.

Il dit que nous devrions y être préparés, qu'il comprenait que la conscription pût ne pas nous convenir, M. Morley lui ayant expliqué à quel point tout le monde chez nous étant activement absorbé par le commerce, ne saurait y renoncer une ou deux années durant pour subir une instruction militaire. Mais nous pourrions, à son avis, adopter quelque chose dans le genre du système suisse qui nous mettrait en situation d'intervenir, le cas échéant, sur le Continent.

Que ceci était pour lui de la plus haute importance. Le sort de Napoléon s'était décidé non pas à Trafalgar, mais à Waterloo, et il faudrait que ce fût le cas une fois de plus pour toute Puissance qui s'efforcerait de régir le continent pour peu que l'on veuille empêcher une pareille domination.

Je lui répondis que les récentes réformes effectuées par M. Haldane, quoique comportant une réduction de quelque 20.000 hommes de l'armée régulière, tendaient à donner une instruction plus complète aux volontaires, de façon à en faire un élément utile dans l'organisation générale, au lieu de les traiter en quantité négligeable sans attribution précise, comme on l'avait fait jusque-là. Le système de M. Haldane offrait d'ailleurs des possibilités de développement.

J'admis qu'il n'avait pas encore été poussé au point de nous

permettre de mettre en ligne des forces importantes, mais qu'il importait, en étudiant cette question, de tenir compte de notre intention de maintenir notre flotte dans un état de suprématie absolue.

Nous étions arrivés à la conclusion, cette année, que nous avions environ douze mois devant nous pour observer non pas ce que l'Allemagne se proposait de faire, mais ce qu'elle ferait effectivement. S'il ressortait qu'elle avait poussé son programme naval dans la proportion prévue, nous accroîtrions très certainement notre budget naval l'année prochaine ; tout gouvernement qui manquerait de le faire provoquerait infailliblement dans le pays une panique et serait renversé.

Il n'y avait pas de doute, cependant, que le pays se sentant prêt, comme j'étais certain qu'il l'était, à voter les dépenses nécessaires au maintien de la maîtrise des mers, ne jugeait pas que lui incombât l'obligation d'entretenir en même temps une armée nombreuse.

M. Clemenceau répondit que ce lui semblait tout-à-fait naturel, mais que le gouvernement devrait se rendre compte de la situation réelle sur le Continent, et de la nécessité d'intervention qui pourrait à tout instant s'imposer à nous. Dans les conditions modernes, la situation ne se développerait pas aussi graduellement qu'au temps de Napoléon, les choses iraient avec une bien plus grande rapidité, et tout pourrait bien être terminé avant que nous n'ayions eu le temps de nous en mêler, faute de nous être préparés à l'avance.

Il se pourrait que pareille éventualité ne se produisît pas de sitôt, et que ni lui ni moi n'en soyions témoin. Mais elle pourrait, par contre, surgir à n'importe quel moment. L'Empereur allemand constituait le facteur le plus imprévisible en Europe : il était impulsif, chatouilleux de son prestige personnel, et disposait de forces énormes. Il continuerait très certainement à construire des bateaux, parce que s'arrêter serait admettre une défaite : la situation avait tendance à empirer.

Je répondis qu'à mon avis l'Empereur était, sans doute, impulsif et se complaisait à faire sensation, mais qu'il ne recherchait pas, en somme, autre chose que de menus succès ; que je doutais par conséquent qu'il lui prît envie de précipiter une crise véritablement menaçante. Que je sentais cependant qu'il fallait entrer dans ses vues pour des questions ne se trouvant pas en opposition avec nos intérêts : c'est ce qui avait été fait dans le cas de l'accord sur la mer du Nord.

Que, de plus, tout en reconnaissant que la situation pourrait, certaines circonstances aidant, devenir alarmante, il me semblait que l'on devait considérer la Russie comme faisant, sur terre, un solide contrepoids à l'Allemagne.

M. Clemenceau répondit qu'il était très désirable que la Russie devînt un contrepoids, mais qu'elle n'avait à l'heure actuelle, ni gouvernement compétent, ni argent, et qu'elle resterait encore faible pour une période indéterminée. Il remarqua incidemment que si la Russie avait remporté la victoire sur le Japon, tout son avenir se serait trouvé tourné vers l'Asie et qu'elle se serait complètement retirée de la politique européenne.

Je lui fis remarquer que la question financière pourrait bien, dans les années à venir, devenir pour l'Allemagne une sérieuse difficulté susceptible de la retenir.

M. Clemenceau riposta qu'il ne croyait pas que le manque d'argent eût jamais mis obstacle à des préparatifs militaires. Qu'il pensait que l'Empereur envisagerait comme une défaite l'obligation de restreindre sa construction navale, et que l'Allemagne continuerait par conséquent à emprunter d'année en année, afin de mettre son programme à exécution. L'Allemagne n'avait pas comme la France une grosse Dette Nationale. Il est vrai que pour pouvoir mieux emprunter, elle était désireuse d'obtenir d'être cotée à la Bourse de Paris ; mais comme ceci amènerait infailliblement une baisse des valeurs françaises en même temps que la hausse des valeurs allemandes, il n'était pas de gouvernement français qui le permettrait.

M. Clemenceau poursuivit en disant combien il était curieux que l'Allemagne s'efforçât sans cesse de mettre le grappin sur la France. On répétait continuellement aux Français que leurs intérêts se rapprochaient beaucoup de ceux de l'Allemagne bien plus que de ceux de l'Angleterre et que ce qu'il fallait à la France, c'était un arrangement pratique avec l'Allemagne.

Je répondis que je savais, en effet, que cela se disait. Que nous aussi recevions constamment les avances de l'Allemagne, comme par exemple, au point d'en devenir parfois tout-à-fait embarrassantes, des visites ou des invitations d'associations variées.

Mais que je ne pouvais comprendre pourquoi, si l'Allemagne voulait poursuivre une politique d'accord avec la France, elle ne l'avait pas conclue avant la Conférence d'Algésiras pendant que M. Rouvier était au pouvoir.

M. Clemenceau répondit que l'Allemagne ne cessait de commettre des gaffes, suivant tantôt une voie, tantôt une autre. Il me raconta à titre d'exemple des ouvertures continuelles faites par l'Allemagne à la France et que, lorsqu'il avait récemment prononcé un discours relatif à l'Alsace, la première personne qui le félicita à son retour à Paris fut l'Ambassadeur d'Allemagne.

Je demandai à M. Clemenceau si l'Alsace-Lorraine ne demeurait pas un empêchement dirimant à tout rapprochement réel entre la France et l'Allemagne. Il me répondit que c'en était un en effet, et plus puissant que jamais.

Je lui dis que l'on m'avait raconté qu'il avait suffi d'une allusion à ce sujet pour rompre l'entrevue de M. Etienne avec l'Empereur allemand, M. Clemenceau me dit que c'était, en effet, exact.

Que la population d'Alsace-Lorraine était restée aussi française dans ses sentiments et son attachement que jamais. Tant qu'il en serait ainsi, quels que fussent les bons rapports entre la France et l'Allemagne, et malgré que les affaires courantes pussent être réglées de façon amicale, il ne saurait y avoir aucun arrangement définitif.

Au cours de notre conversation, M. Clemenceau me dit qu'il était fortement impressionné par la confiance que professaient les généraux qui se trouvaient à la tête de l'armée française de pouvoir résister à une attaque. Mais il fallait se souvenir qu'en admettant même que le mieux pût être de rester sur la défensive, cela s'accordait peu avec le tempérament français lorsqu'il y avait guerre.

Il était cependant si absolument certain que la France était encline à la paix que, s'il devait y avoir une guerre entre elle et l'Allemagne, c'en serait une où elle se trouverait absolument dans son droit et ne serait pas l'agresseur. M. Clemenceau me dit aussi que la grande crainte des généraux allemands était qu'en cas de guerre l'Empereur, en sa qualité de « Seigneur de la guerre », veuille à tout prix prendre le commandement.

M. Clemenceau me parla également de la situation de l'Italie et insista sur l'importance qu'il y avait à la maintenir en bonne humeur.

Je lui expliquai que nous avions fait de notre mieux pour donner satisfaction à l'Italie par rapport à l'Abyssinie, en l'assurant qu'en cas d'accord tripartite, la part qui lui reviendrait, si l'Abyssinie se désagrégeait, serait prélevée sur notre portion du pays.

Dernièrement encore, l'Italie nous avait pressés, de façon fort déplaisante au sujet de la frontière de la Tripolitaine. Si, comme elle le désirait, nous avions conclu un arrangement avec elle pour cette frontière, les Turcs n'auraient pas manqué d'en être informés et nous causeraient des ennuis en Egypte. J'étais cependant parvenu à apaiser les susceptibilités des Italiens en leur expliquant qu'à notre avis l'endroit auquel ils attachaient le plus d'importance se trouvait en territoire turc, ce qui signifiait que nous ne pouvions par conséquent mettre en avant aucune revendication pour le compte de l'Egypte.

A présent, c'était au sujet du trafic d'armes et des redevances en Abyssinie que les Italiens ne cessaient de nous talonner et de nous demander d'appuyer leur manière de voir auprès de la France ; je croyais donc qu'il serait nécessaire que le gouvernement français coopérât en ces questions, si l'on voulait entrer dans les vues de l'Italie.

M. Clemenceau parla ensuite de la Macédoine, et dit ne rien comprendre à notre proposition touchant le gouverneur général. Cela lui paraissait impliquer que, comme dans le cas de la Roumélie Orientale, la Turquie serait dépouillée de ces territoires.

Je lui expliquai que nous nous étions déclarés prêts à accepter Hilmi comme Inspecteur, et que le but principal était d'assurer que son administration ne sombrât pas dans le désordre et ne soit pas bouleversée par des ordres secrets donnés par le Palais, derrière le dos de Hilmi, à ses subordonnés en Macédoine.

Mais je comprenais parfaitement la position délicate dans laquelle se trouvait placée la France vis-à-vis de l'Allemagne et de la Macédoine à cause de la situation au Maroc. (M. Clemenceau s'était précédemment déclaré fort inquiet d'une intervention possible de l'Allemagne au Maroc, appelant tout particulièrement mon attention sur la déclaration de M. von Schoen à l'effet que, quoique l'Allemagne ne se plaignît pas de l'action française au Maroc, elle pourrait se trouver dans l'obligation de protéger ses ressortissants, s'il survenait des circonstances non prévues par l'acte d'Algésiras). Aussi m'étais-je soigneusement abstenu d'insister auprès du gouvernement français pour qu'il prît part à quoi que ce fût à Constantinople susceptible de le mettre en conflit avec l'Allemagne.

Cependant nous ne pouvions, pour notre part, continuer à participer à la farce des Réformes macédoniennes ni admettre de faire semblant de voir des améliorations, de trouver que tout était pour le mieux, alors qu'il en allait tout autrement ; aussi était-il nécessaire que nous disions quelles seraient les mesures qui nous paraîtraient efficaces.

(Signé) E. G.

APPENDICE D

DISCOURS DE SIR EDWARD GREY A LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 3 AOUT 1914

Je déclarais ici la semaine dernière que nous travaillions à la paix, non seulement du pays, mais au maintien de la paix de l'Europe.

Aujourd hui, les événements se succèdent avec une rapidité si grande, qu'il est extrêmement difficile d'établir la situation avec une rigoureuse exactitude. Il est cependant manifeste que la paix européenne ne peut plus être sauvegardée ; déjà la Russie et l'Allemagne se sont déclaré la guerre.

Avant d'exposer la position du gouvernement anglais, je voudrais éclairer la question de façon qu'avant de faire connaître notre attitude au regard de la crise actuelle, la Chambre sache exactement quelles sont les obligations auxquelles est tenu le gouvernement, ou qui pourraient incomber au Parlement, s'il y avait une décision à prendre. Avant tout, laissez-moi vous dire très brièvement que nous avons travaillé sans relâche, et ceci avec toute la sincérité, avec toute la fermeté possible, pour maintenir la paix. La Chambre peut être tranquille sur ce point. C'est ainsi que nous avons toujours agi pendant ces dernières années, tout au moins en ce qui concerne le gouvernement anglais, et nous n'aurions aucune difficulté à le prouver :

Durant la crise balkanique nous avons, de l'avis de tous, travaillé au maintien de cette paix. La coopération des grandes Puissances européennes contribua à la poursuite de l'œuvre pacificatrice pendant ce conflit. Il est vrai que parmi celles-ci, quelques-unes éprouvèrent de grandes difficultés à concilier leurs points de vue. Il fallut beaucoup de temps, de labeur et de discussions pour supprimer les divergences ; néanmoins la paix fut assurée, parce qu'elle était leur principal objectif, et que les nations donnèrent volontiers leur temps et leur peine, afin de ne pas aggraver les difficultés par leur précipitation.

Dans la crise actuelle, il n'a pas été possible de sauvegarder la paix européenne, parce que le temps fut limité, et que l'on a pu remarquer une tendance — du moins dans certaines sphères sur lesquelles je n'insisterai pas, — à précipiter une décision au risque de compromettre la paix. Le résultat de ceci, nous le savons aujourd'hui, est que la politique de paix, du moins en ce qui concerne les grandes puissances, est en danger.

Il n'est pas besoin d'insister sur ce point. Je n'ai pas davantage l'intention de dire sur qui nous paraît retomber le blâme, quelles furent les puissances les plus pacifiques, quelles furent au contraire les plus disposées à mettre la paix en danger. Je voudrais que la Chambre considérât le conflit actuel au point de vue des intérêts anglais, de l'honneur anglais, et des obligations anglaises, indépendamment des motifs qui ont amené la rupture de la paix.

Nous publierons, dès que nous le pourrons, les documents concernant les événements qui se déroulèrent la semaine dernière, alors que nous travaillions encore pour la paix. Lorsque ces documents auront été publiés, j'ai la conviction qu'ils éclaireront tous et chacun sur l'énergie, la bonne foi, et la continuité de nos efforts en faveur de la paix, et qu'ils permettront à tous de former leur jugement sur les forces mises en action contre elle.

Le Ministre de Russie, M. Isvolsky, vint à Londres — ou plutôt il se trouva y venir, sa visite étant décidée avant que n'éclatât la crise. Je lui fis alors entendre clairement que le conflit en question étant une affaire essentiellement balkanique, je ne considérais pas que l'opinion publique de ce pays dût approuver notre attitude, au cas où nous lui prometrions autre chose qu'un appui diplomatique. Jamais il ne nous fut demandé davantage, jamais rien de plus ne fut ni donné ni promis.

Dans le conflit actuel, et jusqu'à hier, nous n'avons rien promis de plus qu'un appui diplomatique.

A présent, je dois éclairer la Chambre sur cette question d'obligation ; il me faut, pour ceci, remonter à la première crise marocaine de 1906. — C'était l'époque de la Conférence d'Algésiras laquelle survint à une période très difficile pour le gouvernement anglais, au moment des élections générales, alors que les ministres se trouvaient précisément dispersés à travers le royaume. Il me fallait passer 3 jours par semaine dans ma circonscription et 3 jours au Foreign Office ; — c'est alors que me fut posée la question si nous prêterions ou non notre concours armé au cas où cette crise se développerait en une guerre entre la France et l'Allemagne.

Je répondis alors que je ne pouvais m'engager envers aucune Puissance, à moins d'être assuré d'obtenir dans la suite l'appro

bation et la sympathie de l'opinion publique, — j'ajoutai qu'à mon avis si la guerre s'était trouvée imposée à la France, du fait de la question marocaine — question qui venait d'être l'objet d'un accord entre notre pays et la France, extrêmement populaire des deux côtés — si donc la France, en dehors de cet accord, s'était vue contrainte à déclarer la guerre, l'opinion publique se serait ralliée à l'idée de prêter main-forte à la France.

Je ne fis aucune promesse, mais j'exprimai mon opinion, lors du conflit en des termes presque identiques, autant que je puis me les rappeler, aux Ambassadeurs de France et d'Allemagne de l'époque.

Je n'ai fait aucune promesse, je n'ai employé aucune menace, j'ai simplement exprimé mon opinion personnelle. La position que j'adoptai fut agréée du gouvernement français, mais celui-ci me dit alors, et, me semble-t-il à juste titre : « Si vous jugez « qu'au cas où surgirait un conflit imprévu, l'opinion anglaise « puisse approuver l'octroi du secours armé à la France, que vous « ne pouvez prendre sur vous de promettre à l'avance, vous « ne serez pas en mesure d'apporter cette aide au moment voulu, « même si vous le désiriez, s'il n'y a pas eu des entretiens préa- « lables entre nos experts navals et militaires ».

La remarque était juste. J'en convins, et j'autorisai ces rencontres d'experts, mais à la condition expresse que rien de ce qui se passerait entre les experts militaires et navals, ne lierait l'un ou l'autre des gouvernements, ni ne restreindrait d'aucune façon leur liberté de décision de se prêter ou non main forte lorsqu'en viendrait l'heure.

Ainsi que je le disais à la Chambre, des élections générales étaient imminentes, il me fallut assumer la responsabilité d'agir sans le Cabinet, celui-ci ne pouvant être convoqué. Il fallait donner une réponse — je consultai Sir Henry Campbell-Bannermann le Premier Ministre ; je consultai, il m'en souvient, Lord Haldane, alors Secrétaire d'Etat à la guerre, ainsi que le Premier Ministre actuel, qui était à cette époque Chancelier de l'Echiquier : il n'était pas en mon pouvoir de faire davantage. Ceux-ci m'approuvèrent, à la condition toutefois que le gouvernement conservât son entière liberté en cas de crise.

Le fait même des entretiens entre experts fut, bien plus tard — sans doute parce que la crise passa et perdit de son importance — porté à la connaissance du Cabinet.

Puis vint l'affaire d'Agadir — nouvelle crise marocaine — au cours de laquelle j'adoptai exactement la même ligne qu'en 1906. Plus tard cependant, en 1912, après discussion et examen du Cabinet, il fut décidé que nous devions établir un accord définitif et écrit sous forme seulement de lettre officieuse, portant que les

dits entretiens n'engageraient en rien la liberté d'action des gouvernements respectifs ; j'écrivis donc le 22 novembre 1912 à l'Ambassadeur de France la lettre dont je vais donner lecture à la Chambre, et reçus de celui-ci une réponse conçue en des termes analogues.

La lettre que je vais lire est la preuve de ce que je viens d'exposer, et servira vis-à-vis du public d'attestation que, quelque fussent les propos échangés entre les experts militaires et navals, ils n'engageaient en rien le gouvernement.

Monsieur l'Ambassadeur,

A plusieurs reprises, au cours des dernières années, les experts militaires et navals de France et d'Angleterre ont conféré ensemble. Il a toujours été entendu que de telles consultations ne devaient pas limiter, pour l'un ou l'autre des deux gouvernements, la liberté de décider, à n'importe quel moment de l'avenir, s'il prêterait ou non, à l'autre, son concours armé.

Nous avons convenu que ces consultations entre experts ne sont, ni ne doivent être considérées comme des engagements qui contraindraient l'un ou l'autre gouvernement à l'action dans une éventualité qui ne s'est pas encore produite, et peut ne jamais se produire.

Ainsi les préparatifs des flottes française et anglaise respectivement ne sont pas le résultat d'un engagement de collaboration navale — en ce qui concerne notre liberté de décider, dans une crise, de notre ligne de conduite, c'est-à-dire de notre intervention ou de notre abstention ; le gouvernement demeurait entièrement libre et, *a fortiori*, la Chambre des Communes.

Je dis cela pour dégager le terrain en ce qui concerne nos obligations : — il était nécessaire, à mon avis, pour prouver aux Communes notre bonne foi, de leur donner aujourd'hui ces renseignements complets, et de leur dire, — ce qui, je pense, se dégage nettement de la lettre que je viens de lire — que nous considérons que rien dans nos relations diplomatiques avec les autres puissances n'est de nature à restreindre la liberté du gouvernement quant à l'attitude à prendre actuellement, ni la liberté de la Chambre sur son attitude propre.

Messieurs, j'irai plus loin, et je dirai que la situation actuelle n'est pas exactement ce qu'elle était au moment de la question marocaine. Celle-ci était à l'origine un conflit concernant la France, un conflit l'atteignant, nous semblait-il, à cause même de l'accord intervenu entre nous, accord connu du monde entier, par lequel nous nous engagions à lui prêter notre appui diplomatique. Sans doute n'étions-nous obligés à rien de plus qu'à un

appui moral : nous avions néanmoins, du fait de ce document officiel, le devoir de soutenir diplomatiquement la France dans cette question. Toute autre est l'origine de la crise actuelle et sans aucun rapport avec la question marocaine ; son point de départ n'est pas une question sur laquelle nous ayons fait un accord avec la France, ni même qui concerne celle-ci directement, mais bien une querelle entre l'Autriche et la Serbie. Je puis certifier avec la plus absolue confiance, qu'aucun Gouvernement ne désire moins être entraîné dans une guerre, à cause d'un désaccord entre l'Autriche et la Serbie, que le gouvernement français. Il s'y trouve entraîné de par une obligation d'honneur, conséquence de son alliance avec la Russie.

Il n'est que juste de reconnaître que ce sentiment d'honneur ne s'applique pas à nous de la même façon ; nous ne sommes point partie à l'alliance Franco-Russe ; nous en ignorons jusqu'aux clauses. J'espère avoir sincèrement et complètement éclairci le point relatif à l'obligation.

J'en arrive à ce qu'exige de nous la situation : Depuis de longues années déjà, un lien amical nous unit à la France. (*Un Hon. Membre* : « Et à l'Allemagne! ») Je me souviens des sentiments de la Chambre — et des miens (car j'ai parlé à ce sujet lorsque le dernier gouvernement conclut son entente avec la France) ; de la chaude et cordiale impression qui se manifesta, lorsque les deux nations, après avoir été éloignées dans le passé par tant de désaccords se trouvèrent rapprochées — Je me vois encore déclarant qu'une influence bienfaisante me semblait avoir concouru à créer cette atmosphère de cordialité qui rendit le rapprochement possible. Toutefois, si loin qu'aillent les obligations imposées par cette amitié, — amitié entre les nations et ratifiée par elles, — faut-il encore que chacun reste libre d'examiner ses sentiments, et de fixer l'étendue de ses propres obligations. Pour ma part je les interprète selon mes sentiments personnels, mais loin de moi la penser d'influencer qui que ce soit au-delà de ce que lui dicteront ses sentiments intimes. La Chambre jugera individuellement et collectivement; mon rôle se bornera à lui exposer ici mes vues personnelles sur la question.

La flotte française est, à l'heure actuelle, dans la Méditerranée ; ses côtes restent, en conséquence, entièrement sans défense au Nord et à l'Ouest. La marine française étant concentrée dans les eaux méditerranéennes, la situation diffère totalement de ce qu'elle était dans le passé du fait de l'amitié qui, liant les deux pays, a inspiré à la France une sécurité complète à notre égard. J'ai le sentiment qu'au cas où une flotte étrangère s'attaquerait à la France sans provocation et, pénétrant dans la Manche, bombardait les côtes de la France restées sans défense, il ne nous serait

pas possible de demeurer à l'écart, les bras croisés, passifs et indifférents. Je crois aussi que tel serait l'avis du pays. Il est des moments où l'on sent que si ces circonstances se réalisaient, ce sentiment se répandrait avec une irrésistible force à travers le pays tout entier.

Je veux cependant, faisant abstraction de tout sentiment, considérer la question du seul point de vue des intérêts britanniques, c'est là-dessus que j'ai l'intention de fonder et de justifier ce que je vais avoir l'honneur d'exposer devant la Chambre. Si nous ne disons rien, que devra faire la France de sa flotte dans la Méditerranée ? Si elle l'y laisse, sans rien savoir de nos intentions à son égard, ses côtes Nord et Ouest resteront absolument sans défense, à la merci d'une flotte allemande pénétrant dans la Manche pour y agir à sa guise en une lutte de vie ou de mort entre les deux nations. Si nous ne disons rien, il se peut que la France retire sa flotte de la Méditerranée. Nous sommes en présence d'une conflagration européenne dont personne ne saurait limiter les conséquences possibles. Supposons qu'aujourd'hui nous prenions le parti de rester neutres, et déclarions : « Non, nous ne pouvons prendre l'engagement de soutenir l'un ou l'autre parti dans ce conflit. » Supposons toujours que la France retire sa flotte de la Méditerranée, et admettons les conséquences déjà redoutables par ce qui s'est produit en Europe, même pour les pays demeurés en paix — en fait, elles sont également redoutables, qu'ils soient en paix ou en guerre. Admettons que surgissent de tous ces faits des conséquences imprévues rendant tout-à-coup nécessaire, pour la défense des intérêts vitaux de l'Angleterre, notre entrée en guerre. Admettons encore, ce qui est très possible, que l'Italie, qui présentement est neutre (*un Hon. Membre* : très bien ! très bien !) parce qu'elle considère cette guerre comme une guerre d'agression, et, la triple Alliance, étant une alliance défensive, les circonstances ne lui imposent aucune obligation ; admettons que des conséquences encore imprévues, mais parfaitement légitimes au point de vue de ses intérêts, contraignent l'Italie à abandonner son attitude de neutralité à un moment où nous nous verrions contraints de notre côté, pour la défense des intérêts essentiels de la Grande-Bretagne, à nous battre — quelle serait alors la situation dans la Méditerranée ! — Il se pourrait que ces conséquences nous soient imposées à un moment critique, du fait de l'importance vitale de nos voies commerciales dans la Méditerranée.

Personne ne saurait dire si, d'ici quelques semaines, le libre passage de l'une de nos voies commerciales dans la Méditerranée ne sera pas une question vitale pour le pays. Quelle serait alors notre situation? — Nous n'avons pas conservé dans la Méditerranée une flotte qui soit de force à se mesurer seule avec plusieurs

autres flottes réunies. Ce serait au moment précis où nous ne pourrions y détacher plus de vaisseaux, et notre attitude présente de neutralité pourrait avoir exposé le pays aux risques les plus redoutables. Je parle ici du point de vue des intérêts anglais. Nous sentons très nettement que la France a le droit de savoir — et de savoir immédiatement — si oui ou non, dans le cas d'une attaque contre ses côtes sans défense au Nord et à l'Ouest, elle pourrait compter sur notre secours. En ces circonstances urgentes j'ai remis hier après-midi, à l'Ambassadeur de France la déclaration que voici :

« Je suis autorisé à vous donner l'assurance que, si la flotte alle-
« mande pénètre dans la Manche ou dans la mer du Nord pour
« opérer contre les côtes ou la navigation française, la flotte britan-
« nique se fera un devoir de les protéger de tout son pouvoir.
« Cette assurance reste d'ailleurs subordonnée à la condition que le
« gouvernement de Sa Majesté recevra l'approbation du Parlement
« et ne doit pas être considérée comme engageant le gouvernement
« anglais à faire quoi que ce soit, avant que ne se produise l'éven-
« tualité ci-dessus prévue d'une attaque de la flotte allemande ».

Je lis ceci à la Chambre, non comme une déclaration de guerre de notre part, ni même comme un engagement d'action immédiate, mais comme nous liant à prendre un parti actif au cas où les circonstances l'exigeraient. Les faits se précipitent d'heure en heure. Les nouvelles ne cessent de nous arriver ; il en est une que je ne puis affirmer absolument, mais je crois bien que le gouvernement allemand serait disposé, si nous consentions à nous engager à rester neutres, à donner l'assurance que sa flotte n'attaquerait pas les côtes du Nord de la France. Je n'ai eu connaissance de cette possibilité qu'au moment de me rendre à la Chambre ; ce serait en tous cas un engagement beaucoup trop restreint pour notre usage. Et il est, Messieurs, une considération plus grave encore, qui le devient d'heure en heure davantage : la question de neutralité de la Belgique.

Il me faut, ici, vous exposer assez longuement notre situation vis-à-vis la Belgique. Le facteur principal est le traité de 1839 — mais ce traité a son histoire, une histoire qui s'est créée depuis. En 1870, lors de la guerre entre la France et l'Allemagne, la question de la neutralité belge se trouva soulevée et il fut question de bien des choses... Entre autres, le Prince de Bismarck assura à la Belgique que, pour confirmer son assurance verbale, il faisait une déclaration écrite — à son avis superflue étant donné le Traité existant, que la Confédération germanique et ses alliés respecteraient la neutralité de la Belgique à la condition, bien entendu, qu'elle le fût par les autres puissances belligé-

rentes. C'était là, en 1870, une reconnaissance formelle, de la part de l'Allemagne, du caractère sacré des droits conférés par ce traité.

Quelle fut notre propre attitude ?

Les personnes qui en décidèrent alors au nom du gouvernement anglais furent : Lord Granville, à la Chambre des Lords, et M. Gladstone, à la Chambre des Communes. Le 8 août 1870, Lord Granville s'exprima en ces termes :

« Nous aurions pu déclarer au pays et aux nations étrangères, « qu'à notre avis, l'Angleterre n'était liée ni au point de vue moral « ni au point de vue international, ni même par ses intérêts, au « maintien de la neutralité belge — Malgré que cette façon d'agir « pût présenter quelques avantages, qu'il pût sembler aisé d'y « adhérer, et pût nous préserver d'un danger immédiat, le gouver- « nement anglais jugea impossible de l'adopter au nom du pays, en « considération de l'honneur même et des intérêts nationaux ».

Deux jours plus tard, M. Gladstone disait à son tour :

« Il y a, j'en conviens, les obligations du traité ; il n'est pas « nécessaire, et le temps m'en ferait défaut, d'entrer dans les con- « sidérations complexes des obligations qui en découlent ; mais je « ne saurais souscrire à la doctrine de ceux qui ont soutenu à la « Chambre, ce qui équivaut à une affirmation, que le simple fait « de l'existence d'un traité de garantie lie chacune des parties, « indépendamment des conditions particulières où se pourraient « trouver celles-ci lorsque sonnerait l'heure de faire jouer ces « garanties.

« Les autorités éminentes en matière de politique étrangère, « que j'ai coutume d'écouter, tels que Lord Aberdeen et Lord Pal- « merston, ne partagèrent jamais, à ma connaissance, cette notion « intransigeante, et si j'ose dire impraticable, de la garantie. Le « fait qu'il existe déjà des garanties en vigueur est nécessairement « d'importance et devient un élément de valeur dans le cas auquel « il importe que nous apportions aujourd'hui toute notre attention.

« Il est encore une autre considération dont nous devons tous « sentir profondément l'importance, c'est l'intérêt que nous avons « tous au maintien de l'équilibre des Puissances contre l'agrandis- « sement démesuré de l'une d'elles ».

Le traité est ancien — 1839 — et le point de vue exprimé date de 1870. Il figure au nombre des traités établis dans l'intérêt, non seulement de la Belgique qui en bénéficie, mais encore de ceux qui garantissent sa neutralité.

L'honneur et l'intérêt sont au moins aussi puissants aujourd'hui qu'en 1870, et nous ne pouvons, vraisemblablement envisager de façon plus étroite et moins sérieuse, la question de nos

obligations et de leur importance, que ne le fit, en 1870, le gouvernement de M. Gladstone.

Je vais donner connaissance à la Chambre de ce qui s'est passé la semaine dernière.

Dès le début de la mobilisation je savais que cette question devait présenter un élément important dans notre politique, et un sujet du plus haut intérêt pour les Communes. Je télégraphiai donc simultanément, et en des termes analogues, pour informer Paris et Berlin qu'il était essentiel pour nous de savoir si les gouvernements français et allemand étaient, ou non, disposés à prendre l'engagement de respecter la neutralité de la Belgique. Voici les réponses :

Et d'abord celle du gouvernement français :

« Le gouvernement français est résolu à respecter la neutralité « de la Belgique, et ce n'est qu'au cas où une autre puissance « violerait cette neutralité, que la France pourrait se trouver dans « l'obligation d'agir différemment, en vue de sauvegarder sa sécu- « rité. Cette assurance a déjà été donnée à plusieurs reprises. Le « Président de la République s'est entretenu à ce sujet avec le Roi « des Belges, et le Ministre de France à Bruxelles a spontanément « renouvelé aujourd'hui cette assurance au Ministre belge des « Affaires Etrangères. »

Voici la réponse du gouvernement allemand :

« Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères n'est pas en « mesure de donner une réponse sans consultation préalable avec « l'Empereur et le Chancelier Impérial. »

Sir Edward Goschen, à qui j'avais laissé entendre combien il était important d'avoir une réponse rapide me dit qu'il espérait que celle-ci ne tarderait pas trop.

Le Ministre allemand des Affaires Etrangères donna alors à entendre à notre Ambassadeur à Berlin, qu'il doutait fort qu'il leur fût possible de répondre, attendu que, quelle que fût leur réponse, elle ne manquerait pas, en l'éventualité d'une guerre, d'avoir pour effets fâcheux de révéler une partie de leur plan de campagne.

Je télégraphiai en même temps au gouvernement belge à Bruxelles, et reçu de Sir Francis Villiers la réponse suivante :

« Le Ministre des Affaires Etrangères me remercie de la commu- « nication faite, et répond que la Belgique fera tout ce qui est en « son pouvoir pour le maintien de sa neutralité ; elle espère et « désire que les Puissances voisines l'observent et la défendent. Il

« me prie d'ajouter que les relations entre la Belgique et les autres
« Puissances avoisinantes sont excellentes, et qu'il n'y a aucune
« raison de suspecter leurs intentions ; néanmoins le gouvernement
« belge croit qu'en cas de violation, il serait en état de défendre
« la neutralité de son pays. »

A l'heure actuelle, il ressort des nouvelles reçues aujourd'hui, mais dont je n'ai pas pu encore contrôler l'exactitude qu'un ultimatum a été envoyé par l'Allemagne à la Belgique, dans lequel on proposait à cette dernière des relations amicales, à la condition qu'elle facilitât le passage des troupes allemandes à travers son territoire.

Eh bien ! Messieurs, tant que ces faits ne seront pas définitivement démontrés, je ne veux pas, jusqu'à la dernière minute, m'exprimer devant la Chambre comme si je possédais des informations complètes et irréfutables. On nous a sondés au cours de la semaine dernière, pour savoir si, au cas où l'on garantirait après la guerre l'intégrité de la Belgique, nous nous en contenterions. Nous répondîmes que nous ne pouvions accepter de marchandages à l'égard des intérêts et des obligations que nous avions dans la question de la neutralité belge.

Quelques instants avant de venir ici, je fus informé que Sa Majesté le Roi Georges V venait de recevoir du Roi des Belges le télégramme suivant :

« Me rappelant les multiples preuves d'amitié de Votre Majesté
« et de Vos prédécesseurs, en souvenir aussi de l'attitude amicale
« de l'Angleterre en 1870 et de la sympathie qu'elle vient à nouveau
« de nous témoigner, je fais un appel suprême à l'intervention
« diplomatique du gouvernement de Votre Majesté, en vue de sau-
« vegarder l'intégrité de la Belgique ».

Nous étions déjà, dès la semaine dernière, intervenus diplomatiquement ; mais à quoi servirait à l'heure présente une intervention diplomatique ?

L'indépendance de la Belgique est pour nous d'un grand intérêt, d'un intérêt vital dont son intégrité n'est que le moindre élément.

Si la Belgique se voit contrainte à autoriser la violation de sa neutralité, la situation est claire. En effet, même si elle l'admettait de son plein gré, il est évident qu'elle n'agirait ainsi que sous l'emprise d'une dure pression.

Les petits Etats de cette région de l'Europe ne demandent qu'une chose : leur indépendance. Leur seul désir est qu'on les laisse tranquilles et indépendants. Ils ne craignent à mon avis qu'une chose : que l'on s'en prenne, non pas tant à leur intégrité qu'à leur indépendance.

Si, au cours de la guerre européenne en perspective, la neutralité de l'un de ces pays est violée, si les troupes de l'une des nations belligérantes violent cette neutralité, et qu'il ne soit rien tenté pour s'y opposer, quelle que puisse être, à la fin de la guerre son intégrité, son indépendance aura vécu.

J'ai encore ici une citation de M. Gladstone, qui nous donne son opinion sur l'indépendance de la Belgique. Elle se trouve dans *Hansard*, volume 203, page 1787. Le temps m'a manqué pour lire le discours en entier et en vérifier le contexte, mais l'énoncé m'en paraît si clair que le contexte n'en saurait changer la signification. M. Gladstone dit :

« Nous avons dans l'indépendance de la Belgique un intérêt plus « grand que celui que nous pourrions avoir dans l'opération pro- « prement dite des garanties. La preuve en est dans la réponse à « la question suivante : si, en l'occurrence, notre pays, jouissant, « comme il le fait, d'influence et de puissance, restait le témoin « impassible de la perpétration du plus grand crime qui ait jamais « souillé les pages de l'histoire, ne deviendrait-il pas ainsi complice « de la faute ! »

Non, Messieurs, s'il est vrai qu'une proposition telle qu'un ultimatum ait été faite, demandant à la Belgique de compromettre ou de violer sa neutralité ; quelqu'aient été les compensations promises en retour, son indépendance est de ce fait perdue, et inévitablement l'indépendance hollandaise suivra de près. Je demande instamment à la Chambre de juger du point de vue des intérêts britanniques qui peuvent se trouver en jeu.

Si, dans une lutte de vie ou de mort la France est battue, écrasée ; si elle perd, de ce fait, son rang parmi les Grandes Puissances ; si elle se trouve subordonnée au pouvoir et à la volonté d'une puissance plus forte qu'elle — éventualité que je n'envisage point, car j'ai la certitude que la France est capable de se défendre avec toute l'énergie, l'habileté et le patriotisme dont elle a si souvent fait preuve, — et cependant si cela devait arriver, et si la Belgique tombait sous la domination d'une même influence, puis la Hollande, le Danemark, les paroles de M. Gladstone ne se trouveraient-elles pas réalisées : « Nous aurions à faire face à un intérêt commun contre l'agrandissement démesuré d'une Puissance quelle qu'elle soit. »

On pourrait dire, il est vrai, que nous pourrions nous tenir à l'écart, ménager nos forces et, quoiqu'il arrive au cours de cette guerre, intervenir utilement pour le règlement final, en le conformant à notre propre point de vue. Si, dans une crise pareille nous nous dérobions à ces obligations d'honneur et d'intérêt en ce qui concerne le traité belge, je doute que quelle que soit la puissance matérielle dont nous disposerions à la fin du conflit, ce

puisse être du moindre poids comparé à la considération que nous aurions perdu. Et ne croyez pas qu'une grande puissance qu'elle soit ou non restée en dehors de cette guerre, aura la possibilité, à la fin du conflit, d'affirmer une supériorité quelconque. Quant à nous, malgré une marine puissante capable, croyons-nous, de protéger notre commerce, nos côtes et de sauvegarder nos intérêts, nous ne souffrirons, s'il nous faut entrer en guerre, guère plus que si nous nous tenons à l'écart.

Je crains fort que nous devions de toute façon souffrir terriblement de cette guerre, que nous y soyons mêlés ou non. Le commerce extérieur va s'arrêter, non pas du fait que les voies en seront fermées, mais du fait qu'il n'y aura plus de négoce à l'autre bout.

Les nations du Continent engagées dans la guerre avec leurs populations, leurs énergies, leurs richesses, engagées tout entières en une lutte désespérée — ne pourront entretenir avec nous le commerce qu'elles avaient en temps de paix, qu'elles soient ou non belligérantes.

Je ne crois pas un instant, qu'à la fin de cette guerre, même en nous tenant à l'écart, nous nous trouvions en une position matérielle susceptible d'effacer les événements qui se seront produits au cours de la guerre au point d'empêcher tout l'ouest de l'Europe dressé contre nous — si tel est le résultat de la guerre — de tomber sous la domination d'une seule Puissance; et je suis convaincu que notre position morale serait telle que nous aurions perdu toute considération. Si j'ai posé la question de la Belgique d'une façon quelque peu hypothétique, c'est que je ne suis pas encore certain de tous les faits; s'ils se vérifient dans la suite tels qu'ils nous sont parvenus à l'heure actuelle, il est évident que ce pays a l'obligation de faire tout en son pouvoir pour éviter les conséquences qu'entraîneraient inévitablement ces faits, s'il ne leur était pas opposé de résistance.

J'ai lu à la Chambre les seuls engagements que nous ayons jusqu'à présent pris de façon définitive, en ce qui concerne l'emploi de la force. Je considère aussi qu'il est dû à la Chambre de l'assurer que nous n'avons pris aucun engagement quant à l'envoi au dehors d'un corps expéditionnaire.

La mobilisation de la flotte est faite, la mobilisation de l'armée est en voie d'exécution, mais nous n'avons encore pris le moindre engagement, parce que, je le sens, dans le cas d'une conflagration européenne sans précédent comme celle-ci, nos énormes responsabilités dans l'Inde, dans nos autres Colonies, tant d'autres facteurs inconnus nous obligent à étudier avec soin l'opportunité de l'envoi d'un corps expéditionnaire jusqu'à ce que nous sachions bien où nous en sommes. Je voudrais ajouter ceci : Le seul point lumineux dans cette terrible situation est actuellement l'Irlande.

Le sentiment général d'un bout à l'autre de l'Irlande — et je voudrais que ceci soit clairement compris à l'étranger — est tel, qu'il n'est pas besoin de faire entrer la question irlandaise en ligne de compte à l'heure présente.

J'ai maintenant exposé à la Chambre où nous en sommes quant aux obligations et aux diverses conditions influençant notre politique, et me suis étendu sur l'importance de la question de la neutralité belge. Quelle autre politique envisager ? Le seul moyen pour le gouvernement de rester à la dernière heure en dehors de cette guerre, serait de lancer immédiatement une proclamation de neutralité sans conditions. Nous ne pouvons agir de la sorte. Nous sommes liées par l'engagement envers la France que j'ai lu à la Chambre, lequel nous interdit un pareil geste. La Belgique est un facteur de plus qui nous rend impossible une neutralité inconditionnelle, et nous ne saurions, s'il n'est donné satisfaction à toutes ces importantes considérations, nous dérober et nous refuser à user de toutes les forces dont nous disposons.

Si nous adoptions une ligne de conduite pareille et disions « nous n'avons absolument rien à voir en cette affaire » quelles qu'en soient les conditions : obligations du traité belge, situation éventuelle dans la Méditerranée avec préjudice possible porté aux intérêts anglais, et tout ce qui peut arriver à la France du fait de notre manquement à la secourir ; si nous allions jusqu'à prétendre que toutes ces circonstances n'ont aucune importance pour nous et que nous préférons nous tenir à l'écart, nous sacrifierions, je le crois fermement, notre respect propre en même temps que notre bon renom aux yeux du monde, sans échapper pour cela aux plus sérieuses, voire désastreuses, conséquences économiques.

J'ai tenu à expliquer nettement les vues du gouvernement, et à exposer à la Chambre les différentes lignes à suivre avec leurs résultats possibles. Je ne lui cacherai pas, après les renseignements, pour si incomplets qu'ils soient, que j'ai pu lui fournir sur la Belgique, que nous devons nous tenir prêts — et nous le sommes — à supporter les conséquences qui résulteront de la mise en œuvre de la totalité de nos forces, et cela, d'un instant à l'autre — quand, nous l'ignorons — tant pour notre propre défense que pour remplir le rôle qui doit être le nôtre. Nous savons si toutefois les faits sont bien tels que je les ai exposés, et quoique je n'aie, comme je l'ai dit, fait prévoir aucune intention agressive de notre part, ni aucune décision immédiate de recourir aux armes avant d'être en pleine possession des faits ; nous savons, dis-je, que nous y pourrions être contraints. Pour ce qui est des forces du royaume, nous sommes prêts. Le Pre-

mier Ministre, comme aussi mon honorable ami le Premier Lord de l'Amirauté, n'éprouvent, si je ne me trompe, aucune hésitation à affirmer que l'état de préparation et d'efficience de ces forces n'a jamais été plus complet qu'il ne l'est aujourd'hui, et que jamais la confiance en l'aptitude de notre marine à protéger notre commerce et nos côtes ne fut plus justifié. Comment oublier un seul instant les multiples souffrances et la misère en perspective auxquelles n'échappera pas une nation en Europe, et dont aucun abandon ou aucune neutralité ne saurait nous sauver ? Les dommages que pourrait causer à notre commerce quelque bateau ennemi est infime comparé à ceux qui seront infailliblement occasionnés par les conditions économiques prévalant sur le Continent.

Le conseil à donner aux Communes constitue la plus terrible responsabilité qui incombe au gouvernement. Nous avons mis à nu devant vous notre pensée la plus intime, donné toutes les informations que nous possédions et apporté, je l'espère, la preuve que nous sommes prêts à faire face à la situation actuelle, de même que nous sommes de force à l'affronter au cas où elle se développerait. Nous avons travaillé pour la paix jusqu'au dernier jour et même au-delà ; au prix de quelles difficultés, de quelle persistance et avec quelle sincérité, la Chambre s'en rendra compte à la lecture des papiers qui lui seront soumis.

Tout cela est fini, du moins pour ce qui est de la paix de l'Europe ; nous nous trouvons à présent face à face avec une situation inéluctable et toutes les conséquences susceptibles de se développer.

Nous sommes assurés de l'appui des Communes, dans toutes les mesures qui pourront nous être imposées de par la force des choses ou l'action d'autrui.

Le pays n'a pas eu, je crois, la situation lui ayant été imposée avec une telle rapidité, le temps de réaliser la portée des événements. Peut être s'attarde-t-il encore à la querelle entre l'Autriche et la Serbie, et non aux complications issues de ce conflit.

La Russie et l'Allemagne sont en guerre, cela nous le savons. Nous ne savons pas encore officiellement que l'Autriche, l'allié que l'Allemagne devra soutenir, soit en guerre avec la Russie — nous n'ignorons pas que de graves événements se sont produits sur la frontière française — nous ne somme pas certains qu l'Ambassadeur d'Allemagne ait quitté Paris.

La situation a évolué si rapidement qu'il est fort difficile d préciser à quel point nous en sommes en ce qui touche l'état guerre. J'avais à dégager les enjeux occultes susceptibles d'affe ter notre attitude et notre politique personnelles et à les expos nettement.

J'ai soumis à la Chambre les faits essentiels, et si, comme il me paraît probable, nous sommes forcés — et cela sans retard de prendre nos dispositions en face des événements, je suis persuadé que le pays se rendra compte de la gravité de ce qui est en jeu, de l'immensité des dangers qui nous menacent en Europe occidentale, tels que je me suis efforcé de les décrire à la Chambre ; j'ai la conviction que nous serons jusqu'au bout soutenus non-seulement par les Communes, mais encore par la ferme décision, le courage résolu et la stoïque endurance du pays tout entier.

Je voudrais encore donner connaissance à la Chambre d'un dernier renseignement, que je ne possédais pas lorsque j'ai fait mon exposé cet après-midi : je le reçois de la Légation de Belgique à Londres, elle est ainsi conçue :

« L'Allemagne a fait parvenir, hier soir à 7 heures, une note à « la Belgique, lui proposant une neutralité amicale, autorisant le « libre passage sur territoire belge, et promettant le maintien de « l'indépendance et l'intégrité du royaume ; la menaçant, en cas de « refus, de traiter la Belgique en ennemie. Une limite de douze « heures était fixée pour la réponse. Les Belges ont répondu que « toute atteinte à leur neutralité serait considérée comme une vio- « lation flagrante du droit des nations et qu'accepter la proposition « allemande serait faire le sacrifice de l'honneur national. Cons- « ciente de ses devoirs, la Belgique est fermement résolue à repous- « ser l'agression, par tous les moyens en son pouvoir. »

Je ne puis qu'affirmer que le gouvernement est tout près à prendre cette nouvelle en sérieuse considération. Je m'abstiendrai de tout commentaire.

APPENDICE E

ALLOCUTION DU VICOMTE GREY OF FALLODON, A L'INAUGURATION D'UNE PLAQUE COMMÉMORATIVE, DÉDIÉE A WALTER HINES PAGE, DANS LA SALLE DU CHAPITRE DE L'ABBAYE DE WESTMINSTER, LE 3 JUILLET 1922.

La plaque qui doit être inaugurée aujourd'hui est destinée à honorer la mémoire d'un homme, dont chaque parole, chaque acte, fut inspiré surtout par le désir sincère et ardent de faire prévaloir parmi les nations du monde la liberté humaine, telle qu'il la voulait voir réalisée dans la démocratie.

Walter Hines Page fut un exemple de cette vérité que les plus fortes personnalités sont le produit, non tant de l'effort dirigé vers un succès ou une renommée personnelle, que du patriotisme et de la foi en un idéal.

Son patriotisme était de la plus noble qualité : il aimait son pays à la fois pour ce qu'il était et pour ce qu'il le croyait susceptible de pouvoir et de vouloir faire pour le bien de l'humanité. Sa perception de la puissance des Etats-Unis, et sa foi en la démocratie de son pays, sa confiance absolue et sans défaillance en la volonté de son peuple à accomplir des choses belles et grandes pour le monde, étaient partie intégrale de son être intime.

Ce doit être pour son pays une fierté en même temps qu'une pensée réconfortante que de se rappeler qu'il inspira une aussi noble foi à un esprit si pénétrant et si pur.

J'ai parlé en premier lieu de Walter Hines Page, en tant qu'Américain, car c'est ainsi, j'en suis certain, qu'il eût désiré qu'on l'évoque et que l'on pense à lui ; mais son cœur souhaitait vivement qu'il y eût, entre son pays et le nôtre, une intimité vraie, une compréhension mutuelle et l'on ne saurait rien souhaiter de plus parfait pour les affaires du monde, que la réalisation des hauts et bienfaisants espoirs qu'il formait.

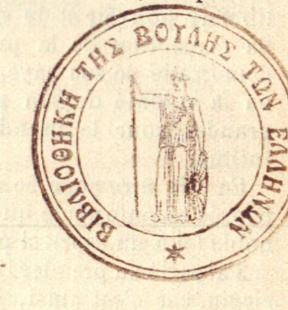
Nous lui vouons dans ce pays une profonde gratitude. Nous désirons qu'il y ait quelque chose qui commémore la sympathie

et l'aide morale qu'il nous a apportées lors de la plus grande crise de notre histoire. Nous désirons que son nom soit rappelé avec honneur et avec affection, comme celui d'un homme qui nous a donné un appui inestimable à un moment où notre liberté, notre indépendance même, semblaient en jeu. Ceux de ses compatriotes qui chérissent encore les noms de ceux qui vinrent en aide aux Etats-Unis au temps de l'épreuve et du danger, comprendront, aisément ce que nous éprouvons à présent à l'égard d'hommes tels que Walter Hines Page.

Dans chacun de mes entretiens avec lui, je sentais — et, j'en suis sûr, beaucoup d'autres ici qui le connaissaient, l'éprouvèrent de même — qu'il y avait entre lui et nous un lien particulièrement étroit de sympathie personnelle. Nous nous sentions attachés à lui par une compréhension commune des mêmes valeurs dans la vie publique, par le désir de vivre en un monde identique, par une analogie de pensée, de principe et d'idéal.

C'est pourquoi, quoique son lieu de repos soit dans son pays qu'il aima avec une telle piété, nous avons désiré élever ici un monument pour l'honorer et conserver, pour ceux qui viendront après nous, un témoignage et un souvenir de sa vie. Il convenait hautement que sa place fût l'Abbaye de Westminster où se trouve consacré tout de ce qui est grand, honorable et cher dans notre histoire, en cette Abbaye qui, il n'y a pas si longtemps pour autant que le temps compte dans la vie des peuples, figurait dans l'héritage de ses ancêtres, au même titre qu'elle figure dans le nôtre.

C'est en cet esprit que je découvre ce monument, et prie le Doyen de le bien vouloir accepter.



APPENDICE F

LES « SUGGESTIONS » DU 1er AOUT 1914

Le télégramme suivant, du Prince Lichnowsky, fut publié en Allemagne peu après l'ouverture des hostilités.

1er août 1914.

« Sir Edward Grey vient de m'appeler au téléphone, me demandant si j'étais en mesure de déclarer, pour le cas où la France resterait neutre dans une guerre Germano-Russe, que nous ne l'attaquerions pas. Je lui répondis que je croyais pouvoir assumer cette responsabilité. »

Le 28 août 1914, je fus interpellé sur ce point à la Chambre des Communes, et répondis comme suit:

Il m'a été rapporté, un jour, que l'Ambassadeur d'Allemagne avait suggéré que son pays pourrait rester neutre dans une guerre entre la Russie et l'Autriche, et s'engager également à ne pas attaquer la France, si nous mêmes restions neutres et garantissions la neutralité de la France. Je répondis aussitôt que si le gouvernement allemand jugeait possible un tel arrangement, j'étais certain de pouvoir donner cette certitude — mais il apparut que ce qu'avait voulu dire l'Ambassadeur était que nous assurions la neutralité de la France, au cas où l'Allemagne entrerait en guerre avec la Russie. C'était là une proposition toute différente, et comme je la supposais, selon toute probabilité, incompatible avec les termes de l'Alliance Franco-Russe, il n'était pas en mon pouvoir de donner cette assurance. Peu après l'Ambassadeur fit appeler mon secrétaire particulier, et lui dit qu'aussitôt le malentendu éclairci, il avait adressé à Berlin un deuxième télégramme pour effacer l'impression produite par le premier envoyé par lui à ce sujet. Le premier télégramme a été publié, le second ne semble pas l'avoir été.

Depuis l'achèvement de ce livre, un télégramme adressé par moi à l'Ambassadeur Britannique à Paris, le 1er août, m'a été remis en mémoire ; on m'a fait remarquer qu'il s'y trouve une contradiction apparente.

Sir Edward Grey à Sir F. Bertie.

Foreign Office le 1er août 1914.

« L'Ambassadeur d'Allemagne a paru juger qu'il ne serait pas impossible, lorsque je le lui suggérai, qu'après leur mobilisation sur la frontière de l'Ouest, les armées françaises et allemandes restassent sur leurs positions tant que l'un ou l'autre ne s'en départirait pas. Je ne saurais affirmer si ceci serait compatible avec les obligations prises par la France du fait de son alliance. Si ce l'était, je suppose que le gouvernement français ne ferait aucune objection à ce que nous nous engagions à rester neutres aussi longtemps que l'armée allemande resterait à la frontière sur la défensive. »

A quoi Sir F. Bertie répondit :

« Je ne puis imaginer que dans le cas où la Russie serait en guerre avec l'Autriche et de plus attaquée par l'Allemagne, il puisse être compatible avec les engagements de la France envers la Russie de rester passive. Si la France adoptait une pareille attitude, les Allemands s'attaqueraient d'abord aux Russes puis, après les avoir battus, se retourneraient contre les Français. »

Au cours de ces derniers jours, de ces heures si critiques, toute suggestion susceptible d'éviter ou de localiser la guerre, a été étudiée. Le temps était limité, et, dans l'effort d'éviter la guerre, il y eut parfois des confusions : je me souviens nettement du malentendu survenu au téléphone entre Lichnowsky et moi, il se produisit exactement de la façon dont l'explique ma réponse au Parlement.

Je ne me rappelle pas les circonstances du télégramme à Bertie, et ne puis dire avec certitude quelle était ma pensée exacte lorsque je l'envoyai. Mon impression est qu'il impliquait que les armées allemandes et françaises, bien que mobilisées, ne devraient prendre aucune part à la guerre, tant que l'une d'elles ne bougerait pas. Mais il se peut qu'alors, pressé par le temps, j'aie fait une suggestion sans en peser toute la portée, et que Bertie, très justement souligna ce qu'elle présentait d'impraticable.

G. of F.

APPENDICE G

LE PRÉTENDU TRONQUAGE DE DOCUMENTS

Le passage que l'on va lire est tiré d'un article intitulé « Le grand mensonge », signé de W. N. Ewer et qui parut dans le *Daily Herald* du 18 octobre 1922.

« Le 24 juillet (jour où l'Autriche lança son ultimatum à la Serbie), Sir Edward Grey fit sa première démarche pour la paix. Il proposa que l'Angleterre, l'Allemagne, la France et l'Italie tentent d'exercer simultanément à Vienne et à Pétrograd une influence modératrice. (Livre Bleu britannique n°s 10, 11, 12,) L'Allemagne accepta (Livre Bleu n° 18). L'Italie accepta (Livre Bleu n° 29).

« Mais le Ministre des Affaires Etrangères de Russie refusa nettement la proposition de Sir Edward.

« Si, télégraphia-t-il à Paris et à Londres le 27 juillet, l'on se propose d'exercer une action modératrice à Saint-Pétersbourg, nous refusons absolument une suggestion de cet ordre.

« La dépêche contenant cette même phrase fut expédiée en même temps à Londres et à Paris. Elle fut communiquée à Sir Edward Grey et figure en partie dans le Livre Bleu britannique (n° 53).

« *Mais cette phrase compromettante, démontrant que ce n'est pas l'Allemagne, mais la Russie qui refusa la première ouverture pacifique, a été retranchée.*

« Cela suffit. Si une dépêche a été tripotée dans le but de dissimuler un fait embarrassant, on est en droit de supposer que ce n'est pas un cas unique et que, dans le Livre Bleu comme dans le Livre Orange, un rédacteur soigneux a « cuisiné » les documents, enlevant, ajoutant, modifiant — en un mot, tronquant, partout où il semblait que ce fût nécessaire pour établir la *responsabilité de l'Allemagne* ».

La même allégation fut répétée dans *The Nation and Athenæum*, le 2 octobre 1922. Elle est tirée d'une publication allemande intitulée *Les Falsifications du Livre Orange russe*, compilé

d'après des sources bolchévistes (*Die Falschungen des russischen Oranges buches*, de Gruyter et Cie, Berlin et Lepzig 1922).

Toutes ces allégations et suggestions, tant pour ce qui a trait à ce document (n° 53) qu'à d'autres publiés par le Foreign Office, sont absolument sans fondement. Il n'y eut pas, à ma connaissance, de mutilation commise au n° 53, et je n'entendis formuler cette accusation que longtemps après que j'eus quitté mes fonctions. Il ressort de l'enquête faite que quelque chose aurait été coupé à la fin du document original qui se trouve présentement au Foreign Office. Je suis convaincu, et suis autorisé à déclarer, que le document, tel qu'il existe au Foreign Office, est exactement tel qu'il y fut reçu. Il est fort possible que l'on ait supprimé, dans la communication faite à Londres, un passage dont on prévoyait que nous prendrionsombrage. Un procédé de ce genre est toujours laissé à la discrétion d'une Ambassade. Lorsque le temps le permet, l'Ambassade réserve la communication et demande de nouvelles instructions; dans les moments de grand urgence, l'Ambassadeur ou quelque haut fonctionnaire use de la latitude qu'il a de droit et en rend ensuite compte à son gouvernement.

Dans le document en question (n° 53) il vaut la peine de noter que le passage supprimé fait allusion à « une réponse donnée par le Ministre français de la Justice », et peut par conséquent fort bien ne nous avoir pas été destiné. Celui qui l'a supprimé semble évidemment avoir, par erreur, laissé le paragraphe précédent qui, tel qu'il est imprimé, n'a aucun rapport avec ce qu'il précède et est dépourvu de sens sans le paragraphe subséquent (détaché). Il ressort de témoignages recueillis dans les services, que le document fut envoyé à l'imprimerie exactement tel qu'il fut reçu et qu'on jugea qu'il sera suffisamment éloquent en soi, sans que l'on cherchât à le modifier ou à le corriger.

Pour ce qui est de sa substance, il semblerait que l'objection (dans le paragraphe détaché) visait la mise en œuvre d'une pression à Saint-Pétersbourg et sur le gouvernement russe en dehors des autres gouvernements. Ainsi qu'il ressort du texte, le gouvernement russe s'empressa d'adhérer à la proposition d'une Conférence et n'y opposa pas les objections que le comte Benckendorff m'avait fait craindre. Ce point ressort clairement dans le n° 78 du Livre Blanc britannique :

Sir George Buchanan à Sir Edward Grey.

n° 78.

(reçue le 29 juillet 1914).

« Le Ministre des Affaires Etrangères (M. Sazonof) dit que le gouvernement autrichien s'est maintenant définitivement refusé

à une conversation directe entre Vienne et Saint-Pétersbourg. Le Ministre des Affaires Etrangères avait proposé cet échange de vues sur l'avis de l'Ambassadeur d'Allemagne, et comptait, en faisant part à celui-ci du refus de l'Autriche, insister pour que l'on en revînt à votre suggestion d'une conférence de nos Ambassadeurs, ou à tout le moins à un échange de vues entre les trois Ambassadeurs moins directement intéressés, vous-même, et aussi l'Ambassadeur d'Autriche si vous le jugiez à propos. Tout arrangement approuvé par la France et l'Angleterre serait acceptable à ses yeux, et la forme donnée à ces conversations lui était indifférente. Qu'il n'y avait pas de temps à perdre, et que le seul moyen de détourner le péril de la guerre serait que vous arriviez, par des conversations individuelles ou collectives avec les Ambassadeurs, à une formule que l'on puisse décider l'Autriche à accepter. Que le gouvernement russe n'avait cessé de se montrer parfaitement franc et conciliant, et avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour maintenir la paix. Si ses efforts dans ce but échouaient, il espérait que le public anglais saurait se rendre compte qu'il n'y allait pas de la faute du gouvernement russe. »

Quant à d'autres documents, il peut être opportun d'expliquer comment il peut exister des différences entre ceux émanant directement du Foreign Office et les versions qui en paraissent à l'étranger. La version authentique est, bien entendu, notre document en anglais, mais il peut se trouver publié traduit en une langue étrangère, puis retraduit en anglais de cette autre langue pour reparaître dans des journaux et des livres anglais ou américains. Dans des cas pareils la retraduction non-officielle ne peut manquer de contenir certaines divergences d'expression avec l'original.

Il est nécessaire, lorsque l'on présente des télégrammes chiffrés au Parlement, de paraphraser certains passages des originaux, afin de préserver le secret du chiffre employé. A l'exception de quelques-uns qui avaient été déjà publiés, les télégrammes parus en ce livre n'étant pas de date récente, ont été, avec l'autorisation du Foreign Office, transcrits sans altération dans la forme exacte en laquelle ils furent expédiés ou reçus.

Autant que je puis m'en rendre compte, toutes les allégations de « truquage » de documents à l'adresse du Foreign Office britannique dans des publications étrangères ou anglaises, sont fondées soit sur de légères différences dues aux paraphrases, soit sur des différences entre les documents originaux et leur retraduction.

G. of F.

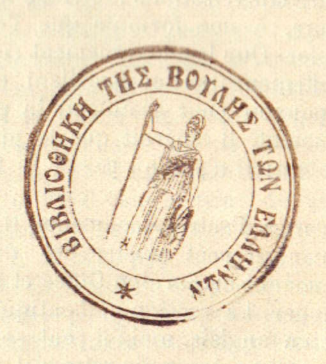


TABLE DES MATIÈRES

Vannes. — Imprimerie Lafolye frères et Cie. 888-27.

Μιὰ Γερμανικὴ λογικὴ ([illegible] [illegible]) [above: ἐρχόταν].
Μικραὶ Ἀθῆναι [illegible] [illegible]

Νέα γενεά.

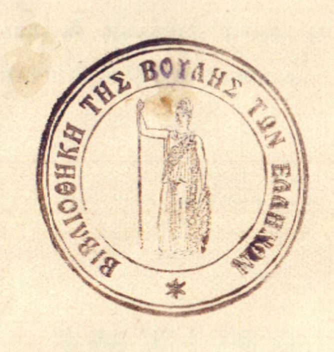
Κυριακὴ 21 Φεβρουαρίου 1915
Χρόνος [illegible] ἔκδοσις

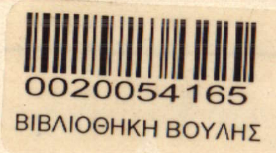
Ζήτω [illegible] –
Ζήτω [illegible]. } Δύο ἐπιφωνήματα [illegible] [illegible]

Λόγος [illegible].

Γ. [illegible] [illegible] [illegible] [illegible]

Ὁ [illegible] [illegible] καὶ [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] –
[illegible] [illegible]


ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΤΗΣ ΒΟΥΛΗΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ


0020054165
ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΒΟΥΛΗΣ